Marc-André Delisle

Sociologue, chargé de cours à l'Université du Québec à Chicoutimi
et membre associé de l'Institut sur le vieillissement et la participation sociale des aînés
de l'Université Laval (IVPSA)

(2009)

La participation sociale des aînés : apport à la collectivité et bien-être individuel

Rapports abrégé et extensif.

Collaboratrice à la recherche : Marie-Reine Thouvenot,
M. Éd., Université de Sherbrooke.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Marc-André Delisle

Sociologue, professeur agrégé, Programmes de gérontologie, Université de Sherbrooke

La participation sociale des aînés : apport à la collectivité et bien-être individuel. Rapports abrégé et extensif.

Recherche subventionnée par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (dossier 108648). Édition du document financée par le Fonds de perfectionnement des chargés de cours de l'Université du Québec à Chicoutimi. Ville de Lévis, Québec : automne 2009, 347 pp.

[Autorisation formelle accordée le 4 mai 2010 par l'auteur de diffuser ces rapports de recherche dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriels : marc_andre_delisle@hotmail.com
marc-andre.delisle@usherbrooke.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes
Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 8 juin 2010 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec.

Marc-André Delisle

Sociologue, chargé de cours à l'Université du Québec à Chicoutimi
et membre associé de l'Institut sur le vieillissement et la participation sociale des aînés
de l'Université Laval (IVPSA)

La participation sociale des aînés: apport à la collectivité et bien-être individuel. Rapports abrégé et extensif.

Recherche subventionnée par le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (dossier 108648). Ville de Lévis, Québec : automne 2009, 347 pp.

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Ce rapport de recherche se situe dans le prolongement des études sur les loisirs, la participation sociale et le recours aux services sociaux et de santé que j'ai réalisées durant les années 1980 et 1990 ¹. Après avoir effectué plusieurs études sur cette question, il m'est venu l'idée d'entreprendre une recherche qui considérerait l'histoire de l'engagement communautaire des aînés, leur contribution sociale, les effets psychologiques et sociaux de leur action, et l'insertion de leur implication sociale dans leur existence.

Une subvention du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC) m'a permis de mener une telle recherche en 2006-2007. J'ai produit deux documents à la suite de cette étude. Tout d'abord, j'ai remis un rapport abrégé au Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC) en mars 2008. Étant donné que les règles d'édition de ce document ne permettaient pas de présenter *in extenso* la démarche de recherche, j'ai rédigé un second rapport de plus grande envergure.

Je publie ces deux documents dans les Classiques des sciences sociales. Aux textes des rapports de recherche, s'ajoutent une bibliographie, des tableaux statistiques et des annexes. Le tout constitue le compte rendu de l'étude effectuée.

¹ Boulanger, 1990; Delisle, 1987b; 1999b; Delisle et Ouellet, 2001a, b et c; Delisle 2002a, 2002b et 2004; West *et coll.*, 1996.

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel

REMERCIEMENTS

[Retour à la table des matières](#)

Ce document n'aurait pu être produit sans le soutien de plusieurs organismes et individus. Parmi eux, il y a : le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture, l'Université de Sherbrooke, des groupes communautaires de l'Estrie, le Comité de perfectionnement des chargés de cours de l'Université du Québec à Chicoutimi, et les Classiques des sciences sociales. De nombreuses personnes au sein de ces organismes ont apporté une aide considérable au cours du processus de recherche, mais je préfère ne nommer aucun individu en particulier parce que je risquerais d'oublier des gens qui ont joué un rôle important. À ces individus s'ajoutent ceux qui nous ont accordé une entrevue et fourni de la documentation. Que ces organismes et ces personnes sachent à quel point je leur suis reconnaissant.

Lévis (Québec)

Marc-André Delisle

Automne 2009

Table des matières générale

[Avant-propos](#)

[Remerciements](#)

Table des matières générale

[*Rapport abrégé*](#)

Table des matières du rapport abrégé

[*Rapport extensif*](#)

Table des matières du rapport extensif

[Bibliographie générale](#)

Marc-André Delisle

Sociologue, chargé de cours à l'Université du Québec à Chicoutimi
et membre associé de l'Institut sur le vieillissement et la participation sociale des aînés
de l'Université Laval (IVPSA)

(2009)

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel

Rapport abrégé.

Collaboratrice à la recherche : Marie-Reine Thouvenot,
M. Éd., Université de Sherbrooke.

Recherche subventionnée par le Fonds québécois de recherche
sur la société et la culture (dossier 108648)

Édition du document financée par le Fonds de perfectionnement
des chargés de cours de l'Université du Québec à Chicoutimi

[Retour à la table des matières](#)

Table des matières du Rapport abrégé ²

1. [Le contexte de la recherche](#)
2. [La problématique de la participation sociale des aînés](#)
 - 2.1 Le concept de participation sociale
 - 2.2 Les notions d'adoption et de sphérocontexte
 - 2.3 Les effets de la participation sociale des aînés sur la société et sur les individus
3. [Les objectifs](#)
4. [La méthodologie](#)
 - 4.1 Les instruments
 - 4.2 L'échantillonnage
5. [Les résultats de la recherche](#)
 - 5.1 Le premier volet : l'émergence des groupes d'aînés et leur implantation dans les Cantons de l'Est
 - 5.1.1 Le contexte sociohistorique global
 - 5.1.2 L'émergence de l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ) et son implantation dans les Cantons de l'Est
 - 5.1.3 L'émergence de la Fédération de l'âge d'or du Québec/Réseau FADOQ et son implantation dans les Cantons de l'Est
 - 5.1.4 L'émergence de l'Association québécoise pour la défense des droits des retraité-es et préretraité-es (AQDR) et son implantation dans les Cantons de l'Est
 - 5.1.5 Les traits communs des processus d'émergence des trois groupes d'aînés
 - 5.1.6 Les traits distinctifs des processus d'émergence des trois groupes d'aînés
 - 5.2 Le deuxième volet : la contribution sociale des aînés et l'insertion de la participation sociale dans leur existence
 - 5.2.1 La contribution sociale des aînés
 - 5.2.1.1 Les renseignements tirés de la documentation consultée
 - 5.2.1.2 Les renseignements provenant des entrevues du volet 2
 - 5.2.2 L'insertion de la participation sociale dans l'existence des aînés
 - 5.2.2.1 Les renseignements tirés de la documentation consultée
 - 5.2.2.2 Les renseignements provenant des entrevues du volet 2
6. [Les nouvelles pistes ou questions de recherche identifiées](#)
7. [La bibliographie](#) (voir à la fin du rapport extensif)

² La table des matières du rapport abrégé diffère quelque peu de celle du rapport extensif.

1. Le contexte de la recherche

[Retour à la tdm du rapport abrégé](#)

Ce projet de recherche se situe dans le courant des études sur la participation sociale des aînés (Curtis et coll., 2003) ³. Compte tenu du vieillissement démographique, les gens âgés sont de plus en plus nombreux. Dans l'ensemble du Québec, il y avait 11 % de personnes de 65 ans et plus en 1991. En 2005, ce pourcentage était de 13.8 % et en l'an 2016, il devrait y en avoir 18.5 % (Conseil des aînés du Québec, 2007, p. 10 et 192; Gauthier, 2004; Girard, Létourneau et Thibault, 2004). En Estrie, ces pourcentages sont respectivement de 12 %, 14.5 % et de 26 % (*ibid.*). L'abaissement de l'âge de la retraite et l'augmentation de l'espérance de vie ont rallongé la période qui suit le travail professionnel et l'éducation des enfants. De sorte qu'un nombre croissant de gens font partie de la catégorie dite des *aînés*. Malgré tout, ces personnes demeurent marginales par rapport à celles qui sont sur le marché du travail (Caradec, 2004). Dès lors, « si la tendance se maintient », il y a risque que s'accroisse le clivage séparant ces gens du reste de la société.

La plupart des gouvernements reconnaissent la nécessité de créer des conditions favorables à l'augmentation de la participation des aînés (*Active participation in society and development*, 2002; Des Rivières et Michaud [dir.], 2005; ONU, 2007). Toutefois, les contextes qui facilitent cette participation sont méconnus. Il en va de même de l'apport des groupes d'aînés à l'édification de la société civile, et des effets de la participation sociale sur les personnes concernées. L'étude de ces éléments constitue l'objet du projet de recherche que nous avons réalisé.

³ La bibliographie générale est présentée dans un document à part.

2. La problématique

2.1 Le concept de participation sociale

[Retour à la tdm du rapport abrégé](#)

Le concept de participation sociale est central pour cette étude. Dans certaines recherches, on considère comme de la participation tous les actes à portée sociale posés par les groupes et les individus (DSPC-N, INSPQ, CEVQ et IVPSA, 2007; Fougeyrollas [dir.], 1998; Gaudet et Reed, 2004). Dans notre étude, la participation sociale se limite à l'engagement dans les mouvements sociopolitiques, religieux, communautaires et de loisir (Argoud, 2001; Caldwell et Reed, 2000; Curtis et coll., 2003). La participation sociale est *nominale* quand l'individu détient une carte de membre d'une association, mais ne va pas régulièrement à ses activités; elle est *active* lorsqu'il travaille bénévolement pour l'organisme.

La participation sociale constitue une tentative pour les aînés de sortir de leur isolement parce qu'elle leur permet de prendre leur place dans leur collectivité, de se forger une identité propre et d'acquérir du pouvoir sur le plan politique (*Empowerment*). Les aînés deviennent alors les sujets de leur propre histoire au lieu de n'être que les bénéficiaires des politiques sociales (Thomas, 1998; Thurz, Nusberg et Prather, Eds., 1995; Viriot-Durandal, 2003). À travers ce genre d'activités, ils contribuent de façon originale à l'édification de la société civile sur les plans économique, politique et culturel (Bass, Ed., 1995; Bass et Caro, 2001; Delisle, 2007; Turcotte et Schellenberg, 2006).

Le thème de la participation sociale des aînés a émergé dans la littérature gérontologique au cours des dernières années. Cependant, les études réalisées sur ces sujets sont éparées. Elles traitent des tendances relatives à l'engagement dans les associations volontaires (Curtis et coll., 2003; Thomas, 1998), du bénévolat (Hall et coll., 2006), du militantisme politique (Argoud, 2001; Viriot-Durandal, 2003) et des effets de la participation sociale sur les individus (DSPC-N, INSPQ, CEVQ et IVPSA, 2007; Musick, Herzog et House, 1999; Van Willigen, 2000). Ces travaux fournissent des données intéressantes, mais la plupart d'entre elles ne procèdent pas d'une vue d'ensemble de la problématique en cause, et ne s'inspirent pas d'un cadre théorique unificateur.

2.2 Les notions d'*adoption* et de *sphérocontexte*

De notre côté, nous avons choisi d'étudier la forme *adoptionniste* de la participation sociale. Le mot *adoption* est un concept que nous avons forgé à partir du mot adepte qui veut dire *attacher*. Les adoptions sont des activités exercées avec *ferveur* en référence à une communauté d'intérêts formée : de personnes qui s'adonnent à l'activité (communauté de pratiquants), d'individus qui l'apprécient comme spectateurs, ou de gens qui adhèrent aux valeurs sous-jacentes à son exercice (communauté de sympathisants). La participation sociale est une *adoption* pour les individus qui en font une *activité pivot*, c'est-à-dire une occupation organisatrice de leur existence (Delisle, 1982). Le concept d'adoption permet ainsi d'identifier une catégorie particulière de participants sociaux : ceux pour qui ce genre d'activités est cardinal dans leur existence (Delisle et Ouellet, 2001a et 2002a).

Les *adoptions* viennent du *sphérocontexte* dans lequel se trouvent les gens. Le sphérocontexte est une entité globale qui a des propriétés systémiques, celles de la sphère et du contexte dont il est issu. Il comprend des éléments fondamentaux, structurels et moteurs qui correspondent aux grandes sphères de la vie sociale (la macro, la méso et la microsphère ainsi que celle de l'individu). Les facteurs historiques et macrosociaux logent au palier fondamental; la dynamique communautaire se situe aux niveaux méso et micro-social, tandis que les caractéristiques personnelles se trouvent au palier des éléments moteurs.

Le sphérocontexte produit un répertoire d'activités. Les individus choisissent certaines occupations dans ce répertoire et s'y adonnent avec *ferveur*, concept qui peut être défini sommairement comme l'implication affective des gens dans leurs activités ⁴.

La référence à une communauté d'intérêts ferme la boucle de la logique des adoptions, car l'individu se conforte dans son *identité sociale* en fréquentant des personnes qui aiment les mêmes activités que lui et qui partagent les valeurs sous-jacentes à leur pratique (Reed et Selbee, 2000a et b). L'identité sociale est une « définition évaluative de soi » qui fait le pont entre les rôles sociaux et des processus cognitifs comme la perception et l'estime de soi (Deaux et Martin, 2003). La participation sociale permet aux retraités de re-

⁴ Le concept de *ferveur* n'est pas clairement défini en psychologie sociale. Tel que nous l'utilisons, il s'apparente à la notion de *Ego involvement* de Selin et Howard (1988).

composer leur identité sociale (Caradec, 2004) en se donnant des rôles valorisants à l'intérieur des communautés d'intérêts qui se créent autour de ce type d'adoption.

La participation sociale est la conséquence d'une conjonction de facteurs qui renvoient à la société globale, à la communauté, à la famille et aux individus. Premièrement, les aînés qui sont des adeptes du *participationnisme* ⁵ ont du temps pour s'y adonner parce que les politiques sociales les ont libérés du travail professionnel (Auclair, 2003). Deuxièmement, l'intensité de la participation sociale et les formes qu'elle prend dépendent de la dynamique communautaire et familiale qui a cours dans le milieu où ils vivent. Des facteurs historiques, des traditions et des normes sociales entrent alors en ligne de compte. C'est pourquoi il peut y avoir des différences importantes entre les groupes ethnolinguistiques et socioculturels d'un même milieu. Tel est le cas de l'Estrie où en 1989, la participation nominale des aînés anglophones était une des plus élevées au Québec (61 %) tandis que celle de leurs homologues francophones était moindre (43 %; cf. Delisle, 1995).

Troisièmement, la participation sociale comporte des dimensions individuelles. D'une part, tous les aînés ne sont pas des adeptes de la participation sociale. D'autre part, des gens veulent s'engager socialement, mais ne le peuvent pas. Il importe donc d'étudier les caractéristiques des personnes impliquées dans leur milieu, et les facteurs qui empêchent les autres aînés d'intervenir dans la dynamique communautaire.

⁵ La notion de participationnisme est un concept que nous avons forgé pour désigner le comportement des adeptes de la participation sociale.

2.3 Les effets de la participation sociale des aînés sur la société et sur les individus

La participation sociale a également des effets sur la société et sur les individus. Les recherches canadiennes et québécoises effectuées sur ce sujet ont surtout porté sur le bénévolat. Statistique Canada et le ministère québécois de la Culture réalisent de telles études depuis les années 1980 ⁶. Une de ces plus récentes études, qui a été menée par Statistique Canada, montre que les Québécois âgés font moins de bénévolat que leurs homologues canadiens (Hall, et coll., 2006). Toutefois, les aînés (canadiens et québécois) consacrent plus d'heures à ce type d'activité que les adultes plus jeunes (*ibid.*). Aussi, on a tenté de chiffrer la valeur du travail bénévole en multipliant les heures fournies par leur valeur salariale moyenne, ce qui donne des montants substantiels ⁷.

De plus, Reed et Selbee (2000a et b) ont étudié les facteurs qui différencient les bénévoles les plus actifs (de tout âge) des non-bénévoles à partir des données de l'Enquête nationale de 1997 sur le don, le bénévolat et la participation. Cette étude montre que « les traits caractéristiques des bénévoles actifs varient selon la région, la taille de la collectivité et le degré de croyance religieuse » (Reed et Selbee, 2000a, p. 2). Le principal trait distinctif des bénévoles actifs est « la participation à des activités communautaires. Non seulement les bénévoles actifs donnent-ils de leur temps aux organismes communautaires et de bienfaisance, mais ils ont également tendance à s'engager dans ces organismes en tant que membres ou participants. Les bénévoles actifs sont également plus enclins à faire des dons de charité et à prodiguer des soins ou prêter secours de façon non officielle » (*ibid.*).

Les aînés sont souvent des personnes centrales dans les groupes communautaires, mais ce phénomène n'a pas été étudié en profondeur. Ainsi, nous n'avons pas trouvé de recherche décrivant le comportement des gens âgés qui sont présents sur des conseils d'administration d'organismes destinés à des clientèles multigénérationnelles. De même, nous ne connaissons pas les stratégies qu'emploient les aînés membres de tels organismes

⁶ Pour une synthèse des études du ministère québécois de la Culture, voir les travaux de Pronovost (1997 et 2005) et de Garon (1989 et 2007).

⁷ Voir Conseil des aînés du Québec (2007) et McPherson (2004) pour une synthèse de ces études. Leurs présumant que ces activités de bénévolat étaient nécessaires pour combler des besoins essentiels, et que les heures fournies auraient dû être rémunérées, le cas échéant.

pour que leur vision du développement social se traduise en projets concrets, surtout lorsqu'ils sont minoritaires dans ces bureaux de direction. Les études que nous avons repérées concernent des femmes (parfois retraitées) qui sont membres de conseils d'administration d'organismes communautaires (Maisonnette, 2004), et des gens âgés qui font partie de bureaux de direction de groupes d'aînés (Brault, 1990; Thomas, 1998). Il y avait donc un vide à combler au regard de la connaissance de l'apport des aînés à leur collectivité.

Par contre, la question des effets de la participation sociale des aînés sur leur bien-être est mieux documentée. Ainsi, plusieurs recherches montrent que la participation sociale a des effets bénéfiques sur la santé physique et mentale des individus⁸. Musick *et coll.* (1999) ont montré que le bénévolat pratiqué de façon modérée réduisait les probabilités de décès chez les Américains de 65 ans et plus. D'autres travaux révèlent que le bénévolat et la participation aux organismes religieux sont associés à une meilleure perception de la santé, à une moindre incidence des symptômes dépressifs et à une plus grande satisfaction de vivre (Van Willigen, 2000). On peut également évoquer les recherches montrant que la participation aux activités éducatives est associée à un fonctionnement cognitif supérieur dans le troisième âge (Rowe et Khan, 1997). Enfin, les organismes d'aînés constituent des milieux qui facilitent l'amitié et l'entraide, et qui favorisent la circulation de l'information sur les services (Delisle et Ouellet, 2002).

Toutes ces études mettent en évidence le caractère global de la participation sociale des aînés. Il importait donc d'examiner le contexte sous-jacent à ce phénomène, ainsi que ses effets sur les individus et la société. Telle fut la perspective du projet de recherche que nous avons réalisé.

⁸ Voir DSPC-N, INSPQ, CEVQ et IVPSA (2007) pour une synthèse plus complète de ces études.

3. Les objectifs

[Retour à la tdm du rapport abrégé](#)

Le projet initial comportait les objectifs suivants :

1. Connaître le contexte démographique et sociohistorique sous-jacent à la participation sociale des aînés de l'Estrie ⁹.
2. Avoir une idée précise de l'ampleur et des formes que prend la participation sociale des aînés de cette région.
3. Évaluer l'impact social de cette participation.
4. Voir comment la participation sociale s'insère dans l'existence des aînés.
5. Identifier les facteurs qui favorisent la participation sociale des aînés et les obstacles qui les empêchent de s'adonner à ce genre d'activité.
6. Examiner les relations entre la participation sociale et le bien-être physique et psychologique des aînés.
7. Savoir si la participation sociale favorise le développement de l'amitié et de l'entraide, si elle facilite la circulation de l'information sur les services, et si elle a un impact significatif sur leur utilisation.

Le projet initialement soumis comportait trois volets auxquels correspondaient les différents objectifs : 1) une étude écologique et sociohistorique de la participation sociale des aînés de l'Estrie (premier et deuxième objectifs); 2) une évaluation de l'impact social

⁹ Rappelons la distinction entre les Cantons de l'Est et l'Estrie. Les Cantons de l'Est désigne la région administrative n° 05 du Québec, c'est-à-dire une région située entre la Montérégie (Rive-Sud de Montréal) au nord-ouest et la frontière états-unienne au sud. Dans les directions opposées, les Cantons de l'Est ont pour limites celles des régions de la Mauricie (n° 04), du Centre du Québec (n° 17) et de Chaudière-Appalaches (n° 12). L'Estrie constitue le centre des Cantons de l'Est, soit un rectangle formé par les villes et villages situés autour de Sherbrooke. À noter que l'on confond souvent les Cantons de l'Est et l'Estrie. Dans notre étude, nous utilisons parfois les deux termes pour désigner la même région (05). De plus, au fil des ans, les limites des régions administratives ont changé, mais celles des Cantons de l'Est n'ont guère varié selon Kesteman et ses collaborateurs (1998, p. 19).

de ce genre d'activité (troisième objectif); 3) une recherche empirique sur l'engagement social des aînés des Cantons de l'Est (objectifs 4 à 7). Toutefois, l'ampleur de l'étude a été réduite, ses objectifs ont été limités et son champ d'investigation a été restreint. Nous avons concentré nos efforts sur les deux premiers volets du programme de recherche et nous nous sommes limités aux environs de la ville de Sherbrooke. La méthodologie utilisée (voir ci-dessous) n'a pas permis d'atteindre totalement le second objectif. De même, le quatrième objectif a été poursuivi dans le cadre des deux premiers volets.

4. La méthodologie

4.1 Les instruments

[Retour à la tdm du rapport abrégé](#)

Pour le premier volet, nous avons tenté d'établir un parallèle entre le développement des Cantons de l'Est depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'émergence, dans cette région, de trois groupes d'aînés : l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ), la Fédération de l'âge d'or du Québec/Réseau FADOQ et l'Association québécoise pour la défense des droits des retraités-es et préretraités-es (AQDR).

Après quoi, nous avons effectué des entrevues semi-dirigées auprès de dirigeants ou ex-dirigeants de ces groupes. Compte tenu du peu de temps dont nous disposions, nous avons élaboré des cadres conceptuels permettant de construire des schémas d'entrevue détaillés pour chacun des deux volets de l'étude. Ces schémas d'entrevue comportaient surtout des questions ouvertes qui renvoyaient à des sous-questions que la professionnelle de recherche pouvait poser si elle le jugeait nécessaire. De plus, nous avons construit des grilles d'analyse préalables pour classer les renseignements obtenus ¹⁰. Ces grilles d'analyse ont été révisées *a posteriori* à la lumière de ce que nous ont dit les répondants. Cette façon de procéder est conforme aux normes méthodologiques sous-jacentes à l'élaboration des schémas d'entrevues semi-dirigées (Daunais, 1984; Miles et Huberman, 2003; Paillé, 1994; Savoie-Zajc, 1998).

¹⁰ Les schémas d'entrevue et les grilles d'analyse ont été annexés au rapport extensif.

Les principaux sujets abordés dans ces entrevues furent :

1. Les caractéristiques actuelles des groupes d'aînés sélectionnés.
2. Leurs objectifs au moment de leur implantation dans les Cantons de l'Est.
3. Les champs d'intérêt de leurs membres à cette époque.
4. Leurs caractéristiques économiques et socioculturelles.
5. Les relations de ces groupes avec l'État et la société civile.
6. L'histoire de l'implantation des groupes d'aînés.
7. Les principales activités organisées par ces groupes.
8. Les avantages que les membres de ces groupes tiraient de leur adhésion au moment de leur fondation.
9. Ce que sont devenus les groupes d'aînés sélectionnés.
10. La cohésion de chacun des groupes.
11. Leur rayonnement.
12. Les caractéristiques de leurs fondateurs et des continuateurs
13. Les liens qu'ils entretiennent avec les groupes dans lesquels ils se sont impliqués.
14. L'importance du *participationnisme* comme *adoption* chez ces individus.
15. La perception de ce qu'ils ont apporté à leurs membres et à la société.
16. Leur degré d'identification au groupe des aînés.
17. Leur vie familiale et sociale.
18. Des renseignements généraux.

Dans le second volet de la recherche, nous avons d'abord effectué une recension d'écrits sur l'impact social de la participation des aînés. Puis, nous avons fait des entrevues semi-dirigées auprès d'aînés membres de conseils d'administration de groupes communautaires en ciblant les gens qui appartenaient à des organismes s'adressant à une diversité de clientèles, pas uniquement à celle des personnes âgées.

Les principaux sujets abordés dans les entrevues de ce second volet furent :

1. La vie associative du répondant.
2. L'identification d'un projet qu'il voulait réaliser pour améliorer les conditions de vie des membres d'un groupe cible.
3. Les étapes de réalisation du projet.
4. Le lieu de déroulement des activités du projet.
5. Les stratégies employées pour le réaliser.
6. Les difficultés rencontrées durant la mise en oeuvre du projet.
7. Les appuis qui ont permis de surmonter ces difficultés.
8. L'impact social du projet.
9. Les coûts assumés par le répondant pour réaliser le projet.
10. Les bénéfices que le répondant en a retiré, le cas échéant.
11. L'insertion de l'engagement social dans son existence.
12. Des renseignements généraux.

À une exception près, toutes les entrevues ont été enregistrées. Puis, elles furent retranscrites ou résumées substantiellement. Ensuite, nous avons construit des tableaux comparatifs. Les renseignements obtenus ont été analysés de façon factuelle et thématique. D'une part, nous avons comparé les faits rapportés avec la documentation fournie, surtout en ce qui a trait au volet historique, ce qui nous a permis de constituer des fiches chronologiques sur l'évolution de chacun des groupes d'aînés ¹¹. Ensuite, ces fiches ont été envoyées à des informateurs pour validation ¹². D'autre part, nous avons procédé à

¹¹ Tout comme les schémas d'entrevue et les grilles d'analyse, les tableaux comparatifs et les fiches historiques ont été annexés au rapport extensif.

¹² Ces informateurs étaient soit des personnes qui avaient déjà répondu aux questions de l'entrevue du premier volet, soit des individus que nous connaissions pour leur implication dans chacun des groupes d'aînés au moment de leur fondation ou dans les années qui ont suivi ou encore, des gens ayant eu accès aux archives de ces groupes, archives que nous n'avons pas pu consulter.

une analyse arborescente des thèmes relatifs aux représentations sociales (perceptions et opinions). Dans le premier volet, les tableaux résultant de ces analyses ont permis de dégager les ressemblances et les différences entre les processus d'implantation de chacun des groupes d'aînés. Dans le second volet, les tableaux comparatifs ont fait ressortir les similitudes et les disparités : entre les projets évoqués, entre les stratégies employées pour les réaliser, et entre leur impact social. Nous avons également analysé le thème de l'insertion de l'engagement social dans l'existence des répondants. Nous avons recueilli quantité de renseignements qui ont été agglomérés pour préserver l'anonymat des sujets de l'étude. Dans les paragraphes qui suivent, nous résumons succinctement les résultats de cette recherche. Il va de soi que sa portée est limitée à la fois par le petit nombre de répondants et par sa dimension régionale. Nous espérons que les constatations effectuées seront corroborées par des études de plus grande envergure.

4.2 L'échantillonnage

Les répondants du premier volet ont été recrutés par la méthode dite « boule de neige » (Beaud, 1998). Nous connaissions des personnes clés dans les trois groupes d'aînés sélectionnés et nous les avons rencontrées. Puis, elles nous ont fourni les coordonnées des individus qui ont participé à la fondation des sections estriennes de ces groupes ou qui en ont dirigé leurs destinées au début ¹³. En tout, huit personnes ont été interviewées dans le cadre du premier volet. Ces individus nous ont fourni de la documentation sur l'implantation de leur organisation en Estrie.

Pour l'échantillonnage du second volet, nous avons d'abord revu quelques personnes qui avaient répondu aux questions du premier volet et nous leur avons demandé de répondre au deuxième questionnaire. Ces personnes nous ont donné les noms de gens qui correspondaient à nos critères d'échantillonnage, c'est-à-dire être retraité et faire partie ou avoir fait partie d'un conseil d'administration en tant que retraité. Nous considérons comme retraitée une personne de 50 ans ou plus qui n'était pas sur le marché du travail à

¹³ Étant donné que les sections estriennes de ces mouvements ont été fondées par des retraités durant les années 1970 et 1980, plusieurs de leurs fondateurs étaient soit décédés soit incapables de répondre aux questions d'une entrevue. Par conséquent, ce sont surtout des continuateurs que nous avons rencontrés, c'est-à-dire des personnes qui ont pris la relève des fondateurs.

plein temps et qui ne cherchait pas d'emploi. Pour recruter des sujets, nous avons également eu recours à des répertoires d'organismes communautaires. Nous avons communiqué avec leurs dirigeantes et dirigeants qui ont sollicité les informateurs potentiels. Douze aînés membres de conseils d'administration de groupes communautaires nous ont accordé une entrevue qui était centrée sur le projet le plus intéressant réalisé dans le cadre de leurs fonctions.

5. Les résultats de la recherche

5.1 Le premier volet : l'émergence des groupes d'aînés et leur implantation dans les Cantons de l'Est

5.1.1 Le contexte sociohistorique global

[Retour à la tdm du rapport abrégé](#)

Avant les années 1950, rien ne permet de croire qu'il ait existé des groupes d'aînés structurés au Québec. Il y a peut-être eu une section québécoise (anglophone) de la *National Pensioners and Senior Citizens Federation* qui avait été fondée en 1945 dans le but de faire des pressions pour l'amélioration de la Loi sur l'assistance vieillesse ¹⁴. Toutefois, nous n'avons pas retrouvé de preuve documentaire de l'existence d'une telle section.

Au Québec, en 1935 et 1936, plus de 300 lettres ont été adressées au premier ministre L.-A. Taschereau pour lui demander d'appliquer sur le territoire québécois la Loi sur l'assistance vieillesse qui avait été votée à Ottawa en 1927. Cependant, il ne s'agissait probablement pas d'un mouvement soutenu par une organisation ¹⁵.

C'est dans le contexte sociohistorique des années 1950, 1960 et 1970 qu'ont émergé les groupes provinciaux d'aînés au Québec. Pendant les décennies qui ont suivi, ils se

¹⁴ Source : www.coscobc.ca/news/febnews.

¹⁵ Sources : Conférence de Mme Aline Charles, professeure à l'Université Laval, prononcée le 10 avril 2007 et rapportée dans le journal *Au fil des événements* (publié par cette université et disponible en ligne) du 12 avril 2007. À propos de la Loi sur l'assistance vieillesse, voir : Auclair, 2003; Guest, 1993 et Zay, 1984.

sont implantés dans les différentes régions. Les principaux facteurs contextuels responsables de l'émergence des groupes d'aînés sont énumérés ci-dessous ¹⁶.

Facteurs écologiques

- Transformation de l'environnement, développement des territoires vierges, urbanisation, suburbanisation et régionalisation; évolution des transports routiers, ferroviaires et aériens.

Facteurs biologiques et démographiques

- Progrès de la médecine; croissance de la population; *baby-boom* après la Seconde Guerre mondiale suivi d'une baisse marquée de la fécondité à partir de 1965 (principalement au Québec); accroissement de l'espérance de vie même dans les âges avancés; vieillissement démographique.

¹⁶ Voir l'annexe 2 du rapport extensif pour de plus amples développements.

Facteurs économiques

- Reconversion de l'économie après la Seconde Guerre mondiale.
- Périodes de prospérité suivies de crises économiques plus ou moins longues et importantes.
- Dominance du secteur secondaire au début de la période et expansion parallèle du secteur tertiaire.
- Le Québec et l'Estrie se sont développés surtout grâce au secteur primaire (richesses naturelles et hydro-électricité) et aux industries secondaires traditionnelles (ex. : textile).
- Infériorité économique des francophones qui s'atténue après la Deuxième Guerre mondiale ¹⁷.
- Développement du mouvement coopératif.

Facteurs politiques ¹⁸Canada

- 1927 : Adoption de la Loi sur l'assistance vieillesse pour les personnes de 70 ans et plus nécessiteuses. Cette Loi a été étendue aux gens de 65 à 69 ans en 1951. La même année, le gouvernement canadien votait la Loi sur la sécurité de la vieillesse qui permettait aux personnes de 70 ans et plus de recevoir une pension nonobstant leur situation financière.
- 1957 : Adoption de la Loi fédérale sur les régimes supplémentaires de rentes (REÉR).
- 1966 : Instauration du Supplément de revenu garanti.
- 1970 : Diminution de l'âge d'accès à la pension de sécurité de la vieillesse. Depuis lors, toutes les personnes de 65 ans et plus y ont droit à condition d'être demeurées suffisamment longtemps au Canada.
- Début de l'État providence.

¹⁷ Kesteman (dir.), 1998, p. 630; Vaillancourt, F., 1988.

¹⁸ Cf. Auclair, 2003; Bryden, 1974; Guest, 1993; Lacoursière, Provencher et Vaugeois, 2001; Linteau et coll., 1986.

Québec (ibid.)

- 1936 : Entrée en vigueur, au Québec, de la Loi sur l'assistance vieillesse.
- 1959 : Entrée en vigueur, au Québec, des dispositions fiscales de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (REÉR).
- 1961 : Création du ministère de la Famille et du Bien-être social qui réunit, sous son autorité, les services sociaux aux personnes âgées.
- 1966-1967 :
 - Création de la Régie des rentes du Québec.
- 1971 et suivantes :
 - Création du ministère des Affaires sociales, puis des CLSC, des CSS et des CRSSS.
 - Début d'une politique de régionalisation des services sociaux et de santé à la suite aux travaux de la commission Castonguay-Nepveu.
 - Instauration de diverses mesures sociales favorisant les personnes âgées : assurance-maladie, gratuité des médicaments; logements sociaux et allocation logement; soins et services à domicile; subventions aux groupes d'aînés.
 - Développement du syndicalisme malgré des lois antisyndicales. Grèves dures et souvent violentes.
 - Début de l'animation sociale et des comités de citoyens.
 - Le soutien aux démunis devient étatique sans que les secteurs caritatif et communautaire disparaissent.
 - Certains organismes communautaires se politisent.

Facteurs culturels (ibid.)

- Développement des moyens de communication.
- Les anglophones et les francophones se donnent leur propre réseau d'institutions éducatives et de santé ainsi que leurs organismes communautaires et caritatifs.
- Dominance de l'Église catholique sur la vie sociale et communautaire des francophones jusqu'au milieu des années 1960. Diminution de cette influence par la suite.
- Importance de la paroisse comme milieu de vie chez les francophones.
- L'Estrie devient de plus en plus francophone durant cette période.
- Augmentation du niveau de scolarité à la suite de la réforme du système d'enseignement québécois. Différences notables entre les régions urbaines et rurales sous ce rapport, ainsi qu'entre les anglophones et les francophones.
- À la fin des années 1970, émergence des questions gériatriques. Instauration des premiers programmes d'étude et de recherche dans ce domaine. Fondation des associations qui s'intéressent aux aînés ¹⁹.

¹⁹ Delisle, 1999b, 2002 et 2003.

*5.1.2 L'émergence de l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ) et son implantation dans les Cantons de l'Est*²⁰

AREQ provinciale

- Fondation : 1961.
- Les vingt premières années de l'AREQ ont été marquées par des luttes pour l'amélioration des pensions des ex-enseignant-es les plus défavorisé-es. Ces années furent difficiles parce que l'adhésion était volontaire.
- Durant cette période, l'AREQ a été soutenue par la CIC-CEQ²¹ sur le plan des ressources humaines, matérielles et financières. Maintenant, l'AREQ est financièrement autonome.
- La période qui a suivi a permis le développement de l'AREQ et son positionnement comme groupe d'aînés québécois de premier plan.
- La création de la Fondation Laure-Gaudreault en 1990 a étendu l'action de l'AREQ à l'ensemble de la société.
- En 2007, l'AREQ provinciale comptait près de 50 000 membres²².

AREQ Estrie

- Fondation : 1972. Le travail de recrutement des membres fut ardu parce que cette jeune association ne pouvait pas leur offrir beaucoup de services.
- L'AREQ Estrie a reçu le soutien du Syndicat des enseignants de l'Estrie et de l'AREQ provinciale durant toute la période d'implantation (1971-1982).

²⁰ Les résultats concernant les sous-sections 5.1.2 à 5.1.6 ont fait l'objet d'une communication à l'AC-FAS en 2007. Cf. Delisle et Thouvenot, 2007.

²¹ CIC : Corporation des instituteurs et institutrices catholiques; CEQ : Corporation des enseignants du Québec devenue la Centrale de l'enseignement du Québec puis la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

²² Données fournies par l'organisme.

- Le travail de l'AREQ Estrie a d'abord constitué un prolongement de l'action syndicale. Cet élément est encore présent dans l'action de l'AREQ tant aux niveaux régional que provincial.

5.1.3 L'émergence de la Fédération de l'âge d'or du Québec/Réseau FADOQ et son implantation dans les Cantons de l'Est

FADOQ provinciale

- Fondation : 1969-70.
- Débuts laborieux marqués par une implication intense des fondateurs.
- Développement ininterrompu jusqu'en 1989 grâce aux paroisses, aux municipalités, à l'augmentation du membership par la fondation de clubs de l'âge d'or, et à quelques subventions.
- Désaffiliation de trois fédérations en 1989.
- Augmentation du membership par la suite.
- En 2006-2007 : environ 250 000 membres ²³.

FADOQ Estrie

- Fondation : 1973.
- Débuts caractérisés par une situation conflictuelle régionale.
- Pas de crises majeures par la suite, mais manque épisodique de ressources comblé par le soutien de quelques organismes.
- Lent développement durant les années 1970.

²³ Données fournies par l'organisme.

5.1.4 L'émergence de l'Association québécoise pour la défense des droits des retraités et préretraités (AQDR) et son implantation dans les Cantons de l'Est

AQDR provinciale

- 1975 : À Montréal, formation d'un premier comité pour évaluer la situation des aînés à la suite de cours de préparation à la retraite.
- 1980 : Congrès de fondation de l'Association.
- Priorité donnée à une action revendicative de visibilité. Parallèlement : structuration interne en sections.
- L'AQDR s'est implantée tout d'abord dans les milieux urbains défavorisés.
- Soutien de la faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal au moins jusqu'en 1986.
- Peu de subventions à cause de son rôle revendicateur.
- En 2007, l'AQDR provinciale comptait près de 25 000 membres répartis en 45 sections ²⁴.

AQDR Memphrémagog

- 1990 : Assemblée de fondation, puis officialisation de la section avec le bilinguisme comme spécificité.
- Au départ, adoption de la mission de l'AQDR provinciale.
- 1992-1995 :
 - Un projet d'information sur les médicaments présenté dans des clubs de l'âge d'or lance l'AQDR en Estrie.
- Enthousiasme au début malgré le peu de ressources financières.
- Soutien du CLSC.
- 2003 : Ajout de l'accompagnement personnalisé.

²⁴ Source : AQDR, 2007, p. 2.

- Maintenant : subventions du gouvernement provincial, en lien avec le Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA) et quelques subventions privées. Co-tisation minimale demandée aux membres.
- Organisme mieux perçu par les autorités.

5.1.5 Les traits communs des processus d'émergence des trois groupes d'aînés

- L'émergence des groupes d'aînés est associée à un ensemble de facteurs écologiques, démographiques, économiques, politiques et socioculturels qui sont apparus après la Seconde Guerre mondiale et qui ont pris davantage d'importance à partir de ce moment-là.
- Au Québec, l'émergence des groupes d'aînés est venue combler un vide sociohistorique : avant la Seconde Guerre mondiale, il n'y avait pas de groupe dirigé par les aînés pour les représenter politiquement, pour défendre leurs droits ou pour leur offrir des activités récréatives. Certaines organisations caritatives s'occupaient des gens âgés les plus démunis, mais elles prenaient en charge leur clientèle et ne favorisaient pas l'autonomie des personnes âgées.
- L'émergence des trois groupes d'aînés étudiés dans cette recherche se caractérise par : des conditions de démarrage difficile; l'implication intense des fondateurs et par le soutien d'organismes gouvernementaux, paragouvernementaux, syndicaux, philanthropiques ou privés.
- De tous ces facteurs, l'implication intense des fondateurs est probablement le plus important. Ces personnes, peu nombreuses au départ, croyaient au bien-fondé de leur action. D'où leur dévouement. C'est leur charisme qui leur a permis de convaincre leurs pairs, et d'aller chercher des appuis dans leur communauté et dans la société.
- Les trois mouvements ont pris leur essor lorsqu'ils ont été en mesure d'offrir des services à leurs membres. Pour cela, ils ont dû trouver des moyens de financement adéquats. Parallèlement, ils se sont donné des structures leur permettant de maintenir leur cohésion interne et celle de leurs membres.

5.1.6 Les traits distinctifs des processus d'émergence des trois groupes d'aînés

Les principaux traits distinctifs des processus d'émergence des trois groupes d'aînés étudiés dans cette recherche sont les suivants :

- À l'origine, les trois groupes d'aînés étudiés dans cette recherche opéraient dans des créneaux différents. L'AREQ voulait améliorer les conditions de vie de ses membres; la FADOQ s'était donné pour mission de contrer l'isolement, l'inactivité ainsi que les sentiments d'inutilité et d'insécurité tandis que l'AQDR était axée sur l'action politique. Au fil des ans, l'action des dirigeants de ces organismes est devenue convergente. Maintenant, chacun d'eux travaille dans les mêmes créneaux, mais de façon particulière. L'AREQ est demeurée un organisme voué à la promotion des intérêts de ses membres tout en coopérant avec les autres groupes d'aînés. De son côté, la FADOQ accorde de plus en plus d'importance à l'action politique en restant un organisme de loisir. Enfin, l'AQDR est demeurée fidèle à ses objectifs initiaux, mais elle a intégré des activités récréatives dans sa programmation.
- Pour ce qui est du financement, l'AREQ et l'AQDR ont dû se fier principalement aux cotisations de leurs membres au cours de leur période d'émergence. Par la suite, les trois groupes ont eu accès à des sources de financement analogues : en plus des cotisations, ils ont obtenu des subsides d'organismes publics et reçu des retournes d'entreprises privées.
- Les trois groupes d'aînés ont reçu du soutien de certains organismes, puis leur en ont donné après coup. Cependant, les sources d'aide diffèrent selon les groupes d'aînés. Ainsi, l'AREQ a reçu du soutien principalement de la part de la CIC-CEQ pendant sa période d'émergence. Depuis 1990, elle en donne à une diversité d'organismes par l'entremise de la Fondation Laure-Gaudreault. De son côté, la FADOQ a reçu de l'aide de la part des paroisses, des municipalités et d'organismes philanthropiques au début de son existence. Maintenant, l'aide qu'elle apporte à la société prend des formes variées. Quant à l'AQDR, elle a reçu de l'aide de la faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal, puis du réseau des CLSC dans ses premières années. De plus, tout au long de son existence, elle a coopéré avec les groupes communautaires.

- Les trois groupes d'aînés se sont toujours adressés à des clientèles différentes. L'AREQ est formée d'une majorité d'ex-enseignants alors que les autres groupes sont ouverts à l'ensemble de la population aînée. La FADOQ est le mouvement le plus généraliste. L'AQDR s'adressait, à l'origine, à une clientèle politisée, mais cet aspect a pris moins d'importance au fil des ans.

5.2 Le deuxième volet : la contribution sociale des aînés et l'insertion de la participation sociale dans leur existence

5.2.1 La contribution sociale des aînés

5.2.1.1 Les renseignements tirés de la documentation consultée ²⁵

La contribution sociale des aînés est méconnue. Au Québec, aucune étude exhaustive n'a été effectuée sur cette question et les renseignements disponibles sont fragmentaires. Malgré tout, ces renseignements montrent que la contribution sociale des aînés rejoint les principaux domaines de la vie sociale et qu'elle comporte des dimensions quantitatives et qualitatives. Nous avons divisé les domaines d'action des aînés en cinq groupes : économique, politique, culturel, communautaire et socioaffectif.

²⁵ Cf. Delisle *et coll.*, 2007. La présente section est un résumé de ce mémoire.

L'apport économique des aînés

Les aînés sont d'abord des producteurs de biens et de services. Certes, moins de 10 % des Québécois de 65 ans et plus occupent un emploi ²⁶. Par contre, au Québec, les membres de ce groupe d'âge sont responsables de 9 % de la production des biens ²⁷. De plus, dans le cadre de leurs activités bénévoles, ils offrent quantité de services que la société pourrait difficilement se payer ²⁸. Or, cette production vaudrait des millions de dollars si elle était vendue sur le marché ²⁹. De même, les aînés 65 ans et plus consomment 15 % des services offerts au Québec ³⁰. À cela s'ajoute le fait que les aînés québécois financent 12 % des coûts des administrations publiques (*ibid.*). Autrement dit, contrairement au stéréotype, les aînés sont des producteurs, des consommateurs et des contribuables.

Leur contribution à la vie politique

Les aînés de 65 ans et plus votent proportionnellement plus que les jeunes, mais moins fréquemment que les personnes d'âge actif ³¹. De plus, certains aînés sont eux-mêmes des politiciens et de nombreux militants politiques sont des aînés. Bref, la contribution des aînés à la vie politique est moindre que celle des personnes d'âge actif, mais elle est considérable et pourrait s'accroître ³².

Leur contribution à la vie culturelle

On oublie souvent que les aînés sont des producteurs de biens et d'activités culturels, des consommateurs de créations artistiques, et que plusieurs d'entre eux suivent des cours ³³. Ils constituent également une part importante du public qui visite des expositions et qui assiste à des spectacles. Enfin, ils lisent beaucoup et ils fréquentent les musées en grand nombre (*ibid.*). Bref, la contribution des aînés à la vie culturelle est peu visible, mais elle est substantielle.

²⁶ Des Rivières et Michaud, A., 2005.

²⁷ Rochon, 2007.

²⁸ Hall *et coll.*, 2006

²⁹ Coleman, 1995; Lian *et coll.*, 2000; Stobert, Dosman et Keating, 2006.

³⁰ Rochon, 2007.

³¹ McPherson, 2004; Turcotte et Schellenberg, 2006, p. 191.

³² Martel, 1997; Viriot-Durandal, 2003.

³³ Garon, 1989 et 2007; Pronovost, 1997 et 2005.

Leur contribution à la vie communautaire

Les études de budget temps indiquent en outre que les retraités consacrent plus de temps à des activités bénévoles que les personnes qui sont sur le marché du travail (*ibid.*). De plus, un grand nombre d'aînés sont engagés dans les associations et les organismes communautaires ³⁴. Il y a de fortes différences sur ce plan entre les collectivités régionales : certaines d'entre elles ont plus de cohésion et encouragent davantage la participation sociale ³⁵.

Leur contribution à la vie familiale et socioaffective

Plus des trois quarts des aînés ont des enfants et la même proportion de ceux qui en ont les voient au moins sur une base hebdomadaire ³⁶. Les études indiquent que dans plusieurs domaines, les aîeux donnent davantage d'aide à leurs descendants qu'ils en reçoivent de leur part ³⁷. Les aînés sont également des personnes soutien pour les autres personnes âgées, créant ainsi une situation de « solidarité horizontale », c'est-à-dire intra-générationnelle ³⁸. Cependant, la contribution sociale des aînés sans enfant, sans famille et marginaux est moins bien connue parce que peu d'études ont été consacrées à ces personnes.

Les aspects qualitatifs de la contribution sociale des aînés

La contribution sociale des aînés comporte aussi des aspects qualitatifs. Ceux-ci ont trait à la spécificité/variété des diverses contributions et aux aptitudes qu'elles exigent de la part des participants.

La littérature sur les organismes communautaires montre que les aînés sont actifs dans la quasi-totalité des domaines d'intervention, et qu'ils comblent de façon particulière

³⁴ Caldwell, Reed, 2000; Curtis *et coll.*, 2003; Delisle, 1995.

³⁵ Delisle, 1994, 1995 et 1999.

³⁶ Clément et Lavoie (dirs.), 2005; Connidis, 1989; McPherson, 2004; Roy, 1998a et b; Stone, Rosenthal et Connidis, 1998.

³⁷ Turcotte et Schellenberg, 2006, p. 165.

³⁸ Delisle, 1994; Roy, 1998b.

les besoins d'une vaste gamme de clientèles ³⁹. Plusieurs aînés constituent donc des personnes pivots au sein des associations à but non lucratif ⁴⁰.

Autre aspect fondamental que peu de chercheurs ont étudié : les aptitudes que la contribution sociale des aînés exige de la part des participants. Ainsi, le bagage de connaissances et l'expérience que possèdent les plus âgés les favorisent au moment de lancer une initiative socialement bénéfique.

5.2.1.2 Les renseignements provenant des entrevues du volet 2

Rappelons que dans le cadre du second volet de notre étude, nous avons rencontré douze aînés membres de conseils d'administration de groupes communautaires ou sans but lucratif. Les résultats de cette étude montrent :

- Que les aînés administrent des groupes communautaires dont l'action couvre les 15 domaines d'intervention de Salomon et Anheier (1997) ⁴¹. Plusieurs de ces organismes rejoignent des clientèles non touchées par les institutions des secteurs public et parapublic, et leur proposent des activités inédites. Certains d'entre eux offrent à leur clientèle un accueil personnalisé.
- Les aînés rencontrés ont mis à contribution des habiletés essentielles à la réussite des projets qu'ils ont lancés. Ces habiletés sont : l'esprit d'initiative, la compétence, le savoir-faire, le savoir-être, l'empathie et le dévouement. Ces habiletés renvoient autant à la formation qu'à l'expérience des individus concernés. Elles leur

³⁹ Lamoureux, Lavoie, Mayer et Panet-Raymond (dirs.), 2006; Tremblay, Tremblay et Tremblay (dirs.), 2006.

⁴⁰ Maisonneuve, 2004; Thomas, 1998.

⁴¹ Ces domaines d'intervention sont : 1. les arts et culture; 2) les sports et les loisirs; 3) l'éducation et la recherche (incluant l'éducation populaire); 4) les universités et les collèges; 5) la santé physique et mentale; 6) les hôpitaux; 7) les services sociaux; 8) l'environnement; 9) le développement et le logement; 10) le droit et la défense des intérêts politiques (incluant les organismes de concertation); 11) la philanthropie : l'octroi de subventions, la collecte de fonds et la promotion du bénévolat; 12) les organismes internationaux; 13) la religion; 14) les associations d'affaires, professionnelles et les syndicats; 15) Les groupes et domaines d'intervention non classés ailleurs dont : 15.1) les organismes multisectoriels; 15.2 le soutien social; 15.3 les groupes favorisant l'amélioration des conditions de vie (ex. : alimentation); 15.4 le mentorat : la transmission des expériences et des compétences; 15.5 la fiscalité et les revenus; 15.6 les hommages à des personnes; 15.7 le renforcement la cohésion du groupe. À noter que nous avons ajouté les domaines 15.1 à 15.7 à la suite de l'analyse des entrevues.

ont permis de déployer les stratégies discursives et psychosociales les plus adéquates pour atteindre leurs objectifs . C'est ainsi qu'ils ont dénoué des situations complexes et qu'ils ont amené les membres de leur organisation à se valoriser mutuellement. De plus, les aînés sont demeurés stoïques et rationnels dans les périodes d'incertitude, un élément déterminant du succès de leurs projets ⁴²

5.2.2 L'insertion de la participation sociale dans l'existence des aînés

5.2.2.1 Les renseignements tirés de la documentation consultée

À notre connaissance, peu de recherches quantitatives ont porté sur l'insertion de la participation sociale dans l'existence des aînés. Reed et Selbee (2000a et b) ont étudié les facteurs qui différencient les bénévoles les plus actifs (de tout âge) des non-bénévoles. Leur étude montre que les variables sociodémographiques ont peu d'incidence sur le nombre d'heures consacrées au bénévolat. Ces résultats corroborent en partie ceux de Thomas (1998, p. 233-234) et détruisent un mythe : celui du bénévolat et de la participation sociale comme façons de combler un vide existentiel. Contrairement au stéréotype, la majorité de ceux qui font beaucoup de bénévolat ont un conjoint, de la famille et des amis. Sur ce plan, ils ne se distinguent pas du reste de la population. C'est la valorisation de la sociabilité, de l'altruisme et de la générosité qui les particularise (Reed et Selbee, 2000a et b).

5.2.2.2 Les renseignements provenant des entrevues du volet 2

Notre recherche corrobore ces constatations. Ainsi, la plupart des répondants ont une vie conjugale et familiale « normale », et les activités de leur vie privée sont prioritaires à certains moments. Leur mode de vie ressemble donc à celui des personnes faisant partie de la population dite « active », c'est-à-dire un temps pour le travail, que l'engagement social remplace, et un temps pour leurs occupations personnelles. Toutefois, ces temps sont en conflit chez des répondants qui doivent faire des choix lorsque leur engagement social interfère avec et leurs activités personnelles. Ce sont là des thèmes évoqués par des sujets de l'étude.

⁴² Crozier et Friedberg, 1977.

Plusieurs d'entre eux parlent de la compréhension de leur conjoint-e pour expliquer comment ils parviennent à concilier leur engagement social avec leur vie privée. Quelques-uns impliquent leur partenaire dans leurs activités lorsque c'est possible, ou voyagent avec lui ou elle.

Les répondants consacrent l'équivalent d'un travail à temps plein ou à temps partiel à leur engagement social. Des participants n'ont pas d'autres loisirs personnels à part ceux qui sont inhérents à leur vie familiale, le cas échéant. Les individus concernés sont dédiés à la cause qu'ils promeuvent, mais ils savent équilibrer leur vie.

Le sens du devoir est un thème qui revient chez plusieurs répondants. Les individus qui ont des responsabilités les assument pleinement, ce qui leur impose des contraintes. Ils n'aiment pas faire les choses à moitié et ne se désistent pas par caprice. Cependant, ils se désengagent d'un organisme lorsqu'ils ne peuvent y consacrer tout le temps nécessaire, quand ils sentent que leur message ne passe pas, ou encore lorsqu'ils perçoivent une forme de rejet de la part de certains de leurs collègues. Plusieurs répondants ont de la difficulté à refuser de nouvelles responsabilités parce que l'engagement social est une spirale : plus les gens sont performants, plus ils sont sollicités. Toutefois, la plupart de ceux que nous avons rencontrés limitent leurs engagements même si on leur fait des offres intéressantes.

Un autre thème récurrent est celui de l'ambivalence par rapport aux renouvellements des mandats. Les répondants sont des retraités qui prennent de l'âge. Les responsabilités qu'ils assument sont lourdes et ils savent qu'ils devront les délaier au cours des prochaines années. Mais ils tiennent à ce que leur action se poursuive, et ils ne veulent pas passer le flambeau à n'importe qui. D'où le thème de la relève évoqué par plusieurs personnes.

L'engagement social comporte des avantages et des inconvénients. Les principaux avantages mentionnés sont :

- Le sentiment d'utilité sociale, c'est-à-dire celui de faire avancer des dossiers ou de changer des choses qu'ils considèrent comme importantes;
- Le sentiment de pouvoir rendre à la société ce qu'ils ont reçu de sa part;
- Des gratifications psychologiques telles que la reconnaissance des personnes aidées lorsqu'il s'agit d'aide aux démunis, ainsi que la possibilité d'entretenir un réseau de relations interpersonnelles qui rehausse le moral et l'estime de soi;

- Le fait que l'engagement social permette de rester « éveillé », de demeurer en alerte et d'éviter le découragement;
- L'occasion d'apprendre « de demeurer dans un circuit d'intervention et de réflexion » ⁴³ ;
- Le dépassement personnel nécessaire pour servir un événement ou une cause.

Parmi les inconvénients, il y a :

- Le manque de temps pour la réflexion et pour accomplir toutes les tâches inhérentes aux fonctions exercées;
- Les regrets par rapport aux travaux que le répondant ne peut terminer;
- La quasi-obligation de s'impliquer dans les organismes connexes à celui auquel il appartient;
- Viennent ensuite les frais non remboursés. La plupart des participants ont des revenus modestes. Or, l'estimation de ces frais varie entre 300 \$ et 4000 \$ par année chez ceux qui nous ont fourni des chiffres. Malgré cela, ces frais ne constituaient pas un obstacle à leur engagement social. Tout se passe comme si cet argent était un don monétaire qui s'ajoutait à celui de leur temps.

Quelques répondants ont également évoqué les inconvénients suivants :

- La crainte de l'activisme;
- Le stress dû aux exigences des tâches;
- Les tensions découlant des décisions qui provoquent du mécontentement;
- Les problèmes d'organisation;
- La marginalisation par rapport à la famille;
- Le caractère pernicieux des compensations financières lorsqu'elles sont substantielles.

⁴³ Les phrases entre guillemets sont extraites du verbatim des entrevues.

6. Les nouvelles pistes ou questions de recherche identifiées

[Retour à la tdm du rapport abrégé](#)

Parmi les nouvelles pistes ou questions de recherche identifiées, il y a :

- L'approfondissement de l'histoire des groupes d'aînés du Québec et la mise en relation de cette histoire avec celle des autres groupes communautaires.
- Une meilleure connaissance de la contribution des aînés au développement économique et social;
- La participation sociale comme *adoption* tout au long du cycle de vie.
- La carrière des aînés *participationnistes*, c'est-à-dire l'histoire de leur engagement social depuis leur jeunesse;
- La façon dont les aînés se joignent à un organisme communautaire et s'y intègrent;
- Les relations intergénérationnelles au sein des organismes communautaires;
- Les tensions et les conflits au sein des groupes d'aînés et des organismes communautaires dont font partie les individus concernés ;
- Les bénéfices que retirent les aînés de leur engagement social;
- Les coûts réels de la participation sociale et la façon dont ils sont absorbés par les aînés.

7. La bibliographie (voir à la fin du rapport extensif)

[Retour à la tdm du rapport abrégé](#)

Marc-André Delisle

Sociologue, chargé de cours à l'Université du Québec à Chicoutimi
et membre associé de l'Institut sur le vieillissement et la participation sociale des aînés
de l'Université Laval (IVPSA)

(2009)

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel

Rapport extensif.

Collaboratrice à la recherche : Marie-Reine Thouvenot,
M. Éd., Université de Sherbrooke.

Recherche subventionnée par le Fonds québécois de recherche
sur la société et la culture (dossier 108648)

Édition du document financée par le Fonds de perfectionnement
des chargés de cours de l'Université du Québec à Chicoutimi

[Retour à la table des matières](#)

Table des matières du Rapport extensif

[Liste des annexes](#)

[Liste des tableaux statistiques](#)

[Liste des figures](#)

[Introduction générale](#)

Chapitre 1. Les aspects théoriques

[Introduction](#)

1.1 [Le concept de participation sociale](#)

1.2 [Un aperçu des principales approches théoriques relatives à la participation sociale des aînés](#)

1.2.1 La sociologie des mouvements sociaux

1.2.2 Les théories des choix rationnels

1.2.3 Les théories du don

1.2.4 Le vieillissement réussi

1.2.5 Le vieillissement productif

1.2.6 L'approche politico-économique

1.2.7 *L'empowerment*

1.3 [Les adeptions](#)

1.4 [Le sphérocontexte de la participation sociale des aînés](#)

1.4.1 La théorie des sphères

1.4.2 La théorie des contextes

1.4.3 *Le sphérocontexte*

1.4.4 Le cadre d'analyse général du *sphérocontexte* de la participation sociale des aînés

[Conclusion du chapitre 1](#)

Figures 1 et 2

Chapitre 2. La méthodologie

Introduction

- 2.1 **La méthodologie du premier volet** : *L'émergence de trois groupes d'aînés nationaux (ou provinciaux) et leur implantation dans les Cantons de l'Est*
 - 2.1.1 Les travaux des historiens, des chercheurs et de journalistes
 - 2.1.2 Les statistiques officielles
 - 2.1.3 La documentation produite par les groupes d'aînés
 - 2.1.4 Les statistiques provenant des groupes d'aînés
 - 2.1.5 L'échantillonnage du premier volet
 - 2.1.6 Les instruments du premier volet
 - 2.1.7 La réalisation et l'analyse des entrevues du volet 1
- 2.2 **La méthodologie du second volet** : *La contribution sociale des aînés et l'insertion de la participation sociale dans leur existence*
 - 2.2.1 La recherche documentaire
 - 2.2.2 L'échantillonnage du second volet
 - 2.2.3 Les instruments du second volet
 - 2.2.4 La réalisation et l'analyse des entrevues du volet 2
- 2.3 **Les considérations éthiques**

Conclusion du chapitre 2

Chapitre 3. L'émergence de trois groupes d'aînés nationaux et leur implantation dans les Cantons de l'Est

Introduction

- 3.1 **Le cadre d'analyse de l'émergence des groupes d'aînés et de leur implantation dans les Cantons de l'Est**
- 3.2 **Le contexte sociohistorique et la tectonique sociale**
- 3.3 **L'émergence de l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ) et son implantation dans les Cantons de l'Est**
- 3.4 **L'émergence de la Fédération de l'âge d'or du Québec/Réseau FADOQ et son implantation dans les Cantons de l'Est**
- 3.5 **L'émergence de l'Association québécoise pour la défense des droits des retraité-es et préretraité-es (AQDR) et son implantation dans les Cantons de l'Est**
- 3.6 **Les caractéristiques communes des processus d'émergence des trois groupes d'aînés**

3.6.1 Niveau national

3.6.2 Niveau régional

3.7 [Les traits distinctifs des processus d'émergence de chacun des groupes d'aînés](#)

3.7.1 Niveau provincial

3.7.2 Niveau régional

[Conclusion du chapitre 3](#)

[Chapitre 4. La contribution sociale des aînés et l'insertion de la participation sociale dans leur existence](#)

[Introduction](#)

4.1 [La littérature scientifique sur la contribution sociale des aînés](#)

4.1.1 Rappel des théories évoquées au premier chapitre

4.1.2 La perspective du développement social

4.1.3 La contribution des aînés au développement social du Québec : un phénomène méconnu

4.1.3.1 L'ambiguïté des concepts de contribution sociale et d'aîné

4.1.3.2 La difficulté d'opérationnaliser des concepts ambigus

4.1.3.3 Le petit nombre de recherches effectuées sur la contribution sociale des aînés québécois

4.1.3.4 Le peu d'intérêt porté à la contribution sociale des aînés issus des minorités

4.1.3.5 Les renseignements disponibles sur la contribution sociale des aînés

4.1.3.5.1 L'apport économique des aînés

4.1.3.5.2 La contribution des aînés à la vie politique

4.1.3.5.3 La participation des aînés à la vie communautaire

4.1.3.5.4 L'apport des aînés à la vie culturelle

4.1.3.5.5 La contribution des aînés à la vie familiale et socioaffective

4.2 [Le cadre d'analyse de la contribution sociale des aînés](#)

4.2.1 Le cadre d'analyse des projets de développement social

4.2.2 Le cadre d'analyse des stratégies de réalisation des projets

4.2.2.1 Le schéma général de résolution des problèmes (General Problem Solving)

4.2.2.2 Les processus d'intervention sociale

4.3 [Le cadre d'analyse de l'insertion de la participation sociale dans l'existence des aînés](#)

4.3.1 La position des activités de participation sociale dans l'ordre temporel des aînés

4.3.2 Les bénéfices retirés de la participation sociale

4.3.3 Les inconvénients de la participation sociale et ses coûts

4.4 [Les renseignements provenant des entrevues](#)

4.4.1 Les réponses relatives à la participation des aînés à des conseils d'administration d'organismes communautaires

4.4.1.1 La vie associative des répondants

4.4.1.2 Les projets ciblés dans les entrevues

4.4.1.3 Les objectifs, les difficultés et les stratégies

4.4.1.4 La planification stratégique des projets

4.4.2 L'insertion de l'engagement social du répondant dans son existence

4.4.2.1 L'importance de l'engagement social pour les répondants

4.4.2.2 La conciliation des activités de participation sociale avec les autres occupations des répondants

4.4.2.3 Les principaux avantages retirés de l'engagement social

4.4.2.4 Les principaux inconvénients

4.4.2.5 Les frais non remboursés

4.4.2.6 L'évaluation subjective de l'apport à la collectivité du projet réalisé

[Conclusion du chapitre 4](#)

[Conclusion générale](#)

[Annexes](#)

[Bibliographie générale](#)

Liste des annexes

- [Annexe 1.](#) Cadre d'analyse général du sphérocontexte de la participation sociale des aînés
- [Annexe 2.](#) Cadre d'analyse du sphérocontexte de l'émergence des groupes d'aînés et de leur implantation dans les Cantons de l'Est
- [Annexe 3.](#) Schéma d'entrevue du premier volet
- [Annexe 4.](#) Fiches historiques relatives aux facteurs associés à l'émergence des groupes d'aînés dans les sociétés occidentales et au Québec
- [Annexe 5.](#) Fiches réunissant des renseignements sur l'implantation de l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ) dans l'ensemble du Québec et dans les Cantons de l'Est.
- [Annexe 6.](#) Fiches réunissant des renseignements sur l'implantation de la Fédération de l'âge d'or du Québec (Réseau FADOQ) dans l'ensemble du Québec et dans les Cantons de l'Est
- [Annexe 7.](#) Fiches réunissant des renseignements sur l'implantation de l'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et des préretraitées (AQDR) dans l'ensemble du Québec et dans le secteur Memphrémagog.
- [Annexe 8.](#) Les traits communs et distinctifs des processus d'émergence des trois groupes d'aînés étudiés dans cette recherche
- [Annexe 8.1](#) Niveau provincial
- [Annexe 8.2](#) Niveau régional
- Annexe 9. Schéma d'entrevue, grilles d'analyse et tableaux thématiques du second volet
- [Annexe 9.1](#) Schéma d'entrevue du second volet
- Annexe 9.2 Grilles d'analyse du questionnaire
- [Annexe 9.2.1](#) Grille d'analyse de la vie associative du répondant
- [Annexe 9.2.2](#) Grille d'analyse des projets de développement social
- [Annexe 9.2.3](#) Classification des organismes et des domaines d'intervention
- [Annexe 9.2.4](#) Grille d'analyse des stratégies de réalisation des projets

Annexe 9.3 Tableaux synthèses, thématiques et factuels

<u>Annexe 9.3.1</u>	Tableau synthèse de la vie associative des répondants
<u>Annexe 9.3.2</u>	Canevas du tableau synthèse des projets ciblés dans le schéma d'entrevue
<u>Annexe 9.3.3</u>	Tableau synthèse des objectifs, des difficultés et des stratégies
<u>Annexe 9.3.4</u>	Tableau synthèse de la planification stratégique
<u>Annexe 9.3.5</u>	Tableau thématique de l'importance de l'engagement social par rapport aux autres occupations et de la conciliation de l'engagement social avec les autres activités du répondant
<u>Annexe 9.3.6</u>	Tableau thématique des avantages et des inconvénients de l'engagement social, et tableau factuel des frais non remboursés
<u>Annexe 9.3.7</u>	Tableau thématique de la perception de l'apport du projet réalisé à la collectivité

Liste des tableaux statistiques

- [Tableau 1.](#) Population selon l'âge et le sexe, 1976-2001 (%), tout le Québec et la région 05 (Estrie).
- [Tableau 2.](#) Taux de chômage (%), 1981-2001, population de 15 ans et plus, tout le Québec et région 05 (Estrie).
- [Tableau 3.](#) Population active de 15 ans et plus (%), 1961-2001 selon le type d'industrie, tout le Québec et la région 05 (Estrie).
- [Tableau 4.](#) Revenu personnel disponible (\$ CAN.), 1971-1986 et 1995-2004, tout le Québec et la région 05 (Estrie).
- [Tableau 5.](#) Population sous le seuil de faible de revenu par groupe d'âge (%), 1990, 1995 et 2000, tout le Québec et la région 05 (Estrie).
- [Tableau 6.](#) Participation électorale des Québécois par groupe d'âge par rapport à leur poids démographique. Élections fédérales de 2004
- [Tableau 7.](#) Appartenance à un parti politique, Canada, 2003
- [Tableau 8.](#) Bénévolat pour un parti politique, Canada, 2003
- [Tableau 9.](#) Signature d'une pétition, Canada, 2003
- [Tableau 10.](#) Assistance à une réunion publique, Canada, 2003
- [Tableau 11.](#) Participation à une manifestation, Canada, 2003
- [Tableau 12.](#) Travail comme bénévole au cours des douze derniers mois, Québec, 2004
- [Tableau 13.](#) Proportion de gens qui consacrent mensuellement 11 heures ou plus au bénévolat, Québec, 2004
- [Tableau 14.](#) Les principaux organismes pour lesquels les bénévoles ont travaillé par groupe d'âge, Québec 2004
- [Tableau 15.](#) Adhésion à un club ou à une association artistique, culturelle ou scientifique, Québec, 2004
- [Tableau 16.](#) Pratique régulière d'activités à caractère artistique en amateur, Québec, 2004
- [Tableau 17.](#) Pratique régulière de l'histoire ou de la généalogie en amateur, Québec, 2004
- [Tableau 18.](#) Pratique régulière des sciences de la nature en amateur, Québec, 2004

[Tableau 19.](#) Pourcentage de gens qui regardent la télévision trois heures ou plus chaque jour, Québec, 2004

[Tableau 20.](#) Pourcentage de gens qui ont lu 10 livres et + au cours de la dernière année, Québec, 2004

[Tableau 21.](#) Fréquentation des musées au cours de la dernière année, Québec, 2004

[Tableau 22.](#) Pourcentage de gens qui sont allés au théâtre au cours de la dernière année, Québec, 2004

[Tableau 23.](#) Pourcentage de gens qui ont assisté à un concert classique au cours de la dernière année, Québec, 2004

Liste des figures

[Figure 1.](#) Le schéma des adeptions

[Figure 2.](#) Configuration contextuelle générale

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

INTRODUCTION GÉNÉRALE

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Est-il nécessaire de démontrer l'importance que revêt la participation sociale des aînés dans le monde occidental contemporain? En ce XXI^e siècle, le vieillissement démographique est un phénomène universel qui prend de l'ampleur (Vallin, 2006). Or, nous n'en sommes qu'aux premières décennies du processus amorcé, et son terme n'est pas à portée de vue. De sorte que, comme le montre J. Vallin (*ibid.*), en supposant que l'espérance de vie atteigne 85 ans et que le taux de fécondité n'augmente pas significativement, dans la seconde moitié du siècle actuel, nous retrouverons des populations stables dont le quart ou le tiers des individus auront 60 ou 65 ans et plus. Ces âges donnent accès à des rentes en Europe et en Amérique du Nord ⁴⁴. Par conséquent, si les régimes de retraite ne changent pas, la majorité des personnes concernées auront quitté le marché du travail. Dès lors, que feront-elles?

Nombreux sont ceux qui se posent la question, car nous sommes en face d'une situation inédite : celle de l'émergence d'un nouvel âge de la vie ⁴⁵. En effet, il n'y a jamais eu autant de personnes dites *âgées*, financièrement autonomes et en bonne santé. Au cours des dernières années, la façon de vivre l'ultime phase de l'existence a changé en profondeur ⁴⁶⁴⁷. Des groupes de gens âgés se sont formés et ils s'impliquent dans différents

⁴⁴ Auclair, 2003; Bourdelais, 1993 et 1997.

⁴⁵ Bourdelais, 1993 et 1997; Desjardins et Légaré, 1984; Gaullier, 1988; Laslett, 1990.

⁴⁶

domaines de la vie sociale. De sorte qu'un modèle actif du vieillissement s'est imposé, qui a pris un caractère normatif ⁴⁸. Certains voient dans ce phénomène de bons augures pour l'avenir; d'autres s'inquiètent pour les gens du quatrième âge qui ne peuvent pas se conformer au modèle proposé ⁴⁹, tandis que des aînés rejettent carrément ce modèle, préférant une retraite hédoniste qu'ils estiment bien méritée. Il n'entre pas dans le propos de ce document de discuter de ces points de vue. Cependant, les questions relatives à l'émergence des groupes d'aînés, à la contribution sociale de leurs membres, et à l'impact de leur engagement sur leur bien-être individuel font partie du champ d'investigation de cette étude.

En effet, les sociétés actuelles n'ont pas atteint leur vieillissement maximal et elles sont incapables d'aider adéquatement ceux qui sont désavantagés. Qu'en sera-t-il vers 2030 lorsque de 25 % à 30 % des membres de ces sociétés seront âgés, et quand plus du tiers des individus concernés seront fragiles ? ⁵⁰ Si l'on présume que la population d'âge actif sera sollicitée par le travail professionnel, ainsi que par ses obligations familiales et sociales, on peut se demander qui prendra soin des jeunes en difficulté, des personnes handicapées, des adultes dysfonctionnels et des personnes âgées vulnérables.

Nous croyons que les aînés autonomes constituent une partie de la solution aux problèmes de soutien des démunis parce que leur capital humain est probablement sous-utilisé. Si ce capital était employé de façon plus efficiente, l'action sociale de ces personnes pourrait atténuer les difficultés que pose le vieillissement démographique. La recherche que nous avons effectuée avait pour objectif général de vérifier le bien-fondé de cette assertion.

⁴⁷ Baer *et coll.*, 2001; Caradec, 2001 et 2004; Curtis *et coll.*, 2001 et 2003; Legrand (dir.), 2001; Thomas, 1998 et 2002; Viriot-Durandal, 2003.

⁴⁸ Bass, Ed., 1995; Bass et Caro, 2001; Guillemard, 1978.

⁴⁹ Le quatrième âge désigne la période de la vie où la personne est la plus fragile et est la plus susceptible d'être en perte d'autonomie. cf. Bourdelais, 1993 et 1997; Lalive D'Épinay, Spini *et coll.*, 2008; Thévenet, 1989.

⁵⁰ Vers l'an 2025, entre le tiers et la moitié des Canadiens et des Québécois de 65 ans et plus auront 75 ans ou plus, et seront donc potentiellement vulnérables (Conseil des aînés du Québec, 2007; Des Rivières et Michaud, A. [dirs.], 2005). À noter qu'il y a une différence importante entre la fragilité et la perte d'autonomie. La fragilité correspond à une diminution des capacités physiques et mentales qui n'entraîne pas la dépendance envers d'autres personnes dans l'accomplissement des tâches de la vie quotidienne, alors que tel est le cas de la perte d'autonomie. De plus, la majorité des gens qui vivent au-delà de 75 ou 80 ans deviennent fragiles tandis qu'une minorité de membres de ce groupe d'âge perdent leur autonomie. Cf. Lalive D'Épinay, Spini *et coll.*, 2008, p. 145.

Le projet soumis à l'organisme subventionneur comportait aussi les objectifs spécifiques suivants :

1. Connaître le contexte démographique et sociohistorique sous-jacent à la participation sociale des aînés du Québec et de ceux de l'Estrie en particulier ⁵¹.
2. Avoir une idée précise de l'ampleur et des formes que prend la participation sociale des aînés québécois et estriens.
3. Évaluer l'impact social de cette participation.
4. Voir comment la participation sociale s'insère dans l'existence des aînés.
5. Identifier les facteurs qui favorisent la participation sociale des aînés et les obstacles qui les empêchent de s'adonner à ce genre d'activité.
6. Examiner les relations entre la participation sociale et le bien-être physique et psychologique des aînés.
7. Savoir si la participation sociale favorise le développement de l'amitié et de l'entraide, si elle facilite la circulation de l'information sur les services, et si elle a un impact significatif sur leur utilisation.

Le projet de recherche initial se divisait en trois volets auxquels correspondaient les différents objectifs : 1) une étude écologique et sociohistorique de la participation sociale des aînés du Québec et de l'Estrie (premier et deuxième objectifs); 2) une évaluation de l'impact social de cette participation (troisième objectif); 3) une recherche empirique sur l'engagement social des aînés des Cantons de l'Est (objectifs 4 à 7). Toutefois, l'ampleur de l'étude a été réduite. Les efforts ont surtout porté sur les deux premiers volets et sur l'atteinte des objectifs 1, 3 et 4. Les autres objectifs ont été poursuivis à travers la recen-

⁵¹ Rappelons la distinction entre les Cantons de l'Est et l'Estrie. Les Cantons de l'Est désigne la région administrative n° 05 du Québec, c'est-à-dire une région située entre la Montérégie (Rive-Sud de Montréal) au nord-ouest et la frontière états-unienne au sud. Dans les directions opposées, les Cantons de l'Est ont pour limites celles des régions de la Mauricie (n° 04), du Centre du Québec (n° 17) et de Chaudière-Appalaches (n° 12). L'Estrie constitue le centre des Cantons de l'Est, soit un rectangle formé par les villes et villages situés autour de Sherbrooke. À noter que l'on confond souvent les Cantons de l'Est et l'Estrie. Dans notre étude, nous utilisons parfois les deux termes pour désigner la même région (05). De plus, au fil des ans, les limites des régions administratives ont changé, mais celles des Cantons de l'Est n'ont guère varié selon Kesteman et ses collaborateurs (1998, p. 19).

sion des écrits et l'analyse des réponses fournies par les individus qui ont participé à la recherche empirique. Celle-ci fut qualitative parce que cette méthodologie maximisait les chances d'atteindre les buts de l'étude, compte tenu du temps et des moyens de recherche dont nous disposions ⁵².

Dans le premier volet de la recherche, nous avons recueilli des renseignements sur l'histoire de trois groupes nationaux d'aînés et sur leur implantation en Estrie. Puis nous avons établi un parallèle entre ces phénomènes et le développement des Cantons de l'Est depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ces trois groupes sont : l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ), la Fédération de l'âge d'or du Québec/Réseau FADOQ, et l'Association québécoise pour la défense des droits des retraité-es et préretraité-es (AQDR).

Dans le second volet de la recherche, nous avons d'abord réalisé une recension d'écrits sur la contribution sociale des aînés, puis des entrevues ont été effectuées auprès de retraités membres de conseils d'administration de groupes communautaires.

Le champ d'investigation de cette étude se limite à la ville de Sherbrooke et à ses environs, c'est-à-dire au cœur de l'Estrie. Il s'agit d'un milieu typiquement québécois du fait qu'il compte des francophones et des anglophones, ainsi que des zones urbaines, semi-urbaines et rurales.

Le chapitre 1 de ce document est consacré aux aspects théoriques de l'étude. Le deuxième a trait à sa méthodologie. Suit le chapitre 3 qui traite de l'émergence de trois groupes nationaux d'aînés et de leur implantation en Estrie. Le quatrième chapitre rend compte de la contribution des gens âgés au développement de leur collectivité, ainsi que de la façon dont la participation sociale s'insère dans leur existence. Vient enfin la conclusion où nous discutons des implications des constatations effectuées.

⁵² Poupart (dir.), 1997; Smith, 1975,

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

Chapitre 1

Les aspects théoriques

INTRODUCTION

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Ce projet de recherche se situe dans le courant des études sur la participation sociale des aînés (Curtis *et coll.*, 2003). Compte tenu du vieillissement démographique, les gens âgés sont de plus en plus nombreux. Dans l'ensemble du Québec, il y avait 6.8 % de personnes de 65 ans et plus en 1971 et 11 % en 1991 ⁵³. En 2005, ce pourcentage était de 13.8 % et en l'an 2016, il devrait y être de 18.5 % (*ibid.*). En Estrie, ces pourcentages sont respectivement de 7.9 %, 12 %, 14.5 % et de 26 % (*ibid.*). L'abaissement de l'âge de la retraite et l'augmentation de l'espérance de vie ont rallongé la période qui suit le travail professionnel et l'éducation des enfants. Malgré tout, les personnes aînées demeurent marginales par rapport à celles qui sont sur le marché du travail (Caradec, 2004). Dès lors, « si la tendance se maintient », il y a risque que s'accroisse le clivage séparant ces personnes et le reste de la société.

La plupart des gouvernements reconnaissent la nécessité de créer des conditions favorables à l'augmentation de la participation des aînés ⁵⁴. Toutefois, les contextes favora-

⁵³ Conseil des aînés du Québec, 2007, p. 10 et 192; Gauthier, 2004; Girard, Létourneau et Thibault, 2004.

⁵⁴ *Active participation in society and development*, 2002; Des Rivières et Michaud [dirs.], 2005; ONU, 2007.

bles à cette participation sont méconnus. Il en va de même de l'apport des groupes d'aînés à l'édification de la société civile, et des effets de la participation sociale sur les individus concernés. L'étude de ces éléments constitue l'objet du projet de recherche que nous avons réalisé.

Cette étude renvoie à plusieurs approches théoriques, car son champ d'investigation est vaste et aucune théorie ne permet de l'englober totalement. Dans ce chapitre, nous définirons le concept de participation sociale et nous évoquerons les principaux courants de pensée auxquels réfère ce concept. Puis, nous présenterons notre façon d'envisager les phénomènes examinés. Cette démarche permettra d'exposer le cadre d'analyse général de la recherche ⁵⁵. Après quoi, nous concluons.

1.1 Le concept de participation sociale

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Le concept de participation sociale constitue le point de départ et l'aboutissement de cette étude. Comme le soulignent É. Raymond *et coll.* (2007, p. 7) : « la notion de participation sociale apparaît comme un concept un peu fourre-tout, que chacun peut modeler selon sa vision à la fois de la participation et du social ». Les auteurs regroupent les différentes définitions de ce concept en quatre « grandes familles sémantiques » : 1) le « fonctionnement dans la vie quotidienne »; 2) le fait de « passer du temps en interaction sociale ou avec d'autres »; 3) « Avoir des échanges à l'intérieur du réseau social dont on fait partie »; 4) « Être formellement impliqué dans une activité, une organisation ou pour une cause ». Selon eux (*ibid.*, p. iii), « le fait pour une personne d'être intégrée dans un réseau de relations significatives, réciproques et génératrices de responsabilités, pourrait représenter le point de départ de la participation sociale ».

Certains auteurs considèrent comme de la participation tous les actes à portée sociale posés par les groupes et les individus ⁵⁶, ce qui comprend : la prise de ses propres responsabilités (ex. : gérer ses affaires personnelles), l'implication dans la famille, et l'engagement dans les groupes communautaires. La participation sociale serait donc familiale, communautaire ou sociopolitique. D'autres chercheurs emploient la notion de participa-

⁵⁵ Les autres cadres d'analyse seront présentés dans les chapitres subséquents.

⁵⁶ Raymond *et coll.*, 2007; Fougeyrollas [dir.], 1998; Gaudet et Reed, 2004.

tion sociale dans la perspective plus restreinte de l'exercice de la citoyenneté, c'est-à-dire de la participation civique ⁵⁷. Dès lors, cette notion signifie prendre part aux décisions collectives et s'engager dans les mouvements sociaux. Les deux positions sont défendables, mais la première acception nous apparaît trop large parce qu'elle englobe des activités hétérogènes, tandis que la seconde peut exclure la participation apolitique.

Dans notre étude, la participation sociale renvoie à l'engagement dans les organisations dites « secondaires » ⁵⁸, soit : les groupes communautaires et de loisir, les organismes religieux ainsi que les mouvements sociaux, nonobstant leur degré de politisation. Le cas échéant, fréquenter un groupe du troisième âge, se rendre à l'église, faire du bénévolat, se joindre à une corvée et aller dans une fête populaire constituent de la participation sociale au même titre que le militantisme. Évidemment, la participation sociale caritative, politique et religieuse n'a pas la même signification que celle qui est axée sur les loisirs, mais dans les deux cas, c'est un engagement qui déborde le cadre familial et qui est susceptible d'avoir un effet sur l'ensemble de la société ⁵⁹.

Nos travaux antérieurs tenaient compte de trois niveaux de participation sociale : nominale, active et intense. La définition de la participation *nominale* correspond à l'adhésion formelle à un groupe, c'est-à-dire au fait, pour un individu, de détenir une carte de membre d'une association sans aller régulièrement à ses activités. La participation est *active* quand l'individu fréquente assidûment l'organisme et elle est *intense* lorsqu'il travaille bénévolement pour l'organisme ou assume un poste de gestion au sein de son association. Il s'agit alors d'*implication sociale* ou d'*engagement social*. Les études consultées qui ont une portée internationale ⁶⁰ ne distinguent pas nettement la participation *active* de celle qui est *intense*. Par souci de comparabilité avec ces études, nous avons regroupé les participations active et intense.

⁵⁷ Argoud, 2001; Caldwell et Reed, 2000; Carette, 1999; Curtis *et coll.*, 2003; Legrand et Noyer (dirs.), 2001.

⁵⁸ Rappelons que les *groupes primaires* sont formés de gens affectivement proches (ex. : parenté, amis, voisinage immédiat) et ont un caractère expressif tandis que les *groupes secondaires* sont des entités sociales de plus grande envergure (comme les associations, sociétés et institutions) où la rationalité instrumentale prédomine. Cf. Akoun et Ansart (dirs.), 1999.

⁵⁹ En écrivant cela, nous ne voulons pas déprécier l'implication des gens auprès de leurs proches. Sur la signification des différents types de participation sociale, voir les réflexions de J. Laforest ainsi que de C. Blanchard et H. De Ravinel dans la Revue Notre-Dame-du-Cap de mai 2004.

⁶⁰ Baer *et coll.*, 2001; Curtis *et coll.*, 2001 et 2003.

1.2 Un aperçu des principales approches théoriques relatives à la participation sociale des aînés

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

L'étendue et le caractère polysémique du concept de participation sociale convoquent les différentes disciplines des sciences sociales dans l'explication théorique des phénomènes qu'il recouvre, car ces phénomènes renvoient à toute la vie individuelle et collective. Et même lorsqu'on restreint l'acception de ce concept à la participation civique, les théories susceptibles de l'expliquer demeurent nombreuses. À cela s'ajoute ce que J.-P. Viriot Durandal (2003) a appelé la *tectonique sociale*, soit l'étude des déterminants démographiques, économiques, politiques, culturels et psychologiques de l'engagement social. Nous ne pouvons pas rendre compte de toutes ces perspectives⁶¹. Donc, nous procéderons de façon progressive et sélective. Dans la première sous-section, nous parlerons de la sociologie des mouvements sociaux. Par la suite, nous résumerons certaines théories issues de cette sociologie, soit : celles des choix rationnels, du don, du vieillissement réussi, du vieillissement productif, ainsi que l'approche politico-économique et *l'empowerment*.

1.2.1 La sociologie des mouvements sociaux

La sociologie des mouvements sociaux est connexe à celle de la participation sociale dans la mesure où ces mouvements diffèrent des groupes de loisir et des organisations caritatives et philanthropiques. En effet, un mouvement social est un rassemblement d'associations dans un but fondamentalement politique : la défense des intérêts d'un groupe ou la promotion d'une cause⁶². Les groupes de personnes âgées ne sont pas tous politi-

⁶¹ Cet exercice a déjà été fait : en France, par Viriot Durandal (2003a); au Québec, par Moffet (1985) et Thomas (1998), au Canada anglais, par McPherson (2004) et aux États-Unis, par Quadagno (2005), pour ne nommer que ceux-là. À ces références, s'ajoutent, dans une perspective internationale, les deux numéros spéciaux des *Cahiers de la FIAPA*, dirigés par J.-P. Viriot Durandal (2003 et 2004).

⁶² Quadagno, 2005, p. 420; Zay, 1981, p. 351.

sés, mais la réunion des gens âgés au sein d'associations a une signification politique, car elle exprime la volonté des individus de participer davantage à la vie de la collectivité. C'est pourquoi C. Attias-Donfut et A. Rosenkier (1983, p. 89-90) parlent de « mouvements associatifs de personnes âgées », concept qu'ils définissent comme étant « toutes les formes de regroupement où les personnes âgées, retraitées ou non, sont majoritaires (...) ».

Cependant, un regroupement d'individus dans un mouvement social peut avoir uniquement pour objectifs le divertissement et l'épanouissement de ses membres. Par conséquent, les activités de participation sociale sont susceptibles de se dérouler au sein de groupes politisés ou non politisés. Il s'ensuit que toute étude portant sur la participation des aînés à des groupes formels doit tenir compte des divers types d'associations d'aînés.

La sociologie des mouvements sociaux a pour objet l'étude de la participation des aînés aux organismes sociopolitiques. Cette sociologie renvoie au militantisme des aînés, que ce soit dans les groupes qui les représentent ou dans les organisations intergénérationnelles qui veulent changer la société. Plusieurs auteurs ont tenté d'expliquer ces phénomènes. Les sociologues des mouvements sociaux les plus souvent cités sont, en France ⁶³ : C. Dubar, C. Dubet, A. Guillemard, M. Castells, A. Touraine, J.-P. Viriot Durandal et M. Wiewiorka. Aux États-Unis et en Grande-Bretagne, on retrouve : W. A. Gamson, S. M. Lipset, A. Oberschall, M. Olson, J. D. McCarty, T. Parsons, H. J. Pratt, J. Quadagno, N. J. Smelser, C. Tilly, A. Walker et N. M. Zald. En Italie, il y a : F. Alberoni, A. Melucci, A. L. Farro et C. Offe. Au Canada anglais, on mentionne souvent : C. Caldwell, N. Chappel, B. Gottlieb, M. Hall, J. Lian, B. McPherson, M. Novak, P. B. Reed, R. Robb et L. Strain. Au Canada français, il y a : M.-M. T. Brault, P. Hamel, L. Maheu, G. Pronovost, J.-G. Vaillancourt, Y. Vaillancourt et D. Thomas.

Il ressort des travaux de certains de ces auteurs que l'implication des aînés dans des groupes sociopolitiques ressortit au processus de marginalisation des individus concernés ⁶⁴. En effet, les transformations engendrées par la révolution industrielle ont exclu la majorité d'entre eux du marché du travail. Ils se sont alors retrouvés dans une situation de dépendance envers l'État, ce qui les a obligés à défendre leurs intérêts. D'ailleurs, les re-

⁶³ Cette énumération n'est évidemment pas exhaustive. Références : Durand et Weil, R. (dirs.), 2006; Eyerman, 2006; Farro, 2000; McPherson, 2004; Neveu, 2000; Turner, J. H., Ed., 1998 et 2006; Turner, B. S., Ed., 2006; Viriot-Durandal, 2003; Quadagno, 2005.

⁶⁴ Delisle, 1987a; Guillemard, 1972; Hareven, 1977; Moffet, 1985; Quadagno, 2005; Viriot-Durandal, 2003.

vendications des mouvements sociopolitiques de gens âgés ont souvent pour point de mire l'intégration de leurs membres à la société ⁶⁵. Ces revendications portent notamment : sur le montant des rentes et pensions, sur l'accès aux services publics (en particulier, les services sociaux et de santé), ainsi que sur la protection contre les abus (exploitation, criminalité) et la négligence. À cela se sont ajoutées, au cours des années 1990 et 2000, des revendications à caractère identitaire : les aînés ne veulent plus être victimes d'âgisme ⁶⁶. Ils souhaitent qu'on les reconnaisse comme des membres à part entière de la société et comme des individus qui contribuent à son développement ⁶⁷. Ces caractéristiques des groupes d'aînés les rapprochent de ceux que les Européens qualifient de *nouveaux mouvements sociaux* ⁶⁸. De plus, les associations de gens âgés servent de relais entre l'État, ses organismes et les personnes âgées. L'État consulte régulièrement les groupes d'aînés et prend acte de leurs demandes. Parallèlement, il diffuse de l'information sur les services destinés à ces individus à travers leurs regroupements ⁶⁹.

Les perspectives macrosociologiques tentent d'expliquer la participation sociale des aînés par leur intérêt à s'impliquer dans les mouvements sociaux qui les représentent. Certaines théories qui se rattachent à cette approche prennent en considération les déterminants de la position qu'occupent les aînés dans la structure des rapports sociaux alors que d'autres examinent les stratégies des groupes qui défendent leurs droits.

Il y a également des théories microsociologiques qui traitent des facteurs incitant les aînés à s'impliquer dans la société et des obstacles qui les empêchent de le faire. Ces approches sont davantage centrées sur l'individu. Il importe d'examiner ces différentes perspectives pour mieux comprendre la participation sociale des aînés.

⁶⁵ Attias-Donfut et Rozenkier, A., 1983; Brault, 1987; David et Champagne, 1989.

⁶⁶ Delisle, 2007; Lagacé, 2008; Lagacé, M. (dir.), 2009.

⁶⁷ Delisle *et coll.*, 2007; Gagnon et Savoie, 2006; Legrand (dir.), 2001.

⁶⁸ Farro, 2000; Neveu, 2000.

⁶⁹ Bolduc, 1986; Delisle, Bélanger et Fournier, 1981; Delisle et Ouellet, 2001c.

1.2.2 Les théories des choix rationnels

Les théories des choix rationnels ont été développées dans la foulée des travaux de G. S. Becker ⁷⁰. Elles s'inscrivent dans la tradition individualiste et utilitariste de la sociologie.

Individualiste ⁷¹ :

- Les tenants des théories des choix rationnels croient que les structures sociales et l'action sociale sont le produit des actions individuelles et de leur agrégation ⁷². Cette idée est récurrente en sociologie et renvoie à la problématique de la détermination des actions des gens (selon le libre arbitre de chacun ou en fonction du conditionnement-contrôle social), question philosophique qui est impossible à trancher ⁷³.

Utilitariste :

- Les théories des choix rationnels postulent que les individus poursuivent des buts dans la vie, et que ces buts sont ordonnés de façon hiérarchique. Dès lors, les gens font des calculs pour évaluer les coûts et les bénéfices de leurs actions de façon, et tentent de maximiser leurs bénéfices.
- De ces postulats dérivent les propositions suivantes :

P₁ : Les structures sociales, les décisions et les comportements collectifs sont le résultat de choix rationnels individuels.

P₂ : Les phénomènes sociaux engendrés par ces choix sont déterminants de la distribution des ressources entre les individus, de la rentabilité (*opportunities*) de chacune des lignes de conduite adoptées, et des normes et obligations inhérentes aux différentes situations sociales. Autrement dit, les choix rationnels individuels engendrent des structures sociales qui définissent le cadre dans lequel peuvent être faits ces choix.

⁷⁰ Turner, Ed., 1998, chap. 24; Van Den Berg et Blais (dirs.), 2002.

⁷¹ Les propositions qui suivent ont été formulées, entre autres, à partir des travaux de Turner, Ed., 1998.

⁷² On retrouve également cette idée chez Boudon, 1979 et 2002.

⁷³ Dehier, 2006.

- Les théories des choix rationnels aboutissent à des propositions touchant à la dépendance des individus et au pouvoir que certains d'entre eux exercent sur leurs semblables. Car les choix rationnels suscitent la formation de *groupes d'intérêt*, qui tantôt sont dominants tantôt sont dominés, les premiers étant ceux qui retirent le plus de profits collectifs de leurs choix individuels.

Dans cette perspective, les aînés font un choix rationnel en se joignant à des associations capables de les représenter. Quoique cette action engendre des coûts, on présume qu'ils sont inférieurs aux bénéfices qu'elle rapporte à l'ensemble des aînés. Toutefois, certains individus sont susceptibles de payer davantage que d'autres ⁷⁴. Les théories des choix rationnels n'expliquent pas pourquoi des personnes âgées acceptent quand même de se dévouer pour leurs pairs. Ce phénomène devient plus facilement compréhensible lorsqu'on se réfère aux théories du don.

1.2.3 Les théories du don

Pour les tenants des théories du don, la société est un système de dons et de contre-dons au lieu d'être le résultat d'actions individuelles à caractère commercial. Les gens se font mutuellement des dons pour créer et entretenir des rapports sociaux. Par conséquent, le don a un caractère symbolique : il marque la volonté de maintenir ces rapports. Dans cette perspective, le caractère utilitaire du don devient secondaire lorsqu'il est présent.

Une telle posture épistémologique s'oppose radicalement à celle des théoriciens des choix rationnels ⁷⁵. Car le don ne s'inscrit pas dans une logique marchande ou intéressée. Les seuls profits qu'on retire du don ont trait à la gratitude des bénéficiaires quand ils sont connus, ou au sentiment d'avoir accompli un devoir moral lorsque le donateur n'est pas en relation directe avec le donataire (dons de charité, de sang, d'organes, etc.).

Toutefois, les théoriciens du don reconnaissent que celui-ci, tout autant que l'échange, sont essentiels à la perpétuation de la société. Le don serait la contrepartie de l'échange et du commerce, contrepartie sans laquelle la société serait égocentrique et inhumaine.

⁷⁴ C'est la perspective de M. Olson (cf. Reynaud, 1982) et de Van Den Berg et Blais (dirs.), 2002.

⁷⁵ Durand et Weil (dirs.), 2006, p. 87-96; Godbout, 2000; Godbout et Caillé, 1992; Mauss, 1989. Voir aussi une entrevue de J. T. Godbout dans la *Revue Notre-Dame* (1995).

De plus, le don engendre la dette (*ibid.*). En effet, accepter un don, c'est contracter une dette qui oblige à rendre. Celle-ci favorise donc la poursuite de la relation sociale. C'est pourquoi les individualistes refusent souvent ce qu'on leur offre : ils ne veulent pas s'engager dans un rapport qui crée des obligations.

On retrouve une telle vision des choses chez les chercheurs qui étudient les comportements bénévoles et philanthropiques des aînés. Comme nous le verrons, ces comportements s'expliquent en grande partie par le besoin de gratifications morales : se sentir utile et avoir le sentiment d'accomplir une bonne action ⁷⁶. Dès lors, donner de son temps ou de sa personne devient une forme de participation sociale avantageuse pour l'aîné. Quand il est publicisé, ce comportement embellit l'image que projette ce groupe d'âge, et ce, même si l'on ne parle pas souvent de la contribution sociale des aînés ⁷⁷.

1.2.4 Le vieillissement réussi

La perspective du vieillissement réussi prend en considération les mêmes éléments que celle du vieillissement productif, mais les examine d'une façon individualiste. Les auteurs (Rowe et Khan, 1997 et 1998) affirment que le vieillissement réussi comprend trois éléments en interaction : 1) une faible probabilité d'être malade ou impotent; 2) un bon fonctionnement physique et intellectuel, et 3) un engagement actif dans la vie. C'est la combinaison des deux premiers facteurs avec le troisième qui constitue l'essence du vieillissement réussi. Autrement dit, celui-ci ne se réduit pas uniquement au maintien des capacités fonctionnelles. Ces capacités prennent de l'importance lorsqu'elles sont reliées à l'engagement dans la vie collective. Toutefois, l'engagement civique n'est pas une condition nécessaire au vieillissement réussi. Les relations interpersonnelles impliquant des échanges intellectuels sont vues comme des activités productives inhérentes au vieillissement réussi au même titre que le bénévolat.

La théorie du vieillissement réussi accorde beaucoup d'importance à la responsabilité de l'aîné. Dans cette perspective, celui-ci doit demeurer engagé socialement en composant avec son environnement (soit en le modifiant, soit en l'adaptant), et il lui incombe de

⁷⁶ Caldwell et Reed, 2000; Gagnon, 1996; Hall *et coll.*, 2006; Reed et Selbee, 2000a et b; Thomas, 1998.

⁷⁷ Gagnon et Savoie, 2006.

maintenir ses capacités fonctionnelles, tant physiques que mentales (*ibid.*). Par le fait même, cette approche place au second plan les déterminants économiques et politiques du vieillissement. C'est la principale critique que leur adressent les auteurs qui s'identifient à la perspective politico-économique dont nous reparlerons ci-dessous ⁷⁸.

1.2.5 Le vieillissement productif

Le concept de *Productive Aging* réfère à « toute activité effectuée par une personne âgée qui contribue à la production de biens ou de services, ou au développement de la capacité de les produire (que l'individu soit payé ou non pour l'activité) » ⁷⁹. Selon les auteurs concernés (*ibid.*), ce concept se limite aux activités dont la valeur économique peut être quantifiée. La valeur de ces activités tient au fait qu'elles sont nécessaires, de sorte que si personne ne les exerce, cela crée une demande qui doit être comblée par d'autres individus.

Les principales activités productives sont, selon les mêmes auteurs : le travail rémunéré, le bénévolat (*Volunteering*), ainsi que les tâches effectuées pour aider les proches ou les personnes malades et handicapées (*Sick and Disabled*). À ces activités s'ajoutent celles qui ont trait à l'acquisition d'une formation permettant d'exercer les occupations précitées. Dès lors, les activités de croissance personnelles ne sont pas considérées comme productives. C'est le cas, par exemple, de la fréquentation des universités du troisième âge. Par contre, la formation reliée à la production de biens et de services est définie comme productive.

Le modèle théorique sous-jacent au *Productive Aging* comprend cinq secteurs en interaction ⁸⁰ : A) *l'environnement* économique, culturel, géopolitique et démographique; B) la *situation* sociale dans laquelle se trouvent la personne et ses groupes d'appartenance, ainsi que ses rôles, ses responsabilités, sa scolarité, les traditions de son milieu et sa santé; C) les *caractéristiques individuelles* telles que : ses motivations, ses conduites, ses

⁷⁸ Signalons que la revue *Interactions* (vol. 7 no 2, automne 2003) publiée par le département de psychologie de l'Université de Sherbrooke et la *Revue québécoise de psychologie* (vol. 24 no 3, 2003) ont consacré des éditions thématiques respectivement à *L'actualisation de la personne aînée* et au *Vieillesse réussie*.

⁷⁹ Bass et Caro, 2001, p. 39, traduction de M.-A. Delisle; voir aussi : Bass, Ed., 1995.

⁸⁰ Voir le résumé schématique de Bass et Caro, 2001, p. 47.

attitudes, sa créativité, son origine ethnique et son bagage génétique. Ces trois secteurs sont en interaction avec les secteurs D et E. Le D renvoie aux *politiques sociales* ayant trait à l'emploi, aux rentes et à la taxation. Quant au secteur E, celui du degré de participation sociale, il est la résultante de l'action des autres secteurs. Le secteur E prend en considération les effets de la participation sociale sur ceux qui en bénéficient, soit : l'entreprise concernée (lorsque l'aîné est sur le marché du travail), la communauté, les personnes aidées et la société en général (*ibid.*, p. 52).

La perspective du vieillissement productif est multidisciplinaire et met en relation des facteurs macrosociaux comme les politiques sociales, l'environnement macro, méso et microsocial, de même que les caractéristiques individuelles. Ce cadre théorique est plus englobant et moins centré sur l'individu que celui du vieillissement réussi dont nous avons parlé. Le cadre théorique du *vieillissement productif* fait ainsi la synthèse de différentes approches en gérontologie sociale.

Cela dit, on peut adresser plusieurs critiques à cette approche. D'une part, elle se situe dans le courant activiste et productiviste de la société, c'est-à-dire celui des théories gérontologiques dérivant de celle de l'activité ⁸¹. Ces théories font la promotion de modèles de vieillissement qui conviennent mieux aux classes moyennes et supérieures qu'aux classes populaires ⁸². D'autre part, le vieillissement productif déprécie les aînés qui ne peuvent pas ou ne veulent pas être productifs au sens où l'entendent les tenants de l'approche considérée. Car la production de biens et de services n'est qu'un aspect du dynamisme des aînés. Celui-ci comprend également des activités non productives pouvant avoir autant d'importance pour l'individu et la société que les activités productives ⁸³. Enfin, plus fondamentalement, le concept d'activité productive est restrictif et renvoie à ce qui peut avoir une valeur sur un marché à dominante économique. Quoi qu'il en soit, nous retiendrons de l'étude du vieillissement productif que ce courant de pensée met l'accent sur la valorisation des aînés et de leurs activités productives. D'où sa pertinence pour étudier l'impact social de leur participation.

⁸¹ Bengtson et Schaie, Eds., 1999; Birren et Bengtson, Eds, 1988.

⁸² Estes et Mahakian, 2001, p. 204; Guillemard, 1978.

⁸³ Gaullier, 1988.

1.2.6 L'approche politico-économique

L'approche politico-économique s'intéresse à la façon dont le contexte économique et les politiques sociales déterminent la manière dont les gens vieillissent dans les sociétés capitalistes occidentales ⁸⁴. Les études effectuées dans cette perspective sont diversifiées. Certaines d'entre elles constituent des analyses critiques mettant en lumière les rapports de classe sous-jacents aux politiques sociales ⁸⁵. D'autres s'intéressent aux représentations collectives de la vieillesse sous-jacentes à ces politiques ⁸⁶. Il y a enfin une tradition de recherche ayant trait à la manière dont le travail antérieur façonne le type de retraite choisi ⁸⁷. Tel le cas de la théorie des conduites en situation de retraite développée par A.-M. Guillemard qui constitue un texte fondateur pour la gérontologie francophone. C'est pourquoi nous la résumons ici.

Le modèle théorique de Guillemard s'inspire des rapports entre les quatre sous-systèmes d'action de T. parsons : le biologique, le psychique, le social et le culturel ⁸⁸. Pour construire sa typologie des conduites de retraite, elle met en opposition dialectique le travail (la production) et le non-travail (la consommation) ainsi que le biologique (la nature) et le social (la culture). Les lignes de force de ces oppositions constituent des axes qui, en se croisant, définissent une gamme de conduites de retraite. Celles qu'a identifiées A.-M. Guillemard figurent ci-dessous ⁸⁹.

- La *retraite retrait* : Existence axée uniquement sur le biologique. Exclusion de la vie sociale. Isolement.
- La *retraite troisième âge* : Passage d'une vie de travail productive à une retraite productive. Insertion sociale et participation à la vie de la collectivité.

⁸⁴ Bengtson, Burgess et Parrott, 1997; Quadagno et Reid, 1999.

⁸⁵ Guillemard, 1980, 1984 et 1986; Guillemard, Légaré et Ansart, 1995; Quadagno, 2005.

⁸⁶ Marshall, 1996, p. 14; Estes et Mahakiam, 2001.

⁸⁷ Guillemard, A.-M., 1972 et 1981; Lalive D'Épinay, 1989; Lalive D'Épinay, 1989 (dir.), 1983a.

⁸⁸ Durand et Weil (dirs.), 2006; Guillemard, A.-M., 1972 et 1981; Martuccelli, 1999; Rocher, 1969 et 1972; Turner, Ed., 1998.

⁸⁹ Guillemard, 1981, p. 32-33.

- La *retraite loisirs* : Participation à des activités de loisir qui se déroulent principalement à l'extérieur du foyer, incluant les activités d'appropriation de biens culturels.
- La *retraite contestation ou revendication* : Participation aux activités des mouvements sociopolitiques de personnes âgées.
- La *retraite acceptation* : Consommation élevée de mass media sans qu'il y ait participation sociale intense.

Après avoir défini ces concepts, l'auteure a construit le système théorique de détermination des conduites de retraite. Selon elle, ces conduites dépendent du niveau et de la nature des ressources. Les *ressources* sont « l'ensemble des avoirs matériels, sociaux, intellectuels et biologiques dont peut disposer le retraité » (*ibid.*, p. 33). Le *niveau* des ressources correspond à leur quantité alors que la *nature* des ressources réfère à leur *structure*, c'est-à-dire au fait qu'elles soient constituées de biens ou de potentialités.

Selon l'auteure, l'absence de ressources conduit à la retraite retrait tandis que leur présence permet une forme d'intégration sociale qui dépend de la *structure* des ressources, soit de leur composition en biens et potentialités. Si les biens sont prépondérants, cela prédispose à la retraite loisirs. Par contre, si les potentialités sont dominantes, ce sera la retraite troisième âge. Un déséquilibre important entre les potentialités et les biens mène soit à la retraite contestation-revendication, soit à la retraite acceptation (*ibid.*, p. 34). Il y a retraite contestation lorsque les potentialités surpassent largement les biens. Il y a retraite acceptation quand les biens sont supérieurs aux potentialités.

L'auteure a effectué une recherche empirique pour tester son modèle. Cette recherche a montré que la retraite retrait est déterminée de façon hiérarchique : par le manque d'autonomie dans le travail antérieur, par une mauvaise santé, une faible scolarité et de bas revenus. À l'opposé, la retraite loisirs est déterminée par une bonne santé, des revenus élevés, l'autonomie dans le travail antérieur, de nombreuses relations sociales et une scolarité élevée. Ces résultats permettent à Guillemard d'affirmer que l'autonomie dans le travail antérieur est le principal déterminant des conduites de retraite. Dès lors, les personnes âgées issues de milieu défavorisé seraient prédestinées à la retraite retrait tandis que les aînés provenant de milieux mieux nantis auraient davantage de chances d'actualiser des conduites d'intégration sociale. La retraite viendrait donc consacrer les inégalités sociales antérieures.

Guillemard en conclut que la possibilité de s'adapter à la vieillesse est en grande partie déterminée par la place que l'individu occupait dans les rapports de production au moment où il était sur le marché du travail. Ses constatations empiriques corroborent les études ayant montré que le travail influence les autres types d'occupations, et que les exécutants ont tendance à être passifs dans leurs loisirs ⁹⁰.

La recherche empirique de Guillemard a été effectuée durant les années 1960, en France, à l'époque où la majorité des retraités de ce pays étaient des hommes issus des classes laborieuses alors que de nos jours, il y a davantage de femmes et de cols blancs dans la main-d'œuvre. Ces facteurs sont susceptibles d'expliquer le lien, observé par l'auteure, entre le travail antérieur et la retraite retrait. Le travail ayant changé de forme dans maints secteurs, il faudrait voir s'il produit autant de *retraités retraités* de nos jours.

Quoi qu'il en soit, les travaux de Guillemard sont représentatifs de l'approche politico-économique en gérontologie sociale.

1.2.7 L'empowerment

La participation sociale constitue une tentative pour les aînés de sortir de leur isolement parce qu'elle leur permet de prendre leur place dans leur collectivité, de se forger une identité propre et d'acquérir du pouvoir sur le plan politique. C'est ce qu'on désigne en anglais par l'expression *Empowerment*, terme qui signifie approximativement, en français, *appropriation du pouvoir* ou *autonomisation* ⁹¹. De façon plus précise, *l'empowerment* est défini comme étant le fait « d'aider les gens à conserver ou à revendiquer le contrôle de leur destinée de manière à maximiser leur confiance en eux-mêmes ainsi que leurs capacités et leurs habiletés, de prendre les décisions qui sont dans leur meilleur intérêt tout en ayant accès à des choix et aux ressources et options nécessaires à l'atteinte de leurs buts personnels et collectifs » ⁹². Il découle de cette perspective théorique qu'à travers leur engagement social, les aînés peuvent contribuer de façon originale à l'édification

⁹⁰ Osgood et Mizruchi, 1982; Ward, 1982a et b.

⁹¹ Nahmias, Delisle et Carrier, 2000a et b; Viriot-Durandal, 2003.

⁹² Nahmias, 1997; voir aussi : Santé Canada, 1993.

de la société civile sur les plans économique, politique et culturel ⁹³. Ils deviennent alors des sujets de l'histoire au lieu de n'être que les bénéficiaires des politiques sociales ⁹⁴.

1.3 Les *adeptions*

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

De notre côté, nous avons choisi d'étudier la forme *adeptionniste* de la participation sociale. Le mot *adeption* est un concept que nous avons forgé à partir du mot adepte qui veut dire *attacher*. Les *adeptions* sont des activités exercées avec *ferveur* en référence à une communauté d'intérêt pouvant être constituée de *pratiquants*, de *spectateurs* ou de *sympathisants*. La participation sociale est une *adeption* pour les individus qui en font une *activité pivot*, c'est-à-dire une occupation organisatrice de leur temps (Delisle, 1982 et 2008a). Le concept d'adeption permet d'identifier une catégorie particulière de participants sociaux : ceux pour qui ce genre d'activité est cardinal dans leur existence ⁹⁵.

Les adeptions sont des loisirs, c'est-à-dire des activités qui sont sous le contrôle des individus, bien qu'elles soient socialement conditionnées ⁹⁶. Les adeptions se distinguent du travail et des obligations familiales et sociales tout en interagissant avec ces occupations. En effet, plusieurs adeptions se situent dans le giron des activités professionnelles et des rôles familiaux. Par conséquent, il est parfois difficile de distinguer les adeptions, qui sont de purs loisirs, des activités de même nature qui ressortissent à d'autres finalités. C'est le cas, par exemple, du bricolage pour les travailleurs manuels et des loisirs familiaux pour les gens qui ont des enfants. On peut également évoquer le militantisme politique et le bénévolat, des activités qui, tout en étant des loisirs, favorisent la mobilité sociale ascendante des individus qui s'y adonnent.

Les adeptions sont le second moment d'un continuum qui commence par les prédilections et qui se continue par les passions et les comportements compulsifs. Autrement dit,

⁹³ Bass, Ed., 1995; Bass et Caro, 2001; Delisle, 2007; Turcotte et Schellenberg, 2006.

⁹⁴ Thomas, 1998; Thurz, Nusberg et Prather, Eds., 1995; Viriot-Durandal, 2003.

⁹⁵ Sur les adeptions et les concepts apparentés, voir : Bromberger (dir.), 1998; Delisle et Ouellet, 2001a; Delisle, 2002a, 2004 et 2008a.

⁹⁶ Il existe différentes définitions du loisir qui ont en commun l'idée de liberté. Celle à laquelle nous nous référons renvoie à cette idée-force qui fait consensus chez les auteurs consultés. Cf. Bellefleur, 2002; Dumazedier, 1974; Kelly, 1982; Pronovost, 1997.

un individu s'adonne d'abord à une activité en amateur. Il s'agit alors d'une *prédilection*. Cette activité peut ensuite devenir une *adeption*, puis une *passion* et à la limite, une *compulsion*. Mais ce processus n'est pas unilatéral et irréversible. La plupart des occupations de loisir demeurent sans doute au stade des prédilections. Quelques-unes se transforment en adeptions et en passions. Les comportements compulsifs sont probablement peu fréquents. D'autre part, certains amateurs acquièrent le statut de professionnel dans leur domaine. Le cas échéant, cette activité n'est plus un loisir. Aussi, une passion peut redevenir une adeption ou une prédilection ou encore, être abandonnée.

La figure 1 illustre la logique sous-jacente aux *adeptions*. Celles-ci viennent du *sphérocontexte* dans lequel se trouvent les individus. Comme nous le verrons plus loin, le *sphérocontexte* est l'ensemble des facteurs qui sont responsables de la production des événements vécus par les gens. Parmi ces événements, il y a les activités pratiquées ⁹⁷.

⁹⁷ Car les activités ont un caractère événementiel. Elles sont le produit d'un ensemble de conditions dont la reproduction est possible sous certaines conditions.

Figure 1
Le schéma des adoptions

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Le sphérocontexte produit un *répertoire d'activités* accessibles aux gens d'une époque et d'un milieu donnés, activités dont la pratique est considérée comme légitime pour ces personnes. Les adeptions ont donc des aspects historiques et culturels. En effet, chaque époque connaît ses modes dans le domaine des loisirs, modes qui influencent les activités *adeptées* par les individus. Qu'on songe aux divertissements des citoyens de l'Antiquité par rapport à ceux de leurs homologues contemporains ⁹⁸. Ainsi, dans le monde moderne, on a plus de chances d'être un adepte du soccer-football si l'on demeure ailleurs qu'en Amérique du Nord. De même, la stratification sociale a une influence sur les adeptions (*ibid.*). Les plus riches peuvent s'adonner à des activités coûteuses, alors que les plus pauvres doivent se limiter à des loisirs moins dispendieux.

Les individus choisissent leurs activités préférées dans leur sphérocontexte et pratiquent certaines d'entre elles avec *ferveur*, concept qui peut être défini sommairement comme l'implication affective des gens dans leurs activités ⁹⁹. La ferveur augmente tout au long du continuum qui va des prédilections aux compulsions. Dans le cas des adeptions, la ferveur est modérée, de sorte que l'individu demeure perméable aux influences de son milieu. Les passions et les compulsions sont plus individualistes. Auquel cas, la personne est moins sensible aux attentes de son entourage.

Aussi, la majorité des gens sont sociables et recherchent des personnes ayant les mêmes goûts pour constituer des *communautés d'intérêt* formelles ou informelles. Ces communautés définissent l'étendue et le contenu du répertoire d'activités d'où sont issues les adeptions. En faisant la promotion des occupations qu'ils valorisent, ces organisations restreignent le champ des occupations potentiellement intéressantes dans un milieu donné ¹⁰⁰. Les occupations qui se retrouvent alors « dans l'ombre » ont moins de chances d'être *adeptées* par les individus, et moins il y a de gens qui s'adonnent à une activité, plus il leur est difficile de former une communauté d'intérêt.

La référence à une telle communauté n'implique pas nécessairement l'appartenance à un groupe de personnes qui s'adonnent à l'occupation *adeptée*. Car une activité peut être pratiquée en solitaire par un individu s'identifie à ses adeptes. Cela permet de concevoir une typologie des adeptions dont le critère a trait aux rapports avec la communauté de

⁹⁸ André, 1984; Dumazedier, 1974; Pronovost, 1997 et 2005.

⁹⁹ Le concept de *ferveur* n'est pas clairement défini en psychologie sociale. Tel que nous l'utilisons, il s'apparente à la notion de *Ego involvement* de Selin et Howard (1988).

¹⁰⁰ Comme la publicité qui, en mettant en évidence certains produits, rend moins attirants leurs équivalents moins connus.

pratiquants. On a ainsi les *adeptions sympathisantes* : les sympathisants partagent les valeurs des pratiquants sans s'adonner à leur activité. Souvent, ces gens se contentent de se documenter sur l'activité et ses adeptes. Viennent ensuite les *adeptions spectatrices* : les spectateurs assistent aux performances des pratiquants sans exercer l'occupation *adeptée* (ex. : les *fan-clubs* de spectateurs). D'ailleurs, l'assistance à une activité est une adaption en soi qui est distincte de l'adaption de l'activité elle-même, et il y a un monde de différences entre les deux types d'occupations. En effet, tous les individus peuvent assister à un match sportif ou à un concert, mais seuls certains d'entre eux peuvent ou veulent agir en tant qu'acteur d'un tel événement. Il y a également les *adeptions participantes ou actives* : être membre d'un groupe de pratiquants et participer régulièrement aux activités qu'il organise. Enfin, il y a les *adeptions intenses* : détenir un poste de gestion au sein de l'organisme responsable de l'activité *adeptée* ou travailler bénévolement pour cet organisme.

La référence à une communauté d'intérêt ferme la boucle de la logique des adeptions parce que l'individu se conforte dans son *identité sociale* en fréquentant des personnes qui aiment les mêmes activités que lui et qui partagent les valeurs sous-jacentes à leur pratique (Reed et Selbee, 2000a et b). L'identité sociale, qui est centrale dans la problématique des adeptions, peut être considérée comme étant « la partie du concept de soi qui découle [des] appartenances catégorielles [de l'individu] » ¹⁰¹. Il s'agit d'une définition évaluative de soi qui fait le pont entre des phénomènes sociaux comme les *habitus*, les rôles et l'appartenance à un groupe, des processus cognitifs, et les conséquences comportementales qui en découlent. Les processus cognitifs ont trait à la façon dont l'individu se perçoit dans son « monde social » et à la manière dont il s'évalue. C'est ainsi qu'une identité sociale valorisante peut rehausser l'estime de soi ¹⁰².

Aussi, il est possible d'établir des liens entre les adeptions et la psychosociologie du développement individuel. Comme le montrent les études effectuées dans ce domaine, l'évolution des activités pratiquées par les individus au cours de leur existence est révélatrice de leur capacité d'adaptation ¹⁰³. Étudier les adeptions dans cette perspective enrichit donc la psychologie sociale.

¹⁰¹ D'après H. Tajfel et J. C. Turner évoqués par F. Ric dans Doron et Parot (dirs.), 2003, p. 361.

¹⁰² Brown, 2000; . Champagne *et coll.*, 1992; Vézina, Cappeliez et Landreville, 1994 et 2007.

¹⁰³ Horgas, Wilms, et Baltes, 1998; Kelly, 1982 et 1990; Kelly, Ed., 1993; Osgood et Howe, 1984.

Quant aux conséquences comportementales, elles renvoient à la manière dont l'individu agit avec ses semblables, compte tenu de l'identité sociale qu'il se donne ¹⁰⁴. Plus il s'identifie aux adeptes de son activité préférée, plus il est susceptible de leur accorder de l'attention, et ce, au détriment des gens qui ne s'adonnent pas à cette occupation. Car l'identité sociale renvoie aux caractéristiques qui rapprochent un individu de ses semblables, caractéristiques qui distinguent les personnes concernées des autres groupes sociaux ¹⁰⁵. Parmi ces caractéristiques, il y a le *statut social*. Celui-ci est lié à l'identité sociale parce que dans plusieurs collectivités, les gens sont reconnus pour ce qu'ils font, pour ce qu'ils ne font pas ou pour ce qu'ils ne font plus, comme les retraités ¹⁰⁶. Ainsi, la participation sociale permet aux aînés de recomposer leur identité sociale (Caradec, 2004) en se donnant des rôles valorisants à l'intérieur des communautés d'intérêt qui se créent autour de ce genre d'adoption.

De plus, les adoptions définissent des *types de retraite* ¹⁰⁷. C'est le cas, par exemple, des collections, de la généalogie, des voyages et de la participation sociale. Reste à savoir dans quelle mesure les adoptions passées conditionnent les types de retraite (perspective de la théorie de la continuité ¹⁰⁸) par rapport aux nouvelles adoptions.

La participation sociale est la conséquence d'une conjonction de facteurs qui renvoient à la société globale, à la communauté, à la famille et aux individus. Premièrement, les aînés qui sont des adeptes du *participationnisme* ¹⁰⁹ ont du temps pour s'y adonner parce que les politiques sociales les ont libérés du travail professionnel (Auclair, 2003; Guest, 1993). Deuxièmement, l'intensité de la participation sociale et les formes qu'elle prend dépendent de la dynamique communautaire et familiale qui a cours dans le milieu où ils vivent. Des facteurs historiques, des traditions et des normes sociales entrent en ligne de compte. C'est pourquoi il peut y avoir des différences importantes entre les groupes ethnolinguistiques et socioculturels d'un même milieu. Tel est le cas de l'Estrie où, en 1989, la participation nominale des aînés anglophones était une des plus élevées au Qué-

¹⁰⁴ Caradec, 2004; Deaux et Martin, 2003; Hogg et Ridgeway, 2003; Stryker et Burke, 2000.

¹⁰⁵ Telle est la logique de l'identité sociale : on se reconnaît dans un « nous » formé de nos semblables par opposition à un « eux » constitué de personnes que l'on considère comme étant différentes. Cf. Akoun et Ansart, P. (dirs.), 1999; Doron et Parot (dirs.), 2003; Dubar, C., 2000; Voegtli, 2004.

¹⁰⁶ Akoun et Ansart (dirs.), 1999; Deaux et, Martin, 2003; Hogg et Ridgeway, 2003.

¹⁰⁷ Attias-Donfut *et coll.*, 1989; Guillemard, 1981; Lalive d'Épinay (dir.), 1983a et b; Legrand (dir.), 2001.

¹⁰⁸ Atchley, 1993.

¹⁰⁹ La notion de *participationnisme* est un concept que nous avons forgé pour désigner le comportement des adeptes de la participation sociale.

bec (61 %) alors que celle de leurs homologues francophones était moindre (43 %; cf. Delisle, 1995; Roy, 1989).

Troisièmement, la participation sociale comporte des dimensions individuelles. D'une part, tous les aînés ne sont pas des adeptes de la participation sociale. D'autre part, des gens veulent s'engager, mais ne le peuvent pas. Il importe donc d'étudier les caractéristiques des adeptes de la participation sociale et ce qui empêche les autres aînés de s'adonner à ce type d'occupation.

Ces propositions réfèrent au sphérocontexte de la participation sociale des aînés, sujet dont nous traiterons dans la section suivante.

1.4 Le *sphérocontexte* de la participation sociale des aînés

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Le thème de la participation sociale des aînés a émergé dans la littérature gérontologique au cours des dernières années. Toutefois, comme nous venons de le voir, les théories élaborées sur ce sujet sont nombreuses et souvent contradictoires, alors que les études réalisées sur ce même thème sont éparées. Certaines de ces études traitent des tendances relatives à l'engagement dans les associations volontaires (Curtis *et coll.*, 2003; Thomas, 1998), du bénévolat (Hall *et coll.*, 2006), du militantisme politique (Argoud, 2001; Virriot-Durandal, 2003) et des effets de la participation sociale sur les individus (Raymond *et coll.*, 2007; Musick, Herzog et House, 1999; Van Willigen, 2000). Ces travaux fournissent des données intéressantes, mais la plupart d'entre eux ne procèdent pas d'une vue d'ensemble de la problématique en cause, et ne s'inspirent d'aucun cadre théorique unificateur.

Ce cadre devrait intégrer les éléments se rapportant au « monde social » ¹¹⁰ des aînés et les facteurs qui influencent leur participation à la vie de leur collectivité. Le premier groupe d'éléments renvoie à la sphère des personnes concernées. La seconde catégorie de

¹¹⁰ Le concept de « monde social » a été forgé par A. Schütz (1899-1959) pour désigner la société telle que perçue et expérimentée, de façon phénoménologique, par l'individu. Cf. Durand et Weil, 2006, p. 278. Nous utilisons ce concept dans un sens légèrement différent de celui de Schütz. Pour nous, le monde social est l'équivalent de l'ordre social de la sphère dont nous reparlerons ci-dessous. Il s'agit d'une réalité à la fois objective, intersubjective et subjective.

facteurs ressortit au contexte de leur action sociale. Ces deux groupes d'éléments ne sont pas totalement dissociables. De sorte qu'il est légitime de parler du *sphérocontexte* de la participation sociale des aînés. Mais l'intégration des deux types de facteurs est tout sauf évidente. Au fil des ans, nous avons développé une théorie des sphères et une théorie des contextes. Nos recherches récentes ont permis d'articuler ces deux théories. Nous présentons la façon dont les avons reliées entre elles et aux phénomènes étudiés dans cette étude.

1.4.1 La théorie des sphères

D'entrée de jeu, une précision s'impose quant à l'utilisation du concept de sphère. Les principaux dictionnaires encyclopédiques français attribuent trois acceptions à ce terme : géométrique, physique et sociale. En géométrie, une sphère est « L'Ensemble des points situés à égale distance d'un point appelé centre (dans un espace à 3 dimensions) » ¹¹¹. En physique, c'est un objet en forme de boule, cet objet pouvant être fictif comme la sphère céleste, ou réel comme un globe terrestre ¹¹². En sciences sociales, la sphère est un « Domaine, milieu, dans lequel s'exerce une activité, ou l'action, l'influence de quelqu'un, de quelque chose » ¹¹³. La façon dont nous employons le concept de sphère renvoie à ces trois acceptions, mais de façon métaphorique, en privilégiant l'usage de ce concept en sciences sociales. Pour exposer la théorie des sphères, nous reprendrons des extraits de textes écrits en 1999, 2002 et 2008 (Delisle, 1999c et 2008a; Delisle 2002a).

Extrait de Delisle 2002a

La *sphère* est l'articulation des trois structures qui encadrent les activités des groupes et des individus (désignés par l'expression « entités humaines »), soit l'ordre temporel, l'ordre spatial et l'ordre social. On peut définir *l'activité* comme un

¹¹¹ © Hachette Multimédia / Hachette Livre, 1999.

¹¹² Rey-Debove et Rey (dirs.), 2007, p. 2421.

¹¹³ *Le Petit Larousse illustré*, 1999, p. 959. Les deux autres dictionnaires de référence proposent des définitions analogues.

ensemble de gestes et d'actes coordonnés que pose une entité humaine ¹¹⁴. *L'ordre temporel* est la façon dont les gens s'occupent, c'est-à-dire la répartition de leurs activités dans le temps (ex. : horaire, calendrier, etc.). *L'ordre spatial* est l'ensemble des lieux où sont pratiquées les activités et des voies d'accès menant à ces lieux (ex. : une région avec ses centres d'activités, sa topographie et ses routes ou encore, un édifice avec son architecture). L'ordre social réunit les entités humaines avec lesquelles les groupes et individus exercent leurs activités. C'est le réseau de relations sociales, le cercle d'amis, le milieu de travail, le groupe de loisir. Chacune des structures de la sphère a ses propres caractéristiques : taille, nombre d'éléments, distance les séparant.

La sphère s'organise selon deux principes : celui de la structuration de ses éléments autour des activités des entités humaines, et celui de la hiérarchisation de ses éléments. Le premier principe veut que les activités pratiquées par les entités humaines déterminent la façon dont elles occupent leur temps, la manière dont elles aménagent leur espace et le type de rapports qu'elles entretiennent avec leurs semblables. Ainsi, le travail circonscrit le temps dont dispose l'individu pour ses autres activités, détermine les endroits qu'il fréquente de même que les gens qu'il côtoie. De plus, les structures de la sphère sont fortement imbriquées les unes aux autres parce qu'elles sont tributaires des mêmes objets, soit les activités. À cause de cela, les structures de la sphère se limitent mutuellement. Le temps réduit la quantité de relations sociales qu'il est possible d'entretenir tandis que l'espace conditionne les rapports sociaux et influence la façon dont les gens aménagent leur temps. Ces limites *referment* la sphère sur elle-même et la *dissocient* plus ou moins des autres sphères. La fermeture relative de la sphère tient au fait qu'une entité humaine donnée a des activités communes récurrentes (qui sont génératrices d'*intersphères*) avec un nombre limité de groupes et d'individus. La sphère de l'entité humaine considérée est associée à celle de ces groupes et individus lorsque les deux entités humaines pratiquent une même activité. Si tel n'est pas le cas, elle est dissociée de la sphère des autres entités humaines qui existent dans son environnement.

Le second principe de l'organisation des sphères postule que les activités pratiquées par les entités humaines s'ordonnent hiérarchiquement. Le cas échéant, les *activités pivots* (les plus importantes) sont déterminantes de l'exercice des *activités contingentes* (qui, par définition, ont moins de poids dans l'ordre temporel). La sphère est donc un système *téléologique*, c'est-à-dire un système structuré en fonction des buts poursuivis par l'entité humaine. Ces buts polarisent la pratique des activités nécessaires à leur atteinte ainsi que les temps, espaces et personnes relatifs à ces activités. La polarisation des éléments de la sphère se fait autour d'un axe qui prend une *orientation* spécifique, c'est-à-dire un *sens*. L'axe a aussi un *an-*

¹¹⁴ D'après la définition du dictionnaire *Le Robert* (Rey-Debove et Rey [dirs.], 2007). De cette manière, l'activité se différencie du geste spontané et du réflexe même si elle n'est pas toujours récurrente. Aussi, cette définition tient compte de ce qui est accompli sous la contrainte, mais elle exclut les actes sur lesquels l'entité humaine n'exerce aucun contrôle comme les fonctions physiologiques.

tisens qui correspond à sa direction diamétralement opposée, et il peut avoir des orientations intermédiaires entre le sens et l'antisens que nous appelons des *contresens*. Le sens, l'antisens et les contresens constituent les pôles entre lesquels peut osciller l'axe de la sphère. L'orientation générale de l'axe de la sphère est alors donnée de façon stochastique par l'amplitude moyenne de ses oscillations. La sphère devient ainsi un système dynamique dont l'*équilibre stationnaire* est la résultante de *forces* ayant leur propre orientation ¹¹⁵. Il y a du mouvement dans la sphère tant que perdure la contradiction entre le sens, l'antisens et les contresens, c'est-à-dire aussi longtemps que l'entité humaine n'a pas atteint définitivement ses buts.

De plus, en tant que système, la sphère tend à garder *invariante* la structure de ses éléments. Des forces jouent ce rôle dans la sphère. Ces forces assurent la récurrence des activités exercées par l'entité humaine et agissent de manière à ce que cette dynamique ne modifie pas en profondeur les structures de la sphère. Les forces de l'invariance sont celles du sens et elles sont en rapport avec des forces antisensistes et contresensistes qui poussent l'entité humaine à modifier la structure de sa sphère. Ajoutons à cela que l'axe de la sphère a une propriété - la *rigidité* - qui est fonction du degré de structuration et/ou de cohérence interne de ses éléments. Les orientations les plus rigides sont celles dont l'amplitude des oscillations est la plus faible, et inversement. De même, les sous-sphères dont le sens est le plus nettement affirmé sont celles dont la structure se modifie le moins.

Enfin, les orientations des sphères peuvent être *convergentes* ou *divergentes*. La convergence incite les entités humaines et leur sphère à *s'associer* tandis que la divergence des orientations crée une situation de *dislocation* de sphères qui génère des tensions et des conflits pouvant entraîner leur *dissociation*.

Extrait de Delisle, 2009

Les relations entre la macro et la microsphère ont des aspects diachronique et synchronique. L'étude de la dimension diachronique a pour objet la mise en évidence des principaux changements contextuels responsables de la morphologie des sphères. Elle sera effectuée à grands traits. [Par contre], l'examen des aspects synchroniques sera approfondi.

Les travaux de plusieurs auteurs suggèrent que la macro et la microsphère n'ont pas toujours été séparées l'une de l'autre ¹¹⁶. Le cas échéant, au temps zéro

¹¹⁵ Cette perspective est systémique. Sur les concepts fondamentaux de l'approche systémique, cf. De Rosnay, 1975; Durand, 1998; Lugan, 2005; Turner, J. H., Ed., 1998.

¹¹⁶ Ariès, 1973; Durkheim, 1978; Halmos, 1969; Rezsohazy, 1970; Shorter, 1977.

de la dialectique des sphères, les temps et les espaces auraient été peu spécialisés et les rôles sociaux, vaguement définis. Il en aurait résulté une société assez homogène, et les gens auraient pratiqué des activités présentant beaucoup de similitudes ¹¹⁷.

Le clivage entre les sphères marquerait le premier temps de leur dialectique. Il daterait du moment où le travail a commencé à se diviser, soit de l'Antiquité (Durkheim, 1978), mais il est peu probable que cette coupure ait été très nette avant la révolution industrielle, c'est-à-dire avant que le champ de l'économie prenne son autonomie par rapport aux autres champs et entre en opposition avec eux ¹¹⁸. L'économie est devenue autonome en envahissant la macrosphère et en reniant la microsphère. La macrosphère a récupéré le temps diffus de la société préindustrielle pour en faire un temps compact, dense et fortement structuré. La durée du travail s'est accrue et la quantité de temps libre a diminué ¹¹⁹, ce qui a créé le besoin de loisirs et favorisé l'émergence de la microsphère.

Au second temps de la dialectique des sphères, la microsphère s'est dissociée de la macrosphère et les sous-sphères se sont multipliées. La dissociation de la microsphère est la résultante de la convergence de deux phénomènes. D'une part, il fallait que les entreprises trouvent des débouchés pour les produits qu'elles fabriquaient. Il était donc impérieux pour l'économie que les masses laborieuses disposent de suffisamment de temps pour consommer ¹²⁰. D'autre part, l'industrialisation a désorganisé la vie familiale et sociale des gens, et la réduction du temps de travail était nécessaire pour qu'ils puissent reconstruire leur univers ¹²¹.

La démultiplication des sous-sphères a été causée par la croissance économique et démographique, ainsi que par le développement technologique. Ces facteurs ont permis aux entités humaines d'aller chercher davantage de ressources et de les utiliser de façon plus efficiente. Les groupes et les individus ont alors été en mesure de pratiquer un plus grand nombre d'activités. Autour de ces occupations se sont constituées des sous-sphères, et ce, tant dans la macro que dans la microsphère.

Ces facteurs ont entraîné l'éclatement de la société préindustrielle parce que les sous-sphères et leurs structures constitutives ont acquis à leur tour une certaine autonomie. Les temps, espaces et personnes correspondant aux divers types d'activités se sont éloignés ou rapprochés les uns des autres selon le degré de similitu-

¹¹⁷ La société du « temps zéro de la dialectique des sphères » est un type idéal (Rocher, 1969) qui n'a probablement jamais existé à « l'état pur », mais auquel plusieurs collectivités auraient ressemblé.

¹¹⁸ Calvez, 1970; Rioux, 1978; Schaar, 1961; Texier, 1977.

¹¹⁹ Marglin, 1973; Rioux, 1971; Wilensky, 1963.

¹²⁰ Dourdan, 1982; Hunt, 1978; Thompson, 1979.

¹²¹ Gorz *et coll.*, 1973; Linteau, Durocher et Robert, 1979; Rioux, 1971, Shorter, 1977; Vandelac *et coll.*, 1985.

de des occupations et le contexte de leur exercice. L'une des principales conséquences de ce phénomène fut la marginalisation des entités humaines dont l'existence se déroulait principalement dans la microsphère ¹²². En effet, dans les sociétés industrialisées contemporaines, les activités à caractère économique sont un facteur d'intégration plus important que les activités culturelles et affectives, car les premières obligent les gens à entretenir des relations suivies avec leurs semblables, ce qui n'est pas toujours le cas des secondes (*ibid.*).

La dialectique des sphères est susceptible de comporter une troisième époque qui serait celle où la macro et la microsphère se réuniraient de nouveau. Dès lors, le clivage entre les temps, les espaces et les relations sociales seraient moins radical, et on assisterait au retour dans la macrosphère des groupes et individus qui ont été marginalisés pendant la période d'industrialisation. Mais il s'agit d'une déduction à consonance historiciste qui est impossible à vérifier empiriquement.

1.4.2 La théorie des contextes

Avant d'exposer la théorie des contextes, il importe de préciser le sens dans lequel nous utilisons ce concept ¹²³. Le mot contexte vient du « latin contextus "assemblage", de *contexere* qui veut dire "tisser avec" » ¹²⁴. À son sens étymologique se rattachent deux idées qui se retrouvent dans les diverses acceptions de ce terme. D'une part, le contexte constitue une « toile de fond » qui donne une signification à ce qui s'y insère et à ce qui vient y figurer. C'est notamment le référent des linguistes ¹²⁵. Dans cette perspective, le contexte n'a pas de dynamique propre et son rôle est passif. D'autre part, le contexte est également vu comme la rencontre plus ou moins fortuite d'éléments, soit : « l'ensemble des circonstances dans lesquelles s'insère un fait » ¹²⁶. Il est alors synonyme de conjoncture et de situation (*ibid.*). Lorsque ces éléments se structurent, le contexte joue un rôle analogue à l'environnement chez les systémistes, c'est-à-dire un rôle actif ¹²⁷. Comme nous l'avons fait pour la théorie des sphères, nous reprendrons des ex-

¹²² Halmos, 1969; Hareven, 1977; Shorter, 1977; Vandelac *et coll.*, 1985.

¹²³ Extrait de Delisle 2009.

¹²⁴ Rey-Debove et Rey (dirs.), 2007, p. 523.

¹²⁵ Ducrot et Todorov, 1972; Greimas et Courtès, 1979.

¹²⁶ Rey-Debove et Rey (dirs.), 2007, p. 523.

tif ¹²⁷. Comme nous l'avons fait pour la théorie des sphères, nous reprendrons des extraits de textes rédigés antérieurement.

Extrait de Delisle et Ouellet 2002a

L'approche contextuelle a été conçue pour comprendre la manière dont surviennent les événements humains. *L'événement* est un « fait auquel vient aboutir une situation » ¹²⁸. Il est donc le produit du contexte. Celui-ci est l'ensemble des facteurs qui entourent, produisent et donnent un sens à l'événement ¹²⁹. Le contexte et l'événement sont engagés dans une dynamique perpétuelle : le contexte est à l'origine de l'événement, et celui-ci s'insère dans un nouveau contexte susceptible de produire un nouvel événement. Une succession téléologique de contextes-événements constitue un *processus*.

De plus, le contexte a un caractère *systémique* parce qu'il est le produit d'une articulation de facteurs. Cette articulation de facteurs a une forme pyramidale (figure 2). Les arêtes de cette pyramide sont les structures de la sphère, soit l'ordre temporel, l'ordre spatial et l'ordre social. Ces arêtes sont des échelles graduées qui vont de la plus grande entité (ou unité) considérée vers la plus petite. Ainsi, l'ordre temporel part de l'origine la plus lointaine de l'événement et rejoint le moment où il survient. L'ordre spatial couvre tous les lieux reliés à l'événement, alors que l'ordre social comprend toutes les entités humaines concernées par l'événement, des plus grandes jusqu'aux individus.

Le raccordement des échelons du contexte donne des paliers de détermination » ¹³⁰. À la base de la pyramide contextuelle se trouvent ses éléments *fondamentaux*, soit ceux qui encadrent l'action des autres. Il s'agit, par exemple, de la géographie d'un pays, de son système politique ou encore de l'économie des grandes entités humaines impliquées dans un événement. Viennent ensuite les facteurs *intermédiaires* ou *structurels*. Ce palier est celui des communautés locales et régionales, des groupes communautaires et des familles. Au sommet de la pyramide logent les éléments *moteurs*, c'est-à-dire ceux qui sont directement responsables de l'événement. Il y a deux groupes d'éléments moteurs : les caractéristiques sociodémographiques et psychologiques des entités humaines qui réalisent l'événement, et les circonstances dans lesquelles il survient. Le premier groupe d'éléments constitue la strate inférieure du palier des éléments moteurs. De ce fait, il

¹²⁷ Boudon, 1979; Boudon et Lazarsfeld, 1966; De Rosnay, 1975; Durand, 1998; Lugan, 2005.

¹²⁸ Rey-Debove et Rey (dirs.), 2007.

¹²⁹ Cette définition du contexte s'inspire de Ducrot et Todorov, 1972.

¹³⁰ L'idée de paliers a été empruntée à Gurvitch (1963). Voir aussi : Durand, J.-P., Weil, R. (dirs.), 2006, p. 107 à 111.

est plus stable que le second, celui où se trouvent les circonstances entourant l'événement. Celles-ci sont constituées de facteurs qui, à toutes fins pratiques, sont des aspects de l'événement. Il s'agit de facteurs conjoncturels qui ferment la pyramide contextuelle. C'est, par exemple, l'accident qui pousse une personne vers l'urgence d'un hôpital.

Figure 2
Configuration contextuelle générale^a

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

- a. Ce modèle est en réalité un tétraèdre, mais pour faciliter la visualisation, nous l'avons représenté sous la forme d'un triangle.

Source : Delisle et Ouellet, 2002a.

L'action des diverses catégories de facteurs est cumulative : les éléments fondamentaux déterminent en dernière instance les conditions dans lesquelles opèrent les facteurs structurels, et ces derniers circonscrivent le champ d'activité des éléments moteurs. De plus, les facteurs intermédiaires ou structurels disposent d'une relative autonomie leur permettant de médiatiser l'influence des éléments fondamentaux sur les éléments moteurs. Soit que les facteurs structurels relaient cette influence, soit qu'ils la neutralisent, l'atténuent ou l'amplifient ¹³¹.

Le contexte a une configuration qui rend compte de la manière dont ses éléments constitutifs s'articulent pour produire l'événement. La forme du contexte est donc tributaire de la structure de ses éléments. Or, chaque événement a sa propre configuration contextuelle, car les éléments du contexte se combinent d'une façon particulière pour produire l'événement. Ce principe, qui découle des précédentes propositions, autorise l'établissement de relations entre les contextes et entre les événements qui en résultent. Les rapports entre les contextes sont régis par quatre lois : a) celle des contextes semblables; b) celle des contextes différents; c) celle des contextes possibles et d) celle des contextes probables.

LA LOI DES CONTEXTES SEMBLABLES

La première loi contextuelle est une évidence : des contextes semblables produisent des événements semblables. La probabilité que des événements semblables se produisent est donc fonction du degré de similitude des contextes. Ainsi, aux événements récurrents correspondent des contextes typiques, c'est-à-dire constitués d'éléments semblables et reliés de façon analogue ¹³². Ainsi, le recours fréquent aux services sociaux et de santé serait la résultante de contextes spécifiques présentant des analogies.

LA LOI DES CONTEXTES DIFFÉRENTS

La deuxième loi contextuelle veut qu'un même événement puisse être produit par des contextes différents. Le cas échéant, cet événement n'a pas la même signification dans chacun des contextes où il se déroule. Par exemple, les gens utilisent les services sociaux et de santé pour des raisons qui ressortissent à une variété de situations, certaines étant plus problématiques que d'autres. La loi des contextes semblables et celle des contextes différents permettent l'élaboration d'une typologie des contextes pouvant produire un événement donné.

LA LOI DES CONTEXTES POSSIBLES

¹³¹ Nous reprenons ici le concept d'autonomie relative développé dans la sociologie marxiste. cf. Harnecker, 1974.

¹³² Cette loi permet de constater des analogies entre certains contextes (De Coster, 1978). Mais analogue ou semblable ne signifie pas identique. Les contextes identiques sont le cas limite des contextes semblables.

Le troisième principe gouvernant les rapports entre les contextes est plus complexe. Selon ce principe, à chaque palier de la pyramide contextuelle (figure 2) se trouve un ensemble fini de sous-contextes possibles. Plus ce palier est profond (ou fondamental), plus le nombre de sous-contextes possibles est grand, et inversement. C'est à la base de la pyramide contextuelle, c'est-à-dire au palier le plus fondamental, qu'il y a le plus grand nombre d'éléments et de combinaisons possibles. En remontant dans la pyramide, le nombre d'éléments et de combinaisons possibles diminue, ce qui réduit les probabilités d'occurrence de certains événements parce que chaque combinaison qui se réalise réduit les probabilités de réalisation des autres combinaisons possibles ¹³³. De sorte qu'au sommet de la pyramide, un seul événement survient, et il est produit par un seul contexte global. Ainsi, dans le contexte où évolue l'ensemble de l'humanité, les individus peuvent souffrir d'un grand nombre de maladies. Ce sont les caractéristiques de chacune des populations et leurs conditions de vie qui déterminent les maladies qui affectent les individus.

LA LOI DES CONTEXTES PROBABLES

La loi des contextes probables est un corollaire de la précédente. Cette loi stipule que tous les événements possibles ne sont pas équiprobables sauf, peut-être, au palier le plus fondamental de la pyramide contextuelle. En d'autres termes, à un palier donné de cette pyramide, certains contextes-événements sont plus probables que d'autres à cause des éléments en présence et de leur structure (qui résulte des événements déjà survenus). Connaissant ces éléments et leur structure, il devient théoriquement possible de calculer les probabilités d'occurrence de certains événements. Par exemple, la majorité des résidents du Québec peuvent utiliser les services sociaux et de santé (loi des contextes possibles), mais les personnes qui sont malades ou qui se blessent ont plus de chances d'y avoir recours (loi des contextes probables).

¹³³ Certes, une combinaison d'éléments ouvre une gamme de possibles, mais elle réduit l'étendue des autres gammes. Tant qu'il n'y a pas eu de combinaison d'éléments -comme dans le cas des éléments qui déterminent un choix- les options possibles sont nombreuses. Mais à partir du moment où des éléments se combinent, c'est-à-dire au moment où un choix est fait, par exemple, l'étendue de la gamme de possibles qui s'ouvre ne peut théoriquement être supérieure à celle de toutes les gammes de possibles qui existaient préalablement à la combinaison des éléments ayant déterminé le choix effectué.

Extrait de Delisle, 2009

La théorie des contextes laisse en suspens des problèmes épistémologiques. Parmi ces problèmes, il y a la classification des éléments en trois grandes catégories : moteurs, structurels et fondamentaux. J'admets que les termes structurels et fondamentaux sont synonymes dans le langage courant. C'est pourquoi j'ai associé le mot structurel au mot intermédiaire dans le texte de 2002a. Et dans des textes inédits, c'est une multiplicité de paliers hiérarchiques que je considère, pas seulement trois.

Les autres problèmes que soulèvent les versions publiées de la théorie des contextes sont : l'association entre le niveau macrosocial et les éléments fondamentaux; la correspondance entre les paliers micro et mésosocial et les facteurs intermédiaires ou structurels, et la relation entre le niveau individuel et les éléments moteurs. J'ai compris depuis 1997 que ces associations ne sont pas universelles. La plupart du temps, les éléments superstructurels (microsociaux) provoquent ou font l'événement, mais pas toujours. L'élément moteur peut également être une brusque modification du palier infrastructurel provoqué par une guerre, un cataclysme ou une crise socio-économique, par exemple. De même, les structures biopsychiques sous-jacentes au comportement humain constituent un élément fondamental au même titre que la géopolitique. Cela complexifie le modèle et rend plus ardue la classification des éléments dans les contextes.

Et puis, l'acteur fait-il partie du contexte ou en est-il indépendant? Le cas échéant, jusqu'à quel point l'acteur est-il autonome par rapport aux facteurs qui le conditionnent? Ce problème est récurrent en sociologie ¹³⁴ et je ne suis pas en mesure de proposer une solution satisfaisante. Quoi qu'il en soit, la réflexion théorique qui a été amorcée pour y répondre doit se poursuivre.

¹³⁴ Boudon, 1979; Crozier et Friedberg, 1977; Durand, 2006.

1.4.3 Le *sphérocontexte*

Le *sphérocontexte* est l'objet sociocognitif qui résulte de la réunion du contexte et de la sphère. Cette association dérive du principe voulant que toutes les activités humaines soient des événements contextuels, le contraire n'étant pas vrai parce que tous les événements ne sont pas des activités humaines. Ainsi, s'adonner à un sport est une activité, ce qui n'est pas le cas d'une tempête. Toutefois, ces deux phénomènes sont des événements contextuels, le premier étant social ou individuel, alors que le second est météorologique ¹³⁵. Le sphérocontexte est donc le contexte de l'activité humaine. Il englobe par le fait même la sphère de cette activité et ses structures constitutives, soit les ordres temporel, spatial et social, ainsi que les caractéristiques et propriétés de ces structures.

Le sphérocontexte est un modèle compréhensif qui, théoriquement, devrait inclure tous les facteurs responsables de l'exercice d'une activité humaine. Reconstituer empiriquement un modèle sphérocontextuel complet est une entreprise monumentale. Tout modèle sphérocontextuel est donc en perpétuel parachèvement. En fait, la construction d'un tel cadre d'analyse est un travail qui implique une sélection de facteurs fondée sur les connaissances théoriques et empiriques que l'on possède sur l'activité considérée à une époque donnée. En se donnant des objectifs relativement modestes, on peut concevoir des grilles d'analyse valables sur le plan heuristique, qui tiennent compte des principes sous-jacents à la dynamique des sphérocontextes.

Le niveau de développement de la théorie des sphères et des contextes permet d'identifier trois paliers de détermination contextuels (fondamental, structurel et moteur) auxquels correspondent trois entités humaines sphéristes (macrosociale, microsociale et individuelle) ¹³⁶, les trois structures constitutives de la sphère (les ordres temporel, spatial et social), deux catégories d'éléments périssphéristes (biologiques et démographiques), et quatre champs d'activité sphéristes (économique, politique, culturel/informationnel, socioaffectif).

¹³⁵ Évidemment, le climat est influencé par les activités humaines, mais les événements climatiques ne constituent pas des activités exercées par des personnes.

¹³⁶ Certains auteurs considèrent également le niveau mésosocial (ou le mésosystème; cf. Dorvil et Mayer, 2001; Turner et Boyns, 2006), soit un palier intermédiaire entre le macro et le microsocial. Pour réduire l'ampleur du modèle, à l'annexe 1, nous avons fusionné les niveaux macrosocial et mésosocial.

[Voir Annexe 1]

**1.4.4 Le cadre d'analyse général du *sphérocontexte*
de la participation sociale des aînés**

Le cadre d'analyse général de la participation sociale des aînés, qui est présenté à l'annexe 1, n'a pas la prétention d'être exhaustif. Ainsi, plus de trois paliers de détermination contextuels devraient être considérés (Delisle, 2009), mais par souci de parcimonie, nous nous limitons à ceux qui sont mentionnés. Même chose pour les entités humaines sphéristes. Étant donné que nous ne tenons pas compte des entités mésosociales, dans la sphère québécoise, le macrosocial renvoie aux groupes et organismes mondiaux, internationaux, nationaux et provinciaux, alors que le microsocial ressortit aux organisations régionales, municipales et locales ¹³⁷.

Parallèlement, il y a une multiplicité de champs d'activités périssphéristes et sphéristes qui peuvent être subdivisés (ex. : l'économie rurale ou industrielle) ou se recouper pour former des interchamps ou intersphères d'activités (ex. : le domaine politico-économique). Nous avons considéré seulement deux champs d'activités périssphéristes et quatre champs d'activités périssphéristes, mais il y en a davantage ¹³⁸.

Ce cadre d'analyse tient compte des principaux facteurs qui ressortent de la littérature sur la participation sociale des gens âgés, et les présente en regard de l'approche sphéro-contextuelle. Le choix des éléments fondamentaux macrosociaux prend acte de la place des aînés aux niveaux international, national et provincial. Dès lors, c'est l'ensemble de la

¹³⁷ Nous avons fusionné les niveaux mésosocial et microsocial, et nous avons placé les organismes provinciaux sur le palier macrosocial. Si nous avons tenu compte du niveau mésosocial, dans la sphère québécoise, il aurait inclus les organismes provinciaux, régionaux et municipaux.

¹³⁸ À noter que les éléments périssphéristes font partie du contexte de la sphère, mais ne sont pas reliés directement à ses structures constitutives. Il en va ainsi des facteurs biologiques et démographiques dont les rapports avec les ordres temporel, spatial et social de la sphère sont indirects. La participation aux activités sociales exige d'être en bonne santé, toutes choses étant égales par ailleurs. De même pour la démographie : la taille du bassin de recrutement d'un groupe d'aînés est fonction, toutes choses étant égales par ailleurs, du nombre d'individus âgés dans une population. Par conséquent, toutes choses étant égales par ailleurs, plus il y a de gens âgés dans une région, plus les probabilités sont grandes que se forme une association de gens âgés. Dès lors, le facteur démographique constitue une condition nécessaire, quoique non suffisante, pour qu'émerge une association de retraités.

génération des aînés qui est considérée, et ce, tant dans l'organisation de sa sphère que dans les facteurs qui modulent l'existence de ses membres. Autrement dit, les éléments fondamentaux renvoient à l'environnement dans lequel évoluent les aînés ainsi qu'à son influence sur leur organisation collective et sur les caractéristiques des individus concernés. Les éléments fondamentaux sont donc déterminants, en dernière instance, de l'engagement social des aînés.

Le cadre d'analyse de la participation sociale des aînés rappelle que ce phénomène a une histoire qui est liée à celle des sociétés modernes, et à celle des États canadien et québécois en particulier. À ce caractère historique, s'ajoutent les facteurs économiques, politiques, culturels et socioaffectifs qui ont un effet sur tout le monde incluant les aînés. Ces facteurs sont plus nombreux que ceux qui figurent dans le tableau présenté, mais en les prenant en considération, l'annexe 1 illustre l'ampleur de la problématique envisagée. Il ouvre également des perspectives de recherche peu explorées dans la littérature ayant trait à l'engagement social des personnes âgées.

Au palier microsocial, le cadre d'analyse reprend à peu près les mêmes éléments qu'au niveau macrosocial en évoquant les facteurs régionaux et locaux. Ces facteurs sont d'une grande importance, car il y a de fortes différences entre les régions en entre les pays en ce qui a trait à la participation sociale des aînés ¹³⁹. Est-ce l'influence de la *régionalité*, concept que nous avons défini comme étant « la manière dont un milieu donné - en l'occurrence la région - module la culture, le "caractère", et la façon d'être des gens qui y vivent » (Delisle, 1999a, p. 314) ? ¹⁴⁰ Cela demeure possible, mais reste hypothétique parce que la participation sociale des aînés est fonction d'autres déterminants tant au niveau régional et local que sur le plan individuel.

La suite de l'annexe 1 met en évidence les éléments qui peuvent être associés à la participation sociale individuelle. On y retrouve notamment l'histoire de la structuration du temps des aînés, les caractéristiques de leurs lieux de résidence et de fréquentation, ainsi que les facteurs favorables et défavorables à leur engagement social. Ces facteurs ressortent à différents ordres de phénomènes : la santé; la distance séparant le lieu de résidence

¹³⁹ Baer *et coll.*, 2001; Curtis *et coll.*, 2001 et 2003; Delisle, 1995.

¹⁴⁰ Ce concept a déjà été utilisé, sans être défini explicitement, par Tremblay (1983, p. 90). Des auteurs québécois l'emploient dans un sens analogue au nôtre. C'est le cas de Harvey (1996, p. 113) et de Jean (1996a, p. 151) (bioregionalité). À l'instar, de ce dernier (Jean, 1996b, p. 399), nous définissons la régionalité par analogie avec la ruralité, concept qui peut être opposé à ceux d'urbanité et de métropolitainité. Sur la ruralité, voir : Jean, 1991; Keating, 1991; Mathieu, 1994.

des aînés de leurs lieux de rencontre; leurs obligations familiales et sociales; leurs ressources financières, ainsi que leurs adeptions antérieures et actuelles.

Malgré ses limites, ce cadre d'analyse permet d'étudier en profondeur la participation sociale des aînés. En fait, il a fourni le canevas nécessaire à l'élaboration des instruments que nous avons utilisés dans la recherche empirique. Au prochain chapitre, nous exposons de façon détaillée notre démarche méthodologique.

Conclusion du chapitre 1

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Dans ce premier chapitre, nous avons fait état des aspects théoriques de la participation sociale des aînés. Après un examen des différentes définitions de la participation sociale, nous avons passé en revue les principaux courants de pensée associés à ce phénomène. Ensuite, nous avons présenté les approches que nous avons développées pour répondre aux questions laissées en suspens par les théories existantes. Cette démarche a permis l'élaboration du cadre d'analyse qui guide la recherche. Celui-ci met en évidence les aspects les plus importants de la participation sociale des aînés. Il en ressort que ce concept est multidimensionnel et touche à l'ensemble de l'existence des gens âgés, de leur entourage et de la société.

Notre étude prend acte de la façon dont se manifeste le phénomène de la participation sociale des aînés au début du XXI^e siècle. Ses résultats devraient permettre d'entrevoir l'ampleur et la forme qu'il pourrait prendre au cours des prochaines décennies. Toutefois, ce n'est pas le principal objectif de cette recherche. Celle-ci vise plutôt la compréhension des logiques sous-jacentes au phénomène considéré. L'avenir de l'engagement social des personnes âgées sera tributaire de la transformation de ces logiques. Or, nous ne savons pas dans quelle mesure elles sont perméables aux dynamiques sociales du moment. Le regard rétrospectif que nous porterons sur l'émergence des groupes d'aînés, au troisième chapitre, apportera quelques éléments de réponse à cette question. Cependant, nous présumons que dans ce domaine, le passé ne préfigure pas nécessairement le futur. Raisonner autrement reviendrait à donner un sens à l'histoire, ce qui est le propre des idéologies historicistes ¹⁴¹. Même si l'étude des tendances observées autorise la prospective, celle-ci

¹⁴¹ Durand et Weil, 2006 (dirs.), p. 262 et suiv.

doit tenir compte des mutations sociales, c'est-à-dire des changements imprévisibles qui modifient les processus sociohistoriques, et qui adviennent à des moments précis, mais pas partout ni de façon inexorable.

En tenant de tels propos, nous empiétons sur ceux de la conclusion générale. Pour éviter une éventuelle redondance, nous suivrons le plan initial de ce rapport de recherche et nous exposerons notre méthodologie de recherche.

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

Chapitre 2

La méthodologie

INTRODUCTION

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Ce chapitre précise la démarche méthodologique relative à l'analyse des renseignements recueillis au cours du projet de recherche. Ces renseignements sont abondants et diversifiés, et ils ont été traités de façon systématique, selon des méthodes qui correspondaient à leur nature.

Le cadre d'analyse général du sphérocontexte de la participation sociale des aînés, que nous avons exposé au chapitre précédent, nous a guidé dans l'élaboration des cadres d'analyse spécifiques de chacun des volets, et nous a permis de construire les instruments à partir desquels les données ont été colligées.

Les deux volets de l'étude ont commencé par une recherche documentaire qui a fourni une partie des renseignements nécessaires à l'atteinte de ses objectifs. L'étape documentaire a été suivie par l'élaboration des schémas d'entrevue qui ont été utilisés lors des rencontres avec les aînés échantillonnés. Nous avons également construit des grilles d'analyse pour certaines questions. L'examen des entrevues a été effectué à la lumière de la documentation recueillie. La comparaison de ces deux sources d'information fut éclairante. Les documents colligés ont apporté des renseignements qui comportaient parfois des inexactitudes que nous avons décelées en les comparant entre eux et avec ce que les in-

formateurs nous ont dit. Le discours de ces derniers nous a livré le sens qu'ils donnaient aux faits signalés par la documentation.

Dans ce chapitre, la démarche de recherche est présentée globalement ¹⁴². Nous décrivons d'abord les différentes méthodes employées en commençant par celles du premier volet, celui où nous avons étudié l'émergence de trois groupes d'aînés nationaux (ou provinciaux) et leur implantation en Estrie ¹⁴³. Puis, nous exposons la méthodologie du second volet où deux phénomènes ont été examinés : la contribution sociale des aînés et l'insertion de la participation sociale dans leur existence. Ensuite, nous évoquons les considérations éthiques sous-jacentes à cette étude. Après quoi, nous concluons brièvement.

2.1 La méthodologie du premier volet : *L'émergence de trois groupes d'aînés nationaux (ou provinciaux) et leur implantation dans les Cantons de l'Est*

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Pour aborder le premier volet, nous avons élaboré un cadre d'analyse propre au sujet étudié en référence à celui du *sphérocontexte* de la participation sociale des aînés. La spécificité du cadre d'analyse du volet 1 tient à la prépondérance de la dimension historique. L'hypothèse de travail sous-jacente à cette problématique est que l'émergence d'un groupe d'aînés est l'aboutissement d'un processus sociohistorique comportant des étapes qui peuvent être identifiées ¹⁴⁴. Le caractère *macroscopique* ¹⁴⁵ de ce cadre d'analyse impliquait le recours à plusieurs sources d'information : les travaux des historiens, des

¹⁴² Des renseignements plus précis sur la méthodologie de chacun des volets sont apportés dans les chapitres 3 et 4, où les données recueillies sont analysées.

¹⁴³ L'ambiguïté entre les termes *nationaux* et *provinciaux*, qui sont employés comme synonymes dans cette recherche, est typiquement québécoise. Le Québec ayant été reconnu comme une nation par le Parlement canadien, il est légitime de qualifier de national un organisme qui ne couvre que le territoire québécois. Cependant, le Canada anglais et une partie du Canada français considèrent comme nationaux seulement les organismes qui ont des ramifications dans l'ensemble du Canada. C'est pourquoi nous avons parfois écrit *national* ou *provincial*.

¹⁴⁴ Dans le chapitre suivant, nous reviendrons sur les principes sous-jacents à l'élaboration de ce cadre d'analyse et nous les présenterons de façon plus détaillée.

¹⁴⁵ Nous employons le terme *macroscopique* en référence au livre de J. de Rosnay (1975).

chercheurs et de journalistes; les statistiques compilées par des organismes gouvernementaux, ainsi que la documentation et les données quantitatives provenant des groupes d'aînés. À cela se sont ajoutés les renseignements recueillis dans le cadre des entrevues du volet 1.

2.1.1 Les travaux des historiens, des chercheurs et de journalistes

Nous avons utilisé les ouvrages sur l'histoire du Québec et du Canada, sur celle des Cantons de l'Est et celle de Sherbrooke. Cela nous a permis d'élaborer les fiches historiques qui sont présentées aux annexes 4 à 8 ¹⁴⁶. Il y a deux séries de fiches historiques : la première est générale et relate les événements économiques, politiques et culturels qui ont eu un impact sur les conditions de vie des aînés et qui ont probablement favorisé l'émergence de leurs associations. La seconde série repère les principaux moments de l'histoire des trois groupes d'aînés étudiés dans cette recherche en regard des facteurs suivants : 1) les événements marquants et l'action des dirigeants; 2) la mission, les orientations et les objectifs; 3) l'organisation et la structuration; 4) le membership; 5) le financement; 6) le soutien reçu de la part d'organismes et celui que le groupe concerné a donné; 7) les autres éléments pertinents. Rappelons que les groupes d'aînés étudiés dans cette recherche sont : l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ), la Fédération de l'âge d'or du Québec/Réseau FADOQ, et l'Association québécoise pour la défense des droits des retraité-es et préretraité-es (AQDR).

Nous avons tenu compte de la chronologie de l'apparition des facteurs sous-jacents à l'émergence des groupes d'aînés, et nous avons examiné la façon dont ces facteurs ont interagi entre eux. À partir de ces renseignements, des comparaisons ont été effectuées entre les processus historiques qui ont jalonné l'existence des groupes. Ces comparaisons ont révélé des différences et des ressemblances entre les processus considérés, ce qui rejoignait le premier objectif spécifique de l'étude.

¹⁴⁶ Les références aux documents utilisés sont indiquées en abrégé dans les fiches historiques et *in extenso* dans la bibliographie générale.

2.1.2 Les statistiques officielles

Nous avons construit cinq tableaux statistiques qui comparent l'ensemble du Québec et l'Estrie pour la période comprise entre 1961 et 2004. Ces tableaux présentent des données démographiques et socioéconomiques. Il fut difficile de réunir de telles données parce que les définitions des indicateurs ont changé au fil des ans, tout comme les limites des régions administratives. Cependant, celles de la région 05 (Cantons de l'Est/Estrie) ont peu varié pendant la période considérée ¹⁴⁷. Ces statistiques ont facilité la compréhension de la *tectonique sociale* sous-jacente à l'émergence des groupes d'aînés.

2.1.3 La documentation produite par les groupes d'aînés

Au cours de leur histoire, les groupes d'aînés québécois nationaux, régionaux et locaux ont produit de la documentation qui fut examinée quelques chercheurs québécois ¹⁴⁸. Cette littérature était destinée aux membres des associations concernées. Nous présumons que les chercheurs concernés ont obtenu la permission d'en rapporter le contenu. Les documents à circulation restreinte diffusés par les groupes d'aînés ont posé des problèmes d'éthique. Nous avons choisi de ne pas identifier leur (s) auteur (s), mais nous avons mentionné le groupe d'aînés évoqué, ainsi que le moment où ils ont été rédigés. Sauf exceptions, nous n'avons pas nommé les personnes dont parlent ces documents.

Les groupes d'aînés diffusent aussi de l'information accessible au grand public. C'est le cas de leurs revues et des renseignements qu'ils affichent sur leur site Internet. Ces sources d'information se sont avérées précieuses pour l'étude.

Les renseignements contenus dans les fiches historiques demeurent sujets à caution, parce que nous n'avons pas consulté les archives des organisations. Le temps dont nous disposions pour réaliser la recherche ne le permettait pas. En effet, un tel travail nous aurait empêchés de compléter l'étude dans les délais prévus.

¹⁴⁷ Kesteman *et coll.* (1998, p. 19).

¹⁴⁸ David et Champagne, 1989; Delisle, 1999b et 2002 et 2003; Delisle, Boulanger et Marier, 1992; Lachance, 1990; Moffet, 1985; Thomas, 1998 et 2002.

2.1.4 Les statistiques provenant des groupes d'aînés

Plusieurs groupes d'aînés compilent des données sur leur membership et sur la participation à leurs activités. Nous avons intégré aux fiches historiques celles qui ont été portées à notre connaissance. Toutefois, les statistiques qui ont trait au membership de l'AQDR et de la FADOQ sont imprécises. Selon des informateurs clés, l'AQDR n'a pas tenu à jour de statistiques sur ce sujet, du moins au niveau national. À la FADOQ, jusqu'en 2005, les gens qui appartenaient à plus d'un club de l'âge d'or étaient comptabilisés plusieurs fois. Cette pratique a cessé depuis lors. Par contre, les données sur le membership de l'AREQ sont individualisées parce qu'elles sont liées aux assurances dont bénéficient les personnes concernées. Quant aux données fournies par les groupes d'aînés sur d'autres sujets, nous n'avons pas été en mesure de les corroborer, mais rien ne permet de douter de leur validité.

2.1.5 L'échantillonnage du premier volet

Les répondants du premier volet ont été recrutés par la méthode dite « boule de neige » (Beaud, 1998). Nous connaissions des personnes clés dans les trois groupes d'aînés sélectionnés et nous les avons rencontrées. Puis, elles nous ont fourni les coordonnées des individus qui ont participé à la fondation des sections estriennes de ces groupes ou qui en ont dirigé leurs destinées au début. Étant donné que les sections estriennes ont été fondées par des retraités durant les années 1970 et 1980, la plupart de leurs pionniers étaient soit décédés, soit incapables de se prêter à une entrevue ¹⁴⁹. Par conséquent, ce sont surtout des continuateurs que nous avons rencontrés, c'est-à-dire des gens qui ont pris la relève des fondateurs ¹⁵⁰. Certains de ces individus nous ont fourni de la documentation sur l'histoire de leur organisme et sur son implantation en Estrie. En tout, huit personnes (quatre femmes et quatre hommes) ont été interviewées dans le cadre du premier volet.

¹⁴⁹ Une des personnes qui a dirigé les destinées de l'un de ces groupes peu après son implantation en Estrie nous a accordé une entrevue quelques mois avant son décès. Un autre individu qui fut fortement impliqué dans deux de ces mouvements est décédé au cours de la recherche.

¹⁵⁰ À notre connaissance, les fondateurs des groupes d'aînés du Québec ont légué peu de témoignages écrits et verbaux sur leur action, et quelques chercheurs seulement se sont intéressés à eux.

Afin de préserver l'anonymat des répondants, seul le genre masculin a été employé pour les désigner dans les rapports abrégé et extensif.

2.1.6 Les instruments du premier volet

Les instruments du premier volet dérivent du cadre d'analyse de l'émergence des groupes d'aînés qui sera exposé au chapitre suivant. Des grilles d'analyse préalables à la cueillette des données ont été élaborées à partir de ce premier cadre d'analyse. Elles ont été révisées *a posteriori* à la lumière de l'information recueillie. Cette façon de procéder est conforme aux normes méthodologiques sous-jacentes à l'élaboration des schémas d'entrevues semi-dirigées ¹⁵¹.

Le schéma d'entrevue du premier volet comportait surtout des questions ouvertes qui renvoyaient à des sous-questions de clarification que la professionnelle de recherche pouvait poser au besoin (voir annexe 3). Les sujets abordés furent les suivants :

1. Les caractéristiques actuelles des groupes d'aînés sélectionnés.
2. Leurs objectifs au moment de leur implantation dans les Cantons de l'Est.
3. Les champs d'intérêt de leurs membres à cette époque.
4. Leurs caractéristiques économiques et socioculturelles.
5. Les relations de ces groupes avec l'État et la société civile.
6. L'histoire de l'implantation des groupes d'aînés.
7. Les principales activités organisées par ces groupes.
8. Les avantages que les membres de ces groupes tiraient de leur adhésion au moment de leur fondation.
9. Ce que sont devenus les groupes d'aînés sélectionnés.
10. La cohésion de chacun des groupes.
11. Leur rayonnement.

¹⁵¹ Angers, 2005; Daunais, 1984; Mason, 2002; Miles et Huberman, 2003; Paillé, 1994; Poupart (dir.), 1997 et 1998; Savoie-Zajc, 1998.

12. Les caractéristiques de leurs fondateurs et des continuateurs
13. Les liens qu'ils entretiennent avec les groupes dans lesquels ils se sont impliqués.
14. L'importance du *participationnisme* comme *adoption* chez ces individus.
15. La perception de ce qu'ils ont apporté à leurs membres et à la société.
16. Leur degré d'identification au groupe des aînés.
17. Leur vie familiale et sociale.
18. Des renseignements généraux.

2.1.7 La réalisation et l'analyse des entrevues du volet 1

Des séances de travail préliminaires avec des informateurs privilégiés ont permis de réviser le schéma d'entrevue. Tous les entretiens ont eu lieu durant l'hiver 2007, à l'endroit et au moment qui convenaient le mieux à chacun des répondants. Leur durée fut variable. Dans certains cas, deux rencontres furent nécessaires. À une exception près, les entrevues de ce volet ont été enregistrées. Puis, elles furent retranscrites ou résumées substantiellement.

Elles ont été analysées systématiquement et manuellement (c'est-à-dire sans avoir recours à un logiciel de recherche qualitative) en référence au schéma d'entrevue et aux fiches historiques du premier volet ¹⁵². Nous avons comparé les réponses fournies par les personnes rencontrées avec la documentation colligée. Parfois, certaines divergences sont apparues entre les deux sources d'information. Le cas échéant, nous avons rappelé des répondants pour obtenir des éclaircissements et nous avons communiqué avec d'autres individus pour la corroboration des faits. Malgré tout, nous n'avons pas obtenu tous les

¹⁵² Les entrevues ayant été enregistrées et retranscrites presque intégralement. Nous les avons écoutées plusieurs fois, et nous avons utilisé un logiciel de traitement de texte pour repérer les unités de sens les plus significatives en regard du cadre d'analyse de l'émergence des groupes d'aînés. Le petit nombre d'entrevues effectuées a permis de procéder de cette manière. C'était également la meilleure façon de compléter l'étude dans le temps prévu, car le codage systématique des entrevues, préconisé dans les manuels de recherche qualitative, est très chronophage.

renseignements recherchés. Ceux qui manquent ou qui n'ont pu être corroborés sont indiqués dans les fiches historiques.

2.2 La méthodologie du second volet : *La contribution sociale des aînés et l'insertion de la participation sociale dans leur existence*

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Le second volet de la recherche comprend deux parties distinctes qui renvoient à des problématiques complémentaires. Il y a la contribution sociale des aînés, puis l'insertion de la participation sociale dans leur vie. Pour atteindre les objectifs de ce volet, nous avons approfondi chacune des problématiques en effectuant des recensions d'écrits qui sont présentées au quatrième chapitre. Cette démarche a permis d'élaborer des cadres d'analyse propre aux problématiques considérées. À partir de ces cadres d'analyse, nous avons défini des critères d'échantillonnage et construit le schéma d'entrevue du second volet. Les réponses de chaque sujet à chacune des questions ont été transposées sur des tableaux comparatifs. Nous avons dégagé de ces tableaux l'arborescence des thèmes et des sous-thèmes évoqués par les répondants.

2.2.1 La recherche documentaire

Au moment où cette recherche fut réalisée, un nombre limité d'études théoriques et empiriques avaient été menées sur la contribution des aînés à la vie collective ainsi que sur l'insertion de la participation sociale dans leur existence. Par contre, le bénévolat avait fait l'objet de plusieurs travaux (voir la bibliographie générale).

Il fut donc nécessaire d'approfondir la recherche documentaire. Nous avons effectué une recension d'écrits panoramique sur la contribution sociale des aînés et sur la place de la participation sociale dans la vie des individus concernés. Ces démarches ont confirmé que de vastes pans de la problématique envisagée n'avaient pas été abordés par les chercheurs. Il en va ainsi de la participation des aînés aux conseils d'administration des groupes communautaires, des projets qu'ils réalisent au sein de ces organismes, et des straté-

gies auxquelles ils ont recours pour arriver à leurs fins. De même, les coûts et bénéfices de leur action ne semblent pas avoir été compilés. D'où notre décision de consacrer le second volet de la recherche à l'examen de ces questions.

2.2.2 L'échantillonnage du second volet

Dans le second volet de ce projet de recherche, nous avons d'abord revu quelques personnes ayant répondu aux questions du premier volet et nous leur avons demandé de répondre au deuxième questionnaire. Ces personnes nous ont donné les noms de gens qui correspondaient à nos critères d'échantillonnage, c'est-à-dire être retraité et faire partie ou avoir fait partie d'un conseil d'administration en tant que retraité. Nous considérions comme retraitée une personne de 50 ans ou plus qui n'était pas sur le marché du travail à plein temps et qui ne cherchait pas d'emploi. Pour recruter des sujets, nous avons également eu recours à des répertoires d'organismes communautaires. Ce sont leurs dirigeantes et dirigeants qui ont sollicité les personnes susceptibles de nous informer.

Douze aînés (quatre femmes et huit hommes) membres de conseils d'administration de groupes communautaires nous ont accordé une entrevue. Dix de ces douze personnes avaient entre 60 et 69 ans alors que les deux autres avaient 70 ans ou plus. L'échantillon était composé de dix francophones et de deux anglophones (bilingues). La plupart d'entre eux sont demeurés en Estrie durant la majeure partie de leur vie. Dix de ces individus étaient mariés ou vivaient en couple. Presque tous ont fait des études universitaires. Les deux tiers des répondants ont occupé des postes administratifs durant leur carrière. Leurs revenus étaient, sauf exceptions, un peu plus élevés que ceux des Québécois de 65 ans et plus, tout en étant modestes¹⁵³. Encore une fois, afin de préserver l'anonymat des répondants, seul le genre masculin a été employé pour les désigner dans ces rapports de recherche.

¹⁵³ Quelques personnes n'ont pas répondu à la question concernant leurs revenus. Rappelons que le revenu total moyen (individuel) des Québécois de 65 ans et plus était 22 328 \$ en 2003 selon une publication du Conseil des aînés du Québec (2007).

2.2.3 Les instruments du second volet

Les instruments du second volet dérivent des recensions d'écrits effectuées et des cadres d'analyse que nous avons élaborés. Les cadres d'analyse ont permis de rédiger le schéma d'entrevue du second volet, ainsi que les grilles d'analyse relatives aux questions posées (voir annexe 9.1). Ces questions ont porté sur les sujets suivants :

1. La vie associative du répondant.
2. L'identification d'un projet qu'il a tenté de réaliser pour améliorer les conditions de vie d'un groupe cible.
3. Les étapes de la réalisation du projet.
4. Le lieu de déroulement des activités du projet.
5. Les stratégies employées pour le réaliser.
6. Les difficultés rencontrées durant la mise en oeuvre du projet.
7. Les appuis qui ont permis de surmonter ces difficultés.
8. L'impact social du projet.
9. Les coûts assumés par le répondant pour réaliser le projet.
10. Les bénéfices que le répondant en a retiré, le cas échéant.
11. L'insertion de l'engagement social dans son existence.
12. Des renseignements généraux.

2.2.4 La réalisation et l'analyse des entrevues du volet 2

Les entrevues du second volet ont été réalisées de la même manière que celles du premier volet. La professionnelle de recherche a participé à toutes les entrevues du deuxième volet. À une occasion, le chercheur principal fut présent et a posé des questions.

Les entrevues du volet 2 ont été analysées de la même façon que celles du volet précédent. Les sujets abordés dans le second volet n'étant pas les mêmes, il a fallu recourir de façon plus systématique à des grilles d'analyse que nous avons modifiées plusieurs fois pour tenir compte des réponses fournies. Aussi, nous avons construit des tableaux permettant de comparer les réponses des sujets à chacune des questions ¹⁵⁴. Ce travail a facilité la reconstitution de l'arborescence des thèmes et des sous-thèmes évoqués par les répondants.

¹⁵⁴ Les canevas des tableaux comparatifs et des grilles d'analyse sont présentés en annexe sans les réponses transcrites, et ce, pour préserver l'anonymat des répondants. Si nous avons publié tels quels ces tableaux, certains individus auraient pu être identifiés par le recoupement des réponses.

2.3 Les considérations éthiques

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Dans la demande de subvention soumise à l'organisme subventionneur, la section sur les considérations éthiques comportait les éléments suivants :

En premier lieu, il importe de dire que ce programme de recherche ne comporte aucun risque pour quiconque. Aucune pression de quelque nature que ce soit ne sera exercée pour inciter les gens et les organismes à collaborer à l'une ou l'autre des études prévues dans le programme de recherche. En ce qui a trait aux travaux documentaires du programme, les organismes demeureront entièrement libres de fournir les documents demandés et nous ne leur demanderons pas, sauf exception, des documents contenant des renseignements personnels. Advenant qu'on doive consulter de tels documents, nous nous engageons à respecter la confidentialité des dossiers. Seuls les renseignements généraux pouvant être pertinents à la recherche seront utilisés, et nous éviterons d'identifier les individus concernés. Toutefois, nous devons probablement identifier certains individus dans la partie sociohistorique comme, par exemple, les fondateurs des groupes d'aînés de l'Estrie. Le cas échéant, nous ne divulguons aucun renseignement pouvant porter ombrage à la réputation de ces personnes, de leurs descendants ou des membres de leur famille.

En second lieu, les entrevues qualitatives et l'étude quantitative seront effectuées conformément aux principes éthiques appliqués habituellement dans de telles situations : renseigner les participants sur le but et la procédure des études; leur demander sans aucune pression de signer le formulaire de consentement dont ils recevront une copie; entière liberté de leur part de participer ou non aux études et possibilité de mettre fin à leur collaboration en tout temps sans subir de préjudice. Tous les renseignements recueillis lors des entrevues et le matériel ayant servi à les recueillir seront conservés dans un dossier de recherche confidentiel qui sera identifié par un code connu seulement des chercheurs universitaires directement impliqués dans chacun des projets. [...] Les dossiers anonymes, les questionnaires et/ou le matériel audiovisuel (le cas échéant) seront conservés sous clé pendant cinq ans. Après cette période, ce matériel sera détruit [...].

Une demande de certificats pour chacun des volets de l'étude a été présentée au Comité d'éthique de la recherche de la faculté des lettres et sciences humaines de l'Université

de Sherbrooke. Les certificats d'éthiques qui nous ont été accordés comportent des engagements que nous devons respecter. Ainsi :

1. Les enregistrements des entrevues devront être détruits au plus tard en 2012. Il en va de même de leur retranscription et des documents susceptibles de permettre l'identification des répondants.
2. L'obligation de protéger l'anonymat des répondants et des personnes qu'ils ont côtoyées limite la portée du volet historique de ce projet. En reconstituant les processus d'implantation des groupes d'aînés en Estrie, nous avons décidé de ne pas nommer leurs fondateurs ni les principaux continuateurs ¹⁵⁵. Cela constitue une perte d'information, mais protège les personnes concernées contre d'éventuelles erreurs ou oublis de la part des répondants.
3. Les résultats ont été agglomérés et ils sont présentés de façon thématique pour éviter toute possibilité d'identification des répondants. Enfin, nous ne pouvons rendre publiques les versions intégrales des entrevues ni les conserver quoique ces témoignages aient une valeur historique. Cette contrainte étant inexorable, nous souhaitons que d'autres personnes poursuivent le travail entrepris avant que décèdent les fondateurs des groupes d'aînés qui sont encore vivants.

¹⁵⁵ Cependant, nous avons identifié les fondateurs des groupes nationaux d'aînés parce que leur nom apparaît dans des publications qui ont été largement diffusées.

Conclusion du chapitre 2

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Dans ce chapitre, nous avons présenté la méthodologie de la recherche empirique effectuée. Cette étude comporte deux volets : le premier a trait à l'émergence de trois groupes d'aînés nationaux et à leur implantation en Estrie, alors que le second porte sur la contribution sociale des aînés et sur l'insertion de la participation sociale dans leur existence. Nous avons décrit les méthodes employées pour chacun des volets, puis les considérations éthiques qui ont influencé le cours de l'étude ont été évoquées.

La démarche méthodologique suivie dans le cadre des deux volets est analogue. Premièrement, elle est itérative, ce qui est caractéristique de la plupart des recherches qualitatives ¹⁵⁶. En effet, le caractère inductif de ce type d'études oblige le chercheur à adapter constamment sa méthodologie. Deuxièmement, cette démarche comporte une recension d'écrits et des entrevues sur le terrain, ces étapes étant complémentaires. La revue de littérature a permis de construire les cadres d'analyse nécessaires à l'élaboration des schémas d'entrevue et au traitement des renseignements recueillis. Les schémas d'entrevue ont exigé l'élaboration de grilles d'analyse particulières pour dégager le sens des réponses fournies à certaines questions. Enfin, des considérations éthiques ont modulé l'ensemble de la méthodologie. L'obligation de préserver l'anonymat des répondants a influencé la manière dont les informations ont été colligées, traitées et divulguées.

Les aspects méthodologiques de l'étude ayant été exposés, le moment est maintenant venu de rendre compte de ses résultats.

¹⁵⁶ Angers, 2005; Paillé, 1994; Poupart (dir.), 1997 et 1998.

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

Chapitre 3

L'émergence de trois groupes d'aînés nationaux et leur implantation dans les Cantons de l'Est

INTRODUCTION

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Ce chapitre traite de l'émergence de trois groupes d'aînés nationaux (ou provinciaux) et de leur implantation dans les Cantons de l'Est. Nous abordons ces questions à la lumière des perspectives théoriques exposées au premier chapitre et en particulier, de l'approche sphérocontextuelle. Dans la section initiale, nous exposons le cadre d'analyse de l'émergence des groupes d'aînés et de leur implantation dans une région, en l'occurrence, l'Estrie ¹⁵⁷. Ces cadres d'analyse ont été déduits de celui du *sphérocontexte* de la participation sociale des aînés (voir l'annexe 1). Les sections suivantes rendent compte des résultats de la recherche menée en référence à ce travail de théorisation. Il sera successivement question :

¹⁵⁷ Rappelons que nous employons les expressions Estrie et Cantons de l'Est pour désigner la même région. Voir note 9 du premier chapitre.

- Du contexte sociohistorique de l'émergence des groupes d'aînés et de la *tectonique sociale* sous-jacente à ce contexte (section 3.2).
- De l'émergence de l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ), et de son implantation dans les Cantons de l'Est (section 3.3).
- De l'émergence de la Fédération de l'âge d'or du Québec/Réseau FADOQ, et de son implantation dans les Cantons de l'Est (section 3.4).
- De l'émergence de l'Association québécoise pour la défense des droits des retraitées et préretraitées (AQDR), et de son implantation dans les Cantons de l'Est (section 3.5).
- Des caractéristiques communes des processus d'émergence des trois groupes d'aînés aux niveaux national et régional (section 3.6).
- Des traits distinctifs des processus d'émergence et d'implantation en Estrie de chacun des groupes d'aînés à ces niveaux (section 3.7).

Suivra la conclusion du chapitre.

3.1 Le cadre d'analyse de l'émergence des groupes d'aînés et de leur implantation dans les Cantons de l'Est

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Nous avons vu précédemment que la participation sociale des aînés est conjoncturelle. En effet, dans certains pays, aucune vie associative n'est permise ¹⁵⁸. Ailleurs, l'absence d'associations de gens âgés s'explique par la situation politique qui prévaut (*ibid.*). Il y a aussi des collectivités où l'inexistence des groupes d'aînés renvoie à des causes sociologiques : les gens âgés vivent avec leur famille et sont bien intégrés à leur milieu. Donc, ils ne sentent pas le besoin de former des associations (*ibid.*).

Le cadre d'analyse de l'émergence des groupes d'aînés est présenté à l'annexe 2. Bien qu'il ne prétende pas à l'exhaustivité, il réunit les principaux éléments considérés dans

¹⁵⁸ *Active participation in society and development*, 2002, FIAPA, 1990; Viriot-Durandal (dir.), 2003

l'étude de ce phénomène. Parmi ces éléments, il y a la morphologie de la sphère des aînés, soit leur ordre temporel, spatial et social. Cette morphologie diffère selon qu'il s'agit de la macrosphère, de la microsphère ou de celle des individus. À ces éléments se greffent des facteurs péricéphériques (démographiques et biologiques) et sphériques, c'est-à-dire les principaux champs d'activité de la sphère : l'économique, le politique, le culturel/informationnel et le socioaffectif.

[Voir Annexe 2]

Tout d'abord, aux niveaux fondamental et macrosocial, les groupes d'aînés apparaissent dans une sphère caractérisée par la concordance des temps des gens âgés avec ceux de l'ensemble de la société. Autrement dit, les groupes d'aînés se forment dans un contexte sociohistorique où les temps des personnes âgées sont compatibles avec les temps macrosociaux tout en se distinguant de ces derniers. Lorsque les temps des aînés se confondent avec ceux de leur collectivité, la sphère des premiers ne peut se former, et les individus concernés n'ont pas tendance à se regrouper ¹⁵⁹.

Deuxièmement, les gens âgés ont besoin d'espaces pour tisser des liens. Ces espaces peuvent être virtuels (comme le *cyberespace*), mais ils sont indispensables : sans lieu de rencontre, aucun rapport social ne peut être entretenu ¹⁶⁰. La géographie d'un pays ou d'une région, ainsi que les moyens de transport et de communication, ont donc une influence déterminante sur les possibilités de regroupement.

Troisièmement, les aînés vivent dans des collectivités qui ont des relations avec des organismes nationaux et internationaux. Ces relations sont susceptibles de favoriser ou d'entraver la formation d'associations de personnes âgées. Cela rejoint la dimension politique de la vie associative que nous avons évoquée et sur laquelle nous reviendrons.

Toujours aux niveaux fondamental et macrosocial, les facteurs biologiques et démographiques exercent une influence indirecte sur l'émergence des groupes d'aînés. De tels groupes se forment quand il y a suffisamment de gens âgés en bonne santé. Par conséquent, la santé des populations joue un rôle essentiel. Là où les aînés ont une santé défail-

¹⁵⁹ Delisle, 1987a; Rezsóhazy, 1970.

¹⁶⁰ Charbonneau, 2008; Compiègne, 2007; Delisle, 2008a et 2009; Maigret, 2003 et 2007.

lante et où l'espérance de vie est faible, la clientèle potentielle des associations d'aînés est moindre.

Les facteurs économiques ont également une influence à ce niveau. Les sociétés les plus riches peuvent apporter un soutien financier aux groupes d'aînés. De même, les gens âgés des sociétés les mieux nanties sont susceptibles d'avoir de meilleurs revenus, ce qui leur permet de participer en plus grand nombre aux activités de leurs associations.

Sur le plan politique, différents facteurs entrent en ligne de compte. Il y a tout d'abord le droit d'association et les libertés civiques. Lorsque ces libertés ne pas reconnues, ceux qui veulent se regrouper (quel que soit leur âge) doivent le faire dans la clandestinité. Les politiques sociales ont aussi un impact. Quand les aînés bénéficient de régimes de retraite adéquats, ils peuvent quitter plus tôt le marché du travail et s'engager socialement.

Dans le domaine culturel/informationnel, plusieurs éléments ont une influence sur l'émergence des groupes d'aînés. Parmi ceux qui sont mentionnés à l'annexe 2, il y a les spécificités culturelles et éducatives des aînés. En effet, la participation sociale est favorisée par la scolarité parce qu'il faut des compétences pour administrer de tels groupes (Pronovost, 1997). Donc, plus une société est scolarisée, plus les chances sont grandes que ses membres s'engagent socialement, toutes choses étant égales par ailleurs. Aussi, on observe une répartition des groupes d'aînés en fonction des caractéristiques et des préoccupations de leurs membres ¹⁶¹. À cela s'ajoute l'importance de la participation sociale comme *adoption* chez les aînés. Le *participationnisme* est une *adoption* qui est en concurrence avec d'autres types d'occupations. Il est sensible aux modes et aux normes sociales. Or, celles-ci varient selon les milieux et les époques. Plus la participation sociale est importante dans un contexte sociohistorique donné, plus les chances sont grandes que les aînés s'engagent dans leur collectivité ¹⁶².

Enfin, sur le plan socioaffectif, les questions identitaires déterminent l'intérêt pour les associations de retraités. En effet, le degré d'identification des aînés à leur groupe d'âge

¹⁶¹ Delisle, 2002 et 2003; Legrand (dir.), 2001; McPherson, 2004; Moffet, 1985; Viriot-Durandal, 2003.

¹⁶² Les variations observées entre les pays, les provinces canadiennes et les régions du Québec en ce qui a trait à la participation sociale permettent de soutenir une telle assertion. Pour des comparaisons internationales, cf. Baer et coll., 2001; pour des comparaisons interprovinciales, cf. Caldwell et Reed, 2000 ainsi que Curtis et coll., 2003; pour des comparaisons entre certaines régions du Québec, cf. Delisle, 1995.

varie en fonction de la concentration des gens âgés dans un même milieu ¹⁶³. Toutefois, comme nous l'avons écrit dans un article (Delisle, 1994, p. 159) :

« Ces résultats suggèrent que le fait d'être jeune a plus de signification pour les jeunes que le fait d'être vieux pour les gens âgés. Car la jeunesse est clairement identifiée dans les sociétés occidentales, et il est valorisant d'être jeune. Par conséquent, la sous-culture des jeunes serait plus nettement affirmée que celle des aînés, cette sous-culture étant encore en émergence. Dans les sociétés occidentales, l'appartenance au groupe des aînés se définit par l'occupation, notamment par le fait d'être retraité. C'est probablement ce facteur qui est au fondement de l'identité sociale des gens âgés, et non l'âge proprement dit (*"À quel âge devient-on vieux?"*). Le statut de retraité favoriserait donc le développement de liens de solidarité (...). »

L'émergence des associations d'aînés est donc fonction de l'attrait de ce genre d'organisations, et cet attrait dépend de l'identification des individus à leur groupe d'âge. Les aînés qui fuient leurs pairs ou qui sont peu sensibles à la question du vieillissement sont susceptibles de fréquenter des organismes intergénérationnels ou de se replier sur leur univers privé.

Rappelons cependant que, selon la logique sphérocontextuelle, la conjonction des facteurs est aussi importante que les facteurs eux-mêmes. Cette conjonction confère au sphérocontexte des « propriétés émergentes » (Lugan, 2005) qui lui permettent de générer des activités-événements. Chacun des éléments du sphérocontexte interagit avec les autres pour provoquer ces activités-événements. Il en va ainsi à tous les paliers sphérocontextuels. Aux niveaux fondamental et macrosocial, les caractéristiques de la sphère des aînés se combinent aux facteurs contextuels périssphéristes et sphéristes pour favoriser l'apparition de leurs regroupements. Cette apparition survient aux paliers supérieurs du sphérocontexte, soit au niveau structurel et microsocial, puis à celui des éléments moteurs et des caractéristiques individuelles.

Au niveau des facteurs structurels et des entités humaines microsociales, on retrouve sensiblement les mêmes éléments qu'au palier fondamental-macrosocial, mais à l'échelle locale. Tel est le cas de la sphère des aînés. C'est sa morphologie régionale, municipale,

¹⁶³ Delisle, 1994; Lachance, 1990; Lau, 1989; Longino, McClland et Peterson, 1980; Scott et Grasmick, 1979; Roy, 1998b.

paroissiale et résidentielle qui entre alors en ligne de compte ¹⁶⁴. Cette morphologie a des spécificités qui peuvent influencer l'émergence de certains groupes d'aînés ou expliquer leur non-apparition ¹⁶⁵. Ce palier intermédiaire du sphérocontexte médiatise l'effet des facteurs fondamentaux et macrosociaux sur les éléments moteurs et individuels, et sur les activités-événements qui en résultent. Il dispose donc d'une *relative autonomie* par rapport à celui qui le précède dans le sphérocontexte. C'est pourquoi les caractéristiques qui constituent le palier des facteurs structurels et des entités humaines microsociales doivent être prises en considération.

Nous ne répéterons pas la nomenclature des éléments qui apparaissent à l'annexe 2. Par contre, il importe de souligner que la morphologie de la sphère des aînés d'un micro-milieu donné peut différer de celle du macromilieu dont elle fait partie. Tel est le cas des villes et des campagnes, ainsi que des régions méridionales et septentrionales, continentales et côtières, industrielles et agricoles. Le Québec est composé de localités très diversifiées. À ces différences correspondent des modes de vie spécifiques et des formes de vieillissement particulières, certains étant plus favorables que d'autres au regroupement des aînés ¹⁶⁶. La documentation consultée montre que la *régionalité* (voir chapitre 1, section 1.4.4) peut avoir une influence sur l'émergence des groupes d'aînés dans un milieu, et sur l'implantation d'une section locale d'un groupe national. Toutefois, le champ d'investigation de la présente étude n'a pas permis d'approfondir cet aspect de la problématique. Nous avons retracé les principales étapes du processus d'émergence de trois groupes d'aînés au niveau national et leur implantation en Estrie seulement. La comparaison des processus d'implantation des groupes d'aînés dans différentes localités ferait davantage ressortir l'influence de la régionalité sur ces phénomènes.

Le palier des éléments moteurs et des facteurs individuels met relief les caractéristiques des aînés et celles des leaders de leurs associations. Car les groupes d'aînés sont constitués de personnes qui interprètent des rôles sociaux. Ces sont des êtres humains qui ont des idées, des perceptions et des émotions. Ces personnes ont aussi une histoire. Dans

¹⁶⁴ Rappelons l'importance de la paroisse chez les francophones du Québec. Pendant longtemps, c'est elle qui a défini les limites des quartiers urbains et des municipalités rurales. Ces délimitations d'origine ecclésiastique ont été sécularisées à la fin du XX^e siècle, mais la plupart du temps, elles sont demeurées géographiquement les mêmes. Seuls échappent à ce constat les municipalités et les quartiers urbains qui se sont développés après 1970. Cf. Falardeau, 1971; Fortin, 1971.

¹⁶⁵ Ce phénomène a été mis en évidence dans la thèse de D. Thomas (1998) et aussi dans Delisle (1995 et 1999a).

¹⁶⁶ Le même phénomène a été constaté en Suisse par Lalive d'Épinay, 1983a et 1996 ainsi que Lalive d'Épinay, Spini *et coll.*, 2008.

le passé, plusieurs d'entre elles ont appartenu à des associations et certains de ces individus en ont dirigé ¹⁶⁷. Le *participationnisme* fut donc une de leurs *adeptions*.

À cela s'ajoutent d'autres facteurs : la topographie de la région; les distances à parcourir pour se rencontrer; la santé-mobilité des individus; leur statut socioéconomique; les variables culturelles et l'identification au groupe des aînés. Des recherches plus poussées seraient nécessaires pour établir le profil des leaders des groupes d'aînés et de leurs membres ¹⁶⁸. La combinaison de ces traits et leurs relations avec les éléments qui se trouvent aux paliers fondamentaux et structurels du sphérocontexte déterminent l'appartenance à ce genre d'association. En effet, le sphérocontexte est une totalité indivisible même si ses composantes sont spécifiques. En posant notre regard sur les facteurs mentionnés à l'annexe 2, et en laissant ouvert le cadre d'analyse correspondant, nous nous sommes donné la possibilité de découvrir des éléments qui ne sont pas mentionnés dans la documentation consultée. Dès lors, cette démarche est typiquement itérative (voir le chapitre précédent).

¹⁶⁷ Brault, 1987 et 1990; Gagnon, 1996; Thomas, 1998.

¹⁶⁸ De telles études ont été effectuées dans des milieux particuliers. Voir entre autres : Cutler, 1976a et b et 1977, FADOQ, 1996; Krout, Cutler et Coward, 1990; Miller, 1965.

3.2 Le contexte sociohistorique et la *tectonique sociale*

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Le cadre d'analyse de l'émergence des groupes d'aînés et de leur implantation en Estrie a une dimension historique qui est fondamentale. D'où la pertinence des fiches que nous avons constituées sur les facteurs associés à l'émergence des groupes d'aînés dans le monde occidental et au Québec (annexe 4). Pour ce faire, nous avons utilisé les ouvrages sur l'histoire du Québec, sur celle des Cantons de l'Est et sur celle de Sherbrooke ¹⁶⁹. En complément, nous avons eu recours à des études gouvernementales et universitaires, à des articles scientifiques et de journaux, et à des documents produits par les groupes d'aînés ¹⁷⁰.

Les fiches historiques générales sont construites sur le même modèle que le cadre d'analyse du premier volet dont elles sont l'opérationnalisation. À une différence près : le macrosocial correspond au monde et au Canada tandis que les renseignements sur le Québec et l'Estrie ont été placés dans une colonne qui renvoie au palier mésosocial du modèle sphérocontextuel initial. C'est le seul endroit dans ce rapport de recherche où nous avons considéré le niveau mésosocial ¹⁷¹.

[\[Voir Annexe 4\]](#)

¹⁶⁹ Chiasson *et coll.*, 1979; Désilets, 2001; Kesteman, 2002; Kesteman, Southam et Saint-Pierre, 1998; Lacoursière, Provencher et Vaugeois, 2001; Linteau, Durocher, Robert et Ricard, 1986.

¹⁷⁰ Les documents consultés apparaissent dans la bibliographie générale du rapport de recherche.

¹⁷¹ Considérer systématiquement le palier mésosocial aurait accru de beaucoup l'ampleur du projet de recherche et aurait peut-être compromis sa réalisation.

Ces fiches historiques révèlent ce qui suit :

- La sphère des aînés s'est transformée en profondeur pendant la période examinée (1930-2007). Ainsi, la façon de transporter les marchandises et les personnes a changé. De nos jours, les trains et les bateaux servent surtout au transbordement des marchandises, notamment en Amérique du Nord, alors qu'ils étaient fréquemment utilisés pour le déplacement des individus au début de la période. Ces mutations ont entraîné le développement des réseaux routiers et des lignes aériennes.
- Dans les pays industrialisés, le phénomène de la suburbanisation s'est manifesté. De petites municipalités sont devenues les banlieues de grandes agglomérations ou y ont été annexées. L'environnement spatiotemporel a été modifié en profondeur, ce qui a influencé les rapports sociaux. Le développement des moyens de communication a fait en sorte que les relations médiatisées constituent une composante fondamentale de la sociabilité des gens ¹⁷².
- On doit également souligner l'essor du mouvement associatif. En effet, au Québec, le nombre d'associations sans but lucratif s'est accru considérablement entre 1973 et 1983. Il en fut ainsi des groupes d'aînés qui ont augmenté durant la même période (Langlois *et coll.*, 1990, p. 105).
- En ce qui a trait aux facteurs biologiques et démographiques, les changements majeurs furent : les progrès de la médecine; l'amélioration de la santé des individus, particulièrement dans les pays industrialisés; la croissance des populations; le *baby-boom*, après la Seconde Guerre mondiale, suivi d'une baisse marquée de la fécondité à partir de 1965 (notamment au Québec); l'augmentation de l'espérance de vie, même aux âges avancés, et le vieillissement des populations. La transition démographique, amorcée au XIX^e siècle, s'est poursuivie tout au long de la période ¹⁷³.
- Sur le plan économique, on a assisté : 1) à une reconversion de l'économie des pays industrialisés après la Seconde Guerre mondiale; 2) à des cycles de prospérité suivis de crises économiques plus ou moins longues et importantes; 3) à la do-

¹⁷² Compiègne, 2007; Maigret, 2003 et 2007.

¹⁷³ Gérard et Piché (dir.), 1995; Hayward et Zhang, 2001.

minance du secteur secondaire au début de la période, et 4) à une expansion parallèle du secteur tertiaire. Le Québec et l'Estrie se sont développés surtout grâce au secteur primaire (ex. : les richesses naturelles et l'hydro-électricité) et aux industries secondaires traditionnelles (ex. : le textile). De plus, au Québec, la situation économique des francophones s'est améliorée après la Deuxième Guerre mondiale ¹⁷⁴, et le développement du mouvement coopératif s'est poursuivi. Enfin, au cours des deux dernières décennies, il y a eu mondialisation des marchés ainsi que délocalisation des entreprises. Aussi, l'énergie est devenue un facteur de première importance pour la croissance économique.

- Au niveau politique, plusieurs changements sont à signaler. La crise des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale ont favorisé l'émergence de l'État providence qui a eu pour conséquences la multiplication de mesures d'assistance aux plus démunis d'abord, puis à la classe moyenne ¹⁷⁵. Les lois qui ont été adoptées et les allocations qui furent versées aux travailleurs âgés leur ont permis de prendre leur retraite de plus en plus tôt sans se retrouver dans la pauvreté, même si nombre d'entre eux se sont retrouvés avec de faibles revenus ¹⁷⁶. Quant aux mesures sociales destinées aux familles, elles ont soulagé les aînés de l'obligation de soutenir leurs enfants qui ne sont pas financièrement autonomes.
- À cela s'ajoutent les lois concernant l'organisation des services sociaux et de santé et la régionalisation des services ¹⁷⁷. Ces lois ont facilité l'accès aux services à l'ensemble de la population québécoise. La plupart des services de santé sont devenus gratuits pour les plus démunis. Et puis, les organismes communautaires se sont sécularisés et jouent maintenant un rôle complémentaire par rapport aux institutions des secteurs public et parapublic ¹⁷⁸. Les aînés bénéficient des services de ces organismes et en sont bien souvent les gestionnaires. De plus, les gouver-

¹⁷⁴ Kesteman (dir.), 1998, p. 630; Langlois *et coll.*, 1990; Vaillancourt, 1988.

¹⁷⁵ Auclair, 2003; Charles, 2007; De Laubier, 1984; Lemieux (dir.), 2003; Tremblay (dir.), 1998; Villeneuve, 2007.

¹⁷⁶ Carbonneau et Fugère, 2006; Conseil des aînés du Québec, 2007; Turcotte et Schellenberg, 2006.

¹⁷⁷ Anctil et Bluteau, 1986; Québec (Prov.), 1992, 2000, 2004b et 2008; Lemieux (dir.), 2003; Mayer et Goyette, M., 2000; Tremblay (dir.), 1998; Villeneuve, 2007.

¹⁷⁸ Fortin, 1993; Jetté, 2008; Kesteman, 1990 et 2002; Kesteman *et coll.*, 1998; Levasseur (dir.), 1990; Levasseur et Boulanger, 1990; Mayer, Lamoureux, et Panet-Raymond, 2006; Mercier, 2000; Québec (Prov.), 2001; Tremblay, P.-A., 2006.

nements fédéral et provincial ont commencé à subventionner les groupes d'aînés à partir des années 1970 ¹⁷⁹.

- Sur les plans culturel, religieux et informationnel, il y a eu de nombreux changements sociaux pendant la période considérée. Parmi ces changements, signalons :
 - 1) L'augmentation du niveau de scolarité qui a suivi la réforme du système d'enseignement québécois ¹⁸⁰. Toutefois, des différences notables persistent encore entre les régions urbaines et rurales sous ce rapport, ainsi qu'entre les anglophones et les francophones ¹⁸¹.
 - 2) Les anglophones et les francophones se sont donné leur propre réseau d'institutions éducatives et de santé, en plus de leurs organismes communautaires et caritatifs.
 - 3) L'Église catholique a dominé la vie collective des francophones jusqu'au milieu des années 1960. Son influence a diminué par la suite.
 - 4) L'Estrie est devenue plus francophone durant cette période.
 - 5) À la fin des années 1970, les questions gérontologiques ont émergé et les premiers programmes d'étude et de recherche dans ce domaine furent instaurés. Les associations qui s'intéressent aux aînés ont été fondées à cette époque ¹⁸².

¹⁷⁹ Des subventions gouvernementales ont peut-être été accordées à certains groupes d'aînés avant 1970, mais nous n'avons pas pu le vérifier.

¹⁸⁰ Langlois, 2001 et 2002; Langlois *et coll.*, 1990.

¹⁸¹ INSPQ, MSSS et ISQ, 2006a et b.

¹⁸² Delisle, 1999b, 2002 et 2003.

- Au niveau socioaffectif, on doit mentionner ce qui suit :
 - 1) Un nationalisme latent, parfois xénophobe et antisémite au début de la période, puis progressiste et cosmopolite par la suite.
 - 2) Un esprit communautaire très développé en milieu rural et dans les quartiers ouvriers ¹⁸³.
 - 3) La révolte de la jeunesse durant les années 1960-1980 avec comme corrélats la remise en question des rapports intergénérationnels et un âgisme « florissant » (Mead, 1979).
 - 4) La diffusion de la psychologie populaire dans toutes les classes sociales.
 - 5) La montée d'une forme d'individualisme à partir des années 1980 ¹⁸⁴, à laquelle on peut associer des phénomènes comme : la diminution de la nuptialité légale et de fait, l'accroissement des divorces, et l'augmentation de la proportion des gens qui demeurent seuls. Toutefois, certains auteurs contestent la thèse voulant que l'individualisme ait eu un effet significatif sur la participation sociale ¹⁸⁵.
 - 6) On peut évoquer aussi l'émancipation féminine, le féminisme, l'hypersexualisation de la société, et celle des adolescentes en particulier, ainsi que la remise en question des rapports entre les hommes et les femmes.
 - 7) L'affirmation publique des marginalités (dans les pays occidentaux) : l'homosexualité, les handicaps et la vieillesse, entre autres ¹⁸⁶. À cette affirmation correspondent la valorisation de la tolérance ainsi que la protection légale contre la discrimination. Cela n'empêche pas l'intolérance de demeurer latente dans certains milieux, et la discrimination de persister *de facto* ou de façon systémique.
 - 8) Le clivage entre ceux qui voient la solution des problèmes sociaux dans l'action politique et ceux qui se tournent vers la psychanalyse, la psychiatrie et la psychologie. Aussi, des personnes s'orientent vers les mouvements religieux (dont des sectes) ou vers des groupuscules idéologiques.

¹⁸³ Lamarche, Rioux et Sévigny (dirs), 1973; Letellier, 1971.

¹⁸⁴ Kaufmann, 2004; Lasch, 1981; Lipovetsky, 1993; Putnam, 1999.

¹⁸⁵ Baer et coll., 2001; Curtis et coll., 2001 et 2003.

¹⁸⁶ Dorvil et Mayer (dirs.), 2001 et suiv.; Dubar, 2000; Halpern et Ruano-Borbalan (dirs.), 2004.

- 9) La réaffirmation des valeurs familiales qui ont été remises en question durant les années 1960-1970 (Cooper, 1972) même si, depuis lors, la majorité des gens ont continué d'adhérer à ces valeurs, comme le montrent les différents sondages effectués ¹⁸⁷.
- 10) La crise de l'autorité dans le monde occidental et au Canada. L'autorité n'est plus imposée, sauf dans certaines circonstances. Elle est presque toujours négociée.
- 11) L'éthique est devenue un domaine qui rejoint toutes les sphères de l'action sociale. Des conseils et des comités de déontologie ont été instaurés pour contrer les abus de pouvoir (Larouche [dir.], 2000).

Le cadre d'analyse de l'émergence des groupes d'aînés et de leur implantation en Estrie nous oblige à regarder du côté de la *tectonique sociale*, celle-ci étant, rappelons-le, l'étude des déterminants démographiques, économiques, politiques, culturels et psychologiques de l'engagement des aînés. Dans ce document, la tectonique sociale renvoie à cinq tableaux statistiques qui comparent l'Estrie à l'ensemble du Québec pour la période comprise entre 1961 et 2004. Seuls des indicateurs démographiques et économiques ont été considérés parce que les autres indicateurs n'étaient pas comparables pour toute la période. Cet examen mériterait d'être approfondi pour autant que les données disponibles rendent possible une telle entreprise.

Quoi qu'il en soit, le tableau 1 montre qu'entre 1971 et 2001, le Québec et l'Estrie ont vieilli sensiblement au même rythme. Ainsi, l'augmentation du pourcentage de gens de 65 ans et plus fut presque identique, soit d'environ 7 %, pour atteindre 14.1 % au Québec et 14.9 % en Estrie en 2001. Toutefois, la diminution du pourcentage des jeunes de 0 à 14 ans fut un peu plus accentuée en Estrie que dans l'ensemble du Québec. Ce pourcentage a baissé de 14.5 % en Estrie pour rejoindre la proportion correspondante dans l'ensemble du Québec, soit 16 %. Ces statistiques corroborent les projections démographiques selon lesquelles, en l'an 2016, le pourcentage des gens de 65 ans et plus devrait être de 18.5 % au Québec et de 26 % en Estrie ¹⁸⁸.

¹⁸⁷ Entre autres : Langlois *et coll.*, 1990; Langlois, 2001 et 2002; Léger et Léger, 1990. Pour la France, cf. Pitrou, 1978, 1985 et 1997.

¹⁸⁸ Conseil des aînés du Québec, 2007, p. 10 et 192; Gauthier, 2004; Girard, Létourneau et Thibault, 2004.

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Tableau 1
Population selon l'âge et le sexe 1971-2001 (%)
Tout Québec et région 05 (Estrie)

Tout Québec		Région 05 (Estrie)	
1971		1971	
0-14 ans	29,6	0-14 ans	30,6
15-64 ans	63,5	15-64 ans	61,5
65 ans et +	6,8	65 ans et +	7,9
Total	99,9		100
N	6 028 000		224000
1976		1976	
0-14 ans	24,9	0-14 ans	25,8
15-64 ans	67,4	15-64 ans	65,3
65 ans et +	7,7	65 ans et +	8,9
Total	100		100
N	6234000		230000
1981		1981	
0-14 ans	21,5	0-14 ans	22,8
15-64 ans	69,8	15-64 ans	67,3
65 ans et +	8,7	65 ans et +	9,9
Total	100		100
N	6567806		261119
1986		1986	
0-14 ans	20,2	0-14 ans	21,6
15-64 ans	70	15-64 ans	67,3
65 ans et +	9,8	65 ans et +	11,1
Total	100		100
N	6708468		264583
1991		1991	

Tableau 1
Population selon l'âge et le sexe 1971-2001 (%)
Tout Québec et région 05 (Estrie)

	Tout Québec		Région 05 (Estrie)
0-14 ans	19,8	0-14 ans	20,9
15-64 ans	69,2	15-64 ans	66,7
65 ans et +	11	65 ans et +	12,4
Total	100		100
N	7081233		275092
1996		1996	
0-14 ans	19	0-14 ans	19,3
15-64 ans	69	15-64 ans	67,6
65 ans et +	12	65 ans et +	13,1
Total	100		100
N	7272293		283599
2001		2001	
0-14 ans	16,2	0-14 ans	16,1
15-64 ans	69,7	15-64 ans	68,9
65 ans et +	14,1	65 ans et +	14,9
Total	100		99,9
N	7603083		302901
Variation 1971-2001		Variation 1971-2001	
	Tout Québec		Région 05 (Estrie)
0-14 ans	-13,4	0-14 ans	-14,5
15-64 ans	6,2	15-64 ans	7,4
65 ans et +			
+	7,3	65 ans et +	7
N	1575083		78901

Note : Un écart négatif signifie une diminution du pourcentage d'individus dans le groupe d'âge concerné entre 1971 et 2001 pour tout le Québec ou pour l'Estrie.

Sources :

1971 Therrien, M., Gauthier, H., 1988, p. 110-117.

1976 Therrien, M., Gauthier, H., 1988, p. 110-117.

Tableau 1
Population selon l'âge et le sexe 1971-2001 (%)
Tout Québec et région 05 (Estrie)

	Tout Québec	Région 05 (Estrie)
1981	Pageau, M., Ferland, M., Choinière, R., Sauvageau, Y., 1997, p. 28-29.	
1986	INSPQ, MSSS et ISQ, 2006b ainsi que MSSS, OFQSS, IRDES et l'INSPQ, 2006.	
1991	Pageau, M., Ferland, M., Choinière, R., Sauvageau, Y., 1997, p. 28-29.	
1996	INSPQ, MSSS et ISQ, 2006b ainsi que MSSS, OFQSS, IRDES et l'INSPQ, 2006.	
2001	INSPQ, MSSS et ISQ, 2006b.	

Le tableau 2 a trait au taux de chômage qui a plus fortement diminué en Estrie que dans l'ensemble du Québec entre 1981 et 2001. En effet, pendant cette période, l'Estrie a connu un essor plus important que dans d'autres régions grâce à la complémentarité des entreprises du secteur manufacturier et du secteur des services ¹⁸⁹. Le développement de l'économie du savoir aurait, semble-t-il, favorisé le développement de cette région (*ibid.*).

Tableau 2
Taux de chômage (%), population de 15 ans et plus,
1981-2001, tout Québec et région 05 (Estrie)

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

	Tout Québec	Région 05 (Estrie)
1981	10,9	11,5
1986	13,0	12,0
1991	12,1	11,1
1996	11,8	9,9
2001	8,2	6,9
Variation 1981-2001	-2,7	-4,6

Note : L'écart négatif signifie une diminution du taux de chômage pour tout le Québec et pour l'Estrie.

Sources :

- 1981-1991 Pageau, M., Ferland, M., Choinière, R., Sauvageau, Y., 1997, p. 50-51, données provenant des recensements.
1996-2001 INSPQ, MSSS et ISQ, 2006b, p. 41, données provenant des recensements

¹⁸⁹ Kesteman, 2002, p. 345 et suiv.

Ce phénomène est illustré par les données du tableau 3 ¹⁹⁰. Celui-ci indique qu'en 1981, en Estrie, il y avait davantage de main-d'œuvre dans le secteur primaire (19.6 %) que dans l'ensemble du Québec (11.8 %), soit un écart (non indiqué dans le tableau 3) de 7.8 %. En revanche, le secteur tertiaire était moins développé en Estrie à cette époque (44.1 % de la main-d'œuvre de cette région contre 53.7 % de celle du Québec [écart de 9.6 %]). Quant au secteur secondaire, la proportion des travailleurs qui en faisaient partie était sensiblement la même dans les deux entités géographiques. En 2001, les choses ont changé. La proportion de la main-d'œuvre du secteur primaire a diminué de 8.8 % dans l'ensemble du Québec et de 14.5 % en Estrie pour atteindre 3 % dans le premier cas et 5.1 % dans le deuxième. La réduction de la main-d'œuvre dans le secteur secondaire a été plus importante dans l'ensemble du Québec (13.3 %) qu'en Estrie (5.3 %), alors que dans le secteur tertiaire, la diminution fut analogue.

Cela veut dire deux choses. D'une part, les transferts d'effectifs entre les secteurs d'emploi ont probablement été plus importants en Estrie que dans l'ensemble du Québec durant la période considérée. Dans les deux cas, la main-d'œuvre est passée du secteur primaire aux secteurs secondaire et tertiaire, mais l'Estrie a conservé proportionnellement plus d'employés dans les manufactures que l'ensemble du Québec. D'autre part, même si dans les Cantons de l'Est, le secteur tertiaire s'est développé au même rythme que dans le reste du Québec, le pourcentage de travailleurs estriens engagés dans ce secteur demeure moindre que dans la population active québécoise.

Le tableau 3 résume les transformations économiques de l'Estrie et de celles du Québec. Ce tableau ne dit pas dans quelle mesure les aînés actuels ont été touchés par ces transformations. Nous ignorons combien, parmi eux, ont changé de secteur d'emploi au cours de leur carrière. Mais les données présentées suggèrent que davantage de retraités de l'Estrie ont évolué dans les secteurs primaire et secondaire que leurs homologues qué-

¹⁹⁰ Pour comprendre ce tableau, il faut rappeler que le secteur primaire est celui des ressources naturelles, soit l'agriculture et les mines; le secteur secondaire renvoie aux manufactures et à la construction; enfin, le secteur tertiaire est celui des transports et des communications, du commerce et des services. À noter que le tableau 3 réfère à la répartition de la main-d'œuvre dans les différents secteurs d'activité et non pas aux types d'emplois qui caractérisent ces secteurs. Par exemple, une secrétaire qui travaille dans une manufacture est considérée comme étant dans le secteur secondaire même si son type d'emploi ressortit au secteur tertiaire. Toutefois, il y a une corrélation entre le secteur d'activité et le genre d'emploi : la majorité des gens qui œuvrent dans un secteur d'activité occupent un emploi caractéristique de ce secteur.

bécois. Aussi, les retraités des Cantons de l'Est ont été probablement moins nombreux à œuvrer dans le secteur tertiaire.

Tableau 3
Population active de 15 ans et plus (%), 1961-2001, selon le type d'industrie

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Tout Québec

	Primaire	Secondaire	Tertiaire
1961	11,8	34,5	53,7
1971	6,2	31,7	62,1
1981	4,8	27,3	68,0
1986	4,4	24,6	71
1991	4,0	23,7	72,2
1996	3,7	22,1	74,3
2001	3,0	21,2	75,9
Variation			
1961-2001	-8,8	-13,3	22,2

Région 05 (Estrie)

	Primaire	Secondaire	Tertiaire
1961	19,6	36,3	44,1
1971	12,1	35,0	52,9
1981	8,9	28,4	62,7
1986	6,7	31,8	61,5
1991	6,3	28,8	64,9
1996	5,9	29,3	64,8
2001	5,1	31,0	63,8
Variation			
1961-2001	-14,5	-5,3	19,7

Notes :

- Les totaux légèrement inférieurs ou légèrement supérieurs à 100% sont dus à l'arrondissement des données.
- Secteur secondaire : Manufactures + construction
- Secteur tertiaire : Transport et communications et autres services

Sources :

1971-1986 Therrien, M., Gauthier, H., 1988, p. 96-97
 1991 et 1996 MSSS, OFQSS, IRDES et l'INSPQ, 2006.
 2001 INSPQ, MSSS et ISQ, 2006b, p. 35.

Le tableau 4 rend compte de l'évolution du revenu disponible de la population de tout âge. Selon ces statistiques, les gens de l'Estrie seraient moins riches que les Québécois moyens, et ce, depuis 1971. L'écart de revenus entre les premiers et les seconds a fluctué au fil des ans, atteignant un minimum en 2001 pour augmenter par la suite. En 2004, cet écart était de 1 854 \$, soit 21 649 \$ pour l'ensemble du Québec et 19 795 \$ pour les Cantons de l'Est ¹⁹¹.

Les revenus moyens des retraités de l'Estrie seraient moins élevés que ceux de leurs homologues québécois puisque les revenus de retraite sont tributaires des gains antérieurs ¹⁹². Reste à savoir si cela constitue un obstacle à la participation sociale des aînés. Nous n'avons trouvé aucune étude spécifiant le seuil de revenu en deçà et au-delà duquel la participation sociale diminue ou augmente significativement. Par conséquent, jusqu'à preuve du contraire, nous tiendrons pour acquis que les revenus des retraités de l'Estrie sont suffisants pour qu'ils puissent s'engager socialement.

¹⁹¹ Source : INSPQ, MSSS et ISQ, 2006 a et b. Ces données sont régulièrement mises à jour. Pour des statistiques plus récentes, voir les dernières versions des mêmes documents à <http://www.inspq.qc.ca/pdf/publications>.

¹⁹² Ce qui est le cas de la rente de retraite de la Régie des rentes du Québec, de la plupart des régimes complémentaires de rentes, et des revenus de placement.

Tableau 4
Revenu personnel disponible (\$ CAN.), 1971-1986 et 1995-2004,
tout Québec et région 05 (Estrie)

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

	Tout Québec	Région 05 (Estrie)	Écart Qc-Estrie
1971	2 470	2 253	-217
1976	4 830	4 066	-764
1981	8 087	6 836	-1 251
1986	12 040	10 469	-1 571
1995	16 247		n.d.
1996	16 478		n.d.
1997	16 704		n.d.
1998	17 134		n.d.
1999	17 899		n.d.
2000	18 915	18 108	-807
2001	19 591	19 390	-201
2002	20 374	19 450	-924
2003	20 937	19 940	-997
2004	21 649	19 795	-1 854

Notes :

Un écart négatif signifie un revenu inférieur pour l'Estrie et inversement.

1971-1986 Probablement en dollars courants (non spécifié dans le document source)
 1995-2004 En dollars courants

Sources :

1971-1986 Therrien, M., Gauthier, H., 1988, p. 108.
 1995-2004 INSPQ, MSSS et ISQ, 2006b, p. 42.

De prime abord, les données du tableau 5 contredisent ceux du tableau précédent. En effet, lorsque l'on considère la répartition par groupe d'âge de la population se trouvant sous les seuils de faible revenu, on constate que les aînés de l'Estrie sont proportionnellement moins nombreux que leurs homologues du Québec à se retrouver sous ces seuils ¹⁹³. Il y a donc moins de gens sous ces seuils en Estrie même si le revenu personnel disponible est moindre que dans l'ensemble du Québec. Comment expliquer de tels phénomènes? L'hypothèse qui vient à l'esprit - mais que nous ne sommes pas en mesure de vérifier - voudrait que les revenus soient plus également répartis dans la population québécoise qu'en Estrie. Autrement dit, en Estrie, on retrouverait une classe moyenne moins populeuse qu'au Québec, de sorte qu'il y aurait plus de « riches » et de « pauvres » dans les Cantons de l'Est. Cela tiendrait à la présence en Estrie de résidants très riches qui feraient diminuer la proportion de gens sous les seuils de faible revenu sans faire augmenter significativement le revenu personnel disponible à cause de la fiscalité qui impose davantage les mieux nantis ¹⁹⁴.

Pour intéressante qu'elle soit, cette hypothèse n'est pas d'une grande pertinence dans le cadre de la présente recherche, car la décision de participer à des activités de participation sociale ressortit non seulement à des facteurs économiques, mais aussi à des éléments qui logent à d'autres paliers de la pyramide sphérocontextuelle. Afin de mieux comprendre l'émergence des groupes d'aînés, il faut passer à une autre étape, celle de l'histoire de ces groupes et de leur implantation en Estrie.

¹⁹³ « Le seuil de faible revenu de Statistique Canada n'est pas à proprement parler un seuil de pauvreté; c'est un seuil mixte qui tient compte du revenu minimum nécessaire à la satisfaction des besoins fondamentaux et de l'augmentation de la richesse relative dans le temps ». Cf. Langlois *et coll.*, 1990, p. 607.

¹⁹⁴ Il suffit de visiter l'Estrie pour constater la présence des résidants riches qui, dans bien des cas, se sont établis autour des lacs de la région.

Tout Québec et région 05 (Estrie)

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

		Tout Québec	Région 05 (Estrie)	Écart Qc-Estrie
1990	18-24	22,8	23,7	0,9
	25-44	16,4	15,2	-1,2
	45-64	17,9	17,7	-0,2
	65+	28,6	21,1	-7,5
	Tous âges	19,4	17,9	-1,5
			Région 05	Écart Qc-
		Tout Québec	(Estrie)	Estrie
1995	18-24	28,7	28,5	-0,2
	25-44	21,8	19,3	-2,5
	45-64	20,4	18,9	-1,5
	65+	26,9	18,3	-8,6
	Tous âges	23,4	20,5	-2,9
			Région 05	Écart Qc-
		Tout Québec	(Estrie)	Estrie
2000	18-24	23,3	23,1	-0,2
	25-44	17,4	14,7	-2,7
	45-64	16,8	15,5	-1,3
	65+	22,8	15,2	-7,6
	Tous âges	19,1	16,0	-3,1

Note : Un écart négatif signifie un pourcentage inférieur pour l'Estrée et inversement.

Sources :

1990 MSSS, OFQSS, IRDES et l'INSPQ, 2006.

1995 et 2000 INSPQ, MSSS et ISQ, 2006a, p. 45.

MSSS, OFQSS, IRDES et l'INSPQ, 2006

3.3 L'émergence de l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ) et son implantation dans les Cantons de l'Est

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

À l'annexe 5, on trouve des fiches historiques qui traitent de l'implantation de l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ) dans l'ensemble du Québec et en Estrie. Cette association a été fondée en 1961 par Laure Gaudreault (1889-1975), une institutrice originaire de la région de Charlevoix, au terme d'une longue carrière au cours de laquelle elle a également formé les premiers syndicats québécois d'enseignants ¹⁹⁵. Laure Gaudreault voulait améliorer le niveau de vie des retraité-es de l'enseignement, une façon de poursuivre son travail syndical.

Le niveau provincial

Les vingt premières années de l'AREQ ont été marquées par des luttes pour l'amélioration des pensions des ex-enseignant-es les plus défavorisé-es. Ces années furent difficiles parce que l'adhésion était volontaire. L'Association était démunie financièrement. Tout le travail effectué était bénévole.

À cette époque, il n'existait pas de groupe d'aînés voué à la défense de leurs droits. En fait, leurs conditions de vie ne constituaient pas une préoccupation sociale de première importance même si des lois avaient été votées pour secourir les personnes âgées défavorisées.

L'AREQ a toujours été intégrée aux structures syndicales de la CIC-CEQ-CSQ ¹⁹⁶. Cette centrale a soutenu l'AREQ sur le plan des ressources humaines, matérielles et fi-

¹⁹⁵ Cadrin-Rossignol, 1983; CEQ (sans date), David et Champagne, 1989; Gauthier, 2005a et b; Gélinas, 2006.

¹⁹⁶ CIC : Corporation des instituteurs et institutrices catholiques; CEQ: Corporation des enseignants du Québec devenue la Centrale de l'enseignement du Québec puis la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

nancières jusqu'au début des années 1980. Maintenant, l'AREQ est financièrement autonome.

La période plus récente a permis à l'AREQ de se développer et de devenir un groupe d'aînés québécois de premier plan. La création de la Fondation Laure-Gaudreault en 1990 a étendu l'action de l'AREQ à l'ensemble de la société. D'ailleurs, l'évolution de l'AREQ se reflète dans la manière dont elle a défini et redéfini ses buts, ses objectifs et sa mission. Elle fut d'abord préoccupée par la situation précaire de ses membres, puis à mesure qu'elle faisait des gains sur ce terrain, elle s'ouvrait à des problématiques plus globales, voire universelles comme la condition féminine et masculine, l'environnement et la solidarité internationale.

L'AREQ Estrie

L'AREQ Estrie a été fondée en 1972. Le travail de recrutement des membres fut ardu parce que cette jeune association leur offrait peu de services. Les témoignages des pionnières de l'Association, qui sont rapportés à l'annexe 5, sont éloquentes à ce sujet. Ces pionnières sont parties de rien. Elles ont reçu le soutien du Syndicat des enseignants de l'Estrie durant les premières années. Le plus difficile fut peut-être de convaincre les enseignant-es retraité-es d'adhérer à l'Association. La plupart de ces enseignant-es étaient très pauvres à cause de leurs conditions de travail antérieures, et n'étaient pas enclins à payer une cotisation à une association.

Le processus d'implantation de l'AREQ en Estrie ressemble au processus d'émergence de l'AREQ provinciale : quelques femmes qui ont travaillé avec acharnement avec l'appui d'organismes parrains : la CIC-CEQ dans le cas de l'AREQ provinciale; cette dernière et le Syndicat des enseignants de l'Estrie pour l'AREQ des Cantons de l'Est.

Initialement, le travail de l'AREQ Estrie était économique et constituait un prolongement de l'action syndicale. Cet élément est encore présent dans les activités de l'Association. Mais il y a toujours eu une dimension récréative dans les activités de l'AREQ. Ce volet vise le maintien de la cohésion du groupe, la lutte contre l'isolement des retraités et le soutien des plus défavorisés.

Au cours des années 1970, les gains obtenus en ce qui a trait aux rentes de retraite ont permis d'élever la cotisation. Aussi, l'augmentation du nombre de membres a entraîné une

croissance des revenus de l'Association, ce qui a rendu possibles le développement de services aux membres et la conclusion d'ententes avec des compagnies d'assurance.

L'AREQ contemporaine se veut un agent de développement social. Elle s'implique dans de nombreux dossiers socioéconomiques et politiques. Plusieurs de ses membres font partie d'organismes communautaires et de leur conseil d'administration. Donc, l'AREQ s'est développée en s'ouvrant au monde, ce qui est un des traits caractéristiques de son évolution.

[\[Voir l'annexe 5\]](#)

3.4 L'émergence de la Fédération de l'âge d'or du Québec/Réseau FADOQ et son implantation dans les Cantons de l'Est

Le niveau provincial

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Au Québec, l'origine des associations de personnes âgées demeure obscure. Rien ne permet de croire qu'il ait existé des groupes d'aînés structurés avant les années 1950 (voir l'annexe 6). Si tel fut le cas, ces organismes ne semblent pas avoir eu beaucoup d'ampleur parce qu'ils ne sont mentionnés ni par les historiens ni par les sociologues, ethnologues et anthropologues. On sait cependant qu'aux États-Unis et au Canada, des clubs de retraités d'entreprises ont été fondés durant les années 1950 sous l'égide des syndicats, mais nous n'avons pas trouvé de document attestant leur présence au Québec à cette époque ¹⁹⁷.

Il faut dire que le contexte sociohistorique ne favorisait pas l'émergence des groupes d'aînés. D'une part, les gens (et les hommes en particulier) travaillaient jusqu'à un âge avancé. Au début des années 1950, la majorité des hommes prenaient leur retraite vers

¹⁹⁷ Pour les États-Unis et le Canada, voir David et Champagne, 1989, p. 46 et suiv. La consultation des archives des sections québécoises des syndicats internationaux pourrait révéler des faits méconnus à ce sujet.

l'âge de 65 ans ¹⁹⁸. De plus, ceux qui laissaient le marché du travail à cet âge disposaient de peu d'années de retraite parce que l'espérance de vie à 65 ans était d'environ 13 ans pour les deux sexes vers 1950 ¹⁹⁹. D'autre part, les retraités étaient bien intégrés dans leur milieu (notamment dans les campagnes) et consacraient une grande partie de leur temps à leur famille ²⁰⁰.

Il existait quand même des organismes composés en grande partie de gens âgés. C'était le cas des clubs sociaux et des mouvements religieux. Ces organismes avaient aussi comme caractéristiques la non-mixité et leur affiliation à l'Église catholique. Comme l'a mentionné un informateur clé : « La FADOQ a été le premier mouvement mixte au Québec. Avant, c'était des groupes soit d'hommes (les Chevaliers de Colomb) ou soit de femmes (les Dames de Sainte-Anne). Et cela a permis de faire tomber des tabous, même s'il y a eu des frottements et des scènes épiques de jalousie » (voir l'annexe 6).

Les renseignements tirés de la documentation consultée suggèrent que les aînés qui ne provenaient pas d'une entreprise ou d'un organisme étatique (comme ceux de l'AREQ ou de l'AQRP ²⁰¹) se sont d'abord regroupés de façon informelle, dans les endroits publics, pour se divertir ²⁰². Puis, durant les années 1950, des groupes de l'âge d'or se sont formés sur une base paroissiale ²⁰³. Ils se sont structurés pendant les années 1960, et c'est en 1970 qu'a été fondée la Fédération de l'âge d'or du Québec ²⁰⁴. Elle réunissait les conseils régionaux des clubs de l'âge d'or de Québec, de la Mauricie et de Montréal.

La mission initiale des clubs du troisième âge était de contrer l'isolement, l'inactivité ainsi que les sentiments d'inutilité et d'insécurité ²⁰⁵. Ces clubs ont été formés dans une perspective de soutien social et de revalorisation des personnes âgées. D'ailleurs, ce sont

¹⁹⁸ En 1951, le taux d'activité des hommes québécois était de 81.4 % chez les 60-64 ans et de 38.6 % chez les 65 et plus. Pour les femmes, les taux correspondants étaient respectivement de 12.4 % et de 5.1 %. En 1961, 28.4 % des hommes et 6.7 % des femmes de 65 ans et plus travaillaient encore. Cf. Conseil des aînés du Québec, 1997, p. 68.

¹⁹⁹ Roy, 1983.

²⁰⁰ Dorais, 1966; Rioux, 1953; Santerre, 1989.

²⁰¹ AQRP : l'Association québécoise des retraités-es des secteurs public et parapublic fut fondée en 1970. Cf. David et Champagne, 1989, p. 76 et www.aqrp.qc.ca. Nous n'avons pas fait l'historique de cette association dans la présente étude, mais nous l'avons présentée dans des publications antérieures en même temps que d'autres groupes d'aînés. Cf. Delisle, 2002 et 2003.

²⁰² Deffontaines, 1971; Dorais, 1966; Rioux, 1953.

²⁰³ Cette période correspond au second temps de la dialectique des sphères évoquée à la section 1.4.1, c'est-à-dire au moment où la sphère des aînés s'est dissociée de celle des adultes plus jeunes.

²⁰⁴ Voir l'annexe 6 pour les références qui ne sont pas mentionnées dans cette section.

²⁰⁵ David et Champagne, 1989, p. 58.

des organismes philanthropiques (Conseils des œuvres) et publics (paroisses et municipalités) qui ont soutenu les groupes d'aînés à leurs débuts. Malgré tout, cette aide fut insuffisante, et les premiers dirigeants de la FADOQ ont été obligés de s'engager financièrement pour assurer la viabilité de la fédération naissante (voir l'annexe 6).

À noter qu'à l'origine, l'âge n'était pas un critère d'admission dans les clubs d'aînés. « On parlait de personnes âgées, [de] retraités et d'aînés » ²⁰⁶. C'est au printemps 1971 que ce facteur est devenu une condition d'adhésion ²⁰⁷. Le membre devait avoir 55 ans. En 1992, cet âge a été ramené à 50 ans. Depuis lors, il n'y a pas eu de changement sous ce rapport.

Après des débuts difficiles, la FADOQ s'est développée de façon continue jusqu'en 1989, année où trois fédérations régionales se sont désaffiliées ²⁰⁸. La FADOQ n'a jamais regroupé tous les clubs de l'âge d'or. De plus, l'affiliation au mouvement provincial et aux conseils régionaux a fait l'objet de débats récurrents au sein des clubs locaux ²⁰⁹.

La mission et les orientations de la FADOQ ont constamment évolué. Si les loisirs, l'entraide et les avantages financiers sont demeurés les principaux facteurs qui incitent les aînés à adhérer à la Fédération, ses dirigeants ont toujours été préoccupés par l'amélioration des conditions de vie des aînés, donc par la dimension politico-économique de leur action. Cette dimension prend de plus en plus d'importance au moment où nous écrivons ces lignes ²¹⁰. Par conséquent, il s'agit de formes de « continuité dans le changement et de changement dans la continuité », pour reprendre des expressions de F. Dumont ²¹¹.

²⁰⁶ Renseignement fourni, à notre demande, par madame Karine Genest de la FADOQ dans un courriel personnel daté du 11 décembre 2008.

²⁰⁷ Document de référence intitulé : *Historique de la Fédération, Congrès 1975, 5^e anniversaire de fondation*. Renseignement fourni, à notre demande, par Madame Karine Genest de la FADOQ dans un courriel personnel daté du 11 décembre 2008.

²⁰⁸ Plusieurs clubs de l'âge d'or qui se trouvaient dans les régions concernées sont revenus à la FADOQ au cours des années subséquentes.

²⁰⁹ Fraser, 1980; Thomas, 1998.

²¹⁰ Boyer, 2008.

²¹¹ Cf. Dumont (1968) ou une autre de ses œuvres.

La FADOQ Estrie

Avant 1970, quelques clubs de l'âge d'or existaient en Estrie, mais ils n'appartenaient à aucune fédération (voir l'annexe 6 pour les références). Plusieurs tentatives ont été faites pour créer un conseil régional de la FADOQ. Elles ont abouti seulement en 1973 parce qu'il y avait des dissensions entre les acteurs du milieu (*ibid.*). Les instances provinciales ont soutenu la fondation du groupe régional.

La FADOQ Estrie s'est développée lentement durant les années 1970 pour diverses raisons : elle était peu connue par les aînés; elle manquait de ressources humaines, matérielles et financières, et les CLSC ne l'aidaient pas beaucoup. À cela s'ajoutent les orientations des premiers dirigeants locaux. Bien que leurs actions furent analogues à celles de leurs homologues provinciaux, les administrateurs de la FADOQ Estrie avaient une plus grande sensibilité à la situation des femmes âgées seules de milieu rural. De sorte qu'au début, la participation des hommes aux activités de la FADOQ régionale était faible. Mais la situation a changé par la suite. Quant à la clientèle rurale, elle se reconnaissait dans les valeurs de convivialité de la FADOQ. Cet organisme a tenté d'intégrer les aînés anglophones sans y parvenir.

Le travail des continuateurs a été moins difficile que celui des fondateurs. Les continuateurs ont bénéficié de ressources matérielles et financières plus importantes, et le membership a augmenté. Cette situation a permis l'embauche de personnel et l'accroissement des services aux membres, ce qui a favorisé leur recrutement. Les nouveaux dirigeants ont diversifié les activités de l'organisme, et ils ont orienté leurs interventions vers l'amélioration des conditions de vie des aînés.

Les continuateurs ont adopté une approche inédite fondée sur la prise en charge collective et individuelle des aînés par des loisirs physiques, culturels et sociaux. Cette approche a été développée par la FADOQ provinciale et constitue un des traits dominants de ce qu'on pourrait appeler une « sous-culture FADOQ » que partagent les cadres du Mouvement et ceux qui participent régulièrement à ses activités. Toutefois, les adhérents peu impliqués souscrivent moins fortement à ces valeurs²¹². La dimension revendicative a toujours été présente, mais elle a pris davantage de place au fil des ans, sous l'influence des événements et d'autres groupes d'aînés.

212 FADOQ, 1996.

En résumé, le processus historique qui caractérise la FADOQ Estrie présente les caractéristiques suivantes :

- 1) La FADOQ Estrie a su s'adapter aux exigences de chaque époque et éviter les crises majeures.
- 2) Elle a maintenu et augmenté son membership.
- 3) Elle a organisé des activités originales qui ont été reprises dans plusieurs régions.
- 4) Au cours des dernières années, elle a joué un rôle actif dans la formation de coalitions de groupes gens âgés aux niveaux régional et provincial.
- 5) Son principal défi est d'intégrer en son sein les nouvelles générations d'aînés.

[\[Voir l'annexe 6\]](#)

3.5 L'émergence de l'Association québécoise pour la défense des droits des retraité-es et préretraité-es (AQDR) et son implantation dans les Cantons de l'Est

Le niveau provincial

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

À la fin des années 1970, au Québec, il n'existait pas encore de groupe d'aînés voué à la défense des droits de l'ensemble de ces personnes. La FADOQ se structurait et les revendications de l'AREQ visaient surtout ses membres. De son côté, l'Association québécoise de gérontologie, à son congrès de fondation de 1978, avait décidé de promouvoir la recherche et l'intervention dans ce domaine ²¹³. Il y avait donc un vide à combler du côté des aînés, d'autant plus que d'autres groupes sociaux s'organisaient pour défendre leur propre cause. C'était le cas des femmes, des personnes handicapées et des assistés sociaux, entre autres.

À cette époque, les conditions de vie des personnes âgées n'étaient guère reluisantes, comme l'ont montré les études réalisées sur le sujet ²¹⁴. Le *Manifeste [sur] la condition économique des retraités* (1977) révélait que les deux tiers des Québécois de 65 ans et plus avaient recours au supplément de revenu garanti parce que la pension de sécurité de la vieillesse était leur seul autre revenu. Les personnes âgées avaient aussi des problèmes de logement et d'hébergement. Il manquait de place dans les HLM destinés à ces personnes, de sorte que nombre d'entre elles demeuraient dans des logis inadéquats et trop coûteux en regard de leurs moyens financiers ²¹⁵. Les gens âgés avaient aussi des problèmes de santé et de transport, entre autres ²¹⁶.

Comme le montre l'annexe 7, l'Association québécoise pour la défense des droits des retraités et des préretraités (AQDR) s'est formée à la suite de cours de préparation à la

²¹³ L'Association québécoise de gérontologie a choisi cette orientation aux termes d'après débats opposant ceux qui la voyaient comme un organisme voué à la défense des aînés et ceux qui tenaient à ce qu'elle devienne un regroupement d'intervenants en gérontologie.

²¹⁴ Dulude, 1980 et 1981; *Manifeste : la condition économique des retraités*, 1977.

²¹⁵ AQDR, 1979.

²¹⁶ Québec (Prov.), 1980.

retraite donnés au cégep de Rosemont, à Montréal, en 1975 ²¹⁷. Ceux qui suivaient ces cours ont décidé de constituer divers comités, dont celui des 3R (Réagir, Revivre, Réussir) ²¹⁸. Ces retraités ont reçu le soutien d'animateurs de la faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal ²¹⁹. En 1976, ces gens ont entrepris la rédaction du *Manifeste [sur] la situation économique des retraités* qui a mobilisé plusieurs groupes qui s'intéressaient aux aînés à travers le Québec. Ces groupes se sont réunis à Montréal au printemps de 1980 pour fonder l'AQDR.

Les objectifs de cette association sont essentiellement politiques : elle rassemble les aînés qui veulent améliorer leurs conditions de vie. Les actions de l'AQDR furent nombreuses durant les années 1980 : manifestes; exposition d'affiches; lutte pour la gratuité dans les autobus et contre la désindexation des pensions de vieillesse; poursuites judiciaires contre des compagnies d'assurance; revendications relatives à l'assurance chômage. L'AQDR se préoccupe du sort des femmes âgées. Elle est indépendante de tout parti politique tout en demeurant près des organismes communautaires.

L'AQDR s'est d'abord implantée dans les milieux urbains défavorisés. Elle a connu des débuts moins ardues que la FADOQ et l'AREQ grâce au soutien du réseau des CLSC et à l'appui des groupes populaires. Cependant, au cours des premières années de son existence, l'AQDR a eu de la difficulté à obtenir des subsides des organismes publics à cause de son rôle revendicateur. De plus, certaines de ses sections ont été confrontées aux mêmes problèmes organisationnels que les autres groupes d'aînés, soit le manque de ressources humaines, matérielles et financières. Elle a surmonté ces obstacles grâce à la forte implication de ses dirigeants qui croyaient au bien-fondé de leur action. Signalons également que l'absence de conflits majeurs au sein de l'AQDR, au moins jusqu'à ce jour (septembre 2009), lui a permis de se développer de façon continue. En ce qui a trait au financement, au début des années 2000, l'AQDR s'est associée à une compagnie d'assurance qui offre des tarifs préférentiels à ses membres, et qui remet des ristournes à l'organisme ²²⁰. Selon un informateur clé, ce facteur a cependant des « effets pervers », car des gens adhèrent à l'association pour les avantages que cela leur procure sans s'engager dans ses structures. Mais ce phénomène n'est pas propre à l'AQDR.

²¹⁷ David et Champagne, 1989; Desjardins et Lalande, 1983; Viau, 1980.

²¹⁸ *La Presse*, 22/10/89, p. E-1.

²¹⁹ *La Presse*, 4/6/88, p. D-3.

²²⁰ Le partenariat avec des compagnies d'assurance caractérise les trois groupes d'aînés que nous avons étudiés.

L'AQDR, secteur Memphrémagog

Une des principales caractéristiques de l'AQDR est sa décentralisation. Elle est constituée de sections locales (une quarantaine sur le territoire québécois) formées d'au moins 10 personnes qui peuvent se regrouper au niveau régional (Dionne et Senécal, 2004). Trois sections sont nécessaires pour créer une instance régionale (*ibid.*). À notre connaissance, en Estrie, il existe trois sections de l'AQDR : celles de Granby, de Sherbrooke et du secteur Memphrémagog (la ville de Magog et ses environs). Une des particularités de la section Memphrémagog est qu'elle est la seule à réunir des anglophones et des francophones. D'où notre intérêt pour cet organisme ²²¹.

L'implantation l'AQDR en Estrie a fait suite à une série d'événements (voir l'annexe 7 pour les sources de renseignements). En 1986, fut fondé le CLSC Alfred-Desrochers à Magog. Deux ans plus tard, le CLSC engagea un organisateur communautaire. La même année (1988), J. Roy du Centre de recherche sur les services communautaires de l'Université Laval réalisa une recherche sur « *la situation des personnes âgées vivant à domicile dans la M.R.C. de Memphrémagog et leur désir d'hébergement institutionnel* » (Roy, 1988 et 1989). Cette étude mobilisa le milieu du fait que, conformément à la méthode employée par le chercheur, les aînés eux-mêmes ont effectué les entrevues ²²².

À la suite de l'étude de l'Université Laval, un colloque a réuni 225 personnes. « Une des recommandations [de ce colloque] était de mettre sur pied une section locale de l'AQDR » ²²³. Environ 10 personnes, incluant quelques anglophones, ont formé le premier noyau de cette section locale de l'AQDR ²²⁴. L'assemblée de fondation a eu lieu en janvier 1990 et 60 individus y ont pris part (*ibid.*).

La section Memphrémagog adopta la mission de l'AQDR provinciale et s'engagea dans différents projets locaux ainsi que dans des actions de sensibilisation concernant la maltraitance des aînés. Elle créa plusieurs comités et s'allia à d'autres organismes soucieux du sort des aînés. Malgré tout, l'AQDR Memphrémagog était perçue comme « dérangeante ». Douze années ont été nécessaires pour qu'elle se fasse reconnaître par les

²²¹ Nous avons rencontré des membres de la section de Sherbrooke, mais nous n'avons pas reconstitué son histoire.

²²² J. Roy procéda ainsi dans plusieurs régions. Nous avons fait une synthèse de plusieurs de ses études dans Delisle, 1995 et 1999a.

²²³ Entrevue auprès d'un informateur clé.

²²⁴ Source : *L'AQDR Memphrémagog célèbre ses 15 ans*, document remis par l'organisme, p. 1.

municipalités comme un organisme communautaire voué à l'amélioration des conditions de vie des aînés.

Tout en soutenant les actions menées par les instances provinciales, l'AQDR Memphrémagog a développé un aspect original en étant la seule section bilingue de la province de Québec, puis en offrant, dès 2002, des services personnalisés d'aide aux aînés. Au début, les revenus provenaient surtout de la vente des cartes de membre. Par la suite, l'AQDR a obtenu des subventions pour différents projets.

Sur le plan organisationnel, on ne signale aucune difficulté importante au cours des huit premières années. Mais de 1998 à 2001, le fait qu'il y ait eu cumul de mandat pour la même personne - soit celui de la présidence de la section et de la présidence provinciale - semble avoir posé des problèmes de fonctionnement à la section Memphrémagog. Les choses sont rentrées dans l'ordre avec l'élection d'un nouveau président, en 2003. Puis, la section Memphrémagog a amorcé un virage. Elle est devenue moins revendicative et plus visible. De sorte qu'elle est mieux perçue par les autorités.

Le processus d'émergence de l'AQDR Memphrémagog est probablement typique de celui des autres sections de l'AQDR : soutien d'un organisme comme le CLSC; travail acharné des membres fondateurs qui étaient convaincus de la justesse de leur action; quelques difficultés d'organisation. À cela s'ajoute une caractéristique distinctive : le bilinguisme. Même si le français est la langue dominante, les anglophones y trouvent leur place, et l'anglais est utilisé dans plusieurs activités de l'organisme.

[\[Voir l'annexe 7\]](#)

3.6 Les caractéristiques communes des processus d'émergence des trois groupes d'aînés

3.6.1 Niveau provincial

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Dans l'ensemble du Québec, l'émergence des groupes d'aînés est associée à une combinaison de phénomènes écologiques, démographiques, économiques, politiques et socio-culturels qui se sont manifestés après la Seconde Guerre mondiale. Ces groupes ont comblé un vide sociohistorique : avant la guerre, il n'y avait pas d'association qui représentait politiquement les personnes âgées, qui défendait leurs droits, et qui leur offrait des activités récréatives. Certaines organisations caritatives s'occupaient des aînés les plus démunis, mais elles prenaient en charge leur clientèle et ne favorisaient pas leur autonomie.

Comme le montre l'annexe 8, l'émergence des trois groupes d'aînés étudiés dans cette recherche se caractérise, au niveau provincial, par ²²⁵ :

1) *Les événements marquants et l'action des dirigeants*

La période d'émergence des groupes d'aînés a été marquée par des débuts laborieux qui ont obligé les fondateurs à s'engager de façon intense. Cette période fut suivie d'une phase au cours de laquelle, ces groupes sont devenus autonomes et ont pu s'ouvrir sur le monde. En 2009, leur action consiste en une combinaison d'activités de loisir, d'initiatives communautaires et de revendications sociopolitiques.

²²⁵ Les traits caractéristiques des processus d'émergence des groupes d'aînés sont présentés en fonction des catégories définies dans le chapitre 2, section 2.1.1.

2) La mission, les orientations et les objectifs

Pendant leur période d'émergence, les trois groupes d'aînés ont formulé une première définition de leur mission, de leurs orientations et de leurs objectifs. Par la suite, ils ont remis en question plusieurs fois ces dimensions de leur vie associative.

3) L'organisation et la structuration

Au cours de leur phase d'émergence, les groupes d'aînés ont été confrontés à des problèmes organisationnels analogues, tels que : le manque de ressources humaines, financières et matérielles, ainsi que la participation fluctuante des membres aux activités de l'association et à ses instances.

4) Le membership

Le membership a augmenté lentement pendant la période d'émergence, puis s'est accru rapidement par la suite.

5) Le financement

Un financement précaire durant la phase d'émergence, puis une amélioration de leur situation grâce à l'augmentation de leur membership et à la diversification de leurs sources de revenus.

6) Le soutien reçu et donné

Les trois groupes d'aînés ont reçu du soutien d'organismes gouvernementaux, syndicaux, philanthropiques ou privés pendant leur période d'émergence. Après quoi ils ont aidé leurs membres et parfois, d'autres groupes communautaires.

7) Les autres éléments pertinents

Les associations de retraités ont été fondées par des personnes qui ont pris conscience des conditions de vie déplorables des gens âgés, et qui ont voulu les aider à prendre leur place dans la société (notion *d'empowerment*). Les fondateurs et les continuateurs de ces associations se sont donné corps et âme pour arriver à leurs fins.

3.6.2 Niveau régional

Au niveau régional, l'apparition des trois groupes d'aînés présente les traits suivants :

1) *Les événements marquants et l'action des dirigeants*

Le dynamisme et le dévouement des fondateurs, puis des continuateurs caractérisent leur période d'émergence.

2) *La mission, les orientations et les objectifs*

Les trois regroupements régionaux d'aînés ont été institués par des individus demeurant en Estrie qui ont endossé la mission, les orientations et les objectifs de leur organisme national.

3) *L'organisation et la structuration*

Pendant leur phase d'émergence, ces groupes ont été confrontés à des problèmes organisationnels analogues à ceux des organismes nationaux. Après avoir résolu ces problèmes, les trois mouvements ont créé des sections sous-régionales.

4) *Le membership*

À l'AREQ et à la FADOQ, le membership était surtout féminin durant la période d'émergence. Par la suite, les hommes se sont joints en plus grand nombre à ces groupes. Aussi, il y a eu croissance du membership, principalement au cours de la dernière décennie.

5) *Le financement*

Les fondateurs des trois groupes d'aînés régionaux disposaient de peu de ressources financières pendant la phase d'émergence. Plus tard, leur situation s'est améliorée grâce à l'augmentation du membership, aux subsides et aux partenariats avec le secteur privé.

6) *Le soutien reçu et donné*

Même situation qu'au niveau national, c'est-à-dire : a) soutien reçu de certains organismes au cours de la période d'émergence; b) puis, atteinte de l'autosuffisance; c) ensuite, aide donnée à d'autres organismes.

7) *Les autres éléments pertinents*

L'AREQ et la FADOQ Estrie font face au problème de l'intégration de plusieurs générations d'aînés. Ces organismes doivent offrir des activités intéressantes aux nouveaux retraités tout en demeurant attrayants pour les plus âgés. Aussi, ils ont de la difficulté à recruter des gens pour travailler bénévolement au sein de leurs instances parce que certains individus adhèrent à ces associations uniquement pour les avantages que cela leur procure. L'avenir des groupes d'aînés dépend de la façon dont ils parviendront à surmonter ces difficultés.

[Voir l'annexe 8]

3.7 Les traits distinctifs des processus d'émergence de chacun des groupes d'aînés

3.7.1 Niveau provincial

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

1)-2) Les événements marquants, l'action des dirigeants, la mission, les orientations et les objectifs

Comme l'indique l'annexe 8, à l'origine, les trois groupes d'aînés opéraient dans des créneaux différents. L'AREQ voulait améliorer les conditions de vie de ses membres; la FADOQ s'était donné pour mission de contrer l'isolement, l'inactivité ainsi que les sentiments d'inutilité et d'insécurité chez les personnes âgées, tandis que l'AQDR était axée sur l'intervention sociopolitique. Au fil des ans, l'action des dirigeants de ces organismes est devenue convergente. Maintenant, chacun d'eux travaille dans les mêmes créneaux,

mais à sa manière. Ainsi, l'AREQ est demeurée une association vouée à la promotion des intérêts de ses membres tout en coopérant avec les autres groupes d'aînés. De son côté, la FADOQ accorde davantage d'importance à l'action politique sans négliger le domaine du loisir. Enfin, l'AQDR est restée fidèle à ses objectifs initiaux, mais elle a intégré des activités récréatives dans sa programmation.

3) L'organisation et la structuration

Sur le plan organisationnel, la FADOQ a perdu trois regroupements régionaux en 1988-1989. L'AREQ pourrait être confrontée au même genre de problème avec la désaffiliation de membres de la CSQ en 2006. Seule l'AQDR ne semble pas avoir connu de telles difficultés.

4) Le membership

En ce qui a trait au membership, la croissance fut lente à l'AREQ pendant sa période d'émergence, alors qu'elle fut continue à la FADOQ. Les données concernant le membership provincial de l'AQDR sont inexistantes.

5) Le financement

Pour ce qui est du financement, l'AREQ et l'AQDR ont dû se fier principalement aux cotisations de leurs membres au cours de leur phase d'émergence. Plus tard, les trois groupes ont eu accès à des sources de revenus analogues : en plus des cotisations, ils ont obtenu des subsides d'organismes publics, et reçu des ristournes d'entreprises privées (surtout de compagnies d'assurance). Les trois groupes d'aînés se différencient quant à leurs modes de financement, mais nous n'avons pas approfondi cet aspect de l'organisation des groupes d'aînés dans la présente recherche.

6) Le soutien reçu et donné

Les trois groupes d'aînés ont reçu du soutien de certains organismes, puis leur en ont donné après coup. Toutefois, les sources d'aide diffèrent selon les groupes d'aînés. Ainsi, l'AREQ a reçu du soutien principalement de la part de la CIC-CEQ pendant sa période d'émergence. Depuis 1990, elle en donne à une diversité d'organismes par l'entremise de la Fondation Laure-Gaudreault. De son côté, la FADOQ a reçu de l'aide de la part des paroisses, des municipalités et d'organismes philanthropiques au début de son existence. Maintenant, l'aide qu'elle apporte à la société prend des formes variées. Quant à l'AQDR, elle a reçu du soutien de la faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal,

puis du réseau des CLSC durant les premières années de son existence. Aussi, depuis sa fondation elle coopère avec les groupes communautaires.

7) Les autres éléments pertinents

Plusieurs membres de l'AREQ sont devenus des dirigeants d'autres groupes d'aînés comme la FADOQ et l'AQDR. Le contraire fut moins fréquent parce que l'appartenance à l'AREQ est liée aux assurances collectives. De plus, les trois groupes d'aînés s'adressent à des clientèles différentes. L'AREQ est formée d'une majorité d'ex-enseignant-es, alors que la FADOQ et l'AQDR sont ouverts à l'ensemble de la population aînée. La FADOQ est le mouvement le plus généraliste, ce qui explique en partie le fait qu'il rassemble davantage de personnes. Quant à l'AQDR, à l'origine, elle visait des gens plus politisés, ce qui est encore le cas bien que cet aspect a pris moins d'importance au fil des ans.

3.7.2 Niveau régional

En Estrie, les différences entre les processus d'émergence des trois groupes d'aînés reflètent les processus d'émergence de leur organisme national, mais il y a des particularités. Ainsi :

1-2) Les événements marquants, l'action des dirigeants, la mission, les orientations et les objectifs

Les regroupements régionaux de chacun des organismes sont apparus respectivement en 1971 dans le cas de l'AREQ Estrie, en 1973 pour la FADOQ Estrie, et en 1990 pour ce qui est de l'AQDR Memphrémagog. Il y a donc des différences notables entre les deux premiers organismes et le troisième. L'AREQ et la FADOQ Estrie avaient terminé leur période d'émergence quand l'AQDR Memphrémagog l'a commencée. Par conséquent, cette association s'organisait pendant que les deux autres groupes consolidaient leurs acquis.

L'évolution des groupes locaux d'aînés fut parallèle à celle de leur organisme national. Chacun des groupes régionaux s'est donné sa propre orientation tout en respectant les objectifs de leurs instances provinciales. L'AREQ Estrie a diversifié ses activités; la FADOQ Estrie a accru son intérêt pour les aspects culturels, communautaires et sociopoliti-

ques, tandis que l'AQDR Memphrémagog favorisait le rapprochement des communautés linguistiques, et développait l'accompagnement personnalisé.

3) L'organisation et la structuration

Des différences sont également observables au niveau organisationnel. L'AREQ Estrie a dû composer avec le mode de fonctionnement de l'AREQ provinciale. La FADOQ Estrie a eu de la difficulté à se faire connaître par la population âgée, et à obtenir du soutien des CLSC. Quant à l'AQDR Memphrémagog, le cumul des mandats de la présidence sectorielle et nationale entre 1998 et 2001 a ralenti ses activités. Ces problèmes ont été résolus par la suite.

4) Le membership

Le membership a augmenté dans les trois groupes régionaux d'aînés, mais de façon différentielle, et pour des raisons propres à chacune des associations. Dans le cas de l'AREQ Estrie, l'accroissement s'explique par l'accès à des assurances, la cotisation à la source liée à la rente de retraite, et par les retraites anticipées dans le secteur public. Pour ce qui est de la FADOQ Estrie, l'augmentation est due notamment au succès des campagnes de recrutement et à la diminution de l'âge requis pour devenir membre. L'accroissement des effectifs de l'AQDR Memphrémagog fut considérable au début des années 1990, puis a ralenti après coup pour augmenter à nouveau et se stabiliser durant les années 2000.

5) Le financement

L'étude n'a pas permis de trouver, de prime abord, de différences notables entre les groupes régionaux et leurs homologues nationaux quant aux sources de financement. Il faut dire que nous n'avons pas étudié les budgets des différents organismes. Signalons aussi que les groupes régionaux font appel à des donateurs du milieu, et ont droit à des subventions auxquelles n'ont pas accès les associations nationales.

6) Le soutien reçu et donné

L'AREQ Estrie a reçu du soutien de la part du Syndicat des enseignants de cette région pendant ses périodes d'émergence et d'implantation. Plus tard, elle en a donné à des organismes de son milieu par l'entremise de la Fondation Laure-Gaudreault. De son côté,

la FADOQ Estrie et ses clubs affiliés ont bénéficié de l'aide de quelques donateurs. Nous en savons peu sur le soutien qu'elle a fourni à des organismes sans but lucratif parce que nous n'avons pas exploré cette dimension de son développement. Par ailleurs, l'AQDR Memphrémagog a bénéficié du soutien d'un CLSC durant sa phase d'émergence, et elle a travaillé en collaboration avec des groupes communautaires.

7) *Les autres éléments pertinents*

Les trois associations d'aînés s'adressent à des clientèles différentes tant aux niveaux national que régional. Leur défi est de diversifier leurs activités afin de recruter de nouveaux membres et de maintenir leurs effectifs sans perdre leurs adhérents les plus âgés.

Conclusion du chapitre 3

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Dans ce chapitre, nous avons examiné les processus d'émergence de trois groupes d'aînés nationaux et leur implantation dans les Cantons de l'Est. Les deux premières sections ont permis de situer ces phénomènes dans leur contexte. Les trois sections suivantes ont traité de chacun des groupes d'aînés que nous avons étudiés. Les deux dernières sections ont porté sur les traits communs et distinctifs des processus d'émergence de ces groupes aux niveaux national et régional.

Ce travail montre que l'émergence des groupes d'aînés est associée à un ensemble de facteurs écologiques, démographiques, économiques, politiques et socioculturels qui se sont manifestés après la Seconde Guerre mondiale. Les personnes âgées ont été constituées en groupe socialement distinct par la modernisation des sociétés ²²⁶. Elles se sont organisées pour éviter la marginalisation et l'exclusion (*ibid.*). Sans être inexorable, ce processus est analogue à celui qui a marqué plusieurs groupes minoritaires ou dominés. L'émergence des associations d'aînés est donc caractéristique de la dynamique sociale d'une époque qui n'est pas encore révolue.

Nous avons identifié plusieurs facteurs qui ont favorisé cette émergence, mais cet exercice est inachevé. D'une part, des analyses quantitatives sont nécessaires pour connaître les variables qui ont joué un rôle statistiquement significatif. D'autre part, il importe

²²⁶ Guillemard, 1996; Lenoir, 1979.

de pondérer les facteurs les uns par rapport aux autres. Nous avons élaboré un modèle à cette fin qui reste à peaufiner. Et puis, l'étude des éléments pertinents ne consiste pas seulement à isoler leur effet sur l'apparition des groupes d'aînés. Elle doit s'inscrire dans la recherche des processus sociohistoriques qui ont marqué l'évolution de ces groupes. Or, ce travail est plus complexe que l'examen statistique des facteurs importants. Pour intéressantes qu'elles soient, nos analyses demeurent élémentaires. Elles constituent un « défrichage » qui appelle un complément de recherche.

Malgré tout, ces analyses ont mis en lumière l'existence de processus comportant des phases analogues dans trois groupes d'aînés, et d'étapes que seuls certains d'entre eux ont franchies. Ainsi, l'étude de l'apparition de ces groupes montre qu'ils ont traversé une phase d'émergence particulièrement difficile à laquelle a succédé une période de consolidation des acquis. Pendant cette période, ils ont remis en question leur mission et leurs objectifs tout en remodelant leurs structures pour intégrer de nouveaux membres. Les groupes concernés ont conservé leurs objectifs initiaux en ajoutant des volets inédits à leur mission. Ils sont devenus moins particularistes et plus universels, autrement dit, plus ouverts au monde. Maintenant, ils sont cosmopolites. S'ils veulent se perpétuer, ils doivent accueillir une plus grande diversité de membres, c'est-à-dire des personnes ayant des intérêts variés. Comment concilier la diversité des intérêts? Là se trouve le défi à relever. Les groupes d'aînés ont amorcé des tentatives pour y parvenir qui les ont entraînés dans une nouvelle phase de leur développement. Le manque de recul temporel nous empêche d'évaluer le travail accompli.

De plus, les processus sociohistoriques que nous avons identifiés ne sont pas unilatéraux. Des retours à des étapes antérieures ont été observés dans certains mouvements, et rien n'exclut que ce genre de phénomènes se produisent à l'avenir. En fait, de tels retours seront probablement nécessaires pour que subsistent les organismes concernés, car les groupes d'aînés ne peuvent être présents dans tous les créneaux. Une spécialisation est sans doute inévitable afin que les membres des différentes associations se reconnaissent, et développent une identité assurant leur cohésion.

En région, ceux qui ont implanté les associations provinciales leur ont donné des caractéristiques compatibles avec les valeurs de leur milieu. Les groupes d'aînés n'étant pas

des organisations monolithiques, ils se sont adaptés à leur environnement et ont pris une couleur locale ²²⁷.

C'est pourquoi les processus d'implantation des groupes régionaux diffèrent quelque peu des processus d'émergence des groupes nationaux. Chaque organisme a suivi sa propre voie. Certes, il y a des ressemblances entre les processus d'implantation des associations estriennes, mais des différences subsistent et nous les avons mentionnées.

Telles sont les principales conclusions qui se dégagent de ce chapitre. Le temps est maintenant venu d'aborder d'autres sujets, soit : la contribution sociale des aînés à la vie et l'insertion du *participationnisme* dans leur existence.

²²⁷ Il est bon de rappeler que nous avons étudié des associations « survivantes ». D'autres groupes d'aînés ont existé dans le passé et sont disparus (Delisle, 1999b). Reste à savoir pourquoi.

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

Chapitre 4

La contribution sociale des aînés et l'insertion de la participation sociale dans leur existence

INTRODUCTION

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Dans ce chapitre, nous faisons la synthèse des renseignements recueillis au cours du second volet de la recherche. Rappelons que ce volet se divise en deux parties. La première a trait à la contribution sociale des aînés, et la seconde porte sur l'insertion de leur engagement communautaire dans leur existence. Chacune de ces parties a fait l'objet d'une revue de littérature, puis des questions ont été posées, sur les sujets traités, aux répondants de l'étude.

Les sections 4.1, 4.2 et 4.3 de ce chapitre sont théoriques. À la section initiale, nous présentons une recension d'écrits sur la contribution sociale des aînés. Par la suite (section 4.2), nous exposons le cadre d'analyse de ce phénomène. Dans la section 4.3, nous élaborons le cadre d'analyse de l'insertion de la participation sociale dans la vie des personnes concernées en y intégrant des éléments provenant de la documentation consultée. Les trois premières sections ont permis de rédiger le schéma d'entrevue du second volet

de cette recherche (annexe 9.1). Ce canevas a orienté les entretiens que nous avons eus avec des aînés membres de conseils d'administration d'organismes communautaires. Dans la section 4.4, nous rendons compte des réponses fournies par les sujets de l'étude. Après quoi nous concluons.

4.1 La littérature scientifique sur la contribution sociale des aînés

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Pour construire le cadre d'analyse de la contribution sociale des aînés, nous nous sommes référé à différentes approches théoriques. Certaines d'entre elles ont été résumées dans le premier chapitre. Nous les évoquons dans la sous-section 4.1.1. La perspective du développement social a également son importance. Nous en parlons dans la sous-section 4.1.2. Puis, vient la sous-section 4.1.3 qui fait la synthèse des renseignements colligés sur la contribution des aînés au développement social.

4.1.1 Rappel des théories évoquées au premier chapitre

Le cadre d'analyse de la contribution sociale des aînés dérive directement de celui de leur engagement dans la collectivité. Donc, les mêmes approches théoriques sont applicables. Les théories se rapportant à la sociologie des mouvements sociaux, à celles des choix rationnels et à celles du don expliquent, partir de leurs principes, l'émergence des groupes d'aînés ainsi que l'engagement social des personnes concernées. Leur engagement social peut aussi être analysé à travers le cadre théorique du vieillissement réussi. Toutefois, cette approche est davantage centrée sur l'individu que celle du vieillissement productif.

Par ailleurs, l'approche politico-économique s'intéresse à la façon dont la situation financière des gens et les politiques sociales d'un État influent sur la manière dont les individus vieillissent dans les pays capitalistes. Des facteurs politico-économiques favorisent une « retraite retrait » (Guillemard, 1972 et 1981), alors que d'autres éléments incitent les aînés à s'engager dans leur collectivité.

Quant à la perspective de *l'empowerment*, elle présume qu'à travers leur engagement social, les aînés peuvent contribuer substantiellement à l'édification de la société civile sur les plans économique, politique et culturel.

La participation sociale récurrente peut également être considérée comme une *adoption*, c'est-à-dire une activité exercée avec *ferveur* en référence à une communauté d'intérêt. Par conséquent, ce genre d'occupation est une composante de l'identité sociale des individus.

Ces approches théoriques sont pertinentes, mais pour comprendre la contribution sociale des aînés, il faut aussi envisager la problématique du développement social.

4.1.2 La perspective du développement social

Le développement social n'est pas une théorie, mais plutôt un champ d'étude, de recherche et d'intervention qui est abordé par les tenants de différentes perspectives théoriques. Certains de ces cadres théoriques sont libéraux, c'est-à-dire favorables à l'entreprise privée et aux initiatives individuelles, alors que d'autres sont plus radicaux, préconisant une présence importante de l'État. Entre ces deux positions, qui font l'objet d'âpres débats, une approche table sur l'action des groupes communautaires ²²⁸. La plupart des auteurs qui ont écrit sur le développement social se réfèrent à ce courant de pensée ²²⁹.

Le concept de développement social est très utilisé au Québec, et dans une moindre mesure au Canada anglais, bien qu'il existe un Conseil canadien de développement social ²³⁰. En d'autres pays, on parle plutôt de *tiers secteur*, de *développement humain* et de *Nonprofit and Voluntary Sector* pour désigner les domaines couverts par le développement social ²³¹. Dans cette section, nous présentons une analyse critique des principales définitions du développement social dans le but de mettre en évidence les principes auxquels ce concept ressortit.

²²⁸ Jetté, 2008.

²²⁹ Conseil de la santé et du bien-être du Québec, 1997a et b, 1998a et b; Matte et Jones, 1997; Morel, 2000 et 2006; Tremblay, Tremblay et Tremblay (dirs.), 2006.

²³⁰ Adresse Internet du Conseil canadien de développement social : www.ccsd.ca.

²³¹ Tremblay, S., 2006; Vaillancourt, 2006.

Les trois définitions les plus souvent rapportées par les auteurs québécois sont celles de la commission Castonguay-Nepveu, celle de l'Organisation des Nations unies (ONU), et celle du Conseil de la santé et du bien-être du Québec ²³². La première définition a été formulée en 1971. Les rédacteurs d'un des rapports de la commission Castonguay-Nepveu ont écrit : « On peut définir le développement social comme la mise en œuvre par la société de l'ensemble des moyens propres à faire accéder chacun des membres au maximum d'épanouissement dont il est capable » ²³³. Dans un autre rapport de la même commission, on dit que le développement social renvoie à « l'atteinte d'objectifs intermédiaires en termes de droits au travail, au repos et aux loisirs, à la santé, à l'éducation aux services sociaux, au logement et à la sécurité du revenu » ²³⁴. On trouve également la définition suivante dans un document préparé pour l'ONU en vue du Sommet de Copenhague de 1994 ²³⁵ :

« Le développement social est une démarche visant à améliorer la capacité des gens à vivre en toute sécurité et à leur permettre de participer pleinement à la société. Le développement social est indissociable de son contexte culturel, écologique, politique et spirituel et ne peut être envisagé dans une perspective uniquement sectorielle [...] ».

En 1997, lors de la préparation du Forum sur le développement social, le Conseil de la santé et du bien-être du Québec a proposé une « longue et tortueuse » définition ²³⁶ que nous reproduisons parce qu'elle a été largement diffusée ²³⁷ :

« Le développement social fait référence à la mise en place et au renforcement, au sein des communautés, dans les régions et à l'échelle de la collectivité, des conditions requises pour permettre, d'une part, à chaque individu de développer pleinement ses potentiels, de pouvoir participer activement à la vie sociale et de pouvoir tirer sa juste part de l'enrichissement collectif, et, d'autre part, à la collectivité de progresser, socialement, culturellement et économiquement, dans un

²³² Cet organisme a été aboli.

²³³ Cité dans : Conseil de la santé et du Bien-être du Québec, 1997a, p. 3.

²³⁴ Cité par Tremblay, S., 2006, p. 38.

²³⁵ Cité par Conseil de la santé et du bien-être du Québec, 1997a, p. 3 et par Tremblay, S., 2006, S., p. 38.

²³⁶ Pour reprendre les mots de Vaillancourt (2006, p. 13).

²³⁷ Sources : Conseil de la santé et du Bien-être du Québec, 1997b, p. 6; Vaillancourt (2006, p. 13). Cette définition a été reprise par le ministère de la Santé et des Services sociaux. Cf. Québec (Prov.), 2008, p. 61.

contexte où le développement économique s'oriente vers un développement durable, soucieux de justice sociale. Dans cette optique, le développement social, tout comme le développement économique et le développement culturel, sont des dimensions interdépendantes et complémentaires d'un projet de société ».

Selon Vaillancourt (2006, p. 14), les forums régionaux et le Forum national sur le développement social « ont permis de préciser les ingrédients pouvant entrer dans la composition d'un nouveau modèle de développement plus démocratique et solidaire ». Ces ingrédients sont : le développement local, la participation sociale, l'intersectorialité et le rôle de l'État. D'où la valorisation des groupes communautaires, l'idée de donner du pouvoir aux collectivités qu'ils desservent (le concept *d'empowerment*), et l'économie sociale.

La réflexion sur le développement social ne s'est pas arrêtée en 1998. Ce concept demeure toujours une « notion évocatrice qui appelle les significations que peuvent lui donner ceux qui s'y réfèrent (...). Elle a cette capacité de mobiliser l'univers du sens et celui de l'action », écrit L. Robert (2006, p. 57). Cette approche ouvre des perspectives de recherche et d'intervention parce qu'elle exprime la volonté de larges segments de la population de voir la société progresser pour le bien-être de ses membres sans dépendre ni de l'entreprise privée ni de l'État.

Cela dit, qu'est-ce qui constitue une contribution au développement social ? En posant cette question, nous rejoignons les préoccupations relatives au vieillissement productif. Nous tenterons d'y répondre par un ensemble de propositions et de prises de position.

En prémisses, il importe de souligner que les concepts de vieillissement productif et de développement social sont politiquement marqués, pour ne pas dire idéologiquement teintés, car les termes qu'on utilise pour forger ces concepts sont sujets à interprétation. De sorte que leur signification est plus large que celle de chacun des mots qui les composent ²³⁸.

Le terme vieillissement est plus objectif du fait qu'on dispose de marqueurs biologiques pour identifier ce phénomène ²³⁹. Il en va autrement de ses aspects psychologiques et sociaux. Le problème qui se pose en gérontologie sociale est celui de la transformation du vieillissement. Les âges de la vie se modifient dans le sens d'une prolongation de la période qui suit la fin du travail rémunéré et celle de l'éducation des enfants, période

²³⁸ Comme l'affirme S. Tremblay (2006, p. 38) en se référant au concept de développement social.

²³⁹ Bengtson et Schaie, Eds., 1999; Birren et Bengtson, Eds., 1988.

qu'on associait jadis à la vieillesse ²⁴⁰. Cela oblige les individus à s'adapter pour répondre à de nouvelles demandes sociales ²⁴¹. De là émergent des normes inédites comme celle de demeurer actif et productif le plus longtemps possible.

Des problèmes heuristiques analogues se posent en regard du concept de développement social. D'une part, la notion même de développement est peu discutée dans la documentation consultée. P. Ansart (1999, p. 143 et 144) définit la sociologie du développement comme les « Études comparatives de toutes les formes d'expansion économique, politique et culturelle, dans leurs dimensions et conséquences sociales ». Plus loin (*ibid.*, p. 424), il souligne que la notion de développement est souvent assimilée à celle de progrès, terme qu'il définit comme étant une « Transformation, évolution, estimée, objectivement et subjectivement positive ». Il ajoute que les concepts d'évolution, de progrès et de développement comportent deux ambiguïtés. Primo, il y a la définition du phénomène : « Que signifie, écrit-il, pour un ensemble social, que d'être en progrès par rapport à son passé? » (*ibid.*). Cette question renvoie à la difficulté de mesurer le développement humain à partir d'indicateurs objectifs ²⁴². Secundo, il y a ce que les auteurs québécois appellent *l'intersectorialité* et que P. Ansart (*ibid.*) exprime ainsi : « De plus, rien n'assure qu'un progrès dans un secteur social entraîne des effets favorables pour tous les autres ». Autrement dit, les différents types de développements peuvent, à la limite, s'opposer les uns autres, en particulier les développements économique et social, thème qui traverse de part en part la documentation publiée sur ces sujets.

Cependant, on convient que les idées de développement et de progrès renvoient aux notions d'ajout, d'addition, de production d'éléments nouveaux, d'amélioration de ce qui existe déjà, de solution à des problèmes, ou d'élimination d'obstacles. Donc, le développement et le progrès sont essentiellement positifs, ce qui n'est pas le cas de toutes les actions humaines qui peuvent avoir des effets négligeables ou *pervers* (Boudon, 1977). Pour autant qu'il puisse être mesuré adéquatement, l'impact social des actions humaines se situerait sur un continuum qui irait du plus favorable au plus défavorable en passant par des dimensions où cet impact serait minime. Dès lors, il y a développement lorsque

²⁴⁰ Autrefois, la majorité des gens mouraient relativement jeunes, et peu d'individus devenaient des vieillards. Il n'y avait pas beaucoup de personnes âgées, et la période pendant laquelle on les qualifiait de « vieilles » était de courte durée. Le terme vieillard avait un sens qui est maintenant réservé aux gens les plus âgés. Cf. Bourdelais, 1993; Gutton, 1988; Minois, 1987.

²⁴¹ Voir les ouvrages sur les théories du vieillissement mentionnés précédemment. Voir aussi, en français : Caradec, 2001 et 2004; Vézina, Cappeliez et Landreville, 1994 et 2007.

²⁴² Tremblay, S., 2006, p. 39.

les activités correspondantes ont des effets positifs dans un sphérocontexte donné, et ce, en regard d'une échelle de valeurs consensuelle.

L'ajout du terme *social* à celui de *développement* a pour effet sémantique de préciser le genre de développement qui est évoqué. Car les actions associées au développement doivent avoir des effets positifs sur l'ensemble des collectivités visées pour être qualifiées de *sociales*. En conséquence, c'est la *globalité* du développement humain qui est en cause et non le progrès dans un seul champ d'activité comme l'économique. Toutefois, cette vision des choses est idéaliste, parce qu'une action humaine peut faire progresser un groupe particulier en nuisant au développement d'une collectivité. Il en va ainsi des entreprises qui exploitent les richesses naturelles d'un pays en assujettissant les travailleurs qui y résident. Le cas échéant, ce qui constitue du développement social pour les uns devient du sous-développement pour les autres. Les tenants du développement social tentent de résoudre de telles contradictions en préconisant le commerce équitable, par exemple. Mais peut-on parvenir à une réelle équité dans une économie mondialisée et compétitive? La question mérite d'être posée à défaut d'en débattre en profondeur dans le cadre de cette étude ²⁴³. Quoi qu'il en soit, les auteurs consultés s'entendent pour dire que le développement social présente les caractéristiques suivantes ²⁴⁴ :

- Il est communautaire et coopératif plutôt que corporatiste.
- Il favorise la concertation et le partenariat plutôt que l'autarcie.
- Il est fondé sur la démocratie participative et s'oppose par le fait même à l'autocratie et au pouvoir des minorités occultes.
- Il est global et intersectoriel au lieu de se confiner à un domaine.
- Il est coproduit et coconstruit par les acteurs impliqués plutôt que le résultat de l'initiative d'un seul d'entre eux.

²⁴³ Cette question renvoie au développement des pays qu'on associait autrefois au « tiers monde » par rapport aux pays dits « riches ». En ce début du XXI^e siècle, on assiste à la délocalisation des entreprises qui entraîne l'industrialisation des anciens pays du tiers monde et l'appauvrissement de certaines régions jusque-là considérées comme économiquement avancées. On peut alors se demander si, dans une économie mondialisée, un projet de développement peut être profitable à tous, comme le voudraient ceux qui font la promotion d'un développement social global.

²⁴⁴ Cette énumération n'est pas exhaustive. Elle reprend des éléments qui sont mentionnés dans la documentation mentionnée précédemment.

- Il a pour objectifs l'épanouissement, le bien-être, le mieux-être et le « plus-être » d'un grand nombre d'individus, pas seulement de quelques-uns.
- Il se préoccupe des démunis et de ceux qui ont peu de pouvoir dans la société.
- Il vise *l'empowerment* des collectivités.
- Il est local et territorial plutôt qu'orienté vers la conquête d'un vaste marché.
- Il est politique, culturel et socioaffectif avant d'être économique. Autrement dit, le social prime sur l'économique qui constitue toutefois une dimension importante du développement social.
- Les acteurs de ce type de développement conservent une distance critique par rapport à l'État tout en coopérant avec lui.
- Ce genre de développement répond à des demandes sociales au lieu de créer des besoins.

Il est possible d'associer certains aspects du vieillissement productif au développement social. Ainsi, une activité pratiquée par un aîné est socialement productive lorsqu'elle contribue à l'essor d'une collectivité. Cela retire du champ d'investigation de cette étude les activités qui sont lucratives pour un seul individu ou pour les actionnaires d'une compagnie, parce qu'elles ont peu d'impact sur la communauté, toutes choses étant égales par ailleurs. Cependant, des entreprises travaillent autant à la production de richesses qu'au le bien-être de leur milieu. Dès lors, elles font du développement social. Il en va de même des occupations comme l'aide donnée à des proches ou aux démunis qui améliorent la condition de leurs bénéficiaires, et par le fait même, celle de la société ²⁴⁵.

Ces considérations laissent en suspens des problèmes importants pour notre étude. Premièrement, il y a la question du statut des activités de consommation par rapport à celles de production. Les activités de consommation peuvent-elles être productives? Logiquement, la consommation s'oppose à la production, mais dans la réalité, ces concepts sont inséparables, car la consommation actualise la valeur de la production. Un bien qui n'est pas consommé ou un service qui n'est pas utilisé ne produit aucune valeur. Cependant, la consommation a sa propre temporalité (le court, le moyen ou le long terme) et

²⁴⁵ L'aide donnée aux proches est considérée comme du développement social par plusieurs auteurs, dont Matte et Jones, 1997.

prend différentes formes. Ainsi, toute production qui n'est pas détruite est susceptible d'être consommée. Aussi, un produit peut être utilisé de plusieurs manières. On peut s'en servir pour travailler ou le contempler, tel un objet d'art. De même, la consommation peut être active ou passive. Elle est active quand elle implique un investissement de la part du consommateur. C'est le cas de la lecture d'un livre ou de la fréquentation d'un musée, par exemple. Par conséquent, des activités de consommation sont productives, mais certaines d'entre elles sont improductives et contreproductives. Nous pensons, par exemple, à celle des drogues nocives et aux jeux de hasard impliquant des sommes d'argent. De telles occupations ne constituent pas du développement social.

Autre question : celle de la rémunération des activités de développement social. Certaines de ces activités sont rétribuées, la plupart du temps de façon modeste, du moins dans les groupes communautaires ²⁴⁶. En d'autres circonstances, on rembourse les frais inhérents à la participation à de telles activités. Et puis, il y a le bénévolat dont les coûts sont assumés par les participants, ce qui est susceptible de limiter l'engagement des personnes concernées ²⁴⁷. Une occupation peut être rémunérée en demeurant du développement social (Vaillancourt, 2006). Aussi, le développement social favorise l'émergence d'entreprises lucratives (*ibid.*). Dès lors, certaines compagnies sont attirées par le développement social uniquement parce que c'est rentable. Le cas échéant, on ne retrouve pas dans ces organisations les caractéristiques du développement social énumérées précédemment, sauf en ce qui a trait aux entreprises d'économie sociale ²⁴⁸. C'est pourquoi les activités des aînés engagées dans le secteur privé ne sont pas prises en considération dans le cadre de cette étude.

Les coûts et bénéfices de l'engagement social ne sont pas que financiers; ils sont également symboliques et socioaffectifs ²⁴⁹. La personne qui se donne corps et âme à un organisme de développement social peut obtenir du prestige, de la reconnaissance, l'admiration de ses proches, la gratitude des gens qu'elle aide ou encore, voir s'élargir son réseau de relations. Mais récolter de telles gratifications ne va de soi. Car le marché de l'estime de soi est concurrentiel, et ceux qui investissent dans ce marché sont susceptibles de subir des pertes. Certains individus se font des ennemis, sont rejetés ou méprisés; d'autres s'épuisent dans le dévouement ou sont exploités; d'aucuns y laissent une partie de

²⁴⁶ Thomas, 1998; Tremblay, P.-A., 2006.

²⁴⁷ Des Rivières et Michaud (dirs.), 2005. Voir aussi la seconde section de ce chapitre.

²⁴⁸ Tremblay, Tremblay et Tremblay (dirs.), 2006.

²⁴⁹ Maisonneuve, 2004; Moles, 1990, p. 209; Thomas, 1998;

leurs économies quand ce n'est pas leur santé. Ces aspects négatifs de la participation sociale sont évoqués par quelques auteurs ²⁵⁰. D'où l'importance d'étudier la façon dont l'engagement communautaire s'insère dans l'existence des gens, ce à quoi sont consacrées les sections 4.3 et 4.4 de ce document. Auparavant, il importe de résumer la documentation concernant la contribution des aînés au développement social.

4.1.3 La contribution des aînés au développement social du Québec : un phénomène méconnu ²⁵¹

La contribution des aînés au développement social du Québec est méconnue. Nous croyons que les raisons suivantes expliquent cette lacune : 1) l'ambiguïté des concepts de contribution sociale et d'aîné; 2) la difficulté d'opérationnaliser des notions ambiguës dans des recherches empiriques; 3) le petit nombre d'études effectuées sur le sujet, particulièrement au Québec, et 4) le peu d'intérêt porté à la contribution sociale des aînés issus des minorités.

4.1.3.1 L'ambiguïté des concepts de contribution sociale et d'aîné

Les concepts de contribution sociale et d'aîné comportent leur part d'ambiguïté. La plupart des dictionnaires définissent une contribution comme « une aide que chacun apporte à une œuvre » ²⁵². Une contribution est soit un ajout de quelque chose qui était absent antérieurement, soit l'élimination d'une nuisance. La question qui se pose à ce stade est de savoir si une action sociale constitue toujours une contribution. Cela implique de porter un jugement qui renvoie aux valeurs d'une collectivité. *La notion de contribution sociale n'est donc pas neutre.*

²⁵⁰ Brault, 1987, 1990a et b; Maisonneuve, 2004; Thomas, 1998.

²⁵¹ Pendant que nous rédigeons ce document, nous avons présenté un mémoire à l'occasion de la Consultation publique sur les conditions de vie des aînés (Delisle, 2007), et nous avons organisé le congrès du trentième anniversaire de l'Association québécoise de gérontologie dont le thème fut : *La contribution des aînés au développement économique et social*. Dans cette sous-section, nous avons fait une synthèse de la documentation produite à l'occasion de ces deux événements. On trouvera, un résumé des communications présentées lors de ce congrès dans la revue *Vie et vieillissement*, vol. 6 n^{os} 3 et 4 (2008), qui est publiée par l'Association québécoise de gérontologie.

²⁵² Il s'agit de la définition du *Petit dictionnaire Larousse 2001* qui ressemble à celles proposées par d'autres dictionnaires.

Les études sur la contribution sociale des aînés privilégient les actions productives et accordent moins d'importance aux activités de consommation ou de simple participation ²⁵³. Or, nous avons vu que la consommation de biens et de services actualise leur valeur, et la participation à des activités collectives assure leur succès. Par conséquent, ces occupations sont des contributions sociales importantes.

De plus, la contribution des aînés comporte des dimensions quantitative et qualitative. Sur le plan quantitatif, il y a le nombre de biens et de services produits et consommés ainsi que leur valeur marchande. Quant aux aspects qualitatifs, ils renvoient à la spécificité/varieté des diverses contributions, et aux aptitudes qu'elles exigent de la part des participants. Ces aspects de la problématique seront approfondis dans la section 4.2 de ce chapitre.

Le concept d'aîné est plus ambigu. L'usage de ce concept définit un aîné comme une personne de *tel âge et plus*. Le premier problème qui se pose est de déterminer cet âge minimal. Force est de constater qu'il varie selon les domaines considérés : on parle de 45 ans pour les travailleurs âgés; de 50 ans pour l'adhésion aux clubs de l'âge d'or, de 55 ans dans certaines recherches; de 60 ans pour recevoir la rente de retraite du Régime des rentes du Québec, et de 65 ans pour la pension de la sécurité de la vieillesse du Canada.

Se pose également la question du *et plus*. Le fait de tenir compte de toutes les personnes ayant tel âge *et plus* introduit un biais dans les recherches gérontologiques parce que peu de gens très âgés sont aussi actifs que les jeunes ²⁵⁴. Mais il serait illégitime d'exclure les plus vieux, car nombre d'entre eux font preuve de dynamisme jusqu'à la fin de leurs jours. Aussi, la notion d'aîné est souvent associée au statut de *retraité*. Or, des gens relativement jeunes sont retraités et des personnes plus âgées demeurent sur le marché du travail. Les premiers seraient alors des aînés au sens sociologique du terme, ce qui ne serait pas le cas des seconds même s'ils sont plus âgés. Doit-on restreindre la notion d'aîné à des critères d'âge ou lui attribuer des caractéristiques socioéconomiques? Ni la documentation scientifique ni l'usage courant du terme *aîné* ne permet de répondre de façon catégorique à cette question. La définition du concept d'aîné est donc tributaire de celui qui l'emploie. De là provient son ambiguïté. De notre côté, nous privilégions une définition du concept d'aîné qui renvoie à des critères d'âge tout en sachant que la majorité, mais non la totalité, des aînés sont des retraités.

²⁵³ Morrow-Howell, Hinterlong et Sherraden, Eds., 2001.

²⁵⁴ Pronovost, 1997.

4.1.3.2 La difficulté d'opérationnaliser des concepts ambigus

L'ambiguïté des concepts de contribution sociale et d'aîné rend difficiles leur opérationnalisation et l'estimation des phénomènes considérés. Les études effectuées sur le sujet partent *d'a priori* discutables et fournissent des résultats critiquables. Bref, lorsqu'on étudie la contribution sociale des aînés, on travaille en terrain mouvant, mais il est possible d'obtenir des données révélatrices en demeurant circonspect.

4.1.3.3 Le petit nombre de recherches effectuées sur la contribution sociale des aînés québécois

La question de la contribution sociale des aînés est apparue dans le « paysage » des sciences sociales durant les années 1980 aux États-Unis à l'initiative du *Commonwealth Fund*, un organisme philanthropique qui a financé une étude exhaustive sur le sujet²⁵⁵. De leur côté, les chercheurs canadiens et québécois se sont surtout intéressés au bénévolat des aînés, aux dons qu'ils font à des organismes de charité, et à l'aide qu'ils apportent à leurs proches²⁵⁶. Des études ont également été effectuées sur leur participation au marché du travail, sur la consommation des personnes âgées, sur leurs comportements politiques, de même que sur leurs activités culturelles et de loisir²⁵⁷. À notre connaissance, il n'existe pas, pour le Québec, de bilan global de la contribution sociale des aînés qui soit équivalent à celui des chercheurs financés par le *Commonwealth Fund*. Il y a donc des lacunes à combler dans ce domaine.

4.1.3.4 Le peu d'intérêt porté à la contribution sociale des aînés issus des minorités

Les chercheurs étrangers et québécois n'ont pas accordé beaucoup d'attention à la contribution sociale des aînés en perte d'autonomie et à ceux qui appartiennent aux communautés culturelles. Cette assertion concerne davantage le premier groupe que le second. En effet, plusieurs recherches ont été menées sur les personnes âgées provenant des minorités culturelles - surtout aux États-Unis et au Canada anglais - et l'on y trouve des données sur leur contribution sociale²⁵⁸. Ces études sont peu nombreuses au Qué-

255 Morrow-Howell, Hinterlong et Sherraden, Eds., 2001.

256 Gaudet et Reed, 2004; Hall et coll., 2006; Reed et Selbee, 2000a et b; Renaud, Jutras et Bouchard, 1987; Stone, Rosenthal et Connidis, 1998.

257 Voir entre autres : Conseil des aînés du Québec, 1997 et 2001; Des Rivières et Michaud (dirs.), 2005; Garon, 2005 et 2007; Gauthier (dir.), 1997, 2004 et 2007; Pronovost, 1997, 2000 et 2005; Rochon, 2007; Turcotte et Schellenberg, 2006.

258 Williams et Wilson, 2001.

bec ²⁵⁹. Quant à la contribution des aînés québécois en perte d'autonomie, sauf erreur, elle est pratiquement inconnue.

4.1.3.5 Les renseignements disponibles sur la contribution sociale des aînés

Les renseignements disponibles sur la contribution des aînés au développement social sont éparés ²⁶⁰. Nous les avons regroupés sous cinq rubriques : 1) l'apport économique des aînés; 2) leur contribution à la vie politique; 3) leur participation à la vie communautaire; 4) leur apport à la vie culturelle, et 5) leur contribution à la vie familiale et socioaffective. Dans les sous-sections suivantes, nous présentons d'abord les données concernant les Québécois âgés. Nous avons rapporté les données provenant d'études canadiennes et étrangères lorsque des renseignements équivalents sur les aînés du Québec n'étaient pas disponibles.

4.1.3.5.1 L'apport économique des aînés

Contrairement au stéréotype, les aînés ne sont pas que des « bénéficiaires du système ». Ce sont également, des producteurs, des consommateurs et des contribuables. Certes, en 2005, seulement 9.6 % des Québécois et 3.6 % des Québécoises de 65 ans et plus occupaient un emploi ²⁶¹. Par contre, une étude de M. Rochon (2007, p. 400 à 402), effectuée à partir de données touchant l'ensemble du Québec, révèle :

- « qu'en 2004, l'apport du travail et des avoirs des personnes âgées représente 9 % de la production des biens et services. »
- que « Grâce aux transferts publics dont elles bénéficient, les personnes âgées soutiennent 15 % de la demande de biens et services. »
- qu'une « personne âgée a un apport économique qui équivaut à près de la moitié de celui d'une personne de 20 à 64 ans quant aux biens et services produits

²⁵⁹ Conseil des relations interculturelles du Québec, 1999; Meintel et Peressini, 1993; Santerre et Létourneau (dir.), 1989.

²⁶⁰ Il existe davantage de données sur ce sujet sur les États-Unis et le Canada tout entier. Pour les États-Unis, voir : Morrow-Howell, Hinterlong et Sherraden, Eds., 2001. Pour le Canada (incluant le Québec), cf. Hall et coll., 2006; HSBC, 2007; Reed et Selbee, 2000a et b; Stobert, Dosman et Keating, 2006.

²⁶¹ Conseil des aînés du Québec, 2007, p. 126.

(48.2 %), mais elle a un apport beaucoup plus proche de celui d'une personne de 20 à 64 ans pour ce qui est de la demande de biens et service (84.1 %). »

- qu'au « total, les personnes âgées assument 11.9 % du financement des administrations publiques. »
- que « Depuis le début des années 1980, du point de vue de l'ensemble des recettes de l'État, il y a une hausse soutenue de la participation moyenne des personnes âgées comparativement à celle des personnes d'âge actif. La contribution moyenne d'une personne âgée a en effet atteint respectivement 50 %, 58 % et 61 % de celle d'une personne d'âge actif en 1981, en 1991 et en 2001. »
- « qu'une part de plus en plus importante des revenus de l'État est et sera dépendante du revenu des personnes âgées » avec le vieillissement démographique.

De plus, dans le cadre de leurs activités bénévoles, les aînés donnent quantité de services que la société pourrait difficilement se payer²⁶². Or, cette production n'est pas estimée à sa juste valeur. Des calculs effectués par des économistes montrent qu'elle vaudrait des millions de dollars si elle était vendue sur le marché²⁶³. Évidemment, on peut se demander si ces services seraient quand même offerts advenant que l'État doive les financer au prix courant. Chose certaine, la qualité de la vie d'un grand nombre de personnes diminuerait si les retraités cessaient de faire du bénévolat. Les gouvernements seraient probablement obligés de compenser les lacunes les plus importantes, ce qui entraînerait une augmentation des charges fiscales.

4.1.3.5.2 La contribution des aînés à la vie politique ²⁶⁴

La politique est un vaste domaine qui renvoie à la gouvernance de l'État et de ses composantes, soit les ministères et les organismes des gouvernements fédéral, provincial et municipal dans le contexte canadien ²⁶⁵. La participation et l'action politiques peuvent être sommairement définies comme la façon dont les citoyens s'y prennent pour influen-

²⁶² Hall *et coll.*, 2006.

²⁶³ Gaudet et Reed, 2004; HSBC, 2007; Lian *et coll.*, 2000; Stobert, Dosman et Keating, 2006.

²⁶⁴ Cette sous-section est une version remaniée d'une conférence prononcée en 2008 (Delisle, 2008b). Les graphiques présentés lors de cette conférence ont été remplacés par des tableaux statistiques qui figurent en annexe à ce document.

²⁶⁵ Rey-Debove et Rey (dirs.), 2007.

cer les décisions qui les concernent ²⁶⁶. L'action politique revêt différentes formes, soit ²⁶⁷ :

- Le vote.
- L'adhésion à un organisme politique.
- Le bénévolat pour un parti politique.
- le fait de :
 - signer une pétition;
 - d'assister à une réunion publique;
 - de participer à une manifestation;
 - de faire du lobbying.

Nous avons trouvé des statistiques sur tous ces éléments sauf le dernier.

²⁶⁶ Selon D. Fassin (2005), *l'action* politique peut être « entendue comme l'ensemble des pratiques qui inscrivent dans l'espace public des attentes ou des critiques autour de biens communs (...) ». De son côté, R. Johnston (sans date) définit la *participation* politique « comme un acte volontaire visant à influencer des élections ou des prises de décisions politiques ».

²⁶⁷ D'après Turcotte et Schellenberg, 2006, p. 190 et 215.

— *Le vote des aînés*

Les aînés votent davantage que les adultes plus jeunes, que ce soit aux élections fédérales, provinciales ou municipales ²⁶⁸. Le cas du vote des Québécois aux élections fédérales du 28 juin 2004 est révélateur de ce phénomène. Nous avons construit un tableau qui compare, pour cette élection, la participation électorale de trois groupes d'âge avec leur poids électoral et leur poids démographique ²⁶⁹. Les groupes d'âge considérés sont : les 18-34 ans, les 35-54 ans et les 55 ans et plus (tableau 6). Certes, les données présentées sont des approximations et elles sont conjoncturelles, mais elles corroborent les recherches effectuées sur l'âge et la participation électorale (*ibid.*).

Pour saisir la portée de ce tableau, il importe de définir les concepts de participation électorale, de poids électoral et de poids démographique ²⁷⁰. La *participation électorale* est le pourcentage d'individus qui votent dans un groupe d'âge, c'est-à-dire :

²⁶⁸ Canada, 2005; Duval, 2005; Élections Canada, 2008; Gidengil *et coll.*, 2003; McPherson, 2004; Pammett et Leduc, 2003a et b; Turcotte et Schellenberg, 2006, p. 215.

²⁶⁹ Nous avons effectué le même genre de calculs pour l'élection fédérale de janvier 2006 et ce travail a donné des résultats analogues.

²⁷⁰ **Notes méthodologiques et références relatives au tableau 6.** Les estimations concernant la participation électorale des Québécois aux élections fédérales de 2004 proviennent d'Élections Canada (2008). Ils ont été calculés à partir d'un échantillon de bureaux de scrutins et du Registre national des électeurs. Ces estimés reposent sur les projections de population que Statistique Canada a calculées à partir des données du recensement de 2001. De notre côté, nous avons utilisé les estimations de population de l'Institut de la statistique du Québec (Québec [Prov.], 2006) pour calculer le poids démographique des groupes d'âge. Nous ne sommes pas certain que les estimations de Statistique Canada sont parfaitement identiques à celles de l'Institut de la statistique du Québec, mais nous présumons que les différences sont minimales.

Pour calculer le poids électoral, nous avons estimé le nombre de votants par groupe d'âge en multipliant la participation électorale (exprimée en pourcentage) par l'estimation de la population de chacun des groupes d'âge. L'addition des votants de chacun des groupes d'âge a permis d'estimer le nombre total de votants. Lorsqu'il est ramené à la population de 18 ans et plus, ce nombre correspond à la participation électorale moyenne de l'ensemble de la population. Par la suite, nous avons divisé le nombre de votants de chacun des groupes d'âge par le nombre total de votants, ce qui a donné leur poids électoral.

Le nombre de votants dans un groupe d'âge

Le nombre de personnes que compte le groupe d'âge

La participation aux élections fédérales de 2004 était de :

18-34 ans :	45.3 %
35-54 ans :	59.7 %
55 ans et + :	74.4 %

Donc, de façon proportionnelle, les jeunes ont voté en moins nombre que les plus âgés et ce phénomène perdure depuis une cinquantaine d'années (Duval, 2005).

Le *poids électoral* est le rapport entre le nombre de votants d'un groupe d'âge et l'ensemble de ceux qui ont voté à une élection donnée. Dès lors, le *poids électoral* =

Le nombre de votants d'un groupe d'âge

Le nombre total de votants

Le poids électoral combine les effets de la participation électorale et du poids démographique. Ainsi, plus les membres d'un groupe d'âge votent, et plus ce groupe est nombreux, plus son poids électoral est important et inversement.

Enfin, le *poids démographique* est, en l'occurrence, le rapport entre le nombre de personnes que compte un groupe d'âge et la population de 18 ans et plus. Par conséquent, le *poids démographique* =

Le nombre de personnes que compte un groupe d'âge

La population de 18 ans et plus

Le tableau 6 montre qu'aux élections fédérales de 2004 :

- Les 18-34 ans avaient un poids électoral *inférieur* à leur poids démographique.

- Les 35-54 ans avaient un poids électoral *semblable* à leur poids démographique.
- Les 55 ans et plus avaient un poids électoral *supérieur* à leur poids démographique ²⁷¹.

Selon nos calculs, aux élections fédérales de 2004, 41 % des votants avaient 55 ans ou plus. En contrepartie, seulement 21 % des votants étaient âgés de 18 et 34 ans. Dès lors, on peut conclure qu'en ce qui a trait au vote, la contribution des aînés à la vie politique est substantielle. Cependant, les aînés ne votent pas tous pour le même parti, comme le montrent les sondages. Reste à savoir s'ils votent pour les partis qui défendent le mieux leurs intérêts. La question mérite d'être posée à défaut de pouvoir en débattre dans le cadre de cette étude.

Tableau 6
Participation électorale des Québécois par groupe d'âge
et par rapport à leur poids démographique (%)
Élections fédérales de 2004

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

	Participation électorale (% de ceux qui ont voté par gr. d'âge)	Poids électoral (% de ceux qui ont voté/total des votants)	Poids démographique (gr. d'âge/pop. 18 ans +)	N (Estimé 2006)*
18-34	45,3	21	28,1	1717286
35-54	59,7	38,4	39	2382903
55+	74,4	40,5	33	2016636
Total 18 +	60,6	99,9	100,1	6116825

* Source : Québec (Prov.), 2006b

²⁷¹ La participation électorale diminue après 75 ans, mais elle demeure plus élevée que chez les 18-34 ans (*ibid.*).

- L'appartenance à un organisme politique ²⁷²

L'appartenance à un organisme politique n'est pas courante dans la population canadienne. Il y aurait proportionnellement plus d'aînés dans les partis politiques que d'adultes plus jeunes, mais les différences sont minimales et peut-être non significatives (tableau 7) ²⁷³. Une autre statistique indique qu'en 2001, l'âge moyen des membres des partis politiques était de 59 ans ²⁷⁴. Cela corrobore les données évoquées précédemment voulant que les jeunes soient peu politisés.

Tableau 7
Appartenance à un parti politique, Canada, 2003

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

	%
25-54	4,2
55-64	7,2
65 +	5,8

Source : Turcotte et Schellenberg, 2003, p. 213

²⁷² Les données sur l'adhésion à un organisme politique proviennent de l'Enquête sociale générale de 2003. Elles portent sur l'ensemble des Canadiens incluant les Québécois. Le questionnaire de cette enquête n'est pas disponible sur Internet. Toutefois, le document où nous avons trouvé ces statistiques (Turcotte et Schellenberg, 2006, p. 213) indique le pourcentage d'individus qui ont été « membres ou participants d'un [tel] organisme au cours des 12 derniers mois ».

²⁷³ Les tableaux 7 à 11 renvoient à la population canadienne, et les données proviennent de l'Enquête sociale générale de 2003. Source des données de ces tableaux : Turcotte et Schellenberg (2006, p. 213 et 215).

²⁷⁴ Canada, 2005, p. 4. Nous n'avons pas pu consulter l'étude d'où provient cette statistique. Toutefois, il s'agit d'une source qui semble fiable.

- Le bénévolat pour un parti politique

Le bénévolat pour un parti politique est moins fréquent que l'appartenance à un tel organisme, et ce genre d'activité est plus répandu chez les 55 ans et plus, quoique les différences entre les groupes d'âge soient faibles (tableau 8) ²⁷⁵.

Tableau 8
Bénévolat pour un parti politique, Canada, 2003

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

	%
25-54	2,6
55-64	5
65 +	3,7

Source : Turcotte et Schellenberg, 2003, p. 215

- Signer une pétition

D'autres formes d'action politique sont plus répandues. C'est le cas de la signature d'une pétition. Davantage de jeunes adultes que d'aînés protestent de cette manière (tableau 9). À noter qu'il y a une différence importante à ce chapitre entre les 55-64 ans (28 %) et les 65 ans et plus (16,3 %). Reste à savoir pourquoi.

Tableau 9
Signature d'une pétition, Canada, 2003

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

	%
25-54	30,8
55-64	28
65 +	16,3

Source : Turcotte et Schellenberg, 2003, p. 215

²⁷⁵ Selon le document d'où proviennent ces données (Turcotte et Schellenberg, 2006, p. 215), il s'agit de façon précise du « pourcentage d'individus qui ont participé à des activités politiques ».

- Assister à une réunion publique

Environ le quart de la population adulte du Canada a assisté à une réunion publique au cours de la période de référence (probablement durant l'année qui a précédé l'enquête). Ce pourcentage est un peu plus élevé chez les 55-64 ans (25.4 %) que chez les 25-54 ans (22.8 %) et les 65 ans et plus (20.3 %). Le cas des 65 ans et plus pourrait s'expliquer par leur moindre mobilité, mais cela reste à vérifier (tableau 10).

Tableau 10
Assistance à une réunion publique, Canada, 2003

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

	%
25-54	22,8
55-64	25,4
65 +	20,3

Source : Turcotte et Schellenberg, 2003, p. 215

- Participer à une manifestation

Peu de gens participent à des manifestations, et ce comportement est plus fréquent chez les adultes plus jeunes (tableau 11). D'où un effet de proéminence : les jeunes semblent plus politisés du fait qu'on les voit plus souvent dans la rue. Toutefois, cette image est produite par une minorité de jeunes. Aussi, les 25-54 ans manifestent davantage que les 65 ans et plus, peut-être parce qu'il y a des syndiqués chez les premiers (les 25-54 ans), et que certains syndicats ont régulièrement recours à cette façon de promouvoir les droits de leurs membres ²⁷⁶.

Tableau 11
Participation à une manifestation, Canada, 2003

	%
25-54	6,2
55-64	5,2
65 +	1,6

Source : Turcotte et Schellenberg, 2003, p. 215

²⁷⁶ Sur la manifestation comme mode de revendication politique, voir : Viriot-Durandal, 2003.

- L'action politique des groupes d'aînés : le lobbying

Nous n'avons pas de données sur l'action politique des groupes d'aînés canadiens et québécois ²⁷⁷. Toutefois, en parcourant les sites Internet de ces groupes, on constate que l'action politique accapare une partie importante du temps et des énergies de leurs membres. Certaines associations de personnes âgées ont pour vocation principale la défense de leurs adhérents et des membres de leur génération. Même les groupes de gens âgés qui sont identifiés à d'autres types d'activités ont formé des comités chargés d'étudier les conditions de vie des aînés et de formuler des revendications afin de les améliorer. Plusieurs de ces revendications concernent aussi l'ensemble de la société. Par exemple : le revenu, le logement, les soins de santé et la lutte contre les abus (ou la maltraitance).

Les formes les plus courantes que prend l'action politique des groupes d'aînés sont : la consultation de leurs membres, la diffusion des résultats des travaux de leurs comités, la rédaction de mémoires destinés aux instances gouvernementales et le *lobbying* auprès des politiciens. Il arrive également que les groupes d'aînés encouragent leurs membres à participer à des manifestations.

En résumé, la contribution des aînés à la vie politique est considérable. Toutefois, leur action politique prend des formes plus « policées » que celles des adultes plus jeunes. Ces formes sont peut-être aussi efficaces bien qu'elles soient moins spectaculaires. Il va ainsi du vote des aînés. Le poids électoral de ce groupe d'âge est supérieur à leur représentation démographique. Par conséquent, aucun parti politique ne peut prendre le pouvoir ou le conserver sans tenir compte des aînés.

²⁷⁷ À notre connaissance, il existe peu d'études québécoises récentes sur l'action politique des groupes d'aînés. Parmi les travaux qui existent, mentionnons : David et Champagne, 1989; Delisle, 1999 et 2002; Moffet, 1985; Thomas, 1998 et 2002.

4.1.3.5.3 La participation des aînés à la vie communautaire

La contribution des aînés à la vie communautaire comporte une diversité de facettes. Il y a tout d'abord le bénévolat. C'est le phénomène qui a été le plus étudié et nous l'examinerons de façon détaillée. Vient ensuite l'appartenance à des associations. Puis, il faut considérer la participation des aînés à des conseils d'administration d'organismes de leur milieu, et les stratégies employées par les aînés membres de telles instances pour réaliser les projets qui leur tiennent à cœur. Étant donné que nous avons repéré peu de documentation sur ce sujet, nous en traiterons surtout dans les sections 4.2.2 et 4.4.1 en analysant les renseignements qui proviennent des entrevues effectuées.

- Le bénévolat

Le bénévolat peut être étudié en regard des taux de participation, en tenant compte du nombre d'heures qu'on lui consacre, et en fonction des organismes pour lesquels il est effectué. Nous nous référons aux données du ministère de la Culture et des Communications du Québec recueillies en 2004 (Garon, 2005). Les statistiques produites par les organismes du gouvernement fédéral (canadien) donnent des taux de bénévolat moindres pour le Québec. Nous n'entrerons pas dans le débat méthodologique ayant trait à ces différences ²⁷⁸.

Nous avons étudié le phénomène considéré de la même manière que la participation électorale, c'est-à-dire en comparant les taux de bénévolat par groupe d'âge, les pourcentages de bénévoles appartenant à un groupe d'âge par rapport à l'ensemble des bénévoles, et le poids démographique des générations en tenant compte, cette fois, de la population de 15 ans et plus ²⁷⁹. Le tableau 12 révèle l'importance du travail volontaire en regard de ces trois pourcentages.

Ce tableau montre que le pourcentage de bénévoles de 15 à 24 ans est inférieur à leur représentation démographique, alors que celui des 55 ans et plus est supérieur à cette re-

²⁷⁸ Cf. Hall *et coll.*, 2006. Selon Pronovost (1997), les données fédérales sous-estimeraient l'importance du bénévolat des Québécoises et Québécois.

²⁷⁹ **Taux de bénévolat par groupe d'âge** = Nombre de personnes ayant fait du bénévolat dans un groupe d'âge/[divisé par] le nombre d'individus que compte le groupe d'âge.

présentation. Nous n'avons pas effectué de tests statistiques pour savoir si les différences entre les taux par groupes d'âge sont significatives, mais les 55 ans et plus se démarquent nettement des 15-34 ans. Quant aux différences entre les taux de bénévolat et le poids démographique, elles sont dues en partie aux fluctuations d'échantillonnage. Toutefois, ces fluctuations ne peuvent être totalement responsables des disparités observées ²⁸⁰. *On peut donc affirmer, avec une faible probabilité d'erreur, que la proportion d'aînés parmi les bénévoles (36 %) est supérieure à leur représentation démographique (31.5 %).*

Tableau 12
Travail comme bénévole au cours des douze derniers mois, Québec, 2004

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

	Taux de bénévolat par gr. d'âge (%)	% des bénévoles appartenant à un gr. d'âge	Poids démographique (gr. d'âge/pop. 15 ans +)	N (Estimé 2006)*
15-34	22	24,9	31,4	2010353
35-54	29,1	39,1	37,2	2382903
55 +	31,6	36	31,5	2016636
Total 15 +	27,7	100	100,1	6409892

* Source : Québec (Prov.), 2006b

- Le nombre d'heures fournies

Le nombre d'heures consacrées au bénévolat est un autre indicateur de la contribution sociale des membres des divers groupes d'âge. Dans cette étude, nous nous sommes intéressé aux « grands bénévoles », c'est-à-dire à ceux qui font 11 heures ou plus de bénévolat chaque mois (tableau 13).

Le tableau 13 établit un parallèle entre les pourcentages de grands bénévoles de chaque groupe d'âge, la proportion que représentent les grands bénévoles appartenant à une génération particulière par rapport à la totalité des grands bénévoles, et le poids démographique des groupes d'âge. *Ce tableau montre que les 55 ans et plus fournissent à la société 41 % des grands bénévoles alors qu'ils constituent 31.5 % de la population de 15 ans*

²⁸⁰ Cf. Garon, 2005, p. 5 pour la précision de ces pourcentages. Dans le cas des groupes d'âge, les marges d'erreur ne dépassent pas 3.2 %

et plus. Par conséquent, les 15-34 ans et les 35-54 ans donnent à la société proportionnellement moins de grands bénévoles que leur poids démographique.

Toutefois, il importe de relativiser ces résultats. En effet, les bénévoles de tout âge constituent 27.7 % de la population de 15 ans et plus. Chez les 55 ans et plus, il y a 31.6 % de bénévoles. Les 44.6 % de grands bénévoles que l'on retrouve dans ce groupe d'âge représentent donc 14.1 % des Québécois de 55 ans et plus ²⁸¹. Dans la population de 15 ans et plus, le pourcentage de grands bénévoles est de 9.5 %.

Loin de nous toute idée de déprécier l'apport des adultes plus jeunes. Les plus âgés consacrent plus de temps au bénévolat parce que la majorité d'entre eux sont retraités et ont davantage de liberté. Mais les gens âgés pourraient s'adonner à des occupations hédonistes. En lieu et place, ils sont nombreux à se dévouer pour les démunis de la société. Cela détruit le mythe du retraité « Liberté 55 » qui joue au golf ou se fait bronzer sur les plages. Bref, toutes choses étant égales par ailleurs, les aînés sont généreux en ce qui a trait à leur temps ²⁸².

Tableau 13
Proportion de gens qui consacrent mensuellement
11 heures ou plus au bénévolat, Québec, 2004

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

	Taux de bénévoles 11 h + dans chaque gr. d'âge	% des bénévoles 11 h + par gr. d'âge/total des bé- névoles 11 h +	Poids démographique (gr. d'âge/pop. 15 ans +)	N (Estimé 2006)*
15-34	28,2	25,8	31	2010353
35-54	30,5	33,2	37	2382903
55 +	44,6	41	32	2016636
Total 15 +	34,2	100	100,1	6409892

* Source : Québec (Prov.), 2006b

- Les organismes qui bénéficient du travail des bénévoles

Au tableau 14 sont présentés les principaux organismes pour lesquels les bénévoles des divers groupes d'âge ont travaillé en 2004. Les données de ce tableau doivent être interprétées avec prudence parce qu'il s'agit de mentions spontanées, et seules les deux

²⁸¹ C'est-à-dire $0.446 \text{ [multiplié par]} 0.316 = 0.1409$.

²⁸² À noter qu'il s'agit de bénévolat formel, ce qui exclut l'aide naturelle, c'est-à-dire celle qui est apportée à des proches parents.

premières mentions furent retenues pour compilation. Les pourcentages représentent la part de chacun des organismes dans le total des mentions des différents groupes d'âge. Autrement dit, c'est le nombre de fois qu'un genre d'organisme a été nommé par les membres d'un groupe d'âge divisé par le nombre total d'organismes mentionnés par ce groupe d'âge.

Le tableau montre que les organismes (ou œuvres) de bienfaisance sont mentionnés en premier lieu dans tous les groupes d'âge. Les Québécois associent donc le bénévolat aux « bonnes œuvres ». Toutefois, les œuvres de bienfaisance sont plus souvent évoquées chez les 65 ans et plus. La moitié des personnes qui ont fait du bénévolat dans ce groupe d'âge ont mentionné de tels organismes par rapport à 37 % de la population de 15 ans et plus, selon notre estimation. Les seconds types d'organismes mentionnés varient selon les tranches d'âge. Ainsi :

- pour les 15-24 ans, ce sont les organismes de loisir suivis de près par les organismes éducatifs et culturels;
- pour les 25-34 ans, ce sont les organismes éducatifs;
- pour les 35-44 ans, ce sont les organismes éducatifs suivis de près par les organismes de loisir;
- pour les 45-54 ans, ce sont les organismes culturels et éducatifs;
- pour les 55-64 ans, ce sont les organismes culturels;
- pour les 65 ans et plus, ce sont les organismes de loisir suivis par les organismes culturels.

En résumé, plus du quart de la population québécoise faisait du bénévolat en 2004 selon une étude du ministère de la Culture et des Communications du Québec. Ce pourcentage est plus élevé chez les aînés. Ces derniers fournissent à la société une plus forte proportion de grands bénévoles. Ces gens très généreux demeurent minoritaires dans la population âgée. De plus, la moitié des bénévoles âgés soutiennent les œuvres de bienfaisance. Ce sont donc des personnes pivots pour ces organismes.

Tableau 14

**Les principaux organismes pour lesquels les bénévoles ont travaillé
par groupe d'âge, Québec, 2004**
En pourcentage des organismes mentionnés

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

	Sports	Loisirs	Bienfaisance	Défense des droits	Religieux	Culturel ou artistique	Club social	Éducatif
15-24	10,9	12,3	36,9	3,3	3,5	11,6	4,7	12
25-34	8,4	8,7	38,6	2,3	1,9	8,4	8,4	13
35-44	11,6	17,8	27,3	2,6	1,5	9,3	5	18,1
45-54	7,1	8,7	31,5	5,5	3,9	13,5	7,9	13,2
55-64	5,9	9,4	39,9	5,1	8,9	10,2	7	5,4
65 +	2,6	10,2	48,9	5,6	8,8	9,6	4,6	1

- L'appartenance à des associations

Nous n'avons pas trouvé de statistiques récentes sur l'appartenance des aînés québécois à des associations. De telles données existent, notamment dans l'Enquête sociale générale de 2003 (Turcotte et Schellenberg, 2006) et dans l'Enquête nationale de 2004 sur le don, le bénévolat et la participation (Hall *et coll.*, 2006), mais elles n'ont pas été publiées par province et par groupe d'âge. Les statistiques dont nous disposons ont été extraites de l'Enquête nationale de 1997 sur le don, le bénévolat et la participation (Hall *et coll.*, 1998) par G. Caldwell et P. Reed (2000). Ces données indiquent qu'en 1997, l'appartenance à des associations volontaires était le fait de 38 % des Québécois de 65 ans et plus contre 46 % et 52 % de leurs homologues de l'Ontario et de la Saskatchewan, respectivement ²⁸³. De plus, le pourcentage de Québécois de ce groupe d'âge qui étaient membres d'une association était supérieur à celui des adultes plus jeunes de cette province ²⁸⁴.

De notre côté, nous avons observé des différences significatives entre certaines régions du Québec quant à l'appartenance des aînés à des groupes communautaires en comparant des recherches réalisées entre 1983 et 1992 ²⁸⁵. Ces différences sont dues en partie aux définitions utilisées et à la méthodologie des études effectuées. Mais les caractéristiques du milieu semblent avoir une influence. Les résultats des recherches consultées

²⁸³ CF. Caldwell et Reed, 2000. Les types d'associations considérées sont : sports et loisirs; religieuses; civiques, communautaires et scolaires; culturelles, éducatives et passe-temps (*hobby*); clubs sociaux (*service fraternal*), et politiques.

²⁸⁴ 15-24 ans : 23.6 %; 25-44 ans : 32.5 %; 45-64 ans : 37.5 %; 65 ans et plus : 38.3 %; population de 15 ans et plus du Québec : 33.3 %. Cf. Caldwell et Reed, 2000, p. 221.

²⁸⁵ Delisle, 1995 et 1999.

suggèrent que certaines collectivités ont plus de cohésion et encouragent davantage la participation sociale ²⁸⁶. Quoi qu'il en soit, les données colligées montrent que le *participationnisme* est important chez une partie des Québécois âgés. Toutefois, ces statistiques régionales devraient être mises à jour.

- La participation des aînés à des conseils d'administration d'organismes communautaires

À notre connaissance, au Québec, aucune recherche n'a été réalisée sur les aînés qui sont membres de conseils d'administration d'organismes communautaires. Par contre, des études ont été effectuées sur les femmes qui font partie de tels conseils d'administration et sur les gens âgés qui sont membres des bureaux de direction des groupes d'aînés ²⁸⁷. Les constats de ces recherches méritent d'être rapportés.

Au préalable, il importe de préciser ce que nous entendons par conseil d'administration. La plupart des sociétés, organismes et associations sans but lucratif qui obtiennent une charte gouvernementale possèdent une structure comprenant trois niveaux : une assemblée générale qui inclut tous les membres; un conseil d'administration formé des représentants des principales catégories de membres, et un comité restreint qui regroupe les principaux dirigeants de l'organisme. L'assemblée générale constitue habituellement l'instance suprême, mais ses réunions sont peu fréquentes. Elle délègue ses pouvoirs à un conseil d'administration dont les membres se rencontrent à intervalles réguliers. Celui-ci est chapeauté par un bureau de direction qui prend les décisions courantes : soit qu'il applique celles de l'assemblée générale ou du conseil d'administration, soit qu'il lance des initiatives et tente de les faire ratifier *a posteriori* par ces instances. Le pouvoir s'exerce donc de la base vers le sommet et inversement. De façon paradoxale, l'instance qui a le plus de pouvoir, l'assemblée générale, est celle qui est la moins présente dans la gestion quotidienne de l'association. Par contre, l'instance qui gère l'organisme est celle qui, théoriquement, a le moins de pouvoir. Cependant, il y a une intégration verticale, car les membres du bureau de direction font partie du conseil d'administration et de l'assemblée générale, mais une minorité de personnes provenant de cette assemblée sont déléguées au conseil d'administration. Quelques-uns d'entre eux forment le bureau de direction. Celui-ci détient donc le pouvoir effectif dans une association.

²⁸⁶ Delisle, 1994, 1995 et 1999.

²⁸⁷ Brault, 1987, 1990a et b; Maisonneuve, 2004; Thomas, 1998.

À ces organismes s'ajoutent parfois des structures horizontales composées d'instances régionales ou qui ressortissent à des secteurs d'activités. Ce dernier cas se retrouve dans les grandes associations qui peuvent avoir des structures à trois niveaux dans chacun de leurs secteurs d'activités ou dans chacune de leurs régions ²⁸⁸. Les membres des secteurs d'activités ou des régions envoient des délégués au conseil général de l'organisme national ou provincial qui se donne un bureau de direction qu'on appelle couramment un *exécutif*.

Dans cette recherche, l'expression *conseil d'administration* est employée dans une acception étendue : ce sont des instances qui se réunissent entre les assemblées générales, que ce soit au niveau local, régional ou provincial. En procédant au recrutement des sujets de l'étude, nous n'avons fait pas de distinction entre les membres des conseils d'administration et ceux des bureaux de direction. Aussi, les individus qui appartenaient à un comité de travail *ad hoc* d'une association (par exemple, celui de la vérification financière) sans siéger à son conseil d'administration n'ont pas été inclus dans l'échantillon d'informateurs clés parce que nous voulions rencontrer les personnes les plus impliquées dans leur organisme.

Les travaux que nous avons repérés sur la présence des aînés dans les conseils d'administration ont une portée limitée et rien ne permet de les généraliser. Toutefois, la récurrence des phénomènes rapportés laisse croire qu'ils se produisent fréquemment dans les milieux concernés.

Ainsi, une recherche sur le sujet a été effectuée entre 1999 et 2002 par D. Maison-neuve (2004). Elle a porté sur les femmes de 18 ans et plus qui sont membres de conseils d'administration d'organismes publics des villes de Montréal et de Laval. Cette étude était transversale, quantitative et qualitative. Dans les deux villes, un échantillon a été constitué à partir de listes fournies par les organismes participants. À Montréal, 216 femmes ont rempli le questionnaire qui leur a été envoyé; ce fut le cas de 42 femmes à Laval. 21 % des répondantes montréalaises avaient 56 ans et plus contre 25 % de celles de Laval. Donc, il s'agit d'un petit nombre de femmes aînées. De cette étude, il ressort ce qui suit :

²⁸⁸ Certaines associations ont également des instances sous-régionales.

- À Montréal et à Laval, la majorité des administratrices ont été élues ou nommées ²⁸⁹. Certaines d'entre elles ont été cooptées et « il ne semble pas y avoir eu de sélection sur la base de l'âge », écrit l'auteure (*ibid.*, p. 86) ²⁹⁰.
- Les femmes sont plus souvent présentes dans les « organismes de développement régional qu'en politique ou dans les entreprises » (*ibid.*, p. 87).
- Ce sont les femmes de 36 à 55 ans qui participent le plus activement aux structures décisionnelles (environ 40 % dans les deux villes). D. Maisonneuve évoque l'allégement des obligations familiales, la plus grande scolarisation et l'engagement dans un travail rémunéré pour expliquer la plus forte présence des femmes de ce groupe d'âge dans telles structures.
- Peu de femmes occupent des postes de présidentes ou de vice-présidentes.
- La participation aux organismes communautaires est presque toujours bénévole, ce qui oblige les personnes concernées à assumer les frais afférents à leur engagement. Or, cela peut représenter des dépenses substantielles, entre autres, pour l'habillement, la coiffure, le transport et les repas.
- La majorité des femmes (de tout âge) rejointes par D. Maisonneuve avaient un conjoint et des enfants.
- Leurs principales motivations étaient : « la volonté de s'engager socialement » pour « contribuer au changement dans la communauté », et le désir de « faire bénéficier l'organisme de leurs connaissances et de leur expertise professionnelle » (*ibid.*, p. 89).
- La moitié de ces femmes « siègent à plus d'une instance décisionnelle ». Ce sont donc probablement des adeptes du *participationnisme*, type d'activité qui les passionne (*ibid.*, p. 90).
- La connaissance de leurs dossiers et des « rouages du pouvoir de l'espace public » sont d'autres facteurs qui favorisent leur implication. À cela s'ajoutent leur aisance financière et la proximité de l'organisme (*ibid.*, p. 90).

²⁸⁹ Nous ne rapportons pas systématiquement les pourcentages mentionnés étant donné la taille modeste des échantillons.

²⁹⁰ Voir aussi Thomas, 1998, p. 303 et suiv.

- En revanche, le manque de temps dû à leurs nombreux engagements socioprofessionnels, à leur vie familiale et à l'inégale répartition des tâches ménagères limite leur implication. De plus, selon l'auteure, il y a des problèmes de communication avec les hommes dans les conseils d'administration (*ibid.*, p. 91). D. Maisonneuve souligne l'importance de la rhétorique au sein de tels organismes. Étant donné qu'il s'agit d'instances démocratiques, leurs orientations et leurs plans d'action font l'objet de débats. La capacité de convaincre est décisive en de telles circonstances. Ceux et celles qui ne possèdent pas cette aptitude se retrouvent souvent en position minoritaire, ce qui devient frustrant, et peut inciter une personne à abandonner le poste qu'elle occupe. Reste à savoir si les femmes sont défavorisées par rapport aux hommes sur ce plan, comme se le demande l'auteure.

M.-M. T. Brault (1987 et 1990a) a mené plusieurs études auprès des aînés membres d'associations durant les années 1980. Dans l'une de ses études, qui a porté sur 65 associations réparties dans différentes régions du Québec (dont l'Estrie), elle a examiné le profil des administrateurs de ces groupes. Elle a réalisé que leurs « comités de direction sont composés à peu près également d'hommes et de femmes, sauf dans les associations qui s'adressent exclusivement à l'un ou l'autre sexe » (Brault, 1987, p. 31). Les femmes étaient même en surnombre dans la majorité des conseils d'administration mixtes. Elle ne rapporte pas de difficulté de communication entre hommes et femmes dans ces instances.

Elle signale un élément intéressant : des femmes ayant une scolarité moyenne ont obtenu des postes de responsabilité importants. Or, le savoir qu'elles ont acquis au foyer leur a été utile (*ibid.*, p. 89 et 92).

Dans une autre recherche qu'elle a effectuée auprès de bénévoles retraités, elle affirme que le désir de « faire quelque chose », donc d'être actif socialement et le « sentiment d'être utile » constituent les motivations sous-jacentes à la pratique du bénévolat (Brault, 1990a, p. 59-61).

De son côté, É. Gagnon (1996) a réalisé une étude auprès des membres de l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFÉAS). Gagnon a procédé par entrevues de groupes dans plusieurs villes du Québec (*ibid.*, p. 8). Dans son rapport de recherche, il parle peu des membres des conseils d'administration. Par contre, il évoque les gratifications socioaffectives qu'apporte le bénévolat, ainsi que les motivations instrumentales et

expressives sous-jacentes à l'engagement social, ce qui corrobore les recherches scientifiques traitant de ce sujet ²⁹¹.

Une des parties les plus éclairantes de son étude a trait aux trajectoires qui conduisent à l'engagement social. Comme l'ont souligné les deux auteures précédentes, les femmes sont peu engagées socialement pendant la période où elles ont de jeunes enfants. Plus les enfants deviennent autonomes, plus elles s'impliquent, soit dans des comités d'école, soit dans des groupes de loisir. Après quoi, elles vont vers des associations philanthropiques et des organismes communautaires, et cela conduit certaines d'entre elles à des postes de direction dans ces organismes. Selon le chercheur (*ibid.*, p. 31), il s'agit de « trajectoires multiples parfois divergentes, et pourtant semblables sur de nombreux points (...). Ces trajectoires sont celles d'une génération (...). Les femmes des autres générations suivront sans doute des parcours différents ».

Dans son mémoire de maîtrise fondé sur une étude quantitative, A. Lévesque (2002) n'a observé aucune différence statistiquement significative entre les aînés qui participaient et qui ne participaient pas aux activités du Club régional de l'âge d'or de l'Estrie. Ses résultats s'expliquent peut-être par le fait que son échantillon était relativement petit. À cause de cela, elle a dichotomisé sa variable dépendante, le niveau de participation, en opposant ceux qui avaient participé à des activités du Club (11 % des répondants) à ceux qui ne s'étaient pas impliqués (89 %) ²⁹². Aussi, elle n'a pas spécifié le type d'engagement.

À notre connaissance, au Québec, c'est D. Thomas de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue qui a poussé le plus loin la recherche sur les groupes d'aînés et sur les membres de leur conseil d'administration. L'étude à partir de laquelle il a rédigé sa thèse de doctorat (Thomas, 1998) a été effectuée sur des associations d'aînés de sa région, et elle comportait des volets quantitatif et qualitatif. Dans le cadre du volet quantitatif, il a rejoint 93 groupes d'aînés dont il a tiré un échantillon de 880 personnes ²⁹³, tandis que dans la partie qualitative, il a réalisé une vingtaine d'entrevues semi-dirigées auprès de gens impliqués dans la création de ces clubs et auprès de leurs dirigeants (*ibid.*, p. 65 à 69

²⁹¹ Voir aussi Thomas, 1998, p. 313.

²⁹² Lévesque, 2002, p. 71.

²⁹³ Sur le plan statistique, cet échantillon n'était pas parfaitement représentatif des membres des groupes d'aînés de l'Abitibi-Témiscamingue (*ibid.*, p. 96-97). Les estimations qu'il a faites sont donc sujettes à caution.

et 82-83). Thomas s'est intéressé à la participation des gens âgés aux instances de ces associations. Nous résumons les principales constatations qu'il a faites à ce sujet ²⁹⁴.

- Presque toutes les associations d'aînés ont un conseil d'administration qui comprend, en moyenne, sept membres. Les deux tiers de ces conseils d'administration se réunissent au moins une fois par mois (*ibid.*, p. 194).
- Le conseil d'administration exerce un « rôle prépondérant dans l'ensemble des domaines de prise de décision » (*ibid.*, p. 196).
- La plupart du temps, le président de l'association est élu par acclamation (*ibid.*, p. 198 et suiv.). La durée moyenne des mandats des présidents est d'environ quatre ans, mais quelques-uns demeurent en fonction plus longtemps. L'auteur rapporte le cas d'un président qui occupait son poste depuis 15 ans. Nous avons observé de telles situations en fréquentant les groupes d'aînés (Delisle, 2002a). Certaines associations reposent sur les épaules de leur président fondateur et lorsqu'il se retire, elles disparaissent. Ce phénomène n'est pas l'apanage des clubs de l'âge d'or. Il se produit dans d'autres organisations comme les syndicats et les partis politiques ²⁹⁵.
- D. Thomas évoque le caractère autocratique de certains présidents, ainsi que leurs conflits avec leur vice-président et avec les instances de l'organisme. Il arrive, note l'auteur (Thomas, 1998, p. 200-201), que la situation se complique quand le président doit composer avec une vice-présidente ou l'inverse. Car les relations entre hommes et femmes sont parfois problématiques dans les conseils d'administration des clubs de l'âge d'or. Toutefois, ces situations seraient moins fréquentes dans les associations de retraités d'entreprise ²⁹⁶.

²⁹⁴ La thèse de D. Thomas couvre plusieurs aspects de la vie associative des aînés. Nous présentons ceux qui se rapportent directement aux dimensions que nous avons étudiées dans notre propre recherche.

²⁹⁵ Nous ne disposons pas de statistiques sur ce phénomène, de sorte que nous ignorons si les dirigeants de longue durée sont nombreux parmi les administrateurs d'associations, mais en suivant l'actualité, on constate que des présidents demeurent en fonction pendant plusieurs années.

²⁹⁶ Les femmes qui dirigeaient ces associations, signale D. Thomas (p. 200), avaient souvent occupé des postes de direction lorsqu'elles étaient sur le marché du travail ou dans des organismes communautaires. Par conséquent, elles connaissaient mieux les règles formelles et les normes informelles de comportement inhérentes à l'interprétation de tels rôles.

- Les observations de D. Thomas corroborent en partie celles de D. Maisonneuve (2004) sur ce sujet, ce qui suscite des interrogations. On peut se demander si les conseils d'administration composés majoritairement de personnes de même sexe sont plus efficaces que les bureaux de direction mixtes. Il faudrait voir également si la mixité a une influence sur les stratégies qu'emploient les membres des conseils d'administration pour faire passer leurs idées. Ces questions devraient faire l'objet d'études approfondies.
- Un autre constat de D. Thomas (p. 269-270) a trait à la « distance identitaire » entre les dirigeants des associations et les adhérents. Les premiers ont des attentes envers leurs membres quant à l'intensité de la participation, le niveau de responsabilisation et le type d'activité. Or, les adhérents ne comblent pas toujours ces attentes, et cela suscite de l'insatisfaction chez leurs dirigeants.

C'est sans doute un trait qui distingue ceux qui sont fortement impliqués dans une association de ceux qui ne paient que leur cotisation ou qui participent de façon épisodique aux activités organisées. Les dirigeants des associations sont souvent des *participationnistes* qui s'identifient à leurs semblables et à leur organisme, ce qui n'est pas le cas de tous les adhérents ²⁹⁷. Nombre d'entre eux deviennent membres de l'association et la fréquentent occasionnellement, soit pour les avantages économiques qu'ils en retirent, soit parce qu'ils sont d'accord avec ses objectifs (adhésion sympathisante), soit pour s'informer ou encore, pour se divertir. La participation à l'association n'est pas une activité pivot dans leur existence contrairement à la plupart des dirigeants. C'est ainsi que s'établit un clivage entre les membres d'une association et ceux qui l'administrent. D'où également la cohésion qui caractérise les membres de certains conseils d'administration, cohésion qui crée une distance entre ces derniers et les adhérents peu ou pas impliqués ²⁹⁸.

Le problème de l'intensité de la participation sociale se pose de façon plus aiguë dans les cas de *multiadhésion* ²⁹⁹. Des gens deviennent membres de plusieurs associations pour différentes raisons : en réponse à la sollicitation de proches, parce qu'ils souscrivent

²⁹⁷ D. Thomas (*ibid.*, p. 346) a observé que 45 % des membres des associations de sa région participaient rarement aux activités qu'elles organisent. On a vu que cette proportion était de 89 % au Club régional de l'âge d'or de l'Estrie. Cf. Lévesque, 2002, p. 71.

²⁹⁸ De là l'impression qu'ont certains adhérents que les membres de leur conseil d'administration forment un groupe fermé sur lui-même.

²⁹⁹ Thomas, 1998, p. 299 et suiv.

aux objectifs de différents organismes ou du fait qu'ils s'identifient aux groupes concernés, pour pratiquer plus souvent la même activité. Ils sont sollicités par chacun des organismes auxquels ils appartiennent. Ils doivent alors faire des choix : d'abord, entre la participation aux associations et d'autres types d'occupations, puis entre les organismes qui les invitent. Les *participationnistes* donnent habituellement priorité aux activités des associations, mais ils déterminent leur niveau d'implication dans chacune d'elles. Certains individus « collectionnent » les sièges dans les conseils d'administration sans assumer de responsabilités particulières, alors que d'autres se donnent corps et âme à un petit nombre d'organismes. Les premiers frustrer les seconds qui aimeraient que tous s'impliquent de la même façon pour le bon fonctionnement de l'association. Les observations de D. Thomas sur cet aspect de la participation sociale corroborent les nôtres (Delisle, 2002a).

- Thomas évoque également (p. 271-272) les bénéfices symboliques retirés de la participation intense à une association. Il souligne que les personnes qui ne parviennent pas à faire reconnaître la valeur de leur travail se retirent du conseil d'administration auquel ils appartiennent.
- L'auteur parle aussi de la formation nécessaire à l'accomplissement des tâches liées à des responsabilités. Il écrit (p. 273) : « La plupart des membres élus estiment qu'ils avaient acquis, au moment de leur élection, les habiletés requises pour mener à bien leur mandat. Cependant, il arrive que l'exercice de ces fonctions nécessite l'acquisition de nouvelles habiletés » ³⁰⁰. C'est le cas des femmes qui n'ont pas fréquenté le marché du travail, et qui font de nouveaux apprentissages en devenant membre d'un conseil d'administration. Ces observations sont analogues à celles de D. Maisonneuve (2004).
- D. Thomas mentionne que la prise de la retraite permet aux aînés de s'impliquer davantage dans une association. Il parle même de « substitution du travail bénévole aux activités de travail rémunéré », notamment chez « les jeunes retraités qui parcourent rapidement les étapes de l'adhésion et de l'élection au conseil d'administration des associations » (*ibid.*, p. 282). Quand ils étaient sur le marché du tra-

³⁰⁰ Parmi ces habiletés, il y a celle de la « conciliation avec leurs pairs » (*ibid.*, p. 306) qui est fondamentale pour diriger une organisation.

vail, ces gens refrénaient probablement leur désir de s'adonner à ce genre d'activité. Maintenant qu'ils sont libres, ils peuvent se consacrer à leur loisir préféré ³⁰¹.

Mais le *participationnisme* a des limites et peut constituer un épisode dans la vie d'un individu. Aussi, vient un temps où la personne âgée doit se retirer du groupe auquel elle appartient. Selon D. Thomas (p. 313), les principaux facteurs qui interviennent dans la prise d'une telle décision sont : « l'état de santé ou celui du conjoint, la lourdeur des tâches demandées, les multiples sollicitations, les désaccords concernant les activités et les désaccords concernant le fonctionnement de l'association ». Certaines raisons ont trait à la situation de l'individu ou de ses proches; d'autres renvoient à la place de la participation sociale dans la vie de la personne, et un troisième groupe de motifs tient à la marginalisation de l'individu à l'intérieur de son groupe. Dans ce dernier cas, la personne s'en va parce qu'elle ne retire pas de gratifications équivalentes à son investissement au sein de l'organisme. Ce phénomène est compréhensible, car les activités de participation sociale sont bénévoles, alors que les gratifications obtenues sont symboliques ³⁰².

La thèse de D. Thomas livre peu de renseignements sur les projets de développement social que réalisent les groupes d'aînés. Aussi, l'auteur ne dit pas comment s'y prennent les membres des conseils d'administration de ces organismes pour convaincre leurs collègues de s'engager dans de tels projets. Enfin, il ne nous informe guère sur la façon dont la participation sociale s'insère dans l'existence des individus concernés. Toutefois, son étude n'était pas axée sur ces aspects qui sont centraux dans notre projet de recherche.

Les renseignements fournis par les recherches consultées nous ont permis d'élaborer le schéma d'entrevue du second volet de notre étude. Avant de rapporter les résultats des entretiens effectués, nous terminerons la recension des écrits sur la contribution sociale des aînés en parlant de leur apport à la vie culturelle et de l'aide qu'ils donnent à leur famille.

³⁰¹ Car, à la retraite, le participationnisme est un loisir parmi d'autres, dans la mesure où il est librement choisi. À cette époque de la vie, on peut pratiquer cette activité en amateur, comme adepte, avec passion et même de façon compulsive, ce qu'on appelle alors de *l'activisme*, sans la connotation politique associée à ce terme. Cf. Bromberger (dir.), 1998; Gaullier, 1988.

³⁰² Par comparaison, dans le cadre d'un emploi, l'accès à un poste de responsabilité se traduit par une augmentation de salaire et par des bénéfices marginaux.

4.1.3.5.4 La contribution des aînés à la vie culturelle

La contribution des aînés à la vie culturelle est très diversifiée. Compte tenu des données disponibles, nous nous attarderons aux phénomènes suivants : l'adhésion à une association artistique, culturelle ou scientifique; les activités culturelles dites « *expressives* » ou productives, ainsi que les activités culturelles qu'on qualifie « *d'impressives* » ou de réceptives.

- L'adhésion à un club ou à une association artistique, culturelle ou scientifique

Examinons d'abord l'adhésion à une association artistique, culturelle ou scientifique. Le tableau 15 établit un parallèle entre les pourcentages d'adhérents de chaque groupe d'âge, la proportion que représentent les adhérents appartenant à un groupe d'âge particulier par rapport à la totalité des adhérents, et le poids démographique des différentes générations.

Ce tableau montre que la représentation des 15-34 ans dans les organismes culturels est proportionnelle à leur poids démographique. Par contre, les 35-54 ans sont sous-représentés dans ce genre d'associations. Quant aux 55 ans et plus, leur présence dans les milieux culturels dépasse largement leur poids démographique. En effet, 40.2 % des membres des associations artistiques, culturelles ou scientifiques ont 55 ans et plus. Les aînés constituent donc une clientèle de choix pour ce type de regroupements.

Reste à savoir quel rôle ils jouent dans ces milieux. Certains résultats de recherche présentés antérieurement laissent croire que bien souvent, ils font partie des conseils d'administration de ces organismes. Toutefois, des études approfondies sont nécessaires pour établir clairement ce fait.

Tableau 15
Adhésion à un club ou à une association artistique, culturelle ou
scientifique, Québec, 2004

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

	Taux d'adhésion par gr. d'âge (%)	% des adhérents appartenant à un gr. d'âge	Poids démographique (gr. d'âge/pop. 15 ans +)	N (Estimé 2006)*
15-34	9,6	31,8	31,4	2010353
35-54	7,1	27,9	37,2	2382903
55 +	12,1	40,2	31,5	2016636
Total 15 +	9,4	99,9	100,1	6409892

* Sources : Garon, 2005; Québec (Prov.), 2006b

- Les activités culturelles expressives

Des auteurs distinguent les activités culturelles « expressives » de celles qui sont « impressives » ³⁰³. Les premières ont trait à la production d'œuvres culturelles, alors que les secondes sont des occupations de consommation ou de réception de telles œuvres. Cette dichotomie est commode, car elle permet de distinguer ceux qui s'adonnent à une pratique artistique du public de ces pratiques.

L'enquête du ministère de la Culture et des Communications à laquelle nous nous référons (Garon, 2005 et 2007) fournit peu de données sur les activités expressives. Parmi les données publiées, nous avons sélectionné : la pratique régulière d'activités artistiques; celle de l'histoire ou de la généalogie, et l'étude, en amateur, des sciences naturelles. Encore une fois, nous avons mis en rapport les taux de pratique par groupe d'âge, la représentation des membres des divers groupes d'âge parmi les adeptes de ces activités, et le poids démographique des générations.

- La pratique régulière d'activités à caractère artistique en amateur

Le tableau 16 montre que les 15-34 ans constituent 40 % de ceux qui s'adonnent régulièrement à des activités artistiques en amateur, alors que les 35-54 ans comptent pour 35.5 % de ces amateurs, et que les 55 ans et plus forment 24.6 % de ce groupe. Dans ce

³⁰³ Voir Pronovost, 1997, p. 122 pour de plus amples élaborations sur ces concepts.

domaine, la représentation des jeunes est supérieure à leur poids démographique; celle des 35-54 ans est proportionnelle à ce poids, tandis que les 55 et plus sont sous-représentés.

Ces résultats contrastent quelque peu avec ceux du tableau précédent, surtout en ce qui a trait aux aînés. Ces derniers forment 40.2 % des membres des associations artistiques, mais seulement le quart d'entre eux s'adonnent régulièrement à de telles pratiques. Ils constituent donc un public pour les organismes culturels tout en fournissant à la société un pourcentage appréciable d'artistes et d'écrivains amateurs. Aussi, plusieurs aînés administrent des organismes culturels, comme l'indiquent d'autres résultats de notre étude.

D'autre part, l'expérience suggère que chez les jeunes, l'amateurisme est souvent lié à des espoirs de carrière. Le cas échéant, de nombreux jeunes amateurs feraient partie de la relève culturelle, une situation moins fréquente dans le groupe des gens âgés. Toutefois, l'enquête du ministère de la Culture et des Communications n'a pas exploré cet aspect de la problématique considérée.

Tableau 16
Pratique régulière d'activités à caractère artistique en amateur
Québec, 2004

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

	Taux de pratique par gr. d'âge (%)	% de pratiquants appartenant à un gr. d'âge	Poids démographique (gr. d'âge/pop. 15 ans +)	N (Estimé 2006)*
15-34	42,8	40	31,4	2010353
35-54	32	35,5	37,2	2382903
55 +	26,2	24,6	31,5	2016636
Total 15 +	33,6	100,1	100,1	6409892

* Sources : Garon, 2005; Québec (Prov.), 2006b

- La pratique régulière de l'histoire ou de la généalogie en amateur

Il en va autrement de la pratique régulière de l'histoire et de la généalogie en amateur (tableau 17). Ce domaine est nettement celui des aînés qui donnent à la société 42.8 % des adeptes de ce genre d'activités. Les autres groupes d'âge sont sous-représentés, en regard de leur poids démographique, parmi ceux qui pratiquent ces occupations. De tels

résultats ne surprendront personne. Le passé intéresse d'autant plus les gens âgés qu'ils ont été les acteurs des événements ayant façonné le monde actuel.

Tableau 17
Pratique régulière de l'histoire ou de la généalogie en amateur
Québec, 2004

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

	Taux de pratique par gr. d'âge (%)	% de pratiquants appartenant à un gr. d'âge	Poids démographique (gr. d'âge/pop. 15 ans +)	N (Estimé 2006)*
15-34	13,3	26,8	31,4	2010353
35-54	12,8	30,4	37,2	2382903
55 +	21,2	42,8	31,5	2016636
Total 15 +	15,6	100	100,1	6409892

* Sources : Garon, 2005; Québec (Prov.), 2006b

- La pratique régulière des sciences de la nature en amateur

Les statistiques concernant la pratique régulière des sciences naturelles, en amateur, montrent que ce champ d'activité est surtout l'apanage des 35-54 ans et des 55 ans et plus. Les premiers constituent 45.1 % des adeptes de ce genre d'occupations et les seconds, 34.5 %, ce qui est supérieur au poids démographique de chacun de ces groupes d'âge. En revanche, les jeunes sont sous-représentés parmi ceux qui s'adonnent à de tels loisirs.

L'expérience suggère que chez les jeunes, la pratique régulière des sciences naturelles est liée aux études et au travail. Dès lors, ceux qui n'étudient pas ou qui ne travaillent pas dans ce domaine s'y intéresseraient moins. Pour les aînés, ce serait un véritable loisir qui serait associé, dans certains cas, au métier exercé antérieurement ou à la formation reçue. Toutefois, ces interprétations demeurent sujettes à corroboration.

Quoi qu'il en soit, la donnée importante à retenir est le fait que plus du tiers des amateurs de sciences naturelles sont des gens de 55 ans et plus. Cela constitue une autre contribution significative des aînés à la société parce qu'il arrive souvent que ces amateurs transmettent leurs observations aux chercheurs professionnels.

Tableau 18
Pratique régulière des sciences de la nature en amateur
Québec, 2004

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

	Taux de pratique par gr. d'âge (%)	% de pratiquants appartenant à un gr. d'âge	Poids démographique (gr. d'âge/pop. 15 ans +)	N (Estimé 2006)*
15-34	19,1	20,4	31,4	2010353
35-54	35,8	45,1	37,2	2382903
55 +	32,3	34,5	31,5	2016636
Total 15 +	29,4	100	100,1	6409892

* Sources : Garon, 2005; Québec (Prov.), 2006b

- Les activités impressionnantes

L'enquête du ministère de la Culture et des Communications fournit beaucoup de statistiques sur les activités impressionnantes. Nous avons sélectionné cinq de ces activités en présumant qu'elles étaient davantage pratiquées par les aînés. Ce sont : l'écoute de la télévision pendant trois heures ou plus par jour; le fait d'avoir lu 10 livres ou plus au cours de la dernière année; la visite des musées; la fréquentation des théâtres, et l'assistance à des concerts de musique classique. Les données du Ministère montrent que deux de ces pratiques culturelles sont surtout l'apanage des plus âgés.

- Le pourcentage de gens qui regardent la télévision trois heures ou plus chaque jour

Nous savions que les aînés regardaient fréquemment la télévision, mais nous ne connaissions pas la proportion de grands spectateurs qu'ils représentaient. Nous avons donc calculé les pourcentages de gens qui regardent la télévision trois heures ou plus chaque jour par groupe d'âge, et nous avons comparé ces pourcentages avec le poids démographique des générations. D'où le tableau 19.

Ce tableau indique que la proportion de grands spectateurs parmi les 15-44 ans est inférieure à leur poids démographique, alors que chez les 55 ans et plus, cette proportion est supérieure à leur représentation dans la population. Ces derniers constituent 44 % des personnes qui regardent la télévision trois heures ou plus quotidiennement. Cependant, ils

forment - rappelons-le - 31.5 % de la population. Les aînés représentent donc un vaste auditoire télévisuel. Il faudrait voir si les dirigeants des chaînes de télévision en tiennent compte. La question mérite d'être posée à défaut de pouvoir en débattre dans le cadre cette étude.

Tableau 19
Pourcentage de gens qui regardent la télévision
trois heures ou plus chaque jour, Québec, 2004

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

	Taux de grands spectateurs par gr. d'âge (%)	% de grands spectateurs appartenant à un gr. d'âge	Poids démographique (gr. d'âge/pop. 15 ans +)	N (Estimé 2006)*
15-34	24,5	23,9	31,4	2010353
35-54	28	32,3	37,2	2382903
55 +	44,9	43,9	31,5	2016636
Total 15 +	32,2	100,1	100,1	6409892

* Sources : Garon, 2005; Québec (Prov.), 2006b

- Le pourcentage de gens qui ont lu dix livres et plus au cours des douze derniers mois

Nous pensions qu'il y avait davantage de grands lecteurs de livres chez les aînés. Or, ce n'est pas le cas, comme le montre le tableau 20. Ce tableau indique que la proportion de grands lecteurs de livres est proportionnelle au poids démographique des différents groupes d'âge. Les données sous-jacentes à ce tableau révèlent que le pourcentage de grands lecteurs est sensiblement le même dans chacun des groupes d'âge, soit environ 55 %.

On peut s'interroger sur la signification de ces données. La documentation consultée suggère que les 15-34 ans lisent surtout pour leurs études et leur travail; que les 25-54 le font pour leur travail et par plaisir, alors que chez les 55 ans et plus, la lecture est principalement un loisir ³⁰⁴. Encore là, le sujet devrait être approfondi.

³⁰⁴ Garon, 2007; Pronovost, 1997 et 2005.

Tableau 20
Pourcentage de gens qui ont lu 10 livres et +
au cours de la dernière année, Québec, 2004

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

	Taux de grands lecteurs par gr. d'âge (%)	% de grands lecteurs appar- tenant à un gr. d'âge	Poids démographique (gr. d'âge/pop. 15 ans +)	N (Estimé 2006)*
15-34	54	30,8	31,4	2010353
35-54	53,8	36,4	37,2	2382903
55 +	57,4	32,8	31,5	2016636
Total 15 +	55	100	100,1	6409892

* Sources : Garon, 2005; Québec (Prov.), 2006b

- La fréquentation des musées au cours des douze derniers mois

Nous avons l'impression que la fréquentation des musées par les aînés était supérieure à leur poids démographique. Toutefois, selon les données apparaissant au tableau 21, la visite des musées suit de près la représentation démographique, et les gens âgés les fréquentent un peu moins que les adultes plus jeunes. Cela peut s'expliquer par la moindre mobilité des plus âgés et par les conditions d'accès aux musées. En effet, la plupart de ces établissements obligent leurs visiteurs à demeurer debout, et à lire de petits écriteaux dans un environnement assombri. Des audioguides sont parfois disponibles, mais ils sont rarement gratuits. Par conséquent, les musées ne conviennent pas toujours à la clientèle âgée, et notamment à celle qui est plus fragile. On peut croire que les aînés se rendraient plus régulièrement dans ces établissements s'ils étaient mieux adaptés aux besoins de cette clientèle.

Tableau 21
Fréquentation des musées
au cours de la dernière année, Québec, 2004

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

	Taux de visiteurs par gr. d'âge (%)	% de visiteurs appartenant à un gr. d'âge	Poids démographique (gr. d'âge/pop. 15 ans +)	N (Estimé 2006)*
15-34	43,2	32,5	31,4	2010353
35-54	42,8	38,1	37,2	2382903
55 +	38,9	29,4	31,5	2016636
Total 15 +	41,7	100	100,1	6409892

* Sources : Garon, 2005; Québec (Prov.), 2006b

- La fréquentation du théâtre professionnel au cours des douze derniers mois

Nous croyions que les gens âgés étaient de grands amateurs de théâtre et qu'ils assistaient plus souvent à ce genre de spectacles que les adultes plus jeunes. Encore une fois, ce n'est pas le cas, comme l'illustre le tableau 22. La fréquentation des théâtres suit la représentation démographique, et le pourcentage d'individus qui vont au théâtre oscille autour de 24 % dans les différents groupes d'âge. Nous ne sommes pas en mesure d'expliquer ce phénomène. *Retenons quand même que 33 % des spectateurs des pièces de théâtre ont 55 ans ou plus.* Il s'agit donc d'une clientèle importante pour les artisans de ces milieux culturels.

Tableau 22
Pourcentage de gens qui sont allés au théâtre
au cours de la dernière année, Québec, 2004

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

	Taux de spectateurs par gr. d'âge (%)	% de spectateurs appar- tenant à un gr. d'âge	Poids démographique (gr. d'âge/pop. 15 ans +)	N (Estimé 2006)*
15-34	23,7	30,5	31,4	2010353
35-54	23,7	36,1	37,2	2382903
55 +	25,8	33,3	31,5	2016636
Total 15 +	24,3	99,9	100,1	6409892

* Sources : Garon, 2005; Québec (Prov.), 2006b

- L'assistance à des concerts de musique classique au cours des douze derniers mois

C'est bien connu, les aînés aiment davantage la musique classique que les adultes plus jeunes ³⁰⁵. On pouvait s'attendre à ce qu'ils constituent un fort pourcentage des spectateurs de concerts classiques. Tel est le cas, comme l'indique le tableau 23. Les aînés forment 42.9 % de l'auditoire des concerts classiques, soit le groupe d'âge proportionnellement le plus nombreux parmi les amateurs de ce genre de musique ³⁰⁶. Les jeunes sont sous-représentés dans les concerts classiques en regard de leur poids démographique alors que chez les 35-54 ans, le pourcentage d'amateurs de ces spectacles est proportionnel à leur importance dans la population. Est-ce un effet de génération, un effet d'âge ou une combinaison des deux? Cette question fait l'objet de débats parmi les chercheurs qui étudient les pratiques culturelles ³⁰⁷.

Tableau 23
Pourcentage de gens qui ont assisté à un concert classique
au cours de la dernière année, Québec, 2004

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

	Taux de spectateurs par gr. d'âge (%)	% de spectateurs appartenant à un gr. d'âge	Poids démographique (gr. d'âge/pop. 15 ans +)	N (Estimé 2006)*
15-34	8,1	30,5	31,4	2010353
35-54	14,6	36,1	37,2	2382903
55 +	19	33,3	31,5	2016636
Total 15 +	13,9	99,9	100,1	6409892

* Sources : Garon, 2005; Québec (Prov.), 2006b

³⁰⁵ Garon, 2007; Pronovost, 1997 et 2005.

³⁰⁶ Seulement 13.9 % de la population de 15 ans et plus a assisté à un concert classique au cours l'année ayant précédé l'enquête. Ces pourcentages sont de 8.1 % chez les 18-34 ans, de 14.6 % chez les 35-54 ans et de 19 % chez les 55 ans et plus.

³⁰⁷ Entre autres : Garon, 2007; Pronovost, 1997 et 2005.

4.1.3.5.5 La contribution des aînés à la vie familiale et socioaffective

La question de la contribution des aînés à la vie familiale et socioaffective est plus complexe qu'il n'y paraît. Cela tient à la diversité des situations domestiques et aux logiques sociales qui régulent les échanges d'aide ³⁰⁸. Ces éléments renvoient à une pluralité de sphérocontextes qui déterminent le soutien offert par les gens âgés à leurs proches.

La possibilité de donner ou de recevoir de l'aide est tributaire de l'état matrimonial et de la situation de ménage. Or, ces deux facteurs évoluent au cours de l'existence, et tout particulièrement dans la vieillesse. De plus, cette évolution est fonction du sexe, les femmes ayant une plus grande espérance de vie. Ainsi, au début de la cinquantaine, les trois quarts des hommes et les deux tiers des femmes du Québec demeurent en couple ³⁰⁹. À 75 ans, 72 % des hommes vivent encore avec une compagne, tandis que seulement 34 % de leurs homologues féminines ont un conjoint (*ibid.*). La majorité des femmes perdent donc leur conjoint entre ces deux âges, ce qui n'est pas le cas des hommes.

Le veuvage est la principale cause de ce phénomène, mais il y a aussi le divorce qui est plus important chez les femmes (*ibid.*). Ces données sont transversales. Cependant, l'observation des comportements des générations successives préfigure, pour les prochaines décennies, une accentuation des tendances observées ³¹⁰.

À cela s'ajoute la diversification des modes de vie. Les femmes entrent en couple plus jeunes que leurs homologues masculins. Cependant, elles quittent plus tôt cet état matrimonial (*ibid.*). La proportion d'hommes seuls demeure en deçà de 20 % tout au long de la durée normale d'une vie tandis que le pourcentage de femmes seules augmente à partir de 50 ans pour dépasser les 40 % après 80 ans (*ibid.*). Cette proportion diminue par la suite. Le pourcentage de gens seuls devrait augmenter dans les prochaines années à cause de la réduction de la nuptialité légale et de fait (*ibid.*).

La proportion d'individus demeurant en ménage collectif ³¹¹ s'accroît chez les gens de 70 ans et plus, mais de façon plus prononcée chez les femmes. Au cours des prochaines décennies, on s'attend à « une diminution des proportions des personnes vivant dans

³⁰⁸ Clément, Gagnon et Rolland, 2005; Delisle, 1989; Duchesne, 2007; Paquet, 1996.

³⁰⁹ Conseil des aînés du Québec, 2007, p 8-9. Données de 2001.

³¹⁰ Duchesne, 2007; voir aussi : Langlois, 2008.

³¹¹ C'est-à-dire les personnes demeurant dans des résidences qui louent des logis regroupés sous un seul numéro d'immeuble.

les ménages collectifs, sauf peut-être chez les personnes très âgées » (Duchesne, 2007, p. 133).

Quant aux autres situations de ménage, elles concernent des minorités de personnes âgées, et elles sont de moins en moins fréquentes. Ces situations sont celles des individus vivant *hors famille*. Duchesne (*ibid.*, p. 134) décrit en ces termes ce genre de contextes : « soit de vivre avec d'autres personnes apparentées, dans la famille d'un enfant et de son conjoint, avec un enfant sans conjoint (...), avec d'autres parents, frères ou sœurs entre autres, ou encore avec d'autres personnes non apparentées ». Même si elles sont en diminution, ces modes de résidence caractérisent encore 18 % des femmes et 8 % des hommes de 75 ans et plus.

Les changements qui sont responsables de la situation de ménage actuelle des personnes âgées ont trait à la baisse de la natalité et de la fécondité au XX^e siècle. Dans les premières décennies du siècle précédent, moins de femmes ont fait des enfants, mais les mères ont eu des familles plus nombreuses que leurs filles (*ibid.*, p. 137). En 2001, on estime que 22 % des personnes de 75 ans et plus n'avaient pas ou n'avaient plus d'enfants survivants (*ibid.*, p. 138). Par contre, 27 % des membres de cette génération étaient entourés d'au moins cinq enfants vivants cette année-là (*ibid.*, p. 139). 77 % des Québécois et Québécoises de 65 ans et plus étaient grands-parents, soit 80 % des femmes et 74 % des hommes. Cette proportion est presque identique à la moyenne canadienne (Turcotte et Schellenberg, 2006, p. 149).

De plus, en s'appuyant sur les données du recensement de 2001, B. McPherson (2004, p. 257) rapporte que 6.5 % des grands-parents canadiens vivaient dans le même ménage que leurs petits-enfants, et que dans 12 % de ces cas, les deux parents biologiques étaient absents. Selon l'auteur, entre 1991 et 2001, la proportion de grands-parents qui éduquaient leurs petits-enfants aurait augmenté de 20 % à cause, notamment, des problèmes vécus par les parents biologiques.

Aussi, en 2001, 90 % des Québécois de 65 ans et plus avaient des frères ou des sœurs vivants. « Un quart des personnes âgées ont un ou deux frères ou sœurs et un autre quart en ont trois ou quatre » (Duchesne, 2007, p. 139). Ce n'est pas tout, « chez les 60-64 ans, près du quart de la population a encore au moins un parent en vie, parent qui est le plus souvent la mère, mais déjà, chez les 65-69 ans, 93 % des personnes n'ont plus ni père ni mère. Comme l'espérance de vie continue d'augmenter, les proportions de personnes avec un ou deux parents devraient augmenter » (*ibid.*, p. 140-141).

Nonobstant les diverses situations vécues par les aînés, nombre d'entre eux apportent une aide importante aux membres de leur famille. Ainsi, en 2003, « environ le quart des aînés [canadiens] âgés entre 65 et 74 ans (26 %) ont déclaré avoir aidé une personne de l'extérieur de leur foyer à faire des travaux ménagers, d'entretien ou d'extérieur (...). En revanche, seulement 11 % des aînés âgés de 75 ans et plus ont fait de même. En outre, 22 % des aînés plus jeunes ont aidé à garder des enfants, comparativement à 9 % des aînés âgés de 75 ans et plus » (Turcotte et Schellenberg, 2006, p. 165) ³¹². Dans la plupart des domaines, les gens de 55 à 64 ans donnent davantage de soutien à leur entourage qu'ils en reçoivent de leur part, ce qui corrobore les études antérieures ³¹³. Chez les Canadiens de 75 ans et plus, le portrait est plus nuancé. Ces individus reçoivent davantage d'aide qu'ils en fournissent pour les travaux d'entretien et pour le transport, alors qu'ils donnent plus de soutien intellectuel, moral et affectif qu'on leur en apporte ³¹⁴.

L'aide fournie par les aînés est d'abord offerte à des membres de la parenté, puis à des amis et à des voisins (*ibid.*, p. 166-169). De plus, les hommes et les femmes ne donnent pas les mêmes types de soutien. « Selon ces données, les hommes aînés se spécialisent davantage dans les formes d'aide suivantes : travaux ménagers, d'entretien ou d'extérieur; transport ou courses; enseignement, encadrement ou conseils pratiques. En revanche, les femmes aînées sont plus susceptibles d'aider à garder des enfants et à apporter un soutien affectif » (*ibid.*, p. 166). Ces résultats corroborent la documentation existante ³¹⁵.

Les aînés aident aussi des enfants et des adultes qui ne font pas partie de leur famille. C'est le cas des « grands-parents adoptifs » (*foster-grandparent*) dont parle McPherson (2004, p. 259). Ces personnes âgées créent des relations avec des enfants issus de familles monoparentales ou défavorisées. Aussi, des aînés forment des familles d'accueil pour les enfants et les adultes sans foyer.

Les gens âgés sont également des personnes soutien pour leurs pairs, produisant une situation de « solidarité horizontale », c'est-à-dire d'entraide intragénérationnelle ³¹⁶. Les

³¹² Précision : il s'agit d'une aide donnée à une personne demeurant à l'extérieur du foyer au cours du mois ayant précédé l'Enquête sociale générale de 2003.

³¹³ Turcotte et Schellenberg, 2006, p. 165; voir aussi : Stone *et coll.*, 1988 et 1998.

³¹⁴ Turcotte et Schellenberg, 2006, p. 165-168. En fait, il s'agit de la catégorie *Enseignement, encadrement ou conseils pratiques*.

³¹⁵ Clément et Lavoie (dirs.), 2005; McPherson, 2004; Roy, 1998a et b; Stone, Rosenthal et Connidis, 1998.

³¹⁶ Delisle 1994 et 1997; Roy, 1998 a et b.

aînés sont les premiers aidants de leur conjoint ou conjointe, et ils fournissent un soutien important à leurs amis ainsi qu'aux membres des associations auxquelles ils appartiennent, le cas échéant ³¹⁷. Ils jouent donc un rôle clé dans leur famille et auprès des membres de leur groupe d'âge. En contrepartie, la contribution sociale des aînés sans enfant, sans famille et marginaux est méconnue parce que peu de chercheurs ont étudié ce sujet ³¹⁸.

À cela s'ajoute le caractère qualitatif et non quantifiable de l'apport des aînés à leur famille. En effet, comment estimer, par exemple, la valeur que prend une personne âgée pour l'enfant ou le petit enfant dont elle assume la responsabilité, ne fût-ce que pour un temps limité? Comment évaluer l'importance qu'auront, dans la vie d'un petit enfant, le ou les grands-parents qui l'ont éduqué en l'absence de ses parents biologiques (le cas échéant)? ³¹⁹. Comment mesurer le soutien moral et affectif offert aux enfants, petits-enfants, frères ou sœurs en difficulté? Comment calculer la valeur d'une personne aînée et expérimentée dans un réseau familial? De nombreux ouvrages et articles ont été écrits pour tenter de répondre à ces questions, mais nous ne pouvons pas les résumer ici ³²⁰. Retenons que les aînés constituent une présence dans un sphérocontexte, présence qui lui donne sa configuration et qui oriente son axe. Lorsqu'un parent âgé meurt, cela modifie la dynamique familiale (*ibid.*). Or, ce phénomène n'est pas mesurable.

Bref, contrairement aux autres formes de contribution sociale qui sont quantifiables, *l'apport des aînés à la vie familiale et socioaffective de leur entourage est intangible*. Par conséquent, l'importance cette contribution se prête davantage à l'appréhension qu'à l'évaluation. Cette assertion ressort à l'évidence des entrevues que nous avons effectuées pour connaître l'apport des aînés à leur milieu. Nous analyserons ces entrevues dans les deux dernières sous-sections de ce chapitre. Auparavant, nous expliquerons les cadres d'analyse sous-jacents aux sujets abordés dans ces entretiens.

³¹⁷ Clément, Gagnon et Rolland, 2005, p. 156 et suiv.; Delisle, 2002a; Turcotte et Schellenberg, 2006, p. 165-167;

³¹⁸ Clément, Gagnon et Rolland, 2005; McPherson, 2004.

³¹⁹ Au moment où nous écrivions ce document, les journaux rapportaient que le nouveau président des États-Unis, M. B. Obama avait été éduqué par sa grand-mère maternelle. Elle est décédée quelques jours avant l'élection de son petit-fils. Que serait-il devenu sans elle?

³²⁰ Aux références déjà mentionnées, on peut ajouter : Attias-Donfut, 1997; Attias-Donfut (dir.), 1995; Pitrou, 1978, 1985 et 1997; Quadagno, 2005; Roy, 1998 et 2008.

4.2 Le cadre d'analyse de la contribution sociale des aînés

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

La section 4.2 se divise en deux parties. Dans la sous-section 4.2.1, nous exposons le cadre d'analyse des projets de développement social qui ont été conçus par les aînés rencontrés. Dans la sous-section 4.2.2, nous présentons celui des stratégies de réalisation de ces projets.

4.2.1 Le cadre d'analyse des projets de développement social

Le cadre d'analyse des projets de développement social renvoie à celui de l'émergence des groupes d'aînés (annexe 2). Nous utilisons l'approche sphérocontextuelle en évoquant les sphères associées à chacun des paliers de détermination contextuels, et en subdivisant les champs d'activité de manière à ce qu'on puisse classer adéquatement les différents projets. Nous établissons les correspondances suivantes entre les paliers de détermination contextuels et sphéristes :

Éléments fondamentaux	Macrosocial	International, canadien et interprovincial et provincial.
Facteurs structurels	Microsocial	Régional et municipal et local. Ex. : paroisse, quartier, lieux de rencontre de l'association et réseaux de communication.
Éléments moteurs	Individuel	Personnel. Ex. : lieu de résidence des membres d'un organisme.

Comme le montre le tableau ci-dessus, le premier critère de classification des projets est le lieu de leur déroulement. Ce lieu peut être réel ou virtuel. Lorsqu'il est réel, il est

susceptible d'être occupé en permanence pour le projet, du moins, pendant le temps de sa réalisation. Quant aux espaces virtuels, il s'agit de chaînes téléphoniques, de relais informatiques comme les bulletins électroniques, de groupes de discussion et de sites Internet interactifs ³²¹.

Dans ce cadre d'analyse, nous distinguons des éléments tels que : l'envergure de l'organisme; ses principaux créneaux ou domaines d'intervention; les groupes visés par le projet étudié, et les responsabilités assumées par les répondants ³²². Aussi, nous dissocions les créneaux de l'organisme et les champs d'activité auxquels renvoient les projets et les activités inhérentes à ces projets (annexe 9.2.1). Par exemple, un organisme peut avoir pour créneau la lutte contre la pauvreté. En supposant qu'il lance un projet pour les femmes et les enfants défavorisés, ces groupes deviennent ceux qui sont visés par le projet. Les questions 4.1 à 4.20 du schéma d'entrevue du second volet (annexe 9.1) portent alors sur cette initiative.

Un projet est susceptible de comporter une variété d'activités. Voici des exemples : une campagne de financement, une cueillette de denrées, et leur distribution aux personnes concernées. Chacune des activités a un lieu de déroulement et renvoie à un ou plusieurs domaines d'intervention. Par conséquent, nous n'avons pas classé au même endroit (sauf exception) le lieu de déroulement habituel des activités de l'organisme (presque toujours son siège social) et les endroits où les projets sont réalisés (annexe 9.2.2). Ainsi, un organisme communautaire localisé sur la rue Wellington à Sherbrooke peut gérer des projets se déroulant dans différents pays. De tels projets sont orientés vers l'international, mais lorsque les fonds sont recueillis au Canada et au Québec, ces projets ont des volets national, provincial et régional.

Pour catégoriser les domaines d'intervention, nous avons considéré le principal créneau de l'organisme qui est le maître d'œuvre du projet examiné. Les domaines d'intervention et les champs d'activités des projets ont été codifiés *a posteriori* en nous inspirant de la typologie de Salomon et Anheier (1997; voir annexe 9.2.3). Afin de classer adéquatement les projets, nous avons considéré les sous-champs et les interchamps d'activités. Des catégories ont été ajoutées à la classification de Salomon et Anheier pour inclure les

³²¹ Compiègne, 2007; Maigret, 2003.

³²² Dans cette recherche, nous n'avons pas fait une nette distinction entre les associations, les groupes et les organismes communautaires. Nous avons considéré comme des organismes communautaires les groupes et les organisations sans but lucratif qui réunissent des personnes engagées dans des projets de développement social.

domaines mentionnés par les répondants qui n'apparaissent pas dans la typologie de ces auteurs. Il en va ainsi des domaines multisectoriels ainsi que de champs d'activités propres aux répondants et à leur milieu.

[Voir l'annexe 9.2.3]

4.2.2 Le cadre d'analyse des stratégies de réalisation des projets

Le concept de stratégie est employé dans toutes les disciplines des sciences humaines ³²³. De façon succincte, on peut définir une stratégie comme : « l'Art de combiner des opérations pour atteindre un objectif » ³²⁴. Une définition plus élaborée est proposée par l'*Encyclopédie Internet WIKIPEDIA* ³²⁵ :

« La stratégie consiste à la définition d'actions cohérentes intervenant selon une logique séquentielle pour réaliser ou pour atteindre un ou des objectifs. Elle se traduit ensuite, au niveau opérationnel en plans d'actions par domaines et par périodes, y compris éventuellement des plans alternatifs utilisables en cas d'évènements changeant fortement la situation ».

Aussi, dans la théorie mathématique des jeux, une stratégie est un « ensemble de décisions prises en fonction d'hypothèses de comportement des personnes intéressées dans une conjoncture déterminées » ³²⁶. Ces définitions rejoignent les deux approches à partir desquelles nous avons étudié les stratégies employées par les aînés membres de conseils d'administration de groupes communautaires, soit le schéma général de résolution des problèmes et les processus d'intervention sociale.

³²³ Crozier et Friedberg, 1977; Dutrenit, 1999; *Le Petit Larousse 2001*; Rey-Debove et Rey (dirs.), 2007.

³²⁴ Hachette Multimédia / Hachette Livre, 1999;

³²⁵ Source : www.wikipedia.org, page consultée le 24 janvier 2007. L'*Encyclopédie Internet WIKIPEDIA* est alimentée par ses utilisateurs, mais la définition du mot *stratégie* qui y figure recoupe celles des rédacteurs des dictionnaires reconnus comme : *Le Robert, Hachette et Larousse*.

³²⁶ *Le Petit Larousse 2001*, p. 967. Voir aussi : Ekland, 1999; Turner, Ed., 1998.

4.2.2.1 *Le schéma général de résolution des problèmes* (*General Problem Solving*) ³²⁷

Le *General Problem Solving* est un schéma qui est applicable à un grand nombre de situations. Il se présente ainsi :

- Soit un *état initial A* et un *état final* souhaité *B*. Il s'agit :
 - de se représenter *l'état initial A*;
 - de définir *l'état final B*;
 - de mesurer la *distance D* entre *A* et *B*;
 - de trouver un *réducteur Q* qui va abolir la *distance D*;
 - d'appliquer le *réducteur Q* à *l'état initial A* pour obtenir *l'état final B*.
- Ex. : Soit une personne et une rivière. L'état initial *A* est la rive sur laquelle se trouve la personne. L'état final souhaité *B* est, pour cet individu, de se retrouver sur l'autre rive. Le réducteur *Q* est la manière de traverser la rivière.

L'état initial correspond à l'évaluation de la situation de départ. L'état final ressortit aux objectifs et au choix des réducteurs. Ces derniers renvoient aux moyens que peut mobiliser l'acteur pour atteindre ses objectifs, et à la façon de les mettre en œuvre. Telle est la *stratégie* de résolution d'un problème. Dans l'exemple ci-dessus, on pourrait construire un pont ou recourir à une embarcation.

4.2.2.2 *Les processus d'intervention sociale*

L'intervention sociale suit une logique semblable au schéma général de résolution des problèmes. Cette logique est liée au processus de *planification stratégique* ³²⁸. L'acteur part d'une situation qu'il veut changer et il mobilise des ressources pour y parvenir. Le nombre d'étapes que comprend ce processus varie selon les situations et les normes en vigueur dans un milieu ³²⁹. Certaines étapes sont successives alors que d'autres peuvent être concomitantes. Il est possible de regrouper les étapes des processus d'intervention

³²⁷ Références utilisées pour traiter de ce sujet : Polit et Hungler, 1978; Smith, 1975.

³²⁸ Lavoie et Panet-Raymond, 2006; Mercier, 2000.

³²⁹ Lorsqu'il s'agit d'interventions de l'État ou de procédures judiciaires, les étapes sont précisées dans une loi.

sociale en quatre phases : A) les étapes préliminaires; B) la prise de décision; C) la planification et la réalisation de l'intervention, et D) l'évaluation de ses résultats.

A) LES ÉTAPES PRÉLIMINAIRES

Parmi les étapes préliminaires, il y a :

- *L'inspiration* : elle peut venir d'un individu, de personnes extérieures au groupe d'acteurs, d'expériences rapportées par des tiers ou dans les médias, ou de modes d'intervention fréquemment utilisés à une époque donnée ³³⁰.
- *L'instigation* : elle part d'une personne ou de membres d'un groupe ou d'une demande formulée par une collectivité ou encore, c'est une action décidée par une instance.
- *L'analyse de la situation* ainsi que l'étude des caractéristiques et des besoins de l'individu ou de la collectivité visée.
- *La recherche documentaire* sur les interventions appropriées en regard des problèmes auxquels on veut s'attaquer.
- *La formulation des objectifs* des interventions planifiées.
- *L'élaboration de scénarios*.
- *Les études de faisabilité et d'impact* des actions possibles.
- *L'inventaire des ressources* humaines, financières et matérielles dont dispose l'individu ou le groupe.
- *L'estimation des ressources* humaines, financières et matérielles qu'il peut obtenir et mobiliser pour réaliser son projet.

Cette énumération n'est pas exhaustive. D'autres étapes peuvent s'ajouter tandis que certaines d'entre elles sont escamotées dans des interventions spécifiques. Soit que les membres d'un groupe ne sont pas convaincus que ces étapes sont essentielles, soit qu'ils

³³⁰ Car les types d'interventions sont marqués par les courants idéologiques qui circulent à chaque époque, comme le montre l'histoire des politiques sociales. Cf. Mayer et Goyette, 2000; Villeneuve, 2007.

n'ont ni le temps ni les moyens d'effectuer les actions qu'elles impliquent. À noter aussi que des projets sont abandonnés aux étapes préliminaires. Le cas échéant, l'organisme constate que le projet est irréalisable ou encore, il refuse d'investir les ressources nécessaires pour qu'il démarre. Il arrive également que les opposants au projet multiplient les étapes préliminaires ou en prolongent indûment la durée pour les bloquer. Ces stratégies sont fréquemment employées.

B) La prise de décision

La prise de décision est un processus simple lorsque le consensus s'établit rapidement, c'est-à-dire dès que le groupe a franchi les étapes préliminaires mentionnées précédemment. Il devient complexe quand il suscite de la ferveur, des doutes, des craintes ou de l'opposition. Auquel cas, il donne lieu à un déploiement de stratégies pour favoriser sa réalisation, pour le retarder ou le contrer. Ceux qui sont convaincus de la nécessité de réaliser leur projet feront tout en leur pouvoir pour rallier à leurs vues les opposants et les indécis. Afin d'y arriver, ils utiliseront des stratégies discursives et psychologiques. Les stratégies *discursives* ressortissent à la rhétorique ³³¹. Parmi les procédés de persuasion les plus fréquemment employés en de telles circonstances, il y a : la référence aux faits, l'appel aux conclusions, l'appel aux sentiments, l'argument d'autorité, l'appel aux valeurs, l'appel à la tradition, l'appel à la nouveauté, l'appel à la majorité, l'appel aux besoins généraux et individuels, ainsi que l'argument positif et négatif ³³². Les stratégies *psychologiques* les plus souvent mentionnées dans les manuels de psychologie sociale sont : la présentation de la demande, l'appel à la réciprocité, la manipulation, le leurre, la stratégie du « pied dans la porte » (*foot-in-the-door*), celle de la « porte au nez » (*door-in-the-face*), la faveur déguisée, l'amorçage, et la technique du « ce n'est pas tout » ³³³.

Dans les processus de décision, un des éléments clés mis en lumière par Crozier et Friedberg (1977) est la maîtrise des *zones d'incertitude* qui entourent chaque projet. Car tout projet comporte des risques pour l'organisme, les individus qui en font partie, la collectivité visée et parfois, pour la société en général. Ces risques peuvent mettre en péril

³³¹ Comme l'a constaté D. Maisonneuve (2004, p. 91).

³³² Pour une description de ces stratégies, voir : Simard, 1984 [2005], p. 371-374.

³³³ Pour une description de ces stratégies, voir : Alain, 1994, p. 634-643; Bédard, Déziel et Lamarche, 1998, p. 174 à 180.

un organisme si le projet échoue. Les individus capables de démontrer que leur projet est réalisable malgré les incertitudes ont plus de chances de le faire accepter (*ibid.*).

Dans le cadre de notre étude, nous avons analysé les processus de décision des projets réalisés par les répondants en identifiant les zones d'incertitude qui les entouraient au moment où ils les ont lancés. Nous nous sommes intéressés aux obstacles rencontrés, et aux stratégies employées par les aînés pour les surmonter.

C) La planification et la réalisation de l'intervention

La planification de l'intervention consiste à déterminer un échéancier de travail, à réunir les ressources nécessaires à sa concrétisation, et à les répartir entre les acteurs. Quant à la réalisation proprement dite, elle a pour objet de mettre en œuvre ces ressources, et de s'assurer qu'elles sont utilisées pour l'atteinte des finalités du projet. D'où l'importance des *mécanismes autocorrecteurs* qui sont liés à l'évaluation périodique des résultats.

À l'étape de la réalisation d'un projet, il ne suffit pas, pour un organisme, d'avoir à sa disposition des ressources humaines, financières et matérielles suffisantes. Il faut qu'elles soient employées de façon stratégique. Les ressources humaines doivent être assez abondantes et compétentes pour que les tâches essentielles au succès du projet soient accomplies adéquatement. De plus, chaque personne doit s'acquitter d'une tâche bien définie qui correspond à ses aptitudes. Aussi, il est impératif que les individus concernés soient capables de travailler en équipe et de résoudre leurs différends, parce que les tensions entre les membres d'un groupe peuvent s'amplifier et paralyser son fonctionnement.

Enfin, il est nécessaire que les ressources financières soutiennent l'intervention. Celles-ci doivent être gérées de façon parcimonieuse, équitable et transparente, surtout quand des participants sont rémunérés pendant que d'autres travaillent bénévolement.

D) L'évaluation des résultats

L'évaluation des résultats d'un projet constitue une étape importante de son processus de réalisation ³³⁴. Cette étape est parfois escamotée ou réduite à sa portion congrue dans les projets des organismes communautaires. Et pour cause : elle est souvent perçue comme une menace à la cohésion du groupe parce qu'elle peut susciter des dissensions, sur-

³³⁴ Beaudoin, 2000; Mayer *et coll.*, 2000; Mercier, 2000, p. 201-202.

tout quand l'intervention ne semble pas avoir atteint ses objectifs initiaux. Pour A. Beaudoin (2000, p. 316), l'évaluation est :

« Une démarche systématique d'obtention d'information servant à poser un jugement sur l'adéquation entre les actions effectuées et les objectifs visés ou à vérifier si les effets ou les résultats qui découlent des actions entreprises correspondent vraiment aux objectifs prévus ».

Il existe plusieurs méthodes d'évaluation, certaines étant plus complexes que d'autres. Quelle que soit la méthode, elle doit être objective et elle doit fournir des résultats reproductibles par n'importe quel évaluateur qui procéderait de la même façon (critère de fidélité) ³³⁵. Puis, entre en ligne de compte la validité de la méthode, c'est-à-dire sa capacité « d'interpréter de façon complète la réalité qu'elle veut saisir » ³³⁶. De plus, il importe qu'elle soit facilement utilisable par les personnes qui réalisent un projet. Aussi, elle doit être pertinente, autrement dit, porter uniquement sur les dimensions de l'intervention qu'on veut évaluer. Enfin, il ne faut pas qu'elle ait « d'effet sur les aspects mesurés » (critère de non-réactivité) ³³⁷.

Dans ce document, il n'y pas lieu d'expliquer en détail les différentes méthodes d'évaluation, car il y existe d'excellents ouvrages sur le sujet ³³⁸. Rappelons que le choix d'une méthode d'évaluation dépend de l'importance qu'un organisme accorde à cette étape d'un projet, ainsi que des ressources dont il dispose pour la réaliser. Certains groupes communautaires ne reconnaissent pas la nécessité d'évaluer leurs projets, et sont embarrassés lorsqu'un bailleur de fonds exige une telle démarche. Pourtant, il est possible d'obtenir des résultats valides avec des moyens limités.

Signalons que l'évaluation peut se faire à différents moments du déroulement d'un projet. Dans les devis de recherche quantitatifs complexes, on mesure des variables clés, avant et après le projet, et on se réfère à un groupe témoin. Cela permet d'isoler les effets de l'intervention. En effectuant des évaluations périodiques, il devient possible de corriger les situations problématiques au fur et à mesure qu'elles se présentent. Tels sont les *mécanismes autocorrecteurs* évoqués précédemment. L'évaluation peut également avoir

³³⁵ Turcotte et Tard, 2000, p. 330.

³³⁶ Beaudoin, 2000 (*ibid.*).

³³⁷ Turcotte et Tard, 2000, p. 330.

³³⁸ En plus des références déjà mentionnées, signalons : Gauthier (dir.), 2003; Judd et Kenny, 1981; Tourigny et Dagenais, 1998.

lieu au terme du projet ou quelques semaines ou mois plus tard pour voir s'il a eu des effets durables.

À ce stade, nous sommes en mesure de proposer une grille d'analyse qui intègre les éléments énumérés dans cette section. Celle-ci figure à l'annexe 9.2.4. Elle montre comment ont été classés les renseignements recueillis grâce aux entrevues. Nous avons rempli cette grille d'analyse, puis les réponses ont été regroupées dans les tableaux synthèses qui apparaissent aux annexes 9.3.1 et suivantes.

[\[Voir l'annexe 9.2.4\]](#)

4.3 Le cadre d'analyse de l'insertion de la participation sociale dans l'existence des aînés

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Le cadre d'analyse de l'insertion de la participation sociale dans l'existence des aînés comprend les éléments suivants : 1) la position des activités de participation sociale dans leur ordre temporel; 2) les bénéfices retirés de la participation sociale; 3) les inconvénients de ces occupations, et 4) leurs coûts.

4.3.1 La position des activités de participation sociale dans l'ordre temporel des aînés

L'insertion de la participation sociale dans la vie des aînés renvoie à la place qu'occupe ce genre d'activité par rapport aux autres occupations, donc à la structuration du temps. Tel que nous l'avons dit au premier chapitre (section 1.4.1), nous envisageons l'occupation du temps dans une perspective sociogravitationnelle ³³⁹. Selon cette perspective, l'organisation des activités est une structure qui comprend des activités pivots et contingentes, les secondes étant tributaires des premières. Nous avons appelé cette structure

³³⁹ Griesinger, 1979 et 1981.

l'ordre temporel de l'entité humaine ³⁴⁰. C'est autour des activités pratiquées par celle-ci que se construisent son *ordre spatial* et son *ordre social*, le tout formant sa *sphère* ³⁴¹.

Une activité peut être pivot dans un contexte et être contingente dans un autre. C'est le cas des loisirs qui sont contingents pendant la semaine, dans la population active, et qui deviennent des activités pivots durant la fin de semaine ³⁴². De même, les obligations personnelles sont pivots au cours de certaines périodes parce qu'elles sont préalables à la pratique d'autres types d'occupations. Ainsi se profile le modèle de la structuration du temps : aux activités pivots se greffent des occupations contingentes de premier, de deuxième et de troisième niveaux.

La structuration du temps comporte trois dimensions interdépendantes : 1) la position d'une activité par rapport aux autres occupations, 2) le pouvoir de structuration des activités qui est lié à leur centralité, et 3) leur niveau de contingence, le cas échéant.

- 1) Chaque activité occupe une *position* spécifique dans un ordre temporel. Une activité précède ou suit une autre occupation comme dans les rituels ³⁴³. De sorte que les mêmes types d'activités reviennent selon des séquences analogues au rythme des journées, des semaines et des saisons ³⁴⁴. Car une des caractéristiques des activités pivots est leur récurrence : elles sont pratiquées à des intervalles prévisibles. Mais des occupations peuvent être récurrentes sans avoir beaucoup d'influence sur l'ordre temporel. C'est le cas des activités routinières qu'on peut reporter lorsqu'on est sollicité par des occupations plus urgentes.
- 2) La caractéristique des activités pivots qui leur confère un pouvoir de structuration dans l'ordre temporel est leur *centralité*. La centralité d'une activité est fonction de la valeur qu'elle prend pour une entité humaine compte tenu du sphérocontexte dans lequel elle se trouve. Celui-ci peut être favorable ou défavorable à la pratique de l'occupation considérée. Quand il est favorable, l'exercice de l'occupation ren-

³⁴⁰ Une entité humaine est un individu ou une collectivité.

³⁴¹ Delisle, 1987a et 1999a et c.

³⁴² Delisle, 1982; Pronovost, 1996 et 1997.

³⁴³ Certaines activités peuvent être pratiquées simultanément, mais ces occupations ne peuvent pas être nombreuses lorsque l'entité humaine est un individu ou un petit groupe parce que le temps est limitatif.

³⁴⁴ Le caractère rituel de l'occupation du temps a été étudié par plusieurs auteurs dont : Goffman, 1974 et Pronovost, 1997.

force l'intégration sociale de l'entité humaine. Cependant, il arrive que le sphéro-contexte soit défavorable à certaines activités. Dans de telles situations, les groupes et les individus qui pratiquent quand même leur occupation préférée risquent de se marginaliser. L'ordre temporel individuel est donc fonction des activités que valorise la personne et de son degré d'intégration sociale.

- 3) À cela s'ajoute le *niveau de contingence* des occupations, le cas échéant. Plus ce niveau est élevé, moins l'activité est structurante dans l'ordre temporel. Par exemple, il est plus important de mettre du carburant dans une voiture que de la laver. Or, le lavage de la voiture peut entrer en concurrence avec d'autres occupations comme acheter de la nourriture ou rencontrer des gens. De sorte qu'il peut être différé. Lorsque l'ordre temporel devient dense, les entités humaines doivent structurer leur temps de façon rigoureuse, et les activités dont le niveau de contingence est élevé sont reportées ou délaissées.

Ces propositions trouvent un soutien empirique dans une étude de P. B. Reed et L. K. Selbee (2000a et b). Les auteurs ont étudié les facteurs qui différencient les bénévoles les plus actifs (de tout âge) des non-bénévoles à partir des données de l'Enquête nationale de 1997 sur le don, le bénévolat et la participation. Le premier groupe de personnes était constitué « de la moitié la plus active de tous les bénévoles, soit ceux qui donnent davantage d'heures à des œuvres de bienfaisance que le nombre annuel médian d'heures de bénévolat (66), à l'échelle nationale » ³⁴⁵. Le second groupe était formé des gens « qui n'avaient aucunement consacré de leur temps à des œuvres de bienfaisance » (*ibid.*). Cette étude montre que le principal trait distinctif des bénévoles actifs est « la participation à des activités communautaires. Non seulement les bénévoles actifs donnent-ils de leur temps aux organismes communautaires et de bienfaisance, mais ils ont également tendance à s'engager dans ces organismes en tant que membres ou participants. Les bénévoles actifs sont également plus enclins à faire des dons de charité ainsi qu'à prodiguer des soins ou prêter secours de façon non officielle » (*ibid.*, p. 2) ³⁴⁶.

³⁴⁵ Reed et Selbee, 2000a, p. 1. L'Enquête nationale de 1997 sur le don, le bénévolat et la participation était une étude pancanadienne.

³⁴⁶ Les auteurs insistent aussi sur l'importance des expériences vécues dans la jeunesse et sur les facteurs liés à l'éducation. Selon eux, les variables sociodémographiques ont peu d'incidence sur le nombre d'heures consacrées au bénévolat. Par contre, les bénévoles actifs sont plus scolarisés et plus favorisés économiquement que les non-bénévoles (*ibid.*). Ces résultats corroborent en partie ceux de D. Thomas (1998, p. 233-234).

Ces données détruisent un mythe : celui du bénévolat et de la participation sociale comme façons de combler un vide existentiel associé à la solitude. Contrairement au stéréotype, la majorité de ceux qui s'adonnent intensément au bénévolat ont une vie sociale « normale » : ils ont un conjoint, de la famille et des amis. Sur ce plan, ils ne se distinguent pas du reste de la population. C'est leur valorisation de la sociabilité, de l'altruisme et de la générosité qui les particularise. Ils aiment « donner, recevoir et rendre » pour reprendre les termes des sociologues du don ³⁴⁷.

De plus, ces résultats de recherche renvoient au schéma général des *adeptions* que nous avons évoqué en construisant le cadre conceptuel du premier volet de cette étude (voir section 1.3 du chapitre initial et la figure 1). Dans le cas du bénévolat actif, la valorisation de l'activité *adeptée* provient du sphérocontexte d'où l'individu est issu. La pratique du bénévolat avec des gens qui le valorisent renforce l'identité sociale de la personne en la confortant dans ses valeurs fondamentales, ce qui l'encourage à poursuivre sur sa lancée. L'activité *adeptée* demeure donc centrale (c'est-à-dire pivot) dans son existence tant et aussi longtemps que l'individu est capable de s'y adonner.

Aussi, la forte association entre le bénévolat actif et la participation aux organismes communautaires, constatée par Reed et Selbee (*ibid.*), suggère que le *participationnisme* est une adaption *parmi* d'autres sans être une adaption *comme* les autres. Le bénévolat actif présente tous les traits des autres adeptions, mais en même temps, il s'en distingue par les valeurs qui le sous-tendent. Dès lors, chaque *adeption* a sa spécificité tout en conservant les principales caractéristiques de ce type d'activités ³⁴⁸.

Il est possible de transposer certaines de ces propositions à l'étude des aînés membres des conseils d'administration de groupes communautaires. Tout porte à croire que ces aînés sont des adeptes du *participationnisme* et qu'ils valorisent la sociabilité, l'altruisme et la générosité. Cela expliquerait pourquoi leur engagement social constitue une activité pivot qui structure leur temps.

Toutefois, cette hypothèse restait à vérifier. Pour ce faire, nous avons questionné les individus rencontrés sur la position de leurs activités d'engagement social par rapport à leurs autres occupations. Aussi, nous les avons interrogés sur ce qu'ils font quand leurs engagements sociaux entrent en concurrence avec d'autres activités. De plus, des questions ont été posées sur les bénéfices qu'ils retirent de leur participation sociale, sur les

³⁴⁷ Godbout, 2000; Godbout et Caillé, 1992; Mauss [1950], 1989.

³⁴⁸ Bromberger (dir.), 1998.

inconvenients occasionnés par ces activités, et sur leurs coûts. Nous présenterons la synthèse des renseignements recueillis auprès des répondants dans la section 4.4. Auparavant, nous évoquerons les autres éléments de revue de littérature pertinents à ce volet de l'étude

4.3.2 Les bénéfices retirés de la participation sociale

Plusieurs études se rapportant à l'impact de la participation sociale sur les individus et les collectivités ont été réalisées depuis le début des années 2000. Les travaux parcourus montrent que la participation sociale a des effets bénéfiques sur les gens, notamment sur leur santé physique et mentale ³⁴⁹. Ainsi, la recherche de Musick *et coll.* (1999) a montré que le bénévolat pratiqué de façon modérée réduisait les probabilités de décès chez les États-Uniens de 65 ans et plus. D'autres travaux révèlent que le bénévolat et la participation aux organismes religieux sont associés à une meilleure perception de la santé, à une moindre incidence des symptômes dépressifs et à une plus grande satisfaction de vivre ³⁵⁰. On peut relier à ces résultats le courant de recherche mettant en évidence les bienfaits de la pratique collective des activités physiques ³⁵¹. Il en va de même de la participation aux activités éducatives qui est associée à un meilleur fonctionnement cognitif ³⁵². Des recherches indiquent aussi que la participation aux activités organisées dans les milieux semi-institutionnels et institutionnels est corrélée positivement au degré d'intégration sociale et au bien-être physique et psychologique ³⁵³. Enfin, selon certaines études, les organismes d'aînés constituent des milieux qui facilitent le développement de l'amitié et de l'entraide, qui permettent aux gens âgés de mieux connaître les ressources nécessaires pour résoudre leurs problèmes, et d'utiliser plus adéquatement les services ³⁵⁴.

De leur côté, É. Raymond *et coll.* (2007, p. 10) ont effectué une recension des écrits ayant trait aux effets de différentes formes de participation sociale sur la santé. Ils ont

³⁴⁹ Gfellner, 2002; Herzog, Ofstedal et Wheeler., 2002; Morrow-Howell, Hinterlong et Sherraden, Eds., 2001; Musick, Herzog et House, 1999; Québec (Prov.), 2008; Van Willigen, 2000.

³⁵⁰ Gfellner, 2002; Van Willigen, 2000.

³⁵¹ Kino-Québec, 2002; O'Brien Cousins, Ed., 1995.

³⁵² Leclerc, G., 1990 et 1998; Rowe et Khan, 1997 et 1998.

³⁵³ Lefebvre-Girouard *et coll.*, 1986; Maltais, 1997, 1999a et b; Pinard et Landreville, 1998.

³⁵⁴ Delisle, 2002a; Mossey, Havens et Wolinsky, 1989; West *et coll.*, 1996.

constaté que l'implication formelle, c'est-à-dire la participation civique favorise le ralentissement du déclin cognitif et du déclin fonctionnel, une diminution de la consommation de médicaments et de l'utilisation des services, une amélioration de la perception de la santé, une réduction des symptômes dépressifs et l'augmentation de la sensation de bien-être ³⁵⁵. Les auteurs concluent que (*ibid.*, p. 11) :

« Pour des personnes expérimentant les transitions propres au 3e âge et à la retraite, la participation sociale peut apparaître comme l'une des seules options disponibles pour l'exercice des rôles sociaux, ces derniers se traduisant auparavant par le biais de l'activité productive salariée et des responsabilités familiales. À ce chapitre, il semble que le volontariat formel ou bénévolat offre des bénéfices uniques en termes de santé et facilite l'intégration des multiples processus identitaires jalonnant la retraite, tels que l'acceptation de soi et la construction de sens et d'objectifs hors de l'univers du marché du travail. »

L'équipe de chercheurs qui a contribué à la rédaction du document de révision du Programme national de santé publique du Québec a réalisé une recension d'écrits sur le développement des communautés, la participation sociale et la santé populationnelle. Les constatations de cette équipe corroborent et complètent celles qui viennent d'être évoquées. Leurs auteurs écrivent notamment (Québec [Prov.], 2008, p. 62) ³⁵⁶ :

De nombreuses recherches dans le domaine social ont confirmé que la participation sociale et les relations de réciprocité et de confiance, qui facilitent la coopération et l'entraide dans un milieu, peuvent influencer positivement la santé de la population. Les membres d'une communauté qui arrivent à travailler ensemble vers un but commun présentent un taux de mortalité plus bas et profitent d'un meilleur accès à des services de santé et à des ressources d'aide. Ils composent aussi avec des normes sociales plus favorables à la santé. À l'inverse, les communautés où règnent la désorganisation, la méfiance et la compétition affichent de moins bons indicateurs de santé. On constate que dans ces communautés, la population présente plus de problèmes de santé mentale et un plus haut taux de suicide. Le risque de maladies coronariennes et le taux de mortalité infantile y sont également plus élevés, tout comme le risque de développer la maladie d'Alzheimer (...)

³⁵⁵ Voir le document évoqué pour les références, pour la définition des concepts et pour les méthodes utilisées. Rappelons que les résultats d'une recherche sont tributaires des variables mesurées et des méthodes employées pour les mettre en relation.

³⁵⁶ Voir le document d'origine pour les références, pour la définition des concepts et pour les méthodes utilisées.

On reconnaît également que les communautés en santé, où règne une forte cohésion sociale, c'est-à-dire où la participation active des membres est favorisée, composent beaucoup plus efficacement avec des événements inattendus, accidentels ou même catastrophiques qui exigent des actions rapides, de l'entraide et de la solidarité. Ainsi, l'interaction entre les citoyens ainsi que les liens de confiance et de réciprocité créés constituent le déterminant le plus important pour améliorer la santé et le bien-être d'une collectivité.

4.3.3 Les inconvénients de la participation sociale et ses coûts

Il semble que la participation sociale ait surtout des effets bénéfiques. En fait, aucune étude n'a prouvé le contraire, du moins à notre connaissance. Même les recherches canadiennes sur le bénévolat ne parlent pas de ses inconvénients ³⁵⁷. On y évoque les obstacles à la pratique de telles activités, mais pas les désagréments qu'elles entraînent. Pourtant, toute occupation comporte des aléas. Les quelques auteurs qui en font mention les classent en deux catégories.

Primo, des problèmes d'intégration sociale peuvent avoir des effets néfastes sur l'estime de soi. Dans tous les groupes sociaux, des individus sont rejetés ou marginalisés. Le cas échéant, ces personnes reçoivent peu de gratifications de leurs pairs, ce qui diminue leur estime personnelle ³⁵⁸. Or, les associations d'aînés n'échappent pas à ce phénomène, comme l'ont montré Thomas (1998) et Viriot Durandal (2003).

Secundo, les carences organisationnelles affectent les individus. Lorsqu'il y a une défection dans une équipe, les leaders des regroupements doivent fournir un surcroît de travail qui est susceptible de les épuiser ³⁵⁹. Parfois, des problèmes de communication surgissent au sein des groupes d'aînés, ainsi que des luttes et des rivalités. Ces écueils génèrent du stress et de l'amertume chez les personnes concernées, ce qui entame leur bien-être psychologique ³⁶⁰.

De plus, la participation sociale est onéreuse pour ses adeptes, mais la documentation consultée n'est pas très loquace à ce sujet. D. Maisonneuve (2004) évoque ce problème qui touche les femmes de condition modeste appartenant à des conseils d'administration.

³⁵⁷ Hall *et coll.*, 1998 et 2006; Reed et Selbee, 2000a et b.

³⁵⁸ Iso-Ahola, 1980; Kelly, 1982; Osgood et Howe, 1984; Roberto, 1989.

³⁵⁹ Moffet, 1985; Viennau et Ouellette, 1987.

³⁶⁰ Moffet, 1985; Pageot, 1989; Thomas, 1998; Viennau et Ouellette, 1987; Viriot-Durandal, 2003.

D'autres auteurs mentionnent aussi le facteur financier. Celui-ci ne serait pas un élément prohibitif pour la pratique de plusieurs activités ³⁶¹. Par contre, certaines recherches et recensions d'écrits montrent que la participation sociale est plus fréquente chez les gens économiquement favorisés ³⁶². Dès lors, les adeptes du *participationnisme* seraient prêts à assumer les coûts de leur engagement. En contrepartie, ceux qui ont de plus faibles revenus éviteraient de s'impliquer socialement. Ces hypothèses ne sont pas contradictoires, car une personne peut décider de poursuivre son implication tant qu'elle en a les moyens. Lorsque ce type d'activité devient trop coûteux, elle abandonnerait ses fonctions. La perspective des *adeptions* accorde de la crédibilité à ces assertions qui demeurent quand même sujettes à caution. C'est pourquoi nous avons posé une question sur les coûts de la participation sociale aux gens rencontrés dans le cadre de cette recherche.

4.4.1 Les renseignements provenant des entrevues

4.4.1.1 La vie associative des répondants

Certaines caractéristiques des participants du second volet de la recherche ont été décrites à la section 2.2.2 du deuxième chapitre de ce document. Les réponses concernant leur vie associative ont été transcrites dans le tableau synthèse qui apparaît à l'annexe 9.3.1. Pour des raisons éthiques, nous ne présentons pas les renseignements contenus dans ce tableau, mais en avons fait une synthèse. Ainsi :

- La plupart des répondants ont une vie associative intense. En plus de détenir des postes dans des conseils d'administration, ils sont membres de comités de travail et assument des responsabilités dans leur association ou dans d'autres organismes.
- Les sujets de l'étude administrent des groupes communautaires dont l'action couvre les 15 domaines d'intervention de Salomon et Anheier (1997; voir annexe 9.2.3). Plusieurs de ces organismes rejoignent des clientèles non touchées par les institutions des secteurs public et parapublic, et leur proposent des activités

³⁶¹ McGuire *et coll.*, 1986; McPherson et Kozlik, 1986.

³⁶² Entre autres : Pronovost 1997 ainsi que Reed et Selbee, 2000a et b.

inédites. Certains d'entre eux offrent un accueil personnalisé aux gens qui les sollicitent. Les répondants sont donc des personnes pivots dans leur milieu.

- Presque tous les individus rencontrés président au moins un organisme ou l'ont fait dans le passé. Quelques-uns ont occupé de façon bénévole des postes administratifs dans des groupes communautaires quand ils étaient sur le marché du travail. Par conséquent, ils ont le profil des adeptes du *participationnisme*, et leur retraite de se situe dans le prolongement de leur vie professionnelle.
- Cela se confirme en considérant le nombre d'années d'appartenance à l'organisme visé par les questions de l'entrevue. La durée d'appartenance est de huit ans ou plus dans sept cas sur douze. La majorité des individus y ont adhéré avant leur retraite.

[\[Voir l'annexe 9.3.1\]](#)

4.4.1.2 Les projets ciblés dans les entrevues

Nous avons demandé aux répondants de parler d'un projet qu'ils ont lancé dans le but d'améliorer les conditions de vie d'un groupe cible³⁶³. Nous avons rassemblé les renseignements recueillis dans un tableau dont le canevas apparaît à l'annexe 9.3.2. Ces renseignements ont été agglomérés, et ils sont présentés dans les annexes 9.3.3 et 9.3.4. Ce travail révèle les faits suivants :

- Les sujets de l'étude ont réalisé une grande variété de projets qui touchent divers domaines d'intervention et plusieurs catégories de personnes : toutes les générations; des individus, des couples et des familles; des gens défavorisés ou mieux nantis; les communautés francophone et anglophone; des clientèles particulières et des intervenants.
- La majorité des instigateurs des projets voulaient aider des individus démunis.
- L'envergure des projets évoqués varie beaucoup. Certains projets ont touché un grand nombre de personnes, alors que d'autres furent plus modestes.

³⁶³ Rappelons que l'objectif de la recherche n'était pas de constituer un inventaire des projets réalisés, mais plutôt de comprendre comment ils ont été menés à terme.

- Plusieurs projets étaient régionaux, municipaux et locaux. Cela tient peut-être au fait que ces projets sont plus faciles à réaliser. Certains d'entre eux ont quand même eu une portée internationale, provinciale, multirégionale et multimunicipale.
- La plupart des projets ont été réalisés sous l'égide d'un organisme auquel appartenait le répondant. Il s'agit surtout d'initiatives du milieu, mais la commande est parfois venue des instances supérieures de l'organisme, ou des pouvoirs politiques.
- Le répondant a presque toujours été le principal instigateur et le principal acteur des projets. Toutefois, des projets furent le produit de dynamiques de groupe.
- Sauf exception, ces initiatives ont des réussites. Nous avons demandé à un répondant d'évoquer un projet qui a eu un succès mitigé. Ses propos ont montré que rien n'était acquis d'avance dans les organismes communautaires. Il aurait été intéressant de procéder de cette façon avec tous les sujets de l'étude, mais cela aurait allongé les entrevues et aurait complexifié les analyses subséquentes.

[\[Voir l'annexe 9.3.2\]](#)

4.4.1.3 Les objectifs, les difficultés et les stratégies

Les questions 4.1 à 4.5 du schéma d'entrevue du volet 2 (annexe 9.1) portaient sur les objectifs du projet ciblé, sur les difficultés rencontrées au cours de sa réalisation, et sur les stratégies utilisées pour les surmonter. À l'annexe 9.3.3, nous présentons, dans un tableau synthèse, quelques cas typiques des situations portées à notre connaissance ³⁶⁴. La comparaison des cas, en regard des dimensions considérées (*condensation horizontale* ³⁶⁵), suscite les commentaires formulés ci-dessous.

³⁶⁴ Nous avons délibérément omis ou modifié certains renseignements contenus dans cette annexe pour préserver l'anonymat des répondants.

³⁶⁵ Angers, 2005; Miles et Huberman, 2003.

- Premièrement, les renseignements recueillis illustrent la diversité des projets réalisés ³⁶⁶. De plus, l'engagement social est presque toujours bénévole, ce qui corrobore les enquêtes quantitatives d'envergure ³⁶⁷.
- Deuxièmement, les projets sont en continuité avec la vie professionnelle du répondant et avec ses engagements sociaux antérieurs à sa retraite, comme le suggérerait la documentation consultée au préalable. Les anciens administrateurs gèrent des organismes communautaires; les personnes qui ont acquis des compétences dans un domaine les mettent au service de la communauté, et les amateurs d'activités culturelles s'adonnent à leurs occupations préférées. Les répondants sont non seulement des adeptes du *participationnisme*, mais ils sont aussi des adeptes de champs d'activités particuliers.
- Troisièmement, la durée des projets est variable. Au moment de l'entrevue, deux d'entre eux étaient terminés; un était en phase d'organisation, faisant suite à des projets antérieurs, tandis que les autres étaient en cours de réalisation depuis plusieurs années. Certains projets étaient axés sur une activité de courte durée qui avait demandé une longue préparation. Soit dit en passant, il serait intéressant de connaître la durée moyenne et le calendrier des projets des groupes communautaires, mais cela exigerait des études poussées.
- Quatrièmement, les objectifs des projets évoqués ont en commun l'amélioration des conditions de vie des groupes ciblés, ce qui est caractéristique des activités de développement social (Vaillancourt, 2006).
- Cinquièmement, les problèmes rencontrés sont propres à chacun des projets. Malgré tout, certaines difficultés sont mentionnées dans plusieurs projets. C'est le cas notamment :
 - du manque de financement;
 - des problèmes de locaux;

³⁶⁶ Cette diversité est à la fois un effet de l'échantillonnage et un reflet de la réalité. Nous voulions examiner différents projets et pour ce faire, nous avons sélectionné des répondants engagés dans plusieurs types de groupes communautaires. La relative facilité avec laquelle nous sommes parvenus à nos fins prouve que les aînés rencontrés lancent des projets très variés quant aux objectifs poursuivis et aux clientèles visées.

³⁶⁷ Bass, 1995; Hall *et coll.*, 2006; HSBC, 2007.

- de la mobilisation des membres;
 - de la défection ou du départ de membres importants de l'organisation;
 - des conflits de personnalités et des conflits de rôles dans les organismes;
 - de la sensibilisation des décideurs et des bailleurs de fonds;
 - des démarches pour obtenir l'appui d'individus influents.
-
- Sixièmement, étant donné que nous devons préserver l'anonymat des répondants et ne pas entacher la réputation de qui que ce soit, nous avons passé sous silence des confidences reçues. Celles-ci laissent croire que la sphère du communautaire est une sphère de la vie sociale parmi d'autres. Elle a ses caractéristiques propres, évoquées dans la recension des écrits, mais il s'y produit des phénomènes psychosociaux semblables à ceux constatés dans les autres organisations. Par conséquent, il importe de démystifier le communautaire en ce qui a trait aux relations humaines, sans présumer qu'il y a plus d'avatars dans ce domaine qu'ailleurs.
 - Septièmement, les stratégies utilisées pour surmonter les difficultés renvoient à celles qui s'imposent logiquement dans le contexte considéré. Certes, il existe plusieurs façons de résoudre le même genre de problèmes comme le montrent les cas présentés à l'annexe 9.3.3. Toutefois, la gamme des solutions possibles reste limitée quand on demeure dans le registre de la légalité. Dès lors, la différence entre le succès ou l'échec d'un projet repose sur la capacité du principal organisateur de combiner des stratégies administratives, discursives et psychosociales. Or, cette capacité renvoie à la formation, à la personnalité et à l'expérience du promoteur, ainsi qu'à la dynamique qu'il a créée avec ses collaborateurs.
 - Les aînés rencontrés ont mis à contribution des habiletés essentielles à la réussite des projets qu'ils ont lancés. Ces habiletés sont : l'esprit d'initiative, la compétence, le savoir-faire, le savoir-être, l'empathie et le dévouement. Elles leur ont permis de dénouer des situations complexes et d'amener les membres de leur groupe à se valoriser mutuellement. De plus, les répondants sont demeurés stoïques et rationnels dans les périodes d'incertitude, un élément déterminant du succès de leur

projet ³⁶⁸. Cela soulève implicitement le problème de la relève dans les organisations parce qu'il est difficile de remplacer un leader expérimenté.

- N'empêche qu'à certains moments, des écueils deviennent insurmontables quels que soient les talents de l'organisateur. Cela se produit lorsqu'il y a des compressions dans les programmes de subvention, par exemple. Ou encore, quand le leader subit une perte de capacités physiques qui le force à réduire ses activités. De telles situations sont fréquentes chez les aînés (entre autres) ³⁶⁹.

Les cas présentés dans le tableau synthèse de l'annexe 9.3.3 illustrent ces constatations. Ils montrent que la réalisation d'un projet est une entreprise stratégique qui comprend beaucoup d'aléas. C'est pourquoi nous avons poussé plus loin l'étude de la planification des projets.

[Voir l'annexe 9.3.3]

4.4.1.4 La planification stratégique des projets

Les questions 4.6 à 4.20 du schéma d'entrevue du volet 2 (annexe 9.1) portaient sur la planification stratégique des projets. Nous avons systématiquement relevé tout ce qui avait trait aux étapes décrites dans la section 4.2.2.2 de ce chapitre. Cela nous a permis d'élaborer le tableau synthèse qui apparaît à l'annexe 9.3.4. Les constatations suivantes ressortent de l'examen de ce tableau :

- Les étapes de la planification des projets ne sont pas franchies de la même manière dans tous les projets. Certains d'entre eux comportent une succession d'étapes qui sont escamotées dans d'autres projets. Cela tient au fait que toutes les initiatives ne nécessitent pas une planification poussée. Aussi, il est possible que tous les instigateurs de projets n'accordent pas la même importance à leur planification.

³⁶⁸ Crozier et Friedberg, 1977.

³⁶⁹ Moffet, 1985; Thomas, 1998.

- Chaque projet nécessite une préparation. Souvent, les premières étapes sont laborieuses et entraînent le recours à des stratégies qui accaparent les promoteurs.
- On observe beaucoup de variations dans la façon dont les décisions sont prises. C'est le répondant et ses proches collaborateurs qui ont lancé le projet rapporté. Cependant, il y a des situations où les décisions ont impliqué un grand nombre de personnes et de multiples consultations.
- Il en va de même des étapes de la réalisation des projets (annexe 9.2.4). Ces étapes se réduisent parfois à la portion congrue, alors qu'elles sont très élaborées en certaines circonstances. L'échantillon de répondants et de projets dont nous disposons n'autorise aucune généralisation à ce sujet. Il faudrait donc effectuer des recherches approfondies pour mieux comprendre ce phénomène.
- L'implication des répondants dans la réalisation de leur projet fut très variable. Comme le montre l'annexe 9.3.4, certains répondants ont dirigé le projet du début à la fin tandis que d'autres n'ont pas participé à sa mise en oeuvre. Il en va de même des différents acteurs secondaires du projet. D'aucuns ont joué un rôle de premier plan dans sa réalisation ou ont soutenu le projet sans s'impliquer dans son déroulement.
- Plusieurs leaders s'entourent de personnes clés et s'appuient sur leur conseil d'administration pour réaliser leur projet. Le rôle de ces tierces personnes fut crucial et sans elles, le leader du groupe ne serait pas arrivé à ses fins. Dans cet ordre d'idées, il faut également souligner le rôle des conjoints ou conjointes et de la famille du répondant. Leur compréhension et leur soutien ont été mentionnés maintes fois dans les entrevues.
- Souvent, des institutions ont soutenu l'initiative. C'est le cas des municipalités, des collèges, des universités et d'établissements du réseau de la santé et des services sociaux.
- Les résultats des projets sont généralement probants, du moins aux yeux des répondants. Cependant, des participants ont admis que tous leurs objectifs n'ont pas été atteints, et que leur projet n'a pas fonctionné comme ils le souhaitaient au départ.
- L'étape qui a été franchie le moins systématiquement fut l'évaluation des résultats. Peu de projets ont été évalués de façon scientifique, c'est-à-dire selon un protocole

qui garantit la validité des résultats. Cela vient du fait que les organismes communautaires ne disposent pas des ressources humaines nécessaires pour effectuer des évaluations ou ne veulent pas consacrer trop de moyens à cette tâche. Ils privilégient plutôt des formules comme celles des « Lac-à-l'Épaulé ³⁷⁰ » qui consistent à réunir des gens pour faire le bilan du projet ou de l'activité. Aussi, plusieurs organismes évaluent l'atteinte de leurs objectifs à partir de critères tels que le nombre de personnes rejointes ou encore, le degré de satisfaction des participants estimé à l'aide d'un bref questionnaire qui est distribué au terme du projet ou à la fin de l'activité.

- Cette façon de procéder n'est pas exclusive au secteur communautaire, car l'évaluation scientifique des projets est un processus complexe et exigeant. De plus, c'est une entreprise qui peut nuire à la cohésion du groupe quand le projet ne semble pas avoir été couronné de succès.

En résumé, les renseignements recueillis permettent de mieux comprendre comment un projet est mené à terme, et mettent en lumière la manière dont leurs instigateurs mobilisent les ressources nécessaires à sa réalisation. Ils fournissent également des informations sur la capacité d'adaptation et sur la persévérance des répondants.

[\[Voir l'annexe 9.3.4\]](#)

³⁷⁰ L'expression « Lac-à-l'Épaulé » désigne, dans le langage bureaucratique québécois, ce genre de rencontre-bilan. Cette expression a pour origine la réunion du conseil des ministres du gouvernement du Québec qui a eu lieu, en 1962 (sauf erreur), dans un chalet de pêche situé sur les rives du lac du même nom à environ 80 km au nord de la ville de Québec. Lors de cette réunion historique, le gouvernement de l'époque décida de nationaliser les compagnies

4.4.2 L'insertion de l'engagement social du répondant dans son existence

Comment s'insère l'engagement social du répondant dans son existence? Cette question, qui était centrale dans notre étude, a été subdivisée en six sous-questions :

1. L'importance de l'engagement social pour les sujets de l'étude.
2. La conciliation des activités de participation sociale avec les autres occupations des répondants.
3. Les principaux avantages retirés de leur engagement social.
4. Les principaux inconvénients.
5. Les frais non remboursés.
6. L'évaluation subjective de l'apport à la collectivité du projet réalisé.

Cinq de ces sous-questions ont fait l'objet d'analyses thématiques tandis que l'autre, celle qui portait sur les frais non remboursés, a été traitée par condensation horizontale. Pour clarifier la présentation, nous avons regroupé les réponses relatives dans trois tableaux thématiques et factuels qui correspondent aux annexes 9.3.5, 9.3.6 et 9.3.7. Le premier tableau rend compte des réponses obtenues aux questions relatives à l'importance de l'engagement social et à la conciliation des activités de participation sociale avec les autres activités. Le second tableau réunit les renseignements concernant les avantages retirés de l'engagement social, les inconvénients occasionnés par leur implication, et les frais non remboursés. Enfin, un tableau thématique est consacré l'évaluation subjective de l'apport à la collectivité du projet réalisé.

Des thèmes analogues reviennent dans différentes rubriques. Cela s'explique en partie par la méthodologie utilisée. Ainsi, toutes les questions relatives à ces aspects de l'étude ont été regroupées au même endroit dans le schéma d'entrevue. Il est donc normal que les réponses obtenues soient parfois redondantes. Contrairement aux recherches quantitatives, où on tente d'éviter la « contamination » entre les questions, en vertu du principe de

l'indépendance des déterminants d'un phénomène, en recherche qualitative, le fait de poser des sous-questions sur des sujets connexes permet de mieux connaître le vécu d'une situation par les acteurs concernés.

Mais la méthodologie n'explique pas tout, et la redondance des réponses est révélatrice des liens entre les différentes dimensions du phénomène considéré. Dès lors, tout se tient : l'importance accordée à l'engagement social constitue un déterminant de la structuration du temps de l'individu, et un indicateur de la valeur qu'il donne à chacune de ses activités. Plus ces facteurs sont corrélés, plus le répondant maximise les avantages de son action et en minimise les inconvénients. De même, l'individu fortement impliqué accorde préséance à ses activités d'engagement social, et assume de bon gré les frais non remboursés qui en découlent. Aussi, il valorise son action sociale, ce qui justifie sa présence dans les groupes communautaires. Auquel cas, on retrouve le « cercle vertueux » des *adeptions*. C'est-à-dire que l'adepte de l'engagement social s'identifie à ce type d'occupation, car c'est une source de valorisation qui confirme, en retour, la justesse de son implication.

Cela vaut pour les individus qui ont du succès dans leurs entreprises. Or, nous savons que des personnes n'y trouvent pas leur compte. Que font ces dernières? Nous l'ignorons parce que notre étude n'a pas porté sur les *participationnistes* déçus ou « déchus ». On peut supposer qu'ils se désengagent ou changent de domaine d'action, mais cela reste à vérifier. Quoi qu'il en soit, il est temps d'examiner les thèmes que les participants ont abordés dans les entrevues.

4.4.2.1 *L'importance de l'engagement social pour les répondants*

Les renseignements colligés sur l'importance de l'engagement social pour les répondants mettent en évidence les thématiques suivantes ³⁷¹:

- Le caractère primordial de l'engagement social qui se traduit par la consécration de 50 % ou plus du temps des répondants à ce genre d'activité.
- Le pouvoir de structuration des activités d'engagement social sur l'ordre temporel du répondant.

³⁷¹ Voir aussi l'annexe 9.3.5.

La plupart des sujets de l'étude consacrent l'équivalent d'un travail à temps plein ou à temps partiel à leur engagement social. Certains d'entre eux n'ont pas d'autres loisirs personnels à part ceux qui sont inhérents à leur vie conjugale et familiale, le cas échéant. Les individus concernés sont dédiés à la cause qu'ils promeuvent, et ils accordent la préséance aux activités qui s'y rattachent. Toutefois, la majorité des répondants ont une vie conjugale et familiale « normale ». Par conséquent, leur vie privée est prioritaire à certains moments. Leur ordre temporel ressemble donc à celui des personnes appartenant à la population dite « active », c'est-à-dire un temps pour le travail, que l'engagement social remplace, et un temps pour leur existence personnelle. Ces temps sont en conflit chez certains participants qui doivent alors faire des choix, et établir des priorités, thèmes évoqués maintes fois.

- Un thème revient chez plusieurs répondants : celui de la pérennité de l'engagement social. Comme nous l'avons vu, ce type d'activités se situe souvent dans le prolongement de leurs occupations antérieures. Depuis leur jeunesse, nombre d'entre eux ont administré ou dirigé des organismes privés ou publics, et ont été impliqués dans des œuvres philanthropiques. Cela corrobore les études sur le bénévolat et l'engagement social. Certes, il y a des individus qui s'engagent socialement après leur retraite, mais la plupart des répondants l'ont fait bien avant.
- Un sujet de l'étude parle même de *vocation*. Un autre évoque la passion de l'engagement social. Ce sont des cas limites bien qu'ils ne soient pas exceptionnels. Ils montrent que l'engagement social est plus qu'un divertissement ou une *adeption* sans être une activité compulsive. En effet, la passion pour ce genre d'occupation comporte des risques : les individus concernés s'exposent à des formes d'épuisement et à d'amères déceptions s'ils n'équilibrent pas leur vie.

4.4.2.2 La conciliation des activités de participation sociale avec les autres occupations des répondants

La majorité des répondants sont conscients de ces dangers et se croient capables de « faire la part des choses », c'est-à-dire d'établir des priorités, de se garder du temps pour

eux, et de prendre leurs distances par rapport à leur engagement social. Autrement dit, leur quotidien est diversifié, et leur engagement social ne constitue pas une façon de combler un vide existentiel. C'est le cas des personnes que nous avons rencontrées, et leur profil correspond à celui des participants sociaux décrits dans la documentation scientifique. Des gens vivent en fonction de leur implication communautaire. Toutefois, ils sont probablement minoritaires parmi les *participationnistes* ³⁷².

- Le sens du devoir est un thème abordé par plusieurs sujets de l'étude. Les individus qui ont des responsabilités les assument pleinement. Ils craignent de décevoir ceux qui comptent sur eux, ce qui leur impose des contraintes. Ces individus ne se désistent pas par caprice. Ils quittent un organisme lorsqu'ils ne peuvent y consacrer le temps nécessaire.
- Certaines de ces personnes refusent rarement les tâches qu'on leur propose, car l'engagement social est une spirale : plus les gens sont performants, plus ils sont sollicités. Dès lors, arrive un moment où ils n'ont plus de temps pour eux. Et là surgissent les problèmes... Mais la majorité des répondants limitent leur implication, et ils ne prennent pas de nouvelles responsabilités même quand elles semblent intéressantes.
- Plusieurs participants parlent de la compréhension de leur conjointe ou conjoint pour expliquer comment ils parviennent à concilier leur engagement social avec leur vie privée. D'aucuns impliquent celle-là ou celui-ci dans leurs activités quand c'est possible, ou voyagent en sa compagnie.
- Un autre thème récurrent est celui de l'ambivalence par rapport aux renouvellements des mandats. Les répondants sont des retraités qui avancent en âge. Les responsabilités qu'ils assument sont lourdes, et ils savent qu'ils devront les délaissier au cours des prochaines années. Mais ils tiennent à ce que leur action se poursuive, et ils ne sont pas prêts à passer le flambeau à n'importe qui. D'où le thème connexe de la relève évoqué par quelques sujets de l'étude.

Des thèmes sont mentionnés une seule fois, probablement à cause du petit nombre de répondants. Malgré tout, ils méritent d'être signalés. Parmi eux, il y a :

³⁷² Toutefois, cette assertion reste à démontrer empiriquement.

- Les valeurs et le sens de l'action, ainsi que les doctrines et les philosophies ayant influencé l'individu durant sa jeunesse. Plusieurs personnes ont été marquées par leur éducation qui les a incités à s'engager socialement ³⁷³.
- Un sujet de l'étude a senti un vide en prenant sa retraite parce qu'il n'aidait plus personne. C'est pourquoi il s'est impliqué dans son milieu.
- La difficulté de se désengager une fois qu'on assume des fonctions importantes.
- La conciliation des nombreuses réunions avec la préservation de la forme physique.

[\[Voir l'annexe 9.3.5\]](#)

³⁷³ Ce fut notamment le cas de Laure Gaudreault qui a fondé les premiers syndicats québécois d'enseignants ainsi que l'AREQ. Cf. Cadrin-Rossignol, 1983; Gauthier, 2005b; Vanasse, 2005. Voir aussi le troisième chapitre de ce document.

4.4.2.3 Les principaux avantages retirés de l'engagement social

L'engagement social comporte des avantages qui motivent l'individu à poursuivre son action. Les thèmes les plus souvent abordés sous cette rubrique sont les suivants ³⁷⁴:

- Le sentiment d'utilité sociale. C'est le thème le plus fréquemment évoqué. Les retraités ont l'impression d'apporter quelque chose à leur communauté, et cette motivation est cardinale. Cela montre l'importance que les répondants accordent à leur engagement, car l'utilité sociale lui donne un sens, et justifie les sacrifices qu'il exige.
- Un thème (ou sous-thème) connexe est le sentiment de faire avancer des dossiers considérés comme importants dans un domaine de la vie sociale ou encore, de corriger des situations inacceptables. Les répondants ont une vision claire de la façon dont la société devrait fonctionner, et ils veulent la transformer en fonction de leurs valeurs.
- Plusieurs sujets de l'étude parlent des gratifications psychologiques qu'ils retirent du travail accompli. Parmi ces gratifications, il y a la satisfaction d'avoir fait quelque chose de beau, de bien, de valable et d'utile. D'aucuns évoquent en sous-thème la reconnaissance des personnes soutenues : l'engagement social est d'autant plus valorisant que les gens aidés remercient leurs bienfaiteurs.
- D'autres avantages ne sont pas négligeables. Tel est le cas de la sociabilité. L'engagement social favorise l'entretien de relations interpersonnelles qui rehaussent le moral et l'estime de soi parce que le fait de se sentir apprécié procure de la satisfaction aux individus concernés. Il en va de même du sentiment de solidarité et de la camaraderie qui se développent chez ceux qui œuvrent pour une cause commune. Ces éléments sont d'autant plus importants que la retraite prive souvent les ex-travailleurs de telles sources de gratifications.
- Un répondant affirme que l'engagement social permet de rester « éveillé », de demeurer en alerte, et d'éviter le découragement. Autrement dit, l'engagement social

³⁷⁴ Voir aussi l'annexe 9.3.6.

retarderait les séquelles du vieillissement, comme le suggère la documentation scientifique (voir section 4.3.2 de ce chapitre) ³⁷⁵.

- Il y a également la possibilité d'apprendre, d'avoir des discussions et d'appartenir à « un noyau de base, comme dans le milieu de travail » ou encore « de demeurer dans un circuit d'intervention et de réflexion ». Enfin, une personne parle du dépassement personnel qui nécessaire pour servir un événement ou une cause.
- Cela renvoie au thème de l'actualisation de soi abordé par un répondant. Selon lui, l'engagement social permet à l'individu d'utiliser pleinement ses capacités. Or, des études montrent que la personne s'actualise davantage dans une occupation où elle s'investit personnellement que dans une activité à laquelle elle assiste de façon passive ³⁷⁶. Dès lors, par l'engagement social, l'individu continue de s'épanouir, pour autant qu'il soit apprécié par ses pairs.

4.4.2.4 *Les principaux inconvénients*

Le principal thème abordé par les répondants, en ce qui a trait aux inconvénients de leur engagement social, est celui du *temps* qu'exige leur action. Ce thème est évoqué par la quasi-totalité des participants de différentes manières, et il se subdivise en plusieurs sous-thèmes dont :

- Le manque de temps pour une réflexion approfondie qui permettrait de recadrer l'action.
- L'impossibilité de s'acquitter de toutes les tâches inhérentes aux fonctions assumées.
- Les tâches qui demandent plus de temps que prévu parce qu'il y a des problèmes d'organisation ³⁷⁷.
- Les regrets au regard des projets que le répondant a amorcés, et qu'il n'a pu terminer.

³⁷⁵ Cette appréhension subjective corrobore les résultats des recherches scientifiques déjà mentionnées.

³⁷⁶ Atchley, 1993; Lefrançois (dir.), 2003.

³⁷⁷ Voir le répondant no 7 dans l'annexe 9.3.5.

- Les nombreuses réunions.
- L'obligation tacite de s'impliquer dans les organismes connexes à celui auquel on appartient.
- La difficulté de refuser des demandes.

Parmi les inconvénients mentionnés par une minorité de répondants, il y a :

- La crainte de l'activisme, c'est-à-dire lancer des projets par habitude, sans raison majeure, parce qu'on se croit obligé d'être constamment en mouvement.
- Le stress lié aux responsabilités endossées.
- Les tensions découlant des décisions qui suscitent du mécontentement.
- La marginalisation par rapport à la famille.
- Le caractère pernicieux des compensations financières lorsqu'elles sont substantielles.

Nous sommes surpris que ces thèmes n'aient pas été mentionnés plus souvent. Cela tient sans doute à la petite taille de l'échantillon et au fait que nous avons demandé aux répondants de parler d'un projet qu'ils ont réussi. Les participants ont probablement minimisé les inconvénients de leur action parce qu'ils les considèrent inhérents à leur engagement, et celui-ci leur procure plus d'avantages que de désagréments.

Aussi, il est étonnant que peu de répondants aient évoqué les conflits au sein de leur conseil d'administration ou avec les représentants d'autres organismes. La documentation scientifique (cf. Thomas, 1998) montre que de tels conflits surgissent dans toutes les organisations, mais ce ne sont pas des inconvénients majeurs pour la majorité des individus rencontrés. Il faut croire que ces gens sont conciliants et savent éviter les affrontements. Quant aux *participationnistes* querulents, nous ne les avons pas rejoints.

4.4.2.5 Les frais non remboursés

La plupart des répondants reconnaissent que leur engagement social comporte des coûts, mais peu d'entre eux s'en plaignent. Plusieurs participants se font rembourser une partie de leurs frais de représentation. Pour d'autres, cela fait partie de leur engagement social, et ils sont gênés de réclamer des frais à des organismes communautaires qui ont de la difficulté à boucler leur budget. Cet argent constitue un don qui s'ajoute à celui de leur temps ³⁷⁸.

Aucun répondant ne nous a dit que les frais non remboursés étaient un obstacle à leur engagement social. Pourtant, l'estimation de ces frais varie entre 300 \$ et 4000 \$ par année chez ceux qui nous ont fourni des chiffres. Or, la majorité des sujets de l'étude ont des revenus plutôt modestes, bien que supérieurs à la moyenne des gens de leur âge (voir chapitre 2, section 2.2.2). Mais cette question ne semble pas les préoccuper outre mesure. Tout se passe comme si de telles dépenses faisaient partie de leur engagement social, et ils les assument de la même manière que les autres aléas de leurs fonctions, ce qui corrobore la documentation consultée ³⁷⁹. Donc, ceux qui ont participé à notre recherche sont généreux. Reste à savoir si ces résultats peuvent être généralisés à l'ensemble des membres des conseils d'administration des groupes communautaires.

[Voir l'annexe 9.3.6]

4.4.2.6 L'évaluation subjective de l'apport à la collectivité du projet réalisé

Dans cette sous-section, nous rendons compte des réponses qui touchent à l'évaluation subjective de l'impact de l'engagement social du répondant. Ces réponses sont présentées de façon plus détaillée à l'annexe 9.3.7.

³⁷⁸ Godbout, 2000; Hall *et coll.*, 2006; Reed et Selbee, 2000a et b.

³⁷⁹ Entre autres : Godbout, 2000; Hall *et coll.*, 2006; Reed et Selbee, 2000a et b.

Dans le schéma d'entrevue du second volet de cette étude (annexe 9.1), la question posée sur ce sujet était formulée ainsi : « D'après vous, dans le cadre de ce projet, qu'est-ce que votre action a apporté de plus important à la collectivité visée? ». Aucune sous-question ne devait suivre, sauf si la professionnelle de recherche avait l'impression que le sujet n'avait pas compris la question principale. Les répondants pouvaient s'exprimer librement, ce qui leur a permis d'aborder une diversité de thèmes.

Cette diversité peut s'expliquer de deux manières. D'une part, un projet est susceptible d'apporter plusieurs avantages à un milieu. D'autre part, l'échantillon étant hétérogène malgré sa petite taille, chaque individu a perçu l'impact social de son projet en se référant à son groupe d'appartenance. Les principaux thèmes évoqués sont les suivants :

- Le projet contribue au bien-être de la société et à celui des aînés.
- Il illustre l'importance la force du nombre chez les gens âgés.
- Il projette une image positive des aînés; leur donne confiance en eux-mêmes, et rehausse leur estime personnelle.
- Il a permis de donner du soutien à des collègues (aînés) qui auraient démissionné dans les moments difficiles.
- Il a fourni de l'aide à des personnes dans le besoin.
- La justice, le retour de qui a été reçu.
 - En sous-thème : le projet comme héritage social.
- Les répercussions régionales ou provinciales du projet.
- Il a donné de la visibilité et de la crédibilité à l'organisme responsable du projet.
- Il a amélioré les relations interpersonnelles dans une association.
- Il a intensifié le sentiment d'appartenance des membres à une section locale et a permis d'accroître la participation aux activités de cette section.
- Il a fait avancer les choses dans le sens des valeurs du répondant.
- L'aspect novateur du projet.

- Il a donné la possibilité d'offrir des services de qualité à des coûts moindres que s'ils avaient été dispensés par des organismes publics ou par des compagnies privées.
- Il a prouvé qu'il peut y avoir complémentarité entre les organismes publics et communautaires.
- Les individus impliqués ont eu une influence positive sur la société en assumant mieux leur existence personnelle.
- Il a mis en évidence la contribution sociale d'un groupe linguistique minoritaire, et a montré que les membres de ce groupe peuvent s'intégrer au groupe majoritaire.
- Il a fait connaître l'histoire d'un organisme pour qu'elle ne tombe pas dans l'oubli.

La diversité des thèmes abordés illustre l'étendue de l'apport des aînés à la vie collective. En effet, leur action touche un grand nombre de personnes qui appartiennent à des clientèles particulières. Cela montre que la société ne peut se passer des aînés socialement engagés. Sans eux, elle souffrirait de carences majeures. Dit autrement, la qualité de la vie sociale se détériorerait si les retraités cessaient de s'impliquer dans les groupes communautaires.

[\[Voir l'annexe 9.3.7\]](#)

Conclusion du chapitre 4

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Dans ce chapitre, nous avons fait un tour d'horizon de l'apport des aînés à la vie collective en plus d'étudier l'insertion de la participation sociale dans leur existence. Le travail effectué comporte des recensions d'écrits qui ont permis d'élaborer les cadres d'analyse nécessaires à l'étude empirique des phénomènes considérés. Cette démarche a fait ressortir un continuum entre les théories générales évoquées dans les chapitres précédents, celles qui ont été appliquées à l'analyse des phénomènes traités dans ce document, et les renseignements recueillis par l'entremise des entrevues. À ce stade, il importe de retenir les éléments ci-dessous.

- La contribution sociale des aînés est très importante, méconnue et sous-estimée. Les données présentées dans ce chapitre le démontrent clairement. Toutefois, des études sont nécessaires pour mieux étayer ce phénomène.
- L'action des aînés qui sont membres de conseils d'administration de groupes communautaires couvre tous les domaines d'intervention sociale. Les organismes auxquels ils appartiennent rejoignent des clientèles non touchées par les institutions du secteur public. De plus, ces organismes des activités inédites à ces clientèles.
- Plusieurs aînés sont des professionnels de carrière qui mettent leur compétence au service des associations sans but lucratif. Ils se sont adaptés à la culture de ce genre d'organismes ³⁸⁰. D'où le succès de leurs projets.
- Ces aînés constituent une élite parmi leurs pairs, mais ce ne sont pas les personnes les plus en vue dans la société ni les plus favorisées. *Leur statut social renvoie*

³⁸⁰ La culture des organismes communautaires est différente de celle des institutions publiques et des entreprises privées. Nous le savons d'expérience, mais documenter ce point nous aurait éloigné indûment du sujet principal de cette étude. Pour un ex-administrateur des secteurs public ou privé, le passage au communautaire demande une adaptation. Certes, il faut autant de rigueur pour administrer un organisme, nonobstant le secteur, mais la gestion du communautaire exige plus de souplesse.

d'avantage à ce qu'ils font qu'à ce qu'ils sont. C'est leur engagement et leurs réussites qui en font des piliers de l'action communautaire, et qui leur donnent du prestige. Donc, leur renommée n'est pas tributaire de leurs états de service antérieurs ni du titre qu'ils portent. Les fonctions occupées avant la retraite rendent une personne intéressante pour les associations. Toutefois, dans le conseil d'administration d'un organisme communautaire, c'est la capacité de mener à terme - et en équipe - des projets qui détermine la notoriété d'un individu.

- Cependant, le « faire » et « l'être » sont reliés. Les réalisations des gens révèlent leurs qualités personnelles. Leur action leur permet de se valoriser même si ce n'est pas le principal motif de leur engagement. Car ces gens veulent d'abord et avant tout servir une cause et aider leurs concitoyens. L'estime qu'on leur porte est un « bénéfice marginal », secondaire quoique non négligeable.
- Pour atteindre leurs objectifs, ces aînés ont recours à des combinaisons de stratégies administratives, discursives et psychosociales. Ils demeurent rationnels dans les périodes d'incertitude, un élément déterminant du succès de leurs projets.

Autre fait saillant de première importance : la dimension *proactive* de l'engagement social. La majorité des *participationnistes* que nous avons rencontrés ne s'impliquent pas dans leur collectivité pour combler un vide existentiel. Chez la plupart d'entre eux, l'action collective se situe dans la continuité de leur existence antérieure. C'est un mode de vie et d'expression inhérent à leur façon d'être, et ce, depuis de nombreuses années. À la retraite, ils vont « naturellement » vers l'engagement communautaire qui constitue une source d'épanouissement personnel et de valorisation sociale.

C'est ainsi que « se boucle la boucle ». Les individus s'impliquent dans leur milieu pour réaliser des projets utiles, et quand ils ont du succès, cela leur procure une satisfaction qui les rend plus efficaces dans leurs entreprises. Tel est le cercle vertueux de cette *adoption*. Toutefois, sauf exceptions, les personnes concernées ne s'enferment pas dans leur sphère d'activité, contrairement à certains travailleurs. Les aînés socialement engagés ont une vie personnelle très riche en dehors de leur engagement social : ce sont des parents et des grands-parents attentifs aux besoins de leur progéniture; ils ne négligent pas leur conjoint ou leur conjointe lorsqu'ils demeurent en couple, et ils ont des activités sportives et culturelles auxquelles ils accordent une grande importance. Autrement dit, ils ont des *adoptions contingentes*.

D'aucuns diront que ce portrait enjolive indûment les répondants et leurs émules. Évidemment, tous les aînés ne correspondent pas à ce portrait. Les *participationnistes* âgés sont minoritaires parmi les personnes âgées, et leur vie n'est peut-être pas aussi épanouissante que celle des gens rencontrés dans le cadre de notre étude. Nous en sommes conscients, et nous n'avons jamais prétendu que notre échantillon était statistiquement représentatif. Cependant, il met en évidence une catégorie d'individus qui existe réellement. Ce sont des gens qui se trouvent dans une période productive de leur existence. D'où l'image embellie de leur personne qui ressort de l'étude.

Loin de nous l'idée de faire l'apologie de la participation sociale. Ce type d'occupation ne convient pas à l'ensemble des aînés, et il y a d'autres façons de s'actualiser quand on est âgé. Mais notre recherche corrobore les travaux montrant que l'engagement dans une collectivité est une source de vitalité chez les aînés parce que cela leur permet de travailler à l'édification de la société. En apportant un soutien empirique à une telle assertion, notre étude a atteint un de ses principaux objectifs.

Le temps est maintenant venu de faire le bilan de cette étude et d'en dégager les implications.

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

CONCLUSION GÉNÉRALE

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

L'objectif principal de l'étude dont nous venons de rapporter les résultats était de savoir si l'action sociale des aînés pouvait atténuer les problèmes de soutien que posera le vieillissement démographique. Pour atteindre cet objectif, nous avons parcouru un long chemin. Au premier chapitre, les théories gérontologiques pertinentes ont été passées en revue. L'approche sphérocontextuelle fut exposée en complément de ces théories. Cette démarche a permis l'élaboration du cadre d'analyse général de la participation sociale des aînés et de la méthodologie de la recherche qui a été réalisée par la suite. Les méthodes utilisées sont décrites dans le deuxième chapitre. Le troisième correspond au premier volet de la recherche, celui qui a traité de l'émergence de trois groupes nationaux d'aînés et de leur implantation en Estrie. Puis, nous avons abordé le second volet de cette recherche où furent étudiées la contribution des gens âgés au développement communautaire, ainsi que l'insertion de la participation sociale dans l'existence des personnes concernées. Les constatations effectuées sur ces sujets sont relatées au quatrième chapitre. Que doit-on retenir des renseignements colligés? Quelles sont leurs implications pour la recherche et l'action? Répondre à ces questions constitue l'objet de cette conclusion.

Le bilan du travail accompli

En passant en revue les principales théories gérontologiques susceptibles d'expliquer la participation sociale des aînés et en exposant l'approche sphérocontextuelle, nous avons montré que la problématique de ce phénomène comporte des dimensions individuelles et collectives, ainsi que des aspects diachroniques et synchroniques. Aussi, elle implique plusieurs catégories d'éléments, et elle rejoint un grand nombre de champs d'activité. La participation sociale des aînés est un donc « fait social total » pour reprendre l'expression de G. Gurvitch (1963). D'où la difficulté de l'étudier en profondeur. Nous avons exploré les facettes de cette réalité qui correspondaient à nos objectifs, et ce, sans prétendre à l'exhaustivité.

Tout a commencé par l'examen des facteurs qui ont favorisé l'émergence des groupes d'aînés. Le chapitre consacré à ce sujet a mis en évidence, par condensation horizontale, les traits communs à l'apparition de trois associations québécoises de retraités et à leur implantation dans les Cantons de l'Est. Ces traits sont, aux niveaux national et régional :

- 1) Des débuts laborieux qui ont obligé les fondateurs à s'impliquer de façon intense.
- 2) Une première définition de leur mission, de leurs orientations et de leurs objectifs suivie de remises en question périodiques.
- 3) Des problèmes organisationnels tels que : le manque de ressources humaines, financières et matérielles, ainsi que la participation fluctuante des membres aux activités et aux instances.
- 4) Une lente augmentation du membership pendant la période d'émergence, puis un rapide accroissement par la suite.
- 5) Une situation financière précaire durant les premières années de leur existence. Après cette période, leurs revenus se sont accrus parallèlement à l'augmentation de leur membership et à la diversification de leurs sources de revenus.
- 6) Le soutien reçu de la part de certains organismes pendant la phase d'émergence. Plus tard, les groupes d'aînés ont aidé leurs membres et d'autres associations.

- 7) Les associations de gens âgés ont eu de la difficulté à recruter des bénévoles pour travailler au sein de leurs instances parce que certains individus adhèrent à ces groupes uniquement pour les avantages que cela leur procure.
- 8) Les trois associations d'aînés s'adressent à des clientèles appartenant à plusieurs générations. Leur défi est d'offrir des activités intéressantes aux nouveaux retraités tout en demeurant attrayants pour les plus âgés.

À cela s'ajoutent des particularités régionales dont :

- 9) Le décalage temporel entre la fondation des organismes nationaux et les sections estrieennes. La plupart des organismes nationaux avaient terminé leur période d'émergence quand leurs associations régionales sont apparues.
- 10) Chacun des groupes régionaux s'est donné sa propre orientation tout en respectant les objectifs de l'organisme national dont il relevait.

Les associations de retraités ont été fondées par des personnes conscientes des conditions de vie déplorables des gens âgés, et qui ont voulu les aider à prendre leur place dans la société (notion *d'empowerment*). Les fondateurs et les continuateurs de ces regroupements se sont donnés corps et âme pour arriver à leurs fins.

Les associations d'aînés sont maintenant reconnues par les dirigeants politiques nationaux et locaux. Elles profitent de subsides gouvernementaux qui leur permettent de réaliser des projets communautaires, mais elles ne dépendent pas uniquement de ces subventions pour leur survie. Leurs principaux problèmes se situent du côté de leur mission et de leur orientation. Elles se redéfinissent pendant que s'accroît le nombre de personnes susceptibles de joindre leurs rangs. Les groupes d'aînés, comme toutes les associations sans but lucratif, assument les avatars du passage à une modernité dont les contours se précisent chaque jour. Nos analyses montrent que ces regroupements sont ouverts au changement et possèdent une grande capacité d'adaptation. Ils trouveront leur voie à mesure que les balises de leur action se poseront et s'imposeront.

Cela dit, on peut s'attendre à une diversification des associations d'aînés et à leur spécialisation. Au cours des prochaines années, elles auront accès à de nouveaux créneaux.

Or, elles ne pourront pas tous les occuper. Par conséquent, elles devront faire des choix. Leur avenir dépendra des domaines dans lesquels elles s'engageront.

Au quatrième chapitre de ce document, nous avons étudié deux phénomènes : la contribution sociale des personnes âgées, et la place de leur engagement dans leur vie. L'examen du premier élément montre que :

- L'apport des aînés à la société est considérable, méconnu et sous-estimé. Des recherches de plus grande envergure sont nécessaires pour mieux connaître les tenants et aboutissants de cet apport.
- L'action des membres les plus âgés des conseils d'administration des groupes communautaires couvre les 15 domaines d'intervention de Salomon et Anheier (1997). Ces organismes rejoignent des clientèles non touchées par les institutions du secteur public, et leur offrent des activités inédites.
- Les aînés qui administrent de tels organismes constituent une élite parmi leurs pairs, mais sauf exceptions, ce ne sont pas les personnes les plus en vue dans la société ni les plus favorisées. *Leur statut social renvoie davantage à ce qu'ils font qu'à ce qu'ils sont.*
- Pour atteindre leurs objectifs, ils ont recours à des combinaisons de stratégies administratives, discursives et psychosociales. Ils sont capables de demeurer rationnels durant les périodes d'incertitude, un élément qui est déterminant du succès de leurs projets.
- La majorité des personnes concernées ne s'impliquent pas dans leur milieu pour combler un vide existentiel. L'engagement social de la plupart de ces personnes se situe dans la continuité de leur existence antérieure. C'est un mode de vie et d'expression inhérent à leur façon d'être, et ce, depuis de nombreuses années.
- Le principal avantage qu'ils retirent de leur engagement est le sentiment d'utilité sociale. Les retraités ont l'impression d'apporter quelque chose d'important à leur communauté, et cette motivation est cardinale dans leur action.
- De plus, ils bénéficient de gratifications psychologiques. Il en va ainsi de la reconnaissance des personnes soutenues de même que la possibilité d'entretenir des relations interpersonnelles valorisantes.

- Les inconvénients de leur implication sociale ont trait au manque de temps pour accomplir adéquatement les devoirs inhérents aux fonctions assumées, ainsi que pour discuter avec les pairs du recadrage de leur travail. En plus, il y a le stress engendré par les responsabilités endossées, et les tensions découlant des décisions qui suscitent du mécontentement.
- De façon surprenante, les coûts de l'engagement social ne semblent pas un obstacle à l'action sociale. Cela tient au fait que les individus les plus fortement impliqués dans leur collectivité sont un peu mieux nantis que leurs concitoyens, mais ce facteur n'explique pas tout. En fait, comme le montre la documentation consultée, le don de temps est corrélé au don d'argent ³⁸¹. Par conséquent, la participation sociale est une totalité indivisible, et ces deux types de contributions sont inséparables. Au-delà d'un certain coût, les gens réduisent probablement leur engagement. Cependant, notre étude n'a pas permis d'estimer ce coût.

Telles sont, succinctement résumées, les principales constatations de la recherche. Voyons leurs implications.

³⁸¹ Godbout, 2000; Hall *et coll.*, 2006; Reed et Selbee, 2000a et b.

Les implications pour la recherche et l'action

Les résultats de l'étude effectuée corroborent en partie ceux des travaux antérieurs tout en apportant des éléments inédits. Ils ont des implications pour la recherche et l'action qu'il importe de dégager.

L'émergence des groupes d'aînés pose deux questions : celle de leur avenir et celle de leur pertinence sociale. L'avenir des groupes d'aînés est sans doute prometteur, du moins dans un horizon de 25 à 30 ans, période pendant laquelle le nombre et le pourcentage de gens âgés augmenteront au Québec (Conseil des aînés du Québec, 2007). Reste à savoir si ces associations continueront de travailler à l'amélioration des conditions de vie de la population âgée et de la société ou si elles défendront uniquement les intérêts de leurs membres. On peut aussi se demander si elles accorderont la priorité aux loisirs et délaisseront les activités philanthropiques. Ces questions méritent d'être posées même s'il est impossible d'y répondre. Car les nouveaux retraités sont hédonistes : ils désirent une retraite épanouissante. Certes, le divertissement est essentiel au bien-être individuel et à la cohésion des groupes, mais quand il devient leur raison d'être, le risque est grand que passe au second plan la dimension universaliste de l'action des organismes concernés. Auquel cas, leur apport à la collectivité serait moindre, ce qui remettrait en cause leur pertinence sociale.

Toutefois, il n'y a pas « péril en la demeure » pour le moment, et rien ne permet de croire que les groupes d'aînés sont sur le point de reléguer au second plan leurs préoccupations communautaires. Au contraire, ils s'intéressent au sort de leurs concitoyens démunis. Si cette tendance se maintient, et si les nouveaux retraités suivent l'exemple de leurs prédécesseurs, la contribution des aînés à la vie collective augmentera au cours des prochaines décennies, pour autant que la société leur donne la possibilité d'agir de façon efficiente. Or, sous ce rapport, rien n'est acquis parce que les générations montantes pourraient exclure les plus âgés de la « joute sociale » advenant que les crises économiques ralentissent la mobilité professionnelle, et avivent la concurrence entre les groupes d'âge.

Quoi qu'il en soit, pour atténuer les problèmes de soutien que posera le vieillissement démographique, il faudra que tout le monde apporte son aide. Dans un tel contexte, celle des aînés sera indispensable. D'où notre optimisme. Dès lors, au lieu d'assister à une

« guerre des générations », la collaboration entre leurs membres s'intensifiera. Et les *participationnistes* de tout âge inaugureront cette ère de coopération. En effet, ces derniers ont des traits communs que notre étude a mis en lumière. Le plus important est leur volonté d'améliorer les conditions de vie de tout un chacun par des initiatives originales et rassembleuses. Et puis, ces gens sont conviviaux. Ils inventent de nouvelles formes de sociabilité qui sont fondées sur le respect mutuel et l'harmonie avec le milieu (Touraine, 1997). Des regroupements de jeunes et d'aînés existent déjà, et ils joueront sans doute un rôle de plus en plus l'important au fil des ans. Si leur action fait contrepoids au consumérisme individuel, la société s'accommodera du vieillissement démographique.

Mais ces propos sont spéculatifs et contrastent avec le caractère scientifique de l'étude effectuée. En fait, il appartiendra aux chercheurs de suivre à la trace les tendances qui se dessineront dans les domaines couverts par cette étude, et ce, en collaboration avec les associations de gens âgés. Ceux qui étudient ces associations ont donc « du pain sur la planche », et des années de travail potentiellement productives devant eux... Car leur discours aura une influence sur les formes que prendra la participation sociale des aînés, et sur la manière dont on percevra les personnes âgées. Telle est la responsabilité des chercheurs. L'assumeront-ils pleinement ? L'avenir le dira...

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

ANNEXES

M.-A. Delisle et M.-R. Thouvenot

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Cadre d'analyse général du sphérocontexte de la participation sociale des aînés

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Paliers de détermination contextuels et entités humaines	Ordres temporel, spatial et social de la sphère		Facteurs contextuels					
			Périsphéristes		Sphéristes (champs d'activité)			
			Biologique	Démographique	Économique	Politique	Culturel/informationnel	Socioaffectif
Éléments fondamentaux et entités humaines macro-sociales	<i>Ordre temporel</i>	- Rapports des aînés avec les temps macro-sociaux et avec l'histoire mondiale, nationale et provinciale.	- État de santé-mobilité des aînés aux niveaux mondial, national et provincial à une époque donnée.	- Caractéristiques démographiques des aînés aux niveaux mondial, national et provincial.	- Statut socio-économique des aînés aux niveaux mondial, national et provincial.	- Droit d'association et libertés individuelles.	- Spécificités culturelles des aînés.	- Identité collective des aînés.
	<i>Ordre spatial</i>	- Caractéristiques écologiques de l'habitat des aînés et de leur communauté au niveau macrosocial.	- Aspects diachroniques de leur santé-mobilité.	- Évolution démographique des milieux considérés.	- Caractéristiques économiques des milieux de référence.	- Statut, orientations et aspirations politiques des aînés aux niveaux mondial, national et provincial.	- Position des aînés et de leur communauté dans les macro-réseaux de communication et d'échanges culturels.	- Leurs perceptions, cognitions, et sentiments collectifs.
	<i>Ordre social</i>	- La place des aînés dans les organismes internationaux, nationaux et provinciaux.			- Aspects diachroniques du statut socio-économique des aînés et des caractéristiques économiques des milieux considérés.	- Statut, orientations et aspirations politiques des aînés aux niveaux mondial, national et provincial.	- Valeurs morales et sociales dominantes.	- Les leaders dans lesquels ils se reconnaissent aux niveaux mondial, national et provincial.

Annexe 1 : page 2

Paliers de détermination contextuels et entités humaines	Ordres temporel, spatial et social de la sphère		Facteurs contextuels					
			Périsphéristes		Sphéristes (champs d'activité)			
			Biologique	Démographique	Économique	Politique	Culturel/informationnel	Socioaffectif
Facteurs structurels et entités humaines micro-sociales	<i>Ordre temporel</i>	- Histoire de la participation sociale des aînés aux niveaux régional et local.	- État de santé-mobilité des aînés aux niveaux régional et local.	- Caractéristiques démographiques des milieux considérés.	- Statut socio-économique des aînés aux niveaux régional et local. - Caractéristiques économiques de ces milieux de référence. - Aspects diachroniques du statut socio-économique des aînés et des caractéristiques économiques des milieux considérés.	- Pouvoir politique des aînés. - Relations entre les aînés de ces milieux, l'État et la société civile. - Les groupes avec lesquels ils coopèrent ou s'opposent. - Rapports de pouvoir au sein des groupes d'aînés de ces milieux.	- Spécificités culturelles des aînés de ces milieux. - Position des aînés dans les microréseaux de communication et d'échanges culturels. - Valeurs morales et sociales auxquelles ils adhèrent. - Sous-cultures et <i>Adeptions</i> locales.	- Façon dont les aînés se perçoivent par rapport à d'autres groupes et manière dont ils sont perçus dans leur collectivité. - Degré de cohésion des aînés dans leur milieu. - Leadership au sein du groupe des aînés.
	<i>Ordre spatial</i>	- Lieux de résidence, de réunion et de fréquentation des aînés à ces niveaux. - Problèmes de transport, le cas échéant.	- Besoins des aînés en matière de santé. - Accès aux services de santé.					
	<i>Ordre social</i>	- Les organismes communautaires et les groupes d'aînés régionaux et locaux. - Leur intégration dans ces collectivités.						

Annexe 1 : page 3

Paliers de détermination contextuels et entités humaines	Ordres temporel, spatial et social de la sphère		Champs contextuels					
			Périsphéristes		Sphéristes (champs d'activité)			
			Biologique	Démographique	Économique	Politique	Culturel/informationnel	Socioaffectif
Éléments moteurs et entités humaines individuelles	<i>Ordre temporel</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Aspects diachroniques et synchroniques de l'occupation du temps des aînés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Santé-mobilité des participants. - Besoins individuels en matière de santé. - Accès individuel aux services de santé. 	<ul style="list-style-type: none"> - Caractéristiques démographiques des participants âgés aux activités des groupes communautaires et des groupes d'aînés, le cas échéant. 	<ul style="list-style-type: none"> - Statut socio-économique des participants. 	<ul style="list-style-type: none"> - Pouvoir politique des participants. - Les personnes avec lesquelles ils coopèrent ou s'opposent. - Stratégies qu'ils emploient pour réaliser leurs projets. 	<ul style="list-style-type: none"> - Caractéristiques socio-culturelles des participants. - Leur scolarité. - Leurs pratiques d'information et les moyens dont ils disposent à cette fin. - Leurs valeurs morales et religieuses. - Leurs <i>adaptations</i> antérieures et courantes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Perceptions et cognitions émotionnelles des participants. - Leur identité personnelle et sociale. - Le rôle qu'ils se donnent au sein des groupes communautaires et des groupes d'aînés, le cas échéant.
	<i>Ordre spatial</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Leurs lieux de résidence et de fréquentation individuels. - La distance séparant les gens âgés de leurs lieux de sociabilité. 						
	<i>Ordre social</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Circonstances entourant leur implication sociale. - Insertion de la participation sociale dans leur existence. - Les facteurs favorables et défavorables à leur engagement social. 						

Cadre d'analyse du sphérocontexte de l'émergence des groupes d'aînés et de leur implantation dans les Cantons de l'Est

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Paliers de détermination contextuels et entités humaines	Ordres temporel, spatial et social de la sphère		Facteurs contextuels					
			Périsphéristes		Sphéristes (champs d'activité)			
			Biologique	Démographique	Économique	Politique	Culturel/informationnel	Socioaffectif
Éléments fondamentaux et entités humaines macro-sociales	<i>Ordre temporel</i>	- Rapports des aînés avec les temps macro-sociaux et avec l'histoire mondiale, nationale et provinciale.	- État de santé/mobilité de la population âgée des Cantons de l'Est par rapport à celle du reste du Québec et à d'autres pays. - Évolution de ces caractéristiques.	- Caractéristiques démographiques de la population des Cantons de l'Est par rapport à celle du reste du Québec et à d'autres pays. - Évolution de ces caractéristiques.	- Statut socio-économique des aînés d'un milieu donné par rapport à d'autres collectivités. - Évolution de ces caractéristiques.	- Droit d'association et libertés individuelles. - Les politiques sociales destinées aux aînés et à leurs proches au Canada et au Québec. - Les politiques concernant les groupes d'aînés.	- Spécificités culturelles et éducatives des aînés du Québec par rapport à d'autres pays et régions. - Importance du <i>participationnisme</i> comme <i>adoption</i> chez les aînés d'une collectivité. - Évolution de ces particularités.	- Degré d'identification des aînés à leur groupe d'âge dans les collectivités étudiées.
	<i>Ordre spatial</i>	- Principales caractéristiques géographiques du Québec et des Cantons de l'Est. - Évolution de ces caractéristiques.						
	<i>Ordre social</i>	- Rapports des aînés avec les organismes internationaux, nationaux et provinciaux.						

Annexe 2 : page 2

Paliers de détermination contextuels et entités humaines	Ordres temporel, spatial et social de la sphère		Facteurs contextuels					
			Périsphéristes		Sphéristes (champs d'activité)			
			Biologique	Démographique	Économique	Politique	Culturel/informationnel	Socioaffectif
Facteurs structurels et entités humaines microsociales	<i>Ordre temporel</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des aînés avec les temps microsociaux et avec l'histoire de leur milieu. - Histoire des groupes d'aînés aux niveaux régional et local. 	<ul style="list-style-type: none"> - État de santé mobilité des membres des groupes d'aînés aux niveaux régional et local. 	<ul style="list-style-type: none"> - Caractéristiques démographiques des membres des groupes d'aînés par rapport à la population âgée du Québec. - Évolution de ces caractéristiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - Statut socioéconomique des membres des groupes d'aînés au moment de leur implantation dans les Cantons de l'Est. - Ressources financières des groupes d'aînés. - Évolution de ces caractéristiques depuis l'implantation des groupes d'aînés concernés en Estrie. 	<ul style="list-style-type: none"> - Statut juridique et structures participatives des groupes locaux d'aînés. - Leurs orientations politiques. - Leurs relations de pouvoir avec l'État et la société civile. - Leur rayonnement municipal, régional, provincial, national et international. - Évolution de ces caractéristiques depuis l'implantation des groupes d'aînés concernés dans les Cantons de l'Est. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les spécificités culturelles et éducatives (scolarité) des membres des groupes d'aînés. - Les principaux objectifs et les créneaux de chacun des groupes d'aînés. - Les champs d'intérêt de leurs membres. - Les moyens de communication dont ils disposent. - Les principales activités qu'ils organisent. - Les difficultés organisationnelles, le cas échéant. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le degré de cohésion de chacun des groupes. - Le dynamisme de ces groupes d'aînés. - Les motivations sous-jacentes à la participation des membres des groupes aînés.
	<i>Ordre spatial</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Localisation géographique des groupes d'aînés. 						
	<i>Ordre social</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Coutumes locales en matière de sociabilité. - Rapports des aînés avec les organismes d'aînés régionaux et locaux. 						

Annexe 2 : page 3

Paliers de détermination contextuels et entités humaines	Ordres temporel, spatial et social de la sphère		Champs contextuels					
			Périsphéristes		Sphéristes (champs d'activité)			
			Biologique	Démographique	Économique	Politique	Culturel/informationnel	Socioaffectif
Éléments moteurs et entités humaines individuelles	<i>Ordre temporel</i>	- Histoire de la participation sociale des membres et des <i>leaders</i> des groupes d'aînés.	- Santé/mobilité des membres et des <i>leaders</i> des groupes d'aînés. - Besoins individuels en matière de santé.	- Caractéristiques démographiques des membres et des <i>leaders</i> des groupes d'aînés.	- Statut socio-économique des membres et des <i>leaders</i> des groupes d'aînés au moment de leur implantation dans les en Estrie. - Ressources matérielles dont ils disposaient. - Évolution de ces caractéristiques depuis l'implantation des groupes concernés dans les Cantons de l'Est.	- Les orientations politiques des membres et des <i>leaders</i> des groupes d'aînés. - Leur vision de la place des aînés dans la société. - Les réseaux sociopolitiques dont ils font partie.	- Les caractéristiques culturelles et éducatives (scolarité) des membres et des <i>leaders</i> des groupes d'aînés. - L'importance du <i>participationnisme</i> comme <i>adoption</i> chez les membres et les <i>leaders</i> des groupes d'aînés.	- Les motivations sous-jacentes à l'action des membres et des <i>leaders</i> des groupes d'aînés. La perception de ce qu'ils apportent à la société. - Leur identité personnelle et sociale. - Leur degré d'identification au groupe des aînés.
	<i>Ordre spatial</i>	- Localisation géographique des membres et des <i>leaders</i> des groupes d'aînés. - Problèmes de transport, le cas échéant.	- Accès individuel aux services de santé.					
	<i>Ordre social</i>	- Circonstances entourant l'implication sociale individuelle. - Insertion de la participation sociale des aînés dans leur vie privée.						

Annexe 3

Schéma d’entrevue du premier volet

[Retour à l’appel de l’annexe 3](#) ; [Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Note préliminaire

1. *L'Association* désigne le regroupement régional d'un mouvement provincial, soit l'AREQ, la FADOQ ou l'AQDR de l'Estrie. Lorsque le répondant a participé à la fondation d'une section locale d'une de ces associations, les questions relatives à la fondation de l'Association portent sur cette section.
2. Les termes *Estrie* et *Cantons de l'Est* renvoient à la région administrative 05.

RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS ET QUESTIONS EN LIEN	PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE RÉPONSE
<i>L'ASSOCIATION</i>	
1. Les caractéristiques (actuelles) des groupes d'aînés sélectionnés. 1. Pourriez-vous me parler de l'Association... de ses caractéristiques et de ce qui la distingue des autres groupes d'aînés (c'est-à-dire son principal créneau) ou <i>Qu'est-ce qui vous vient spontanément à l'esprit quand on parle de l'association...</i> ? [Dans ce cas, ne pas oublier de parler de son principal créneau.]	
2. Les principaux objectifs des groupes d'aînés sélectionnés. 2.1 Quels étaient les principaux objectifs de l'Association... au moment de son implantation dans les Cantons de l'Est? 2.2 Ces objectifs ont-ils changé significativement depuis cette époque?	
3. Les principaux champs d'intérêt des membres des groupes sélectionnés. 3.1 Quels étaient les principaux champs d'intérêt des membres de l'Association... au moment de son implantation dans les Cantons de l'Est? 3.2 Ces champs d'intérêt ont-ils changé significativement depuis cette époque? Note : Si la personne ne sait pas quoi répondre, suggérer, des domaines comme les avantages financiers, les loisirs, la défense des droits ou l'entraide. 3.3 Quels étaient les principaux besoins des membres de l'Association... au moment de son implantation dans les Cantons de l'Est? 3.4 Ces besoins ont-ils été comblés depuis l'implantation de l'Association dans la région?	

Annexe 3 : page 2

RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS ET QUESTIONS EN LIEN	PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE RÉPONSE
LES MEMBRES DE L'ASSOCIATION	
<p>4. Les spécificités culturelles et éducatives des <i>membres</i> des groupes sélectionnés.</p> <p>4.1 Quelles étaient les particularités culturelles des gens que voulait rejoindre l'Association... en s'implantant dans les Cantons de l'Est?</p> <p>4.2 Est-ce que c'était des anglophones, des francophones ou les deux groupes linguistiques?</p> <p>4.3 Est-ce qu'on visait une clientèle de gens ayant un certain niveau de scolarité ou la population retraitée en général?</p> <p>4.4 Est-ce qu'on voulait regrouper des gens ayant d'autres particularités linguistiques, culturelles ou religieuses?</p> <p>4.4.1 Si oui, lesquelles?</p>	
<p>5. Le statut socio-économique et les conditions de vie des membres des groupes d'aînés sélectionnés à l'époque de leur implantation dans les Cantons de l'Est.</p> <p>5. Pourriez-vous me parler des conditions de vie des personnes qu'on voulait regrouper au sein de l'Association...</p> <p>5.1 Ces gens avaient-ils des difficultés financières?</p> <p>5.2 Est-ce qu'ils avaient des problèmes de transport?</p> <p>5.3 Est-ce qu'ils avaient accès à des loisirs divertissants?</p> <p>5.4 Est-ce qu'ils étaient isolés?</p> <p>5.5 Est-ce qu'ils se sentaient seuls</p> <p>5.6 Est-ce qu'ils s'ennuyaient?</p>	

Annexe 3 : page 3

RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS ET QUESTIONS EN LIEN	PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE RÉPONSE
LES MEMBRES DE L'ASSOCIATION (suite)	
<p>6. Leurs relations de pouvoir avec l'État et la société civile.</p> <p>6. Ces gens étaient-ils reconnus à leur juste valeur dans leur milieu?</p> <p>6.1 Ces gens étaient-ils en mesure de défendre leurs droits par rapport aux instances locales, provinciales et par rapport aux décideurs politiques?</p> <p>6.2 Ces gens étaient-ils représentés adéquatement par les instances locales, provinciales et par les décideurs politiques?</p>	
<p>7. L'histoire de l'implantation des groupes d'aînés sélectionnés.</p> <p>7. Pourriez-vous raconter comment l'Association... s'est implantée dans les Cantons de l'Est?</p> <p>7.1 J'ai comme information que l'Association... s'est implantée en Estrie.</p> <p>7.2 S'agit-il d'une initiative des gens des Cantons de l'Est ou d'une demande provenant de l'organisation provinciale?</p> <p>7.3 Pour quelles raisons les premiers dirigeants de l'Association... ont-ils décidé d'implanter une de ses sections dans les Cantons de l'Est?</p> <p>7.4 Ceux qui ont implanté l'Association... ont-ils rencontré des difficultés organisationnelles (si le répondant ne semble pas bien comprendre la question, on peut énumérer des problèmes comme : la difficulté de se réunir; les problèmes de locaux et de communication; le financement; les relations interpersonnelles au sein du groupe ou le transport).</p> <p><i>Vous souvenez-vous des difficultés rencontrées au début?</i></p> <p>7.4.1 Si oui, lesquelles?</p> <p>7.4.2 Comment ces difficultés ont-elles été surmontées?</p>	

Annexe 3 : page 4

RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS ET QUESTIONS EN LIEN	PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE RÉPONSE
LES MEMBRES DE L'ASSOCIATION (suite)	
8. Les principales activités organisées 8.1 Quelles furent les premières activités proposées aux <i>membres</i> ? 8.2 Est-ce que la participation à ces activités fut un succès? - Si oui, pourquoi, d'après-vous? - Sinon, pourquoi n'y a-t-il pas eu suffisamment de participation? 8.3 Est-ce que les activités proposées ont changé depuis l'implantation de l'Association... dans les Cantons de l'Est?	
9. Les avantages que les <i>membres</i> de ces groupes tiraient de leur adhésion au début de leur existence. 9.1 Quels étaient les principaux avantages que les membres de ces groupes tiraient de leur adhésion au début de l'existence de l'Association? 9.2 Est-ce que ces avantages sont différents maintenant (plus nombreux ou moins nombreux ou simplement tout autres)?	
10. Ce qu'est devenu le groupe d'aînés sélectionné (<i>comment a évolué le groupe</i>) 10. Est-ce que le membership de l'Association... a augmenté ou diminué depuis son implantation dans les Cantons de l'Est? 10.1 Cette augmentation ou cette diminution serait de quel ordre? 10.2 Avez-vous des données sur ce sujet? 10.3 Comment expliquez-vous cette augmentation ou cette diminution?	

Annexe 3 : page 5

RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS ET QUESTIONS EN LIEN	PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE RÉPONSE
LES MEMBRES DE L'ASSOCIATION (SUITE)	
<p>11. La cohésion du groupe <i>Avez-vous l'impression qu'il y avait de la cohésion dans le groupe? Si oui, comment peut-on dire qu'il y avait de la cohésion?</i></p> <p>11.1 Dans les premières années, est-ce que les membres de l'Association... étaient fiers d'en faire partie? 11.2 Est-ce qu'ils se sentaient proches les uns des autres? 11.3 Est-ce qu'ils se faisaient des confidences? 11.4 Est-ce qu'ils s'entraidaient? 11.5 Qu'en est-il maintenant (de ces éléments)?</p>	
<p>12. Le rayonnement du groupe d'aînés sélectionné.</p> <p>12. Pourriez me parler du rayonnement de l'Association... dans les Cantons de l'Est). 12.1 Est-ce que son rayonnement s'est accru ou a diminué dans la région depuis son implantation? 12.2 Comment expliquez-vous cela?</p>	

Annexe 3 : page 6

RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS ET QUESTIONS EN LIEN	PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE RÉPONSE
LES <i>LEADERS</i> FONDATEURS DE L'ASSOCIATION	
<p>13. Les dirigeants et les fondateurs du groupe d'aînés sélectionné.</p> <p>13. Êtes-vous un des fondateurs ou une des fondatrices de la section locale ou régionale de l'Association... ?</p> <p>[Sinon, passer à 13.3]</p> <p>13.1 Si oui, depuis combien de temps œuvrez-vous pour l'Association... ?</p> <p>13.2 Si oui, y a-t-il des circonstances particulières qui vous ont incité à fonder la section locale ou régionale de l'Association... ?</p> <p>[Si oui... passer à 13.5]</p> <p>13.3 Si vous n'êtes pas un des fondateurs ou une des fondatrices du groupe local ou régional de l'Association, depuis combien de temps œuvrez-vous pour celle-ci?</p> <p>13.4 Quelles sont les raisons qui vous ont incité à vous engager auprès de cette association?</p> <p>13.5 Quelles sont vos principales réalisations dans cette association?</p> <p>13.6 Quelles sont les plus grandes difficultés que vous avez rencontrées dans cette association?</p> <p>13.7 Comment entrevoyez-vous l'avenir de cette association?</p> <p>13.8 Comment entrevoyez-vous votre propre avenir dans cette association?</p>	
<p>14. Liens actuels avec l'Association...</p> <p>14.1 Êtes-vous encore membre de l'Association...?</p> <p>14.2 Êtes-vous encore membre du comité directeur, du bureau de direction, du conseil d'administration ou d'un comité de l'Association...</p> <p>14.3 Si oui, quel (s) poste (s) occupez-vous?</p> <p>14.4 Sinon, votre santé limite-t-elle votre participation aux activités de l'Association?</p> <p>14.5 Sinon, est-ce que d'autres raisons expliquent le fait que vous participez moins souvent ou plus du tout aux activités de l'Association?</p> <p>14.6 Le cas échéant, est-ce possible de savoir quelles raisons?</p>	

Annexe 3 : page 7

RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS ET QUESTIONS EN LIEN	PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE RÉPONSE
LES <i>LEADERS</i> FONDATEURS DE L'ASSOCIATION (suite)	
<p>15. Importance du <i>participationnisme</i> comme <i>adeption</i> chez ces <i>leaders</i>.</p> <p>15. Avez-vous participé à la fondation d'autres associations? [Sinon, passer à 15.4]</p> <p>15.1 Si oui, lesquelles? 15.2 Pour quelles raisons avez-vous participé à leur fondation? 15.3 Quelles étaient les clientèles visées par ces associations? 15.4 Êtes-vous membre de comités directeurs, de bureaux de direction ou de conseils d'administration d'autres associations? [Sinon, passer à 15.5]</p> <p>15.4.1 Si oui, de quelles associations? 15.4.2 Si oui, quelles sont les clientèles visées par ces associations? 15.5 Avez-vous été membre de comités directeurs, de bureaux de direction ou de conseils d'administration d'autres associations? [Sinon, passer à 16.]</p> <p>15.5.1 Si oui, de quelles associations? 15.5.2 Si oui, quelles étaient les clientèles visées par ces associations?</p>	
<p>16. Perception de ce que les <i>leaders</i> des groupes d'aînés apportent à leurs membres et à la société.</p> <p>16.1 Qu'est ce que les dirigeants des groupes d'aînés apportent de plus important à leurs membres? 16.2 Qu'est ce que les dirigeants des groupes d'aînés apportent de plus important à la société?</p>	
<p>17. Degré d'identification au groupe des aînés.</p> <p>17. En regard des gens votre groupe d'âge et compte tenu des termes utilisés pour les désigner, comment vous définissez-vous? 17.2 Est-ce que vous vous identifiez aux gens de votre génération? 17.3 Est-ce que vous vous identifiez à une autre génération ou à une autre catégorie de personnes? 17.4 Si oui, laquelle?</p>	

Annexe 3 : page 8

RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS ET QUESTIONS EN LIEN	PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE RÉPONSE
LES <i>LEADERS</i> FONDATEURS DE L'ASSOCIATION (suite)	
18. Relations sociales 18. Rencontrez-vous régulièrement : 18.1 Vos enfants (indiquer si la personne n'a pas d'enfant vivant ou le nombre d'enfants qu'elle rencontre régulièrement)? 18.2 Des membres de votre famille et de votre parenté? 18.3 Des amis? 18.4 Êtes-vous en contact avec eux par d'autres moyens? (téléphone, Internet)	Nombre d'enfants _____ Nb d'enfants rencontrés régulièrement _____
19. Renseignements généraux. 19.1 Sexe. 19.2 Groupe décennal d'âge : (50-59, 60-69, 70-79, 80 ans et plus). 19.3 Statut marital actuel. 19.4 Est-ce que la personne vit seule? 19.5 Est-ce que la personne vit dans son domicile? 19.6 Nombre d'années de scolarité ou plus haut niveau de scolarité atteint. 19.7 Occupation antérieure à la retraite (ou occupation actuelle si non retraité). 19.8 Nombre d'années de résidence dans les Cantons de l'Est. 19.9 Catégorie de revenu annuel [facultatif] (entre 0-10 000; entre 10 000 et 20 000; entre 20 000 et 30 000; plus de 30 000)	F ☐ H ☐ Décennie : _____ Age exact si la personne le mentionne spontanément _____ Statut marital actuel _____ Personne vivant seule ☐ Avec conjoint ☐ Avec enfants ☐ Autre _____ Personne vivant à son domicile Oui ☐ Non ☐ Nombre d'années de scolarité ou plus haut niveau de scolarité atteint : _____ Occupation antérieure à la retraite (ou occupation actuelle si non retraité) _____ Nombre d'années de résidence dans les Cantons de l'Est. _____ Catégorie de revenu _____

Annexe 4

Fiches historiques relatives aux facteurs associés à l'émergence des groupes d'aînés dans les sociétés occidentales et au Québec

[Retour à l'appel de l'annexe 4](#)

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Les années 1930-1960

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
La morphologie de la sphère	<ul style="list-style-type: none"> - Vastes étendues non développées dans le monde. - Période coloniale. - Développement progressif du réseau routier. - Le transport des marchandises et des passagers s'effectue surtout par bateau et par train. Le transport aérien prend de plus en plus d'importance. - Urbanisation des pays industrialisés. - Destructures entraînées par la Seconde Guerre mondiale (dans certains pays). - Pollution de l'environnement. - Développement des premiers parcs. - Construction et amélioration des infrastructures sanitaires dans les pays industrialisés. 	<p>Idem+</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sauf exception (comme les Cantons de l'Est), les régions du Québec ne sont pas clairement délimitées. - Forte pollution et faible niveau d'hygiène dans les villes du Québec. - Le réseau routier est peu développé.
Facteurs biologiques	<ul style="list-style-type: none"> - Diminution de l'incidence des maladies contagieuses grâce à la pénicilline et aux vaccins, surtout dans les pays industrialisés. 	Idem

Les années 1930-1960

Annexe 4 : page 2

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs démographiques	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse de la fécondité pendant la crise et la Seconde Guerre mondiale, puis augmentation par la suite (<i>baby-boom</i>). - Augmentation importante de l'espérance de vie tout au long de la période surtout pour les femmes et les personnes économiquement favorisées. - Faible pourcentage de gens de 65 ans et plus à cause des forts taux de natalité. 	<p>Idem +</p> <ul style="list-style-type: none"> - Diminution importante de la mortalité infantile. - La fécondité des francophones est supérieure à celle des anglophones.
Facteurs économiques	<p><u>Canada et États-Unis</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Fort taux de chômage pendant la crise, puis plein emploi pendant la guerre. - Reconversion de l'économie après la guerre. - Crise économique à la fin des années 1950. - Dominance du secteur secondaire au début de la période et développement important du secteur tertiaire à la fin de la période. 	<p>Idem +</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Québec et l'Estrie se développent surtout grâce au secteur primaire (richesses naturelles et hydro-électricité) et aux industries secondaires traditionnelles (ex. : textile). - Le Québec et l'Estrie prennent du retard dans la modernisation de leurs usines de transformation et dans le développement de leur secteur tertiaire. D'où un plus fort taux de chômage. - Infériorité économique des francophones. - [En Estrie] « Les différences de statut social entre les deux communautés linguistiques tendent à s'effacer encore davantage après la Deuxième Guerre. » (Kesteman <i>et coll.</i>, 1998, p. 630). - Développement du mouvement coopératif.

Les années 1930-1960

Annexe 4 : page 3

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs politiques	<p>- Des politiques de soutien aux démunis et des programmes de travaux publics destinés aux chômeurs sont instaurés durant la crise dans plusieurs pays.</p> <p><u>Canada</u></p> <p>- 1927 : adoption de la Loi sur l'assistance vieillesse pour les personnes de 70 ans et plus nécessiteuses. Une nouvelle Loi a étendu cette protection aux gens de 65 à 69 ans en 1951. La même année, le gouvernement canadien votait la Loi sur la sécurité de la vieillesse qui permettait aux personnes de 70 ans et plus de recevoir une pension nonobstant leur situation financière.</p> <p>- 1957 : adoption de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (REÉR).</p> <p>- Les libéraux sont au pouvoir durant toute cette période sauf entre 1930 et 1935 ainsi qu'entre 1957 et 1963.</p>	<p>- Réseaux de services sociaux diocésains chez les francophones.</p> <p>- Les organismes caritatifs francophones sont surtout religieux. Il y a quelques organismes laïcs francophones qui sont souvent affiliés à des clubs sociaux anglophones (ex. : Chevaliers de Colomb, Rotary, Lions, Kiwanis).</p> <p>- Le soutien aux démunis passe graduellement des communautés religieuses aux institutions étatiques.</p> <p>- 1936 : Application au Québec de la Loi sur l'assistance vieillesse.</p> <p>- Développement du syndicalisme malgré des lois qui l'entravent. Grèves dures et souvent violentes.</p> <p>- 1936-1939 et 1944-1959 : gouvernement autocratique de Maurice Duplessis.</p> <p>- 1959 : Application au Québec des dispositions fiscales de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (REÉR).</p>

Les années 1930-1960

Annexe 4 : page 4

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs culturels, religieux et informationnels	<ul style="list-style-type: none"> - La religion a moins d'emprise sur la vie communautaire au Canada anglais qu'au Canada français. - La télévision se répand durant les années 1950. 	<p>Idem+</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les anglophones et les francophones ont leur propre réseau d'institutions éducatives et de santé, ainsi que leurs organismes communautaires et caritatifs. - Dominance de l'Église catholique sur la vie sociale et communautaire des francophones. - Importance de la paroisse comme milieu de vie. - Anticléricalisme latent réprouvé par l'Église. - L'Estrie devient de plus en plus francophone durant cette période. - Le niveau de scolarité demeure faible chez les Québécois francophones. - 1954 : Fondation de l'Université de Sherbrooke.
Facteurs socioaffectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Pousée d'antisémitisme dans plusieurs pays durant la période qui a précédé la Deuxième Guerre mondiale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Nationalisme latent chez les francophones. - Quelques individus sont xénophobes et antisémites. - Esprit communautaire très développé dans les milieux ruraux et dans les quartiers ouvriers.

Les années 1960-1970

Annexe 4 : page 5

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
La morphologie de la sphère	<ul style="list-style-type: none"> - Développement des territoires vierges dans le monde. - La période de décolonisation s'achève. De nombreux conflits armés marquent la fin de cette époque. - Développement rapide du réseau routier. - Dans les pays industrialisés et particulièrement en Amérique du Nord, le transport des passagers s'effectue de plus en plus par voiture, par autobus et par avion. - Abandon de plusieurs lignes ferroviaires destinées aux passagers. Idem pour les marchandises qui sont de plus en plus fréquemment transportées par camions. - Construction de la route transcanadienne. - Urbanisation et suburbanisation dans les pays industrialisés. - Prise de conscience des problèmes environnementaux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les réseaux routiers et autoroutiers se développent de façon importante. - Destruction de terres agricoles et d'habitats fauniques pour la construction de barrages hydro-électriques, de routes, d'usines et d'habitations. - Aménagement du parc du mont Orford à partir de 1938.
Facteurs biologiques	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration de l'état de santé des populations des pays industrialisés. - Progrès de la médecine. 	Idem
Facteurs démographi- ques	<ul style="list-style-type: none"> - Croissance rapide de la population presque partout dans le monde. - Baisse de la fécondité dans les pays industrialisés à cause de la régulation des naissances. - L'augmentation de l'espérance de vie se poursuit et rejoint les plus âgés. - Le pourcentage de gens de 65 ans et plus s'est accru dans les pays industrialisés. 	Idem + <ul style="list-style-type: none"> - Diminution importante la fécondité des francophones après 1965 (fin du <i>baby-boom</i>).

Les années 1960-1970

Annexe 4 : page 6

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Période de prospérité dans les pays industrialisés. Les revenus individuels augmentent. - Développement important du secteur tertiaire au cours de la période. 	<p>Idem +</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dominance économique des Canadiens anglais et des capitalistes américains. - Idéologie de rattrapage par rapport au Canada anglais. - Nationalisation de l'électricité et création de sociétés d'État. - Différences de conditions de vie entre les résidents des villes monoindustrielles et plurindustrielles, ainsi qu'entre les agriculteurs modernes et ceux qui sont traditionnels.
Facteurs politiques	<ul style="list-style-type: none"> - Canada : les libéraux sont au pouvoir durant toute cette période. - Entrée en politique de P. E. Trudeau. - Début de l'État providence. Développement de nouveaux programmes sociaux et amélioration de ceux qui existent déjà. - Expansion du syndicalisme notamment dans le secteur public. - Période de contestation et de revendications. - Diminution de l'âge d'accès à la pension de sécurité de la vieillesse : en 1970, toutes les personnes de 65 ans et plus y ont droit à condition d'avoir demeuré suffisamment longtemps au Canada. - Le Supplément de revenu garanti (1966). 	<ul style="list-style-type: none"> - Québec : les libéraux provinciaux prennent le pouvoir en 1960 et le conservent jusqu'en 1968. L'Union nationale revient au pouvoir par la suite et le demeure jusqu'en 1970. - Révolution tranquille et transformation majeure de la gestion de l'État. - Début d'une période de contestation ouvrière, étudiante et sociale. - Politisation des syndicats. - Animation sociale et comités de citoyens. - Le soutien aux démunis devient étatique sans que les secteurs caritatif et communautaire disparaissent. - Le mouvement indépendantiste s'organise. - 1961 : Création du ministère de la Famille et du Bien-être social qui réunit sous son autorité les services sociaux aux personnes âgées. - Création de la Régie des rentes du Québec (1966-67). - 1968 : fondation du Parti québécois.

Les années 1960-1970

Annexe 4 : page 7

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs culturels, religieux et informationnels	<ul style="list-style-type: none"> - Diminution de la pratique religieuse. - Importantes vagues d'immigration, favorisées par la prospérité économique, qui transforment la composition ethnolinguistique du Canada. - Développement des systèmes d'enseignement et des réseaux de communication. 	<ul style="list-style-type: none"> - Création des cégeps et de l'Université du Québec. - Diminution de la pratique religieuse et de l'influence de l'Église catholique sur la vie sociale et communautaire des francophones. Cette diminution est plus rapide dans les villes, et touche davantage les jeunes que les personnes âgées. - La paroisse perd de l'importance comme milieu de vie chez les adolescents et les jeunes adultes. - La télévision prend de plus en plus de place dans la vie des gens. - Les anglophones et les francophones continuent de vivre en harmonie en Estrie, ce qui n'est pas le cas partout au Québec à cause de la montée du nationalisme francophone. - Les organismes caritatifs et communautaires se transforment. Certains d'entre eux se politisent. - Augmentation du niveau de scolarité à la suite de la réforme du système d'enseignement québécois. Différences notables entre les régions urbaines et rurales sous ce rapport, ainsi qu'entre les anglophones et les francophones.
Facteurs socioaffectifs	<ul style="list-style-type: none"> - La psychologie populaire se répand. Le vocabulaire psychologique investit le langage de la classe moyenne. - Les questions gérontologiques ne constituent pas une préoccupation importante dans la population. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les rapports intergénérationnels sont remis en question. - Dominance de la « culture jeunesse ». - Tendance à l'âgisme dans certains milieux.

Les années 1970-1980**Annexe 4 : page 8**

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
La morphologie de la sphère	<ul style="list-style-type: none"> - Développement du réseau autoroutier. - Le transport aérien devient le moyen le plus utilisé dans les voyages internationaux et intercontinentaux. - Déclin du transport ferroviaire destiné aux passagers qui ne disparaît pas totalement. Idem pour les marchandises qui sont plus souvent transportées par camion et par avion. - Développement important des banlieues dans les pays industrialisés. 	Idem+ <ul style="list-style-type: none"> - Le réseau autoroutier se développe de façon importante. - Étalement urbain. - Poursuite de la construction des barrages hydro-électriques qui modifient la topographie des régions concernées. - Création de parcs nationaux (canadiens), provinciaux (québécois) et régionaux dont le parc Frontenac. - Essor du mouvement associatif.
Facteurs biologiques	<ul style="list-style-type: none"> - Développement de nouveaux médicaments et augmentation de leur coût. 	Idem
Facteurs démographiques	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des tendances de la période précédente. 	Idem+ <ul style="list-style-type: none"> - Les personnes âgées et retraitées deviennent de plus en plus nombreuses.
Facteurs économiques	1973 : Hausse des prix du pétrole à la suite de la guerre au Moyen-Orient. Début d'une période inflationniste.	Idem + <ul style="list-style-type: none"> - Crise de la construction à cause du barrage de la baie James et des jeux Olympiques de 1976 (tenus à Montréal).

Les années 1970-1980**Annexe 4 : page 9**

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs politiques	<ul style="list-style-type: none"> - Plusieurs guerres et révolutions : Moyen-Orient, Sud-Est asiatique, Afrique, Amérique du Sud, Grèce. - Canada : les libéraux sont au pouvoir jusqu'en 1979. - Loi sur les mesures de guerre de 1970. - Instauration du programme Nouveaux Horizons pour les groupes de personnes âgées. - Indexation des pensions de la sécurité de la vieillesse en 1973 (David et Champagne, 1989, p. 62). - Émergence du mouvement écologiste. 	<ul style="list-style-type: none"> - Québec : les libéraux provinciaux prennent le pouvoir en 1970 et le conservent jusqu'en 1976. - Crise d'octobre 1970 : des contestataires de toute allégeance sont emprisonnés en vertu de la Loi sur les mesures de guerre. - Grève illégale dans le secteur public en 1972, et emprisonnement des chefs des trois principales centrales syndicales. - Les membres des groupes radicaux (trotskistes, marxistes-léninistes) militent activement dans les organismes communautaires et les syndicats. - 1971 : Création du ministère des Affaires sociales, puis des CLSC, des CSS et des CRSSS. - Début d'une politique de régionalisation des services sociaux et de santé à la suite des travaux de la Commission Castonguay-Nepveu. - 1976 : le Parti québécois prend le pouvoir. C'est le début d'une seconde Révolution tranquille marquée par de nombreuses réformes, dont la Loi 101, celle sur le zonage agricole et le redécoupage des régions administratives. - Plusieurs mesures sociales favorisent directement et indirectement les personnes âgées : <ul style="list-style-type: none"> - En 1970, la Loi québécoise sur l'assurance maladie garantit l'accès gratuit aux soins médicaux à tous les citoyens de la province et enlève du même coup une lourde charge financière aux gens âgés.

Les années 1970-1980

Annexe 4 : page 10

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs politiques (suite)		<ul style="list-style-type: none"> - En 1975, instauration de la gratuité des médicaments pour les personnes âgées qui recevaient le maximum du supplément de revenu garanti. En 1977, tous les gens âgés ont pu bénéficier de cette mesure. - Subvention au transport ambulancier des personnes âgées. - En matière de logement et d'hébergement, les États canadien et québécois administrent divers programmes dont ceux qui permettent aux gens âgés d'aller vivre en centre d'hébergement, en habitation à loyer modique ou de demeurer chez eux (ex. : Logirente, centres de jour, soins et services à domicile). - Subventions gouvernementales aux groupes d'aînés.

Les années 1970-1980

Annexe 4 : page 11

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs culturels, religieux et informationnels	<ul style="list-style-type: none"> - Multiculturalisme canadien. - Le bilinguisme s'impose difficilement au Canada anglais, mais fait quand même des progrès. - Effervescence culturelle. - Diversification des moyens de communication et amélioration de leur qualité. - Victoires judiciaires des francophones hors Québec. - Émergence de l'intégrisme islamiste. - Fondation de l'Association canadienne de gérontologie en 1971. Les aînés s'organisent aussi au niveau international. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le nationalisme gauchisant envahit le discours culturel québécois francophone. Ce discours est dominant dans la plupart des institutions éducatives francophones du Québec. - Malgré tout, les anglophones et les francophones continuent de vivre en harmonie en Estrie. - 1979 : Fondation de l'Association des <i>Townshippers</i> de l'Estrie pour défendre les droits des anglophones de la région, et promouvoir leur développement socioculturel. - Les organismes caritatifs et communautaires se multiplient et modifient leurs pratiques. Radicalisation de certains groupes. - Émergence des organismes qui se préoccupent de la condition féminine. - Professionnalisation des organismes caritatifs et communautaires. - Début des programmes de recherche et d'enseignement en gérontologie, ainsi que des programmes éducatifs destinés aux aînés dans les universités Laval et de Sherbrooke. - Fondation de l'Association québécoise de gérontologie en 1978.

Les années 1970-1980

Annexe 4 : page 12

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs socioaffectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation des divorces dans les années 1970 et 1980, puis stabilisation par la suite. - Remise en question des entre rapports les hommes et les femmes, et entre les parents et les enfants. - La tolérance s'impose comme une valeur dominante, ce qui n'empêche pas l'intolérance de demeurer latente dans certains milieux. 	<ul style="list-style-type: none"> - La génération des <i>baby-boomers</i> est dans la vingtaine et elle marque son époque dans ses modes de vie, dans les valeurs auxquelles elle adhère, ainsi que par son activisme politique et culturel. - Émancipation féminine; diminution de la nuptialité légale et de fait; augmentation de la proportion des gens qui demeurent seuls; affirmation publique de l'homosexualité. - Malgré tout, beaucoup de gens vivent hors des courants dominants, de façon conformiste et traditionnelle.

Les années 1980-1990

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
La morphologie de la sphère	<ul style="list-style-type: none"> - Luttas des écologistes pour la qualité de l'air et de l'eau, ainsi que pour la préservation des territoires encore vierges. - Lutte contre les « pluies acides » au Canada et dans le nord-est des États-Unis. - Expansion du tourisme qui devient parfois destructeur pour l'environnement. - Déforestation dans les pays en voie de développement qui favorise la désertification et les inondations en plus de nuire à l'agriculture, phénomènes entraînent parfois des famines. - Lois sur la protection des réserves écologiques et des sites historiques. - Lois et règlements pour encadrer le développement des milieux urbains et ruraux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Idem et poursuite des tendances de la période précédente.

Les années 1980-1990

Annexe 4 : page 13

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs biologiques	<ul style="list-style-type: none"> - Développement de la médecine, de la pharmacologie et augmentation des coûts de la santé. - Découverte de cas de SIDA et identification du virus qui en est responsable. 	Idem+ <ul style="list-style-type: none"> - Engorgement chronique des urgences hospitalières. - Crise de l'hébergement des personnes âgées auxquelles on n'offre pas suffisamment de soins et de services à domicile.
Facteurs démographi- ques	<ul style="list-style-type: none"> - L'espérance de vie continue de s'accroître. - Accroissement du nombre de septuagénaires, d'octogénaires, de nonagénaires et de centenaires. - Augmentation du pourcentage de personnes âgées à cause des faibles taux de fécondité. 	Idem+ <ul style="list-style-type: none"> - L'espérance de vie des hommes québécois est inférieure à celle de leurs homologues canadiens. Par contre, celle des Québécoises est comparable à celle des Canadiennes. - L'espérance de vie des Québécoises et des Québécois est une des plus élevées au monde. - En Estrie, l'espérance de vie des hommes et des femmes est analogue à celle de l'ensemble des résidents du Québec. - Au Québec, l'indice synthétique de fécondité atteint ses niveaux historiques les plus bas au milieu des années 1980 (1.36 enfant/femme). Il remonte par la suite. - En 1981, en Estrie, l'indice synthétique de fécondité (1.79 enfant/femme) est supérieur à l'ensemble du Québec (1.62 enfant/femme). - En 1981, en Estrie, la proportion de gens de 65 ans et + est supérieure (10 %) à celle de l'ensemble du Québec (8 %).

Les années 1980-1990

Annexe 4 : page 14

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs économiques	<ul style="list-style-type: none"> - Forte poussée inflationniste. Les taux d'intérêt dépassent les 20 %. - Déficits chroniques des administrations publiques (gouvernements, municipalités, établissements). - Crise boursière de 1987. - Remise en question du rôle de l'État dans l'économie avec l'arrivée au pouvoir de M. Thatcher en Angleterre et de R. Reagan aux États-Unis. 	<p>Idem +</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déclin des industries traditionnelles et nombreuses fermetures d'usines à cause de la concurrence étrangère. - Forte augmentation de la consommation. - Récession et « stagflation », puis reprise de la croissance et économique et diminution des taux d'intérêt à la fin de la décennie. - 1983 : Création du Fonds de solidarité de la FTQ. - Les emplois précaires sont de plus en plus fréquents pour les <i>baby-boomers</i> qui arrivent sur le marché du travail. Plusieurs d'entre eux obtiennent quand même leur permanence dans les secteurs public et parapublic. - Beaucoup de gens deviennent des travailleurs autonomes.

Les années 1980-1990

Annexe 4 : page 15

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs politiques	<p><u>International</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Élection de F. Mitterrand en France. - Invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques. - Guerre Iran-Iraq. - Invasion du Liban par Israël. Plusieurs tentatives qui pour régler le conflit israélo-arabe n'aboutissent pas. - 1989 : Démolition du mur de Berlin et démantèlement de l'URSS. - Consolidation du pouvoir du Parti communiste en Chine et libéralisation de son économie. <p><u>Canada</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Les libéraux restent au pouvoir jusqu'en 1984. - Rapatriement de la Constitution canadienne sans l'accord du Québec (1981) et enchâssement dans cette constitution de la Charte canadienne des droits et libertés (1982). - Les conservateurs succèdent aux libéraux en 1984 et demeurent au pouvoir jusqu'en 1993. - Tentative des conservateurs de modifier le régime de sécurité de la vieillesse. Le gouvernement fédéral y renonce à la suite d'une manifestation d'une coalition pancanadienne de retraités. - Le programme Nouveaux Horizons est aboli et sera remplacé par le programme d'aide à l'autonomie des aînés qui, à son tour, sera supprimé au début des années 1990. 	<p><u>Québec</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Référendum de 1980 : nette victoire des opposants à l'indépendance. - Réélection du Parti québécois en 1981, puis du Parti libéral en 1985. - 1982 : Réduction de 20 % des salaires des employés des secteurs public et parapublic et désindexation partielle de leurs rentes. - 1983 : Charte québécoise des droits et libertés de la personne. - 1985 : Publication d'un premier énoncé de politique à l'intention des personnes âgées (Québec [Prov.], 1985). - 1986 : Création de la Commission d'enquête sur la santé et les services sociaux (commission Rochon). - Les travailleurs précaires fondent des syndicats, notamment dans les secteurs public et parapublic.

Les années 1980-1990

Annexe 4 : page 16

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs culturels, religieux et informationnels	<ul style="list-style-type: none"> - La micro-informatique fait son entrée dans le monde et au Canada. Révolution économique et culturelle engendrée par Internet (1989) et les nouvelles technologies de l'information qui se répandent rapidement. - Montée de l'intégrisme islamiste. - Développement des programmes de recherche et d'enseignement en gérontologie au Canada anglais. - Création du Conseil consultatif national sur le troisième âge (CCNTA). 	<ul style="list-style-type: none"> - Les indépendantistes ont de la difficulté à se remettre de leur défaite au référendum de 1980. - Le marxisme est discrédité. - L'écologisme, le féminisme et la lutte contre les différentes formes de discrimination deviennent des discours prédominants. - Plusieurs artistes québécois et acadiens triomphent en Europe. - Fondation des principaux centres de recherche en gérontologie et en gériatrie dans les universités québécoises. - « Âge d'or » des programmes d'études en gérontologie. - La précarité entraîne un retour aux études particulièrement chez les <i>baby-boomers</i>. - Les groupes communautaires se rassemblent en coalitions provinciales et pancanadiennes. - En Estrie, les groupes communautaires se multiplient avec l'appui des organisateurs communautaires des CLSC. Les groupes populaires se diversifient tant par leur idéologie que par leur action. - L'Association des <i>Townshippers</i> de l'Estrie organise plusieurs manifestations culturelles.

Les années 1980-1990

Annexe 4 : page 17

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs socioaffectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Pendant que d'aucuns voient la solution des problèmes sociaux uniquement dans l'action politique, d'autres se tournent vers la psychanalyse, la psychiatrie et la psychologie. Aussi, des personnes se joignent à des sectes et à des groupuscules idéologiques. 	<ul style="list-style-type: none"> - La génération des <i>baby-boomers</i> arrive dans la trentaine et se referme sur sa vie intime et familiale. - On assiste à une réaffirmation des préoccupations individuelles qui avaient été mises sous le boisseau pendant la période nationaliste-gauchiste.

Les années 1990-2007

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
La morphologie de la sphère	<ul style="list-style-type: none"> - Le mouvement écologiste s'organise à tous les niveaux, et gagne en influence sur le plan politique. - Création de ministères de l'Environnement dans les différents gouvernements au cours des années 1980 et 1990. - Le réchauffement planétaire et la lutte aux gaz à effets de serre deviennent une préoccupation de plus en plus importante. - 1997 : Accords de Kyoto. - Le développement des « pays en émergence », en particulier la Chine, l'Inde et le Brésil, se fait au détriment de l'environnement. - Greenpeace multiplie les actions d'éclat pour sensibiliser l'opinion publique aux problèmes écologiques. 	<p>Idem+ <u>Estrie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Création du parc du mont Mégantic. - Lutte contre la privatisation partielle du parc du mont Orford.

Les années 1990-2007**Annexe 4 : page 18**

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs biologiques	<ul style="list-style-type: none"> - Campagnes contre le tabagisme et la « malbouffe », ainsi que pour la prévention du SIDA et des autres maladies transmises sexuellement. - En Amérique du Nord, la santé publique devient une préoccupation de première importance. - Émergence du discours sur les déterminants socio-économiques de la santé physique et mentale. - Explosion du coût des médicaments et des soins de santé. 	Idem.
Facteurs démographi- ques	- Poursuite des tendances de la période précédente. Le vieillissement démographique augmente dans les pays industrialisés, alors que les pays en développement voient leur fécondité diminuer, ce qui est un prélude au vieillissement de leur population.	Idem+ <ul style="list-style-type: none"> - Le taux de fécondité des Québécoises demeure bas, mais remonte légèrement. - Le Québec et ses régions entrent dans une phase de vieillissement rapide de leur population.

Les années 1990-2007

Annexe 4 : page 19

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs économiques	<p><u>International</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Négociations d'accords le libre-échange. Début de l'ère de la mondialisation des marchés. - Émergence du mouvement altermondialiste qui organise de violentes manifestations, notamment à Québec en 2001. - Déplacement d'une partie de la production des biens manufacturés vers les pays en émergence, ce qui entraîne la fermeture de nombreuses entreprises en Europe et en Amérique du Nord. - Reprise économique au début des années 1990, puis débâcle boursière à la fin de cette décennie à cause de l'écèlement de la « bulle technologique » et des bilans d'entreprise falsifiés. <p><u>Canada</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Époque des compressions budgétaires draconiennes dans le secteur public. Obsession du « déficit zéro ». - Au début des années 2000, le Canada enregistre des surplus budgétaires, mais sa dette demeure élevée. - Nombreuses abolitions de postes dans les secteurs public et parapublic durant les années 1990. Mises à la retraite anticipée de personnels. - Diminution ou réduction des subventions à plusieurs organismes communautaires. - Au début des années 2000, il y a reprise de l'embauche dans les secteurs public et parapublic. 	<p>Idem +</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les groupes communautaires s'orientent vers le développement économique, particulièrement en région. - 1997-1998 : Forums régionaux et national sur le développement social. - Institutionnalisation de l'économie sociale. - L'équilibre budgétaire est atteint à la fin des années 1990 au gouvernement du Québec. - Reprise modérée des dépenses publiques. - Beaucoup de travailleurs précaires vieillissent et n'ont pas suffisamment d'économies pour prendre une retraite décente.

Les années 1990-2007

Annexe 4 : page 20

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs politiques	<p><u>International</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Désintégration de l'URSS, démocratisation relative de la Russie et des anciennes républiques soviétiques. - Les Russes quittent l'Afghanistan. Les taliban prennent le pouvoir. Ils en seront chassés par les Américains en 2001. - Conflits dans les Balkans, dans l'ex-URSS, au Moyen-Orient et en Afrique. - Certains pays d'Amérique du Sud deviennent socialistes sans que les États-Unis interviennent. <p><u>États-Unis</u></p> <p>1991 : Guerre du golfe Persique suite à l'invasion du Koweït par les Irakiens. Les États-Unis imposent de sévères sanctions au régime de Saddam Hussein.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 11-Septembre 2001, puis guerre en Irak et en Afghanistan. - Resserrement de la sécurité aux États-Unis et lutte au terrorisme. - 1992-2000 : Présidence de Bill Clinton (démocrate). G. W. Bush est élu par la suite, ce qui signifie le retour au pouvoir des républicains, plus conservateurs. <p>- <u>Canada</u> : les libéraux reprennent le pouvoir en 1993 et le conservent jusqu'en 2005.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Crise amérindienne de 1990. - Le Parti québécois reprend le pouvoir en 1994 et le conserve jusqu'en 2003. Les libéraux sont majoritaires de 2003 à 2007. - Élection d'un gouvernement minoritaire libéral cette année-là avec l'ADQ pour opposition officielle. - Le Parti libéral reprend sa majorité à l'Assemblée nationale en décembre 2008. Le Parti québécois devient l'opposition officielle. - Deuxième référendum sur la souveraineté en 1995 et seconde défaite des indépendantistes, mais par une faible marge. - Politique de la santé et du bien-être (1992), et réforme du système de la santé et des services sociaux. - 1995 : Instauration du Secrétariat à l'action communautaire autonome (SACA). Au début des années 2000, le gouvernement revoit sa politique de financement des organismes communautaires. - 1997 : mises à la retraite massive de personnels des secteurs public et parapublic tant au gouvernement fédéral qu'au gouvernement provincial. Émergence d'une nouvelle catégorie de jeunes retraités. - 2000 : Rapport de M. Clair sur les services sociaux et de santé qui recommande la création d'une caisse pour financer les soins des aînés en perte d'autonomie. - Fusion des établissements de santé et de services sociaux (CLSC, CHSLD, hôpitaux). - Création de mégacentres hospitaliers universitaires. - Multiplication des organismes communautaires qui luttent pour conserver leur autonomie par rapport au réseau de la santé et des services sociaux qui se bureaucratise. - Partenariats entre des organismes communautaires et des établissements du réseau de la santé et des services sociaux. - 2002 : fusions municipales obligatoires, puis défusions en 2005.

Les années 1990-2007

Annexe 4 : page 21

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs politiques (suite)	<ul style="list-style-type: none"> - 1999 : Année internationale des personnes âgées, qui est soulignée partout dans le monde, sous l'égide des Nations unies. - Le programme Nouveaux Horizons est réinstauré au début des années 2000. 	<ul style="list-style-type: none"> - Création du Conseil des aînés du Québec et du Secrétariat aux aînés. Sa Loi constitutive a été votée et sanctionnée en 1992 et est entrée en vigueur en 1994 (Source : dépliant du Conseil des aînés). - 1999 : Formation de tables régionales de concertation pour distribuer les fonds accordés aux organismes s'occupant des aînés dans le cadre de l'Année internationale des personnes âgées. Ces tables de concertation deviendront permanentes par la suite. - Tournée provinciale de consultation sur la situation des aînés par le Bureau québécois de l'Année internationale des personnes âgées (BQAIPA). - Début 2000 : Instauration du programme <i>Engagés dans l'action</i> pour subventionner les organismes qui s'occupent des aînés. Coordination de ce programme avec Nouveaux Horizons. - 2005 : Tournée provinciale de consultation sur la participation des aînés au développement du Québec. - 2007 : Consultation publique sur les conditions de vie des aînés.

Les années 1990-2007

Annexe 4 : page 22

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs culturels, religieux et informationnels	<ul style="list-style-type: none"> - La micro-informatique et Internet sont utilisés presque partout dans le monde et par un nombre croissant de gens de tout âge. - Plus grande influence de la droite chrétienne sur les politiques des États-Unis tempérée par un Sénat et un Congrès où les démocrates sont tantôt légèrement minoritaires ou légèrement majoritaires. - Radicalisation de l'intégrisme islamiste. - Canada : augmentation des inscriptions aux études supérieures malgré la diminution des jeunes de 15 à 24 ans. 	<ul style="list-style-type: none"> - Retour d'une certaine forme de conservatisme attestée par la montée de l'Action démocratique du Québec (ADQ) et par la baisse de popularité du Parti québécois. - Les mouvements progressistes (altermondialistes, écologistes, féministes, syndicalistes) conservent leurs adeptes. - Émergence de groupes masculinistes. - Lutttes étudiantes contre l'augmentation des frais de scolarité. - Les inscriptions aux études supérieures augmentent durant les années 1990, puis plafonnent par la suite. - Diminution des inscriptions dans les programmes de gérontologie dans toutes les universités du Québec. - Abolition des programmes de premier cycle en gérontologie dans la majorité des universités québécoises. - Malgré tout, la recherche progresse dans ce domaine grâce aux instituts de recherche subventionnés.

Les années 1990-2007

Annexe 4 : page 23

	Éléments fondamentaux et entités humaines macrosociales	Éléments fondamentaux et entités humaines mésosociales
	Le monde et le Canada	Le Québec et l'Estrie
Facteurs socioaffectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Retour vers l'individu dans les sociétés occidentales. - Les questions relatives à l'identité personnelle et sociale, ainsi qu'à la vie affective suscitent un regain d'intérêt. - Les hommes sont interpellés par les idéologies émergentes. - Crise de l'autorité dans le monde occidental et au Canada. - Des conseils et des comités de déontologie sont instaurés pour contrer les abus de pouvoir. - L'éthique devient un domaine qui atteint toutes les sphères de l'action sociale. 	<ul style="list-style-type: none"> - La génération des <i>baby-boomers</i> est dans la quarantaine et la cinquantaine. Certains de ses membres prennent une retraite précoce, alors que d'autres poursuivent ou réorientent leur carrière. - Le groupe des aînés (défini au Québec comme celui des 50 ans et plus) est diversifié dans leurs conditions et leurs modes de vie. - Formation de nouveaux groupes d'aînés (ex. : les Retraités flyés). - Les générations montantes imposent leurs valeurs. - Plusieurs de leurs membres contestent les privilèges (ou pseudoprivilèges) des <i>baby-boomers</i>. - L'autorité n'est plus imposée, sauf dans certaines circonstances. La plupart du temps, elle est négociée.

Références pour l'ensemble du document

Auclair, 2003; Bryden, 1974; Bureau de la statistique du Québec, 1985; Chiasson *et coll.*, 1979; David et Champagne, 1989; Gauthier, 2005a; Guest, 1993; Kesteman, J.-P., 2002; Kesteman *et coll.*, 1998; Lacoursière, Provencher et Vaugeois, 2001; Linteau *et coll.*, 1986; Mayer, Lamoureux et Panet-Raymond, 2006; Mercier, 2000; Québec (Prov.), 1985; Québec (Prov.), 1986; Québec (Prov.), 1992; Québec (Prov.), 1995.

Annexe 5.

Fiches historiques sur l’implantation de l’AREQ
dans l’ensemble du Québec et dans les Cantons de l’Est

[Retour à l’appel de l’annexe 5;](#)

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

[Retour à l'appel de l'annexe 5](#); [Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

L'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ)

Niveau provincial : les années 1900-1960

Annexe 5 : page 1

	Repères temporels	
Les événements marquants et l'action des dirigeants	Début du XX ^e siècle	- À cette époque et jusqu'aux années 1960, le système scolaire francophone est dominé par le clergé catholique ³⁸² . - Chez les francophones des milieux ruraux et des quartiers ouvriers urbains, la scolarisation est peu valorisée. De plus, l'accès aux études supérieures est réservé à l'élite et aux futurs membres du clergé. La situation est différente chez les anglophones des classes moyenne et supérieure ³⁸³ . - Les enseignants laïcs francophones sont sous-payés et travaillent dans des conditions très difficiles. Les conditions de travail des institutrices des campagnes sont très pénibles. Elles sont moins bien payées que leurs homologues masculins; leurs contrats sont annuels, et elles doivent quitter la profession lorsqu'elles se marient. Les instituteurs, qui sont moins nombreux, ne sont pas soumis à cette obligation (<i>ibid.</i>).
	1936	Fondation de l'Association catholique des institutrices rurales (ACIR) par Laure Gaudreault et ses collègues de Clermont (près de La Malbaie) ³⁸⁴ .
	1937	Création de la Fédération catholique des institutrices rurales (<i>ibid.</i>).
	1939	Création de la Fédération provinciale des instituteurs ruraux (<i>ibid.</i>).
	1942	Fondation de la Fédération des instituteurs et des institutrices des cités et villes ³⁸⁵ .

³⁸² Chiasson *et coll.*, 1979, p. 101 et suiv.

³⁸³ Cadrin-Rossignol, 1983; Dufour, A., Dumont, M., 2004; Linteau, Durocher, Robert, 1979.

³⁸⁴ « À cette époque, le département de l'Instruction publique (DIP) - l'ancêtre du ministère de l'Éducation, qui ne sera créé qu'en 1964 - décide de hausser à 300 \$ le salaire minimum annuel des institutrices. Or, à la session suivante du Parlement, le gouvernement Duplessis ramène ce salaire à 250 \$ par année, sous la pression des commissions scolaires ». Source : Chiasson *et coll.*, 1979, p. 101.

³⁸⁵ Chiasson *et coll.*, 1979, p. 225; Dufour et Dumont, 2004, p. 140. Selon Vanasse, 2005, p. 157, cette fondation a eu lieu en 1939.

L'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ)
Niveau provincial : les années 1900-1960

Annexe 5 : page 2

Les événements marquants et l'action des dirigeants	Repères temporels	
	1946	Le gouvernement Duplessis fixe à 600 \$/an le salaire minimum des enseignants, mais retire le droit à l'arbitrage aux institutrices rurales.
	1945-46	Création de la Corporation des instituteurs et institutrices catholiques (CIC) ³⁸⁶ .
	1951	Crise au sein de la CIC ³⁸⁷ .
	1958	« Le congédiement obligatoire des institutrices à la fin de l'année scolaire est aboli » (<i>ibid.</i> , p. 163).
	1959-60	<ul style="list-style-type: none"> - Le salaire des enseignants atteint 1 500 \$ par an et le droit à l'arbitrage est rétabli pour les institutrices rurales (<i>ibid.</i>). - La CIC obtient du gouvernement des amendements à sa loi constitutive qui lui donne l'adhésion automatique des enseignants du primaire et du secondaire publics, ainsi que la déduction des cotisations à la source. Résultat : ses effectifs passent de 16 000 membres en 1959 à 55 000 membres en 1966 ³⁸⁸. - Formation d'un comité de retraite au sein de la CIC dont faisaient partie Laure Gaudreault et Roger Fraser[†] ³⁸⁹.

³⁸⁶ « À la fin des années cinquante, les salaires des enseignants sont encore dérisoires. Il y a de profondes disparités entre urbains et ruraux, entre hommes et femmes. Le salaire féminin est ridiculement bas; la qualification et l'expérience sont à peine reconnues ». Source : Chiasson *et coll.*, 1979, p. 134.

³⁸⁷ Vanasse, 2005, p. 162.

³⁸⁸ Chiasson *et coll.*, 1979, p. 151.

³⁸⁹ Sources : *Le Devoir* 18-11-06. Cahier spécial sur l'AREQ, p. 5. [†]Roger Fraser est décédé en mars 2007. Il fut également très actif au sein de la FADOQ.

L'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ)
Niveau provincial : les années 1961-1980

Annexe 5 : page 3

Les événements marquants et l'action des dirigeants	1961	- Laure Gaudreault fonde à Québec, le 1 ^{er} août 1961, l'Association des instituteurs et institutrices catholiques <i>retraités</i> du Québec (AIICRQ) ³⁹⁰ . Cette association portera ce nom jusqu'en 1971. - À noter que l'Association fut incorporée en vertu la Loi des syndicats professionnels sous l'égide de la CIC et non en regard de la troisième partie de la Loi des compagnies. Cette association, qui deviendra plus tard <i>l'AREQ</i> , est donc organiquement reliée au mouvement syndical.
	1961-1980	- L'AREQ et La CIC-CEQ luttent pour le rehaussement des rentes des ex-enseignant-es. - Victoires significatives en 1969, 1973, 1977 et 1979 ³⁹¹ .
	1962	« En 1962, l'Association réclame pour les anciennes religieuses et les anciens religieux, de faire compter, aux fins de la pension, toutes les années d'enseignement. » ³⁹²
	1965	Laure Gaudreault quitte les structures de la CIC, mais continue de militer pour l'amélioration des pensions des enseignant-es retraité-es jusqu'en 1974, c'est-à-dire quelques mois avant sa mort survenue le 19 janvier 1975 ³⁹³ .
	1967	La CIC devient la Corporation des enseignants du Québec (CEQ) ³⁹⁴ .
	1967 et 1972	De dures grèves dans le secteur public, qui se terminent par des lois spéciales, font augmenter le salaire des enseignants, et leur permettent d'obtenir de meilleures rentes de retraite.
	1961-1980	L'action de l'AREQ et de la CEQ porte principalement sur l'amélioration des régimes de retraite des enseignants et sur l'indexation de leurs rentes. En 1977, la rente moyenne s'établit à 7 000 \$ ³⁹⁵ .
	1971	L'Association des instituteurs et institutrices catholiques retraités du Québec devient l'Association des enseignants retraités du Québec ³⁹⁶ .

³⁹⁰ Sources : AREQ, 2001, p. 5; Gélinas, 2006, p. 4; Vanasse, 2005, p. 164.

³⁹¹ AREQ, 2001, p. 6-7; David et Champagne, 1989, p. 61.

³⁹² Gélinas, 2006, p. 7.

³⁹³ AREQ, 2001, p. 6; Gauthier, S., 2005a et b; Vanasse, 2005, p. 165.

³⁹⁴ Chiasson *et coll.*, 1979, p. 152.

³⁹⁵ AREQ, 2001, p. 6.

³⁹⁶ Gélinas, 2006, p. 4.

	1972	La Corporation des enseignants du Québec devient la Centrale de l'enseignement du Québec ³⁹⁷ .
	1978	- Début de la publication du bulletin d'information <i>Quoi de neuf?</i> qui deviendra une revue ³⁹⁸ . - Construction, à Québec, du Manoir Laure-Gaudreault pour les retraités de l'enseignement. - L'Association des enseignants retraités du Québec devient l'Association des retraités de l'enseignement du Québec [AREQ] (<i>ibid.</i>).
	1979	« Mise en place du premier régime d'assurance collective offert aux personnes retraitées avec la participation financière de l'ensemble des membres de la CSQ [CEQ]. » ³⁹⁹

L'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ)
Niveau provincial : les années 1961-1980

	Repères temporels	
La mission, les orientations et les objectifs	1961	<p>Buts de l'Association des instituteurs et institutrices catholiques retraités du Québec (AIICRQ). Extraits de la Constitution et des règlements de l'Association ⁴⁰⁰ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « Être le porte-parole des instituteurs et institutrices retraités auprès de la Corporation des instituteurs et institutrices catholiques du Québec, auprès de la Commission administrative du Fonds de Pension et de tout autre corps public. » - « Créer des liens d'amitié et d'intérêts entre les instituteurs et institutrices retraités ou autres dans la Province. » - « Faire connaître les problèmes des retraités à qui de droit. » - « Travailler au règlement de tous les problèmes économiques, intellectuels, sociaux et moraux des membres de l'Association. » - « Collaborer avec tous les autres groupements dans la mesure des possibilités des membres, au règlement de tout problème concernant l'éducation. »

³⁹⁷ Chiasson *et coll.*, 1979, p. 202; Vanasse, 2005, p. 167.

³⁹⁸ Source : www.areq.qc.net, page consultée le 22-4-07.

³⁹⁹ Source : www.areq.qc.net, page consultée le 22-4-07. À cette époque, la CSQ n'existait pas encore. Elle s'appelait la CEQ (Centrale de l'enseignement du Québec).

⁴⁰⁰ Reproduit par Gélinas, 2006, p. 6.

L'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ)
Niveau provincial : les années 1961-1980

Annexe 5 : page 4

	Repères temporels	
Organisation et structuration	1961-1985	Jusqu'à ce qu'il y ait retenue de la cotisation à la source et que des assurances soient offertes aux membres de l'AREQ conjointement avec ceux de la CEQ, les membres de l'AREQ devaient être recrutés un à un, et les cotisations étaient perçues auprès de chaque individu, ce qui exigeait beaucoup de travail ⁴⁰¹ .
	1967-1985	Structuration de l'AREQ en conseils régionaux et en secteurs calqués sur les structures de la CEQ. Le premier conseil régional, celui du Saguenay-Lac-Saint-Jean, est fondé en 1967 et il est présidé par Laure Gaudreault ⁴⁰² . Le processus de régionalisation se poursuivra jusqu'en 1985 (<i>ibid.</i>).
	1978	Les secteurs deviennent des conseils régionaux qui se subdiviseront par la suite en sous-secteurs locaux.
Le membership ⁴⁰³	1961	295 membres.
	1966	795 membres.
	1971	1 958 membres.
	1976	2 696 membres.
	1979	3 688 membres.
Le financement	1961-62	Cotisation : 6 \$ par membre et par année ⁴⁰⁴ . Recettes : 1 953.17 \$. Surplus : 562.47 \$.

⁴⁰¹ Source : *Le Devoir* 18-11-06. Cahier spécial sur l'AREQ, p. 5.

⁴⁰² AREQ, 2001, p. 12.

⁴⁰³ AREQ, 2001; Statistiques fournies par l'AREQ et www.areq.qc.net, page consultée le 22-4-07.

	1971	- « La CEQ comble le déficit du régime SSQ de 12 000 \$ » (<i>ibid.</i> , p. 6). - « Les membres de la CEQ paient pour l'assurance santé des retraités 1 \$ par mois par retraité » (<i>ibid.</i> , p. 6).
	1971-72	- « La CEQ subventionne l'AREQ pour 25 000 \$ » (<i>ibid.</i> , p. 6).
	1972	« La CEQ intègre les retraités dans son régime d'assurance collective » (<i>ibid.</i> , p. 6).
	1973	« La cotisation passe à 12 \$ » (<i>ibid.</i> , p. 6).
	1976	« La cotisation passe à 18 \$ » (<i>ibid.</i> , p. 6).
	1979	Déficit de 14 573 \$ (<i>ibid.</i> , p. 7).
Le soutien reçu et donné	1970	- Signature d'une entente avec la CEQ sur le partage des ressources humaines et matérielles ⁴⁰⁵ . - Soutien constant de la CEQ à l'AREQ. Sans la CEQ, l'AREQ n'aurait peut-être pas survécu ou se serait développée plus lentement ⁴⁰⁶ .
Autres éléments pertinents		Pendant la période considérée, l'action des dirigeants de l'AREQ a porté sur sa structuration interne, son financement, la lutte pour l'augmentation des rentes des retraités de l'enseignement, et sur le rehaussement du niveau de vie des plus pauvres d'entre eux. À cette époque, l'AREQ a fait des gains substantiels en ce qui a trait aux rentes.

⁴⁰⁴ AREQ, 2001, p. 5.⁴⁰⁵ AREQ, 2001, p. 6.⁴⁰⁶ David et Champagne, 1989, p. 43.

L'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ)
Niveau provincial : les années 1981-2008

Annexe 5 : page 5

	Repères temporels	
Les événements marquants et l'action des dirigeants	1982	Désindexation des pensions (par décret gouvernemental) à l'indice des prix à la consommation (IPC) moins 3 %.
	1985	<ul style="list-style-type: none"> - Premier sondage auprès des membres de l'AREQ. Ce sondage révèle les conditions difficiles des retraitées de l'enseignement les plus âgées ⁴⁰⁷. - Cela soulève une préoccupation pour l'entraide entre les membres de l'AREQ. F. Toussaint ([sans date] a et b) a publié des documents à ce sujet (<i>ibid.</i>). - La rente maximale acquise après 35 ans de service s'établit à 10 000 \$ ⁴⁰⁸.
	1986	<ul style="list-style-type: none"> - « La question des ex-religieux se règle » ⁴⁰⁹. Ce dossier était actif depuis 1962. - L'Association des retraités de l'enseignement du Québec devient l'Association des retraitées et retraités de l'enseignement du Québec ⁴¹⁰.
	1990	Création de la Fondation Laure-Gaudreault. Des sections régionales de cette fondation, dont celle de l'Estrie, seront fondées par la suite ⁴¹¹ . Au fil des ans, cette fondation recrute des membres et devient un organisme relativement autonome au sein de l'AREQ. De plus, elle verse des fonds à une diversité de clientèles, pas uniquement à ses membres ou à des groupes qui s'occupent des aînés.

⁴⁰⁷ Toussaint, F., 1985.

⁴⁰⁸ David et Champagne, 1989, p. 41-42.

⁴⁰⁹ AREQ, 2001, p. 7.

⁴¹⁰ Gélinas, 2006, p. 4.

⁴¹¹ Source : www.areq.qc.net, page consultée le 22-4-07.

1990	L'AREQ accentue son action dans le domaine de la condition féminine ⁴¹² .
1998	Deuxième sondage auprès des membres de l'AREQ ⁴¹³ .
1999	Participation aux activités de l'Année internationale des personnes âgées et aux tables régionales de concertation mises sur pied à cette occasion.
2000	- La Centrale de l'enseignement du Québec devient la Centrale des syndicats du Québec. - Correction partielle de la désindexation des pensions ⁴¹⁴ . Le décret de 1982 demeure en vigueur pour ceux qui ont enseigné entre 1982 et 1999. L'AREQ et la CSQ « demandent une indexation partielle des pensions des membres selon la formule appliquée aux syndicats [d'enseignants actifs] depuis le 1 ^{er} janvier 2000 » (voir note précédente pour cette nouvelle formule d'indexation) ⁴¹⁵ .
2003	« Congrès d'orientation de l'A.R.E.Q. » ⁴¹⁶
2004	Congrès spécial sur les statuts et règlements de l'A.R.E.Q.
2005	41 ^e congrès - <i>Une mission qui nous engage!</i> ⁴¹⁷
2007	- Troisième sondage auprès des membres de l'AREQ (en cours de réalisation en mai 2007). - Colloque du 45 ^e anniversaire : <i>À la retraite, toujours dans l'action</i> . 700 personnes s'inscrivent ⁴¹⁸ .

⁴¹² AREQ, 2001, p. 9.

⁴¹³ Voir le compte rendu de ce sondage et des comparaisons avec celui de 1985 dans *Quoi de neuf?*, 29, 4 (mars-avril 2007), p. 4-6

⁴¹⁴ « En 2000, à la suite de négociations, une nouvelle formule, applicable aux années de contribution à partir de l'année 2000, a été adoptée. Cette formule consiste à indexer les pensions selon l'IPC moins 3 %, mais en garantissant une indexation minimale de 50 % de l'IPC. » Source : AREQ, 2006, p. 2.

⁴¹⁵ Renseignement fourni par un informateur clé.

⁴¹⁶ Source : www.arez.qc.net, page consultée le 22-4-07.

⁴¹⁷ L'historique de l'AREQ qui figure sur son site Internet (page consultée le 22-4-07) s'arrête en 2005.

⁴¹⁸ *Quoi de neuf?*, Bulletin de L'Association des retraitées et retraités de l'enseignement, 29, 5, p. 10-11 (auteur : J. Desfossés).

Fiches historiques sur l'implantation de l'AREQ dans l'ensemble du Québec et dans les Cantons de l'Est
Niveau provincial : les années 1981-2008

Annexe 5 : page 6

	Repères temporels	
La mission, les orientations et les objectifs	Vers 1985	<p>« L'AREQ définit ainsi ses objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Étudier, défendre et développer les intérêts économiques, sociaux et moraux des retraité(e)s. - Collaborer avec les autres groupements à la solution des problèmes concernant l'éducation. - Aider ses membres à solutionner leurs problèmes en créant de nouveaux réseaux sociaux. - Intervenir auprès des gouvernements pour améliorer la qualité de vie des retraité(e)s. - Offrir aux retraité(e)s des services auprès de la CARRA [Commission administrative des régimes de retraites et d'assurances], des services d'assurance collective. » ⁴¹⁹
	1991	<p>« Mission de l'AREQ :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Défendre et promouvoir les intérêts économiques, culturels, sociaux, moraux des membres qu'elle regroupe. b) Contribuer à l'établissement d'une société plus égalitaire et plus démocratique. c) Oeuvrer particulièrement au droit de vieillir dans la sécurité et la dignité. d) Contribuer à la promotion et à l'exercice des droits des femmes. » ⁴²⁰

⁴¹⁹ D'après un document de l'AREQ qui n'est pas clairement identifié et qui est cité par David et Champagne, 1989, p. 42.

⁴²⁰ Source : Quoi de neuf?, Bulletin de L'Association des retraitées et retraités de l'enseignement, 14, 4, p. 4.

	Vers 2005	<p>« La Mission ⁴²¹</p> <p>L'A.R.E.Q. reconnaît, dans les volets de sa mission, le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes.</p> <p>1er volet : promouvoir et défendre les droits et les intérêts économiques, sociaux et culturels des membres.</p> <p>2e volet : s'engager prioritairement à exiger le droit de vieillir dans la sécurité et dans la dignité.</p> <p>3e volet : contribuer à la promotion et au respect des droits des femmes et des hommes retraités.</p> <p>4e volet : participer à la réalisation d'une société plus égalitaire et plus démocratique. »</p>
Organisation et structuration	1986	Création du Conseil provincial (deux réunions par année), instance qui « vient s'intercaler entre le Congrès et le Conseil d'administration » ⁴²² .
	1988-89	Création de comités d'étude et amélioration du fonctionnement interne.
	2006	Désaffiliation de membres de la CSQ. Ce dossier a été réglé hors cour en 2007.
	2008	L'Association des retraités de l'enseignement du Québec devient l'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ) ⁴²³ .

⁴²¹ Source : données fournies par l'organisme.

⁴²² AREQ, 2001, p. 7.

⁴²³ Source : Quoi de neuf?, Bulletin de L'Association des retraitées et retraités de l'enseignement, 31, 2, p. 7 (auteur D. Pronovost)

Niveau provincial : les années 1981-2008

Annexe 5 : page 7

	Repères temporels	
Le membership ⁴²⁴	1980	4 331
	1985	7 445
	1990 (déc.)	12 024
	1995 (déc.)	18 975
	2000 (nov.)	34 416
	2005 (déc.)	47 490
	2007 (mars)	49 478
Le financement	1982	Surplus budgétaire de 6 886 \$ ⁴²⁵ .
	1984	« La cotisation passe à 36 \$ » (<i>ibid.</i> , p. 7).
	1985	- « La cotisation passe à 42 \$ » (<i>ibid.</i> , p. 7). - « Début de la cotisation à la source par un accord avec la CARRA » (<i>ibid.</i> , p. 7).
	1986	- Ventilation de la cotisation en fonction de la rente de retraite : 48 \$ pour les rentes de plus de 8 500 \$/an et 25 \$ pour les moins nantis (<i>ibid.</i> , p. 7).

⁴²⁴ À partir de 1997, le membership augmente considérablement à cause, notamment, du programme de départs volontaires lié à la réduction du déficit gouvernemental.

⁴²⁵ AREQ, 2001, p. 7.

	1990	La cotisation passe à 63 \$ pour les plus hauts pensionnés et à 30 \$ pour les autres (<i>ibid.</i> , p. 8).
	1991	La cotisation est fixée uniformément 0.34 % de la rente de la CARRA (<i>ibid.</i> , p. 9).
Le soutien reçu et donné	1981-2007	Pendant cette période, l'AREQ acquiert une plus grande autonomie financière par rapport à la CEQ-CSQ.
	1996	<p>- Instauration du programme de financement (interne à l'AREQ) des projets <i>Être de son temps</i>.</p> <p>« C'est en 1996, que l'idée d'instaurer le programme Être de son temps a été amenée aux instances et c'est en 1998 qu'il a débuté sous forme de plan quinquennal. L'objectif principal était d'animer les secteurs, de rassembler les membres, de développer le sentiment d'appartenance à l'A.R.E.Q. et de partager les expériences vécues par chacun des secteurs. » ⁴²⁶</p> <p>- Maximum de 500 \$ par projet.</p>

⁴²⁶ Source : www.areq.qc.net, page consultée le 22-4-07.

Niveau provincial : les années 1981-2008

Annexe 5 : page 8

	Repères temporels	
Autres éléments pertinents	Au cours de la période	<ul style="list-style-type: none"> - L'AREQ devient un groupe d'aînés qui s'ouvre sur l'ensemble de la société sans renier ses objectifs syndicaux (la défense des intérêts de ses membres). - En tant que groupe voué à la défense des aînés, elle s'allie aux autres organismes qui les représentent, et ses membres prennent souvent le leadership des coalitions et des regroupements qui sont créés. - Plusieurs membres de l'AREQ sont devenus des dirigeants d'autres groupes d'aînés comme la FADOQ et l'AQDR. L'inverse fut moins fréquent parce qu'on ne peut devenir membre régulier de l'AREQ si l'on n'a pas fait partie d'un syndicat affilié à la CEQ-CSQ ⁴²⁷. - La vie de l'Association s'est intensifiée pendant la période considérée avec la formation des secteurs et la création de la Fondation Laure-Gaudreault.

⁴²⁷ AREQ (sans date).

**L'Association des retraitées et retraités de l'éducation et des autres services publics du Québec (AREQ) :
niveau provincial. Synthèse et conclusion**

Annexe 5 : page 9

Les événements marquants et l'action des dirigeants	<ul style="list-style-type: none"> - Les vingt premières années de l'AREQ ont été celles de son émergence et de sa structuration interne. Ces années ont été marquées par des luttes épiques pour l'amélioration des pensions des ex-enseignants les plus défavorisés, en particulier les institutrices rurales retraitées. - La période qui a suivi a été celle du développement de l'AREQ et de son positionnement comme groupe d'aînés québécois de premier plan. La création de la Fondation Laure-Gaudreault en 1990 constitue un moment décisif, car elle étend l'action de l'AREQ à l'ensemble de la société. - Il en va de même de l'engagement des membres de l'AREQ dans différents organismes communautaires qui est devenu plus évident à l'occasion de l'Année internationale des personnes âgées en 1999. Mais l'action sociale de l'AREQ avait commencé bien avant, divers comités ayant été formés dès 1988-89 ⁴²⁸. - Au fil des ans, plusieurs membres de l'AREQ sont devenus des agents de développement communautaire bénévoles.
La mission, les orientations et les objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - L'évolution de l'AREQ se reflète dans la manière dont elle a défini et redéfini ses buts, ses objectifs et sa mission. Elle fut d'abord préoccupée par la situation précaire de ses membres. Puis, à mesure qu'elle faisait des gains sur ce terrain, elle s'ouvrait à des problématiques plus globales, voire universelles comme la condition féminine et masculine, l'environnement et la solidarité internationale.
Organisation et structuration	<ul style="list-style-type: none"> - À part ses premières années d'existence qui furent difficiles, l'AREQ n'a pas connu de problèmes organisationnels majeurs. - Toutefois, nous n'avons pas d'idée des conséquences qu'aura sur l'AREQ la désaffiliation de certains membres de la CSQ en 2006.

⁴²⁸ Pour un aperçu de l'action de ces comités, voir www.areq.qc.net, page consultée le 22-4-07.

Le membership	Lente croissance du membership durant les vingt premières années à cause des difficultés de recrutement et de la jeunesse relative du corps professoral. Puis, le membership s'est accru rapidement parce que le nombre de retraités de l'enseignement a augmenté à la suite de l'amélioration des régimes de retraite et d'un programme de départs volontaires que le gouvernement du Québec a instauré en 1997.
Le financement	<ul style="list-style-type: none"> - Maigres budgets de fonctionnement durant les premières années du fait que la cotisation était minime, et parce que l'Association comptait peu de membres. - C'est seulement à partir de 1985-86 que les recettes ont dépassé 300 000 \$ ⁴²⁹. Puis, elles ont augmenté considérablement. En 2001, l'AREQ était autonome sur le plan budgétaire et disposait même d'un surplus accumulé appréciable (<i>ibid.</i>, p. 11).
Le soutien reçu et donné	<ul style="list-style-type: none"> - Durant ses premières années d'existence, l'AREQ a été soutenue par la CIC-CEQ sur le plan des ressources humaines, matérielles et financières. Encore maintenant, elle partage certaines ressources avec la CSQ. Cependant, l'AREQ en assume les coûts. - Le siège social de l'AREQ se trouve à Québec dans le même édifice que les bureaux régionaux de la CSQ dont le siège social est à Montréal. L'AREQ n'a pas de permanence régionale. Certaines régions ainsi que des secteurs de l'AREQ et de la Fondation Laure-Gaudreault bénéficient du soutien des syndicats de la CSQ, mais la plupart des dirigeants régionaux de l'AREQ doivent travailler à domicile.
Autres éléments pertinents	L'AREQ a été créée pour défendre ses membres. Elle s'est développée grâce au dynamisme de ses dirigeants et au soutien de la centrale syndicale dont elle est issue. Après avoir surmonté ses problèmes organisationnels et financiers initiaux, elle s'est préoccupée des conditions de vie des aînés en général, et des questions qui concernent la société tout entière.

⁴²⁹ AREQ, 2001, p. 7.

L'AREQ Estrie : les années 1971-2008

Annexe 5 : page 10

	Repères temporels	
Les événements marquants et l'action des dirigeants	1971	<p>- Réunion de 200 retraités et préretraités de l'enseignement de l'Estrie. Un responsable du Syndicat des enseignants de l'Estrie demande à un de nos informateurs clés de fonder un secteur de l'AREQ en Estrie ⁴³⁰.</p> <p>- « Là, on commence. On est quatre femmes. (...) Ce n'était pas facile, on n'avait pas de fonds, pas de cotisations et puis on n'avait rien. On se réunissait et on payait nos dépenses. » (<i>ibid.</i>)</p> <p>- « C'était difficile de convaincre les personnes d'entrer dans l'Association, car c'était facultatif. Tu rentrais si tu voulais. » (<i>ibid.</i>)</p> <p>- « Les gens avaient peur. Peur de payer, que cela coûte quelque chose, car il n'y en avait pas d'argent, il n'y avait rien. » (<i>ibid.</i>)</p> <p>- « Au départ, il n'y avait pas d'assurance. Ce n'était pas cela qui les animait. Il fallait aller chercher les membres un par un pour dire que si on est ensemble, on va avoir plus de poids. » ⁴³¹</p> <p>- Fondation du secteur de l'Estrie qui deviendra un conseil régional par la suite ⁴³². C'est le deuxième conseil régional de l'AREQ après celui du Saguenay-Lac-Saint-Jean.</p>
	1972-75	<p>- « On a travaillé un bon trois ans avant d'être bien structurés et bien organisés. Et c'est là que le provincial a commencé à nous donner une piastre, deux piastres pour celles qui s'inscrivaient, qui payaient leur cotisation. Sur les dix piastres qu'on leur chargeait à l'entrée, on en envoyait au provincial qui nous retournait deux piastres. Ce n'était pas beaucoup, mais en tout cas, on a vécu avec ça. » ⁴³³</p> <p>- Un des premiers dossiers : « La répartition des montants de pension aux retraité-es. "Ça n'avait pas de bon sens : certaines retraitées ne recevaient que 20 \$ par mois de pension. Après la répartition, ces personnes recevaient 200 \$ mensuellement. C'était plus raisonnable." » ⁴³⁴</p>

⁴³⁰ Renseignement fourni par un premier informateur clé.

⁴³¹ Renseignement fourni par un second informateur clé.

⁴³² AREQ-05, 2000, p. 36; AREQ, 2001; Gélinas, 2006, p. 5.

⁴³³ Renseignement fourni par un premier informateur clé.

⁴³⁴ AREQ-05, 2000, p. 36.

L'AREQ Estrie : les années 1971-2008

Annexe 5 : page 11

	Repères temporels	
Les événements marquants et l'action des dirigeants	1972-1982	<p>- Expansion de l'AREQ à travers l'Estrie : « Les madames de Windsor ont donné aussi un bon coup de pouce, et il a commencé à avoir des personnes d'Asbestos. Cela a pris du temps avant qu'on ait des noyaux un peu partout, car il fallait les renseigner, ces gens-là. » ⁴³⁵</p> <p>- Organisation d'activités récréatives et attentions spéciales pour les membres : « Toutes les petites attentions qui se passent. Une carte de ci- une carte de ça, des cinquante ans. Si je recule il y a 30 ans, les gens n'étaient pas habitués à se faire dire merci, à se faire fêter, et ils rayonnaient dans ces choses-là. Ils revivaient un peu de vie de famille... » (<i>ibid.</i>).</p> <p>- « Ce qui me motivait, ce qui nous motivait, c'est que c'est ancré dans nous autres. Notre portrait, c'est ça. Ce n'était pas plus malin que les autres, mais des fois, on en faisait peut être un peu trop. » (<i>ibid.</i>).</p>

⁴³⁵ Renseignement fourni par un premier informateur clé.

L'AREQ Estrie : les années 1971-2008**Annexe 5 : page 12**

	Repères temporels	
Les événements marquants et l'action des dirigeants	1978	Le congrès provincial a lieu à Sherbrooke pour la première fois. Ce sera le cas ensuite en 1986 et en 2001 ⁴³⁶ .
	Les années 1980-90	Organisation d'une chaîne téléphonique : « Jusque-là, les gens venaient à une réunion, et la façon de les convoquer était par la chaîne téléphonique. Cela a été instauré à l'AREQ depuis bien des années, et cela a beaucoup d'importance, chaque secteur a une chaîne téléphonique qui est en place. » ⁴³⁷
	1990-2004	Vers 1990, début de la parution d'un bulletin régional intitulé <i>L'Estrien</i> . Apogée de 1997 à 2004. En septembre 2004, <i>L'Estrien</i> devient un encart dans chacun des huit bulletins sectoriels avec trois parutions annuelles (<i>ibid.</i>).
	1995	<ul style="list-style-type: none"> - Parution des premiers bulletins sectoriels dans certains secteurs (<i>ibid.</i>). - Établissement d'une section régionale de la Fondation Laure-Gaudreault (<i>ibid.</i>). - « Par rapport à la Fondation, ce qu'on apporte aux membres... finalement, on leur quémande des sous en leur disant à quoi cela va servir. C'est comme l'occasion de donner à la région un petit peu de ce qu'ils ont reçu. » ⁴³⁸ - « Par la Fondation, on apporte quelque chose et souvent, dans beaucoup d'organismes que nous soutenons, la demande a été faite par un membre de l'AREQ qui travaille dans l'organisme comme bénévole. » (<i>ibid.</i>)
	Les années 1990-2007	<ul style="list-style-type: none"> - Formation donnée aux élus de l'AREQ. - Implication des membres de l'AREQ Estrie dans les tables régionales de concertation.
	2000	Publication, par le secteur D, d'un document pour rendre hommage aux membres de 80 ans et plus ⁴³⁹ .

⁴³⁶ AREQ, 2001, p. 7.⁴³⁷ Renseignement fourni par un second informateur clé.⁴³⁸ Renseignement fourni par un second informateur clé.⁴³⁹ AREQ-05, 2000.

L'AREQ Estrie : les années 1971-2008**Annexe 5 : page 13**

	Repères temporels	
La mission, les orientations et les objectifs	Les années 1972-1982	<ul style="list-style-type: none"> - « Mais notre but principal était de permettre aux professeurs de vivre plus décemment. » ⁴⁴⁰ - « Ce qu'on a amélioré, cela a été de pouvoir prendre la retraite quand on avait atteint une certaine ancienneté. » (...) (<i>ibid.</i>). - « Dans ces temps-là, il fallait attendre 70-75 ans pour avoir 20 \$ par mois et avec des salaires de 200 \$ ou de 300 \$ par année, on ne mettait pas d'argent de côté. Et il fallait payer de sa poche notre formation. » (<i>ibid.</i>).
	Les années 1982-2007	<ul style="list-style-type: none"> - Premier volet (économique) : Assurances ainsi que défense des droits, lutte contre la désindexation des pensions et protection du revenu à la retraite. - Second volet : Intérêt plus marqué pour les aspects socioculturels et récréatifs. - « D'ailleurs, les rencontres sociales sont surtout des repas pendant lesquels on va rajouter, dans la mesure du possible, une petite conférence ou une information quelconque. » ⁴⁴¹ - « S'il n'y avait pas du tout de social, je pense que l'information circulerait moins bien et que les gens n'auraient pas le même sentiment d'appartenance, le plaisir d'être ensemble. » (<i>ibid.</i>). - « Les membres vont être intéressés par un ou l'autre volet, mais les élus, tous ceux qui sont responsables tant au niveau de la région que dans les secteurs, eux vivent vraiment les deux volets et en tiennent compte dans ce qu'ils organisent pour leurs membres. » (<i>ibid.</i>) - Troisième volet : Émergence du volet santé dans les préoccupations des membres.
	Les années 1997-2003	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de comités régionaux (<i>ibid.</i>). - « Les objectifs qui sont suivis là-dedans partent de ce qui a été voté au congrès et on essaye de l'appliquer en région. » (<i>ibid.</i>)

⁴⁴⁰ Renseignement fourni par un premier informateur clé.⁴⁴¹ Renseignement fourni par un second informateur clé.

L'AREQ Estrie : les années 1971-2008

Annexe 5 : page 14

	Repères temporels	
Organisation et structuration	1972-73	<ul style="list-style-type: none"> - Petites luttes de pouvoir au sein du secteur naissant ⁴⁴². - Dirigisme de l'association provinciale : « Si on était allé à l'encontre des règlements de l'AREQ provincial, ils nous auraient enlevé notre statut de région, c'était aussi ferme que cela. Il fallait faire attention et aller selon ce que l'Association voulait qu'on fasse. C'était décidé à Québec et on avait rien que deux dossiers : le salaire et les assurances. » (<i>ibid.</i>). - « Il existe une grande différence entre l'AREQ et le Syndicat. À la Centrale de la C.S.Q., chaque syndicat est autonome, et ils se mettent en centrale pour revendiquer. Tandis que nous, on est une association provinciale, et c'est l'association provinciale qui détient les pouvoirs et les droits et qui délègue vers les secteurs. » ⁴⁴³
	1972-78	<ul style="list-style-type: none"> - « Disons qu'il a fallu attendre 1977-1978 pour être un bon groupe et pour que cela marche. » ⁴⁴⁴ - « Il commençait à y avoir aussi des hommes et le syndicat à nous aider. Le syndicat a été lent à nous aider. » (<i>ibid.</i>) - « On est restées seules, pendant trois ans, avec rien. » (<i>ibid.</i>)
	1982-2007	« À mesure qu'il y a eu plus de membres, cela a amené de meilleures finances. Et cela a permis une meilleure organisation. » ⁴⁴⁵

⁴⁴² Renseignement fourni par un premier informateur clé.

⁴⁴³ Renseignement fourni par un second informateur clé.

⁴⁴⁴ Renseignement fourni par un premier informateur clé.

⁴⁴⁵ Renseignement fourni par un second informateur clé.

	1987 et suiv.	<p>- Structuration des secteurs : « Et les secteurs de l'AREQ se sont calqués de la même façon que les zones syndicales. (...) Par exemple, au départ, il y avait une seule grande zone qui était la zone de Sherbrooke incluant même Magog. Et cela représentait un seul secteur. En 1987, cela s'est séparé par la rivière Saint-François, et un secteur est devenu Sherbrooke Est, Fleurimont et l'autre est resté, incluant toujours Magog. La séparation avec Magog s'est faite officiellement en 1994. » ⁴⁴⁶</p> <p>- Sessions de préparation à la retraite organisées par l'AREQ provinciale en collaboration le syndicat local (<i>ibid.</i>).</p>
Le membership	1972	5 membres ⁴⁴⁷ .
	1991	650 membres ⁴⁴⁸ .
	2007	2 439 membres et huit secteurs ⁴⁴⁹ .

⁴⁴⁶ Renseignement fourni par un second informateur clé.

⁴⁴⁷ AREQ-05, 2000, p. 36.

⁴⁴⁸ *La Tribune*, 15 mai 1991, p. B-4.

⁴⁴⁹ Données fournies par l'AREQ provinciale.

L'AREQ Estrie : les années 1971-2008

Annexe 5 : page 15

	Repères temporels	
Le financement	Toute la période	Cotisations des membres, soutien du Syndicat des enseignants de l'Estrie et de l'AREQ provinciale, ainsi que quelques subventions (Nouveaux Horizons et projets <i>Être de son temps</i> [programme de financement interne à l'AREQ]) ⁴⁵⁰ .
Le soutien reçu et donné	1973	Le Syndicat des enseignants de l'Estrie donne 100 \$ aux fondatrices du secteur estrien de l'AREQ pour les aider à lancer leur regroupement ⁴⁵¹ .
	1972-73	« La présidente était musicienne dans une église de l'est de la ville, et on faisait nos assemblées dans une petite chapelle ou un petit appartement prêté par le curé et cela ne nous coûtait rien. » (<i>ibid.</i>)
	1972 et suiv.	« Le S.E.E. [Syndicat des enseignants de l'Estrie] a non seulement fourni de l'aide technique mais a aussi beaucoup participé financièrement. Il y a eu aussi recours à des projets qui dépendaient du Fédéral. » ⁴⁵²
	1972 et suiv.	« Et pendant longtemps, le syndicat payait à quelqu'un qui quittait l'enseignement et devenait membre de l'AREQ une partie de sa cotisation (...). Au moment où ils prenaient leur retraite, je pense qu'on leur payait leur cotisation pour la première année. » (...) « Mais je suis convaincue que sans cet apport du S.E.E., l'implantation en Estrie aurait été beaucoup plus longue et beaucoup plus difficile. » (<i>ibid.</i>)

⁴⁵⁰ Nous n'avons pas cherché à obtenir des données sur le budget régional.

⁴⁵¹ Renseignement fourni par un premier informateur clé.

⁴⁵² Renseignement fourni par un second informateur clé.

Autres éléments pertinents	Années 2000	<p>- « Le taux de fréquentation des activités est probablement moindre maintenant. Je pense qu'au début, les gens venaient avec un vrai besoin. C'était très important socialement. Tandis que maintenant (...) C'est avant tout un organisme qui va leur permettre de conserver les assurances, qui va défendre leurs droits dès qu'il y a une loi qui touche la retraite et tout. Ils ont moins besoin de cette rencontre-là entre eux. On va voir ces membres-là pour une activité plus ciblée. » ⁴⁵³</p> <p>- « Il faut noter qu'il y a maintenant trois générations à l'Association. Les personnes qui ont commencé à enseigner jeunes et qui prennent leur retraite à même pas 55 ans, puis on a des centenaires dans la région. Les besoins et les intérêts ne sont pas les mêmes. » (<i>ibid.</i>)</p> <p>- Le défi actuel : intéresser les gens de chaque groupe d'âge.</p>
-----------------------------------	-------------	---

⁴⁵³ Renseignement fourni par un second informateur clé.

L'AREQ Estrie : synthèse et conclusion

Annexe 5 : page 16

Les événements marquants et l'action des dirigeants	<ul style="list-style-type: none"> - Le processus d'implantation de l'AREQ en Estrie ressemble au processus d'émergence de l'AREQ provinciale : quelques femmes qui ont travaillé avec acharnement avec l'appui d'organismes parrains : la CIC-CEQ dans le cas de l'AREQ provinciale; cette dernière et le Syndicat des enseignants de l'Estrie pour l'AREQ des Cantons de l'Est. - Le travail de recrutement des membres et de structuration de l'association locale fut difficile parce que l'adhésion était volontaire, parce qu'on exigeait une cotisation qui pouvait apparaître élevée pour les retraités les plus pauvres, et parce que cette jeune association ne pouvait pas offrir beaucoup de services à ses membres. - C'est surtout grâce à la persévérance et aux convictions des fondatrices que l'AREQ Estrie a survécu au cours de sa première décennie d'existence. - La suite fut plus heureuse : les gains obtenus en ce qui a trait aux rentes ont permis d'élever la cotisation, et l'augmentation du nombre de membres a amené des rentrées de fonds plus substantielles, ce qui a rendu possibles le développement de services aux membres, et la conclusion d'ententes avec des compagnies d'assurance. - L'AREQ en est sortie renforcée, ce qui lui a permis de s'ouvrir davantage sur la société, tant aux niveaux régional, provincial, national qu'international.
La mission, les orientations et les objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Initialement, le travail de l'AREQ Estrie fut économique. Il a constitué un prolongement de l'action syndicale. Cet élément est encore présent dans les activités de l'AREQ. - Il y a toujours eu une dimension récréative dans les activités de l'AREQ. Ce volet vise le maintien de la cohésion du groupe, la lutte contre l'isolement des retraités et le soutien des plus défavorisés. Cependant, le volet récréatif est moins important à l'AREQ qu'à la FADOQ. - L'AREQ contemporaine, tant au niveau provincial qu'en Estrie, veut être un agent de développement social. D'où l'importance de la Fondation Laure-Gaudreault, entre autres. L'AREQ s'implique également dans de nombreux dossiers socio-économiques et politiques. Aussi, plusieurs de ses membres font partie d'organismes communautaires. - L'AREQ s'est donc développée en s'ouvrant au monde. C'est un des principaux traits caractéristiques de son évolution.

Organisation et structuration	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de problèmes organisationnels majeurs, sauf durant ses premières années d'existence. - Plus tard, l'AREQ Estrie a dû composer avec la culture organisationnelle de l'AREQ provinciale.
Le membership	Cette recherche n'a pas permis de comparer systématiquement la progression du membership de l'AREQ Estrie avec son homologue provinciale. De prime abord, cette progression semble analogue. Ce serait un point à examiner avec des statistiques plus précises pour autant qu'elles soient disponibles.
Le financement	Sur le plan du financement, il y a des analogies entre l'AREQ Estrie et l'AREQ provinciale : peu de moyens financiers au début, et un soutien limité de la centrale syndicale et du Syndicat des enseignants de l'Estrie qui n'étaient probablement pas très riches au début des années 1970. La situation s'est améliorée à partir des années 1980.

Annexe 5 : page 17

Le soutien reçu et donné	Au début, les fondatrices de l'AREQ Estrie ont procédé comme ceux de la FADOQ et de l'AREQ provinciale : en comptant d'abord et avant tout sur elles-mêmes et en faisant appel à des sympathisant-es. Plus tard, l'AREQ Estrie a reçu une aide plus substantielle du Syndicat des enseignants de l'Estrie et de l'AREQ provinciale. À partir du milieu des années 1980, l'AREQ Estrie a été en mesure de fournir des services à ses membres et aux groupes communautaires de son milieu.
Autres éléments pertinents	Comme les autres associations d'aînés, l'AREQ Estrie doit s'adapter aux changements qui caractérisent les sociétés vieillissantes. Si elle veut conserver sa cohésion, elle devra combler les besoins des nouveaux retraités sans négliger ses membres plus âgés.

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

M.-A. Delisle et M.-R. Thouvenot

Annexe 6

Fiches historiques sur l’implantation de
la Fédération de l’âge d’or du Québec/
Réseau FADOQ dans l’ensemble du Québec
et dans les Cantons de l’Est

[Retour à l’appel de l’annexe 6](#)

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Niveau provincial : les années 1930-1970 ⁴⁵⁴

Annexe 6 : page 1

	Repères temporels	
Les événements marquants et l'action des dirigeants	Avant 1950	<ul style="list-style-type: none"> - Rien ne permet de croire qu'il ait existé des groupes d'aînés structurés avant cette époque. - Il y a peut-être eu une section québécoise (anglophone) de la <i>National Pensioners and Senior Citizens Federation</i> qui avait été fondée en 1945 dans le but de faire des pressions pour l'amélioration de la Loi sur l'assistance vieillesse qui avait été votée à Ottawa en 1927 ⁴⁵⁵. - Au Québec, en 1935 et 1936, plus de 300 lettres ont été adressées au premier ministre L.-A. Taschereau pour lui demander d'appliquer sur le territoire québécois la Loi sur l'assistance vieillesse ⁴⁵⁶. Toutefois, il ne s'agissait probablement pas d'un mouvement concerté et soutenu par un organisme.
	Les années 1950	Des groupes de l'âge d'or se forment sur une base paroissiale dans plusieurs régions du Québec ⁴⁵⁷ .
	1962	« Le 3 mars 1962, quand Mlle Marie-Ange Bouchard, travailleuse sociale, réunit pour la première fois un groupe d'hommes retraités à St-Jean-sur-Richelieu, elle était loin de se douter de l'ampleur que prendrait le mouvement de l'âge d'or. » ⁴⁵⁸
	1966	Première journée de l'âge d'or à Québec au printemps de cette année-là ⁴⁵⁹ .
	1970	Le gouvernement du Québec proclame que « le dernier dimanche de mai serait consacré aux personnes âgées sur le territoire » (<i>ibid.</i>).

⁴⁵⁴ Certaines phrases qui ne sont pas entre guillemets sont tirées de Delisle, 1999b, 2002 et 2003. Voir aussi : David et Champagne, 1989.

⁴⁵⁵ Source : www.coscobc.ca/news/febnews.

⁴⁵⁶ Sources : Conférence de Mme Aline Charles, professeure à l'Université Laval, prononcée le 10 avril 2007 et rapportée dans le journal *Au fil des événements* (publié par cette université et disponible en ligne) du 12 avril 2007. À propos de la Loi sur l'assistance vieillesse, voir Guest, 1993 et Zay, 1984.

⁴⁵⁷ Sources : *Ma Caisse. Revue des caisses populaires Desjardins*, 26, 6, déc. 1989; Moffet, 1985 et documentation produite par la FADOQ.

⁴⁵⁸ Source : www.fadoq.ca, page consultée le 22-4-07.

⁴⁵⁹ Robitaille, 1977, p. 1.

Niveau provincial : les années 1930-1970

Annexe 6 : page 2

	Repères temporels	
Les événements marquants et l'action des dirigeants	1969	<p>- « Les regroupements régionaux de Trois-Rivières et de Québec sont les premiers à être créés » (<i>ibid.</i>).</p> <p>- Formation d'un comité provisoire chargé des tâches préparatoires à la fondation d'une fédération provinciale de personnes âgées. Ce comité était formé de représentants de la Confédération des loisirs du Québec (CLQ), de conseils régionaux de loisirs et de l'Association of Leisure Time Services of Quebec Inc. (ALQ) ⁴⁶⁰. De ce comité provisoire « découlent des comités d'études dont le mandat est de préparer la charte et les règlements » ⁴⁶¹.</p> <p>- « Réunion de fondation : la charte est signée par Louis Coderre, de la région de Québec, Jean-Paul Ramsay, de la région de la Rive-Sud métropolitaine et Reva Rabinovitch, de la région de Montréal » ⁴⁶².</p>
	16 juin 1970	« La Fédération de l'Âge d'Or du Québec est dûment constituée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de la province de Québec » ⁴⁶³ .
	3 oct. 1970	Assemblée de fondation de la Fédération ⁴⁶⁴ .
La mission, les orientations et les objectifs	1962	« C'est afin de contrer l'isolement, l'inactivité et le sentiment d'inutilité qu'elle [Mlle Marie-Ange Bouchard] fonda le Club 3 X 20, un club mixte à Saint-Jean-sur-Richelieu, en s'inspirant du concept des Lions et autres clubs sociaux réservés aux hommes » ⁴⁶⁵ .
Organisation et structuration	Avant 1970	Manque de locaux et d'équipement.

⁴⁶⁰ Fraser, 15-9-1980, p. 3.

⁴⁶¹ Source : www.fadoq.ca, page consultée le 22-4-07.

⁴⁶² Source : www.fadoq.ca, page consultée le 22-4-07.

⁴⁶³ Source : www.fadoq.ca, page consultée le 22-4-07.

⁴⁶⁴ Fraser, 15-9-1980, p. 3.

⁴⁶⁵ David et Champagne, 1989, p. 58; *Le Devoir*, 10/7/2001, p. A-3. Madame Bouchard est décédée en 2001 à l'âge de 93 ans.

Annexe 6 : page 3

	Repères temporels	
Le membership	Avant 1970	Chez les francophones, les premiers clubs de l'âge d'or se sont implantés surtout en milieu rural et régional. La majorité des membres de la FADOQ demeurent encore à l'extérieur de Montréal, en milieu rural ou dans des villes de petite taille ⁴⁶⁶ .
Le financement	Avant 1970	En 1968, les dirigeants des organismes qui souhaitaient la création de la FADOQ ont fait appel au Conseil des œuvres et du bien-être de Québec pour que les clubs de l'âge d'or soient reconnus comme œuvre bénéficiaire de la Plume Rouge. Le document consulté ne donne pas de renseignements sur les résultats de cette démarche ⁴⁶⁷ .
	1970	Problème de financement au moment de la fondation. « Pour ce faire, les membres de l'exécutif ont dû garantir personnellement, pour deux emprunts, dont chaque tranche était de 5 000 \$ » ⁴⁶⁸ .
Le soutien reçu et donné	Avant 1970	Les premiers clubs de l'âge d'or ont probablement bénéficié du soutien humain, matériel et peut-être aussi financier de la part des paroisses, des municipalités et des œuvres de bienfaisance ⁴⁶⁹ . Toutefois, la documentation consultée et les témoignages recueillis fournissent peu de renseignements à ce sujet.
Autres éléments pertinents		La FADOQ a été fondée grâce à l'engagement bénévole des personnes impliquées dans le processus qui a conduit à son édification.

⁴⁶⁶ FADOQ, 1996.⁴⁶⁷ Robitaille, 1977, p. 1.⁴⁶⁸ Fraser, 15-9-1980, p. 3.⁴⁶⁹ D'après : David et Champagne, 1989; Fraser, 15-9-1980; *Ma Caisse. Revue des caisses populaires Desjardins*, 26, 6, déc. 1989.

Niveau provincial : les années 1971-1980

Annexe 6 : page 4

	Repères temporels	
Les événements marquants et l'action des dirigeants	1970 et suiv.	Prises de position revendicatrices concernant l'intégration sociale des personnes âgées ⁴⁷⁰ .
	1971	- Revendications auprès du gouvernement fédéral pour qu'il crée le programme Nouveaux Horizons (<i>ibid.</i>). - L'âge devient un critère d'admission dans les clubs d'aînés. Il faut avoir 55 ans ou plus pour en faire partie ⁴⁷¹ .
	6 oct. 1973	« Lors de l'assemblée générale, 15 régions reçoivent leur certificat d'affiliation. En décembre 1973, l'Estrie sera la 16 ^e et dernière région à l'obtenir » ⁴⁷² .
	1974	- Le secrétariat de la Fédération s'installe à Montréal (<i>ibid.</i>). - Appui à la création d'un centre de recherche en gérontologie à l'Université Laval ⁴⁷³ .
	Vers 1974	- Pressions sur le ministère des Affaires sociales pour l'établissement d'une politique du troisième âge (<i>ibid.</i>). - Publication du <i>Guide de l'âge d'or</i> (<i>ibid.</i>).
	1975-76	Le congrès décide de la publication de <i>Age d'Or Hebdo</i> (journal hebdomadaire de la FADOQ); de la création de la Fondation de l'âge d'or du Québec, de la fondation de l'Institut de gérontologie FADOQ et décide d'offrir de l'assurance vie à ses membres à des taux préférentiels en s'associant à une compagnie (<i>ibid.</i> , p. 9).
	1976	Première semaine de l'âge d'or (<i>ibid.</i>).
	1977	Pressions sur le gouvernement fédéral pour qu'il accorde une allocation aux conjoints de 60 à 65 ans (<i>ibid.</i>).
	1978-79	<i>Age d'Or Hebdo</i> est remplacé par <i>Age d'Or/Vie Nouvelle</i> qui deviendra le <i>Magazine FADOQ</i> , puis le <i>Magazine Virage</i> .
	1979	La FADOQ fonde son propre Conseil des aînés ⁴⁷⁴ .

⁴⁷⁰ Fraser, 15-9-1980, p. 7.⁴⁷¹ Renseignement fourni par Madame Karine Genest de la FADOQ dans une communication personnelle datée du 11 décembre 2008.⁴⁷² Source : www.fadoq.ca, page consultée le 22-4-07.⁴⁷³ Fraser, 15-9-1980, p. 8.⁴⁷⁴ Fraser, 1-10-1980, p. 3. Ne pas confondre avec le Conseil des aînés du Québec, organisme gouvernemental, qui fut créé en 1992. Cf. www.conseil-des-aines.qc.ca.

Annexe 6 : page 5

	Repères temporels	
La mission, les orientations et les objectifs	Vers 1970	L'objectif principal de la FADOQ est de lutter contre ce qu'elle appelle les quatre « i », c'est-à-dire l'insécurité, l'isolement, l'inactivité et l'inutilité. Elle veut revaloriser les aînés en encourageant ses membres à demeurer actifs et autonomes. La FADOQ reste un mouvement axé sur le loisir. Toutefois, très tôt, elle s'est donnée pour mission de représenter les aînés auprès des gouvernements fédéral et provincial.
Organisation et structuration	1971 et suiv.	- Pénurie de locaux et d'équipement. - Manque de formation des administrateurs. - Manque de financement.
	1976	Désaffiliation du Conseil régional de l'âge d'or de l'Île de Montréal et fondation du Conseil régional de l'âge d'or du Montréal métropolitain (comprenant la ville de Laval) ⁴⁷⁵ .
	1977	Création de secteurs au sein de certaines régions (<i>ibid.</i>).
Le membership	1971	À l'origine, l'âge n'était pas un critère d'admission dans les clubs de l'âge d'or. Au printemps 1971, ce facteur est devenu une condition d'adhésion. Le membre devait avoir 55 ans ⁴⁷⁶ .
	1974	« La FADOQ regroupe 16 conseils régionaux et près de 100 000 membres » ⁴⁷⁷ .
	1976	« La FADOQ comprend 16 regroupements régionaux, près de 1 000 clubs et plus de 170 000 membres » (<i>ibid.</i>) ⁴⁷⁸ .

⁴⁷⁵ Fraser, 15-9-1980, p. 10.

⁴⁷⁶ Document de référence intitulé : *Historique de la Fédération, Congrès 1975, 5^e anniversaire de fondation*. Renseignement fourni par Madame Karine Genest de la FADOQ dans un courriel personnel daté du 11 décembre 2008.

⁴⁷⁷ Source : www.fadoq.ca, page consultée le 22-4-07.

⁴⁷⁸ En ce qui a trait au membership, le site Internet de la FADOQ affirme qu'il y avait 17 regroupements régionaux en 1976 alors que Fraser (15-9-1980, p. 9) en dénombre 16 pour cette année-là.

Annexe 6 : page 5

	Repères temporels	
Le financement	1971	Première subvention du ministère des Affaires sociales ⁴⁷⁹ .
	À partir de 1972	- Subventions provenant du programme Nouveaux Horizons, du ministère québécois des Affaires sociales et du Haut-commissariat à la Jeunesse, aux loisirs et aux sports du Québec (<i>ibid.</i>). - Début des tirages de la FADOQ destinés au financement de ses activités. - Vente d'objets promotionnels.
	1973-74	Ristournes provenant des voyages organisés par la FADOQ (<i>ibid.</i> , p. 8). Partenariat avec des agences de voyages.
	1975-76	La FADOQ s'associe à une compagnie pour fournir de l'assurance vie à ses membres. Des ententes de partenariat suivront avec d'autres types d'entreprises (<i>ibid.</i> , p. 8).
	1973-78	Cotisation d'un dollar par membre demandée aux clubs pour le financement des conseils régionaux. Pomme de discorde (<i>ibid.</i> , p. 8-9).
	1978-79	Cotisation d'un dollar par membre demandée aux clubs pour le financement de la Fédération en plus du dollar par membre destiné au financement des conseils régionaux (<i>ibid.</i> , p. 11).
	1978	Obtention de concessions de Loto-Québec ⁴⁸⁰ .
	Toute la période	La publicité payée dans les médias de la FADOQ constituait un soutien financier pour cet organisme.
Le soutien reçu et donné	À partir de 1971-72	- Engagement de directeurs généraux et de personnel au siège social et dans les régions (<i>ibid.</i>). - Augmentation du personnel à mesure que les ressources financières s'accroissent. - Création de clubs et formation de leurs administrateurs.
Autres éléments pertinents		Dès sa fondation, la FADOQ a regroupé des gens de condition modeste qui voulaient d'abord se divertir alors que ses dirigeants la voyaient comme la représentante des aînés du Québec auprès des gouvernements.

⁴⁷⁹ Fraser, 15-9-1980, p. 3⁴⁸⁰ David et Champagne, 1989, p. 60; Fraser, 15-9-1980, p. 12;

Niveau provincial : les années 1981-1990

Annexe 6 : page 6

	Repères temporels	
Les événements marquants et l'action des dirigeants	1981	La FADOQ participe à la fondation de l'Association francophone des aînés (AIFA) ⁴⁸¹ .
	1988-89	Désaffiliation de trois régions : Sud-Ouest, Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et Abitibi-Témiscamingue ⁴⁸² .
	Toute la période	<ul style="list-style-type: none"> - Interventions politiques dans différents dossiers. Mémoires présentés devant des commissions parlementaires et participation à des actions de coalitions de groupes d'aînés ⁴⁸³. - Action sociale dans les clubs. Initiatives locales qui s'étendent parfois aux niveaux régional et provincial. Ex. : Les Roses d'Or, programme de la FADOQ pour identifier les meilleures résidences privées destinées aux personnes âgées. - « Un sondage réalisé en 1985 montre que les activités culturelles sont celles qui sont organisées le plus souvent, suivies des activités communautaires, éducatives, sociales et sportives. Les bingos et les parties de cartes arrivent au dernier rang des activités proposées. Les clubs de l'âge d'or ne sont donc pas uniquement des cercles de joueurs de cartes, contrairement à un mythe largement répandu » ⁴⁸⁴.
La mission, les orientations et les objectifs	Toute la période	<ul style="list-style-type: none"> - Intensification de l'action politique qui s'ajoute aux volets loisir et activité physique. - Implication dans le programme Viactive de Kino-Québec pour favoriser l'activité physique chez les aînés. - Le volet loisir et activité physique demeure prioritaire dans les clubs locaux, alors que l'action politique est surtout le fait des dirigeants provinciaux et régionaux de la Fédération.
Organisation et structuration	1980	Révision des règlements des conseils régionaux et des clubs ⁴⁸⁵ .

⁴⁸¹ Sources : www.aifa.ca/historique.⁴⁸² Thomas, 1998, p. 116 et suiv.⁴⁸³ David et Champagne, 1989, p. 60 à 63.⁴⁸⁴ Citation tirée de Delisle, 1999b, p. 123 d'après *Ma Caisse. Revue des caisses populaires Desjardins*, 26, 6, déc. 1989.⁴⁸⁵ Fraser, 1-10-1980, p. 3.

Annexe 6 : page 7

	Repères temporels	
Le membership	Début 1980	16 régions, 900 clubs, 150 000 membres de 55 ans et plus ⁴⁸⁶ .
	Milieu des années 1980	1 100 clubs, 150 000 membres ⁴⁸⁷
	1988	1 155 clubs, 207 912 membres ⁴⁸⁸
	1989	878 clubs, 187 460 membres ⁴⁸⁹
Le financement	Toute la période	Cotisation des membres, subventions et ristournes de sources diverses ⁴⁹⁰ .
Le soutien reçu et donné	Années 1970-2007	Locaux et services fournis par le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche [et par les instances gouvernementales qui lui ont succédé] aux organismes de loisir comme la FADOQ ⁴⁹¹ .

⁴⁸⁶ Fraser, 15-10-1980, p. 3.

⁴⁸⁷ David et Champagne, 1989, p. 59.

⁴⁸⁸ Ces régions étaient les suivantes : Centre-du-Québec, Côte-Nord, Est-de-Québec, Estrie, Île-de-Montréal, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie, Nord-Ouest-du-Québec, Outaouais, Québec, Richelieu-Yamaska, Rive-Sud métropolitaine, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Sud-Ouest du Québec. Sources : renseignements fournis par Madame Karine Genest de la FADOQ dans une communication personnelle datée du 11 décembre 2008. Voir aussi : Thomas, 1998, p. 116 et www.fadoq.ca.

⁴⁸⁹ Source : données provenant de la FADOQ (1996) mentionnées par Thomas, 1998, p. 116. La diminution du nombre de membres est due à la désaffiliation de trois régions : Sud-Ouest, Bas-Saint-Laurent-Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine et Abitibi-Témiscamingue. Par la suite, des clubs de l'âge d'or se sont formés dans les régions désaffiliées, et ces clubs se sont affiliés à la FADOQ en même temps que des individus qui n'appartenaient à aucun club local.

⁴⁹⁰ Des données sur le budget de la Fédération figurent dans certains documents historiques, mais nous ne les avons pas rapportées parce que cet aspect n'était pas central dans notre étude.

⁴⁹¹ David et Champagne, 1989, p. 60.

Niveau provincial : les années 1991-2007

Annexe 6 : page 8

	Repères temporels	
Les événements marquants et l'action des dirigeants	1990-2007	Poursuite des actions entreprises antérieurement tant sur le plan des loisirs et de l'activité physique que sur le plan politique.
	Vers 1991	Inauguration des premiers Jeux (provinciaux) des aînés ⁴⁹² .
	Déc. 1991	Âge d'or/Vie Nouvelle devient <i>Le magazine FADOQ</i> ⁴⁹³ .
	1992	L'âge minimal pour devenir membre d'un club d'aînés est ramené à 50 ans (<i>ibid.</i>). Depuis, il n'y a pas eu de changement sous ce rapport (<i>ibid.</i>).
	Oct.-nov. 1997	<i>Le magazine FADOQ</i> devient <i>Le magazine Virage</i> (<i>ibid.</i>).
	1999-2000	- Participation aux activités de l'Année internationale des personnes âgées et aux tables régionales de concertation instituées par la suite. - Développement du programme Rose d'Or sur les résidences privées destinées aux personnes âgées ⁴⁹⁴ .
	2004	« États généraux : le plus important processus de consultation et de réflexion tenu par la FADOQ-Mouvement des Aînés du Québec depuis sa fondation en 1970 » ⁴⁹⁵ .
	2007	« Forums régionaux sur l'avenir de la FADOQ » (<i>ibid.</i>).

⁴⁹² Source : www.fadoq.ca, page consultée le 22-4-07.

⁴⁹³ Renseignement fourni par Madame Karine Genest de la FADOQ dans une communication personnelle datée du 11 décembre 2008.

⁴⁹⁴ Le programme Rose d'Or est un programme de qualification continue des résidences privées pour aînés. Il a été lancé par la région de la Mauricie dès 1989. En 1992, une grille d'appréciation révisée a été élaborée. En 1998, une expérience pilote financée par Santé Canada a été réalisée dans les régions de l'Estrie, de la Gaspésie, des Îles-de-la-Madeleine, de Laval, de l'Outaouais, du Saguenay, du Lac-Saint-Jean, de Chibougamau et de Chapais. Le programme a été étendu à l'ensemble de la province en 1999-2000. Sources : FADOQ (sans date) a et b.

⁴⁹⁵ Source : www.fadoq.ca, page consultée le 22-4-07.

Annexe 6 : page 8 (suite)

	Repères temporels	
La mission, les orientations et les objectifs	1990-2007	« La FADOQ est un réseau composé d'organismes affiliés qui a pour mission : - De regrouper les personnes de 50 ans et plus. - De les représenter devant toutes les instances nécessitant la reconnaissance de leurs droits et de leurs besoins. - D'organiser des activités et leur offrir des programmes et des services répondant à leurs besoins. - Tout ceci dans le but de favoriser la qualité de vie et l'épanouissement de tous ses membres. - Vision : Être l'organisme le plus représentatif des personnes de 50 ans et plus » (<i>ibid.</i>).
Le membership	1995	865 clubs, 166 898 membres ⁴⁹⁶ .
	1998	272 008 membres ⁴⁹⁷ .
	2000	16 régions, 875 clubs, 280 000 membres de 50 ans et plus ⁴⁹⁸ .
	2006-2007	252 000 membres ⁴⁹⁹ .

⁴⁹⁶ Source : données provenant de la FADOQ (1996) mentionnées par Thomas, 1998, p. 116.

⁴⁹⁷ Source : Statistique fournie par la FADOQ en 1999 à notre demande.

⁴⁹⁸ Source : www.fadoq.ca, page consultée le 22-4-07.

⁴⁹⁹ Ce chiffre nous a été fourni par un informateur clé qui fait partie de la structure de la FADOQ. Cet informateur nous a également dit que jusqu'en 2005, les personnes appartenant à plus d'un club de l'âge d'or étaient comptabilisées plusieurs fois. Cette pratique a cessé depuis lors. C'est pourquoi le nombre de membres en 2006-2007 est inférieur à celui des années 1998 et 2000.

Niveau provincial : Synthèse et conclusion

Annexe 6 : page 9

Les événements marquants et l'action des dirigeants	<ul style="list-style-type: none"> - Des débuts laborieux marqués par une implication intense des fondateurs et de leurs successeurs immédiats. - Forte implication des dirigeants et des cadres de l'organisme depuis ses débuts. - Foi dans l'utilité et le bien-fondé de leur action. - Développement sans entraves jusqu'en 1989. - Pas de crises majeures à part celle de 1988-89. - La FADOQ n'a jamais regroupé tous les clubs de l'âge d'or. De plus, l'affiliation au mouvement provincial et aux conseils régionaux a fait l'objet de débats récurrents au sein des clubs locaux ⁵⁰⁰.
La mission, les orientations et les objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Au début, la FADOQ proposait « une revalorisation de ses membres à partir de choses déjà accomplies » ⁵⁰¹. Un peu plus tard, elle « modifiera son attitude et proposera aux personnes âgées, de rester actives dans l'évolution de leur communauté (...) » (<i>ibid.</i>). - Les loisirs, l'action communautaire et les avantages financiers découlant de l'appartenance à la FADOQ demeurent les principaux intérêts des membres, alors que ceux des dirigeants et des cadres du mouvement sont politico-économiques ⁵⁰². Il y a peut-être un clivage entre les dirigeants de la FADOQ et certains de ses adhérents. - « Constante remise en question de sa structure, programmes et services pour mieux répondre aux besoins de plus en plus grandissants des aînés » ⁵⁰³. - De nos jours, la FADOQ « Se veut plus active politiquement et cherche à revaloriser son image corporative pour répondre à l'ensemble des 50 ans +. » (<i>ibid.</i>)

⁵⁰⁰ Ce dont témoigne l'historique de G. Fraser. Voir aussi Thomas, 1998.

⁵⁰¹ Robitaille, 1977.

⁵⁰² FADOQ, 1996; Thomas, 1998.

⁵⁰³ Source : un informateur clé que nous avons consulté pour valider ces fiches historiques.

Annexe 6 : page 9 (suite)

Organisation et structuration	<p>- La FADOQ a rencontré les mêmes problèmes organisationnels que les autres groupes d'aînés : implication d'une minorité de membres dans les structures décisionnelles et les comités; participation fluctuante des membres aux activités organisées; difficulté de remplacer ceux qui ne renouvellent pas leur mandat; problèmes de leadership et luttes de pouvoir à l'occasion; compétition avec d'autres organismes quant aux créneaux et aux sources financement; difficulté de trouver des locaux adéquats pour ses activités ⁵⁰⁴.</p> <p>- La FADOQ a développé très tôt des programmes de formation pour ses cadres ainsi que pour les dirigeants des clubs locaux et des conseils régionaux.</p>
Le membership	- Croissance continue des effectifs de 1970 à 1988, puis décroissance temporaire due à la désaffiliation de trois régions. Ensuite, nouvelle augmentation de la clientèle à la faveur des retraites massives des années 1990.
Le financement	- Peu de ressources financières au début de son histoire. Puis, la FADOQ a obtenu des subventions des gouvernements ⁵⁰⁵ . Aussi, elle a trouvé des sources de financement en s'alliant à des partenaires des secteurs public (ex. : Loto-Québec) et privé, et en augmentant son membership.
Le soutien reçu et donné	- Dans leur phase d'émergence, la FADOQ et ses clubs ont bénéficié d'un soutien humain, matériel et peut-être aussi financier de la part des paroisses, des municipalités et d'organismes philanthropiques.

⁵⁰⁴ Moffet, 1985; Thomas, 1998.

⁵⁰⁵ « Depuis son tout début, et jusqu'à ce jour, la FADOQ provinciale a reçu et reçoit du financement du ministère qui a sous sa tutelle les aînés. (Jeunesse et Famille, MLCP; ministère des Affaires municipales, Santé...). Le programme fédéral Nouveaux Horizons [a participé] aux ressources matérielles au départ... et à la mise sur pied de certains programmes, par la suite... ». Source : validation des fiches historiques effectuée à la demande des chercheurs par un informateur clé relié au Mouvement.

Annexe 6 : page 10

Autres éléments pertinents	<p>- Par rapport aux autres groupes d'aînés étudiés dans cette recherche, le processus historique qui caractérise la FADOQ provinciale présente les caractéristiques suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) La FADOQ demeure prioritairement axée sur les loisirs physiques et sociaux. Toutefois, au fil des ans, les activités culturelles ont pris davantage d'importance. Aussi, plusieurs de ses membres et de ses dirigeants se sont orientés vers l'action politique et communautaire. 2) La FADOQ a entretenu d'étroites relations avec les gouvernements qui se sont succédé tout en les critiquant ouvertement à l'occasion. 3) La FADOQ a fait preuve d'un dynamisme interne remarquable pour se développer et se financer. Elle n'a pas bénéficié de beaucoup de soutien extérieur en ce qui a trait à sa gestion. Elle a plutôt formé ses propres gestionnaires. 4) La FADOQ a recruté des gestionnaires expérimentés pour la diriger, et ce, tant au niveau provincial et régional qu'à celui des clubs locaux. 5) « La FADOQ a su attirer des partenaires importants qui ont développé des programmes intéressants pour ses membres : services financiers, assurances, voyages, ordres professionnels... » ⁵⁰⁶.
-----------------------------------	---

⁵⁰⁶ Source : validation des fiches historiques effectuée à la demande des chercheurs par un informateur clé relié au Mouvement.

La FADOQ Estrie : les années 1970-2007

Annexe 6 : page 11

	Repères temporels	
	Avant 1970	Quelques clubs de l'âge d'or existaient en Estrie, mais ils n'appartenaient à aucune fédération ⁵⁰⁷ .
Les événements marquants et l'action des dirigeants	1971	Premières réunions à Sherbrooke en vue de la formation d'un conseil régional de la FADOQ pour l'Estrie avec le soutien de la Société Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke (<i>ibid.</i> , p. 8-9).
	1972	Seconde tentative de former un conseil régional de la FADOQ avec le soutien du Conseil régional des loisirs de l'Estrie (<i>ibid.</i> p. 10).
	Sept. 1973	Fondation du conseil régional de la FADOQ de l'Estrie grâce à l'aide du Conseil régional de la FADOQ de Richelieu-Yamaska. Incorporation le mois suivant (<i>ibid.</i>), puis affiliation à la FADOQ ⁵⁰⁸ .
	1973-1982 ⁵⁰⁹	- Structuration de la Fédération et affiliation de nouveaux clubs. - Revue régionale : <i>Le communiqué Estrie</i> (parution durant neuf ans). - Jeux régionaux.
	Déc. 1974	Changement de dénomination pour Conseil régional de l'âge d'or de l'Estrie (<i>ibid.</i>).
	Oct. 1974 ou 1975	Tenue d'une journée d'information sur les problèmes de la personne âgée. Cet événement fit connaître le Conseil régional de l'âge d'or de l'Estrie ⁵¹⁰ .

⁵⁰⁷ Robitaille, 1977.

⁵⁰⁸ FADOQ Région Estrie, 2000 et 2003.

⁵⁰⁹ Source : FADOQ Région Estrie, 2003.

⁵¹⁰ Sources : Robitaille, 1977, p. 11; FADOQ Région Estrie, 2000. Il y a divergence quant à l'année où s'est déroulé cet événement entre le document de P. Robitaille (1977, p. 11) et celui de la FADOQ Région Estrie (2000, p. 14).

	Juillet 1976	Embauche du premier permanent à temps partiel.
	1979-1980	Embauche du deuxième permanent qui fut le premier à travailler à plein temps.
	1984	Division de la région en six secteurs ⁵¹¹ .
	1983-1992 (<i>ibid.</i>)	<ul style="list-style-type: none"> - Salon régional des aînés. - Viactive. - Choralie et autres activités culturelles. - Voyages organisés par la FADOQ Région Estrie; - « Lutte contre la vente itinérante des pré-arrangements funéraires ». - Assurances. - Publication d'outils de formation pour les dirigeants des clubs. - Affiliation de 28 clubs.

⁵¹¹ FADOQ Région Estrie, 2000, p. 16.

La FADOQ Estrie : les années 1970-2007

Annexe 6 : page 12

	Repères temporels	
Les événements marquants et l'action des dirigeants	1993-2003 (<i>ibid.</i>) ⁵¹²	<ul style="list-style-type: none"> - « Sensibilisation contre la violence faite aux aînés ». - Développement du programme Rose d'or. - Activités physiques et culturelles. - Affiliation de 12 clubs.
	Oct. 1999	Changement de dénomination pour FADOQ Région Estrie.
	2001	Participation à la lutte pour l'abolition de la Loi 585 (pensions alimentaires versées par les grands-parents aux petits-enfants) ⁵¹³ .
	Juin 2003	<p>Embauche du troisième permanent (à plein temps). « Le 2^e permanent (DG est embauché en 1980).</p> <p>En 1987, on y ajoute une secrétaire. En 1999, embauche d'un agent de loisir. 2006 : agent de communications. » ⁵¹⁴</p>

⁵¹² Il y a aussi de nombreuses autres activités qu'on ne peut rapporter ici. Cf. FADOQ Région Estrie, 2000 et 2003.

⁵¹³ FADOQ Région Estrie, 2003.

⁵¹⁴ Source : validation des fiches historiques effectuée à la demande des chercheurs par un informateur clé relié au Mouvement.

Annexe 6 : page 12 (suite)

	Repères temporels	
La mission, les orientations et les objectifs	Années 1970 (fondateurs)	<ul style="list-style-type: none"> - « Développer nos propres principes d'animation, selon notre optique et notre rythme; - Expliciter clairement les besoins de la personne âgée et trouver les moyens d'y répondre; - Explorer les différentes possibilités qui s'offrent à la personne âgée pour rester utile de façon active; - Nous prononcer, autant que faire se peut, sur les grandes questions du temps présent et cela, sans oublier que le temps présent est différent de celui que nous avons vécu. » ⁵¹⁵
	Années 1970 et suivantes (continuateurs) ⁵¹⁶	<ul style="list-style-type: none"> - Contrer la solitude par les loisirs. Cet objectif est toujours là. - « Amener les gens à se rencontrer, à se parler puis à sortir de la maison ». - « Et on visait surtout les femmes parce que plusieurs n'avaient pas été sur le marché du travail et s'ennuyaient à la maison ». - « On leur donnait certains avantages, suite à une demande de départ, comme les "assurances vie", qui leur permettaient d'être enterrées. Les femmes ont vraiment embarqué (...) ». - « On ne parlait pas vraiment de représentation, au début. Les premières années ont plus été dans se structurer de trouver sa voie et l'orientation qu'on a donnée, c'était par les loisirs (...) ». - Le « point de vue de la représentation [qui] est toujours resté faible, mais [qui] commence à prendre de l'ampleur depuis les cinq dernières années ». - « Une des caractéristiques de la FADOQ est de revendiquer pour l'ensemble des aînés et non uniquement pour ses membres ». - Lutter contre la pauvreté, particulièrement celle des femmes âgées.

⁵¹⁵ Extrait du discours du président de la FADOQ Estrie au congrès de 1976 cité par Robitaille, 1977, p. 13.

⁵¹⁶ Les citations sont extraites de l'entrevue réalisée par la professionnelle de recherche auprès d'un informateur clé de la FADOQ Estrie.

Annexe 6 : page 13

	Repères temporels	
Organisation et structuration	1971-73	<ul style="list-style-type: none"> - Une situation conflictuelle régionale retarde l'implantation de la FADOQ en Estrie ⁵¹⁷. - La FADOQ était peu connue de la population, même de celle qui était âgée (<i>ibid.</i>). - Manque de ressources humaines, matérielles et financières au moment de la fondation de FADOQ en Estrie, et dans les premières années de son existence (<i>ibid.</i>). - Problèmes de locaux ⁵¹⁸. - Difficulté de reconnaissance par les CLSC (<i>ibid.</i>).
	1974	9 clubs affiliés ⁵¹⁹ .
	1977	2 500 membres et 17 clubs affiliés ⁵²⁰ .
	1979	25 clubs affiliés ⁵²¹ .
	1983	34 clubs affiliés (<i>ibid.</i>).
Le membership	1987 ⁵²²	7 594 membres.
	1992	7 429 membres.
	1998	14 034 membres.

⁵¹⁷ Robitaille, 1977, p. 9. D'autres documents à caractère historique fournis par la FADOQ Estrie font également état de ces problèmes, mais ils fournissent peu de détails à ce sujet. D'après ces documents, il semble qu'à l'époque, la nouvelle FADOQ Estrie était perçue comme un concurrent par certains organismes du fait que les créneaux de chacun d'eux n'étaient pas clairement déterminés (source : entrevue réalisée par la professionnelle de recherche auprès d'un informateur clé de la FADOQ Estrie).

⁵¹⁸ Entrevue réalisée par la professionnelle de recherche auprès d'un informateur clé de la FADOQ Estrie.

⁵¹⁹ FADOQ Région Estrie, 2000, p. 14.

⁵²⁰ Robitaille, 1977, p. 12.

⁵²¹ FADOQ Région Estrie, 2000, p. 15.

⁵²² 1987, 1992, 1998 : données fournies par la FADOQ provinciale en 1999. C'est seulement en 1996 que le nombre de membres a dépassé le cap des 10 000 personnes en Estrie.

	2000	14 500 membres et 45 clubs affiliés ⁵²³ .
	2006	- Selon le site Internet de la FADOQ provinciale (consulté en 2007), en Estrie, il y avait 47 clubs affiliés, ce qui plaçait la FADOQ Région Estrie au 8 ^e rang parmi les 16 régions de la Fédération pour ce qui est du nombre de clubs affiliés. - Cela représentait environ 15 000 membres, dont 2 300 qui n'étaient pas membres d'un club local ⁵²⁴ .
Le financement	1976	Subvention des Conseils régionaux de l'âge d'or par le Haut-commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports du Québec ⁵²⁵ .
	1978	Projets Nouveaux Horizons (<i>ibid.</i>)
	1973-78	Cotisations des membres et des clubs. Ristournes provenant de partenariats avec divers organismes.
	1995	Viactive.
	Vers 2000	Soutien (peut-être financier) du Conseil Sport Loisir Estrie (<i>ibid.</i>).
Le soutien reçu et donné ⁵²⁶	1971	La Société Saint-Jean-Baptiste de Sherbrooke ⁵²⁷ .
	1972	Le Conseil régional des loisirs de l'Estrie (<i>ibid.</i>).
	1973	Le Conseil régional de la FADOQ de Richelieu-Yamaska (<i>ibid.</i>).
	1979-80	L'Union régionale des Caisses Desjardins, le Bureau fédéral des Pensions, le CRSSS de l'Estrie, Centraide Estrie, l'ONF, Communications Québec, Vie Montante, le Bureau des congrès de Sherbrooke, l'Université de Sherbrooke, Beauvoir, etc. ⁵²⁸

⁵²³ FADOQ Région Estrie, 2000, p. 17.

⁵²⁴ Entrevue réalisée par la professionnelle de recherche auprès d'un informateur clé de la FADOQ Estrie.

⁵²⁵ FADOQ Région Estrie, 2003, p. 12

⁵²⁶ Il s'agit parfois de contributions financières.

⁵²⁷ Robitaille, 1977, p. 8-9.

⁵²⁸ Source : *Historique du Conseil régional de l'Âge d'Or de l'Estrie*. Document non daté qui nous a été remis par la FADOQ Estrie.

	Repères temporels	
Autres éléments pertinents ⁵²⁹	Période d'émergence	<ul style="list-style-type: none"> - « La FADOQ Estrie, en 1973, est à la fois une initiative des gens et de la FADOQ provinciale ». - « La FADOQ Estrie voulait rejoindre d'abord les femmes seules ». - « Au début, les hommes ne venaient pas. Ce n'étaient rien que des femmes parce qu'elles se sentaient beaucoup plus isolées ». - « La FADOQ a été le premier mouvement mixte au Québec. Avant, c'était des groupes soit d'hommes (les Chevaliers de Colomb) ou soit de femmes (les Dames de Sainte-Anne). Et cela a permis de faire tomber des tabous, même s'il y a eu des frottements et des scènes épiques de jalousie » (<i>ibid.</i>). - « Nous visions plus la clientèle rurale ». - Bon accueil en milieu rural à cause de la compatibilité des valeurs de convivialité de ces gens avec celles de la FADOQ. - « Les tentatives faites au niveau des anglophones [se] sont heurtées à des portes closes ». - « On n'a jamais approché la clientèle des autres communautés culturelles, mais c'est devenu une de mes préoccupations en 2006 (...) ». - Moindre intérêt pour le domaine culturel. Plus grande préoccupation pour le religieux. Maintenant, c'est l'inverse. - « Les projets de <i>Nouveaux Horizons</i> étaient de finir les sous-sols d'églises qui étaient les seuls endroits où les aînés pouvaient se réunir ».
	Années 2000	<ul style="list-style-type: none"> - Un défi : concilier les goûts des nouveaux retraités et les besoins des personnes les plus âgées ⁵³⁰. - La gamme d'avantages et de services est maintenant plus grande pour les membres ⁵³¹. - La force du nombre : un grand avantage pour la FADOQ et les groupes d'aînés ⁵³². « Mais actuellement, le gros obstacle c'est le mot <i>Âge d'Or</i> auquel les gens ne veulent plus s'identifier » ⁵³³. « La grosse difficulté, c'est de rejoindre les membres, dans les clubs » (<i>ibid.</i>).

⁵²⁹ Source : Les citations sont extraites de l'entrevue réalisée par la professionnelle de recherche auprès d'un informateur clé de la FADOQ Estrie.

⁵³⁰ Entrevue réalisée par la professionnelle de recherche auprès d'un informateur clé de la FADOQ Estrie; voir aussi FADOQ Région Estrie, 2000, p. 18.

⁵³¹ Entrevue réalisée par la professionnelle de recherche auprès d'un informateur clé de la FADOQ Estrie.

⁵³² Entrevue réalisée par la professionnelle de recherche auprès d'un informateur clé de la FADOQ Estrie; voir aussi Thomas, 1998.

⁵³³ Entrevue réalisée par la professionnelle de recherche auprès d'un informateur clé de la FADOQ Estrie.

La FADOQ Estrie : synthèse et conclusion

Annexe 6 : page 15

Les événements marquants et l'action des dirigeants	<ul style="list-style-type: none"> - Des débuts difficiles marqués par une situation conflictuelle régionale entre les dirigeants des clubs de l'âge d'or qui existaient déjà au début des années 1970, ainsi qu'entre les fondateurs de la FADOQ Estrie et les organismes qui s'occupaient des personnes âgées à l'époque. - Les fondateurs de la FADOQ provinciale et de celle de l'Estrie se sont d'abord engagés par humanisme, essentiellement pour aider les personnes âgées démunies et isolées, notamment les femmes de milieu rural. - Implication intense des fondateurs de la FADOQ Estrie et de leurs successeurs qui étaient convaincus de la justesse de leur action. - Les instances provinciales ont eu une influence sur la fondation du groupe régional. - Lent développement durant les années 1970. - Développement presque continu par la suite grâce à des subventions qui ont permis l'engagement de personnel. - « Pendant plusieurs années, la FADOQ a su développer de nouveaux services grâce à la collaboration de stagiaires en service social de l'Université de Sherbrooke » ⁵³⁴. - Pas de crises majeures au sein de la FADOQ Estrie. Toutefois, elle a dû composer avec des clubs qui hésitaient à s'affilier au regroupement régional; avec le manque de ressources humaines, matérielles et financières surtout durant les premières années de son existence, et avec les compressions budgétaires des gouvernements pendant les années 1990 et 2000. - Les actions des dirigeants de l'Estrie furent analogues à celle de leurs homologues provinciaux. Chez ceux de l'Estrie, il y avait une plus grande sensibilité à la situation des aînés qui vivent dans les petites villes et dans les milieux ruraux.
--	---

⁵³⁴ Source : validation des fiches historiques effectuée à la demande des chercheurs par un informateur clé relié au Mouvement.

Annexe 6 : page 16

La mission, les orientations et les objectifs	<p>- La FADOQ provinciale et la FADOQ Région Estrie sont passées d'une approche caritative de la situation des personnes âgées à une approche émancipatrice et valorisante qui s'est traduite par des réalisations concrètes et par des revendications politiques. Toutefois, l'approche « caritative » est demeurée une composante distinctive de sa mission ⁵³⁵.</p> <p>- Les continuateurs ont adopté une nouvelle approche fondée sur la prise en charge collective et individuelle des aînés par des loisirs physiques, culturels et sociaux.</p> <p>- Cette approche a été conçue par la FADOQ. Elle constitue un des traits dominants de ce qu'on pourrait appeler une « sous-culture FADOQ » que partagent les cadres du mouvement et ceux qui participent régulièrement à ses activités. Ces valeurs sont moins importantes pour les adhérents peu impliqués ⁵³⁶.</p> <p>- La dimension revendicative a toujours été présente et elle a pris de plus en plus de place au fil des ans, probablement sous l'influence des événements et à cause des autres groupes d'aînés.</p>
Le membership	Croissance continue des effectifs de 1970 à 1987. Augmentation en 1988-1989, puis retour au niveau de 1987 jusqu'en 1995. Depuis lors, augmentation constante du membership. Il faut dire que l'âge requis pour être membre est passé de 55 à 50 ans pendant la période considérée.
Organisation et structuration	La FADOQ Estrie a rencontré les mêmes problèmes organisationnels que les autres groupes d'aînés qui ont émergé à l'époque. Elle s'en est tirée grâce au dynamisme de ses dirigeants et de ses cadres.
Le financement	Peu de subventions durant les premières années. Par la suite, subsides et ristournes provenant de différents organismes en plus des cotisations des membres et des clubs.

⁵³⁵ « Si la Fédération a changé son orientation, cela était dû au fait que ses responsables, impliqués dans l'action immédiate, avaient tendance à surprotéger la personne âgée.// Comme conséquence, on obtenait une non(-)solidarité des membres, une recherche d'intérêts immédiats dans l'appartenance au mouvement ». Cf. Robitaille, 1977, p. 6. Ces propos ont été corroborés par un autre informateur clé de la FADOQ Estrie.

⁵³⁶ FADOQ, 1996.

Le soutien reçu et donné	<ul style="list-style-type: none">- Au début, la FADOQ Estrie et ses clubs ont bénéficié du soutien de quelques organismes.- Au tournant des années 1980, les appuis ont augmenté.- La FADOQ Estrie a développé des programmes de formation pour ses propres cadres et a bénéficié de ceux de la FADOQ provinciale.
Autres éléments pertinents	<p>- Par rapport aux autres groupes d'aînés étudiés dans cette recherche, le processus historique qui caractérise la FADOQ Estrie présente les caractéristiques suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none">1) La FADOQ Estrie a su s'adapter aux exigences de chaque époque et éviter les crises majeures.2) La FADOQ Estrie a maintenu et augmenté son membership.3) La FADOQ Estrie a organisé des activités originales qui ont été reprises dans plusieurs autres régions.4) Au cours des dernières années, elle a joué un rôle actif dans la formation des coalitions de groupes d'aînés aux niveaux régional et provincial.5) Son principal défi reste celui d'intégrer les nouvelles générations d'aînés.

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

M.-A. Delisle et M.-R. Thouvenot

Annexe 7

Fiches historiques sur l’implantation
de l’AQDR dans l’ensemble du Québec
et dans les Cantons de l’Est

[Retour à l’appel de l’annexe 7](#)

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Niveau provincial : les années 1975-1990

Annexe 7 : page 1

	Repères temporels	
Les événements marquants et l'action des dirigeants 537	1975-1977	- Des cours de préparation à la retraite sont donnés au cégep de Rosemont par la faculté d'éducation permanente de l'Université de Montréal. Ces cours rassemblent plus de 400 personnes 538. - À la suite de ces cours, plusieurs comités sont formés dont celui des trois « R » (<i>Réagir, Revivre, Réussir</i>), et un autre pour étudier la situation économique des retraités (<i>ibid.</i>).
	1977 à 1984	Priorité à l'action revendicative 539.
	1978	Publication d'un manifeste sur ce thème 540.
	1980	Congrès de fondation 541.
	1981	Recours collectif contre des compagnies d'assurances 542.
	1982	Exposition-manifeste des membres de l'AQDR (<i>ibid.</i>).
	1983	- Mémoire de l'AQDR présenté à la Commission fédérale sur la réforme des pensions (<i>ibid.</i>). - « Mise sur pied d'un comité Condition féminine au sein du comité exécutif provincial. Tenue d'un colloque pour les femmes de 50 ans et plus afin de leur permettre d'échanger, de comprendre leur situation et de trouver des moyens pour améliorer leur sort » (<i>ibid.</i>).

537 Pour la partie historique, nous avons notamment utilisé le site Internet de l'AQDR. Nous avons sélectionné dans ce site les éléments qui nous semblaient les plus pertinents, éléments que nous citons entre guillemets. Il y a d'autres faits susceptibles d'être importants que nous n'avons pas rapportés dans ces fiches parce que nous ne voulions pas reproduire intégralement l'historique qui se trouve sur le site Internet de l'AQDR.

538 David et Champagne, 1989; p. 71; Desjardins et Lalande, 1983; Viau, 1980. Voir aussi www.aqdr.org, page consultée le 15 avril 2007

539 David et Champagne, 1989, p. 72

540 Manifeste : la condition économique des retraités, 1977.

541 www.aqdr.org, page consultée le 15 avril 2007.

542 www.aqdr.org, page consultée le 15 avril 2007.

	1985	« Opposition au projet d'abolir l'indexation des pensions de vieillesse » (<i>ibid.</i>).
	1986	- « Sous la coordination de l'AQDR, après un an et demi de lutte, la Coalition provinciale contre les coupures d'assurance chômage obtient que les retraités de 1985 se fassent rembourser leurs prestations » (<i>ibid.</i>). - Début de la publication du périodique <i>La Force de l'âge</i> 543.
	Toute la période	- Actions revendicatives par des manifestes, des mémoires, des manifestations sur tous les aspects qui concernent les aînés. - Participation active à divers regroupements (ex. : tables de concertation, coalitions) 544.
La mission, les orientations et les objectifs	Début de la période	Dénonçant l'exclusion et les conditions de vie difficiles des retraités, l'AQDR « définit sa mission par les buts suivants : Promouvoir la recherche et l'information. Favoriser l'éducation. Assurer la défense des droits. Regrouper les retraités et préretraités afin de définir des priorités, des moyens d'action et des revendications dans le but d'améliorer leurs conditions de vie. » 545
Organisation et structuration	Vers 1984	Structuration à quatre niveaux : les sections locales (minimum de 10 membres); les regroupements régionaux (minimum de trois sections) qui délèguent des représentants au conseil provincial, et le bureau de direction de l'Association 546.

543 David et Champagne, 1989; p. 71; Lachance, 1990, p. 33.

544 David et Champagne, 1989; www.aqdr.org, page consultée le 15 avril 2007.

545 David et Champagne, p. 69

546 David et Champagne, 1989, p. 70-71; Dionne et Sénécal, 2004.

Annexe 7 : page 2

	Repères temporels	
Le membership	Toute la période	<ul style="list-style-type: none"> - Dans un courriel qui nous a été adressé le 3 mai 2007, une informatrice de l'AQDR provinciale a écrit à propos du membership : « Je suis désolée, mais cette information n'est pas disponible. Nous n'avons jamais gardé ces statistiques [sur le membership provincial] ». Toutefois, David et Champagne (1989, p. 71) affirment qu'au milieu des années 1980, l'AQDR comptait 40 sections comprenant un minimum de 10 membres, et ils avancent le chiffre de 10 000 membres pour ces années sans mentionner de source. - On retrouve la même ambiguïté dans les diverses publications que l'AQDR a diffusées au fil des ans. - La majorité des sections sont situées en milieu urbain (<i>ibid.</i>) 547.
Le financement	Début de la période	<ul style="list-style-type: none"> - Cotisations individuelles; prêt d'une ressource humaine à temps partiel de 1978 à 1986; soutien du réseau des CLSC; subventions de divers organismes pour la publication des manifestes 548. - Difficulté d'obtenir des subsides de certains organismes publics à cause du rôle revendicateur de l'AQDR.
	Fin des années 1980	« Le faible budget de l'AQDR provient en grande partie de subventions gouvernementales; le reste est autofinancé par la vente de matériel et de services produits par l'AQDR » 549.
Le soutien reçu et donné	Début de la période	<ul style="list-style-type: none"> - Soutien de la faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal pour l'organisation de l'Association, puis du réseau des CLSC pour la création des sections régionales. - Soutien donné aux aînés et aux groupes de personnes âgées dans leurs revendications ainsi que pour la défense de leurs droits.

547 À noter que l'AQDR ne fournit pas de statistiques sur l'origine géographique de ses membres. Toutefois, la liste des sections est énumérée sur son site Internet. L'AQDR couvre toutes les régions du Québec (même le Nunavik), mais il y a davantage de sections dans les régions urbaines.

548 David et Champagne, 1989; Viau, 1980.

549 David et Champagne, 1989, p. 71.

Annexe 7 : page 3

	Repères temporels	
Autres éléments pertinents	Les années 1980	<ul style="list-style-type: none"> - « L'AQDR vise à ce que ses sections locales deviennent des "points de conscience du troisième âge" dans leur milieu et suscitent la collaboration des organismes directement ou indirectement impliqués auprès des personnes âgées pour développer leur action revendicatrice au niveau local » (David et Champagne, 1989, p. 71). - Autonomie relative des sections locales par rapport aux instances régionale et provinciale (Dionne et Senécal, 2004).

Niveau provincial : les années 1990-2007

	Repères temporels	
Les événements marquants et l'action des dirigeants	1991	Actions orientées vers l'information et la formation 550.
	1992	Actions relatives au financement du système de santé (<i>ibid.</i>).
	1993	Actions concernant la fiscalité (<i>ibid.</i>).
	1994	<ul style="list-style-type: none"> - « Décès d'Yvette Brunet, présidente de l'AQDR depuis 1980, en décembre 1994 » (<i>ibid.</i>). - « Participation aux processus de consultation des CLSC et des régies régionales » (<i>ibid.</i>). - « Participation à des tables de concertation concernant la violence faite aux aînés et représentations aux tables de maintien à domicile » (<i>ibid.</i>). - « Création du Prix Yvette-Brunet pour la section reconnue annuellement comme la plus active dans son milieu pour la défense des droits de ses concitoyens » (<i>ibid.</i>). - Plusieurs autres actions (<i>ibid.</i>)

550 www.aqdr.org, page consultée le 15 avril 2007.

Annexe 7 : page 4

	Repères temporels	
Les événements marquants et l'action des dirigeants	1995-1998	<ul style="list-style-type: none"> - Actions dans divers dossiers dont : la sécurité du revenu, l'intergénération, le développement communautaire, le maintien des services bancaires personnalisés, l'accès à l'aide juridique, l'assurance médicaments et le virage ambulatoire (<i>ibid.</i>). - « Formation de la Coalition pour le retrait de la réforme Martin sur la "prestation aux aînés" » (<i>ibid.</i>). - « Actions et interventions au niveau local, régional et provincial, prise de position et concertation avec les autres organismes pour sensibiliser la société et les différents paliers de gouvernement aux besoins de la population vieillissante » (<i>ibid.</i>).
	1999 ⁵⁵¹	<ul style="list-style-type: none"> - Participation aux activités de l'Année internationale des personnes âgées. - Présentation de plusieurs mémoires.
	2000-2001 (<i>ibid.</i>)	<ul style="list-style-type: none"> - Actions relatives aux régimes complémentaires de retraite; aux résidences pour les personnes âgées et aux aînés hébergés; à la réorganisation et au financement des services de santé et des services sociaux (Commission Clair); au maintien des services personnalisés dans les institutions bancaires, ainsi qu'aux abus et à la violence envers les personnes âgées. - Participation aux activités de l'Année internationale des bénévoles. - Réalisation d'une étude relative « à l'impact du transport sur l'accroissement de l'autonomie et l'indépendance personnelle de la population vieillissante » (<i>ibid.</i>). - Participation à la création du Parlement des sages (Dionne et Senécal, 2004).
	2002-2004 (<i>ibid.</i>)	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite des actions antérieures concernant les résidences pour les personnes âgées hébergées, ainsi que sur l'avenir des services de santé (Commission Romanow) et l'assurance médicaments ⁵⁵². - Intervention auprès du ministère du Revenu du Québec (Projet Amis des Aînés) (<i>ibid.</i>). - Représentation sur la Loi 112 relative à la politique de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale (<i>ibid.</i>).

⁵⁵¹ www.aqdr.org, page consultée le 15 avril 2007.⁵⁵² www.aqdr.org, page consultée le 15 avril 2007.

Annexe 7 : page 5

	Repères temporels	
Les événements marquants et l'action des dirigeants	2005-2007	L'historique de l'AQDR qui se trouve sur son site Internet s'arrête à la période 2003-2004. On n'y trouve aucune indication sur les activités des années 2005 et suivantes. Par contre, son mémoire présenté dans le cadre de la Consultation publique sur les conditions de vie des aînés (AQDR, 2007) fait état des principaux dossiers sur lesquels travaille l'AQDR. Ces dossiers sont : la prévention de la fraude chez les aînés; les abus, la violence, la maltraitance et l'exploitation; l'âgisme; le maintien, le soutien et les soins à domicile; l'utilisation des médicaments; « la pleine utilisation de leurs crédits d'impôt pour l'âge et pour la retraite et (...) l'élimination de leur cotisation au Fonds des services de santé » (<i>ibid.</i> , p. 11); la simplification de la déclaration de revenus. De plus, les milieux de vie en résidences privées avec services pour personnes âgées sont « l'objet d'un programme déjà engagé par l'AQDR, en collaboration avec le Secrétariat aux aînés et le programme d'aide financière du gouvernement fédéral, Nouveaux horizons » (<i>ibid.</i> , p. 4), et ce, dans plusieurs régions.
La mission, les orientations et les objectifs	2004-2007	<p><u>Mission</u></p> <p>- « L'AQDR a pour mission exclusive la défense des droits culturels, économiques et sociaux des personnes retraitées et préretraitées (50 ans et plus) » 553.</p> <p>- De façon plus spécifique, l'AQDR a pour mission de : « 1) Défendre nos droits; 2) Protéger et développer nos intérêts; 3) Promouvoir l'information, la recherche, la formation, la mobilisation » (Dionne et Senécal, 2004).</p> <p><u>Objectif</u></p> <p>« L'AQDR poursuit un objectif principal : "Transformer les conditions de vie à la retraite" » 554.</p>

553 www.aqdr.org, page consultée le 15 avril 2007

554 www.aqdr.org, page consultée le 15 avril 2007.

Annexe 7 : page 6

	Repères temporels	
Organisation et structuration	1992	- « Refonte des statuts et règlements généraux ». - « Tournée provinciale de formation pour les membres des conseils d'administration des sections AQDR » ⁵⁵⁵ .
	1994	« Efforts d'intensification des liens entre les sections, processus de regroupement par région » (<i>ibid.</i>).
	1996	Entrée en vigueur de nouveaux statuts et règlements (Dionne et Senécal, 2004).
	1998	Régionalisation.
	2003-2004	- « Adhésion des membres de l'AQDR à la Cie d'assurance <i>La Capitale</i> avec ses avantages (assurance maison et véhicule) » ⁵⁵⁶ . - Informatisation de l'organisation et du système comptable (<i>ibid.</i>). - « L'élaboration d'un réseau de communication à la grandeur de l'AQDR pour en assurer une meilleure performance et de rentabilité » (<i>ibid.</i>).
Le membership	2007	25 000 membres, 45 sections ⁵⁵⁷ .
Le financement	2003-2007	- Cotisation des membres, subventions et ristournes d'une compagnie d'assurance. - Subvention du SACA : Secrétariat à l'action communautaire autonome.

⁵⁵⁵ www.aqdr.org, page consultée le 15 avril 2007.⁵⁵⁶ www.aqdr.org, page consultée le 15 avril 2007.⁵⁵⁷ Source : AQDR, 2007, p. 2.

**L'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et des préretraitées (AQDR) :
niveau provincial. Synthèse et conclusion**

Annexe 7 : page 7

Les événements marquants et l'action des dirigeants	<ul style="list-style-type: none"> - Des débuts moins difficiles que la FADOQ et l'AREQ grâce au soutien du réseau des CLSC et des groupes populaires. - Forte implication des dirigeants et des cadres de l'Association. - Foi des dirigeants dans le bien-fondé de leur action.
La mission, les orientations et les objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - La mission de l'AQDR est demeurée fondamentalement la même. Cependant, son champ d'action s'est élargi avec les années. - Depuis sa fondation, l'AQDR a été présente dans tous les dossiers concernant les droits des aînés. Elle est encore active et vigilante dans ces domaines. - Elle tient compte de l'apport des régions.
Organisation et structuration	<ul style="list-style-type: none"> - Dans les premières années de son existence, l'AQDR a eu de la difficulté à obtenir des subsides de certains organismes publics à cause de son rôle revendicateur. De plus, certaines de ses sections ont été confrontées aux mêmes problèmes organisationnels que les autres groupes d'aînés. La documentation consultée n'évoque pas souvent ces problèmes, mais ils ont été mentionnés par les informateurs clés que nous avons rencontrés. - L'AQDR a régulièrement organisé des sessions de formation pour ses membres. - À noter l'absence de conflits majeurs au sein de l'AQDR. Ce facteur a permis à l'AQDR de se développer de façon continue.
Le membership	<ul style="list-style-type: none"> - Les données qui ont été publiées à différents endroits sur le membership ne sont pas fiables selon l'AQDR. - L'influence de l'AQDR tient moins à la « force du nombre », comme c'est le cas d'autres groupes d'aînés, qu'à la capacité des dirigeants de l'Association de mobiliser ses membres et ses sympathisants autour d'enjeux cruciaux.
Le financement	<ul style="list-style-type: none"> - À ses débuts, l'AQDR a été financée par les cotisations des membres et des subventions de divers organismes. - Récemment, se sont ajoutées les ristournes d'une compagnie d'assurance.
Le soutien reçu et donné	<ul style="list-style-type: none"> - L'AQDR a bénéficié du soutien de la faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal pour son organisation, puis du réseau des CLSC. Elle a toujours travaillé en étroite collaboration avec d'autres groupes d'aînés, et avec divers organismes communautaires. - L'AQDR a donné du soutien à ces groupes et elle en a reçu de leur part. Il s'agit donc de soutien mutuel.

Annexe 7 : page 8

Autres éléments pertinents	<p>- La caractéristique qui distingue le plus nettement l'AQDR des autres groupes d'aînés est son action revendicative et politique non partisane. L'AQDR est essentiellement un mouvement de défense des aînés. Certes, la dimension récréative a sa place, mais elle est secondaire par rapport à la dimension politique, comme en témoignent les publications de l'organisme ⁵⁵⁸.</p> <p>- L'AQDR semble s'est être « assagie » avec le temps. À ses débuts, elle misait beaucoup sur les actions d'éclat (ex. : manifestations, exposition, poursuite judiciaire). Sans délaisser totalement ces modes d'action, au cours des dernières années, l'AQDR s'est intégrée aux processus instaurés par les gouvernements pour permettre à la société civile de s'exprimer (ex. : commissions, comités, consultations publiques) ⁵⁵⁹.</p>
-----------------------------------	---

⁵⁵⁸ Les bulletins et journaux des sections locales font état des activités récréatives qui permettent aux membres de mieux se connaître et de fraterniser, mais le comité directeur provincial n'organise pas régulièrement de telles activités pour l'ensemble des membres de l'Association.

⁵⁵⁹ *Expression du point de vue de l'AQDR sur le ministère des Aînés* – 23-04-07. Source : www.aqdr.org, page consultée le 6-05-07.

L'AQDR, secteur Memphrémagog : les années 1986-2007**Annexe 7 : page 8 (suite)**

	Repères temporels	
Les événements marquants et l'action des dirigeants	1986	Fondation du CLSC Alfred-Desrochers à Magog ⁵⁶⁰ .
	1988	Un organisateur communautaire est engagé au CLSC de Magog.
	1988	- Recherche menée auprès de 360 aînés vivant à domicile par le Centre de recherche sur les services communautaires de l'Université Laval en collaboration avec l'organisateur communautaire du CLSC et avec l'aide de 70 bénévoles (<i>ibid.</i>) ⁵⁶¹ . - L'organisateur communautaire trouvait « qu'il y avait beaucoup de groupes de loisirs pour les personnes retraitées, mais pas d'organisme qui faisait la promotion de leur intérêt et de la défense des droits » (<i>ibid.</i>).
	1989	À la suite de l'étude de l'Université Laval, un colloque a réuni 225 personnes. « Une des recommandations était de mettre sur pied une section locale de l'AQDR. » ⁵⁶²
	Octobre 1989	Environ dix personnes, dont trois ou quatre anglophones forment le premier noyau de l'Association québécoise des droits des personnes retraitées et préretraitées ⁵⁶³ .
	1989-1990	Présentations de projets concernant les aînés (les cliniques d'impôts, la vie active...) et de l'AQDR dans les clubs de l'âge d'or de la région Memphrémagog (<i>ibid.</i>).
	Janvier 1990	Assemblée générale de fondation de l'AQDR Memphrémagog. Présence d'environ 60 personnes ⁵⁶⁴ .
	26 janvier 1990	Officialisation de la charte et des lettres patentes de l'AQDR Memphrémagog, seule section bilingue au Québec ⁵⁶⁵ .

⁵⁶⁰ Renseignement fourni par un informateur clé.⁵⁶¹ Renseignement fourni par un informateur clé. Références de l'étude : Roy, 1988 et 1989.⁵⁶² Entrevue auprès d'un informateur clé.⁵⁶³ Source : *L'AQDR Memphrémagog célèbre ses 15 ans*, document remis par l'organisme, p. 1.⁵⁶⁴ Renseignement fourni par un informateur clé.⁵⁶⁵ Source : *L'AQDR Memphrémagog célèbre ses 15 ans*, document remis par l'organisme, p. 1.

Annexe 7 : page 9

	Repères temporels	
Les événements marquants et l'action des dirigeants	Au cours des premières années	<ul style="list-style-type: none"> - « Dans les débuts, c'était le C.A. qui se réunissait pour essayer de trouver des créneaux pour se faire connaître. Un petit bottin avec les ressources et des rabais offerts par les commerçants ont permis à l'AQDR de se faire connaître pour aller chercher des membres. » ⁵⁶⁶ - Mise sur pied d'une clinique d'impôts qui existe encore ⁵⁶⁷, et qui s'avère « une porte d'entrée pour permettre à des aînés d'utiliser les services de l'AQDR », car « l'expérience démontre que les personnes à faible revenu ont également d'autres problèmes personnels. » ⁵⁶⁸ - Mis en chantier en 1992, le projet <i>Médec-Action</i>, soit un projet d'information sur les médicaments impliquant les différents professionnels de la santé (médecins, pharmaciens) et les retraités va être le tremplin de l'AQDR Memphrémagog. Il s'est déroulé sur deux périodes de dix-huit mois chacune, la première en 1993 et la seconde un peu plus tard (<i>ibid.</i>). - « Au départ, c'était important de se réunir et de former un groupe pour être capable de présenter, avec les autres AQDR, des mémoires reliés à leurs droits. » ⁵⁶⁹
	1992	Création du Journal <i>L'Ancr'Âge</i> envoyé aux membres quatre fois par année ⁵⁷⁰ .
	Ces années-là	Ateliers-conférences les premiers mercredis de chaque mois (<i>ibid.</i>).
	1994	Création d'une troupe de théâtre qui met en scène les différentes situations de vie des aînés (<i>ibid.</i>).
	1998-2001	Cumul de la présidence de la section locale avec la présidence provinciale ⁵⁷¹ .
	1998-2003 ⁵⁷²	<ul style="list-style-type: none"> - Implication dans différents comités : pour l'agrandissement du Centre de santé; celui des aidants familiaux; prévention des abus et de la violence envers les aînés; Table de concertation des aînés de Memphrémagog et Commission des aînés de l'Estrie. - Plus grande visibilité de l'AQDR : kiosque d'information, forum des aînés, conférence à la Chambre de commerce, au colloque de la CDC, participant au « Réseau intégré ». - Sessions de formation : « Protection des renseignements » et « Comment aider sans s'épuiser ».
	2003	Début des déjeuners rencontres (<i>ibid.</i>).

⁵⁶⁶ Entrevue auprès d'un informateur clé.⁵⁶⁷ Renseignement fourni par un informateur clé.⁵⁶⁸ www.aqdr.org/site_section/memphre/index.php-activités 2004-2005, p. 1.⁵⁶⁹ Entrevue auprès d'un informateur clé.⁵⁷⁰ Renseignement fourni par l'organisme.⁵⁷¹ Renseignement fourni par un informateur clé.⁵⁷² Source : www.aqdr.org/site_section/memphre/index.php-activités 2001-2002, 2002-2003.

Annexe 7 : page 10

	Repères temporels	
Les événements marquants et l'action des dirigeants	2003	Élection de la présidente de l'AQDR comme présidente de la Table de concertation Memphrémagog (<i>ibid.</i>).
	2003-2004	Le nouveau président apporte un second souffle.
	2006-2007 ⁵⁷³	<p>Le rapport d'activités est rédigé selon le guide fourni par le SACA et il recouvre quatre volets :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Les activités d'éducation populaire autonomes axées sur les droits et la vie démocratique; 2) L'action politique non partisane; 3) Les activités de mobilisation sociale; 4) Les activités de représentation. <p>À cela s'ajoutent cinq projets :</p> <ol style="list-style-type: none"> A) Un diagnostic et un plan de développement concernant le bénévolat des aînés dans la MRC; B) Un programme de prévention touchant « la fraude financière faite aux aînés », C) La préparation du contenu du projet « Défi pour bien vieillir », option médicaments, et options santé mentale et suicide : un <i>Médec-Action</i> bonifié; D) Un projet sur les logements à prix modiques; E) Un projet sur la spiritualité pour les aînés (SPAS).

⁵⁷³ Renseignements fournis par un informateur clé

Annexe 7 : page 11

	Repères temporels	
Les événements marquants et l'action des dirigeants	2006-2007	<p>L'organisme devient de plus en plus visible en étant présent dans les instances suivantes (<i>ibid.</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Table de concertation des aînés pour la MRC de Memphrémagog et implication dans différents comités de cette table. - Nouvelle table régionale de concertation des aînés (Comité de restructuration de la Commission des aînés - Estrie). - Corporation de développement communautaire de Magog (CDC). - Centre de prévention du suicide (JEVI). <p>Représentation au niveau des comités communautaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comité de la pauvreté. - Comité de l'itinérance en région. - Comité de développement du logement.
	Mai 2007	La section Memphrémagog est à l'origine, avec celle du Centre de la Mauricie, d'un mémoire sur « le revenu des aînés » qui devait être soumis par le bureau de direction provincial au gouvernement du Québec et aux partis d'opposition en 2007 ⁵⁷⁴ .
La mission, les orientations et les objectifs	1990	<ul style="list-style-type: none"> - Adoption de la mission de l'AQDR provinciale, soit « la défense des droits culturels, économiques et sociaux des personnes retraitées et préretraitées (50 ans et plus) » ⁵⁷⁵ « et par ce moyen-là, améliorer la qualité de la vie des aînés » ⁵⁷⁶. - Le fait d'être constitué de membres des deux communautés (francophone et anglophone) est une fierté pour l'organisme (<i>ibid.</i>).
	2003	La section de Memphrémagog ajoute à sa mission générale la spécificité de l'accompagnement personnalisé, soit une aide pour résoudre les problèmes personnels ⁵⁷⁷ . Elle est la seule section à offrir ce service au Québec.

⁵⁷⁴ Renseignement fourni par un informateur clé le 30-03-07.

⁵⁷⁵ Source : Historique de l'AQDR- <http://www.aqdr.org/historique.htm> - consulté le 11-04-2007.

⁵⁷⁶ Entrevue auprès d'un informateur clé.

⁵⁷⁷ Source : *L'AQDR Memphrémagog célèbre ses 15 ans*, document remis par l'organisme, p. 1.

Annexe 7 : page 12

	Repères temporels	
Organisation et structuration	Les premières années	« Au départ, aucune difficulté n'est à signaler ». Le noyau de départ est motivé et possède « une variété d'expériences impressionnantes. » (<i>ibid.</i>)
	1998-2001	Le fait qu'il y ait eu cumul de mandat pour la même personne, soit celui de la présidence locale et de présidence provinciale, semble avoir posé des problèmes de fonctionnement à la section locale (<i>ibid.</i>).
	Novembre 2003	Adoption par le C. A. d'un plan de revitalisation de l'Association dans le but de solutionner différents problèmes administratifs et de communication 578.
Le membership	Pas de données concernant le membership entre 1991 et 2000.	
	2000-2001	703 membres
	2001-2002	486 membres
	2002-2003	435 membres
	2003-2004	441 membres 579.
	Avril 2005	516 membres 580.
	2005-2006	532 membres (<i>ibid.</i>).
	Mars 2007	430 membres dont 332 de langue française et 98 de langue anglaise (données provisoires) 581.

578 www.aqdr.org/site_section/memphre/index.php-activités 2003-2004, p. 1.

579 Données fournies par l'organisme à notre demande.

580 Sources : www.aqdr.org/site_section/memphre/index.php-activité 2003-2004 et données fournies par l'organisme à notre demande.

581 AQDR Memphrémagog – Rapport annuel 2006-2007 – fourni par l'organisme le 11 mai 2007, p. 1

Annexe 7 : page 13

	Repères temporels	
Le financement	Les années 1990	<ul style="list-style-type: none"> - Pas d'indications précises sur l'aspect financier dans la documentation consultée et dans les entrevues. - L'AQDR Memphrémagog a probablement obtenu des subventions des gouvernements provincial et peut-être un peu d'aide financière des municipalités. En plus, il y avait les cotisations des membres. - Peu de renseignements sur les années d'obtention des subventions et sur la durée des projets.
	1992	« Le projet <i>Médec-Action</i> , qui a commencé en 1992, a vraiment lancé l'AQDR qui s'est retrouvée avec ses premiers employés permanents, et avec l'implication de beaucoup de gens retraités » (...) « La demande de subvention est la plus compliquée que j'ai jamais eue à faire! » 582
	Depuis 2003	Subvention pour les activités de défense collective des droits, mais « l'activité personnalisée ne rentre pas dans les critères du SACA pour obtenir des fonds » (<i>ibid.</i>)
	Année 2004-2005	Revenus prévus de 70 000 \$ dont 60 000 \$ provenant de subventions des gouvernements provincial et fédéral 583.
	Année 2006-2007	La cotisation des membres passe de 10 \$ à 15 \$, sur la recommandation du SACA, principal bailleur de fonds 584.
Le soutien reçu et donné	De 1988 à 1994	<ul style="list-style-type: none"> - Peu de renseignements sur les locaux et les équipements. - Prêt d'un bureau au CLSC pour un an. - Installation au sous-sol de l'Accueil Notre-Dame pour un coût modique.
		Soutien apporté par le CLSC incluant la participation active de l'organisateur communautaire pour les différentes activités, dont <i>Médec-Action</i> .
		« Deux stagiaires, dans les deux premières années, ont permis de créer la clinique d'impôts et d'aller chercher d'autres membres. » 585
	2004	Déménagement au Centre communautaire de la Ville « un bureau très accueillant et beaucoup moins dispendieux » (<i>ibid.</i>).

582 Entrevue effectuée auprès d'un informateur clé.

583 www.aqdr.org/site_section/memphre/index.php-activites 2004-2005, p. 3

584 AQDR Memphrémagog – Rapport annuel 2006-2007 – fourni par l'organisme le 11 mai 2007, p. 1.

585 Entrevue effectuée auprès d'un informateur clé.

Annexe 7 : page 14

Autres éléments pertinents	Perçue au départ comme contestataire, l'AQDR a pris une douzaine d'années pour faire reconnaître que son action visait l'amélioration des conditions de vie des aînés. La réputation de l'AQDR provinciale semble avoir joué dans ces difficultés de reconnaissance, de même que la personnalité revendicative de certains de ses dirigeants ⁵⁸⁶ .
	« (...) Cela a pris une douzaine d'années à la Municipalité de reconnaître l'AQDR comme un organisme communautaire » et « du côté du CLSC, il y a aussi eu des remarques et des craintes de faire partir un organisme qui pouvait, par la suite, venir le contester. » (<i>ibid.</i>)
	Dès le début, on note une différence marquante entre les membres fondateurs ou dirigeants et les adhérents. Les premiers étaient vus « comme des intellectuels un peu snobs », et les seconds étaient des « personnes plus dans le besoin, avec des difficultés de faire appel aux premiers et des peurs » (<i>ibid.</i>). En 2007, c'est plutôt au niveau de l'engagement que la différence se situe, avec des dirigeants très engagés et des adhérents beaucoup moins impliqués (<i>ibid.</i>).
	L'engagement social a eu un effet positif sur les individus. Il a permis à certains d'entre eux de se redonner un élan de vie après une période difficile (<i>ibid.</i>).

⁵⁸⁶ Entrevue effectuée auprès d'un informateur clé.

**L'Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et des préretraitées (AQDR) :
secteur Memphrémagog. Les années 1986-2007.**

Synthèse et conclusion

Annexe 7 : page 14 (suite)

Les événements marquants et l'action des dirigeants	<ul style="list-style-type: none"> - Le dynamisme du groupe de départ de 10 personnes des deux communautés linguistiques et l'implication de l'organisateur communautaire. - Un projet rassembleur : <i>Médec-Action</i>, ainsi que des actions de sensibilisation concernant les abus faits aux aînés. - Douze années ont été nécessaires pour que l'AQDR soit reconnue par les municipalités comme un organisme communautaire comme les autres. En 2007, l'AQDR est bien implantée dans la MRC, et est présente partout où la cause des aînés peut être défendue adéquatement. - Avec l'élection du nouveau président en 2003, la section Memphrémagog a amorcé un virage. Elle est devenue moins revendicative et plus visible. Elle est mieux perçue par les autorités.
La mission, les orientations et les objectifs	<p>Tout en soutenant les actions menées par les instances provinciales, l'AQDR Memphrémagog a développé un aspect original en étant la seule section bilingue de la province, et en offrant, depuis 2002, des services personnalisés aux aînés. Depuis 2006, avec l'AQDR de la Mauricie, elle défend un dossier qui a pour but de réduire la charge fiscale de ces personnes.</p>
Organisation et structuration	<ul style="list-style-type: none"> - En 2003, celle-ci a adopté un plan de revitalisation. - L'AQDR Memphrémagog semble confrontée, comme les autres organismes étudiés, aux difficultés d'implication et d'engagement de nouveaux bénévoles.

Annexe 7 : page 15 (suite)

Le membership	Partie de 10 personnes en 1989, de 60 personnes à l’assemblée de fondation, elle comptait 532 personnes en 2006.
Le financement	Au cours des premières années, les revenus provenaient seulement de la vente des cartes de membre. Par la suite, l'AQDR a obtenu des subventions pour divers projets.
Le soutien reçu et donné	<ul style="list-style-type: none"> - Soutien du CLSC et de son organisateur communautaire jusqu’à 1994. Par la suite, un soutien ponctuel du CLSC ⁵⁸⁷. - Collaboration avec d'autres groupes communautaires comme les centres de bénévolat et <i>Médic-Action</i>.
Autres éléments pertinents	<ul style="list-style-type: none"> - Les adhérents sont souvent des personnes âgées isolées. Ils proviennent du milieu manufacturier, et ils n'ont pas l'habitude de participer à des actions revendicatives ⁵⁸⁸. - Le processus d'émergence de l'AQDR Memphrémagog est probablement typique de celui des autres sections de l'AQDR : soutien d'un organisme comme le CLSC; travail acharné des membres fondateurs qui étaient convaincus de la justesse de leur action; quelques difficultés d'organisation. À cela s'ajoute une caractéristique distinctive : le bilinguisme. Même si le français est la langue dominante, les anglophones y trouvent leur place et la langue anglaise est utilisée dans plusieurs activités de l'organisme.

⁵⁸⁷ Le CLSC Alfred-Desrochers a travaillé à la fondation de plusieurs organismes communautaires pendant cette période, mais l'AQDR fut le seul groupe d'aîné qui fut soutenu par le CLSC. Source : Entrevue post-recherche avec un informateur clé.

⁵⁸⁸ Entrevue effectuée auprès d'un informateur clé.

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

M.-A. Delisle et M.-R. Thouvenot

Annexe 8

Les traits communs et distinctifs des processus d'émergence
des trois groupes d'aînés étudiés dans cette recherche

[Retour à l'appel de l'annexe 8](#)

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Annexe 8.1. Niveau provincial

[Retour à l'appel de l'annexe 8;](#) [Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Annexe 8.1 : page 1-2

	Traits communs	Traits distinctifs
1) Les événements marquants et l'action des dirigeants	<ul style="list-style-type: none"> - Des débuts difficiles marqués par l'implication intense des fondateurs. - Les premières années ont été celles de l'émergence de chacun des groupes et de leur structuration interne. - Par la suite, leur action est devenue une combinaison d'activités de loisir, d'actions communautaires et de revendications sociopolitiques. 	<p><u>AREQ</u> : Au début, des actions orientées principalement vers l'amélioration des rentes des ex-enseignants les plus défavorisés.</p> <p><u>FADOQ</u> : Initialement, des actions pour contrer l'isolement, l'inactivité, ainsi que les sentiments d'inutilité et d'insécurité. Organisation des loisirs sociaux et action communautaire.</p> <p><u>AQDR</u> : Dans les premières années, des actions revendicatives et de visibilité.</p>
2) La mission, les orientations et les objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Remise en question périodique de leur mission, de leurs orientations et de leurs objectifs. 	<p><u>AREQ</u> : Ouverture progressive vers des problématiques plus globales.</p> <p><u>FADOQ</u> : Plus grande importance accordée à l'action communautaire et politique.</p> <p><u>AQDR</u> : Plus grande intégration aux processus de consultation instaurés par les gouvernements.</p>
3) Organisation et structuration	<ul style="list-style-type: none"> - Problèmes organisationnels semblables, tels que : le manque de ressources humaines, financières et matérielles, ainsi que la participation fluctuante des membres aux activités organisées, et aux réunions des instances. - Organisation de sessions de formation pour les membres. 	<p><u>AREQ</u> : Désaffiliation de membres de la CSQ en 2006.</p> <p><u>FADOQ</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Incapacité de regrouper tous les clubs de l'âge d'or. - Désaffiliation de trois régions en 1988-89. <p><u>AQDR</u> : Absence de conflits internes majeurs au moins jusqu'en 2009.</p>

4) Le membership	<p>- Accroissement considérable du membership de l'AREQ et de la FADOQ ⁵⁸⁹.</p>	<p><u>AREQ</u> : Lente croissance du membership durant les vingt premières années, puis augmentation plus rapide par la suite.</p> <p><u>FADOQ</u> : Croissance continue des effectifs de 1970 à 1988, puis décroissance due à la désaffiliation de trois régions. Ensuite, nouvelle augmentation de la clientèle.</p> <p><u>AQDR</u> : Pas de données fiables sur le membership provincial.</p>
5) Le financement	<ul style="list-style-type: none"> - Un financement précaire pendant la période d'émergence suivi d'une amélioration de leur situation financière grâce à l'augmentation du membership et à la diversification des sources de revenus. - Cotisations des membres. - Ristournes de compagnies d'assurances au cours des dernières années. - Subventions des organismes publics. - Pas de données précises sur les budgets des groupes d'aînés parce que ce sujet n'a pas été étudié en profondeur. 	<p><u>AREQ</u> : Cotisation volontaire au début, puis cotisation liée à la rente de retraite à partir de 1991.</p> <p><u>FADOQ</u> : Partenariats avec des entreprises privées et subventions de divers organismes.</p> <p><u>AQDR</u> : Au cours des premières années, difficulté d'obtention de subsides gouvernementaux à cause de son rôle revendicatif. Par la suite, acceptation de l'Association par les pouvoirs publics.</p>

⁵⁸⁹ Jusqu'en 2005, les personnes qui appartenaient à plus d'un club de l'âge d'or étaient comptabilisées plusieurs fois. Cette pratique a cessé depuis lors.

Annexe 8.1 : page 3

	Traits communs	Traits distinctifs
6) Le soutien reçu et donné	<ul style="list-style-type: none"> - Les trois groupes d'aînés ont reçu du soutien de certains organismes pendant leur période d'émergence. - Les trois groupes d'aînés ont donné du soutien à leurs membres et parfois à d'autres organismes communautaires. - Les trois groupes d'aînés encouragent leurs membres à faire du bénévolat. 	<p><u>AREQ</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Soutien reçu</i> principalement par la CIC-CEQ pendant sa période d'émergence. - <i>Soutien donné</i> depuis 1990, l'AREQ donne du soutien à une diversité d'organismes par l'entremise de la Fondation Laure-Gaudreault. <p><u>FADOQ</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Soutien reçu</i> : de la part des paroisses, des municipalités et d'organismes philanthropiques pendant sa période d'émergence. - <i>Soutien donné</i> : surtout à ses membres au début, puis à des centres de recherche par l'entremise de la Fondation qu'elle a créée en 1977 ⁵⁹⁰. Maintenant, elle encourage ses membres à participer à diverses campagnes de financement. <p><u>AQDR</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Soutien reçu</i> : de la part de la faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal, puis du réseau des CLSC pendant sa période d'émergence. Elle a également reçu l'appui de plusieurs groupes communautaires. - <i>Soutien donné</i> : à ses membres et des groupes communautaires.

⁵⁹⁰ Source concernant la Fondation de l'âge d'or : *55 ans? La Fédération de l'âge d'or du Québec*. Brochure non datée qui a été publiée par la Fédération. Le site Internet de la FADOQ, consulté le 20 octobre 2008, ne mentionne pas cette fondation.

Annexe 8.1 : page 4

	Traits communs	Traits distinctifs
7) Autres éléments pertinents	Les trois groupes d'aînés ont pour objectif l'amélioration des conditions de vie des aînés en général, et celles de leurs membres en particulier.	<p><u>AREQ</u> : Plusieurs membres de l'AREQ sont devenus des dirigeants d'autres groupes d'aînés comme la FADOQ et l'AQDR.</p> <p><u>FADOQ</u> : La FADOQ a regroupé des gens de condition modeste qui voulaient d'abord se divertir, alors que ses dirigeants la voyaient comme la représentante des aînés du Québec auprès des gouvernements.</p> <p><u>AQDR</u> : L'AQDR est essentiellement un mouvement de défense des aînés. La dimension récréative a sa place, mais elle est secondaire par rapport à la dimension politique.</p>

Annexe 8.2. Niveau régional

[Retour à l'appel de l'annexe 8](#); [Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Annexe 8.2 : page 4 (suite)

	Traits communs	Traits distinctifs
1) Les événements marquants et l'action des dirigeants	Le dynamisme et le dévouement des fondateurs, puis des continuateurs.	<p><u>AREQ</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'AREQ nationale a été fondée à Québec en 1961, et les premiers regroupements régionaux ont été créés à partir de 1967. - L'AREQ Estrie a été fondée en 1971. <p><u>FADOQ</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La FADOQ nationale a été fondée à Québec en 1970, mais il existait déjà des regroupements régionaux de clubs de l'âge d'or. - La FADOQ Estrie a été fondée en 1973. <p><u>AQDR</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'AQDR nationale a été fondée à Montréal en 1980, et elle s'est développée surtout en milieu urbain. - L'AQDR Memphrémagog a été fondée en 1990.

Annexe 8.2 : page 5

	Traits communs	Traits distinctifs
2) La mission, les orientations et les objectifs	Les trois groupes d'aînés régionaux ont été fondés par des individus demeurant en Estrie qui souscrivaient aux objectifs de leur organisme national.	<p><u>AREQ Estrie</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Initialement, le travail de l'AREQ Estrie était économique, et se situait dans le prolongement de l'action syndicale. - Par la suite, se sont ajoutés : 1) la défense des droits; 2) la lutte contre la désindexation des pensions; 3) la protection du revenu à la retraite; 4) les aspects socio-culturels et récréatifs; 4) le volet santé. <p><u>FADOQ Estrie</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Grande sensibilité à la situation des aînés qui vivent dans les petites villes et dans les milieux ruraux. - Passage d'une approche caritative de la situation des personnes âgées à une approche émancipatrice et valorisante fondée sur la prise en charge collective et individuelle des aînés par des loisirs physiques, culturels et sociaux. - Au début, moindre intérêt pour le domaine culturel et plus grande préoccupation pour le religieux. Maintenant, c'est l'inverse. - Plus grande importance accordée à la dimension revendicative au cours des dernières années. <p><u>AQDR Memphrémagog</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutien aux actions menées par les instances provinciales; - Seule section bilingue de la province. - Offre de services personnalisés aux aînés.

Annexe 8.2 : page 6

	Traits communs	Traits distinctifs
3) Organisation et structuration	<ul style="list-style-type: none"> - Pendant leur période d'émergence, les trois groupes d'aînés estriens ont été confrontés à des problèmes organisationnels analogues à ceux des organismes nationaux. Ils ont surmonté ces difficultés grâce au dynamisme de leurs dirigeants. - Les trois mouvements ont essaimé dans la région. Il y a eu création de sections locales à mesure que le membership augmentait. 	<p><u>AREQ Estrie</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quelques problèmes organisationnels durant ses premières années d'existence. - Plus tard, l'AREQ Estrie a dû composer avec la culture organisationnelle de l'AREQ provinciale. - Structuration des secteurs à partir de 1987. <p><u>FADOQ Estrie</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une situation conflictuelle régionale a retardé l'implantation de la FADOQ en Estrie. - Pendant la période d'émergence : 1) difficulté de se faire connaître par la population même par celle qui était âgée; 2) relations distantes avec les CLSC. Ces problèmes ont été résolus par la suite. <p><u>AQDR Memphrémagog</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Problèmes organisationnels posés par le cumul des mandats de la présidence locale et nationale entre 1998 et 2001. Relance de l'organisme après coup.

Annexe 8.2 : page 7

	Traits communs	Traits distinctifs
4) Le membership	<p><u>AREQ et FADOQ Estrie</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Membership surtout féminin pendant la période d'émergence. Plus grande participation des hommes par la suite. - Croissance du membership dans les trois groupes d'aînés, principalement au cours de la dernière décennie. - Les données sur le membership ne sont pas comparables entre les groupes, et sont parfois incomplètes. 	<p><u>AREQ Estrie</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accroissement considérable du nombre de membres à partir des années 1990 à cause des assurances, de la cotisation à la source liée à la rente de retraite, et des retraites anticipées. <p><u>FADOQ Estrie</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accroissement continu du nombre de membres grâce à des campagnes de recrutement et à la diminution de l'âge requis pour être membre. <p><u>AQDR Memphrémagog</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation importante du nombre de membres entre 1990 et 2000 suivie d'une diminution, puis d'une stabilisation du membership. - Des trois groupes régionaux d'aînés étudiés dans cette étude, l'AQDR Memphrémagog est celui qui compte le moins de membres.
5) Le financement	<ul style="list-style-type: none"> - Les fondateurs des trois groupes d'aînés régionaux disposaient de peu de ressources financières pendant la période d'émergence. - Amélioration de leur situation financière par la suite grâce à l'augmentation du membership, à des subsides, et des partenariats avec le secteur privé. - Dans certains de ces groupes, une partie de la cotisation individuelle versée à l'organisme national est retournée aux régions. - Au niveau régional, sensiblement les mêmes sources de financement que les organismes nationaux. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'étude n'a pas permis de trouver de différences notables entre les groupes régionaux et leurs homologues nationaux quant aux sources de financement. - Les groupes régionaux font appel à des donateurs locaux, et ont droit à des subventions auxquelles n'ont pas accès les associations nationales.

Annexe 8.2 : page 8

	Traits communs	Traits distinctifs
6) Le soutien reçu et donné	De façon générale, même situation qu'au niveau national, c'est-à-dire : 1) soutien reçu de certains organismes pendant la période d'émergence; 2) par la suite, atteinte de l'autosuffisance; 3) soutien donné à d'autres organismes au cours des dernières années.	<p><u>AREQ Estrie</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutien reçu de la part du Syndicat des enseignants de l'Estrie pendant les périodes d'émergence et d'implantation. - Autonomie de l'AREQ Estrie par la suite. - Depuis le début des années 1990, soutien de l'AREQ Estrie à des organismes du milieu par l'entremise de la Fondation Laure-Gaudreault. <p><u>FADOQ Estrie</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au début, la FADOQ Estrie et ses clubs ont bénéficié du soutien de quelques organismes. - Au tournant des années 1980, les appuis ont augmenté. - Peu de renseignements sur le soutien donné à d'autres organismes ⁵⁹¹. <p><u>AQDR Memphrémagog</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutien plus ou moins important du CLSC. - Collaboration avec d'autres organismes communautaires depuis son émergence.

⁵⁹¹ À noter que le schéma d'entrevue du premier volet de cette étude ne comportait pas de questions sur ce sujet.

Annexe 8.2 : page 9

	Traits communs	Traits distinctifs
7) Autres éléments pertinents	<ul style="list-style-type: none"> - L'AREQ et FADOQ Estrie sont confrontés au problème de l'intégration de plusieurs générations d'aînés. - Ce problème est peut-être moins important dans le cas de l'AQDR dont l'émergence est plus récente ⁵⁹². - Les trois groupes d'aînés ont de la difficulté à recruter des gens pour travailler bénévolement au sein de leurs instances parce que certains individus adhèrent à ces associations uniquement pour les avantages que cela leur procure. - Ces organismes doivent rajeunir leurs cadres et offrir des activités intéressantes pour les nouveaux retraités tout en demeurant attrayants pour les plus âgés. 	<p><u>AREQ Estrie</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'AREQ Estrie doit s'adapter aux changements sociologiques et démographiques qui caractérisent les populations vieillissantes. <p><u>FADOQ Estrie</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La FADOQ Estrie a su éviter les crises majeures. - Elle a organisé des activités originales qui ont été reprises dans plusieurs autres régions. - Elle a joué un rôle actif dans la formation des coalitions de groupes d'aînés. <p><u>AQDR Memphrémagog</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les membres de cette association sont souvent des personnes âgées isolées qui n'ont pas l'habitude de participer à des actions revendicatives.

⁵⁹² Cette difficulté n'a pas été évoquée par les personnes rencontrées lors des entrevues qui ont été réalisées auprès de membres de l'AQDR.

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

M.-A. Delisle et M.-R. Thouvenot

Annexe 9.1

Questionnaire du second volet

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Annexe 9.1 : page 1

RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS	PRINCIPALES QUESTIONS	SOUS-QUESTIONS
- La vie associative du répondant	<p>1. Quels sont les principaux organismes communautaires dans lesquels vous détenez des responsabilités?</p> <p>2. Pour chacun de ces organismes :</p> <p>2.1 S'agit-il d'un organisme international, national (canadien), provincial, régional, municipal ou local?</p> <p>2.2 Quel est son principal domaine d'intervention?</p> <p>2.3 Quel est son principal groupe cible?</p> <p>2.4 Depuis combien de temps appartenez-vous à cet organisme?</p> <p>2.5 Êtes-vous membre du conseil d'administration de cet organisme?</p> <p>2.6 Est-ce que vous exercez des responsabilités au sein de cet organisme?</p> <p>2.6.1 Si oui, lesquelles?</p>	<p>Remplir l'annexe 9.2.1</p> <p>2.2 Suggérer, si nécessaire, les catégories de l'annexe 9.2.3.</p>
- L'identification du groupe cible et du projet cible	<p>3. Parmi ces organismes, quel est celui où vous avez réalisé le projet le plus intéressant à vos yeux? _____</p> <p>3.1 Quel est le principal lieu de déroulement des activités de cet organisme? _____</p> <p>3.2 Quel nom donneriez-vous au projet le plus intéressant que vous avez réalisé en tant que membre du conseil d'administration de cet organisme? _____</p>	<p>Remplir l'annexe 9.2.2</p> <p>3.1.1 Administration de l'organisme et gestion des dossiers _____</p> <p>3.1.2 Réunion des instances _____</p> <p>3.1.3 Lieux de déroulement habituels des projets de cet organisme _____</p>

Annexe 9.1 : page 2

RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS	PRINCIPALES QUESTIONS	SOUS-QUESTIONS
	<p>4. La prochaine série de questions portera sur le projet que vous venez d'évoquer.</p> <p>4.1 En quoi consiste ce projet?</p> <p>4.2 Quels sont ses objectifs?</p> <p>4.3 Quels sont ses champs d'activité et la collectivité visée?</p> <p>4.4 Avez-vous rencontré des difficultés particulières pour le réaliser?</p> <p>4.5 Est-ce que ce projet se poursuit?</p>	<p>4.4.1 Si oui, lesquelles?</p> <p>4.4.2 Comment avez-vous fait pour les surmonter?</p>
A) Les étapes préliminaires de réalisation du projet	<p>4.6 Qui a eu l'idée du projet?</p> <p>4.7 Qui en a été l'instigateur (qui a lancé le projet)?</p> <p>4.8 Est-ce qu'il y a eu une analyse préliminaire de la situation?</p> <p>4.9 Est-ce que des objectifs ont été formulés?</p> <p>4.10 Est-ce que vous avez estimé les ressources nécessaires pour le réaliser?</p>	Remplir l'annexe 9.2.4
B) La prise de décision	<p>4.11 Est-ce que la décision de réaliser le projet a suscité des débats au conseil d'administration?</p> <p>4.12 Comment vous y êtes-vous pris pour convaincre vos collègues du conseil d'administration (stratégies utilisées, le cas échéant)?</p> <p>4.13 Avez-vous reçu du soutien de la part des autres membres du conseil d'administration?</p>	<p>4.13.1 Si oui, de la part de quels membres (indiquer seulement leur statut)?</p>

Annexe 9.1 : page 3

RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS	PRINCIPALES QUESTIONS	SOUS-QUESTIONS
C) La planification et la réalisation du projet	4.14 Quel rôle avez-vous joué à chacune des étapes de la planification et de la réalisation du projet?	- Si le répondant n'a pas joué de rôle à une étape donnée, indiquer le statut de la personne qui l'a remplacé.
D) Les résultats	4.15 Quels furent les principaux résultats du projet?	
E) L'évaluation des résultats	4.16 Est-ce que ces résultats ont été évalués?	4.16.1 Si oui, par qui, comment, et à quels moments?
	4.17 Avez-vous joué un rôle dans l'évaluation des résultats?	
	4.18 Est-ce qu'une évaluation a été faite pendant le projet?	
	4.19 Le cas échéant, est-ce que des corrections ont été apportées au projet pendant sa réalisation?	

Annexe 9.1 : page 4

RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS	PRINCIPALES QUESTIONS	SOUS-QUESTIONS
Le lieu de déroulement des activités du projet	4.20 Quel fut le lieu de déroulement des activités de ce projet.	- Lieu de déroulement 4.20.1 Des étapes préliminaires 4.20.2 De la prise de décision 4.20.3 De la réalisation du projet 4.20.4 De l'évaluation des résultats
L'importance des activités d'engagement social	5.1 Quelle importance accordez-vous à vos activités d'engagement social par rapport à vos autres occupations? 5.2 Quels sont les principaux avantages ou bénéfices que vous retirez de vos activités d'engagement social? 5.3 Y a-t-il des inconvénients qui découlent de ces activités? 5.4 Avez-vous de la difficulté à concilier vos activités d'engagement social avec vos autres occupations? 5.5 Que faites-vous lorsque vos activités d'engagement social entrent en conflit avec vos autres occupations? 5.6 Y a-t-il des frais non remboursés qui découlent de vos activités d'engagement social?	- Questions facultatives : 5.5.1 Vous arrive-t-il d'être obligé de choisir entre une activité d'engagement social et des activités familiales ou amicales? 5.5.2 Vous arrive-t-il d'être obligé de choisir entre une activité d'engagement social et des loisirs personnels? 5.5.3 Vous arrive-t-il d'être obligé de choisir entre une activité d'engagement social et une autre obligation? 5.6.1 À combien estimez-vous ces frais? - Par mois _____ - Par année _____

Annexe 9.1 : page 5

RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS	PRINCIPALES QUESTIONS	RÉPONSES
L'apport à la collectivité	6. D'après vous, qu'est-ce que votre projet a apporté de plus important à la collectivité visée?	
Les renseignements généraux	7.1 Sexe 7.2 Groupe d'âge décennal : 50-59 ans, 60-69 ans, 70-79 ans, 80 ans et plus 7.3 État matrimonial actuel 7.4 Situation de ménage 7.5 Est-ce que la personne vit à son domicile? 7.6 Nombre d'années de scolarité ou plus haut niveau de scolarité atteint. 7.7 Occupation antérieure à la retraite ou occupation actuelle si la personne n'est pas à la retraite 7.8 Nombre d'années de résidence dans les Cantons de l'Est. 7.9 Catégorie de revenu annuel [facultatif] (entre 0-10 000 \$; entre 10 000 \$ et 20 000 \$; entre 20 000 \$ et 30 000 \$; plus de 30 000 \$)	7.1 F ☐ H ☐ 7.2 Groupe d'âge décennal _____ - Âge exact si la personne le mentionne ____ 7.3 État matrimonial actuel _____ 7.4 Personne vivant seule ☐ avec conjoint ☐ avec enfants ☐ Autre _____ 7.5 Personne qui vit à son domicile : oui ☐ non ☐ 7.6 Scolarité _____ 7.7 Occupation _____ 7.8 Nombre d'années _____ 7.9 Catégorie de revenu annuel _____

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

M.-A. Delisle et M.-R. Thouvenot

Annexe 9.2.1

La vie associative du répondant

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Code du répondant _____

Questions 1 à 2.6.1 du schéma d'entrevue du volet 2

Nom de l'organisme communautaire	Envergure de l'organisme *	Principal domaine d'intervention	Principal groupe cible (<i>ou clientèle</i>)	Depuis combien de temps le répondant appartient-il à cet organisme?	Membre du conseil d'administration, le cas échéant	Responsabilités au sein de cet organisme
Organisme 1						
Organisme 2						
Organisme 3						
Organisme 4						
Organisme 5						
Autres organismes (ajouter des lignes au besoin)						
Nombre total d'organismes						

* Envergure : 1) International, 2) National (canadien) 3) Provincial 4) Régional 5) Municipal 6) Local (secteur ou arrondissement)

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

M.-A. Delisle et M.-R. Thouvenot

Annexe 9.2.2

Grille d’analyse des projets
de développement social

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Code du répondant _____

Nom ou titre du projet ciblé (Q3.2) _____

Groupe ciblé par le projet : Indiquer s'il y a concordance avec la réponse à Q2.3

- Concordance avec Q2.3 : Oui___ Non___
- Sinon, nommez le ou les groupes ciblés par le projet examiné

Q 3.1 Principal lieu de déroulement des activités de l'organisme avec lequel le répondant a réalisé le projet examiné

	Principales activités du groupe			Notes personnelles
	3.1.1 Administration de l'organisme et gestion des dossiers	3.1.2 Réunion des instances	3.1.3 Lieux de déroulement des principaux projets de l'organisme (plusieurs réponses possibles)	
Lieux de déroulement				
- International				
- Canadien et interprovincial				
- Provincial				
- Régional				
- Municipal				
- Local (secteur ou arrondissement)				
- Personnel (domicile privé)				

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

M.-A. Delisle et M.-R. Thouvenot

Annexe 9.2.3

Classification des organismes et des domaines
d'intervention d'après Salomon et Anheier (1997)
reprise par hall et *coll.* (2006)

[Retour à l'appel de l'annexe 9.2.3](#)

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Annexe 9.2.3

Classification des organismes et des domaines d'intervention d'après Salomon et Anheier (1997) reprise par Hall *et coll.* (2006)

1. Les arts et la culture.
2. Les sports et les loisirs.
3. L'éducation et la recherche (incluant l'éducation populaire).
4. Les universités et les collèges.
5. La santé physique et mentale.
6. Les hôpitaux.
7. Les services sociaux.
8. L'environnement.
9. Le développement et le logement.
10. Le droit et la défense des intérêts politiques (incluant les organismes de concertation).
11. La philanthropie : l'octroi de subventions, la collecte de fonds et la promotion du bénévolat.
12. Les organismes internationaux.
13. La religion.
14. Les associations d'affaires, les groupes professionnels et les syndicats.
15. Les autres groupes et domaines d'intervention :
 - 15.1 Les organismes multisectoriels.
 - 15.2 Le soutien social.
 - 15.3 Les groupes favorisant l'amélioration des conditions de vie (ex. : alimentation).
 - 15.4 Le mentorat : la transmission des expériences et des compétences.
 - 15.5 La fiscalité et les revenus.
 - 15.6 Les hommages à des personnes.
 - 15.7 Le renforcement de la cohésion des associations.

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

M.-A. Delisle et M.-R. Thouvenot

Annexe 9.2.4

Grille d’analyse des stratégies
de réalisation des projets

[Retour à l’appel de l’annexe 9.2.4](#)

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Annexe 9.2.4 : page 1

Code du répondant _____

Nom ou titre du projet _____

Notes préliminaires :

- Voir le schéma d'entrevue du volet 2
- Si l'étape n'a pas été franchie, indiquer NSP (ne s'applique pas) sur la ligne de l'étape.

Étapes	Acteurs de l'étape	Rôle du répondant à chacune des étapes	Stratégies employées par le répondant pour franchir l'étape	Soutien qu'il a reçu de la part d'autres membres de son conseil d'administration
<i>A) Les étapes préliminaires</i>				
- L'inspiration (l'idée)				
- L'instigation (qui a lancé le projet)?				
- L'analyse préliminaire de la situation				
La formulation des objectifs				
- L'estimation des ressources nécessaires pour le réaliser				

Annexe 9.2.4 : page 2

Code du répondant _____

Nom ou titre du projet _____

Étapes	Acteurs de l'étape	Rôle du répondant pour franchir l'étape	Stratégies employées par le répondant pour franchir l'étape	Soutien qu'il a reçu de la part d'autres membres de son conseil d'administration
<i>B) La prise de décision</i>				
- Débats				
- Circonstances entourant la décision de réaliser le projet				
<i>C) La planification et la réalisation du projet</i> 4.14 Quel rôle avez-vous joué à chacune des étapes de la planification et de la réalisation du projet?				
- Établissement d'un échéancier				
- Mobilisation des ressources humaines				
- Obtention des ressources matérielles				
- Obtention des ressources humaines				
- Gestion des ressources financières				
- Gestion des ressources matérielles				

Code du répondant _____

Nom ou titre du projet _____

Étapes	Acteurs de l'étape	Rôle du répondant pour franchir l'étape	Stratégies employées par le répondant pour franchir l'étape	Soutien qu'il a reçu de la part d'autres membres de son conseil d'administration
<i>D) Les résultats</i>				
4.15 Quels furent les principaux résultats du projet?				
<i>E) L'évaluation des résultats</i>				
4.16 Est-ce que ces résultats ont été évalués?				
4.16.1- 4.17 Si oui, par qui, comment et à quels moments?				
4.18 Est-ce qu'une évaluation a été faite pendant le projet?				
4.19 Si oui, est-ce que des corrections ont été apportées au projet pendant sa réalisation?				

4.20 Quel est le lieu de déroulement des activités du projet?

Lieux de déroulement	Principales activités du projet ciblé			
	Les étapes préliminaires	La prise de décision	La réalisation du projet	L'évaluation des résultats
International				
Canadien et interprovincial				
Provincial				
Régional				
Municipal				
Local				
Personnel				

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

M.-A. Delisle et M.-R. Thouvenot

Annexe 9.3.1

Tableau synthèse de la vie associative des répondants

[Retour à l'appel de l'annexe 9.3.1](#)

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Code du répondant	Nombre total d'organismes communautaires dont il était membre ^{593.594}	Envergure des organismes ^{595.596}	Principaux domaines d'intervention des divers organismes ^{597.598.599}	Principaux groupes cibles ou clientèles ^{600.601}	Nb d'années d'appartenance au principal organisme ⁶⁰²	Nb de postes occupés dans un conseil d'administration ⁶⁰³	Nb de postes de responsabilité au sein d'organismes ⁶⁰⁴	Plus haut poste de responsabilité dans un organisme au moment de l'entrevue
Répondant 1								

Répondant 12								

⁵⁹³ Au moment de l'entrevue.

⁵⁹⁴ Dans cette recherche, nous n'avons pas nettement distingué les associations, les groupes et les organismes communautaires. Nous avons considéré comme des organismes communautaires les collectivités qui réunissent des personnes ayant des caractéristiques semblables, ainsi que des intérêts et des buts communs.

⁵⁹⁵ Au moment de l'entrevue.

⁵⁹⁶ Le niveau municipal peut comprendre un regroupement de municipalités dont les territoires sont adjacents comme les municipalités régionales de comté (MRC).

⁵⁹⁷ Au moment de l'entrevue.

⁵⁹⁸ D'après la classification des organismes de Salomon et Anheier (1997) reprise par Hall *et coll.*, 2006. Voir annexe 9.2.3.

⁵⁹⁹ Un même organisme peut agir dans plusieurs domaines d'intervention.

⁶⁰⁰ Au moment de l'entrevue.

⁶⁰¹ Un même organisme peut toucher plusieurs groupes cibles ou clientèles.

⁶⁰² Il s'agit de l'organisme sans but lucratif auquel le répondant a appartenu le plus longtemps, et dont il était encore membre au moment de l'entrevue.

⁶⁰³ Au moment de l'entrevue.

⁶⁰⁴ Il s'agit de postes de responsabilité autres que ceux de membres d'un conseil d'administration. De plus, le répondant devait être en fonction au moment de l'entrevue.

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

M.-A. Delisle et M.-R. Thouvenot

Annexe 9.3.2

Canevas du tableau synthèse des projets ciblés
dans le schéma d’entrevue

[Retour à l’appel de l’annexe 9.3.2](#)

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Code du répondant	Envergure de l'organisme responsable du projet ciblé ^{605.606}	Principaux domaines d'intervention du projet ciblé ^{607.608.609}	Principaux groupes ou clientèles ciblés par le projet ^{610.611}	Q _{3.1} Lieu de déroulement des activités de l'organisme avec lequel le répondant a réalisé le projet			
				3.1.1 Administration de l'organisme	3.1.2 Réunion des instances	3.1.3 Lieux de déroulement des principaux projets de l'organisme ⁶¹²	3.1.4 Lieux de déroulement des principales activités du projet ciblé
Répondant 1							

Répondant 12							

⁶⁰⁵ Au moment de l'entrevue.

⁶⁰⁶ Le niveau municipal peut comprendre un regroupement de municipalités dont les territoires sont adjacents comme les municipalités régionales de comté (MRC).

⁶⁰⁷ Au moment de l'entrevue.

⁶⁰⁸ D'après la classification des organismes de Salomon et Anheier (1997) reprise par Hall *et coll.*, 2006. Voir annexe 9.2.3.

⁶⁰⁹ Un même projet peut toucher plusieurs domaines d'intervention.

⁶¹⁰ Au moment de l'entrevue.

⁶¹¹ Un même projet peut toucher plusieurs groupes cibles ou clientèles.

⁶¹² Plusieurs réponses possibles.

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

M.-A. Delisle et M.-R. Thouvenot

Annexe 9.3.3

Tableau synthèse des objectifs,
des difficultés et des stratégies

[Retour à l'appel de l'annexe 9.3.3](#)

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Annexe 9.3.3 : page 1

Code des situations	Identification thématique du projet ciblé	Durée du projet 613	Objectifs du projet ciblé	Difficultés rencontrées ou anticipées 614	Stratégies pour les surmonter
1.	Activité culturelle n° 1	8 ans	<ul style="list-style-type: none"> - Valoriser les aînés par une activité culturelle. - Former des groupes d'artistes amateurs qui se produisent en public. 	<p>D₁ : Difficultés financières. D₂ : Réunir les personnes de différentes municipalités (coûts et distance).</p> <p>D₃ : Trouver des gens compétents dans le domaine. D₄ : Convaincre le conseil d'administration du regroupement que le répondant dirigeait.</p>	<p>S₁ et S₂ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Obtention de subventions. - Exigence d'un droit d'entrée qui a augmenté au fil des ans. - Soutien financier de la part du conseil d'administration d'un regroupement que dirigeait le répondant. <p>S₃ : Le répondant a fait appel à son réseau de connaissances. S₄ : Le répondant a procédé à un <i>brainstorming</i> en évoquant les belles activités de jeunesse de ses collègues, et leurs expériences passées.</p>

613 A) Ces données sont approximatives parce que la question n'a pas été posée directement. B) Sauf exceptions, les chiffres indiqués n'incluent pas la durée des étapes préliminaires. C) La durée des projets en cours de réalisation a été calculée en soustrayant l'année 2007 (celle où l'entrevue a été effectuée) de l'année où le projet a commencé.

614 Nous avons identifié les difficultés par les codes D₁, D₂, D₃... et les stratégies pour les surmonter, par les codes S₁, S₂, S₃... Il va de soi que D₁ correspond à S₁ et ainsi de suite.

Annexe 9.3.3 : page 1 (suite)

Code des situations	Identification thématique du projet ciblé	Durée du projet	Objectifs du projet ciblé	Difficultés rencontrées ou anticipées	Stratégies pour les surmonter
2.	<i>Activité culturelle n° 2</i>	Une semaine d'activité intense sur le plan culturel	<p>- « Faire une production commune alors que personne (...) ne semblait avoir participé à une expérience de ce genre. » ⁶¹⁵</p> <p>- Tout le monde devait travailler sur la même œuvre.</p>	<p>D₁ : Convaincre le conseil d'administration estrien de participer au projet.</p> <p>D₂ : Assurer la cohésion du groupe.</p> <p>D₃ : Faire en sorte que les gens se sentent capables de réaliser le projet et veuillent le mener à terme.</p> <p>D₄ : Difficultés financières.</p> <p>D₅ : Relations avec les édiles municipaux qui voulaient conserver leurs prérogatives.</p>	<p>S₁ : Stratégies discursives et comportementales ⁶¹⁶.</p> <p>S₂ : Le responsable a apporté des modifications au projet ⁶¹⁷.</p> <p>S₃ : Créer un bon climat de travail et de franche camaraderie.</p> <p>S₄ : Convaincre les membres du conseil d'administration et les édiles municipaux de se pourvoir d'une réserve financière pour les montants non couverts par la subvention.</p> <p>S₅ : Convaincre les édiles municipaux de ne pas intervenir dans les décisions du conseil d'administration.</p>

⁶¹⁵ Source : entrevue avec le responsable du projet.

⁶¹⁶ « Le répondant, qui était président, a décidé de prendre la responsabilité du projet et d'encourager le C. A. [conseil d'administration] à avoir confiance. De plus, selon lui, quand il décide d'embarquer dans un projet, il doit être tellement communicatif et enthousiaste que les autres embarquent avec lui ». Source : compte rendu de l'entrevue avec le responsable du projet rédigé par la professionnelle de recherche.

⁶¹⁷ « Les stratégies employées ont été d'apporter du support, de communiquer, de proposer de prendre du recul par rapport au travail, d'évaluer ce qui a été fait, de faire de l'animation de groupe. C'est aussi de faire confiance aux personnes. » (*ibid.*)

Annexe 9.3.3 : page 2

Code des situations	Identification thématique du projet ciblé	Durée du projet	Objectifs du projet ciblé	Difficultés rencontrées ou anticipées	Stratégies pour les surmonter
3.	<i>Les loisirs des aînés</i>	En cours au moment de l'entrevue	Offrir un lieu où les aînés puissent se divertir en tout temps.	D ₁ : Manque de locaux disponibles. D ₂ : Le local trouvé devait être rénové. D ₃ : L'organisme n'était pas reconnu par la municipalité.	S ₁ : Recours à un ami influent dans un club social qui a aidé à trouver un local. S ₂ : Obtention de subventions et organisation de corvées. S ₃ : Formation d'un comité qui est parvenu à s'entendre avec la municipalité.
4.	<i>Rendre hommage aux membres les plus âgés d'une association</i>	Une journée d'activité qui a exigé un an de préparation	- Développer le sentiment d'appartenance à l'association concernée, surtout chez les nouveaux membres. - Reconnaître l'apport des premiers membres de cette association.	D ₁ : Convaincre les membres du conseil d'administration du secteur d'honorer ses membres les plus âgés. D ₂ : Motiver tous les membres à être présents à l'activité organisée.	S ₁ : Stratégies discursives. S ₂ : Parler de l'activité le plus souvent possible au cours de l'année qui a précédé cet événement.

Annexe 9.3.3 : pages 2-3

<i>Code des situations</i>	<i>Identification thématique du projet ciblé</i>	<i>Durée du projet</i>	<i>Objectifs du projet ciblé</i>	<i>Difficultés rencontrées ou anticipées</i>	<i>Stratégies pour les surmonter</i>
5.	<i>Projet intergénérationnel</i>	2 ans	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser l'établissement de liens intergénérationnels. - « (...) Intéresser des personnes retraitées à partager avec les jeunes leurs expériences, leurs compétences, leurs capacités et ce qu'ils ont acquis. - Maintenir des liens intergénérationnels avec les jeunes. - Maintenir la tradition des compétences qu'on a, de leur transmettre ce qu'on sait. » 618 	<p>D₁ : Difficultés financières.</p> <p>D₂ : Trouver des aînés à l'aise avec les adolescents.</p> <p>D₃ : Convaincre des professeurs de collaborer.</p> <p>D₄ : Insécurité des aînés impliqués.</p>	<p>S₁ : Obtention de subventions; soutien de partenaires privés et communautaires.</p> <p>S₂ : Recrutement de grands-parents à l'aise avec les adolescents.</p> <p>S₃ : Recrutement de professeurs prêts à collaborer.</p> <p>S₄ : Rencontre avec le répondant pour les rassurer.</p>
6.	<i>La fiscalité des aînés</i>	2 ans	<ul style="list-style-type: none"> - Aider les aînés à obtenir les exemptions et déductions d'impôt auxquelles ils ont droit. - Aider les aînés à remplir adéquatement leur rapport d'impôt. 	<p>D₁ : Convaincre d'autres sections régionales de l'association concernée de s'associer au projet.</p> <p>D₂ : Convaincre l'organisme national d'en faire une priorité pour toutes les régions.</p> <p>D₃ : Financer le démarrage du projet.</p>	<p>S₁ : Ententes avec d'autres sections régionales.</p> <p>S₂ : Obtention de l'appui d'autres sections régionales avant que le projet soit présenté à l'organisme national.</p> <p>S₃ : Les sections régionales intéressées ont assumé les coûts du démarrage du projet.</p>

618 Source : entrevue avec le responsable du projet.

Annexe 9.3.3 : pages 3-4

<i>Code des situations</i>	<i>Identification thématique du projet ciblé</i>	<i>Durée du projet</i>	<i>Objectifs du projet ciblé</i>	<i>Difficultés rencontrées ou anticipées</i>	<i>Stratégies pour les surmonter</i>
7.	<i>Construction de logements adaptés pour les personnes handicapées et âgées</i>	5 ans	Créer un endroit où les personnes handicapées et âgées puissent vivre sans obstacles.	D ₁ : Méconnaissance du domaine. D ₂ : Convaincre les bailleurs de fonds et les autorités locales. D ₃ : Convaincre la population de la pertinence du projet.	S ₁ : Engagement d'un chargé de projet. D ₂ : Démarches auprès des bailleurs de fonds et des autorités locales. D ₃ : Sensibilisation de la population. Ex. : faire vivre à certaines personnes une journée dans un fauteuil roulant sous l'œil des médias.
8.	<i>Conseils aux mères de milieu défavorisé</i>	5 ans	- Améliorer la santé des enfants par une meilleure alimentation. - Briser l'isolement des mères de milieu défavorisé.	D ₁ : Sous-financement de l'organisme parrain. D ₂ : Incertitude quant au renouvellement des subventions.	S ₁ : Obtention de l'appui du CLSC. S ₂ : Négociations avec les bailleurs de fonds.
9.	<i>Organiser un colloque religieux annuel</i>	12 ans	- Partager et intégrer une certaine spiritualité. - Voir comment elle peut combler les besoins des gens. - La vivre dans tous les aspects de l'existence individuelle. - Donner de la formation. - Promouvoir le bénévolat en région. - Favoriser l'amitié entre les bénévoles et leur ressourcement.	D ₁ : Maintenir l'intérêt des adeptes pour une telle rencontre. D ₂ : Disponibilité des gens. D ₃ : Coûts de la participation au colloque, et financement de son déroulement.	S ₁ : Stratégies <i>discursives</i> : convaincre les gens de l'importance du colloque annuel. S ₂ : Adaptation aux besoins des adeptes. S ₃ : Bénévolat. Aucun salarié. Recours à d'autres sources de financement qui n'ont pas été mentionnées dans l'entrevue.

Annexe 9.3.3 : page 4

<i>Code des situations</i>	<i>Identification thématique du projet ciblé</i>	<i>Durée du projet</i>	<i>Objectifs du projet ciblé</i>	<i>Difficultés rencontrées ou anticipées</i>	<i>Stratégies pour les surmonter</i>
10.	<i>Santé mentale</i>	8 ans	<ul style="list-style-type: none"> - Fusionner deux programmes de santé mentale : un pour les moins de 65 ans et un pour les 65 ans et plus. - Offrir des services adaptés et non institutionnels aux gens de 65 ans et plus qui ont des problèmes de santé mentale. 	<p>D₁ : Convaincre les autorités institutionnelles de l'aptitude d'un nouveau groupe communautaire à traiter de cette problématique.</p> <p>D₂ : Convaincre un autre organisme communautaire existant de collaborer.</p> <p>D₃ : Départ d'une personne clé.</p> <p>D₄ : Financement.</p>	<p>S₁ : Action de sensibilisation auprès des autorités institutionnelles.</p> <p>S_{2.1} : Discussions, puis entente avec le groupe communautaire concerné.</p> <p>S_{2.2} : Répartition des tâches et des ressources entre les deux organismes communautaires.</p> <p>S₃ : Remplacement de la personne qui est partie, et formation de son successeur.</p> <p>S₄ : Démarche d'autofinancement comportant un ensemble d'activités.</p>

Annexe 9.3.3 : page 5

Code des situations	Identification thématique du projet ciblé	Durée du projet	Objectifs du projet ciblé	Difficultés rencontrées ou anticipées	Stratégies pour les surmonter
11.	<i>Reconnaissance de la légitimité d'un organisme communautaire</i>	2 ans	<ul style="list-style-type: none"> - Prouver que l'organisme responsable du projet avait l'expertise pour prendre en charge la problématique sous-jacente à sa mission. - Montrer que cet organisme était reconnu par le milieu dans son domaine. - Convaincre les autorités qu'il devait conserver ses prérogatives dans son domaine. 	<p>D₁ : Difficulté de coordination entre les organismes voués à la même mission.</p> <p>D₂ : Conflits de personnalités et conflits de rôles dans ces organismes.</p> <p>D₃ : Faire reconnaître la compétence et la crédibilité de l'organisme responsable du projet.</p> <p>D₄ : Acceptation de la nécessité pour cet organisme de conserver ses prérogatives.</p>	<p>S₁ : « Les mécanismes d'information ont été raffinés, planifiés et validés. » ⁶¹⁹</p> <p>S₂ : Recours aux conseils d'une personne compétente dans ce domaine, et reconnue par les décideurs.</p> <p>S₃ : Répartition des rôles entre les différents organismes, et reconnaissance du rôle de formateur pour l'organisme responsable du projet.</p> <p>S_{4.1} : Pressions politiques et envoi de lettres par l'organisme responsable du projet.</p> <p>S_{4.2} : Rencontre avec une personne haut placée dans le réseau des services sociaux de la région.</p>

⁶¹⁹ Source : entrevue avec le responsable du projet.

Annexe 9.3.3 : page 6

Code des situations	Identification thématique du projet ciblé	Durée du projet	Objectifs du projet ciblé	Difficultés rencontrées ou anticipées	Stratégies pour les surmonter
12.	<i>Fusion d'associations d'intervenants</i>	2 mois	Fusionner trois associations d'intervenants du réseau de la santé et des services sociaux pour uniformiser les pratiques administratives.	<p>D₁ : « Il y avait des différences de culture (...) entre les styles de gestion, de management, de support des personnes. » ⁶²⁰</p> <p>D₂ : « Les structures institutionnelles étaient tellement différentes. » (<i>ibid.</i>)</p> <p>D₃ : Désaccords entre les directeurs généraux et les présidents des conseils d'administration des associations.</p>	<p>- Utilisation d'une variété de stratégies.</p> <p>- <u>Stratégies administratives</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier et mobiliser les personnes favorables au projet. - Garantir l'emploi à celles qui resteront en fonction pendant un an ou plus. - Tabler sur les forces des personnels et respecter leurs limites. - Bien planifier les réunions. - Identifier les priorités. - Intégrer les groupes minoritaires et gérer les inégalités. - Contourner les obstacles. <p>- <u>Stratégies psychologiques</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Se rapprocher du personnel. - Rassurer les membres de l'ancienne organisation.

620 Source : entrevue avec le responsable du projet.

					<ul style="list-style-type: none">- Établir des liens valorisants avec eux.- Éviter de mettre en évidence les tensions.- Se montrer intéressé, disponible, mais détaché.- Faire preuve de rigueur et de détermination.
--	--	--	--	--	---

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

M.-A. Delisle et M.-R. Thouvenot

Annexe 9.3.4

Tableau synthèse de la planification stratégique

[Retour à l'appel de l'annexe 9.3.4](#)

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Code des situations ⁶²¹	Étapes du projet ⁶²²	Rôle du répondant à chacune des étapes	Rôle des autres acteurs de l'étape	Notes complémentaires
1. Activité culturelle n° 1	1. Les étapes préliminaires ⁶²³	Le répondant a été l'inspirateur et l'instigateur du projet, et il s'est occupé de sa mise en œuvre.	Le conseil d'administration du regroupement d'associations d'aînés que dirigeait le répondant a appuyé le projet, et a approuvé son démarrage, tout comme les conseils d'administration des groupes d'aînés participants.	
	2. La prise de décision ⁶²⁴	<ul style="list-style-type: none"> - Le répondant a proposé le projet au conseil d'administration de son organisme. - Il y a eu des débats, et il est parvenu à convaincre ses pairs par des stratégies discursives. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le conseil d'administration lui a accordé un mandat d'un an pour réaliser le projet. Ce mandat a été prolongé. - Un membre influent du conseil d'administration a appuyé fortement le projet. 	
	3. La planification et la réalisation du projet ⁶²⁵ <ul style="list-style-type: none"> - Il y a eu une planification stratégique du projet. - Les groupes d'aînés participants ont été consultés. - Les activités furent planifiées sur une base annuelle. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le répondant a dirigé le projet en collaboration avec les personnes qui l'appuyaient. - C'est surtout le répondant qui a effectué le travail de planification. 	- Soutien total du conseil d'administration, et formation de comités pour réaliser le projet.	- Soutien actif de la famille du répondant.

⁶²¹ Les situations ne sont pas présentées dans le même ordre qu'à l'annexe 9.3.3.

⁶²² A) Ces étapes correspondent à celles de la planification stratégique (Lavoie et Panet-Raymond, 2006; Mercier, 2000). B) Toutes ces étapes n'ont pas été franchies, mais nous avons relevé celles qui ont été traversées, ainsi que les événements qui les ont marquées. C) Seules les étapes déterminantes sont évoquées.

⁶²³ Cette catégorie comprend les étapes suivantes : A) l'inspiration (l'idée); B) l'instigation; C) l'analyse préliminaire de la situation; D) la formulation des objectifs; E) l'estimation des ressources nécessaires pour le réaliser.

⁶²⁴ Cette catégorie comprend l'une ou l'autre des étapes suivantes : A) les débats sur la pertinence et la faisabilité du projet; B) les circonstances entourant la décision de le réaliser.

⁶²⁵ Cette catégorie comprend l'une ou l'autre des étapes suivantes : A) l'établissement d'un échéancier; B) la mobilisation des ressources humaines; C) l'obtention des ressources matérielles; D) l'obtention des ressources financières; E) la gestion des ressources humaines; F) la gestion des ressources matérielles; G) la gestion des ressources financières.

Annexe 9.3.4 : page 2

Code des situations	Étapes du projet	Rôle du répondant à chacune des étapes	Rôle des autres acteurs de l'étape	Notes complémentaires
1. <i>Activité culturelle n° 1</i>	<p>4. <i>Les résultats</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - « Créer un esprit de solidarité parmi les clubs de la région. Cela a solidifié notre base au niveau régional. » ⁶²⁶ - Plus grande visibilité de l'organisme. - « Voir la satisfaction, la valorisation et la confiance en soi qu'en ont tiré les gens. » (<i>ibid.</i>) - Preuve « que les aînés étaient capables de se mobiliser comme cela pour créer un tel événement ». (<i>ibid.</i>) - Renforcement de la cohésion du conseil d'administration. 	Rôle de leadership et d'animateur du répondant.	Participation active et enthousiaste des aînés concernés, et de leur entourage.	« À la pause, après la première partie, les gens n'en revenaient pas. Ça pleurait (...), c'était émouvant! Et quand il y avait des grosses personnalités qui venaient (...), et qu'elles disaient que nous avions créé quelque chose d'unique qui ne se faisait nulle part ailleurs, et qu'elles ne pensaient pas que les aînés étaient capables de se mobiliser comme cela pour créer un tel événement (...). » ⁶²⁷
	<p>5. <i>L'évaluation des résultats</i> ⁶²⁸</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'évaluation fut effectuée en mesurant des critères de réussite sur une échelle de 1 à 5. - Des évaluations périodiques, effectuées de cette manière, ont permis d'améliorer le projet d'année en année. 	« L'évaluation se faisait entre moi [le répondant] et le C. A. (conseil d'administration), et elle portait à la fois sur la qualité du spectacle, mais aussi sur ce qu'on pouvait améliorer. » (<i>ibid.</i>)	Le membre influent du conseil d'administration qui avait appuyé le projet a joué un rôle décisif dans les évaluations.	

⁶²⁶ Source : entrevue avec le répondant transcrite par la professionnelle de recherche.

⁶²⁷ Source : entrevue avec le répondant transcrite par la professionnelle de recherche.

⁶²⁸ Cette catégorie comprend l'une ou l'autre des étapes suivantes : A) les méthodes d'évaluation employées; B) les périodes d'évaluation, et C) le recadrage du projet, le cas échéant.

Annexe 9.3.4 : page 3

Code des situations	Étapes du projet	Rôle du répondant à chacune des étapes	Rôle des autres acteurs de l'étape	Notes complémentaires
2. <i>Activité culturelle n° 2</i>	1. <i>Les étapes préliminaires</i> - Origine : jumelage entre une ville de l'Estrie et une ville française. - Une ville de l'Estrie a demandé au comité que présidait le répondant s'il voulait réaliser une œuvre d'art commune avec des artistes d'une ville française.	Le répondant a joué un rôle de leader tout au long du projet.		
	2. <i>La prise de décision</i> Réponse positive du comité estrien.	Rôle déterminant du répondant pour convaincre le conseil d'administration estrien.	Acceptation du projet par le conseil d'administration estrien avec craintes et réticences.	
	3. <i>La planification et la réalisation du projet</i>	- Communications par courriel et par téléphone avec les Français pour planifier le projet. - Contacts avec les responsables de la ville de l'Estrie pour la logistique. - Le répondant fut une personne clé dans la planification et la réalisation du projet.	Pas de soutien important de la part d'autres personnes, mais pas d'entraves non plus.	Le (la) conjoint-e du répondant l'a appuyé-e, et s'est même occupé-e de la gestion financière du projet pendant un certain temps.

Annexe 9.3.4 : pages 4-5

Code des situations	Étapes du projet	Rôle du répondant à chacune des étapes	Rôle des autres acteurs de l'étape	Notes complémentaires
2. <i>Activité culturelle n° 2</i>	4. <i>Les résultats</i> - Une œuvre exposée à l'hôtel de ville. - Une reproduction donnée aux Français.	- De la satisfaction, de la crédibilité et du prestige pour le répondant. - Création de liens d'amitié avec ses homologues Français.	- Création de liens d'amitié entre les participants. - Fierté du conseil d'administration estrien. - Une plus grande crédibilité de l'organisme aux yeux des édiles municipaux, et du prestige pour ses dirigeants. - Dynamisation du conseil d'administration estrien.	
	5. <i>L'évaluation des résultats</i> - La qualité du travail a fait en sorte que l'œuvre fut exposée à l'hôtel de ville, et qu'une reproduction a été exportée en France.		- Un critique d'art était présent au dévoilement de l'œuvre et a donné son avis. - Évaluation verbale faite par le conseil d'administration estrien.	
3. <i>Les loisirs des aînés</i>	1. <i>Les étapes préliminaires</i> - Il y a eu une analyse préliminaire de la situation et une estimation des ressources nécessaires pour le réaliser. - Pas de formulation précise des objectifs.	- Le répondant a été un leader tout au long du projet.	- Un ami influent dans un club social a joué un rôle déterminant. - Un comité restreint s'est occupé uniquement du projet. - Le conseil d'administration d'un groupe d'aînés que le répondant présidait a donné son aval. - La municipalité a appuyé le projet. - Certains commerçants l'ont également soutenu.	- Les membres du conseil d'administration du groupe d'aînés ont été tenus au courant du déroulement du projet. - Longues négociations préliminaires entre les acteurs du projet. - « L'évaluation du projet s'est faite avec la Ville, qui a embarqué vraiment dans le projet. Pour les convaincre, le répondant leur a demandé ce qu'ils faisaient pour maintenir les aînés en activité, et leur donner des raisons de vivre qui leur feraient par la même occasion "prendre une granule ou une petite pilule de moins" ». ⁶²⁹

⁶²⁹ Source : entrevue avec le répondant transcrite par la professionnelle de recherche.

Annexe 9.3.4 : page 6

Code des situations	Étapes du projet	Rôle du répondant à chacune des étapes	Rôle des autres acteurs de l'étape	Notes complémentaires
3. <i>Les loisirs des aînés</i>	2. <i>La prise de décision</i>		- Le répondant, son ami et le conseil d'administration du groupe d'aînés que le répondant présidait ont joué des rôles prépondérants.	- Processus de décision progressif comprenant plusieurs étapes : A) une entente avec un ami influent; B) la formation d'un comité restreint pour superviser le projet; C) la recherche d'un local; D) des négociations pour le rénover et l'utiliser; E) l'obtention de subventions pour son aménagement et son entretien ⁶³⁰ .
	3. <i>La planification et la réalisation du projet</i> - Échéancier de trois mois pour rénover le local.	- Supervision des travaux. - Répartition des tâches entre le répondant et un comité restreint.	- Participation bénévole de plusieurs personnes à la rénovation du local. - Soutien financier du groupe d'aînés tout au long du projet. - Crédit de la part de certains commerçants. - Création d'un comité pour régler les frictions et les différends. - Apport du trésorier du groupe d'aînés pour l'administration financière. - Entente avec des commerçants pour leur vendre de la publicité.	- Le conseil d'administration du groupe d'aînés a soutenu le projet sans poser de question. - Il y a eu des ententes avec d'autres organismes communautaires qui œuvrent dans le même créneau.

⁶³⁰ « Dans ce projet, le cadrage n'avait pas été fait. Les choses se sont faites avec le temps et avec l'expérience, comme d'avoir un comité de discipline pour les "astinations" et les prises de bec. On n'avait pas tout prévu. Les étapes préliminaires se sont faites d'un point de vue local et expérimental. On a appris au fur et à mesure. » Source : transcription d'une entrevue effectuée par la professionnelle de recherche.

Annexe 9.3.4 : page 7

Code des situations	Étapes du projet	Rôle du répondant à chacune des étapes	Rôle des autres acteurs de l'étape	Notes complémentaires
<i>3. Les loisirs des aînés</i>	<i>4. Les résultats</i> Le projet fonctionne à 72 % [selon le répondant].		Le projet fonctionne uniquement avec des bénévoles. Le seul salarié est celui qui fait l'entretien ménager.	
	<i>5. L'évaluation des résultats</i> - Évaluation en fonction du nombre de membres qui participent aux activités. - Invitation des bailleurs de fonds à des soirées récréatives.	Rôle actif du répondant dans l'évaluation des résultats.	- Évaluation périodique avec la municipalité. - Pas de rôle actif du conseil d'administration dans l'évaluation.	

Annexe 9.3.4 : page 8

Code des situations	Étapes du projet	Rôle du répondant à chacune des étapes	Rôle des autres acteurs de l'étape	Notes complémentaires
4. Rendre hommage aux membres les plus âgés d'une association ⁶³¹	1. Les étapes préliminaires	Le répondant a eu l'idée du projet.		
	2. La prise de décision	Le répondant a convaincu les membres du conseil d'administration de son organisme de la pertinence du projet.		Forte personnalité du répondant. Enthousiasme et grande capacité de persuasion.
	3. La planification et la réalisation du projet	- Le répondant a joué un rôle de leader tout au long du projet.	<ul style="list-style-type: none"> - Recherche d'endroits où l'événement pouvait avoir lieu. - Discussion sur les dates possibles. - Répartition des tâches entre les membres du conseil d'administration du secteur. - Définition du cadre de fonctionnement. - Recherche de financement. - Organisation de l'événement. - Édition d'un livre sur les membres les plus âgés. - Sollicitation de bénévoles pour le transport des plus âgés. - « Fonctionner par contacts personnels pour aller rejoindre les plus jeunes afin qu'ils acceptent d'encadrer les plus âgés. » (<i>ibid.</i>) 	

⁶³¹ Ce projet était en cours de réalisation au moment de l'entrevue.

Annexe 9.3.4 : pages 9-10

Code des situations	Étapes du projet	Rôle du répondant à chacune des étapes	Rôle des autres acteurs de l'étape	Notes complémentaires
4. <i>Rendre hommage aux membres les plus âgés d'une association</i>	4. <i>Les résultats</i>	Le répondant anticipait le succès de l'activité.		
	5. <i>L'évaluation des résultats</i> - Une évaluation était prévue. - Elle devait être faite verbalement par les responsables du projet.			C'était un projet que le répondant tenait fortement à réaliser.
5. <i>Projet intergénérationnel</i>	1. <i>Les étapes préliminaires</i> - <i>Brainstorming</i> sur la meilleure façon d'aider les jeunes. - Contacts avec des partenaires potentiels. - Contacts avec des aînés susceptibles de parrainer des jeunes. - Évaluation préliminaire. - Au moins un an de préparation.	Le répondant a participé à la conception du projet et à sa mise en œuvre.	- Un organisme communautaire impliqué auprès des jeunes s'est associé au projet. - Une école avait préalablement expérimenté le projet avec de jeunes enfants.	
	2. <i>La prise de décision</i> - Contacts avec la direction d'une école qui a consulté quelques professeurs.	- Le répondant a participé à la prise de décision comme membre du conseil d'administration de l'organisme parrain.	Idem.	
	3. <i>La planification et la réalisation du projet</i> - Projet qui peut être remanié chaque année pour répondre aux besoins de l'école et des jeunes. - À la deuxième année du projet, il a fallu le réviser.	Participation active du répondant et des organismes impliqués.	Le conseil d'administration de l'organisme parrain a joué son rôle de gestionnaire sur tous les plans (financier, juridique, etc.).	Il fut nécessaire de publiciser le projet.

Annexe 9.3.4 : page 11

Code des situations	Étapes du projet	Rôle du répondant à chacune des étapes	Rôle des autres acteurs de l'étape	Notes complémentaires
5. <i>Projet intergénérationnel</i>	4. <i>Les résultats</i> - Amélioration du bien-être psychologique pour les enfants et les aînés participants ⁶³² . - Les aînés ont réalisé qu'ils avaient encore beaucoup de choses à apprendre.	Le répondant a contribué au succès du projet, et a bénéficié de ses bienfaits psychologiques.	- Sentiment de satisfaction de la part du personnel de l'école ⁶³³ . - Sentiment d'utilité pour les aînés. - Les enfants aiment les aînés. - Projet valorisant pour les aînés et leurs partenaires.	- Renforcement de la relation affective avec les enfants. - Possibilité de nouer des liens avec la population immigrante de la région.
	5. <i>L'évaluation des résultats</i> - Le projet a été continuellement évalué (méthode non précisée). - Rapport d'évaluation de la part du directeur du projet.	- Le répondant a participé à l'évaluation comme membre du conseil d'administration de l'organisme parrain.		

⁶³² « Le lien affectif est aussi important pour les aînés que pour les enfants. Certains aînés ressortent... *wow... gagas!* Qu'ils n'aient pas de petits-enfants ou qu'ils en aient, ils « en mangent ». Ils sortent de là très valorisés, comme les enfants d'ailleurs. » Source : entrevue avec le répondant transcrite par la professionnelle de recherche.

⁶³³ « Il y avait aussi dans ce rapport le témoignage du personnel qui a parlé de belle coopération, que les grands-parents n'étaient pas trop envahissants, étaient flexibles et s'adaptaient facilement. » (*ibid.*)

Annexe 9.3.4 : page 12

Code des situations	Étapes du projet	Rôle du répondant à chacune des étapes	Rôle des autres acteurs de l'étape	Notes complémentaires
6. La fiscalité des aînés	1. Les étapes préliminaires - Cueillette de statistiques sur la fiscalité des aînés. - Conception d'un formulaire pour simplifier les déclarations de revenus des aînés.	Présentation du projet à toutes les sections régionales de l'Association.	- Un comité sur la fiscalité d'une autre région a fait une évaluation de la situation des aînés. - Un contact a été fait avec une section d'une région voisine qui a communiqué avec une section de l'Estrie. - Présentation du projet aux instances nationales.	Projet en développement.
	2. La prise de décision	Le projet a d'abord été mis en marche par les deux sections instigatrices, dont celle de l'Estrie qui était présidée par le répondant.	- 60 % des sections régionales ont appuyé le projet qui a également été voté par le Parlement des sages ⁶³⁴ . - L'Association nationale a reçu le projet en 2006, mais ne l'a pas endossé ⁶³⁵ .	
	3. La planification et la réalisation du projet	Le répondant a participé activement à la mise en marche du projet.	L'Association nationale a créé un comité sur le projet, et lui a désigné un responsable.	
	4. Les résultats Aucun résultat tangible à ce jour puisque le projet est en démarrage.			
	5. L'évaluation des résultats Aucune évaluation pour la même raison.			

⁶³⁴ Le Parlement des sages est un organisme fondé au tournant des années 2000 par les principaux groupes d'aînés du Québec. Il siège une fois par année à l'Assemblée nationale du Québec pour adopter des projets de loi (fictifs) favorables aux aînés.

⁶³⁵ Telle était la situation au moment de l'entrevue en mars 2007.

Annexe 9.3.4 : page 13

Code des situations	Étapes du projet	Rôle du répondant à chacune des étapes	Rôle des autres acteurs de l'étape	Notes complémentaires
<i>7. Construction de logements adaptés pour les personnes handicapées et âgées</i>	<i>1. Les étapes préliminaires</i> - Origine : demande de personnes handicapées pour avoir des logements adaptés à leurs besoins. - Études de besoins et de faisabilité grâce à une subvention.		Le conseil d'administration de l'organisme parrain, présidé par le répondant, a formé un comité sur le sujet.	
	<i>2. La prise de décision</i>	Le répondant a dû convaincre les politiciens et les bailleurs de fonds.		Pas de détails précis sur ce sujet dans l'entrevue.
	<i>3. La planification et la réalisation du projet</i> Création d'un organisme voué à la réalisation du projet.			
	<i>4. Les résultats</i> Achat d'un terrain et construction d'un premier projet domiciliaire, puis d'un deuxième.			
	<i>5. L'évaluation des résultats</i> Les besoins ne sont pas tout comblés, car la demande continue d'augmenter.	Perception, par le répondant, du bien-être des personnes relogées.		Le répondant ne parle pas d'évaluation systématique, mais il a l'impression d'avoir atteint les objectifs poursuivis.

Annexe 9.3.4 : page 14

Code des situations	Étapes du projet	Rôle du répondant à chacune des étapes	Rôle des autres acteurs de l'étape	Notes complémentaires
8. <i>Conseils aux mères de milieu défavorisé</i>	1. <i>Les étapes préliminaires</i> Le projet a été conçu par le CLSC et un organisme communautaire pour répondre à des besoins du milieu.	Le répondant s'est impliqué directement dans la préparation et la planification stratégique du projet (coûts, étapes, échéancier, etc.). C'est lui qui l'a présenté au CLSC.		
	2. <i>La prise de décision</i>	Aucune difficulté à cette étape parce que le projet cadrerait avec les priorités du CLSC et de l'organisme communautaire qui le parrait.	Projet bien accueilli par le conseil d'administration de l'organisme communautaire qui voulait le réaliser.	
	3. <i>La planification et la réalisation du projet</i>	Le répondant n'a pas été directement impliqué dans la réalisation du projet, mais il a apporté son soutien aux intervenants parce qu'il avait des compétences dans le domaine concerné.	Les autres membres du conseil d'administration se sont occupés du soutien matériel et financier du projet.	
	4. <i>Les résultats</i> - Le projet rejoint 112 personnes par année qui forment 28 groupes de 4 personnes. Ces gens se rencontrent toutes les deux semaines. - Répartition des groupes à travers toute la municipalité.			Le projet a permis d'aider les mères à offrir une meilleure alimentation à leur enfant, et ce, à des coûts moindres.
	5. <i>L'évaluation des résultats</i> Les résultats sont évalués en fonction de la présence aux activités et de la satisfaction de la clientèle. Aussi, l'évaluation tient compte des changements de comportements des individus.			Dans les pistes d'actions futures, il y a les aînés vivant seuls, à domicile, qui rencontrent des difficultés pour se nourrir sainement.

Annexe 9.3.4 : page 15

Code des situations	Étapes du projet	Rôle du répondant à chacune des étapes	Rôle des autres acteurs de l'étape	Notes complémentaires
9. <i>Organiser un colloque religieux annuel</i>	1. <i>Les étapes préliminaires</i> - Sondages auprès des membres. - Consultations verbales auprès des participants aux colloques précédents pour connaître leurs attentes.	Le répondant a eu l'idée du projet et en fut l'instigateur.	La préparation du colloque fut un travail de groupe (5-6 personnes).	
	2. <i>La prise de décision</i>	Le répondant fut directement impliqué dans les décisions prises.		
	3. <i>La planification et la réalisation du projet</i>	« Une première ébauche de programme est élaborée et soumise à une ou deux personnes en dehors du comité, qui apportent un autre point de vue ». ⁶³⁶		« Au début, il y a eu du tâtonnement et des essais. Les expériences passées permettent de savoir ce qui fonctionne ou non, tout en essayant d'insérer chaque année de la nouveauté. » (<i>ibid.</i>)
	4. <i>Les résultats</i> - Le colloque permet aux individus d'avoir une influence positive sur la société parce qu'ils vivent mieux leur existence personnelle.	Rôle clé du répondant.		
	5. <i>L'évaluation des résultats</i> - Évaluation écrite après chaque colloque. - Analyse en groupe de l'évaluation deux ou trois semaines après le colloque.	Idem.	Aussi : des évaluations ont été effectuées à l'occasion de journées de ressourcement organisées pour les membres.	

⁶³⁶ Source : compte rendu de l'entrevue effectuée avec le répondant par la professionnelle de recherche.

Annexe 9.3.4 : page 16

Code des situations	Étapes du projet	Rôle du répondant à chacune des étapes	Rôle des autres acteurs de l'étape	Notes complémentaires
10. Santé mentale	<i>1. Les étapes préliminaires</i> - Six mois de préparation. - Évaluation des besoins. - Embauche d'un « agent de projet » pour le finaliser. - Consultation des groupes concernés. - Examen d'expériences analogues. - Discussions et débats.	L'instigation est venue de l'extérieur, mais le répondant et les membres du conseil d'administration de l'organisme communautaire concerné ont réagi favorablement.	- Participation active des membres du conseil d'administration de l'organisme communautaire par-rain. - Rôle clé joué par un autre leader.	« Et on a amené quelque chose de nouveau, car à l'époque, on disait qu'à 65 ans, tu n'es plus malade, tu es vieux. (...) À l'époque, le monde de la santé mentale et celui du vieillissement n'étaient pas en lien. Maintenant, c'est différent. » ⁶³⁷
	<i>2. La prise de décision</i>	Aboutissement d'une longue démarche collective dans laquelle le répondant a joué un rôle de premier plan.	Démarche impliquant deux organismes et plusieurs personnes.	
	<i>3. La planification et la réalisation du projet</i> Mise en place de mécanismes de gestion des tensions.	- Travail collectif dans lequel le répondant a joué un rôle majeur ⁶³⁸ . - Le répondant n'est pas intervenu pas directement dans la prestation des services.	Rôle important des coordonnateurs des deux organismes à l'origine du projet.	« (...) Démarche très structurée d'évaluation de besoins et de respect des compétences, des mandats et des ressources de nos intervenants » (<i>ibid.</i>)

⁶³⁷ Source : entrevue avec le répondant transcrite par la professionnelle de recherche.

⁶³⁸ « Ce projet-là, j'ai de la difficulté à me l'approprier de façon trop personnelle parce qu'on la fait vraiment ensemble. C'est sûr que si je n'avais pas été là, il ne se serait peut-être pas fait, ou de manière différente, le résultat ne serait peut-être pas le même. J'y ai contribué, c'est certain, mais - et ce n'est pas par fausse modestie - j'ai vraiment l'impression qu'on l'a fait avec d'autres. Je n'ai pas mis un effort, mais j'ai mis peut-être la touche, parce que j'étais déjà ouvert à ça. J'avais une certaine expertise et on faisait des travaux avec d'autres. Pour moi, c'était facile d'apporter un petit avis, une petite suggestion, une information proposant de s'aligner de telle façon et d'apporter un argumentaire rassurant. » Source : entrevue avec le répondant transcrite par la professionnelle de recherche.

Annexe 9.3.4 : page 17

Code des situations	Étapes du projet	Rôle du répondant à chacune des étapes	Rôle des autres acteurs de l'étape	Notes complémentaires
10. Santé mentale	<p>4. <i>Les résultats</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le projet touche plus de 300 personnes. « (...) [II] offre un support aux intervenants bénévoles d'autres organismes qui sont en lien avec le vieillissement. » 	<ul style="list-style-type: none"> - Le répondant conseille l'organisme parrain. - Il est fortement impliqué dans les démarches de financement qui procurent des fonds, en plus de faire connaître et apprécier l'organisme. 	Il y a beaucoup d'intervenants et de bénévoles qui consultent l'organisme parrain.	
	<p>5. <i>L'évaluation des résultats</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Évaluation quantitative demandée par la Régie régionale : nombre de cas et d'activités. - Augmentation de la demande. - Pas d'évaluation en termes d'atteinte d'objectifs ⁶³⁹. 	Participation active du répondant.	Chaque année, le conseil d'administration fait un « Lac-à-l'Épaulé », c'est-à-dire un bilan collectif et verbal.	

⁶³⁹ « On est aussi dans des logiques bureaucratiques et des logiques de services : on est là pour livrer des services. On peut considérer que nos services aident la population à partir du moment où ils utilisent ces services-là. Les gens sont malades, ils demandent des soins et on leur en donne. C'est correct, les gens les utilisent et sont satisfaits. Et la demande continue de croître. » (*ibid.*).

Annexe 9.3.4 : page 18

Code des situations	Étapes du projet	Rôle du répondant à chacune des étapes	Rôle des autres acteurs de l'étape	Notes complémentaires
<i>11. Reconnaissance de la légitimité d'un organisme communautaire</i>	<i>1. Les étapes préliminaires</i> <u>Constat :</u> Des réunions avec des instances gouvernementales ont suscité la crainte que l'organisme communautaire concerné perde certaines de ses prérogatives.	Le répondant a été impliqué dans toutes les étapes.	Le directeur général de l'organisme responsable du projet a joué aussi un rôle prépondérant.	
	<i>2. La prise de décision</i> Représentations auprès des instances gouvernementales.	Idem.	Des démarches aux plus hauts niveaux ont été effectuées par d'autres membres du conseil d'administration.	
	<i>3. La planification et la réalisation du projet</i>	Travail collectif des membres du conseil d'administration auquel a pris part le répondant.	Rôle clé joué par un intervenant expérimenté.	« Pour moi, les façons de voir ne sont pas en lien avec l'âge, mais plus avec l'expérience de travail et l'expérience de vie. » ⁶⁴⁰

⁶⁴⁰ Source : entrevue avec le répondant transcrite par la professionnelle de recherche.

Annexe 9.3.4 : page 19

Code des situations	Étapes du projet	Rôle du répondant à chacune des étapes	Rôle des autres acteurs de l'étape	Notes complémentaires
11. Reconnaissance de la légitimité d'un organisme communautaire	<p>4. <i>Les résultats</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Reconnaissance des prérogatives de l'organisme communautaire concerné et détermination de son rôle par rapport à d'autres instances et organismes. - L'organisation s'est donné « de véritables règles de fonctionnement comme dans une entreprise » ⁶⁴¹. - Engagement d'un consultant pour les relations de travail. - Meilleure compréhension des différentes perspectives (celles des gestionnaires et des employés) par les membres du conseil d'administration. 	Le répondant est un ex-gestionnaire. Il a aidé les membres du conseil d'administration qui n'avaient pas d'expérience dans le domaine à mieux comprendre le point de vue des gestionnaires de haut niveau.	En contrepartie, les membres du conseil d'administration qui n'avaient pas d'expérience de gestion ont aidé les administrateurs à mieux comprendre le point de vue des employés.	
	<p>5. <i>L'évaluation des résultats</i></p> <p>Pas d'évaluation systématique.</p>	L'atteinte des objectifs et l'obtention des résultats attendus constituent des formes d'évaluation suffisantes aux yeux du répondant et de l'organisme parrain.		

⁶⁴¹ Source : extrait de la transcription de l'entrevue effectuée par la professionnelle de recherche.

Annexe 9.3.4 : page 20

Code des situations	Étapes du projet	Rôle du répondant à chacune des étapes	Rôle des autres acteurs de l'étape	Notes complémentaires
12. Fusion d'associations d'intervenants	1. Les étapes préliminaires Nombreuses rencontres entre les dirigeants des associations d'origine.	Le répondant a joué un rôle clé dans les étapes préliminaires.	L'idée de la fusion vient du ministre de la Santé et des Services sociaux.	
	2. La prise de décision - Longues négociations.		Luttes épiques entre les administrateurs des associations concernées.	
	3. La planification et la réalisation du projet Formation de comités sur différents aspects de la fusion.			
	4. Les résultats Formation d'un conseil d'administration constitué de plusieurs personnes provenant des organismes concernés.			
	5. L'évaluation des résultats Réussite totale : concertation des associations d'intervenants de haut niveau dans le domaine de la santé et des services sociaux.	« La fusion est une réussite totale, où je n'étais pas seul, mais dans laquelle j'ai été un acteur important. » ⁶⁴²		Le répondant ne parle pas d'évaluation systématique du processus de fusion.

⁶⁴² Idem.

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

M.-A. Delisle et M.-R. Thouvenot

Annexe 9.3.5

Tableau thématique de l'importance de l'engagement social par rapport aux autres occupations et de la conciliation de l'engagement social avec les autres activités du répondant

[Retour à l'appel de l'annexe 9.3.5](#)

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Code des situations ⁶⁴³	Q5.1 : La position de l'engagement social par rapport aux autres occupations du répondant	Q5.5.1-Q5.5.5 : La conciliation de l'engagement social avec les autres occupations du répondant
1.	- Thème 1 : L'engagement social a une importance primordiale dans la vie du répondant ⁶⁴⁴ .	- Thème 1 : Établir des priorités ⁶⁴⁵ . - Thème 2 : Délaisser des engagements plutôt que de ne pas les honorer totalement ⁶⁴⁶ . - Thème 3 : Obligation morale envers les autres personnes engagées. Crainte de les décevoir ⁶⁴⁷ . - Thème 4 : Conjoint-e compréhensif-ve.
2.	- Thème 1 : L'engagement social occupe 80 % du temps du répondant. - Thème 2 : Établir des priorités. Le répondant sait faire la part des choses. De sorte que certaines activités familiales et amicales deviennent prioritaires lorsque les circonstances l'exigent.	- Thème 1 : Conflits d'horaires avec l'autre association dans laquelle il est impliqué, et avec les rendez-vous médicaux auxquels il est astreint. - Sous-thème : Son/sa conjoint-e le dépanne lorsqu'il ne peut être présent à un événement important.
3.	- Thème 1 : La vocation ⁶⁴⁸ - Sous-thème 1.1 : Le répondant est socialement engagé depuis sa jeunesse. Il a fait carrière dans l'engagement social ⁶⁴⁹ . - Sous-thème 1.2 : La sensibilité aux choses sociales. - Sous-thème 1.3 : Le besoin d'aider.	- Thème 1 : Besoin de s'isoler pour penser à autre chose, et pour faire autre chose. - Sous-thème 1 : Changer le rapport au temps en redonnant priorité aux temps biologiques sur les temps sociaux. - Thème 2 : Priorité à la vie familiale et aux choix personnels.

⁶⁴³ L'ordre de présentation des situations est différent de celui des annexes 9.3.3 et 9.3.4.

⁶⁴⁴ « Je n'ai pratiquement pas d'autres activités que celles de mon engagement social. Mes activités sociales sont mon loisir, c'est pour cela que je vais y mettre beaucoup de temps et d'énergie. Le seul loisir que j'ai est d'aller au *gym* le matin, pour me maintenir en forme ... et faire du bénévolat plus longtemps! (éclat de rire) ». Source : entrevue avec le répondant transcrite par la professionnelle de recherche.

⁶⁴⁵ « Quand il y a conflit d'horaire, j'y vais par priorité et même je délaisse certaines choses. » (*ibid.*).

⁶⁴⁶ « C'est dans ce sens-là que je vais mettre mes priorités à certains endroits. Par contre, je n'essaye pas de courir deux choses à la fois, d'avoir la moitié de l'un et la moitié de l'autre. Si cela arrive trop souvent, je vais me demander lequel des deux je vais laisser tomber. » (*ibid.*)

⁶⁴⁷ « Quand tu as un engagement, tu vas décevoir beaucoup de gens si tu ne le tiens pas. » (*ibid.*)

⁶⁴⁸ « J'ai une certaine vocation sociale, un laïc, car c'était l'époque où on commençait à dire qu'on est des laïcs dans l'église, et tu faisais le choix entre devenir comme ça ou aller donner des services dans un ministère. Et moi, ça ne me tentait pas. Et ce n'était pas une volonté d'être laïc, c'était vraiment civique. Pour moi, c'était civique, de citoyen. L'engagement dans la cité, les responsabilités, pour moi, c'était clair et l'action catholique m'a beaucoup aidé à mettre cela au clair, et j'ai toujours eu une vision collective. (...) C'était une façon pour moi de faire les choses que je trouvais importantes, qui avaient un sens » (*ibid.*)

⁶⁴⁹ « (...) J'ai toujours priorisé le travail. (...) J'étais en train de relever tout ce que j'ai fait depuis trente ans et [que] je m'étonnais de la somme que cela représentait. Le travail, oui, mais c'est surtout la signification, le sens et quand je remonte aussi loin que je peux me rappeler, j'ai toujours eu une sensibilité aux choses sociales, un intérêt. (...) La pression était très forte, et j'ai choisi finalement la voie la moins valorisée par rapport à ce monde-là, surtout pour ma famille qui était très pauvre, mais c'était la voie qui faisait le plus de sens en termes d'aider. (...) J'étais impliqué dans l'action catholique quand j'étais jeune (...), et j'ai toujours été porté à fonder des services, monter des activités de façon bénévole (...). Je m'impliquais puis, en retour, les gens me demandaient. Je répondais, et c'était comme une roue qui tourne. J'assumais donc un certain leadership à ce niveau-là, et j'étais aussi influencé par les doctrines et les philosophies de l'époque. » (*ibid.*)

Code des situations ⁶⁴³	Q5.1 : La position de l'engagement social par rapport aux autres occupations du répondant	Q5.5.1-Q5.5.5 : La conciliation de l'engagement social avec les autres occupations du répondant
	<ul style="list-style-type: none"> - Sous-thème 1.4 : Le leadership tout au long de la vie. - Sous-thème 1.5 : La propension à fonder des services bénévoles et à les diriger. - Thème 2 : L'influence des doctrines et des philosophies de son époque. - Sous-thème : Les valeurs et le sens de l'action. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sous-thème 2.1 : Ne veut plus prendre d'engagements à long terme. - Sous-thème 2.2 : Ressent le poids de ses engagements sociaux, et veut rester maître de son temps.
4.	- Thèmes de la continuité et de la transition entre le travail et la retraite ⁶⁵⁰ .	- Thème 1 : Lorsqu'il est en conflit d'horaire, le répondant reporte des rendez-vous ou s'excuse de ne pouvoir y aller ⁶⁵¹ .
5.	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : L'engagement social à une importance primordiale dans la vie du répondant. Il y consacre 50 heures par semaine. - Thèmes de la continuité et de la transition entre le travail et la retraite. - Sous-thème 1 : Le répondant a toujours été dans les ressources humaines et l'humain est très important. - Sous-thème 2 : Le répondant a senti un vide en prenant sa retraite parce qu'il n'aidait plus personne. 	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : Peu de conflits d'horaires parce que le répondant planifie ses activités. - Thème 2 : Conjoint-e compréhensif-ve. - Thème 3 : Priorité à la vie privée les fins de semaine ⁶⁵². - Thème 4 : Le répondant est flexible, mais il est capable de prendre des décisions fermes lorsque c'est nécessaire.
6.	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : Le répondant consacre plus de 50 % de son temps à son engagement social. - Thèmes 2 et 3 : Ceux de la continuité et de la transition entre le travail et la retraite. 	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : Peu de conflits d'horaire et grande disponibilité du répondant du fait qu'il est célibataire et sans enfant. - Thème 2 : En cas de conflit d'horaire, le répondant est capable d'établir ses priorités et de se faire remplacer.
7.	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : Le répondant « partage sa vie en un tiers pour lui, un tiers pour sa vie de famille, et un tiers pour son engagement social, bien que cet engagement fasse vraiment partie de lui, et se retrouve dans toute sa vie » ⁶⁵³. - Thème 2 : La pérennité de la vie spirituelle du répondant. - Thème 3 : La conservation des réflexes déve- 	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : Pas de conflits d'horaires parce que son/sa conjoint-e partage les mêmes valeurs spirituelles, et parce que le répondant est à la retraite. - Thème 2 : Le répondant a la liberté de gérer son temps à sa guise. - Thème 3 : « Le bénévolat est une valeur fondamentale, mais le temps qu'on y consacre doit être adapté au temps dont on dispose » ⁶⁵⁴.

⁶⁵⁰ « Et ce que je trouve important aussi, c'est que quand tu passes d'un milieu très très très très engagé où tu te tiens avec des enfants, du personnel, des réunions, un cadre, comme l'éducation l'exige, le partenariat avec les tables de gestion, les tables de concertation et les commissions et que tu tombes du jour au lendemain à rien. Tu te dis : « Moi je suis zéro, je ne vaud plus rien, je suis "discarté", et donc, cela permet de maintenir ton estime de soi, tes forces vives, ta mémoire, ta capacité d'analyse... Et je pense que c'est une transition normale. » (*ibid.*)

⁶⁵¹ « La beauté du bénévolat, c'est de pouvoir dire non » (...) S'il y a un conflit, je regarde la place essentielle qui est dure à tasser, et j'appelle l'autre place. (*ibid.*)

⁶⁵² « Le participant planifie son emploi du temps et réserve ses fins de semaine à sa famille et à sa conjointe. Il n'est pas joignable dans ces moments-là. » Source : notes de terrain de la professionnelle de recherche.

⁶⁵³ Source : entrevue avec le répondant transcrite par la professionnelle de recherche.

⁶⁵⁴ Source : entrevue avec le répondant transcrite par la professionnelle de recherche.

Code des situations ⁶⁴³	Q5.1 : La position de l'engagement social par rapport aux autres occupations du répondant	Q5.5.1-Q5.5.5 : La conciliation de l'engagement social avec les autres occupations du répondant
	loppés en milieu de travail.	
8.	- Thème 1 : La vie du répondant n'est pas totalement centrée sur son engagement social. Il a aussi d'autres intérêts. D'où le fait qu'il était membre d'un seul organisme au moment de l'entrevue. - Thème 2 : Il apprécie le fait d'être moins occupé qu'auparavant.	- Thème : Le répondant parvient aisément à concilier ses différentes activités.
9.	- Thème 1 : L'accaparement du bénévolat : on ne devrait jamais s'engager dans une activité bénévole sans avoir estimé le temps que ça demande ⁶⁵⁵ . - Thème 2 : L'engagement social qui devient un travail à plein temps.	- Thème 1 : Le répondant manquait de temps pour faire son travail personnel. - Sous-thème : Il a dû prendre une année sabbatique pour se libérer. - Thème 2 : La difficulté de se désengager une fois qu'on a accepté des responsabilités.
10.	- L'engagement social est central dans la vie du répondant. - Thèmes de la pérennité de l'engagement social, et de la continuité avec la vie antérieure ⁶⁵⁶ .	- Thème 1 : Le répondant est tellement accaparé par son engagement social qu'il manque de temps pour son/sa conjoint-e et sa famille. - Sous-thème : 1 : Il a de la difficulté à concilier sa vie de famille et de couple avec ses engagements sociaux, surtout à cause des imprévus, mais il fait des compromis pour y arriver. - Sous-thème : 2 : Lorsqu'il est en conflit d'horaire, le répondant fait des choix, et dit aux personnes à qui il refuse ses services que la prochaine fois, ce sera leur tour ⁶⁵⁷ . - Sous-thème : 3 : Le répondant apprend à mieux gérer son temps.
11.	- Thème 1 : La passion de l'engagement social. ⁶⁵⁸ - Sous-thème : L'engagement social est captivant. - Thème 2 : La sociabilité, le plaisir de travailler avec du monde. - Thème 3 : L'utilité sociale (l'apport à la collectivité).	- Thème 1 : L'ambivalence par rapport aux renouvellements de mandats ⁶⁵⁹ . - Thème 2 : Le répondant est engagé dans plusieurs organismes. Il se retrouve souvent en conflit d'horaire, et il a de la difficulté à concilier les obligations découlant de l'appartenance aux différents organismes. - Thème 3 : Le répondant se garde du temps pour sa vie de couple et de famille. Il emmène souvent son/sa

⁶⁵⁵ Résumé des propos du répondant effectué par le chercheur principal.

⁶⁵⁶ « J'ai toujours été très engagé, bénévole depuis que je suis jeune. J'ai toujours fait cela. Et j'ai 65 ans. J'ai cela dans le sang. » Source : entrevue avec le répondant transcrite par la professionnelle de recherche.

⁶⁵⁷ « Quand je suis coincé, il faut que je m'arrête, que je réfléchisse et repense à mon affaire. Puis, comme je me dis qu'il m'est impossible de me briser en deux, je fais un choix et je m'excuse, en disant que cela sera leur tour la prochaine fois. Le temps est le seul inconvénient, ainsi qu'entreprendre trop. » (*ibid.*).

⁶⁵⁸ « Rationnellement, je pense que je donne une importance relative à mon engagement, mais quand je mesure ce que je fais actuellement et ce que j'ai fait depuis le début de ma retraite, c'est beaucoup plus important que je pensais. Il y a une passion là, et c'est très important. » (*ibid.*).

⁶⁵⁹ Ce thème est présent chez la plupart des répondants, même si nous ne l'avons pas relevé systématiquement. La plupart d'entre eux se demandent combien de temps ils conserveront leurs fonctions, et ils s'interrogent sur la valeur de la relève.

Code des situations ⁶⁴³	Q5.1 : La position de l'engagement social par rapport aux autres occupations du répondant	Q5.5.1-Q5.5.5 : La conciliation de l'engagement social avec les autres occupations du répondant
	- Thème 4 : La pérennité de l'engagement social, et la continuité avec la vie antérieure.	conjoint-e dans les voyages reliés à ses engagements sociaux. - Thème 4 : La conciliation de ses nombreuses réunions avec la préservation de sa forme physique (problème de sédentarité).
12.	- Thème principal : Le sens du devoir ⁶⁶⁰ - Sous-thème 1 : L'engagement social ne peut être pris à la légère, parce que c'est quelque chose de sérieux. - Sous-thème 2 : On ne peut pas se désister d'un engagement par caprice. - Sous-thème 3 : Les personnes engagées socialement ne sont pas faciles à remplacer.	- Thème 1 : Le discernement. Sauf exception, on ne peut pas se faire remplacer pour une activité qu'on a organisée et dans laquelle on joue un rôle clé. Par contre, on peut s'absenter d'une activité où l'on n'a pas de responsabilités. - Thème 2 : Le répondant parvient à concilier ses différentes activités grâce à une planification minutieuse de ses occupations ⁶⁶¹ .

⁶⁶⁰ « J'accorde une grande importance à mon engagement social, car je trouve qu'après avoir accepté quelque chose, on ne peut pas la prendre à la légère. (...) Quand tu prends un engagement, tu ne peux pas dire que tu envoies quelqu'un d'autre pour te remplacer. (...) En engagement social, à partir du moment où tu as pris une responsabilité, tu dois t'assurer de la mener à bien, car c'est toi qui l'a prise, et qu'il faut être conscient qu'une autre personne ne pourra pas le faire à ta place. » Source : entrevue avec le répondant transcrite par la professionnelle de recherche.

⁶⁶¹ « Cela demande de s'organiser comme quand tu travaillais. Je dirais même plus que quand tu travaillais (...). Tandis que là, tu dois voir à bien gérer ton temps. Il faut regarder les dates, mais aussi se préparer aux réunions. On structure une réunion sinon elle n'a plus de fin. La préparation demande aussi beaucoup de temps. » (*ibid.*).

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

M.-A. Delisle et M.-R. Thouvenot

Annexe 9.3.6

Tableau thématique des avantages et des inconvénients
de l’engagement social et tableau factuel des frais non remboursés

[Retour à l’appel de l’annexe 9.3.6](#)

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Annexe 9.3.6 : page 1

Code des situations ⁶⁶²	Q5.2 : Principaux avantages	Q5.3 : Principaux inconvénients	Q5.6 : Frais non remboursés
1.	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : Grande satisfaction personnelle ⁶⁶³. - Thème 2 : Sentiment d'utilité sociale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : Inconvénients d'ordre familial. L'éloignement du/de la conjoint-e et de la famille à cause des déplacements. - Sous-thème 1 : Le répondant essaie d'inclure son/sa conjoint-e dans ses activités lorsque c'est possible. - Sous-thème 2 : Il ne peut l'impliquer autant qu'avant à cause de ses nouvelles fonctions. 	<ul style="list-style-type: none"> - Il y a toujours des frais non remboursés qui sont impossibles à faire accepter par le conseil d'administration de l'organisme principal. - Certains organismes n'ont pas les moyens de payer des frais de représentation à leurs membres. - Il estime que le montant des frais non remboursés varierait entre 300 \$ et 400 \$/an.
2.	<ul style="list-style-type: none"> - Thème de l'utilité sociale ⁶⁶⁴. 	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : Inconvénients d'ordre familial. Le répondant parvient à concilier ses activités d'engagement social avec sa vie familiale et de couple, mais cela l'oblige à faire des compromis, et exige de la souplesse de ses proches. 	<ul style="list-style-type: none"> - « Rien n'est remboursé. » (<i>ibid.</i>). - Le répondant estime à 3000 \$ ou 4000 \$/an les frais non remboursés. Cela inclut les congrès, ainsi que les dépenses relatives aux repas d'affaires et aux funérailles, par exemple.

⁶⁶² L'ordre de présentation des situations est différent de celui des annexes 9.3.3 et 9.3.4.

⁶⁶³ « Je retire une satisfaction personnelle de voir que j'accomplis des choses, et même que tu fais changer des choses importantes qui ont des répercussions régionales ou provinciales. » Source : entrevue avec le répondant transcrite par la professionnelle de recherche.

⁶⁶⁴ « Les principaux avantages et bénéfices sont, pour le répondant, d'avoir réalisé un rêve qui fonctionne et qui, selon lui, répond à un immense besoin. C'est sa fierté d'avoir réalisé quelque chose de beau, de grand, pour les aînés. Même si ce n'est pas vu ou pas compris par tous, c'est ce qu'il a voulu laisser comme héritage. C'est un rêve qui date de longtemps, et qu'il a pu concrétiser à 100 % grâce, entre autres, à un partenaire (la Ville) qui y a cru, et qui va permettre de poursuivre le projet. » Source : notes de terrain de la professionnelle de recherche.

3.	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : La réciprocité des gratifications. - Sous-thème : Le développement de réseaux amicaux et la sociabilité ⁶⁶⁵. - Thème 2 : La satisfaction de voir les choses avancer dans la direction voulue par le répondant ⁶⁶⁶. 	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : La crainte de l'activisme ⁶⁶⁷. - Sous-thème : L'habitude (<i>adeption</i>) de l'action sociale. - Thème 2 : Le manque de temps pour la réflexion qui permettrait de recadrer l'action. - Sous-thème : Le répondant exprime des regrets par rapport aux travaux qu'il a entrepris et qu'il n'a pu terminer. - Thème 3 : Difficulté de refuser des postes de responsabilité. 	Le répondant estime que le montant des frais non remboursés varierait entre 700 \$ et 800 \$/an.
4.	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : Le bien-être psychologique - Sous-thème 1 : La sociabilité. Beaucoup de plaisir pour le répondant et ses collègues. - Sous-thème 2 : Le répondant considère comme important le fait d'être engagé dans une organisation parce que ça rehausse l'estime de soi. - Sous-thème 3 : Nécessité d'être aimé et apprécié. - Sous-thème 4 : L'engagement social permet de rester « éveillé », de demeurer en alerte, et d'éviter le découragement. - Thème 2 : L'engagement social favorise la continuité de l'apprentissage. - Thème 3 : Le sentiment d'utilité sociale ⁶⁶⁸. 	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : L'engagement social n'est pas payant, comporte des coûts et exige beaucoup de temps. - Thème 2 : Nombreuses réunions, tôt le matin ou le soir, parce que les collègues travaillent. 	Le répondant évoque les coûts de son engagement social, mais ne mentionne pas de montant.

⁶⁶⁵ « Et j'aime ça être avec le monde. Ça, c'est sûr. Les gens avec qui j'ai fait ça souvent sont devenus des amis et pour moi des réseaux. Ce sont des gens avec qui je vais à la pêche, on fait des activités, on mange ensemble. Si c'était froid et des relations d'affaires, je ne suis pas sûr que j'aurais le goût. (...) Je sens que les gens aiment ça de venir au C. A. [conseil d'administration] parce qu'on rigole en travaillant. » Source : entrevue avec le répondant transcrite par la professionnelle de recherche.

⁶⁶⁶ « J'ai une satisfaction personnelle à faire avancer les choses. C'est toujours relié à des projets qui ont de l'intersectoriel et pour moi, cela a toujours été clair, et dans ma vision des choses quand j'intervenais dans les organismes pour aller dans ce sens-là. Quand je vois des opportunités, des projets ou des actions ou encore, qu'on vient demander mon aide pour tel ou tel projet, je dis "Oui, il y a moyen de faire avancer les choses, allons-y!" » (*ibid.*).

⁶⁶⁷ « Tu le fais... Je ne vois quasiment pas de mérite, c'est comme si c'était dans ma nature au point où je me demande, si je me retirais, s'il y a une forme d'activisme là-dedans. » (*ibid.*)

⁶⁶⁸ « Quand on a cette passion-là de drainer le monde, de le ramasser, de les embrigader, de faire des consensus, de les concerter, c'est important. Je pense que sur le plan personnel, les gens apprécient ce que je fais, et je trouve cela important. » (*ibid.*)

Annexe 9.3.6 : pages 2-3

Code des situations	Q5.2 : Principaux avantages	Q5.3 : Principaux inconvénients	Q5.6 : Frais non remboursés
5.	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : L'utilité sociale. Le répondant a « ressenti le besoin de s'impliquer pour se sentir utile, et sentir également qu'il contribue à la société et à son bien-être, et plus spécialement à celui des aînés » ⁶⁶⁹. - Thème 2 : La reconnaissance des personnes aidées ⁶⁷⁰. 	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : Le stress dû aux exigences des tâches inhérentes à ses responsabilités. - Thème 2 : Les tensions découlant des décisions qui provoquent parfois du mécontentement. 	Le répondant se fait rembourser ses frais de représentation avec l'accord de son conseil d'administration.
6.	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : Le bien-être psychologique. Le répondant trouve du plaisir dans son action ⁶⁷¹. - Thème 2 : L'utilité sociale. - Thème 3 : La sociabilité. Continuer d'entretenir des relations sociales. - Sous-thème 1 : Possibilité d'avoir des discussions « de faire valoir des points de vue, et de retrouver aussi un noyau de base, comme dans le milieu de travail » ⁶⁷². - Sous-thème 2 : Continuer d'appartenir à un groupe, et sentir qu'on en fait partie. 	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : L'engagement social comporte des coûts et exige beaucoup de temps. - Thème 2 : Quasi-obligation de s'impliquer dans les organismes connexes à celui auquel on appartient : comités, instances supérieures et collatérales (ex. : fondation de l'organisme principal). 	Environ 1000 \$ par année.

⁶⁶⁹ Extrait du résumé de l'entrevue effectuée par la professionnelle de recherche.

⁶⁷⁰ « La meilleure paye qu'il peut avoir est d'aider, d'accompagner les personnes en difficultés selon le programme d'accompagnement personnalisé des aînés qu'il a d'ailleurs lui-même mis sur pied. » Source : résumé de l'entrevue avec le répondant transcrit par la professionnelle de recherche.

⁶⁷¹ « Un des éléments essentiels de mon engagement est que cela soit plaisant. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de difficultés, mais si je n'ai pas de plaisir à le faire, je ne le ferais pas. » (*ibid.*)

⁶⁷² Source : entrevue avec le répondant transcrite par la professionnelle de recherche.

Annexe 9.3.6 : pages 3-4

Code des situations	Q5.2 : Principaux avantages	Q5.3 : Principaux inconvénients	Q5.6 : Frais non remboursés
7.	- Thème 1 : L'engagement social permet au répondant de demeurer dans un circuit d'intervention et de réflexion. - Thème 2 : Le dépassement personnel nécessaire pour servir un événement ou une cause.	- Thème 1 : Pas d'inconvénients majeurs malgré le fait que son engagement le marginalise par rapport à sa famille. - Thème 2 : Problèmes d'organisation ⁶⁷³ .	Entre 500 \$ et 1000 \$/an.
8.	- Thème 1 : Sentiment d'aider une cause à laquelle il croit. - Thème 2 : Le répondant s'implique pour l'estime et le respect qu'il porte à ses collègues.	- Thème : Pas d'inconvénients majeurs à part les déplacements, mais le répondant s'organise pour être joignable le cas échéant.	« Seuls les déplacements entraînent des frais et ils sont négligeables. Ce serait vraiment gênant de réclamer le remboursement à un organisme communautaire, et cela ne me viendrait pas à l'esprit. » ⁶⁷⁴
9.	- Thème 1 : De la satisfaction, de la crédibilité et du prestige pour le répondant. - Thème 2 : La sociabilité. Création de liens d'amitié.	- Thème 1 : Problème de la relève. - Thème 2 : Difficultés financières et relations avec les édiles municipaux. - Thème 3 : Le répondant ne pouvait pas souvent participer à l'activité à cause des tâches administratives.	- Le répondant assumait environ 50 % des frais de représentation. Le reste était remboursé. - Le répondant estime que le projet lui a coûté environ 500 \$.
10.	- Le sentiment d'avoir apporté une aide nécessaire - La reconnaissance de la part des personnes aidées ⁶⁷⁵ .	- Thème 1 : Le manque de temps pour tout faire. - Thème 2 : La difficulté de refuser des demandes.	Le répondant refuse de compter les heures qu'il donne et l'argent qu'il dépense pour ses engagements sociaux de crainte que cela ne l'oblige à arrêter ⁶⁷⁶ .

⁶⁷³ « Parfois, un aspect de l'organisation d'un événement ne fonctionne pas de la façon prévue. Il peut s'avérer qu'une situation prenne plus de temps que celui évalué au départ, soit trois ou quatre rencontres plutôt qu'une. » (*ibid.*)

⁶⁷⁴ Source : entrevue avec le répondant transcrite par la professionnelle de recherche.

⁶⁷⁵ « Mais, comme j'en ai parlé, quand une personne retrouve un espoir pour le futur, alors qu'elle l'avait perdu, et quand je fais quelque chose de bien pour un autre humain, cela me donne de la satisfaction. C'est de faire quelque chose de bien pour l'autre être humain. Je suis fait de même. » (*ibid.*)

⁶⁷⁶ « J'ai déjà répondu à cette question que si je calculais le temps et l'argent, cela risquait de me faire peur et de me faire arrêter. Le plus important est de vouloir aider quelqu'un, et de prendre le temps de le faire. Ce n'est pas de compter le temps ou l'argent. » (*ibid.*)

Annexe 9.3.6 : pages 4-5

Code des situations	Q5.2 : Principaux avantages	Q5.3 : Principaux inconvénients	Q5.6 : Frais non remboursés
11.	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : Un volet de cet engagement social apporte une compensation financière qui n'est pas négligeable. - Thèmes 2 et 3 : La satisfaction et le plaisir retirés du travail accompli. - Thème 4 : L'engagement social permet au répondant d'être actif en dehors de la maison. - Thème 5 : L'engagement social est une source de contacts sociaux, et lui donne l'occasion « d'accomplir des d'affaires ». 	Thème de la compensation financière qui a un côté pernicieux, car elle crée une dépendance et diminue la liberté d'engagement.	La question des frais de représentation ne pose pas trop de problèmes au répondant parce qu'il appartient à des organismes financièrement bien dotés ⁶⁷⁷ .
12.	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : L'actualisation de soi. L'engagement social permet au répondant d'utiliser pleinement son potentiel. - Sous-thème : On s'actualise davantage dans une activité dont on est responsable que dans une activité à laquelle on assiste passivement. - Thème 2 : La satisfaction retirée de la reconnaissance des personnes aidées. - Thème 3 : Le conditionnement psychologique et spirituel. - Thème 4 : L'engagement social retarde le vieillissement psychologique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : Les conflits d'horaire et le manque de temps. - Thème 2 : Les conflits entre la vie privée et les engagements sociaux ⁶⁷⁸. 	<ul style="list-style-type: none"> - La plupart de ses frais de représentation sont remboursés. Toutefois, certains frais peuvent être considérés comme des revenus imposables, et ne doivent donc pas être réclamés. - Les frais de représentation pour les activités de second niveau (ex. : réunions de comités) ne sont pas remboursés, mais le répondant ne comptabilise pas ces dépenses parce qu'il les consacrerait à d'autres activités s'il n'était pas socialement engagé.

⁶⁷⁷ Nous écrivons cela de mémoire, car cette partie de l'entrevue n'a pas été enregistrée.

⁶⁷⁸ « C'est un inconvénient, car il y a parfois des choses qui arrivent subitement dans ta vie personnelle et que tu voudrais honorer, mais tu dois toujours regarder si tu peux t'abstenir ou non de ton engagement social. » (*ibid.*)

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

M.-A. Delisle et M.-R. Thouvenot

Annexe 9.3.7

Tableau thématique de la perception
de l'apport du projet à la collectivité

[Retour à l'appel de l'annexe 9.3.7](#)

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Code des situations 679	Q6 : Perception de l'apport du projet réalisé à la collectivité
1. <i>Activité culturelle</i> n° 1	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : Accomplir des choses importantes « qui ont des répercussions régionales ou provinciales. » 680 - Thème 2 : La justice, le retour de qui a été reçu 681. - Thème 3 : Le projet du répondant a donné de la visibilité à l'organisme. - Thème 4 : Le projet a présenté une image positive des aînés 682. - Thème 5 : La force du nombre grâce à la concertation des aînés (Thomas 1998) 683.
2. <i>Activité culturelle</i> n° 2	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : Ce projet a donné de la confiance en soi aux artistes, et les a incités à améliorer la qualité de leurs présentations. - Thème 2 : Les bénéfices pour l'organisme. <ul style="list-style-type: none"> - Le projet a entraîné une restructuration de l'organisme qui a rehaussé son prestige et la valeur du travail accompli par ses membres. - Plus de rigueur et de décorum dans les réunions. - L'amélioration des relations interpersonnelles. - Thème 3 : Une plus grande reconnaissance du Comité par la Ville et les citoyens.
3. <i>Les loisirs des aînés</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : L'utilité sociale <ul style="list-style-type: none"> - Sous-thème 1 : La satisfaction d'avoir produit une œuvre qui répond à un besoin social important. - Sous-thème 2 : Le sentiment « d'avoir réalisé quelque chose de beau, de grand, pour les aînés » (<i>ibid.</i>). - Sous-thème 3 : La réalisation du projet comme héritage social. - Thème 2 : Le retour à la société de ce que le répondant a reçu 684.

679 L'ordre de présentation des situations est identique à celui des annexes 9.3.3 et 9.3.4.

680 Source : entrevue avec le répondant transcrite par la professionnelle de recherche.

681 « L'engagement apporte de la satisfaction, et depuis que j'ai arrêté de travailler, c'est devenu aussi une question de justice. Tu as reçu. Là, c'est à ton tour de donner. » Source : (*ibid.*)

682 « Ce projet-là a donné l'image que les aînés sont capables de se prendre en main et de réaliser des choses. » Source : entrevue avec le répondant transcrite par la professionnelle de recherche.

683 « Finalement, mon projet a donné une visibilité à l'organisme, et il a montré qu'il y a moyen de faire beaucoup quand on est capable de se concerter. La concertation, pour moi, c'est ce qui manque le plus actuellement dans les organismes d'aînés, chacun tire de son côté, et c'est très difficile de faire une unité d'action pour la force. » (*ibid.*)

684 « Moi, j'ai pour mon dire : j'ai reçu et je retourne à la société ce que je peux ». (*ibid.*)

<i>Code des situations</i>	Q6 : Perception de l'apport du projet réalisé à la collectivité
4. <i>Rendre hommage aux membres les plus âgés d'une association.</i>	- Thèmes pour le projet (résultats attendus) ⁶⁸⁵ : - Intensifier le sentiment d'appartenance des membres à leur section locale dans le but d'accroître la participation aux activités de cette section. - Faire connaître l'histoire de l'organisme, et celle de la section locale, pour que leur histoire ne tombe pas dans l'oubli.
5. <i>Projet intergénérationnel</i>	- Thème : Soutien aux collègues aînés. Le répondant leur a apporté du soutien psychologique et leur a évité de démissionner dans les moments difficiles.
6. <i>La fiscalité des aînés</i>	- Thème de la contribution au bien-être de la société et particulièrement à celui des aînés.
7. <i>Construction de logements adaptés pour les personnes handicapées et âgées</i>	- Thème 1 : La satisfaction du sentiment d'avoir accompli une oeuvre utile. - Thème 2 : La reconnaissance exprimée par les personnes soutenues. - Thème 3 : Le fait de donner bénévolement du soutien à des personnes dans le besoin constitue l'apport le plus important à la société ⁶⁸⁶ .
8. <i>Conseils aux mères de milieu défavorisé</i>	- Le projet a permis d'aider les mères à offrir une meilleure alimentation à leur enfant, et ce, à des coûts moindres.
9. <i>Organiser un colloque religieux annuel</i>	- Thème : Idée selon laquelle « plus une personne est bien dans sa vie, plus elle est disponible pour les autres », ce qui lui donne un certain rayonnement dans la société. - Sous-thème : Le projet permet aux individus d'avoir une influence positive sur la société parce qu'ils vivent mieux leur existence personnelle.
10. <i>Santé mentale</i>	- Thème 1 : Le projet a permis de faire avancer les choses dans le sens des valeurs du répondant. - Thème 2 : L'aspect novateur du projet fut de lier le monde de la santé mentale à celui du vieillissement.

⁶⁸⁵ Projet en cours de réalisation au moment de l'entrevue.

⁶⁸⁶ « Vouloir aider quelqu'un sans rémunération et sans compter notre temps est le plus important, et c'est ce qui apporte le plus. » (*ibid.*)

Code des situations	Q6 : Perception de l'apport du projet réalisé à la collectivité
11. Reconnaissance de la légitimité d'un organisme communautaire	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : Rôle du communautaire - Sous-thème 1 : Travail de proximité, c'est-à-dire donner des services à des gens de la communauté immédiate⁶⁸⁷. - Sous-thème 2 : Complémentarité du communautaire avec les services publics et non pas transfert de responsabilités⁶⁸⁸. - Thème 2 : La spécificité du créneau. Le communautaire cible une clientèle particulière, et développe une expertise par rapport à cette clientèle⁶⁸⁹. - Thème 3 : Diversité du financement. Le communautaire complète son financement en faisant appel à la collectivité⁶⁹⁰. - Sous-thème : Prestation de services de valeur professionnelle à des coûts moindres que dans le secteur public⁶⁹¹.
12. Fusion d'associations d'intervenants	<ul style="list-style-type: none"> - Thème 1 : Le sentiment d'être obligé de redonner quelque chose à la société pour compenser ce qu'elle a apporté à l'individu⁶⁹². - Sous-thème : Ce sentiment serait davantage partagé dans la communauté anglophone que chez les francophones. - Thème 2 : Représenter la communauté anglophone. - Sous-thème : Aider cette communauté à mieux s'intégrer à la majorité francophone.

⁶⁸⁷ « Pour moi, le communautaire, c'est de donner des services à la communauté. On ne travaille pas à l'extérieur, on travaille avec les gens qui sont près de chez nous. (...) C'est ça le communautaire. C'est une préoccupation des gens qui nous entourent par des gens de notre environnement. » (*ibid.*)

⁶⁸⁸ « Ce n'est pas un transfert budgétaire de l'Agence vers (...) pour sous-traiter des services. Ce n'est pas ça. C'est un organisme avec une expertise qui est financé par ses revenus propres, et qui a des subventions de la Régie. » (*ibid.*)

⁶⁸⁹ « C'est développer au niveau de la dynamique qui reçoit et qui donne, et de développer de l'expertise au niveau de préoccupations sociales qui ne seraient peut être pas aussi bien couvertes par les organismes gouvernementaux ou institutionnels. Il y a une recherche d'expertise. (...) Et je pense autant à (...) d'autres organismes qui se situent au même niveau de responsabilité et d'engagement (...) et qui ont aussi cette préoccupation-là d'aider pas nécessairement les plus démunis, mais les gens qui ont besoin de leur créneau. Nous ne balisons pas notre clientèle selon qu'elle est démunie ou pas, mais c'est selon les besoins dans un créneau particulier et défini dans lequel on intervient. » (*ibid.*)

⁶⁹⁰ « On travaille, on donne des services à des gens de notre communauté avec des ressources de notre communauté (...) par des dons, par des loteries, par des événements, par du bénévolat. (...) Et on ressent l'aspect communautaire quand on doit aller chercher la partie pour balancer le budget, par une loterie, un tournoi de golf, une campagne auprès des gens d'affaires. Ce n'est pas qu'on aime particulièrement ça, mais il faut le faire, on est partenaire. Et quand on sollicite, c'est qu'on est convaincu que s'il n'y avait pas cet argent-là, cela ne fonctionnerait pas. » (*ibid.*)

⁶⁹¹ « Pour les gouvernements et les organismes institutionnels, c'est la garantie d'obtenir des services de haute qualité à des coûts moindres. Cela coûte vraiment pas mal moins cher. » (*ibid.*)

⁶⁹² « (...) Mais avec la pension, je sens une obligation de redonner quelque chose à la société qui m'envoie un chèque intéressant tous les mois, qui me fait vivre sans rien faire. L'État me fait vivre, donc je dois quelque chose à l'État. » (*ibid.*)

La participation sociale des aînés :
apport à la collectivité et bien-être individuel
RAPPORT EXTENSIF

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

[Retour à la tdm du Rapport extensif](#)

Achenbaum, W. A., 1996, *Crossing Frontiers : Gerontology Emerges as a Science*. New York, Cambridge University Press.

Achenbaum, W. A., Bengtson, V. L., 1994, « Re-engaging the Disengagement Theory of Aging : On the History and Assessment of Theory Development in Gerontology », *The Gerontologist*, 34, 6, 756-763.

Active participation in society and development, 2002, www.valenciaforum.com.

Akoun, A., Ansart, P. (dirs.), 1999, *Dictionnaire de sociologie*. Paris, Le Robert/Seuil.

Alain, M., 1994, « Les influences sociales » in Vallerand, R. J. (dir.), *Les fondements de la psychologie sociale*. Boucherville, G. Morin, Éd., p. 619-653.

Althusser, L., 1970, « Idéologies et appareils idéologiques d'Etat », *La Pensée* (juin), 3-38.

Alwin, D. F., 1995, « Taking Time Seriously : Studying Social Change, Social Structure, and Human Lives » in Moen, E., Elder, G. H., Lüscher, K., *Examining Lives in Context. Perspective on the Ecology of Human Development*. Washington DC, American Psychological Association.

Anctil, H., Bluteau, M.-A., 1986, *La santé et l'assistance publique au Québec 1886-1986*, n° spécial de la revue *Santé Société*. Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux.

Andersen, R., 1995, Revisiting the Behavioral Model and Access to Medical Care : Does It Matter? *Journal of Health and Social Behavior*, 36 (March), 1-10.

Andersen, R., Newman, J. F., 1973, « Societal and individual Determinants of Medical Care Utilization in the United States », *Milbank Memorial Fund Quarterly/Health and Society*, 51, 1, 95-124.

André, J.-M., 1984, *Les loisirs en Grèce et à Rome*. Paris, PUF, coll. « Que sais-je? », n° 2169.

Angers, M., 2005, *Initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines*, 4^e édition. Montréal, Éd. CEC-Quebecor Media.

Ansart, P., 1999, « Sociologie du développement » in Akoun, A., Ansart, P. (dirs.), *Dictionnaire de sociologie*. Paris, Le Robert/Seuil.

AQDR, 1979, *Manifeste : vieillir chez soi. Le logement et les services. Manifeste préparé et rédigé par des groupes de retraités et de pré-retraités de l'Association québécoise pour la défense des droits des retraités et préretraités*. Montréal, A.Q.D.R.

AQDR (Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées), 2007, *Mémoire présenté à la ministre responsable des personnes âgées madame Marguerite Blais dans le cadre de la consultation publique sur les conditions de vie des Aînés*, Septembre 2007.

AREQ (sans date), *Statuts et règlements 2005-2008. L'A.R.E.Q. une mission qui nous engage!* [Québec] l'A.R.E.Q.

AREQ-05, 2000, *Nos aîné(e)s nos phares*. Sherbrooke, Productions G.G.C. Ltée.

AREQ, 2001, *Album souvenir du 40^e anniversaire*. Québec, CSQ (Centrale des syndicats du Québec).

AREQ, 2006, *Dossier indexation. Formulaire de calcul de votre contribution financière non[-]volontaire à la société québécoise*. Québec, l'AREQ.

Ariès, P., 1973, *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*. Paris, Seuil.

Aron, R., 1967, *Les étapes de la pensée sociologique*. Paris, Gallimard.

Atchley, R. C., 1989, « A Continuity Theory of Normal Aging », *The Gerontologist*, 29, 2, 183-190.

Atchley, R. C., 1993, « Continuity Theory and the Evolution of Activity in Later Adulthood » in Kelly, J. R., Ed., *Activity and Aging. Staying Involved in Later Life*. Newbury Park, Calif. Sage Publ., 5-16.

Attias-Donfut, C., 1997, « Les cycles d'échanges entre trois générations », *Lien social et politiques-RIAC* n° 38, 113-122.

Attias-Donfut, C. (dir.), 1995, *Les solidarités entre générations : vieillesse, famille, État*. Paris, Nathan.

Attias-Donfut, C., Delbès, C., Renaut, S., Rozenkier, A., 1989, « Typologie des pratiques des jeunes retraités et prédictors d'adaptation » in Paillat, P., et coll., *Passages de la vie active à la retraite*, Paris, Presses Universitaires de France, 183-195.

Attias-Donfut, C., Rozenkier, A., 1983, « Des clubs du 3^e âge aux mouvements associatifs : une dynamisation sociale des personnes âgées? », *Gérontologie et société*, 26, 89-100.

Auclair, R., 2003, *Introduction à la sécurité sociale*. Québec, Les Presses de l'Université Laval.

Badinter, E., 1980, *L'amour en plus : histoire de l'amour maternel (XVIIe-XXe siècle)*. Paris, Flammarion.

Baer, D., Curtis, J., Grabb, E., 2001, « Has voluntary association activity declined? Cross-national analyses for fifteen countries », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 38, 3, 250-274.

Bass, S. A., Ed., 1995, *Older and Active. How Americans over 55 are Contributing to society*. New Haven and London, Yale University Press and the Commonwealth Fund Americans over 55 Work Program.

Bass, S. A., Caro, F. G., 2001, « Productive Aging : A Conceptual Framework » in Morrow-Howell, N., Hinterlong, J., Sherraden, M. W., Eds., *Productive aging : concepts and challenges*. Baltimore, Md., Johns Hopkins University Press, 37-78.

Beaud, J.-P., 1998, « L'échantillonnage » in Gauthier, B., (sous la direction de), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*. 3e édition. Québec, P.U.Q., 185-215.

Beaudoin, A., 2000, « L'évaluation des programmes et des interventions dans la perspective du développement du travail social », chap. 12 de Deslauriers, J.-P., Hurtubise, Y. (dirs.), *Introduction au travail social*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 313-338.

Bédard, L., Déziel, J., Lamarche, L., 1998, *Introduction à la psychologie sociale. Vivre, penser et agir avec les autres*. Montréal, Éditions du renouveau pédagogique (ERPI), Inc.

Bellefleur, M., 2002, *Le loisir contemporain. Essai de philosophie sociale*. Québec, Presses de l'Université du Québec.

Bengtson, V. L., Burgess, E. O., Parrott, T. M., 1997, « Theory, Explanation, and a Third Generation of Theoretical Development in social Gerontology », *The Journal of Gerontology : Social Sciences*, 52B(2), S72-S88.

Bengtson, V. L., Parrott, T. M., Burgess, E. O., 1996, « Progress and Pitfalls in Gerontological Theorizing », *The Gerontologist*, 36, 6, 768-772.

Bengtson, V. L., Rice, C. J., Johnson, M. L., 1999, « Are Theories of Aging Important? Models and Explanations in Gerontology at the Turn of the Century » in Bengtson, V. L., Schaie, K. W., Eds., *Handbook of Theories of Aging*. New York, Springer, 3-20.

Bengtson, V. L., Schaie, K. W., Eds., 1999, *Handbook of Theories of Aging*. New York, Springer.

Bernardin-Haldemann, V., 1988, « Écologie et vieillissement : un examen critique », *Revue canadienne du vieillissement/Canadian Journal on Aging*, 7, 4, 441-457.

Birren, J. E., Bengtson, V. L., Eds, 1988, *Emergent theories of Aging*. New York, Springer.

Bolduc, P., 1986, « Rapport de la recherche-action sur les services aux aînés » in Bernier, R., (dir.), *Le Troisième Âge : accès à l'information et utilisation des services*. Sherbrooke, Éditions de l'Université de Sherbrooke, 27-114.

Bosserman, P., 1975, « Some Theoretical Dimensions to the Study of Social Time », *Society and Leisure*, 7, 1, 21-44.

Boudon, R., 1977, *Effets pervers et ordre social*. Paris, P.U.F.

Boudon, R., 1979, *La logique du social. Introduction à l'analyse sociologique*. Coll. Pluriel. Paris, Hachette.

Boudon, R., 2002, « Théorie du choix rationnel et individualisme méthodologique », *Sociologie et sociétés*, XXXIV, n° 1, 9-34.

Boudon, R., Lazarsfeld, P., 1966, *L'analyse empirique de la causalité*. Paris/La Haye, Mouton.

Boulanger, L., 1990, *Support social, loisirs et utilisation des services socio-sanitaires chez les personnes âgées*. Québec, Centre de recherche sur les services communautaires de l'Université Laval.

Bourdelaïs, P., 1993, *Le Nouvel âge de la vieillesse*. Paris, Éd. Odile Jacob.

Bourdelaïs, P., 1997, « Les nouveaux visages du vieillissement de la population française », *Lien social et politiques-RIAC*, 38, 11-20.

Boyer, E., 2008, « L'engagement n'a pas d'âge », *Vie et vieillissement* (Association québécoise de gérontologie), 6, 4, 23, 37-40.

Brault, M.-M. T., 1987, *Du loisir à l'innovation, Les associations volontaires de personnes retraitées*, coll. Documents de recherche n° 15. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

Brault, M.-M. T., 1990a, *Le travail bénévole à la retraite*. Coll. Documents de recherche n° 25. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

Brault, M.-M. T., 1990b, « Le handicap de l'âge : marginalisation et solidarité de classe d'âge » in Brault, M.-M. T., Saint-Jean, L.(dirs.), *Entraide et associations*. Coll. « Questions de culture n° 16 ». Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 113-130.

Bromberger, C. (dir.), 1998, *Passions ordinaires. Football, jardinage, généalogie, concours de dictée...* Paris, Hachette.

Brown, R., 2000, « Social Identity Theory : Past Achievements, Current Problems and Future Challenges », *European Journal of Social Psychology*, 30, 745-778.

Bryden, K., 1974, *Old Age Pensions and Policy-Making in Canada*. Montréal & London, McGill-Queens University Press.

Bureau de la statistique du Québec (BSQ), 1985, *Démographie québécoise : passé, présent, perspectives*. Québec, Éditeur officiel du Québec.

Cadrin-Rossignol, Y., 1983, *Rencontre avec une femme remarquable : Laure Gaudreault*. Films de Cénatos inc. Réalisé en collaboration avec l'Institut québécois du cinéma, Radio-Québec, région de Québec, SRTQ et la CEQ. Québec, Centrale de l'enseignement du Québec.

Caldwell, G., Reed, P., 2000, « Civic Participation in Canada », *Inroads*, 8, 215-222.

- Calvez, J. Y., 1970, *La pensée de Karl Marx*. Paris, Seuil.
- Canada, 2005, *Les jeunes Canadiens : Qui sont-ils et veulent-ils?* Ottawa, Ressources humaines et Développement social Canada. www.youth.gc.ca/youaux.
- Caradec, V., 2001, *Sociologie de la vieillesse et du vieillissement*. Paris, Nathan.
- Caradec, V., 2004, *Vieillir après la retraite. Approche sociologique du vieillissement*. Paris, PUF.
- Carbonneau, D., Fugère, D., 2006, *Le revenu des personnes âgées au Québec*. Québec, Régie des rentes du Québec.
- CEQ (Centrale de l'enseignement du Québec) [sans date], *Les souvenirs de Laure Gaudreault. Une chronique du journal L'Enseignement 1966-1967*. Québec, la Centrale.
- Champagne, R., Ladouceur, P., de Ravinel, H., Stryckman, J., Paul, D., 1992, *La vieillesse : voie d'évitement ou voie d'avenir? Le vieillissement et la santé mentale*. Boucherville, G. Morin Éditeur/Comité de la santé mentale du Québec.
- Charbonneau, M., 2008, *Les aînés et le TI. Présentation faite au Conseil des aînés le 9 mai 2008*. Montréal, Le Centre francophone d'informatisation des organisations (CEFRIO).
- Charles, A., 2007, *Quand devient-on vieille? Femmes, âge et travail au Québec, 1940-1980*. Québec, P.U.L.
- Chiasson, B., Doré, M., David, H., Montagne, J.-M., Paré, H., Ryerson, S.-B., Saint-Pierre, C., 1979, *Histoire du mouvement ouvrier au Québec (1825-1876)*. Montréal, coédition Centrale des syndicats nationaux (CSN) et Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ).
- Clément, S., Gagnon, E., Rolland, C., 2005, « Dynamiques familiales et configurations d'aide » in Clément, S., Lavoie, J.-P. (dirs.), *Prendre soin d'un proche âgé. Les enseignements de la France et du Québec*. Coll. Pratiques gérontologiques. Toulouse, Éd. ÉRÈS, 137-186.
- Clément, S., Lavoie, J.-P. (dirs.), 2005, *Prendre soin d'un proche âgé. Les enseignements de la France et du Québec*. Coll. Pratiques gérontologiques. Toulouse, Éd. ÉRÈS.
- Coleman, H. A., 1995, « The value of Productive activities of Older Americans » in Bass, S. A., Ed., *Older and Active. How Americans over 55 are Contributing to society*. New Haven and London, Yale University Press and the Commonwealth Fund Americans over 55 Work Program, 169-203.
- Compiègne, I., 2007, *Internet. Histoire, enjeux et perspectives critiques*. Paris, Ellipses.
- Connidis, I. A., 1989, *Family Ties and Aging*. Markham, Ont., Butterworths.
- Conseil de la santé et du Bien-être du Québec, 1997a, *La participation comme stratégie de renouvellement du développement social*. Document de réflexion. Québec, Le Conseil.
- Conseil de la santé et du bien-être du Québec, 1997b, *Forum sur le développement social. Présentation de la démarche*. Québec, Le Conseil.

Conseil de la santé et du bien-être du Québec, 1998a, *Forum sur le développement social. Rapport*. Québec, Le Conseil. Disponible en ligne en ligne : www.csbe.gouv.qc.ca/site/fr_commissaire_archives_conseil_colloques.phtml.

Conseil de la santé et du bien-être du Québec, 1998b, *Forum sur le développement social. Allocutions et échanges*. Québec, Le Conseil. Disponible en ligne : www.csbe.gouv.qc.ca/site/fr_commissaire_archives_conseil_colloques.phtml.

Conseil des aînés du Québec, 1997, 2001 et 2007, *La réalité des aînés québécois*. Québec, le Conseil.

Cooper, D., 1972, *Mort de la famille*. Trad. F. Drosso-Bellivier. Coll. Points n° 63. Paris, Seuil.

Crozier, M., Friedberg, E., 1977, *L'acteur et le système*. Paris, Seuil.

Curtis, J., Baer, D., Grabb, E., 2001, « Nation of Joiners. Explaining voluntary association membership in democratic society », *American Sociological Review*, 66, 6, 783-805.

Curtis, J., Baer, D., Grabb, E., Perks, T., 2003, « Estimation des tendances de l'engagement dans les associations volontaires au cours des dernières décennies au Québec et au Canada anglais », *Sociologie et sociétés*, XXXV, 1, 115-141.

Cutler, S. J., 1976a, « Membership in Different Types of Voluntary Associations and Psychological Well-being », *The Gerontologist*, 16, 4, 335-339.

Cutler, S. J., 1976b, « Age Profile of Membership in Sixteen Types of Voluntary Associations », *Journal of Gerontology*, 31, 4, 462-470.

Cutler, S. J., 1977, « Aging and Voluntary Association Participation », *Journal of Gerontology*, 32, 4, 470-479.

Dagenais, H., 2006, *Les ménages d'une seule personne et le logement au Québec*. Québec, Société d'habitation du Québec. Disponible en ligne : www.habitation.gouv.qc.ca.

Daunais, J. P., 1984, « L'entretien non directif » in Gauthier, B., et coll., *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*. Québec, P.U.Q., 247-275.

David, H., Champagne, G., 1989, *L'action collective et les personnes âgées ou retraitées dans le mouvement syndical et les associations du troisième âge*. Dossier n° 1. Montréal, IRAT (Institut de recherche appliquée sur le travail).

Deaux, K., Martin, D., 2003, « Interpersonal Networks and Social Categories : Specifying Levels of Context in Identity Processes », *Social Psychology Quarterly*, 66, 2, 101-117.

De Coster, M., 1978, *L'analogie en sciences humaines*. Paris, P.U.F.

Deffontaines, P., 1971, « Le Rang, type de peuplement rural du Canada français » in Rioux, M., Martin, Y., *La société canadienne-française*. Montréal, Hurtubise HMH, 19-32.

Dehier, G., 2006, « Individu et société : Détermination et indétermination » in Durand, J.-P., Weil, R., *Sociologie contemporaine*. 3^e éd. Paris, Vigot, 349-368.

De Laubier, P., 1984, *La politique sociale dans les sociétés industrialisées, 1800 à nos jours*. Paris, Économica.

Delisle, M.-A., 1982, « Loisir et structuration du temps chez les personnes âgées », *Loisir et société*, 5, 2, 387-413.

Delisle, M.-A., 1983, *La république du silence. La solitude des personnes âgées*. Thèse de doctorat inédite. Département de sociologie de l'Université de Montréal.

Delisle, M.-A., 1987a, *La République du silence. Solitude et vieillissement*. Coll. rapports de recherche n° 25. Québec, Laboratoire de recherches sociologiques de l'Université Laval (disponible en ligne : <http://classiques.uqac.ca>).

Delisle, M.-A., 1987b, « La demande de services socio-sanitaires publics de la part des personnes âgées : éléments de problématique et directions de recherche » in Leclerc, G., et coll., *Les conditions de l'autonomie individuelle et collective de la personne âgée. Cahiers de l'ACFAS* n° 56. Montréal, Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, 73-105.

Delisle, M.-A., 1989, « Logiques sociales et soutien des personnes âgées », *Service social*, 38, 1, 102-121.

Delisle, M.-A., 1994, « La solidarité horizontale chez les personnes âgées du comté de Portneuf », *Le Gérontophile*, 16, 4, 15-23.

Delisle, M.-A., 1995, *Vieillir dans les régions. Étude comparative des conditions et du mode de vie des aînés demeurant hors des grands centres urbains du Québec*. Sainte-Foy, Éditions La Liberté.

Delisle, M.-A., 1996, *Aspects démographiques, économiques et sociologiques du vieillissement*. Sainte-Foy, Éditions La Liberté.

Delisle, M.-A., 1997, « La solidarité horizontale chez les personnes âgées. Notes de lecture et de recherche », *Service social* (Université Laval), 46, 1, 147-173.

Delisle, M.-A., 1999a, « Vieillissement et régionalité », revue *Recherches sociographiques* (département de sociologie de l'Université Laval), 40, 2, 313-344.

Delisle, M.-A., 1999b, *Un âge à doré. Conditions de vie et loisirs des aînés de la société*. Édition révisée et mise à jour. Sainte-Foy, Éditions La Liberté.

Delisle, M.-A., 1999c, « La solitude des aînés : aspects sociologiques », *Le Gérontophile*, 21, 3, 3-8.

Delisle, M.-A., 2002a, en collaboration avec H. Ouellet, *Les « vieux copains »... et leur santé. Participation sociale et recours aux services chez les aînés*. Québec, Les Presses de l'Université Laval.

Delisle, M.-A., 2002b et 2003, *Le dynamisme des aînés. Retraite, participation sociale et loisirs*. Québec, Éditions La Liberté.

Delisle, M.-A., 2004, *La problématique d'un programme de recherche sur la participation sociale des aînés*. Communication présentée au séminaire de la Confédération de gérontologie de l'IUT de Belfort-Montbéliard, Belfort, France.

Delisle, M.-A., 2007, « La solitude identitaire », *Vie et vieillissement* (Association québécoise de gérontologie), 6, 1, 27-32.

Delisle, M.-A., 2008a, *La cybersphère et la solitude des personnes âgées : espoirs ou illusions ?* Communication présentée au colloque intitulé *Sociétés branchées : quelle place pour nos aînés?* organisé par le collectif de recherche *Intertic* de l'UQAM. Université du Québec à Montréal, le 29 mai 2008 (Disponible en ligne : www.intertic.uqam.ca).

Delisle, M.-A., 2008b, *La contribution des aînés à la vie politique, communautaire et culturelle*. Conférence prononcée lors du congrès du trentième anniversaire de l'Association québécoise de gérontologie. Université Laval, Québec, le 4 octobre 2008.

Delisle, M.-A., 2007 et 2008c en collaboration avec R. Chagnon et C. Bérubé pour l'introduction, *Quelques recommandations pour favoriser une plus grande contribution des aînés à la société. Mémoire rédigé et présenté pour l'Association québécoise de gérontologie dans le cadre de la Consultation publique sur les conditions de vie des aînés*. Québec, le 7 septembre 2007. Ce mémoire est disponible en ligne : www.aqg0312.org. Aussi, il a été publié dans la revue *Vie et vieillissement* (Association québécoise de gérontologie), 6, 3, 2008, 4-10.

Delisle, M.-A., 2009, *Changement social et structuration du temps. Texte initialement rédigé en 1985 avec un prologue et un épilogue écrits en 2008-2009*. Chicoutimi, Ville de Saguenay, Les Classiques des sciences sociales. Disponible en ligne : <http://classiques.uqac.ca>.

Delisle, M.-A., Bélanger, L., Fournier, R., 1981, *Le temps des vieux. Étude portant sur l'aménagement du temps et les loisirs des personnes âgées*. Québec, Laboratoire de gérontologie sociale de l'Université Laval.

Delisle, M.-A., Boulanger, L., Marier, G., 1992, *Un âge à doroir. Conditions de vie et loisirs des aînés de la société*. Sainte-Foy, Centre de recherche sur les services communautaires de l'Université Laval/Éditions La Liberté.

Delisle, M.-A., Ouellet, H., 2001a, « L'adoption du participationnisme chez les aînés » in Legrand, M. (dir.), *La retraite : une révolution silencieuse*. Toulouse (France), Éd. ÉRÈS, 281-292.

Delisle, M.-A., Ouellet, H. 2001b, « Fréquentation des groupes d'aînés et recours aux services sociaux et de santé », *Revue canadienne du vieillissement/Canadian Journal on Aging*, 20, 3, 307-337.

Delisle, M.-A., Ouellet, H. 2001c, « Participation sociale et connaissance des services », *Revue canadienne de service social*, 18, 1, 87-106.

Delisle, M.-A., Ouellet, H., 2002, « Les orientations de recherche d'aide chez les aînés regroupés », *Revue Service social*, 49, 1, 1-34 (disponible en ligne : www.svs.ulaval.ca/revueservicesocial).

Delisle, M.-A., 2004, en collaboration avec H. Ouellet, « La face cachée du pouvoir gris ou comment il influence l'utilisation des services sociaux et de santé », *Revue Les Cahiers de la FIAPA* (Fédération internationale des personnes âgées), n° 3, 71-76.

Delisle, M.-A., Thouvenot, M.-R., 2007, *Le contexte sous-jacent à l'émergence de trois groupes d'aînés de l'Estrie*. Communication présentée au 75^e Congrès de l'ACFAS. Trois-Rivières, le 10 mai 2007.

De Rosnay, J., 1975, *Le macroscopie. Vers une vision globale*. Paris, Seuil.

Désilets, A., 2001, *Sherbrooke, 1802-2002 : Deux siècles d'histoire*. Sherbrooke, Société d'histoire de Sherbrooke.

Desjardins, T., Lalande, M., 1983, « Profil de la vie associative des retraités et des préretraités du Québec », *Gérontologie et société*, 26, 138-143.

Desjardins, B., Légaré, J., 1984, « Le seuil de la vieillesse : quelques réflexions de démographes », *Sociologie et sociétés*, XVI, 2, 37-48.

Deslauriers, J.-P., Chavannes, P., Denault, J.-F., Houde, M., 1985, *Les générations de groupes populaires de Sherbrooke (1970-1984)*. Sherbrooke, Université de Sherbrooke, collection Recherche sociale n° 6.

Des Rivières, M., Michaud, A. (dirs.), 2005, *Une pleine participation des aînés au développement du Québec. Rapport de l'équipe de travail*. Québec, ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (MFACF). Disponible en ligne : www.mfacf.gouv.qc.ca.

Dillard, S., 1985, *Le point sur les habitudes de vie : l'approche écologique*. Québec, Conseil des affaires sociales et de la famille.

Dionne, L., Senécal, T., 2004, *Qu'est-ce que l'AQDR?* Document disponible en ligne : www.aqdr.org.

Dorais, L. J., 1966, « La vie traditionnelle sur la côte de Beaupré au début du XX^e siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 19, 4, 535-550.

Doron, R., Parot, F. (dirs.), 2003, *Dictionnaire de psychologie*. Paris, PUF.

Dorvil, H., Mayer, R. (dirs.), 2001 et suiv., *Problèmes sociaux*, tomes 1 à 4. Québec, Presses de l'Université du Québec.

Dorvil, H., Mayer, R., 2001, « Les approches théoriques », in Dorvil, H., Mayer, R. (dirs.), *Problèmes sociaux*, tome 1. Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 15-29.

Dourdan, 1982, *L'emploi. Enjeux économiques et sociaux*. Colloque de Dourdan. Paris, Maspero.

Dubar, C., 2000, *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*. Paris, P.U.F.

Duchesne, L., 1999, *La situation démographique au Québec. Bilan 1999. Rétrospective du 20^e siècle*. Québec, Les Publications du Québec.

Duchesne, L., 2007, « Les modes de vie des personnes âgées », in Gauthier, H. (dir.), *Vie des générations et personnes âgées : aujourd'hui et demain*. Vol 2. Québec, Institut de la statistique du Québec, 117-145.

Ducrot, O., Todorov, T., 1972, *Dictionnaire encyclopédique des sciences du langage*. Paris, Seuil.

Dufour, A., Dumont, M., 2004, *Brève histoire des institutrices au Québec au Québec de la Nouvelle-France à nos jours*. Montréal, Éd. Boréal.

Dufresne, J., Dumont, F., Martin, Y., (dirs.), 1985, *Traité d'anthropologie médicale*. Québec, P.U.Q./I.Q.R.C.

Dulude, L., 1980, « Vieillesse, monde des femmes », *Santé mentale au Québec*, 2, 33-40.

Dulude, L., 1981, *Les femmes et la réforme des régimes de pension*. Ottawa, Conseil consultatif sur la situation de la femme.

Dumazedier, J., 1974, *Sociologie empirique du Loisir*. Paris, Seuil.

Dumont, F., 1968, *Le lieu de l'homme. La culture comme distance et mémoire*. Montréal, HMH.

Dumont, F., 1981, *L'anthropologie en l'absence de l'homme*. Paris, PUF.

Durand, D., 1998, *La systémique*. Coll. « Que sais-je? » n° 1795. Paris, P.U.F.

Durand, J.-P., 2006, « Le changement social » in Durand, J.-P., Weil, R. (dirs.), *Sociologie contemporaine*. 3^e édition revue et augmentée. Paris, Vigot, 389-402.

Durand, J.-P., Weil, R. (dirs.), 2006, *Sociologie contemporaine*. 3^e éd. Paris, Vigot.

Durkheim, E., 1978, *De la division du travail social*. Paris, P.U.F.

Dutrenit, J.-M., 1999, « Stratégie » in Akoun, A., Ansart, P. (dirs.), *Dictionnaire de sociologie*. Paris, Le Robert/Seuil, p. 507.

Duval, D., 2005, *Recension des écrits sur la participation électorale*. Québec, Le Directeur général des élections du Québec. www.electionsquebec.qc.ca.

Edginton, C. R., Compton, D. M., Hanson, C. J., 1980, « Le processus de planification des programmes », in Edginton, C. R., Ed., *Recreation and Leisure Programming : A Guide for the Professional*. Philadelphia, W. B. Saunders. Traduction, M. Neveu, de l'UQTR.

Ekeland, I., 1999, « L'art et la stratégie », *Dossier Pour la science*. Hors-série, juillet 1999, 52-56.

Élections Canada, 2008, *Estimation du taux de participation par groupes d'âge à la 39^e élection générale fédérale du 23 janvier 2006*. Ottawa, www.elections.ca.

Estes, C. L., Mahakian, J. L., 2001, « The Political Economy of Productive Aging » in Morrow-Howell, N., Hinterlong, J., Sherraden, M. W., Eds., *Productive aging : concepts and challenges*. Baltimore, Md., Johns Hopkins University Press, 197-213.

Eyerman, R., 2006, « Social Movements » in Turner, B. S., Ed., 2006, *The Cambridge Dictionary of Sociology*. Cambridge, UK, Cambridge University Press, 578-580.

FADOQ (sans date) a, *Rose d'Or. Document promotionnel*. Montréal, la Fédération.

FADOQ (sans date) b, *Présentation du Programme Rose d'Or*. Montréal, la Fédération.

FADOQ, 1996, *Étude des perceptions des membres de la FADOQ et de la population du Québec âgée de 50 ans et plus à l'égard de la Fédération de l'âge d'or du Québec*. Montréal, Fédération de l'âge d'or du Québec/Groupe Léger & Léger.

FADOQ-Région Estrie, 2000, *Historique de la FADOQ-Région Estrie*. Sherbrooke, FADOQ-Région Estrie.

FADOQ-Région Estrie, 2003, *1973-2003, 30 ans d'amour en Estrie*. Sherbrooke, FADOQ-Région Estrie.

Falardeau, J.-C., 1971, « La paroisse canadienne-française au XVII^e siècle » in Rioux, M., Martin, Y. (dirs.), *La société canadienne-française*. Montréal, Hurtubise/HMH, 33-43.

Falardeau, J.-C., Garigue, P., Gérin, L., 1968, *Léon Gérin et l'Habitant de Saint-Justin*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

Farro, A. L., 2000, *Les mouvements sociaux. Diversité, action collective et globalisation*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

Fassin, D., 2005, *Economie morale et action politique. Séminaire*. Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Source : <http://www.archivesaudiovisuelles.fr/332/home.asp>. Page consultée le 22 septembre 2008.

FIAPA (Fédération internationale des associations de personnes âgées), 1990, *Les activités sociales et culturelles des associations de personnes âgées. Enquête internationale de la FIAPA*. Paris, la Fédération.

Fortin, A., 1993, « Nouveaux réseaux : les espaces de la sociabilité », *Revue internationale d'action communautaire*, 29/69, 131-140.

Fortin, G., 1971, *La fin d'un règne*. Montréal, Hurtubise /HMH.

Fougeyrollas, P., Cloutier, R., Bergeron, H., Côté, J., St-Michel, G., 1998, *Classification québécoise : processus de production du handicap*. Lac St-Charles, Réseau international sur le processus de production du handicap / SCCIDIH.

Fraser, G., 1980, « Historique de la Fédération de l'âge d'or du Québec », articles publiés dans *Age d'or/Vie nouvelle* les 15 septembre, 1^{er} et 15 octobre 1980.

Gagnon, E., 1996, *De l'activité sociale à l'engagement social. Rapport de recherche sur l'engagement des femmes de plus de 50 ans*. Montréal, Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS).

Gagnon, L., Savoie, A. (rédactrices), 2008, *Préparons l'avenir avec nos aînés. Rapport de la consultation publique sur les conditions de vie des aînés*. Québec, ministère de la Famille et des aînés. Disponible en ligne : www.mfa.gouv.qc.ca.

Garon, R., 1989, « Les pratiques de loisir au Québec et leur évolution » in *Le Québec statistique*. Québec, Les Publications du Québec, 171-187.

Garon, R., 2005, *La pratique culturelle au Québec en 2004. Recueil statistique*. Québec, Direction de la recherche, politiques et du lectorat, ministère de la Culture et des Communications.

Garon, R., 2007, « Le Québec, des pratiques culturelles en mutation », *Le Devoir* du 20 janvier 2007, *Cahier spécial de L'institut du Nouveau Monde*, 14-16.

Gaudet, S., Reed, P., 2004, « Responsabilité, don et bénévolat au cours d'une vie », *Lien social et politique-RIAC*, 51, 59-67.

Gaullier, X., 1988, *La Deuxième carrière : âges, emplois, retraites*. Paris, Seuil.

Gauthier, B. (dir.), 2003, *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*. 4^e éd. Québec, P.U.Q.

Gauthier, H., 2004, « Les personnes âgées et le vieillissement démographique », dans Gauthier, H., Jean, S., Langis, G., Nobert, Y., Rochon, M., *Vie des générations et personnes âgées : aujourd'hui et demain.*, chap. 1 du vol. 1. Québec, Institut de la la statistique du Québec, p. 43-89.

Gauthier, H., Duchesne, L., 1986, *Les personnes âgées au Québec*. Québec, Les Publications du Québec.

Gauthier, H., Duchesne, L., 1991, *Le vieillissement démographique et les personnes âgées au Québec*. Québec, Les Publications du Québec.

Gauthier, S., 2005a, *Laure Gaudreault (1889-1975) pionnière du syndicalisme enseignant*. www.histoirequebec.qc.ca/publicat/vol9num1_6lg.htm.

Gauthier, S., 2005b, *Laure Gaudreault. La syndicaliste de Charlevoix*. Montréal, Éd. XYZ.

Gélinas, M., 2006, « L'A.R.E.Q. vers un demi-siècle d'histoire », *Quoi de neuf ?*, *Revue de L'Association des retraitées et retraités de l'enseignement*, 29, 1 (septembre-octobre), 4-7.

Gérard, H., Piché, V. (dirs.), 1995, *La sociologie des populations*. Montréal, PUM/AUPELF/UREF (dist. G. Morin, Éd.).

Gfellner, B., 2002, « Benefits of Volunteering for Older Adults » in *Vieillesse et société : avoir prise sur l'avenir*. Programme officiel de la 31^e réunion scientifique et éducative de l'Association canadienne de gérontologie. Montréal, octobre 2002, p. 98.

Gidengil, E., Blais, A., Nevitte, N., Nadeau, R., 2003, « La politique électorale. Où sont passés les jeunes? *Perspectives électorales*, juillet 2003. Ottawa, Élections Canada. www.electionscanada.ca.

Girard, C., Létourneau, E., Thibault, N., 2004, « La composition de la population du Québec d'ici 2051 », *Données socio-économiques en bref* (Institut de la statistique du Québec), 8, 2, 3-5.

Godbout, J. T., 2000, *Le don, la dette et l'identité. Homo donator vs homo oeconomicus*. Paris, La Découverte/Montréal, Boréal.

Godbout, J. T., Caillé, A., 1992, *L'esprit du don*. Montréal, Boréal.

Goffman, E., 1974, *Les rites d'interaction*. Paris, Minuit.

Gorz, A., et coll., 1973, *Critique de la division du travail*. Paris, Seuil.

Grabb, E., Curtis, J., 1992, « Voluntary association activity in English Canada, French Canada and the United States : A multivariate analysis », *Canadian Journal of sociology*, 17, 4, 378-388.

Greimas, A. J., Courtès, J., 1979, *Sémiotique. Dictionnaire raisonné de la théorie du langage*. Paris, Hachette Université.

Griesinger, D. W., 1979, « Reconsidering the Theory of Social Gravity », *Regional Science*, 19,3, 291-302.

Griesinger, D. W., 1981, « Reconsidering the Theory of Social Gravity : A Reply », *Regional Science*, 21-4, 555-556.

Grossin, W., 1996, *Pour une science des temps. Introduction à l'écologie temporelle*. Toulouse, Ed. Octares.

Guest, D., 1993, *Histoire de la sécurité sociale au Canada*. Trad. H. et P. Juste. Montréal, Boréal.

Guillemard, A.-M., 1972, *La retraite : une mort sociale. Sociologie des conduites en situation de retraite*. Paris/La Haye, Mouton.

Guillemard, A.-M., 1978, « À propos de la nouvelle représentation activiste de la vieillesse », *Gérontologie* 78, 43-47.

Guillemard, A.-M., 1980, *La vieillesse et l'État*. Paris, P.U.F.

Guillemard, A.-M., 1981, « Vieillesse, retraite et position dans les rapports sociaux », *Gérontologie*, 39, 26-41.

Guillemard, A.-M., 1984, « Jalons pour une sociologie des politiques sociales. Le cas de la politique française de la vieillesse », *Sociologie et sociétés*, XVI, 2, 119-128.

Guillemard, A.-M., 1986, *Le déclin du social : formation et crise des politiques de la vieillesse*, Paris, Presses universitaires de France.

Guillemard, A.-M., 1996, « Vieillissement et exclusion » in Paugam, S. (dir.), *L'exclusion, l'état des savoirs*. Paris, La Découverte, 193-206.

Guillemard, A. M., Légaré, J., Ansart, P., 1995, *Entre travail, retraite et vieillesse : le grand écart*. Paris, l'Harmattan, 287-306.

Guimond, S., 1994, « Les groupes sociaux », chap. 12 de Vallerand, R. J. (dir.), *Les fondements de la psychologie sociale*. Boucherville, G. Morin, Éd., 655-705.

Gurvitch, G., 1963, *La vocation actuelle de la sociologie*. Paris, P.U.F.

Gutton, J. P., 1988, *Naissance du vieillard. Essai sur l'histoire des rapports entre les vieillards et la société en France*. Paris, Aubier.

Hall, M., Knighton, T., Reed, P., Bussière, P., McRae, D., Bowen, P., 1998, *Canadiens dévoués, Canadiens engagés : Points saillants de l'Enquête nationale de 1997 sur le don, le bénévolat et la participation*. Ottawa, Statistique Canada, www.statcan.ca. www.nsgvp.org.

Hall, M., Lasby, D., Gumulka, G., Tryon, C., 2006, *Canadiens dévoués, Canadiens engagés : Points saillants de l'Enquête nationale de 2004 sur le don, le bénévolat et la participation*, Ottawa, Statistique Canada. www.statcan.ca.

Halmos, P., 1969, *Solitude and Privacy. A Study of Social Isolation , its Causes and Therapy*. New York, Greenwood Press.

Halpern, C., Ruano-Borbalan, J.-C. (dirs.), 2004, *Identité(s). L'individu, le groupe, la société*. Paris. Ed. Sciences humaines.

Harnecker, M., 1974, *Les concepts élémentaires du matérialisme historique*. Bruxelles, Editions Contradictions.

Harvey, F., 1996, « Historique des régions du Québec, des origines à la Révolution tranquille » in Proulx, M.-U. (dir.), *Le phénomène régional au Québec*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 113-132.

Hayward, M. D., Zhang, Z., 2001, « Demography of Aging. Acentury of Global Change » in Binstock, R. H., George, L. K., Eds., *Handbook of Aging and the Social Sciences*, New York, Academic Press., 69-85.

Herzog, A. R., Ofstedal, M. B., Wheeler, L. M., 2002, « Social engagement and its relationship to health », *Clinics in Geriatric Medecine*, 18, 3. www.mdconsult.com.

Heywood, L. A., 1989, *L'organisation des loisirs pour les aînés*. Toronto, ministère du Tourisme et des Loisirs de l'Ontario.

Hogg, M. A., Ridgeway, C. L., 2003, « Social Identity : Sociological and Social Psychological Perspectives », *Social Psychology Quarterly*, 66, 2, 97-100.

Horgas, A. L., Wilms, H.-U., Baltes, M. M., 1998, « Daily Life in very Old Age : Everyday Activities as Expression of Successful Living », *The Gerontologist*, 38, 5, 556-568.

HSBC, 2007, *L'apport des gens âgés se chiffre par milliards selon une enquête de la HSBC*. www.newswire.ca/releases/archive/May2007/22/c3528.html. Page consultée le 28-5-07.

Hunt, E. K., 1978, *Property and Prophets. The Evolution of Economic Institutions and Ideologies*. New York, Harper et Row.

INSPQ (Institut national de la santé publique du Québec) en collaboration avec le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec (MSSS) et l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), 2006a, *Portrait de santé du Québec et de ses régions 2006. Deuxième rapport national sur l'état de santé de la population du Québec. Les statistiques*. Québec, gouvernement Québec. Disponible en ligne : http://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/545_PortraitSante2006_Statistiques.pdf et <http://www.msss.gouv.qc.ca>.

INSPQ (Institut national de la santé publique du Québec) en collaboration avec le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec (MSSS) et l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), 2006b, *Portrait de santé du Québec et de ses régions 2006. Deuxième rapport national sur l'état de santé de la population du Québec. Les analyses*. Québec, gouvernement Québec. Disponible en ligne :

http://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/545-PortraitSante2006_Analyses.pdf et
<http://www.msss.gouv.qc.ca>.

Iso-Ahola, S. E., 1980, *The Social Psychology of Leisure and Recreation*. Dubuque, Iowa, Wm. C. Brown Co. Publ.

Jean, B., 1991, « La ruralité québécoise contemporaine : principaux éléments de spécificité et de différenciation » in Vachon, B. (dir.), *Le Québec rural dans tous ses états. Textes produits aux États généraux du monde rural*. Montréal, Éd. Boréal, 81-105.

Jean, B., 1996a, « La région sous le regard sociologique : la construction sociale du fait régional » in Proulx, M.-U. (dir.), *Le phénomène régional au Québec*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 133-156.

Jean, B., 1996b, « Dynamiques territoriales : Présentation », *Recherches sociographiques*, XXXVII, 3, 397-409.

Jetté, C., 2008, *Les organismes communautaires et la transformation de l'État-providence. Trois décennies de coconstruction des politiques publiques dans le domaine de la santé et des services sociaux*. Coll. Pratiques et politiques sociales et économiques. Québec, Presses de l'Université du Québec.

Johnston, R. (sans date), « Participation politique » in *L'Encyclopédie canadienne*. Source : <http://www.thecanadianencyclopedia.com>. Page consultée le 22 septembre 2008.

Judd, C. M., Kenny, D. A., 1981, *Estimating the Effects of Social Interventions*. Cambridge, Cambridge University Press.

Kaufmann, J.-C., 2004, *L'invention de soi. Une théorie de l'identité*. Paris, A. Colin.

Keating, N. C., 1991, *Aging in Rural Canada*. Toronto, Butterworths.

Kelly, J. R., 1982, « Leisure in Later Life : Roles and Identities » in Osgood, N. J., Ed., *Life after Work*, New York, Praeger Publ., 268-292.

Kesteman, J.-P., 1990, « Le comportement associatif dans une ville biculturelle; Sherbrooke, 1850-1920 » in Levasseur, R. (dir.), *De la sociabilité. Spécificités et mutations*. Montréal, Boréal, 269-280.

Kelly, J. R., 1982, *Leisure*. Englewood Cliffs, N. J., Prentice-Hall.

Kelly, J. R., 1990, « Leisure and Aging : a Second Agenda », *Loisir et Société*, 13, 1, 145-167.

Kelly, J. R., Ed., 1993, *Activity and Aging. Staying involved in Later Life*. Newbury Park, Calif. Sage Publ.

Kelly, J. R., Ross, J. E., 1989, « Later-Life Leisure : Beginning a New Agenda », *Leisure Sciences*, 11, 47-59.

Kesteman, J.-P., 1990, « Le comportement associatif dans une ville biculturelle; Sherbrooke, 1850-1920 » in Levasseur, R. (dir.), *De la sociabilité. Spécificités et mutations*. Montréal, Boréal, 269-280.

Kesteman, J.-P., 2002, *Histoire de Sherbrooke*. Tome 4 : *De la ville ouvrière à la métropole universitaire*. Sherbrooke, G.G.C. Éditions.

Kesteman, J.-P., Southam, P., Saint-Pierre, D., 1998, *Histoire des Cantons de l'Est*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture et Presses de l'Université Laval.

Kino-Québec, 2002, *L'activité physique. Déterminant de la qualité de vie des personnes de 65 ans et plus*. Québec, Secrétariat au Loisir et au sport, ministère de la Santé et des Services sociaux.

Krout, J. A., Cutler, S. J., Coward, R. T., 1990, « Correlates of Senior Centers Participation : A National Analysis », *The Gerontologist*, 30, 1, 72-79.

Lachance, G., 1990, *Nouvelles images de la vieillesse. Une étude de la presse âgée au Québec*. Documents de recherche n° 22. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

Lacoursière, J., Provencher, J., Vaugeois, D., 2001, *Canada-Québec. Synthèse historique 1534-2000*. Québec, Éd. du Septentrion.

Lagacé, M., 2008, « Halte aux stéréotypes et préjugés à l'égard du vieillissement pour re-bâtir les solidarités intergénérationnelles », *Vie et vieillissement* (Association québécoise de gérontologie), 6, 3, 11-15.

Lagacé, M. (dir.), 2009, « L'âgisme démasqué », n° spécial de la revue *Vie et vieillissement* (Association québécoise de gérontologie), vol. 7, 2.

Lalivé d'Épinay, C., 1989, « Temps et classes sociales » in Pronovost, G., Mercure, D. (dirs.), *Temps et société*. Coll. « Questions de culture ». Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 223-258.

Lalivé d'Épinay, C., 1996, *Entre retraite et vieillesse. Travaux de sociologie compréhensive*. Lausanne, Éd. Réalités sociales.

Lalivé d'Épinay (dir.), 1983a, *Vieillesse : situation, itinéraires et modes de vie des personnes âgées aujourd'hui*, Sainte-Saphorin, Suisse, Georgi.

Lalivé d'Épinay (dir.), 1983b, « Diverses Retraites. Classes sociales, enjeux et significations de la Retraite », *Loisir et Société*, 6, 2, 457-483.

Lalivé d'Épinay, C., Spini, D. et coll., 2008, *Les années fragiles. La vie au-delà de quatre-vingts ans*. Québec, P.U.L.

Lamarche, Y., Rioux, M., Sévigny, R. (dirs), 1973, *Aliénation et idéologie dans la vie quotidienne des Montréalais francophones*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

Lamoureux, H., Lavoie, J., Mayer, R., Panet-Raymond, J. (dirs.), 2006, *La pratique de l'action communautaire*, 2^e édition revue et augmentée.

Langlois, S., 2001, « Les changements sociaux : tendances de la société québécoise de 1960 à 2000 » in Côté, R., *Québec 2001*, Montréal, Fides, 11-88.

Langlois, S., 2002, « Les grandes tendances » in Côté, R., *Québec 2002*, Montréal, Fides.

Langlois, S., 2008, « Québec, 2008, portrait social » in Fahmy, M. (dir.), *L'état du Québec, 2009*. Montréal, Fides, 40-98.

Langlois, S., Baillargeon, J.-P., Caldwell, G., Fréchet, G., Gauthier, M., Simard, J.-P., 1990, *La société québécoise en tendances, 1960-1990*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

Larouche, J.-M. (dir.), 2000, « Éthique de la recherche », n° spécial de la revue *Éthique publique*, vol. 2, n° 2. Montréal, INRS-Éd. Liber.

Lasch, C., 1981, *Le complexe de Narcisse. La nouvelle sensibilité américaine*. Trad. M. L. Landa. Paris, R. Laffont.

Laslett, P., 1990, « The Emergence of the Third Age » in Loriaux, M. (dir.), *Population âgée et révolution grise. Les hommes et les sociétés face à leurs vieillissements*. Louvain-la-Neuve, Éd. Ciaco, 33-52.

Lau, R. R., 1989, « Individual and Contextual Influences on Group Identification », *Social Psychology Quarterly*, 52, 3, 220-231.

Lavoie, J., Panet-Raymond, J., 2006, « Les étapes du processus d'intervention communautaire » in Lamoureux, H., Lavoie, J., Mayer, R., Panet-Raymond, J., *La pratique de l'action communautaire*, 2^e édition revue et augmentée. Québec, Presses de l'Université du Québec, 145-181.

Leclerc, G., 1990, « Les capacités d'apprendre de la personne âgée » in *Forces* (Hydro-Québec), 90, 68-73.

Leclerc, G., 1998, « Capacités d'apprendre et vieillissement », *Le Gérontophile*, 20, 2, 13-18.

Lefebvre-Girouard, A. et coll., 1986, *Les comportements psycho-sociaux des personnes âgées hébergées. Synthèse et rapport analytique*. Montréal, Association des centres de services sociaux du Québec;

Lefrançois, R. (dir.), 2003, *L'actualisation de la personne aînée*. Édition spéciale de la revue *Interaction* publiée par le département de psychologie de l'Université de Sherbrooke, vol. 7, n° 2.

Léger, J.-M., Léger, M., 1990, *Le Québec en question. Une centaine de sondages reflétant le profil des Québécois et Québécoises d'aujourd'hui*. Montréal, Éd. Québecor.

Legrand, M. (dir.), 2001, *La retraite : une révolution silencieuse*. Toulouse, Érès.

Legrand, M., Noyer, M.-P. (dirs.), 2001, *La retraite citoyenne*. Nancy, Presses universitaires de Nancy.

Lemieux, V. (dir.), 2003, *Le système de santé au Québec : organisations, acteurs et enjeux*. Québec, Les Presses de l'Université Laval.

Lenoir, R., 1979, « Constitution des agents de gestion de la vieillesse : l'invention du troisième âge ». *Actes de la recherche en sciences sociales* (été), 57-82.

Le Petit Larousse illustré, 1999. Paris, Larousse / Her.

Letellier, M., 1971, *On n'est pas des trous-de-cul*. Montréal, Parti-Pris.

Levasseur, R. (dir.), 1990, *De la sociabilité. Spécificités et mutations*. Montréal, Boreal.

Levasseur, R., Boulanger, R., 1990, « La dynamique des associations au Québec : démographie et morphologie 1942-1981 » in Brault, M.-M. T., Saint-Jean, L. (dirs.), *Entraide et associations*. Coll. « Questions de culture » n° 16. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 153-179.

Lévesque, A., 2002, *Les facteurs associés à la participation des aînés au Club régional de l'âge d'or de l'Estrie*. Mémoire de maîtrise inédit. Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke. Disponible en ligne via ProQuest.

Lian, J., Joshi, A., Robb, R., Denton, M., Gafni, A., Rosenthal, C. J., Willison, D. J., « Unpaid Participation Contributions by Seniors in Canada » in Denton, F. T., Fretz, D., Spencer, B. G., Eds., 2000, *Independence and Economic Security in Old Age*. Vancouver, BC, UBC Press., 156-180.

Linteau, P.-A., Durocher, R., Robert, J.-C., 1979, *Histoire du Québec contemporain. Tome 1, De la Confédération à la crise (1867-1929)*. Montréal, Boréal Express.

Linteau, P.-A., Durocher, R., Robert, J.-C., Ricard, F., 1986 (réédité en 1989), *Histoire du Québec contemporain. Tome 2, Le Québec depuis 1930*. Montréal, Boréal.

Lipovetsky, G., 1993, *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*. Coll. « Folio essais » n° 121. Paris, Gallimard.

Longino, C. F., McCelland, F. A., Peterson, W. A., 1980, « The Aged Subculture Hypothesis : Social Integration, Gerontophilia and Self-Conception », *Journal of Gerontology*, 35, 5, 758-767.

Loriaux, M., 1990, « Il était une fois... la révolution grise. Jeux et enjeux autour d'une profonde mutation sociétale » in Loriaux, M. (dir.), *Population âgée et révolution grise. Les hommes et les sociétés face à leurs vieillissements*. Louvain-la-Neuve, Éd. Ciacco, 3-32.

Lugan, J.-C., 2005, *La systémique sociale*. Coll. « Que sais-je? » n° 2738. Paris, P.U.F.

Lux, A., 1995a, « Les défis d'une société vieillissante », *Le Gérontophile*, 17, 2, 3-8.

Lux, A., 1995b, « Vieillissement démographique et réorganisation sociale » in Gérard, H., Piché, V. (sous la direction de), *La sociologie des populations*. Montréal, PUM/AUPELF/UREF, 463-480.

Lynott, R. J., Lynott, P. P., 1996, « Tracing the Course of Theoretical Development in the Sociology of Aging », *The Gerontologist*, 36, 6, 749-760.

Maigret, É., 2003, *Sociologie de la communication et des médias*. Paris, A. Colin (ouvrage réédité en 2007).

Maisonnette, D., 2004, « Citoyennes engagées et prises de décision dans la cité », *Lien social et politique-RIAC*, 51, 83-95.

Malenfant, R., 1993, *La motivation des présidents d'associations*. Montréal, Éditions Agence d'Arc.

Maltais, D., 1997, *Vivre en résidence : liens entre les caractéristiques organisationnelles et les comportements des aînés*. Thèse de doctorat inédite. Faculté des études supérieures de l'université de Montréal.

Maltais, D., 1999a, « Caractéristiques de l'environnement et qualité de vie des personnes âgées vivant en résidences », *Le Gérontophile*, 21, 1, 3-10.

Maltais, D., 1999b, « Milieux de vie et intégration sociale : caractéristiques organisationnelles des résidences pour aîné(e)s et vie sociale des personnes âgées », *Revue canadienne du vieillissement/Canadian Journal on Aging*, 18, 4, 466-492.

Manifeste : la condition économique des retraités, 1977. Montréal, Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal.

Mann, P., 1999, « Mouvement social » in Akoun, A., Ansart, P. (dirs.), *Dictionnaire de sociologie*. Paris, Le Robert/Seuil, 353-354.

Marglin, S., 1973, « Origines et fonctions de la parcellisation des tâches » in Gorz, A., et coll., *Critique de la division du travail*. Paris, Seuil, 41-89.

Marshall, V. W., 1995, « Social Models of Aging », *Revue canadienne du vieillissement/Canadian Journal on Aging*, 14, 1, 12-34.

Marshall, V. W., 1996, « The State of Theory in Aging and the Social Sciences » in Binstock, R. H., George, L. K., Eds., *Handbook of Aging and the Social Sciences*, New York, Academic Press, 12-30.

Martel, L., 1997, « L'avènement du pouvoir gris », *Interface*, 18, 5 (*Eurêka!*), 10-13.

Martuccelli, D., 1999, *Sociologies de la modernité. L'itinéraire du XX^e siècle*. Coll. Folio essais. Paris Gallimard.

Mason, J., 2002, *Qualitative researching*. Second Edition. Thousand Oaks, CA. Sage Publ. Inc.

Mathieu, J., 1994, « La région : un terrain ou un concept? Approche ethnologique » in Harvey, F. (dir.), *La région culturelle : problématique interdisciplinaire*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 97-110.

Matte, S., Jones, L., 1997, « Le vieillissement : reconnaître la contribution des citoyens aînés au développement social » in Conseil de la santé et du Bien-être du Québec, *La participation comme stratégie de renouvellement du développement social. Document de réflexion*. Québec, Le Conseil : 89-113.

Mauss, M., [1950] 1989, « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques » in *Sociologie et anthropologie*. Paris, PUF, 145-279.

Mayer, R., Goyette, M., 2000, « Politiques sociales et pratiques sociales au Québec depuis 1960 » in Deslauriers, J.-P., Hurtubise, Y. (dirs.), *Introduction au travail social*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 35-66.

Mayer, R., Lamoureux, H., Panet-Raymond, J., 2006, « L'évolution des pratiques communautaires au Québec » in Lamoureux, H., Lavoie, J., Mayer, R., Panet-Raymond, J. (dirs.), *La pratique de l'action communautaire*, 2^e édition revue et augmentée. Québec, Presses de l'Université du Québec, 9-97.

Mayer, R., Ouellet, F., Saint-Jacques, M.-C., Turcotte, D. et coll., 2000, *Méthodes de recherche en intervention sociale*. Montréal, G. Morin, Éd.

McGuire, F. A., et coll., 1986, « Constraints to Participation in Outdoor Recreation Across the Life Span : A Nationwide Study of Limitors and Prohibitors », *The Gerontologist*, 26, 5, 538-544.

McPherson, B. D., 2004, *Aging as a Social Process. Canadian Perspectives*. Fourth Edition. Don Mills, Ont., Oxford University Press.

McPherson, B. D., Kozlik, C. A., 1986, « Age patterns in Leisure Participation : The Canadian Case » in Marshall, V. W., Ed., *Aging in Canada : Social Perspectives*. Second Edition, Toronto, Fitzhenry and Whiteside, 211-227.

Mead, M., 1979, *Le fossé des générations. Les années 70*. Paris, Denöel/Gonthier.

Meintel, D., Peressini, M., 1993, « Seules et âgées en milieu urbain : une enquête auprès de Montréalaises de trois groupes ethniques », *Revue internationale d'action communautaire*, 29/69, 37-46.

Mercier, C., 2000, « L'organisation communautaire et le travail social », chap. 7 de Deslauriers, J.-P., Hurtubise, Y. (dirs.), *Introduction au travail social*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 177-211.

Mercure, D., 1995, *Les temporalités sociales*, Paris, L'Harmattan.

Miles, M. B., Huberman, M., 2003, *Analyse des données qualitatives*. Traduction de la 2^e éd. par M. H. Rispal révisée par J.-J. Bonniol. Bruxelles, De Boeck Éd.

Miller, S. J., 1965, « The Social Dilemma of the Aging Leisure Participant » in Rose, A. M., Peterson, W. A., Eds, *Old People and their Social World*. Philadelphia, F. A. Davis Co., 77-92.

Minois, G., 1987, *Histoire de la vieillesse en Occident. De l'Antiquité à la Renaissance*. Paris, Fayard.

Moffet, S., 1985, « La vie associative des personnes âgées », *Service social*, 34, 1, 55-76.

Moles, A., 1990, « Associations volontaires et théorie des actes sociaux » in Brault, M.-M. T., Saint-Jean, L. (dirs.), *Entraide et associations*. Coll. « Questions de culture » n° 16. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 197-210.

Morel, M., 2000, « Le colloque Développement social : Les 28 et 29 octobre 1999, à Québec pratiques et outils d'intervention dans les régions et les localités ». *Bulletin d'information sur les suivis des forums sur le développement social*, vol. 1, 2. Québec, Le Conseil. Disponible en ligne : www.csbe.gouv.qc.ca/site/fr_commissaire_archives_conseil_colloques.phtml.

Morel, M., 2006, « Développement social : la vision de ceux et celles qui y travaillent » in Tremblay, M., Tremblay, P.-A., Tremblay, S. (dirs), *Le développement social, un enjeu pour l'économie sociale*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 332-340.

Morrow-Howell, N., Hinterlong, J., Sherraden, M. W., Eds., 2001, *Productive aging : concepts and challenges*. Baltimore, Md., Johns Hopkins University Press.

Mossey, J. M., Havens, B., Wolinsky, F. D., 1989, « The consistency of Formal Health Care Utilization : Physician and Hospital Utilization » in Ory, M. G., Bond, K., Eds., *Aging and Health Care. Social Science and Policy Perspectives*. New York & London, Routledge, 81-98.

MSSS (Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec) en collaboration avec l'OFQSS (Observatoire franco-québécois de la Santé et de la solidarité), l'IRDES (Institut de recherche et de documentation en économie de la santé [France]), l'INSPQ (Institut national de la santé publique du Québec) et l'ISQ (Institut de la statistique du Québec), 2006, *Éco-Santé Québec 2006. Un outil d'analyse temporelle unique sur les statistiques de santé du Québec et de ses 18 régions sociosanitaires*. Disponible en ligne : www.écosante.fr.

Musick, M. A., Herzog, R., House, J. S., 1999, « Volunteering and Mortality Among Older Adults : Findings from a National Sample », *Journal of Gerontology : Social Sciences*, 54B, 3, S173-80.

Nahmiash, D., 1997, *Powerlessness and abuse : A descriptive qualitative study which explores abuse and neglect of older adults in the community in relation to the social context*. Thèse de doctorat inédite. École de service social, Université Laval, Québec.

Nahmiash, D., Delisle, M.-A., Carrier, J., 2000a, *Les meilleurs modèles d'autogestion des services à domicile : leur application pour les aînés*. Ottawa, Association canadienne des soins et services à domicile.

Nahmiash, D., Delisle, M.-A., Carrier, J., 2000b, *Best-Practice Models Of Self Managed Care : Their Application For Seniors*. Ottawa, Canadian Home Care Association.

Neveu, E., 2000, *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris, La Découverte.

O'Brien Cousins, S., Ed., 1995, *Active Living among Older Canadians. A Review of critical analysis of Health Benefits and Outcomes. A Report Submitted to the Canadian Fitness and Lifestyle Research Institute*. Edmonton, Alberta. The University of Alberta.

ONU (Organisation des Nations Unies), 2007, *Principaux faits nouveaux survenus dans le domaine du vieillissement depuis la deuxième Assemblée mondiale*. Rapport du Secrétaire général. Disponible en ligne.

Osgood, N. J., Howe, C. Z., 1984, « Psychological Aspects of Leisure : A Life Cycle Developmental Perspective », *Loisir et société*, 7, 1, 175-195.

Osgood, N. J., Mizruchi, E. H., 1982, « Participation in Work, Retirement, and Leisure : A Comparison of Blue Collar, White Collar, and Professional Workers » in Osgood, N. J., Ed. 1982, *Life after Work*, New York, Praeger Publ., 221-248.

Pageau, M., Ferland, M., Choinière, R., Sauvageau, Y., 1997, *Indicateurs sociosanitaires. Le Québec et ses régions*. Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux.

Pageot, J.-C., 1989, « Le loisir dans la vie quotidienne d'une personne âgée membre d'un club de l'âge d'or », *Le Gêrontophile* (Association québécoise de gérontologie), 11, 3, 15-17.

Paillé, P., 1994, « L'analyse par théorisation ancrée », *Cahiers de recherche sociologique*, 23, 218-252.

Pammett, J. H., Leduc, L., 2003a, « Pourquoi la participation décline aux élections fédérales : un nouveau sondage auprès des non-votants ». Ottawa, Élections Canada. www.electionscanada.ca.

Pammett, J. H., Leduc, L., 2003b, « La problématique du déclin de la participation électorale chez les jeunes ». Perspectives électorales, juillet 2003. Ottawa, Élections Canada. www.electionscanada.ca.

Paquet, M., 1996, « La réticence des personnes âgées dépendantes vis-à-vis l'utilisation des services de soutien formels : un défi pour le milieu de la recherche et de l'intervention », *Revue canadienne du vieillissement/Canadian Journal on Aging*, 15, 3, 442-462.

Piché, V., Poirier, J., 1990, « Les théories de la transition démographique : vers une certaine convergence? » *Sociologie et sociétés*, XXII, 1, 179-192.

Picoche, J., 1984, *Dictionnaire étymologique du français*. Paris, Les usuels du Robert.

Pinard, C., Landreville, P., 1998, « Stratégies d'adaptation, symptômes dépressifs, anxiété et bien-être psychologique au sein des personnes âgées vivant en milieu institutionnel », *Revue canadienne du vieillissement/Canadian Journal on Aging*, 17, 1, 40-58.

Pitrou, A., 1978, *Vivre sans famille. Les solidarités familiales dans le monde d'aujourd'hui*. Toulouse, Privat.

Pitrou, A., 1985, « Des solidarités entre générations », *Futuribles*, 88, 51-60.

Pitrou, A., 1997, « Vieillesse et famille : qui soutient l'autre? » *Lien social et politique-RIAC* n° 38, 145-158.

Polit, D. F., Hungler, B. P., 1978, *Nursing Research : Principles and Method*. Toronto, J. B. Lippencott.

Poupart, J. (dir.), 1997, *La recherche qualitative : Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Boucherville, G. Morin, Éd.

Poupart, J. (dir.), 1998, *La recherche qualitative : Diversité des champs et des pratiques au Québec*. Boucherville, G. Morin, Éd.

Pronovost, G., 1996, *Sociologie du temps*. Paris-Bruxelles, De Boeck Université.

Pronovost, G., 1997, *Loisir et Société. Traité de sociologie empirique*. Deuxième édition, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.

Pronovost, G., 2000, « Entre travail et loisir : aperçu des pratiques culturelles au Québec » in Côté, R., *Québec 2001*, Montréal, Fides, 403-420.

Pronovost, G., 2005, *Temps sociaux et pratiques culturelles*. Québec, Presses de l'Université du Québec.

Pronovost, G., Mercure, D. (dirs.), 1989, *Temps et société*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

Putnam, R. D., 1999, *Bowling alone. The Collapse and renewal of American Community*. New York, Touchstone Books.

Quadagno, J., 2005, *Aging and the Life Course : An Introduction to Social Gerontology*. Third Edition. New York, McGraw Hill.

Quadagno, J., Reid, J., 1999, « The Political Economy Perspective » in Bengtson, V. L., Schaie, K.W., Eds., *Handbook of Theories of Aging*. New-York, Springer, 344-358.

Québec (Prov.), 1980, *Pour mieux vieillir au Québec*. Québec, Gouvernement du Québec, ministère des Affaires sociales.

Québec (Prov.), 1986, *Les personnes âgées au Québec*. Québec, Les Publications du Québec.

Québec (Prov.), 1985, *Un nouvel âge à partager. Politique du ministère des Affaires sociales à l'égard des personnes âgées*. Québec, ministère des Affaires sociales.

Québec (Prov.), 1986, *Les personnes âgées au Québec*. Québec, Les Publications du Québec.

Québec (Prov.), 1992, *La politique de la santé et du bien-être*. Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec.

Québec (Prov.), 1995a, *La situation démographique au Québec* (Louis Duchesne). Québec, Les Publications du Québec.

Québec (Prov.), 1995b, *Le Québec comparé : Indicateurs sanitaires, démographiques et socio-économiques*. Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux.

Québec (Prov.), 2000, *Les solutions émergentes. Rapport et recommandations de la Commission d'étude sur les services de santé et les services sociaux*. Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux (www.msss.gouv.qc.ca).

Québec (Prov.), 2001, *L'action communautaire, une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*. Québec, Secrétariat à l'action communautaire autonome (www.mess.gouv.qc.ca).

Québec (Prov.), 2004a, *Portrait socioéconomique des régions du Québec, édition 2004. L'Économètre*. Québec, ministère du Développement économique et régional et de la Recherche.

Québec (Prov.), 2004b, *La politique de la santé et du bien-être. Une évaluation de sa mise en oeuvre et des ses retombées sur l'action du système sociosanitaire québécois de 1992 à 2002*. Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec.

Québec (Prov.), 2006a, *Portrait socioéconomique des régions du Québec, édition 2006. L'Économètre*. Québec, ministère du Développement économique, Innovation et Exportation. Disponible en ligne : www.mdeie.gouv.qc.ca.

Québec (Prov.), 2006b, *La situation démographique au Québec. Bilan 2006. La migration interne de 55 à 65 ans au cours de la décennie 1995-2005* (Louis Duchesne). Québec, Les Publications du Québec. Disponible en ligne : www.stat.gouv.qc.ca.

Québec (Prov.), 2008, *Programme national de santé publique 2003-2012. Mise à jour, 2008*. Québec, ministère de la Santé et des Services sociaux. www.msss.gouv.qc.ca.

Raymond, É. et coll., 2007, *La participation sociale, défi des sociétés vieillissantes*. Mémoire présenté lors de la consultation publique sur les conditions de vie des aînés par

la Direction de la santé publique de la Capitale-Nationale, l'Institut national de la santé publique du Québec, le Centre d'excellence sur le vieillissement de Québec et l'Institut sur le vieillissement et la participation sociale des aînés de l'Université Laval. Disponible en ligne : www.ivpsa.ulaval.ca.

Reed, P. B., Selbee, L. K., 2000a et b, *Les caractéristiques distinctives des bénévoles actifs au Canada*. Un résumé de l'étude [2000a] (n° de catalogue 75F0033MIF) est disponible sur le site Internet de Statistique Canada (www.statcan.ca). On peut aussi trouver une version française du rapport de recherche original [2000b] via Google.com.

Renaud, M., Jutras, S., Bouchard, P., 1987, *Les solutions qu'apportent les Québécois à leurs problèmes sociaux et sanitaires*. Rapport présenté à la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux. Québec, Les Publications du Québec.

Rey-Debove, J., Rey, A. (dirs.), 2007, *Le Nouveau Petit Robert. Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française. Nouvelle édition du Petit Robert de Paul Robert*. Paris, Le Robert.

Reynaud, J.-D., 1982, *Sociologie des conflits du travail*. « Que sais-je? » n° 2035, Paris, P.U.F.

Rezsohazy, R., 1970, *Temps social et développement. Le rôle des facteurs socioculturels dans la croissance*. Bruxelles, Éd. La renaissance du livre.

Riley, M. W., Foner, A., Riley, J. W. Jr., 1999, « The Aging and Society Paradigm » in Bengtson, V. L., Schaie, K. W., Eds., *Handbook of Theories of Aging*. New York, Springer, 327-343.

Rioux, J. P., 1971, *La révolution industrielle 1780-1880*. Paris, Seuil.

Rioux, M., 1953, « Sociabilité et typologie sociale », *Contributions à l'étude des sciences de l'homme*, 2, 61-73.

Robert, L., 2006, « Développement social. Une politique sociale en émergence » in Tremblay, M., Tremblay, P.-A., Tremblay, S. (dirs.), *Le développement social, un enjeu pour l'économie sociale*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 48-65.

Roberto, K. A., 1989, « Exchange and Equity in Friendships » in Adams R. G., Blieszner, R., Eds, 1989, *Older Adult Friendship. Structure and Process*. Newbury Park, Calif., Sage Publ., 147-165.

Robinson, J. P., 1977, *How Americans Use Time : A Social-Psychological Analysis of Everyday Behavior*. New York, Praeger.

Robinson, J. P., 1988, « Time Diary Evidence about the Social Psychology of Everyday Life » in McGrath, J. E. (Ed.), *The Social Psychology of Time*. Newbury Park, Sage, 134-148.

Robinson, J., Bostrom, A., 1994, « The overestimated workweek? What time diary measures suggest », *Monthly Labor Review Online*. 117, 8. On-line : <http://stats.bls.gov/opub/mlr/1994/08/art2abs.htm>.

Robinson, J. P. and Godbey, G., 1997, *Time for Life : The Surprising Ways Americans Use Their Time*. University Park, PA : Pennsylvania State U. P.

- Robitaille, P., 1977, *L'âge d'or et son histoire*. Sherbrooke, FADOQ-Estrie.
- Rocher, G., 1969, *Introduction à la sociologie générale*. Montréal, Hurtubise/HMH.
- Rocher, G., 1972, *Talcott Parsons et la sociologie américaine*. Coll. Sup. Paris, P.U.F.
- Rochon, M., 2007, « Participation des personnes âgées au revenu national et au financement des dépenses publiques », chap. 15 de Gauthier, H., Jean, S., Langis, G., Nobert, Y., Rochon, M., *Vie des générations et personnes âgées : aujourd'hui et demain*. Vol 2. Québec, Institut de la la statistique du Québec, 351-380.
- Rowe, J. W., Khan, R. L., 1997, « Successful Aging », *The Gerontologist*, 37, 4, 433-440.
- Rowe, J. W., Khan, R. L., 1998, *Successful Aging*. New York, Pantheon.
- Roy, J., 1988, *Projet de maintien à domicile. Région de l'Estrie. 1. Approche écologique. 2. De quelques enjeux*. Québec, Centre de recherche sur les services communautaires de l'Université Laval.
- Roy, J., 1989, « Les aînés dans leur communauté ». *Étude exploratoire de la situation des personnes âgées vivant à domicile dans la M.R.C. de Memphrémagog et leur désir d'hébergement institutionnel*. Québec, Centre de recherche sur les services communautaires de l'Université Laval.
- Roy, J., 1998a, *Les personnes âgées et les solidarités. La fin des mythes*. Coll. Diagnostique, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture/Presses de l'Université Laval.
- Roy, J., 1998b, « Solidarité horizontale chez les aînés », *Revue canadienne du vieillissement/Canadian Journal on Aging*, 17, 3, 311-329.
- Roy, J., 2008, « La contribution des aînés dans l'univers des rapports parentaux », *Vie et vieillissement* (Association québécoise de gérontologie), 6, 4, 15-16.
- Roy, L., 1983, *Des victoires sur la mort*. Québec, Éditeur officiel du Québec.
- Salomon, L. M., Anheier, H. K., 1997, *Defining the Nonprofit Sector : A Cross-national Analysis*. Manchester, N.Y., Manchester University Press.
- Santé Canada, 1993, *Les personnes âgées et la violence dont elles sont victimes : De la participation à la responsabilisation*. Ottawa, Family Violence Prevention Division.
- Santerre, R., 1989, « Vieillir au Québec hier et aujourd'hui » in Santerre, R., Létourneau, G. (dirs.), *Vieillir à travers le monde. Contribution à une gérontologie comparée*. Québec, Presses de l'Université Laval, 149-158.
- Savoie-Zajc, L., 1998, « L'entrevue semi-dirigée » in Gauthier, B. (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*. Québec, P.U.Q., 263-285.
- Schaar, J. H., 1961, *Escape From Authority. The Perspectives of Erich Fromm*. New York, Basic Books, Inc.
- Scott, W. J., Grasmick, H. G., 1979, « Generations and Group consciousness. A Quantification of Mannheim's Analogy », *Youth and Society*, 11, 2, 191-213.

Selin, S. W., Howard, D. R., 1988, « Ego involvement and Leisure Behavior : A Conceptual Specification », *Journal of Leisure Research*, 20, 3, 237-244.

Shivers, J. S., Fait, H.F., 1980, *Recreational Service for the Aging*. Philadelphia, Lea & Febiger.

Shorter, E., 1977, *Naissance de la famille moderne (XVIII^e-XX^e siècle)*. Paris, Seuil.

Simard, J.-P., 1984 (réédité en 2005), *Guide du savoir-écrire*. Montréal, Editions de l'Homme.

Smith, H. W., 1975, *Strategies of Social Research. The Methodological Imagination*. Englewood Cliffs, N. J. Prentice-Hall.

Statistique Canada, 2001, *Un rapport sur l'éducation des adultes au Canada*. Ottawa, Ministre de l'Industrie.

Stobert, D., Dosman, D., Keating, N., 2006, *L'emploi du temps des Canadiens âgés*. Ottawa, Statistique Canada, n° 89-622-XIF. Disponible en ligne à www.statcan.ca.

Stone, L. O., Frenken, H., Dak Ming Ng, E., 1988, Liens de famille et d'amitié chez les Canadiens âgés : rapport préliminaire sur les résultats de l'enquête sociale générale. Ottawa, Approvisionnements et Services Canada, n° 89-508 au catalogue de Statistique Canada.

Stone, L., O., Rosenthal, C., Connidis, I. A., 1998, *Les échanges de soutien entre les parents et les enfants et l'équité intergénérationnelle*. Ottawa, Statistique Canada, n° 89-557-XPF au catalogue.

Stryker, S., Burke, P. J., 2000, « The Past, Present and Future of Identity Theory », *Social Psychology Quarterly*, 63, 4, 284-297.

Texier, J., 1977, « Sur la détermination en dernière instance » in Balibar, E. (dir.), *Sur la dialectique*. Paris, Ed. Sociales, 251-308.

Therrien, M., Gauthier, H., 1988, *Profil statistique des régions du Québec*, suivi de *Étude spéciale : le vieillissement démographique des régions, 1976-2036*. Québec, Office de planification économique du Québec.

Thévenet, A., 1989, *Le quatrième âge*. Coll. « Que sais-je? » n° 2454. Paris, PUF.

Thomas, D., 1998, *La participation dans les associations volontaires de personnes âgées : le cas de l'Abitibi-Témiscamingue*. Thèse de doctorat inédite en sciences humaines appliquées. Faculté des études supérieures de l'Université de Montréal (disponible en ligne via le répertoire des thèses canadiennes).

Thomas, D., 2002, « La mobilisation des personnes âgées au Québec : des associations aux coalitions », *Les Cahiers de la FIAPA*, n° 2. Paris, Fédération internationale des associations de personnes âgées, 104-109.

Thompson, E. P., 1979, « Temps, travail et capitalisme industriel », *Libre*, 5, 3-63.

Thurz, D., Nusberg, C., Prather, H., Eds., 1995, *Empowering Older People. An International Approach*. London (Engl.), Cassell Ed.

Touraine, A., 1997, *Pourrons-nous vivre ensemble? Égaux et différents*. Coll. Biblio Essais Livre de Poche n° 18. Paris, Fayard.

Touraine, A., 2006, « Mouvements sociaux » in Mesure, S., Savidan, P (dirs.), 2006, *Dictionnaire des sciences humaines*, Paris, P.U.F., 799-802.

Tourigny, M., Dagenais, C., 1998, « Introduction à la recherche évaluative. La recherche au service des intervenants et des gestionnaires » in Bouchard, S. et C. Cyr (sous le direction de), *Recherche psychosociale. Pour harmoniser recherche et pratique*. Québec, P.U.Q., 389-435.

Toussaint, F., 1985, *Les conditions de vie des retraités de l'enseignement du Québec. Rapport d'une enquête conduite en juin 1985*. Québec, Association des retraités de l'enseignement du Québec.

Toussaint, F. (sans date)a, *L'entraide dans les rangs de l'A.R.E.Q. Rapport sur la situation en 1988-89*. Québec, Association des retraités de l'enseignement du Québec.

Toussaint, F. (sans date)b, *L'entraide dans les rangs de l'A.R.E.Q. Quelques lignes d'action. Guide pratique*. Coll. Instruments n° 4. Québec, Association des retraités de l'enseignement du Québec.

Tremblay, M. (dir.), 1998, *Les politiques publiques canadiennes*. Québec, Les Presses de l'Université Laval.

Tremblay, M., Tremblay, P.-A., Tremblay, S. (dirs.), 2006, *Le développement social, un enjeu pour l'économie sociale*. Québec, Presses de l'Université du Québec.

Tremblay, P.-A., 2006, « Des moyens pour la société civile : l'exemple des groupes communautaires québécois » in Tremblay, M., Tremblay, P.-A., Tremblay, S. (dirs.), *Le développement social, un enjeu pour l'économie sociale*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 192-205.

Tremblay, S., 2006, « Hétéronomie ou coproduction du développement social. Réflexion sur l'usage du concept de développement social » in Tremblay, M., Tremblay, P.-A., Tremblay, S. (dirs.), *Le développement social, un enjeu pour l'économie sociale*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 37-47.

Turcotte, M., Schellenberg, G., 2006, *Un portrait des aînés au Canada*. Ottawa, Statistique Canada, n° 89-519-XIF au catalogue. Disponible en ligne : www.statcan.ca.

Turcotte, D., Tard, C., 2000, « L'évaluation de l'intervention et l'évaluation de programme » in Mayer, R., Ouellet, F., Saint-Jacques, M.-C., Turcotte, D. et coll., 2000, *Méthodes de recherche en intervention sociale*. Montréal, G. Morin, Éd., 327-358.

Turner, B. S., Ed., 2006, *The Cambridge Dictionary of Sociology*. Cambridge, UK, Cambridge University Press.

Turner, J. H., Ed., 1998, *The Structure of Sociological Theory*. Sixth Ed. Belmont, CA, Wadsworth Publ.

Turner, J. H., Ed., 2006, *Handbook of Sociological Theory*. New York, Springer.

Turner, J. H., Boyns, D. E., 2006, « The Return of Grand Theory » in Turner, J. H., Ed., *Handbook of Sociological Theory*. New York, Springer, 353-378.

Vachon, B. (dir.), [sans date], *L'atlas de l'évolution démographique des municipalités locales des municipalités régionales de comté du Québec de 1951 à 1991*. Étude réalisée pour l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales.

Vaillancourt, F., 1988, « Le statut économique du français et des francophones du Québec », *Interface* (ACFAS), 9, 5, 23-27.

Vaillancourt, Y., 2006, « Le développement social un enjeu fondamental » in Tremblay, M., Tremblay, P.-A., Tremblay, S. (dirs), *Le développement social, un enjeu pour l'économie sociale*. Québec, Presses de l'Université du Québec., 12-36.

Vallerand, R. J. (dir.), 1994, *Les fondements de la psychologie sociale*. Boucherville, G. Morin, Éd.

Vallin, J., 2006, « La planète vieillit, mais de façon très contrastée » in Badie, B., Di-diot, B., *L'état du monde. Annuaire économique géopolitique mondial*. Paris, Éd. La Découverte; Montréal, Éd. du Boréal, 88-94.

Vanasse, M., 2005, « Chronologie Laure Gaudreault (1889-1975) » in Gauthier, S., *Laure Gaudreault. La syndicaliste de Charlevoix*. Montréal, Éd. XYZ.

Vandelac, L. et coll., 1985, *Du travail et de l'amour. Les dessous de la production domestique*. Montréal, Éd. Saint-Martin.

Van Den Berg, A., Blais, A. (dirs.), 2002, *La théorie du choix rationnel contre les sciences sociales ? Bilan des débats contemporains*. Numéro thématique de *Sociologie et sociétés*, vol. XXXIV, n° 1.

Van Willigen, M., 2000, « Differential Benefits of Volunteering across the Life Course », *Journal of Gerontology : Social Sciences*, 55B(5), S308-318.

Vézina, J., Cappeliez, P., Landreville, P., 1994 et 2007, *Psychologie gérontologique*. Montréal, G. Morin, éd.

Viau, S., 1980, « Les mousquetaires du troisième âge », *Perspectives (La Presse)*, 22, 1 (5 janvier 1980), 2-3.

Viennau, J. G., Ouellette, P., 1987, « L'analyse du leadership chez les président-e-s des clubs d'âge d'or du Nouveau-Brunswick », *La Revue canadienne du vieillissement*, 6, 2, 97-104.

Villeneuve, P., 2007, « Politiques et programmes sociaux : développements, défis actuels et perspectives d'avenir » in Deslauriers, J.-P., Hurtubise, Y. (dirs.), *Introduction au travail social*, 2^e éd. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 69-93.

Viriot-Durandal, J.-P., 2003, *Le pouvoir gris. Sociologie des groupes de pression de retraités*. Paris, PUF.

Viriot-Durandal, J.-P. (dir.), 2003, *Le pouvoir gris ? Tome 1 : Pouvoir et influence politique. Les Cahiers de la FIAPA*, n° 1. Paris, Fédération internationale des associations de personnes âgées.

Viriot-Durandal, J.-P. (dir.), 2004, *Le pouvoir gris ? Tome 2 : Influences économiques et sociales. Les Cahiers de la FIAPA*, n° 2. Paris, Fédération internationale des associations de personnes âgées.

Voegtli, M., 2004, « Du Jeu dans le Je : ruptures biographiques et travail de mise en cohérence », *Lien social et politiques-RIAC*, 51, 145-158.

Ward, R. A., 1982a, « Occupational Variation in the Life Course : Implications for Later Life » in Osgood, N. J., Ed. *Life after Work*, New York, Praeger Publ., 249-267.

Ward, R. A., 1982b, « Aging, the Use of Time, and Social Change », *Intl. Journ. of Aging and Human Development*, 14, 3, 177-187.

West, G. E., Delisle, M.-A., Simard, C., Drouin, D., 1996, « Leisure activities and Service Knowledge and Use among the Rural Elderly », *Journal of Aging and Health*, 8, 2, 254-279.

Wilensky, H. L., 1963, « The Uneven Distribution of Leisure : the Impact of Economic Growth on "Free Time" » in Smigel, E. O. Ed., *Work and Leisure : A Contemporary Social Problem*. New-Haven, Conn., College and University Press, 7-148.

Williams, D. R., Wilson, C. M., 2001, « Race, Ethnicity, and Aging » in Binstock, R. H., George, L. K., Eds., *Handbook of Aging and the Social Sciences*, New York, Academic Press., 22-43.

Zay, N., 1981, *Dictionnaire-manuel de gérontologie sociale*. Québec, Presses de l'Université Laval.

Zay, N., 1984, « Analyse des politiques et institutions québécoises concernant les personnes âgées », *Sociologie et sociétés*, XVI, 2, 105-118.

Fin du texte